

[Blog de Paul Jorion, catégorie « Monnaie »](#)

Anthropologie - Economie - Sciences cognitives - Philosophie - Etc.

Avec l'accord de Paul, je publie cette **sélection sur la monnaie** que j'ai composée **pour permettre une impression facile et soignée** d'un travail collectif de longue haleine que je trouve d'une rare intelligence et d'un formidable intérêt pédagogique : chaque citoyen devrait prendre conscience des enjeux et mécanismes de la monnaie : à mon sens, **la liberté ou la servitude dépend de cette prise de conscience.**

J'ai donc ici copié bout à bout **tous les articles de Paul Jorion relatifs à la monnaie, suivis des échanges** qui sont souvent d'une qualité exceptionnelle.

Il reste à **surligner les commentaires les plus importants**, pour permettre à ceux qui n'ont pas le temps matériel de lire 300 pages de débat citoyen sur la monnaie de découvrir **l'essentiel de l'essentiel**. Chacun d'entre-vous peut m'aider à ce dernier travail en me signalant (etienne.chouard@free.fr) les passages qui comptent le plus pour lui : je surlignerai et publierai la mise à jour.

31 juillet 2008 (*Mise à jour 21 novembre 2008*)

Étienne Chouard <http://etienne.chouard.free.fr/Europe>.

Attention : il existe une mise à jour plus récente (16 mars 2010), et beaucoup plus importante (8 533 pages), sous un autre lien :

http://etienne.chouard.free.fr/Europe/Tout_notre_debat_sur_la_monnaie_chez_Paul_Jorion.pdf

Le document ci-dessous (l'ancien) est téléchargeable à cette adresse :

http://etienne.chouard.free.fr/Europe/messages_recus/Blog_de_Paul_Jorion.pdf

07 02 2008 Le scandale des banques qui « créent » de l'argent

Publié par [Paul Jorion](#) dans [Economie](#), [Monde financier](#), [Monnaie](#)

Comme on le sait lorsque l'on lit ici mes billets, je ne me prive pas de critiquer la finance quand cela me semble justifié. Cela ne signifie pas pour autant que je souscrive à toute critique exprimée vis-à-vis du système financier. Je lis de plus en plus souvent par exemple, que « les banques commerciales créent de l'argent », et qu'il y aurait là un scandale à dénoncer. Or, cette proposition est fautive : les banques commerciales ne créent pas d'argent. J'explique pourquoi.

Quand elle vous prête de l'argent, la banque n'en crée pas : si elle peut vous prêter, c'est soit qu'elle utilise l'argent de quelqu'un d'autre, disponible sur son compte-chèque ou sur son livret-épargne (moins les « réserves obligatoires » qu'elle doit conserver comme provisions), soit qu'elle emprunte elle-même cet argent – par exemple en émettant des certificats de dépôt – et vous le re-prête. Son profit résulte du fait qu'elle vous prête à un taux plus élevé que celui qu'elle consent sur un livret-épargne ou que celui auquel elle emprunte elle-même. Il n'y a (malheureusement !) pas de « miracle de création d'argent » : les banques commerciales ne créent pas d'argent *ex nihilo* ! Pour en prêter, il faut que comme vous et moi, elles le trouvent quelque part !

En regardant d'un peu plus près le raisonnement de ceux qui soutiennent cette « légende urbaine », je vois l'accent mis sur trois choses : que beaucoup d'argent circule aujourd'hui sous forme électronique, que l'argent circule très vite et que la banque vous fait payer des intérêts. Ils disent : « On ne voit pas les billets ! ». Réponse : Ça n'a aucune importance : que votre employeur vous règle

en billets de banque à la fin du mois, billets que vous allez alors déposer sur votre compte-chèque, ou qu'il le verse directement – par un ordre électronique – sur votre compte, cela lui coûte strictement le même montant : il n'a pas « créé » d'argent dans le second cas. Ils disent aussi : « Si vous obtenez un prêt aujourd'hui et que vous allez payer votre garagiste et qu'il dépose l'argent sur son compte, la banque pourra le re-prêter ! ». Réponse : Bien entendu mais où de l'argent a-t-il été créé ? C'est le même ! Il peut éventuellement circuler très vite au lieu d'être caché sous un matelas : c'est sa disponibilité pour d'autres transactions qui est en question avec l'épargne. Le Lac Victoria contient la même quantité d'eau que la Seine. L'eau s'écoule plus vite dans une rivière que dans un lac, donc il y a davantage d'eau dans la Seine que dans le Lac Victoria ! Non, je viens de le dire : le volume est le même ! Ils disent enfin : « Oui, mais vous payez des intérêts sur votre prêt et la personne qui empruntera l'argent déposé par le garagiste sur son compte, en paiera aussi ! ». Ben oui, mais pour payer ces intérêts, il faudra bien que je trouve l'argent quelque part – et de même pour lui ou elle !

Dans [un des articles](#) qui dénoncent le « scandale », il est écrit : « Beaucoup d'employés de banque diront que les banques commerciales ne créent pas d'argent... ». Encore heureux apparemment qu'eux au moins le sachent ! C'est dans les banques où je travaille que j'ai dû subir le même lavage de cerveau !

Ce bulletin a été publié le Jeudi 7 février 2008 23:14 et est classé dans [Economie](#), [Monde financier](#), [Monnaie](#) Vous pouvez suivre les réponses à ce bulletin avec le fil [RSS 2.0](#). Vous pouvez [répondre](#), ou faire un [rétro-lien](#) depuis votre site.

26 réponses à "Le scandale des banques qui « créent » de l'argent"

1. [Emir Abel dit :](#)
[7 février 2008 à 23:15](#)

J'avoue que j'ai du mal à vous suivre. J'ai l'impression que vous jouez sur les mots. C'est quand même bien le crédit qui crée la monnaie scripturale avec effet multiplicateur ? Alors certes, les banques n'impriment pas de billets (et donc ne créent pas d'argent physique), mais il me semble trompeur de dire que les banques ne créent pas d'argent puisque elles le font bien (et en détruisent) par l'intermédiaire du crédit.

2. [Paul Jorion dit :](#)
[7 février 2008 à 23:55](#)

On peut imaginer des cas qui réfutent mon argumentation : par exemple, qu'un particulier emprunte de l'argent à sa banque et dépose cette somme sur son compte bancaire. Dans ce cas-là, la banque peut effectivement réutiliser ce dépôt pour le re-prêter (encore une fois, moins les réserves obligatoires). Il y a alors un effet multiplicateur, qui est en fait subsidié par ce particulier payant des intérêts sur une somme qu'il n'avait aucune raison d'emprunter – puisqu'il la dépose sur son compte. La situation est évidemment tout à fait improbable et de tels effets sont nécessairement minimes. Je note que si l'on remplace le prêt par une ligne de crédit dans l'exemple, il cesse de fonctionner : l'argent non utilisé sur une ligne de crédit ne circule pas et ne donne pas lieu à versement d'intérêts.

Je vois que Maurice Allais pense que cette création *ex nihilo* joue un rôle important et la dénonce. Je n'ose pas croire que le seul Prix Nobel Français d'économie puisse se tromper et je chercherai donc à m'informer davantage sur ce qu'il a voulu dire.

3. [egdtp dit :](#)
[8 février 2008 à 09:28](#)

Beaucoup de la documentation de l'association canadienne "[Vers Demain](#)", porte sur ce sujet. La [fable illustrative](#) qu'elle propose est très éclairante. Pouvez vous appuyer votre refutation de cette "légende urbaine" suite à cette lecture ?

Pour moi un des problèmes est le découplage total de la monnaie de toute contrepartie physique en dehors du marché : les choses ne valent que ce que l'on est prêt à payer ou prêt à accepter contre elles, suivant que l'on est soit acheteur ou vendeur. L'argent n'a donc aucune existence ni valeur sans échange. Et pourtant la richesse est mesurée par les chiffres dans les livres et non par la mesure de la satisfaction des besoins sur un référentiel qualitatif commun à tous.

M Mittal est riche de la propriété de ses parts dans ses entreprises, mais s'il cherchait à les vendre, il n'en tirerait peut être pas toute la somme qui lui est attribué aujourd'hui : la crise des subprime en est une bonne illustration : un bien qui ne trouve pas preneur, quelque soit sa valorisation, ne représente rien sinon sa valeur d'usage. Valeur qui est proche de zéro pour un financier, et pour le moins non comptée.

Merci pour vos éclairages.

4. *JLS dit :*
[8 février 2008 à 09:43](#)

Moi non plus je ne comprends pas. Sur la plupart des blogs d'économie j'entends dire que ce sont les banques centrales qui créent de l'argent, d'autres disent non ce ne sont pas les banques centrales (elles ne créent que l'argent physique billets + pièces) mais les banques commerciales qui en faisant crédit "créent" l'argent.

Par exemple, elles créent plus d'argent si les règles de crédit sont plus laxistes (comme c'est le cas aux Etats-Unis) ou par exemple en utilisant un effet de levier plus important, par exemple pour 1 euro dans mes caisses je peux prêter 10, si on change la règle de 1 pour 20, les banques commerciales peuvent créer plus d'argent. D'un autre côté, c'est souvent l'état qui fixe ces règles, donc on pourrait aussi dire que c'est l'état qui permet aux banques commerciales de créer de l'argent en assouplissant les règles prudentielles.

5. *Cuzzucoli Eric dit :*
[8 février 2008 à 11:51](#)

Bonjour,

Je vais peut être passer pour un pincailleur mais :

1) les banques françaises ne peuvent pas émettre des billets de trésorerie (qui sont réservés aux entreprises) pour se refinancer dans les marchés.

Par contre, elles peuvent émettre des certificats de dépôts à cet effet.

Je vous accorde que c'est 2 produits sont "quasiment" identiques mais la sémantique a son importance.

2) Si je me souviens bien de mes cours sur la Monnaie à l'Université, les banques sont bien des créatrices de monnaie

lorsqu'elles accordent un crédit à leurs clients.

C'est d'ailleurs pour ça que cette création de monnaie "banque commerciale" est encadrée par des règles de contingentement de la part de la Banque Centrale.

D'ailleurs, les banques généralement accordent plus de crédit à leurs clients qu'elles n'ont de dépôts dans leur bilan, gap de trésorerie qu'elles comblent par des emprunts ou des émissions de titres dans les marchés financiers.

Et c'est bien cette fonction de création de monnaie qui font que les banques ne sont pas des entreprises comme les autres, dont le métier ne serait qu'un "commerce" d'argent et de pourvoyeur de services financiers.

Eric CUZZUCOLI

Trésorier CMCIC

6. *Candide dit :*
[8 février 2008 à 13:17](#)

Bonjour,

Je ne suis pas économiste, mais je cherche à comprendre ce qui se passe actuellement au niveau financier en consultant différents sites internet, (américains en général, les sites financiers français me semblant désespérément nuls).

Il me semble (si j'ai bien compris), qu'avec un mélange de titrisation de dettes et de "leviérisation" (c), par l'intermédiaire de création de produits dérivés (CDO, CDx, ABx...) les banques peuvent créer autant de monnaie qu'elles veulent (sans contrepartie de réserves obligatoire vu que les SIV (dettes titrisées) sont sorties du bilan de la banque.

Par exemple:

- 1) Une banque Z prête une somme X à Mr Y pour l'achat d'une maison.
- 2) Elle crée une SIV dont les revenus sont basés sur les remboursements des emprunts immobiliers.
- 3) Mr Y sollicite un prêt auprès de la banque Z pour ses besoins personnels, en gageant ce prêt sur la valeur de sa maison dont le prix est (était) supposé monter indéfiniment. ==> on a ainsi une première multiplication des petits pains...
- 4) répétons cette opération (avec effet de levier 2, 3, ...x fois ; CDO, CDO de CDO, CDO de CDO de CDO, ajoutons y à chaque fois un effet de levier de 3 (par exemple) et on arrive à la merveille des merveilles qui est le système actuel de crédit où on se retrouve avec de l'ordre de 500 000 milliards de produits dérivés devenus non négociables, car reposant sur la base étriquée de la dette des pauvres qui ne peuvent plus payer.

Merci de me corriger si je n'ai rien compris.

7. *Paul Jorion dit :*
[8 février 2008 à 14:12](#)

Tout de suite une correction en réponse à Cuzzucoli Eric. Oui, les banques émettent des « certificats de dépôt », plutôt que des « Billets de Trésorerie » : une pure distraction de ma part et je corrige dans le texte.

Pour le reste, il semble que j'aie levé un lièvre avec cette question de l'« effet multiplicateur de la monnaie scripturale ». Comme vous le savez, je suis anthropologue et sociologue de formation et je n'ai pas appris la finance dans les livres mais sur le tas. Bien sûr durant ces dix-huit années, j'ai lu un nombre considérable de livres de finance mais je ne les ai jamais lus pour évaluer ma pratique : c'est au contraire à partir de celle-ci que j'ai pu juger les livres (j'avais procédé de la même manière auparavant en Intelligence Artificielle).

C'est ce qui s'est passé pour l'« effet multiplicateur de la monnaie scripturale » : j'ai travaillé dans des établissements bancaires où l'on se donnait beaucoup de peine pour trouver l'argent à prêter aux consommateurs. Vu la culture de ces entreprises, orientée vers la rentabilité, si l'on avait pu « créer » de l'argent par des opérations comptables, croyez-moi, on n'aurait guère hésité ! J'ai ensuite examiné les exemples que l'on vous propose pour « prouver » l'« effet multiplicateur de la monnaie scripturale » et la plupart contiennent des erreurs de logique élémentaire ou généralisent abusivement des cas particuliers. Ainsi dans l'exemple que j'ai offert en commentaire : il faut que le déposant mette l'argent qu'il a emprunté sur son *propre* compte pour que de l'argent soit « créé », etc.

Ceci dit, beaucoup de bonnes questions et d'excellents commentaires sur lesquels j'aurai à

revenir.

8. [Dilbert dit :](#)
[8 février 2008 à 21:58](#)

Les banques créent bien de l'argent par des opérations comptables, avec comme seule limite les réserves obligatoires. Une banque où j'ai travaillé avait quelques milliards de fonds propres et des encours de crédits au-delà de 100 milliards. La création monétaire est une réalité. Ce n'est pas un mal pour autant. Quand le crédit est remboursé, la monnaie créée est détruite. Je vous invite à lire [ceci](#).

9. [Armand dit :](#)
[8 février 2008 à 22:26](#)

Si, Mr Jorion, les banques créent de la monnaie. C'est la monnaie scripturale (« ce qui est écrit ») qui n'existe que sous forme électronique, celle qui figure sur les relevés de compte de ses clients.

Les banques centrales (BC), premier étage de cette escroquerie pyramidale, créent de la monnaie centrale qui existe sous deux formes :

- la monnaie fiduciaire, seule à avoir cours légal, représentée par les billets et pièces que nous avons en poche ou que nous déposons "à la banque" et que cette dernière garde très précieusement.

- la monnaie centrale électronique qui n'existe que dans la mémoire de l'ordinateur de la BC et est affectée à ses banques de premier niveau (les « primary dealers » de la FED). Cette forme électronique présente l'avantage de pouvoir être créée et détruite instantanément et à peu de frais. Cette création (destruction) de monnaie centrale électronique est essentiellement réalisée en contrepartie des TOMO, que le grand public connaît désormais par les expressions urbaines « d'injecter (éponger) des liquidités » ; en gros la banque dépose en garantie un avoir de grande qualité (p.ex. des bons du trésor notés triple-A), qu'elle s'engage à reprendre à l'issue du prêt (de 1 à 14 jours en général, mais parfois jusqu'à 3 mois, comme en cette période troublée) et la BC crédite le compte de cette banque en monnaie centrale ainsi créée ex-nihilo. Le prêt porte sur pourcentage de la garantie offerte, selon sa qualité. A l'issue, la banque rembourse la BC, avec l'intérêt convenu (le fameux taux d'escompte que fixe la BC ou un taux négocié lors « d'appels d'offres »), et la BC lui restitue sa garantie. C'est une classique opération d'escompte.

A partir de la monnaie centrale qu'elles contrôlent (sous forme électronique à son compte à la BC, ou en stock via les dépôts de ses clients) ces banques de premier niveau peuvent créer autant de monnaie bancaire que leur permet le « coefficient de réserves obligatoires » fixé par la BC. Ce coefficient dont "on" (= les médias) ne parle jamais est pourtant bien plus important que le taux d'escompte ou que ce fameux « taux monétaire » dont les mêmes "on" nous rebattent les oreilles (sans même préciser qu'il ne s'agit que d'un objectif que la BC va essayer d'imposer sur le marché monétaire de par ses interventions, mais qu'elle ne peut pas fixer !)

En accordant un prêt, la banque crée à son tour, ex-nihilo, de la monnaie bancaire électronique qui s'appelle euro, dollar ou pesos mais qui n'existe pas. Ou plutôt, elle n'en possède sous forme matérielle (billets) que ce pourcentage.

Prenons un exemple. Mr M vend, pour 100 k€, une maison à Melle Z et tous deux ont un compte à la banque Q. Q accorde 100 k€ de prêt à Z. Pour cela il suffit que Q ait encore 8 k€ de réserves en monnaie centrale non utilisée ... ou qu'elle les emprunte chez ses consoeurs sur le marché monétaire ou, plus cher, à la BC au guichet d'escompte. Alors, toutes choses égales par ailleurs, Z à une maison nantie par Q et un compte à -100 chez Q ; M à un compte à +100 chez Q ; Q est en équilibre *comptable* avec un compte à +100 et un autre à -100. Financièrement et bancairement la situation de Q est fort différente : M peut à tout instant retirer ses 100 tandis que Q ne peut pas les exiger de Z (qui se contentera de rembourser selon

l'échéancier prévu). Q a pour seule obligation d'avoir, mettons, 8 en petites coupures usagées ; pas 100 !

C'est le deuxième étage de l'escroquerie pyramidale. Avec un coefficient de 8% (pour reprendre celui de Bâle II qui concerne les fonds propres minimaux qu'une banque doit avoir par rapport à tous ses engagements) une banque peut donc créer 12 fois plus de monnaie bancaire qu'elle n'a de monnaie centrale !

Ca semble fou ? en réalité c'est pire, bien pire ; aux USA que vous semblez bien connaître, on trouve du 2% ! un effet de levier de 50 ; enfoncés les hedge funds avec leur misérable fois-15. Comment est-ce possible ? et bien ce taux de réserve dépend de la nature du dépôt. Il est très important sur les comptes à vue (puisque, par définition, le client peut en demander tout le solde à tout moment). Les banques US ont trouvé la parade : le "sweep". Elles proposent au client de rémunérer son compte, ce qu'il accepte évidemment. Mais il ne comprend pas que deux choses se passent alors : (1) la banque met cet argent sur un compte miroir et peut alors utiliser presque toute cette monnaie avec un beaucoup plus gros effet de levier et (2) c'est le client qui assume le risque du placement monétaire (et on a vu cet été ce qu'il en était de la sécurité associée). Merci Greenspan, JPM et Clinton, circa 1999 (abolition du « Glass-Steagall Act »)

Conclusion intermédiaire : dans un système bancaire à réserves fractionnaires toute banque est en permanence en faillite potentielle !!!

Il suffit qu'une partie seulement des M décident de retirer leurs avoirs (en espèces donc, c'est-à-dire en monnaie fiduciaire). Si les M de la LCR ou de la CGT comprenaient, ils pourraient détruire le système, et ce, de façon légale ! C'est ce qui s'appelle un « bank run ». On l'a vu avec Northern Rock. Les banques comptent sur les statistiques, la loi des grands nombres. Or en cas de crise ces modèles sont inopérants. On se retrouve hors de « l'enveloppe de vol ». C'est ce qui menace aujourd'hui.

La quantité de monnaie bancaire est estimée par l'agrégat M3, à comparer avec M1 qui contient la monnaie fiduciaire ...

Le troisième étage de cette escroquerie pyramidale est constitué des autres banques non clientes de la BC et des autres organismes financiers (crédit à la consommation p.ex.).

Question : quelle différence réelle entre un « taux monétaire » inchangé à 4% ou en hausse à 4.25%. Que se passerait-il si, à la place -ou en complément- de cette hausse, la BC remontait le coefficient des réserves obligatoires ? Indice : regarder ce qui se passe en Chine depuis un an. La banque nationale (pas centrale) chinoise augmente ce coefficient qui est à 15.5% maintenant (en fait elle s'en sert pour stériliser les US\$ sur-numéraires de ses importeurs).

Question : Si les CDO et autres ABS triple-A que la FED accepte sont dégradés par les agences de notation, comment les banques US pourront-elles se refinancer ? on comprend l'enjeu vital de sauver les monolines.

Quiz : (pour voir si le lecteur a bien compris) quelle différence entre un billet de 100 €, un relevé de compte avec solde de 100 €, un chéquier, une carte bancaire ?

- le billet a cours légal. De part la loi, nul ne peut le refuser, c'est ce qui lui donne sa force. C'est un contrat juridique « au porteur » et qu'on peut donc transmettre librement. C'est une promesse qu'on reçoit en échange d'un bien ou d'un service (son salaire p.ex.) et qu'on pourra plus tard utiliser pour consommer un bien ou un service. Sauf que cette promesse se dévalue du fait de l'inflation. C'est une promesse mensongère.

- le relevé est une promesse bancaire de remettre « à vue » la promesse mensongère précédente. Du fait du coefficient de réserve fractionnaire, on peut dire que cette promesse bancaire est elle aussi mensongère et, en plus, intenable.

- le chèque, qui n'a pas cours légal et que chacun peut refuser (sauf exceptions prévues par la loi, seuil des 3 000 €, salaire) est un moyen de transmettre la promesse bancaire mensongère et intenable à autrui. Mais c'est gratuit.
- la carte bancaire est aussi un moyen de refiler la patate chaude à un tiers. Mais c'est payant annuellement, ça trace où et quand a eu lieu la transaction et même en quoi elle consistait.

Pour conclure ce mot de Henry Ford, au début du 20ème siècle, alors que la FED venait d'être créée (1913) : « si le peuple comprenait comment fonctionne la monnaie fiduciaire et le système bancaire à réserves fractionnaires, il y aurait une révolution avant demain matin ».

Votez Ron PAUL.

10. [Armand dit :](#)
[9 février 2008 à 00:01](#)

Le mécanisme de multiplication décrit dans le lien Europe2020 n'est pas valable. En effet la monnaie bancaire (électronique et virtuelle) de 9 000 créée par One par multiplication de sa monnaie centrale 1 000, ne peut pas être multipliée à son tour. Le coefficient de réserves fractionnaires ne s'applique qu'aux avoirs en monnaie centrale.

Lorsque tout ou partie de ces 9 000 en monnaie bancaire sont transmis (en paiement) à la banque Two, alors le mécanisme de compensation interbancaire (chaque soir) fait que One doit remettre 9 000 en monnaie CENTRALE (et non pas bancaire) à Two. Ce qu'elle ne peut évidemment pas faire : elle est en faillite ; En pratique, vu les réserves en monnaie centrale de ces banques et la masse de toutes les opérations, il y aura aussi des paiements de Two à One ; seuls les soldes sont à compenser.

Les banques en déficit de monnaie centrale devront s'en procurer pour conserver ce coefficient de 9 tandis que d'autres seront à l'aise et pourront prêter aux banques « en manque », moyennant garantie via le marché interbancaire (sauf si les garanties étant supposées douteuses, ce marché ne fonctionne plus). C'est pourquoi votre banquier essaie de vous domicilier lorsqu'il vous prête : il a intérêt à conserver le maximum de votre monnaie centrale pour continuer son business, plutôt que de devoir la refiler à ses concurrents.

Dit d'une autre manière : ce coefficient s'applique à l'ensemble de la monnaie centrale par rapport à l'ensemble de la monnaie bancaire. Et compte tenu de ce que ce coefficient dépend également du type de compte (courant, livret, épargne, placement, ...)

Toute l'astuce diabolique, au sens premier, des banques US a été de transférer cette monnaie centrale là où elle n'était soumise qu'à un faible coefficient, voire à aucune limite ! D'ailleurs, leurs fonds propres n'ont cessé de diminuer tandis qu'augmentait leurs encours !

Le véritable hedge fund à fort levier en déconfiture est le système bancaire US. C'est pourquoi je pense que la FED est en mode panique.

11. [Armand dit :](#)
[9 février 2008 à 00:50](#)

Un peu de lecture :

<http://www.hussmanfunds.com/wmc/wmc071204.htm> (et ses archives)

Cet auteur, gestionnaire de fonds, démonte ces mécanismes (avec des liens vers la FED), notamment le « buzz » lamentable des médias grand-public sur « l'injection record » de « liquidités » de la BCE cet été : un pet habituel, juste 2% ou 3% de plus qu'en 2006 ... car s'était bien du vent, ses « liquidités » ayant été « épongées » dans la foulée.

Pour les miracles (mirages !) de la BCE, voir ici :

<http://www.pro-at.com/analyse-bourse/technique-Desperate-Central-Banks-3-7807.html> (et les archives de cet auteur)

Sur M3 reconstitué (après que la FED en eût suspendu la publication car « trop coûteux » et / ou « inutile ») comme proxy de l'effet de levier de la finance US (et de la catastrophe qui risque de se produire) :

http://www.nowandfutures.com/key_stats.html

http://www.shadowstats.com/alternate_data

Dans l'Euroland on en est à 12% pour M3 (contre un objectif de 4.5% que c'était "auto"-assigné la BCE et dont elle ne parle curieusement plus).

"On" convient que l'inflation peut-être estimée par M3 - PIB_non_déflaté, c'est-à-dire quantité de monnaie disponible (essentiellement bancaire sous forme virtuelle donc) moins quantité de richesses produites. En effet, cette monnaie peut être, et est, utilisée pour acheter des biens ou services. S'il y a 12% de monnaie en plus pour seulement 3% de richesse en plus alors les prix augmentent d'environ 9%. L'inflation est un phénomène essentiellement monétaire.

Evidemment les prix n'augmentent pas de façon homogène ; ceux qui sont à la source de cette monnaie virtuelle la dirigent en prenant leur commission. D'où les bulles successives dans les différentes classes « d'actifs » ; mais les BC n'utilisent pas ces prix-là pour leur objectif d'inflation ... seul compte pour elles le sous-ensemble des prix à la consommation qui est sous contrôle disent-elles. Mais quand les prix à la consommation dérapent à leur tour (ils sont en avant-dernière position dans la chaîne de propagation), c'est trop tard. La BC entonne alors son air célèbre de « on va lutter contre l'inflation de deuxième tour » c'est-à-dire contre l'augmentation des salaires, le prix du travail, le dernier maillon de la chaîne inflationniste.

12. *E. de Moustier dit :*

[11 février 2008 à 21:27](#)

Je pense que l'auteur du blog devrait faire remonter en première ligne les commentaires d'Armand et se mettre à jour.

La seule remarque que l'on pourrait faire à Armand est relative à la nature juridique de la monnaie qui à mon sens n'est plus un contrat (depuis la perte de tout étalon) et dont la valeur outre le paramètre inflation est fluctuante en fonction des systèmes monétaires et des marchés.

Je confirme en tant qu'avocat, que les encours ne sont couverts que par des réserves ridicules, et que ce principe est mis en échec pour ce qui concerne les engagements hors bilan, notamment les produits dérivés, lorsque (officiellement), ils servent de couverture....

Une grosse partie des négociations lors des accords de Bâle était de savoir justement ce qui était mis dans les engagements hors bilan.

En outre, au-delà de la création de monnaie scripturale dans le cadre de prêts, il existe également beaucoup d'engagements bancaires imposés par la loi et qui à mon avis se retrouvent le plus souvent hors bilan....

Je pense à toutes ces cautions obligatoires imposées à des professionnels auprès d'établissements financiers : cautions de sous-traitants et garantie d'achèvement dans le secteur immobilier...., caution d'activités réglementées tel le placement de salariés.....

Je note un très fort lobbying bancaire :

- tant au niveau des lois, je pense essentiellement à un article venu dans la loi de sauvegarde

des entreprises, nous expliquer que le banquier n'est plus responsable du crédit qu'il octroie.....
- qu'au niveau des juridictions (ne pas oublier que dans chaque tribunal de commerce siègent des salariés de banques....)

Le système du crédit tel que conçu ne peut prospérer qu'avec une forte croissance réelle, et non pas sur des bulles successives..... entretenues à dessein....

Rikki34

13. [Paul Jorion dit :](#)
[11 février 2008 à 23:39](#)

A E. de Moustier

A propos de « Je pense que l'auteur du blog devrait faire remonter en première ligne les commentaires d'Armand et se mettre à jour ». Vous avez dû voir que ce fut fait dès le lendemain.

D'autres correspondants - eux aussi bien informés - se demandent si je n'ai pas fait trop rapidement machine-arrière. Ainsi un message ce matin : « ... l'évolution de la crise renforce en fait ce que tu me disais l'été dernier — que les banques sont en gros soumises aux mêmes contraintes que les autres types d'entreprises. Si elles ne l'étaient pas, lorsqu'elles subissent des pertes comme CityGroup ou la Société Générale, il leur suffirait de créer davantage d'argent pour combler le trou. La "création d'argent" a donc manifestement des limites ».

14. [rikki34 dit :](#)
[12 février 2008 à 10:26](#)

Je me permets une réponse rapide, étant occupé ces jours-ci....

En réalité, la création monétaire est un sujet très intéressant qui varie selon la permissivité des législations, je vais essayer de vous trouver de la documentation juridique, normes comptables, et extraits des traités de Bâle, étudiés il y a plus de 10 ans à la fac....

Je vous conseille en attendant sur le sujet, les excellentes notes et posts de DENISSTO sur boursorama.

Les deux affirmations :

- création de masse monétaire dans le cadre des prêts
 - et normes comptables strictes pour les banques
- ne sont pas incompatibles et se complètent au contraire.

Ainsi il n'existe pas un ratio, mais des dizaines qui imposent aux banques que leurs encours soient garantis :

- ratio par rapport aux fonds propres
- ratio par rapport aux liquidités (notamment les dépôts)
- ratio par rapport à certains actifs en fonction de leur notation,
- la durée des encours est également prise en considération.....

Il existe donc un coefficient multiplicateur permettant aux banques de prêter plus que ce qu'elles ont effectivement en Trésorerie.

Il en découle corrélativement une comptabilité très spécifique et particulièrement exigeante.

Ainsi pour prêter et pour garantir les encours, la banque doit justifier, d'un certain niveau de :

- fonds propres,
- liquidités,
- et d'actifs....

Si du fait de pertes les fonds propres diminuent ou que des actifs se déprécient, la banque doit recapitaliser car non seulement elle ne peut plus offrir les garanties légales pour les prêts anciens, mais elle n'a plus le droit de prêter même à des gens solvables....

D'où les besoins actuels de SG et des autres banques exposées (City Group, Morgan....)

La création monétaire est limitée à la simple offre de crédits (ce qui est déjà pas mal) et a des corollaires très exigeants, la banque ne peut pas créer de la monnaie, pour saupoudrer ses bilans (en ce sens vous avez raison), en revanche légalement elle peut prêter plus qu'elle n'a.

Historiquement cette permissivité au niveau des crédits remonte effectivement à Guillaume d'Orange et à la création de la Banque d'Angleterre.

Sur le plan de la stricte monnaie scripturale, les effets de commerce qui remontent en occident au moyen age, avaient déjà comme effet de permettre une mobilisation de monnaie (légèrement) supérieure aux réserves or....

Courtoises salutations,

Et merci pour votre blog qui donne l'occasion d'échanger (sans censure).....

15. [Alain P. dit :](#)
[13 février 2008 à 09:17](#)

Si... les banques créent bien de la monnaie, ou tout au moins son équivalent, avec les crédits de toute sorte à commencer par votre carte bleue à débit différé.

Et certaines banques centrales comme par exemple la FED en ont tellement conscience qu'elles ne publient plus le M3. voir : http://fr.wikipedia.org/wiki/Masse_mon%C3%A9taire
Significatif, non ?

Et si rien de très fort n'est fait d'ici peu je crains que nous ne soyons obligés de revenir à une sorte de convertibilité physique.

On a vraiment été trop loin dans la folie monétaire pour s'en sortir indemne avec juste une petite perte de 30 ou 40 %

Réfléchissez déjà aux valorisations boursières, croyez-vous que le système actuel, qui chiffre la valeur d'un titre sur la base des échanges d'une journée, souvent moins de 0,0 quelque chose %, soit raisonnable ? Rajoutez là dessus les dérivés, et vous aurez peut-être froid dans le dos comme moi lorsque je consulte la valorisation de mon compte.

16. [Dani dit :](#)
[13 février 2008 à 12:57](#)

à Paul Jorion :

A propos de :

"D'autre correspondants - eux aussi bien informés - se demandent si je n'ai pas fait trop rapidement machine-arrière. Ainsi un message ce matin : « ... l'évolution de la crise renforce en fait ce que tu me disais l'été dernier — que les banques sont en gros soumises aux mêmes contraintes que les autres types d'entreprises. Si elles ne l'étaient pas, lorsqu'elles subissent des pertes comme CityGroup ou la Société Générale, il leur suffirait de créer davantage d'argent pour combler le trou. La "création d'argent" a donc manifestement des limites ».

Les banques peuvent bien sûr créer de la monnaie, mais dans certaines limites, comme l'explique notamment Rikki34. or, quand elles font de grosses pertes, elles ont de la peine à

tenir les ratios auxquelles elles sont censées se soumettre. C'est à ce moment-là que la liquidité devient terriblement précieuse et que les banques la gardent jalousement, tout en limitant très strictement les crédits. C'est aussi à ce moment-là que la banque centrale est tentée d'intervenir pour redonner de la liquidité.

D'une certaine manière, indirectement, on peut dire que la banque centrale maîtrise grosso modo la quantité totale de monnaie en circulation (fiduciaire + scripturale), mais que ce sont les banques commerciales qui vont pouvoir décider à qui va bénéficier l'émission monétaire, qui pourra utiliser de la monnaie.

Ce système de monnaie à deux étages est suffisamment étrange pour devenir difficile à concevoir. Les banques peuvent multiplier d'un certain facteur la masse monétaire initialement émise par la banque centrale, mais pas plus. Et il faut ajouter que les banques ont notamment pour tâche de transformer du crédit à court terme en crédit à long terme. Cela me semble un des éléments importants.

Peut-être ne faudrait-il pas dire que les banques commerciales "créent" de la monnaie, mais qu'elles "multiplient" de la monnaie déjà existante...un peu comme Jésus... 😊

17. *guillaume dit :*

[13 février 2008 à 18:27](#)

1) le système monétaire actuel, une arnaque institutionnalisée ou une théorie « conspirationiste » ?

En clair, est-il possible que des phénomènes conjoncturels et systémiques comme l'inflation ou les dettes nationales ne soient pas inévitables. L'argent dirige le monde qui dirige l'argent et comment ?

Si il est vrai que le système actuel est d'une complexité inouïe, il est possible – et je vous conseille d'y consacrer le temps - d'étudier sa construction ; particulièrement celle du système monétaire US, car le débat relatif au fonctionnement de la monnaie y est plus présent dans l'histoire connu du public que sur l'ancien continent.

Dans un premier temps je propose à chacun de visualiser une [vidéo disponible sur alterinfo](#) :

Je m'excuse par avance du ton et du montage (bien à l'Américaine) mais je n'ai pas encore réussi à réfuter un seul des arguments présentés (et serais heureux de connaître vos critiques).

Pour ceux que le débat intrigue, je vous propose trois sites qui se sont penchés sur la question, si le point de vue est explicite, la valeur de l'argumentation et les questions soulevées me semblent pertinentes et méritent une analyse et une mise à l'épreuve sérieuse, l'enjeu étant de taille.

A- Le site des faux monnayeurs, particulièrement accessible à des non-spécialistes, possède de mon point de vue quelques approximations simplificatrices mais le raisonnement est intéressant particulièrement en ce qui concerne le sujet –polémique- de la dette nationale (Cf PS2 en bas du post). A préciser : la mise en perspective historique me paraît plus légère que celle des sites suivant...

« Par essence, la création monétaire ex nihilo que pratiquent les banques est semblable, je n'hésite pas à le dire pour que les gens comprennent bien ce qui est en jeu ici, à la fabrication de monnaie par des faux-monnayeurs, si justement réprimée par la loi. Concrètement elle aboutit aux mêmes résultats. La seule différence est que ceux qui en profitent sont différents »

“[La crise mondiale aujourd'hui](#)”, Maurice Allais, Prix Nobel de Sciences Économiques 1988. Ed.

Clément Juglar 1999.

Je précise au passage l'intérêt de savoir comprendre l'article 104 du traité de Maastricht, qui à mon sens rend institutionnel le monopôle des banques sur l'émission monétaire, dès lors les états ne peuvent plus créer de monnaie, ils peuvent tout au plus émettre des reconnaissances de dettes sur de l'argent déjà en circulation

B- le site du journal « [Vers demain](#) »

D'origine catholique, aucun prosélytisme de ma part mais comme les Textes interdisent l'usure, les catholiques ainsi que le tiers ordre dénoncent depuis longtemps ce qui au 18 et 19e était une pratique qui s'est institutionnalisée durant le 20e siècle.

Particulièrement intéressant : [Chapitre 49](#) - L'histoire du contrôle bancaire aux Etats-Unis (Article d'Alain Pilote, paru dans Vers Demain de juillet-août 1985.)

C- Le blog de « [Dicarno](#) »

Un blog d'économie, à voir, en particulier pour l'histoire de la création de la réserve fédérale (page 3 partie 1 en dessous de la partie 2) beaucoup de matière, une bibliographie assez complète...

18. *guillaume dit :*

[13 février 2008 à 18:29](#)

2) En quoi ces points de débats sont d'actualité à mon sens :

Cette perception de l'histoire monétaire et financière laisse envisager une réalité alarmante, la possibilité que des acteurs au sommet de l'oligarchie financière organisent volontairement des crises économiques pour imposer de nouvelles règles, toujours plus en leur faveur. Des crises qui bien souvent se traduisent par un appauvrissement massif des citoyens, les grands initiés s'étant retirés à temps de la partie.

Aujourd'hui l'économie traverse des turbulences pour le moins inquiétantes et l'on assiste à un débat public basé sur un paradoxe :

- les fondamentaux sont sains, les marchés doivent s'auto-corriger, les acteurs sont prudents mais optimistes ...
- en même temps, il est évoqué la possible nécessité d'une refonte globale du système international

Comme j'ai mauvais esprit, je me dis que pour des raisons qui leurs sont propres les patrons du système souhaitent laisser s'effondrer le système, en causant les désordres que l'on imagine (économique et géopolitique) afin de proposer un nouveau système globalisé qui consacrerait leur pouvoir...

Par exemple, une monnaie unique, pourquoi pas électronique, au fonctionnement centralisé et « indépendant » dont chaque citoyen serait dépendant...

J'entends déjà les louanges :

« Monnaie unique pour qu'il n'y ai plus de spéculation sur le marché des changes ...
Électronique pour éradiquer les trafics de drogues par exemple... »

Je ne serais pas étonné que cette idée soit portée autant par des « alter mondialistes » que par l'exécutif sarkozyste. Non, excusez moi, je dois être victime de la désinformation conspirationniste.... Mais s'il vous plait, ne réfutez pas ces raisonnements par un « si c'était vrai, ça se saurait »....

Amicalement guillaume

PS1 :CONSTITUTION DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Article I

Section 8. Le Congrès aura le pouvoir :

De lever et de percevoir des taxes, droits, impôts et excises, de payer les dettes et pourvoir à la défense commune et à la prospérité générale des États-Unis ; mais les dits droits, impôts et excises seront uniformes dans toute l'étendue des États-Unis ;

De faire des emprunts sur le crédit des États-Unis ;

De réglementer le commerce avec les nations étrangères, entre les divers États, et avec les tribus indiennes ;

D'établir une règle uniforme de naturalisation et des lois uniformes au sujet des faillites applicables dans toute l'étendue des États-Unis ;

De battre monnaie, d'en déterminer la valeur et celle de la monnaie étrangère, et de fixer l'étalon des poids et mesures

Cherchez les liens entre le Congrès et la reserve fédérale...On sait que en 1942, la Federal Reserve Bank de New York fut le lieu des réunions secrètes entre les états-majors britannique, soviétique et américain, afin de mener la guerre contre l'Allemagne nazie et l'Italie. En mai 1943, le Premier ministre britannique Winston Churchill et le Président américain Roosevelt s'y sont retrouvés. (Même wikipedia le dit...)

POURQUOI SE SONT ILS RETROUVE DANS CE LIEU, QUI EST UN ORGANISME FINANCIER PRIVE, pour décider du sort du monde et pas dans un lieu public (du gouvernement j'attends). Quand on sait que suite aux accords de Bretton Wood signé en 1944 le dollar est devenue la monnaie internationale de référence, on est en droit de se poser des questions...

PS2, à mettre en lien avec « l'arnaque de la dette nationale », saviez vous que :
Le rôle du Comité stratégique est en particulier de donner sa lecture propre des principes qui gouvernent la politique d'émission de l'État et la gestion de sa trésorerie, qui en sont les membres ? Réponse : [ici](#).

PS3 Pour corroborer ce que Armand a dit (Armand dit :9 février 2008 à 09:06 am) sur la position de Ron Paul en ce qui concerne la reserve fédérale :

En 2002 Mr Paul candidat aux élections de 2008 a proposé l'abolition de la Fed :

Congressman Ron Paul
U.S. House of Representatives
September 10, 2002

ABOLISH THE FEDERAL RESERVE

Mr. Speaker, I rise to introduce legislation to restore financial stability to America 's economy by abolishing the Federal Reserve. I also ask unanimous consent to insert the attached article by Lew Rockwell, president of the Ludwig Von Mises Institute, which explains the benefits of abolishing the Fed and restoring the gold standard, into the record.

Since the creation of the Federal Reserve, middle and working-class Americans have been victimized by a boom-and-bust monetary policy. In addition, most Americans have suffered a steadily eroding purchasing power because of the Federal Reserve's inflationary policies. This represents a real, if hidden, tax imposed on the American people. (.)

In conclusion, Mr. Speaker, I urge my colleagues to stand up for working Americans by putting an end to the manipulation of the money supply which erodes Americans' standard of living, enlarges big government, and enriches well-connected elites, by cosponsoring my legislation to abolish the Federal Reserve

[\(texte source\)](#)

PS4 Un livre à lire pour faire le lien avec la « réalité » :
« [Le grand bond en arrière](#) » de Serge Halimi (monde diplomatique) qui montre [comment l'ordre libéral s'est imposé au monde](#).

19. [Armand dit :](#)
[14 février 2008 à 08:18](#)

@dani : le système tient effectivement du miracle biblique de la multiplication des petits pains. Tant que les fidèles ne se posent pas trop de questions, c'est-à-dire croient plutôt que pensent ... ça passe, modulo quelques crises qui peuvent toujours être mises au compte du hasard, à pas de chance, à quelques traders fous, à des boîtes noires mal programmées, etc...

On peut tout aussi bien effectivement considérer que le système bancaire ne crée pas d'argent — P. Jorion va ainsi pouvoir ouvrir une nouvelle file 😊: il promet seulement de le faire via les relevés bancaires portant « monnaie scripturale », c'est-à-dire en s'engageant à remettre, à vue, cette quantité de monnaie fiduciaire centrale « ayant cours légal ». Et il s'agit d'une promesse mensongère et intenable du fait du système des réserves fractionnaires, comme expliqué plus haut.

On remarquera que même avec un ratio de réserves à 100% les banques seraient toujours en état permanent de faillite potentielle. En effet, « empruntant court pour prêter long », elles se trouveraient toujours en risque de devoir faire face à court terme à des obligations qu'elles ne peuvent assurer qu'à plus long terme.

20. [Gilbert Rachmuhl dit :](#)
[14 février 2008 à 18:09](#)

Je vous rappelle que le soi-disant prix Nobel d'économie n'existe que par un abus dommageable de langage. En effet c'est la Banque de Suède qui a créé ce prix et, en l'appelant prix d'économie en l'honneur d'Alfred Nobel, a initié volontairement cette confusion entre les véritables prix Nobel (Paix, Littérature, Chimie, Médecine) et son prix d'économie. Le fait que ce soit une institution bancaire à l'origine du prix laisse suspecter un aspect subjectif dans l'attribution du prix qu'on voit difficilement attribué à un économiste au discours en opposition avec celui du monde de la finance.

Continuer à soutenir cette confusion me paraît pour le moins malhonnête.

21. [guillaume dit :](#)
[14 février 2008 à 19:37](#)

A Gilbert,

“Le fait que ce soit une institution bancaire à l'origine du prix laisse suspecter un aspect subjectif dans l'attribution du prix qu'on voit difficilement attribué à un économiste au discours en opposition avec celui du monde de la finance.”

Dans le cas de M. Allais il y a quand même une “petite” divergence d'analyse au sujet de la création monétaire bancaire.

Ce qui ne veut pas dire que la remarque n'est pas pertinente pour autant.

« Par essence, la création monétaire ex nihilo que pratiquent les banques est semblable, je n'hésite pas à le dire pour que les gens comprennent bien ce qui est en jeu ici, à la fabrication de monnaie par des faux-monnayeurs, si justement réprimée par la loi. Concrètement elle aboutit aux mêmes résultats. La seule différence est que

ceux qui en profitent sont différents ».

“La crise mondiale aujourd'hui”, Maurice Allais, Prix Nobel de Sciences Économiques 1988. Ed. Clément Juglar 1999.

22. [Blog de Paul Jorion » Le « scandale » des banques qui créent de l'argent ? dit :](#)
[16 février 2008 à 19:19](#)

[...] Dans un premier temps, j'écris dans Le scandale des banques qui « créent » de l'argent : « ... cette proposition est fausse : les banques commerciales ne créent pas d'argent ». De nombreuses réactions. Je suis désarçonné, par l'argumentation d'Armand en particulier : « Si, Mr Jorion, les banques créent de la monnaie. C'est la monnaie scripturale ("ce qui est écrit") qui n'existe que sous forme électronique, celle qui figure sur les relevés de compte de ses clients ». [...]

23. [Blog de Paul Jorion » La création de la monnaie... et nous dit :](#)
[5 juin 2008 à 02:34](#)

[...] pas où je mettais les pieds quand, le 7 février, dans mon premier billet consacré à la monnaie Le scandale des banques qui « créent » de l'argent je remettais en question la notion de « création ex nihilo » de monnaie par les banques [...]

24. [Simon laflamme dit :](#)
[23 juin 2008 à 23:24](#)

Une chose est sûre, l'argent doit bien naître quelque part.

Le fait de monnayer un actif immobilier ou d'émettre un crédit en échange d'obligation du G, même si temporaire, reste de la création d'argent.

L'intérêt demandé dépasse alors du 100%, sans oublier le pouvoir de décision sur la production.

[Une page intéressante \(de moi\)](#) menant vers d'autres liens, comme le reflux bancaire.

25. [Vincent Lannoye dit :](#)
[25 juin 2008 à 06:13](#)

Si Monsieur Jorion. Comme le dit justement Armand, les banques sont autorisées à créer de l'argent par des prêts aux particuliers (mais pas question pour le banquier de se prêter à lui-même).

Mécanisme : si la banque a 10 euros en compte de dépôt, dès lors elle est autorisée par la BCE à inscrire 100 euros dans un compte de crédit accordé à un particulier ou à une entreprise. Création monétaire : 90 euros !!!

Tout ça est bien sûr très règlementé. D'ailleurs, la réglementation du crédit hypothécaire est en pleine revision. L'auriez-vous cru ?

Pour info, chaque fois que vous tirez sur votre carte de crédit, vous créez de la monnaie par le même mécanisme.

Évidemment, ce mécanisme est le résultat quasi involontaire de 5000 d'Histoire de monnaie et de banque.

Salutations,

Vincent.

26. [Vincent Lannoye dit :](#)
[25 juin 2008 à 06:17](#)

C'est donc bien vous et moi qui créons de la monnaie par l'intermédiaire des banques.

La création monétaire a été transférée de l'État vers les particuliers et les entreprises.

Vincent.

08 02 2008 Le scandale des banques qui créent - effectivement - de l'argent

Publié par [Paul Jorion](#) dans [Economie](#), [Monde financier](#), [Monnaie](#)

Mea culpa ! Vous m'avez convaincu que je me suis trompé : si des intérêts sont bien perçus sur de sommes créées de manière ad hoc par les banques commerciales – même si celles-ci sont neutralisées ensuite – il y a bien création d'argent *ex nihilo*. Comme le dit alors très justement Armand dans son commentaire au billet précédent :

« A partir de la monnaie centrale qu'elles contrôlent (sous forme électronique à son compte à la Banque Centrale, ou en stock via les dépôts de ses clients) ces banques de premier niveau peuvent créer autant de monnaie bancaire que leur permet le « coefficient de réserves obligatoires » fixé par la BC. Ce coefficient dont "on" (= les médias) ne parle jamais est pourtant bien plus important que le taux d'escompte ou que ce fameux « taux monétaire » dont les mêmes "on" nous rebattent les oreilles (sans même préciser qu'il ne s'agit que d'un objectif que la BC va essayer d'imposer sur le marché monétaire de par ses interventions, mais qu'elle ne peut pas fixer !) »

Désolé de vous avoir induit en erreur – et je pense surtout à ceux qui n'auront vu que mon billet précédent, mais on apprend tous les jours – moi y compris ! Ce que je vous propose de faire, c'est de mettre en exergue le commentaire d'Armand puisqu'il est très complet, et qu'on redémarre à partir de là : s'il se trompe, dites-le nous, c'est de cette manière que progresse le savoir. Merci aussi à tous les autres pour leur contribution au débat ! Voici le texte d'Armand in extenso (y compris son appel à voter pour Ron Paul – liberté de la presse avant tout !)

Si, Mr Jorion, les banques créent de la monnaie. C'est la monnaie scripturale (« ce qui est écrit ») qui n'existe que sous forme électronique, celle qui figure sur les relevés de compte de ses clients.

Les banques centrales (BC), premier étage de cette escroquerie pyramidale, créent de la monnaie centrale qui existe sous deux formes :

- la monnaie fiduciaire, seule à avoir cours légal, représentée par les billets et pièces que nous avons en poche ou que nous déposons "à la banque" et que cette dernière garde très précieusement.

- la monnaie centrale électronique qui n'existe que dans la mémoire de l'ordinateur de la BC et est affectée à ses banques de premier niveau (les « primary dealers » de la FED). Cette forme électronique présente l'avantage de pouvoir être créée et détruite instantanément et à peu de frais. Cette création (destruction) de monnaie centrale électronique est essentiellement réalisée en contrepartie des TOMO, que le grand public connaît désormais par les expressions urbaines « d'injecter (éponger) des liquidités » ; en gros la banque dépose en garantie un avoir de grande qualité (p.ex. des bons du trésor notés triple-A), qu'elle s'engage à reprendre à l'issue du prêt (de 1 à 14 jours en général, mais parfois jusqu'à 3 mois, comme en cette période troublée) et la BC crédite le compte de cette banque en monnaie centrale ainsi créée *ex-nihilo*. Le prêt porte sur pourcentage de la garantie offerte, selon sa qualité. A l'issue, la banque rembourse la BC, avec l'intérêt convenu (le fameux taux d'escompte que fixe la BC ou un taux négocié lors « d'appels d'offres »), et la BC lui restitue sa garantie. C'est une classique opération d'escompte.

A partir de la monnaie centrale qu'elles contrôlent (sous forme électronique à son compte à la BC, ou en stock via les dépôts de ses clients) ces banques de premier niveau peuvent créer autant de monnaie bancaire que leur permet le « coefficient de réserves obligatoires » fixé par la BC. Ce coefficient dont "on" (= les médias) ne parle jamais est pourtant bien plus important que le taux d'escompte ou que ce fameux « taux monétaire » dont les mêmes "on" nous rebattent les oreilles (sans même préciser qu'il ne s'agit que d'un objectif que la BC va essayer d'imposer sur le marché monétaire de par ses interventions, mais qu'elle ne peut pas fixer !)

En accordant un prêt, la banque crée à son tour, *ex-nihilo*, de la monnaie bancaire électronique qui s'appelle euro, dollar ou pesos mais qui n'existe pas. Ou plutôt, elle n'en possède sous forme

matérielle (billets) que ce pourcentage.

Prenons un exemple. Mr M vend, pour 100 k€, une maison à Melle Z et tous deux ont un compte à la banque Q. Q accorde 100 k€ de prêt à Z. Pour cela il suffit que Q ait encore 8 k€ de réserves en monnaie centrale non utilisée ... ou qu'elle les emprunte chez ses consoeurs sur le marché monétaire ou, plus cher, à la BC au guichet d'escompte. Alors, toutes choses égales par ailleurs, Z à une maison nantie par Q et un compte à -100 chez Q ; M à un compte à +100 chez Q ; Q est en équilibre *comptable* avec un compte à +100 et un autre à -100. Financièrement et bancairement la situation de Q est fort différente : M peut à tout instant retirer ses 100 tandis que Q ne peut pas les exiger de Z (qui se contentera de rembourser selon l'échéancier prévu). Q a pour seule obligation d'avoir, mettons, 8 en petites coupures usagées ; pas 100 !

C'est le deuxième étage de l'escroquerie pyramidale. Avec un coefficient de 8% (pour reprendre celui de Bâle II qui concerne les fonds propres minimaux qu'une banque doit avoir par rapport à tous ses engagements) une banque peut donc créer 12 fois plus de monnaie bancaire qu'elle n'a de monnaie centrale !

Ca semble fou ? en réalité c'est pire, bien pire ; aux USA que vous semblez bien connaître, on trouve du 2% ! un effet de levier de 50 ; enfoncés les hedge funds avec leur misérable fois-15. Comment est-ce possible ? et bien ce taux de réserve dépend de la nature du dépôt. Il est très important sur les comptes à vue (puisque, par définition, le client peut en demander tout le solde à tout moment). Les banques US ont trouvé la parade : le "sweep". Elles proposent au client de rémunérer son compte, ce qu'il accepte évidemment. Mais il ne comprend pas que deux choses se passent alors : (1) la banque met cet argent sur un compte miroir et peut alors utiliser presque toute cette monnaie avec un beaucoup plus gros effet de levier et (2) c'est le client qui assume le risque du placement monétaire (et on a vu cet été ce qu'il en était de la sécurité associée). Merci Greenspan, JPM et Clinton, circa 1999 (abolition du « Glass-Steagall Act »).

Conclusion intermédiaire : dans un système bancaire à réserves fractionnaires toute banque est en permanence en faillite potentielle !!!

Il suffit qu'une partie seulement des M décident de retirer leurs avoirs (en espèces donc, c'est-à-dire en monnaie fiduciaire). Si les M de la LCR ou de la CGT comprenaient, ils pourraient détruire le système, et ce, de façon légale ! C'est ce qui s'appelle un « bank run ». On l'a vu avec Northern Rock. Les banques comptent sur les statistiques, la loi des grands nombres. Or en cas de crise ces modèles sont inopérants. On se retrouve hors de « l'enveloppe de vol ». C'est ce qui menace aujourd'hui.

La quantité de monnaie bancaire est estimée par l'agrégat M3, à comparer avec M1 qui contient la monnaie fiduciaire...

Le troisième étage de cette escroquerie pyramidale est constitué des autres banques non clientes de la BC et des autres organismes financiers (crédit à la consommation p.ex.).

Question : quelle différence réelle entre un « taux monétaire » inchangé à 4% ou en hausse à 4.25%. Que se passerait-il si, à la place -ou en complément- de cette hausse, la BC remontait le coefficient des réserves obligatoires ? Indice : regarder ce qui se passe en Chine depuis un an. La banque nationale (pas centrale) chinoise augmente ce coefficient qui est à 15.5% maintenant (en fait elle s'en sert pour stériliser les USpesos sur-numéraires de ses importeurs).

Question : Si les CDO et autres ABS triple-A que la FED accepte sont dégradés par les agences de notation, comment les banques US pourront-elles se refinancer ? on comprend l'enjeu vital de sauver les monolines.

Quizz : (pour voir si le lecteur a bien compris) quelle différence entre un billet de 100 €, un relevé de compte avec solde de 100 €, un chéquier, une carte bancaire ?

- le billet a cours légal. De part la loi, nul ne peut le refuser, c'est ce qui lui donne sa force. C'est un contrat juridique « au porteur » et qu'on peut donc transmettre librement. C'est une promesse qu'on

reçoit en échange d'un bien ou d'un service (son salaire p.ex.) et qu'on pourra plus tard utiliser pour consommer un bien ou un service. Sauf que cette promesse se dévalue du fait de l'inflation. C'est une promesse mensongère.

- le relevé est une promesse bancaire de remettre « à vue » la promesse mensongère précédente. Du fait du coefficient de réserve fractionnaire, on peut dire que cette promesse bancaire est elle aussi mensongère et, en plus, intenable.

- le chèque, qui n'a pas cours légal et que chacun peut refuser (sauf exceptions prévues par la loi, seuil des 3 000 €, salaire) est un moyen de transmettre la promesse bancaire mensongère et intenable à autrui. Mais c'est gratuit.

- la carte bancaire est aussi un moyen de refiler la patate chaude à un tiers. Mais c'est payant annuellement, ça trace où et quand a eu lieu la transaction et même en quoi elle consistait.

Pour conclure ce mot de Henry Ford, au début du 20ème siècle, alors que la FED venait d'être créée (1913) : « si le peuple comprenait comment fonctionne la monnaie fiduciaire et le système bancaire à réserves fractionnaires, il y aurait une révolution avant demain matin ». Votez Ron PAUL.

Ce bulletin a été publié le Vendredi 8 février 2008 23:17 et est classé dans [Economie, Monde financier, Monnaie](#) Vous pouvez suivre les réponses à ce bulletin avec le fil [RSS 2.0](#). Vous pouvez [répondre](#), ou faire un [rétro-lien](#) depuis votre site.

23 réponses à "Le scandale des banques qui créent - effectivement - de l'argent"

1. [JLM dit :](#)
[9 février 2008 à 00:38](#)

Comme je ne connais rien à l'économie, mais que le feuilleton m'intéresse, je suis bien obligé de réfléchir avec les "moyens du bord", voici où j'en suis, sans trop savoir si ça fait avancer le "shmilblick".

Je vais développer une apparence de sophisme, c'est-à-dire démontrer une chose et son contraire ; le but est de rappeler que la monnaie est bien autre chose qu'un simple outil au service de l'économie.

Voyons les choses de la façon suivante.

Soit trois banques, respectivement A, B et C, chacune ayant leur client attitré x, y, et z.

La banque A reçoit 200 € en dépôt de x, les banques B et C empruntent à A chacune 100 €, par la suite, ces mêmes banques prêtent chacune 100 € respectivement à y et à z.

Selon ce schéma, il n'y a pas création de valeur, l'épargne de x est simplement déplacée vers y et z lesquels investissent au total pour 200 €.

Par contre, nous avons une suite de dettes dont la somme est

$A > x = 200$
 $B > A = 100$
 $C > A = 100$
 $y > B = 100$
 $z > C = 100$

Soit un total de dettes de 600 €

En résumé,

Les banques d'affaires ne créent effectivement pas d'argent, "de monnaie" mais elles créent des dettes et comme les dettes sont étiquetées en "valeur monnaie", nous avons l'impression subjective que c'est une seule et même chose, il est donc assez normal que la valeur totale des dettes paraisse supérieure à la valeur "référentielle" attachée aux objets qui auraient pu ou ont été achetés pour un total de 200 €.

La valeur "dette" déborde largement la valeur "argent", et l'enchaînement des dettes traduit un enchevêtrement de relation sociale entièrement rapportées à l'Etat, lequel garantit à chacun l'assurance que "tout se passera bien", qu'il pourra rembourser ou sera un jour remboursé.

Il me semble cependant que nous devons encore avancer d'un cran, c'est-à-dire admettre que la valeur référentielle est déjà une dette. En clair : mon billet de 100 € est une dette du système global qui me garantit qu'avec 100 € je pourrai acheter quelque chose.

Dès lors, curieusement, si j'accepte l'idée que la monnaie soit d'entrée de jeu une dette, alors les banques d'affaires créent de la monnaie.

2. [Armand dit :](#)
[9 février 2008 à 01:23](#)

C'est ça, la monnaie bancaire est la contre-partie de dettes ou plutôt d'emprunts.

Le vice du système est que cette monnaie bancaire peut être retirée au guichet sous forme de monnaie centrale fiduciaire, des billets, alors que ceux-ci sont en nombre insuffisant. Et qu'elle utilise la même unité, le même nom.

Cela rappelle un billet du maître de ses lieux sur la différence entre valeur (très difficile à définir et donc à mesurer) et prix. Seule la dernière transaction définit le prix d'une chose, donc besoin marginal de monnaie. Si tous les propriétaires de ces choses voulaient vendre pour obtenir de la monnaie, alors les cours (prix) s'effondreraient : il y aurait assez de monnaie pour faire face. Mais la représentation intellectuelle qu'ils en ont est fautive, « l'effet richesse » ne joue que si peu de personnes cherchent à la concrétiser sous forme fiduciaire ; la mauvaise compréhension vient de l'amalgame entre prix et valeur qui utilisent les mêmes unités et pour lesquels l'esprit humain ne fait plus la différence car en situation statistiquement normale, on peut passer facilement de l'un à l'autre. Mais que survienne un accident et la différence se sent, souvent douloureusement.

Quant à la garantie de l'Etat, ce n'est que le fait qu'un gouvernement (en général non élu directement !) engage ... le contribuable, c'est-à-dire socialise la faillite en allant chercher la monnaie dans la poche du contribuable.

3. [Armand dit :](#)
[9 février 2008 à 09:06](#)

(A Paul Jorion)

Mon « votez Ron PAUL » est évidemment un clin d'oeil à ce « congressman », membre des deux commissions bancaire et financière. L'un des trop rares politiciens US à comprendre le système de la FED et les ravages qu'il cause. Il est bien sûr de l'école autrichienne. Ces passes d'armes avec A. Greenspan lors des auditions de celui-ci au congrès valent leur pesant de cacahouètes lorsqu'on sait qu'eux deux seuls comprenaient de quoi ils retournait (et que chacun savait que l'autre savait) ; tout ça sous les yeux des autres sénateurs qui, eux, n'y

comprenaient pas grand'chose.

Ron PAUL a introduit l'année dernière une proposition de loi pour abolir la FED, proposition toujours en attente.

Concernant la FED, une chose remarquable pour des juristes : elle a été créée par la loi, possède des actionnaires privés, émet une monnaie (centrale) qui, au début, portait l'inscription "convertible contre une once d'or". Ayant émis plus de billets que n'ayant d'or en stock, elle a évité toute défaillance en retirant cette mention. Les Américains, et le monde, se retrouvent dans la situation juridique suivante : une monnaie ayant cours légal, mais non convertible en or, l'actuel USdollar, mais ... inconstitutionnelle ! En effet la constitution US dispose que seuls ont cours légal le gold-dollar et le silver-dollar (convertibles à vue contre une once de métal fin). La Cour Suprême n'a jamais eu à se prononcer sur ce problème (ou elle a évité d'avoir à se prononcer). C'est la base de l'argument de Ron PAUL.

C'est le mot de Nathan Rothschild : « donnez-moi le contrôle de la monnaie d'un pays et je me fiche bien de qui le gouverne ».

4. [JLM dit :](#)
[9 février 2008 à 12:04](#)

à Armand

je préfère utiliser "dette" plutôt qu' "emprunt", car la charge affective est plus grande et l'obligation de retour y est effectivement inscrite, il faudra payer ! Pour "emprunt", l'obligation n'est encore que potentielle.

Le plus amusant dans cette affaire est que nous nous soumettons de bon gré au simulacre de la valeur des "dettes bancaires", tout en sachant très bien que c'est un jeu. À preuve lorsque les foules se ruent aux guichets pour retirer leur dépôt... nous savons tous, au fond de nous-même, que c'est comme ça, mais nous préférons ne pas y penser...

En matière de finance, il me semble très intéressant de réfléchir sur les retournements d'opinion quasi-instantanés, non pas tellement sur l'effet boule de neige, (j'achète parce que tout le monde achète et inversement, je vends parce que tout le monde liquide...), mais plutôt sur le fait que des mécanismes aussi instables aient justement été choisis comme mode d'organisation de la vie en société. Dans l'idée d'une constitution économique, je pense que c'est important d'examiner ce genre de point.

À titre d'exemple de retournement voici un sketch "You tube" à propos des banquiers et du "subprime"; d'un coup, les banquiers et leur langage deviennent les boucs émissaires, alors que quelques mois auparavant nous avions adoré...

[The Long Johns - The Last Laugh - George Parr - Subprime](#)

Jusqu'à un certain degré, l'humour permet de canaliser l'angoisse des foules, mais jusque quel niveau de déglingue ? Tous le monde ne peut pas investir dans l'or pour se désangoisser ! Se préparer à ouvrir le plus largement possible des lieux de refondation de l'économie sur une base constitutionnelle me semble le meilleur moyen de canaliser les peurs et les violences sociales libérées par la perte de croyance dans les institutions. S'il est trop tard pour que le vase ne continue de se briser (cf. Jorion, "[le vase brisé sur ce blog](#)"), alors tentons au moins d'éviter le chacun-pour-soi et le retour régressif d'une socialisation à la machette et la récupération des "dettes" d'honneur, de sang, etc.

PS. Le bruit court que "les quelques banques privées qui sont derrière la Fed" perçoivent un intérêt pour tout dollar émis par la Fed, ce serait amusant : l'État payerait un intérêt à son emprunteur, avez-vous des informations sur ce qui n'est vraisemblablement qu'une légende

urbaine de plus...

5. [Armand dit :](#)
[9 février 2008 à 12:07](#)

Le tableau des garanties demandées par la FED pour créer ex-nihilo et temporairement de la monnaie centrale :

<http://www.frbdiscountwindow.org/discountmargins.pdf>

On comprend bien comment les banques peuvent se retrouver dans l'impossibilité d'obtenir de la monnaie centrale pour assumer le ratio de réserves obligatoires ; c'est un effet ciseau : davantage de besoin à cause des défaillances de leurs créatures à effet de levier (SIV) qu'elles doivent désormais rapatrier dans leurs livres de compte, d'une part, et, d'autre part, perte de notation triple-A des CDO ou autres actifs que la FED est susceptible d'accepter.

Rajouter à cela les problèmes (doux euphémisme) suivants :

- des cartes de crédit et des dérivés qui ont été bâti dessus ;
- du CRE (Commercial Real Estate = immobilier commercial) qui impose à son tour et qui va entraîner les mêmes phénomènes que l'implosion de l'immobilier résidentiel ;
- du « walkin' away » où même les emprunteurs « prime », c'est-à-dire solvables, se rendent compte qu'ils ont intérêt à « laisser les clefs de la maison dans la boîte à lettre », c'est-à-dire à ne plus rembourser l'emprunt même s'ils en ont les moyens, préférant que la banque prenne la maison dont le prix est désormais inférieur au montant du prêt. Ces emprunteurs ne risquent pas le reste de leur patrimoine, juste 7 ans d'inscription au fichier des faillites et l'impossibilité de contracter de nouveaux prêts pendant cette durée.

Ainsi les banques vont avoir des besoins énormes en monnaie centrale ...

A mon avis, ni la FED, ni aucune autre BC, n'ont le pouvoir de sauver le système. La seule solution envisageable est d'imprimer, réellement, de la monnaie (via les POMOs), c'est-à-dire dévaluer les dettes par l'inflation, i.e. la dévaluer la monnaie. Mais il s'agira de ne pas mettre en colère les créanciers étrangers (Japon, Chine, Pétro-monarchies), qui réclament du 12 à 14% pour recycler leurs dollars dans ces banques. Et encore, quand elles en acceptent le risque !

6. [Paul Jorion dit :](#)
[9 février 2008 à 18:50](#)

Philippe Barbrel de [ContreInfo](#) me signale deux documents expliquant la logique présidant à la création d'argent par les banques commerciales : un [rapport de la Bank for International Settlements à Bâle](#) et [une illustration du mécanisme par la Fed](#).

7. [Dani dit :](#)
[9 février 2008 à 21:23](#)

Ouf. Je viens de lire les 2 posts et tous les commentaires de ce débat, fort intéressant...

Personnellement, j'enseigne depuis une dizaine d'années l'économie à des jeunes entre 16 et 20 ans et je leur ai toujours montré le partage des tâches entre la Banque Centrale qui émet la monnaie fiduciaire et les banques commerciales qui se chargent de la monnaie scripturale. Ce n'est donc nullement une surprise pour moi.

Au passage, j'en profite pour vous égratigner, sans méchanceté M. Jorion : il est tout de même intéressant de remarquer que vous étiez suffisamment convaincu qu'il s'agissait d'une "légende urbaine" pour l'afficher de manière affirmative sur votre blog. Or, il en est de même de nombreuses autres personnes, y compris de pas mal d'universitaires ayant étudié des

sciences économiques et/ou sociales. Il y a là un chantier ouvert d'information démocratique...

Je suis citoyen suisse et j'en profite donc pour donner quelques faits et chiffres de chez moi. La monnaie fiduciaire compte pour 5,5 % de M3 (chiffres 2007, que je fais calculer à mes élèves). La Banque nationale suisse, institut d'émission, est aussi une Société anonyme de droit privé et compte des actionnaires privés, aux côtés de la majorité du capital-actions qui est détenue par les cantons. Il est intéressant de remarquer que ce contrôle par l'échelon inférieur du système fédéral a servi à garantir depuis sa création en 1907 l'indépendance de la banque centrale vis-à-vis du pouvoir fédéral. Il y a une certaine analogie avec les Etats-unis... Par contre, plus étonnant, au prix du marché de fin décembre 2007, la garantie-or du franc suisse fiduciaire atteint 59 % (et atteindrait 118 % si la moitié de la réserve d'or n'avait pas été vendue, notamment sous pression américaine). Le franc fiduciaire est donc fortement garanti par l'or alors que le franc scriptural est lui relativement peu garanti par la monnaie fiduciaire... Mais comme il a déjà été dit, sur le marché il n'y a qu'un seul franc.

Maintenant, j'aimerais apporter encore un petit complément de débat. En effet, une fois que l'on constate que l'émission monétaire est le corollaire de dettes bancaires (pour 94,5 % en Suisse, pour un chiffre également important aux Etats-Unis ou dans l'UE comme cela a été déjà précisé) et que ces dettes bancaires doivent être remboursées avec intérêts, une réflexion doit être amorcée :

- Au fond, la somme totale à rembourser (principal + intérêts) est supérieure à la somme émise, à un moment donné. La monnaie (fiduciaire et scripturale) permettant de rembourser l'ensemble des dettes n'existe donc pas (ou alors, quelque chose m'échappe encore). La somme correspondant aux intérêts n'est pas créée au moment de la création des dettes corollaires de l'émission monétaire scripturale.

- Si je poursuis le raisonnement, seule la croissance économique, permettant un enrichissement permettant lui-même la souscription de nouvelles dettes, et donc la création de monnaie supplémentaire permet au fur et à mesure de rembourser les dettes en cours. J'ai l'impression de voir un système qui tient sur un mouvement infini : il faut de nouvelles dettes pour rembourser les anciennes, du moins si l'on raisonne non pas sur un agent économiques mais sur la totalité des agents économiques (ou alors, il me manque une case... si Armand le constate, merci de rectifier... 😊)

Le système est fragile, terriblement fragile, la croissance monétaire est nettement supérieure à la croissance économique... Comment faire pour avoir une monnaie solide à la base de notre système économique ?

- Basée sur l'or, comme par le passé ? Mais le problème est que la quantité d'or est limitée...

La croissance est-elle possible dans la même mesure ?

- Basée sur la croissance économique ? Mais qui va le contrôler ?

- Basée sur autre chose ? Mais quoi....

Ce débat m'apparaît comme extraordinairement fondamental. Je trouve intéressant d'essayer de jeter un oeil plus loin... Pas vous ? 😊

8. [Paul Jorion dit :](#)
[9 février 2008 à 21:52](#)

(A Dani)

Oui, j'étais frustré par les explications qu'on me proposait : incohérentes sur un plan logique ou mathématiquement fausses. J'avais donc le choix : ou bien il s'agissait d'un mythe et il fallait le dénoncer ou bien il y avait vraiment quelque chose et c'étaient simplement ceux qui m'expliquaient le scandale qui s'embrouillaient dans leurs explications et il fallait découvrir l'explication vraie en prêchant le faux ... pour savoir le vrai, donc il fallait de toute manière

dénoncer.

Je me réservais quand même une issue de secours honorable en écrivant : « Je vois que Maurice Allais pense que cette création *ex nihilo* joue un rôle important et la dénonce. Je n'ose pas croire que le seul Prix Nobel Français d'économie puisse se tromper et je chercherai donc à m'informer davantage sur ce qu'il a voulu dire » mais j'ai été pris de vitesse par la salve de bonnes explications – dont la vôtre.

Ceci dit, j'ai pris un risque (*) et je me suis retrouvé un peu piégé et j'ai dû faire machine-arrière : j'ai - toute honte bue – extrait mon premier papier de la catégorie « Science-fiction » ! Ceci dit, je ne regrette rien : la qualité du débat me récompense du risque pris ! Autre chose, mon opinion n'est toujours pas faite s'il s'agit ou non d'un « scandale ». Mon troisième papier – il y en aura un troisième, c'est certain – s'appellera peut-être « Le « scandale » des banques qui créent de l'argent ».

9. *guillaume dit :*
[9 février 2008 à 23:50](#)

A Dani,

pourquoi ne pas avoir une monnaie liée à un panier de marchandises, suivant la volonté de Keynes dans les années 50 (il me semble que c'était pour Bretton Woods, et Hayek l'aurait emporté avec son idée de référence or) ?

Ce panier pourrait être indexé à la somme de denrées, services (...) choisis au sein de la zone monétaire.

Il pourrait être intéressant de se baser sur deux indices:

- un premier lié aux coûts "d'achats" (indice reflétant la valeur de la monnaie à court terme, dépendant des balances commerciales extérieures à la zone monétaire) ;

- un second, lié aux coûts de "production" (indice reflétant la valeur à plus long terme, en prenant en compte le degré d'autonomie potentiel de l'économie de la zone monétaire)

Cette solution ne peut être possible que si le niveau de vie de la zone monétaire est équilibré, ce qui est dans tous les cas indispensable pour lutter contre le dumping social qui a les conséquences qu'on lui connaît.

... la valeur de la monnaie devrait être plus liée au quotidien, les gens comprendraient mieux les mécanismes de l'inflation... En tout cas ces questions sont centrales et on ne peut faire que mieux...

Pour revenir à la "légende urbaine/conspirationniste" des banques créatrice de monnaie :

qui crée la monnaie ?

- la banque centrale, oui mais que fiduciaire (dans les 5% de la masse monétaire M3, au maximum); la monnaie scripturale, elle joue peut-être dessus avec ses taux mais elle ne peut pas la créer...

- les états, la plupart des états ne créent pas d'argent, ils utilisent celui en circulation; les bons du trésor sont plus des reconnaissances de dettes que des créations monétaires;

- on se retourne alors sur les banques :

l'argent qu'elles créent par le crédit est détruit lors du remboursement, reste que la banque

perçoit les intérêts, ces derniers lui permettent de grossir ses actifs et donc le montant de crédit ensuite allouable en respectant les ratios de solvabilité, autant de nouveaux crédits qui lui feront gagner des intérêts... Les banques ont le monopôle de la location d'argent. L'argent est devenu au long du XXème une marchandise et n'est plus la commodité que nous imaginons.

La titrisation à permis de détourner en parti les ratios de solvabilité (des créances sont sorties du bilan, donc de nouveaux prêts sont possibles et certaines réapparaissent même dans les actifs, élargissant les conditions de prêts. L'inflation est un phénomène également systémique.

Le processus d'endettement paraît exponentiel et systémique, il reflète une simple réalité : un transfert des richesses du travail (le "peuple") vers le secteur financier et tout particulièrement vers le haut de la pyramide de la finance, les banquiers internationaux.

L'argent contrôle le monde, qui contrôle l'argent ? des hommes, des entreprises privées !

Al baradei illustre cela en décembre dans une interview (contre info ou alterinfo) durant laquelle il rappelait ces chiffres criants de réalité et de mensonge à la fois :

1% de la population se partage 40% des richesses, pendant que 50% de la population se partagent 1% des richesses...

Amicalement à tous

10. [JLM dit :](#)
[9 février 2008 à 23:53](#)

à Dani

Comment faire pour avoir une monnaie solide ?

En voilà une question mal posée, (ceci dit, avec une très grande sympathie et un chaleureux remerciement pour vouloir poser des questions essentielles).

Je poserai la même question de la façon suivante : quel système de croyances pensons-nous pouvoir instaurer afin de garantir la stabilité du système d'échange, au mieux et pour quelques générations à venir...

Je crois que nous disposons, à ce jour, de trois modèles permettant de concevoir un avenir stable :

- la transformation cyclique, le "retour du même", la loi, la prescription d'un futur radieux, etc.
- l'exponentielle, "toujours plus" elle est stable, pour un temps, parce qu'elle s'auto-alimente
- la variété nécessaire, "il faut de tout pour faire un monde" ; cette dernière étant "récursive" sur les deux autres.

En ce moment, l'exponentielle du prêt à intérêt domine et déséquilibre tout le bazar. Avez-vous un autre modèle permettant d'imaginer l'avenir ? Ça fait quarante ans que (de temps en temps) je pose cette question qui n'intéresse pas grand monde.

PS la "monnaie" c'est ce qui nous fait vivre ensemble de l'Adramaout à Nankin, et ça n'a rien à voir avec un étalon, une substance (du moins à mon avis).

Il y a cependant un principe de réciprocité, "de dettes croisées" : j' imagine que t' imagines que je t' imagine m' imaginer. À mon avis "la monnaie" ça se tient là dedans, aussi, les philosophes, les anthropologues et les psychanalystes nous éclaireront plus sur ce sujet que les économistes

lesquels sont indispensables, car se sont les seuls à avoir tâté du cambouis (le mot est à la mode).

à +

11. *Dani dit :*

[10 février 2008 à 12:02](#)

à Paul Jorion,

Vous avez eu raison de prendre un risque. La preuve, la qualité du débat qui a suivi !

à JLM,

Oui, en effet, j'ai été mal inspiré en utilisant l'expression "monnaie solide". Cette expression rend mal ce que je voulais exprimer.

Au fond, les avantages d'une monnaie sont connus : réserve de valeur, étalon de mesure de la valeur et moyen pratique d'échange. J'imagine qu'il n'est pour personne question d'y renoncer. La question serait donc : "Comment instituer une monnaie à même de garantir ces fonctions sans permettre des dérives dangereuses..."

A mon sens, la monnaie devrait avant tout être considérée comme une "institution", et comme vous le signalez, c'est la croyance, ou la confiance, dans cette institution qui en garantit le bon fonctionnement.

Aujourd'hui, le système monnaie participe d'un système économique général dont aucune des tendances n'est soutenable à long terme (ni l'augmentation rapide des inégalités, ni l'accroissement monétaire, ni la croissance économique infinie, ni la disparition de la biodiversité, ni l'exploitation des ressources naturelles, ni...). Il est même possible qu'il soit un des moteurs de cette évolution dangereuse, en instituant par le mécanisme de la dette des promesses sur l'avenir... De plus, comme signalé plus haut par Guillaume, il permet un transfert de la valeur créée par le travail et l'initiative vers un "haut" de la pyramide constituée d'un certain point de vue par des parasites financiers, qui eux ne créent rien en définitive, si ce n'est justement des promesses...

La création monétaire n'est aujourd'hui plus bridée comme par le passé par la masse disponible des métaux précieux. Elle n'est le fait que d'un calcul, d'un pronostic, opéré par les banques centrales et par les banques commerciales sur les possibilités de gain offertes par cette création monétaire. Au fond, elle n'est limitée que par la croyance en le déploiement du système lui-même. Je me demande donc comment faire pour que la monnaie soit une institution humaine reconnue comme telle et comme elle pourrait servir l'intérêt collectif de la société... Il ne suffit donc pas qu'elle soit "solide" (vis-à-vis de l'inflation par ex.) mais aussi "adéquate" vis-à-vis des objectifs que se donnerait la société humaine, en termes sociaux ou environnementaux par ex. Je n'ai pas de réponse à cette question aujourd'hui...

12. *Guillaume de Baskerville dit :*

[10 février 2008 à 17:39](#)

Passionnante file!!!

Autre membre de Hardinvestor (lien déjà donné plus haut, sinon Googlez!) mais m'étant posé bien avant et depuis pas mal de temps les mêmes questions stupides, j'ai commencé à creuser le sujet et à me rendre compte que ces deux thèses s'opposaient :

1) le système bancaire CREE dans son ensemble de la monnaie ex-nihilo de par le système de réserves fractionnaires

2) le système bancaire (et en particulier les banques commerciales) NE CREENT pas de

monnaie (par ailleurs garantie par l'Etat pensent sincèrement certains) mais doivent "l'emprunter"...

De manière assez surprenante, ce sont souvent des employés de banques (anciens ou en poste) qui soutiennent mordicus la seconde thèse. Or en prenant le problème dans tous les sens et en creusant un chouïa le sujet, il me semble qu'on est bien obligé d'admettre que c'est la thèse 1) qui est valide...

On peut alors effectivement se demander sérieusement comment un tel système de complexification-diversion-écran de fumée peut à ce point en venir à troubler (et même de bonne foi !) les yeux-mêmes de ceux qui le font fonctionner au sein des banques. Mais il peut y avoir aussi un biais psychologique qui explique cet aveuglement (refus d'admettre l'impensable lorsqu'on y collabore, même "à l'insu de son plein gré") bien aidé par un discours managérial et une division des tâches qui rendent bien difficile pour de nombreux employés la possibilité d'avoir une vision globale...

Sur la remarque de DANI, il est clair qu'il y a un enjeu démocratique CAPITAL à amener cette question FONDAMENTALE dans le débat public. Et à attirer l'attention également sur certaines autres "interprétations erronées" de termes, concepts et outils qui contribuent eux aussi, couplées à cette question de la création monétaire, à avoir rendu possible cette invraisemblable excroissance que l'on appelle le capitalisme financier.

Je pense en particulier à l'équivalence coupable entre "maîtrise de l'INFLATION" et "stabilité des prix" telle que définie par la BCE/eurostat, en excluant soigneusement le prix des actifs et de l'immo dans les indicateurs de mesure choisis, les IPC (ou CPI aux US). Permettant ainsi la création de bulles par le mécanisme de création ex-nihilo en question tout en faisant croire par les IPC qu'il n'y avait pas "d'inflation" et que donc que la multiplication des pains était possible sans recours à la magie... Il y a les euros et les euriches, deux monnaies presque séparées qui portent cependant le même nom : euros. L'IPC n'augmente que peu donc les EURICHES peuvent (un temps) se multiplier sans perte APPARENTE de leur valeur ! Les banques centrales ne luttent pas contre l'inflation, elles ont pour but d'en créer de manière contrôlée dans certains secteurs tout en ne parlant que de "stabilité des prix" et d'IPC qui excluent ces secteurs...

Voir à ce sujet [la page sur mon site](#).

Qu'on songe (quand même !) que dans l'IPC calculé par l'INSEE, le poids des loyers est pondéré à... 6% des dépenses d'un ménage ! (voir les curseurs sur le simulateur d'inflation personnalisée de l'INSEE : http://www.insee.fr/fr/indicateur/indic_cons/sip/sip.htm (cliquer sur "Vos pondérations") . Soit 60 euros/mois pour 1000 euros de dépenses (je dis dépenses, pas revenus) mensuelles par exemple!!!!

Y'a là aussi de longs débats sur le pourquoi du comment de cette situation mais le scandale est sur le DECALAGE (que je qualifie de délibéré et de coupable) entre les définitions strictes des experts et leurs interprétations erronées par les médias, politiques et citoyens (et aussi experts qui savent mais jouent le jeu sur les plateaux TV !)

Ceci est un sujet à COUPLER avec celui de la création monétaire car il est l'outil de maquillage des conséquences de cette création...

Ou comment ce <http://www.amazon.fr/nouveau-mur-largent-finance-globalis%C3%A9e/dp/2020868709> " rel="nofollow">NOUVEAU MUR DE L'ARGENT (pour reprendre le titre du bouquin d'un ancien membre du Conseil de la Banque de France, François MORIN) a pu se construire à notre insu...

Qu'on songe quand même pour reprendre l'ordre de grandeur donné par MORIN pour caractériser cette "téraéconomie financière" ou "Térafinance" (tétra dollars = 1000 milliards de

dollars par exemple), qu'en 2002 les seules transactions annuelles sur produits dérivés (dont on parle tant actuellement) étaient 21 fois supérieures au PIB mondial, soit (700 Tdollars pour 33 Tdollars de PIB mondial). Ceci s'est encore accentué jusqu'en 2006 d'ailleurs. Si ceci ne s'est pas fait sans découplage entre valeur monétaire et valeur économique stricte, je ne sais pas comment appeler cela. Ensuite que l'on parle de création monétaire ou de création de dettes, cela ne change pas grand chose, sauf que dire dette (ou mieux crédits) semble plus correct que dire création monétaire qui est une expression taboue à laisser hors du champ de vision des citoyens. A défaut on bourre le mou et on agite le martinet de la DETTE PUBLIQUE qui elle semble astronomique... alors qu'elle est une orange comparée à une planète de la nouvelle galaxie financière ! Il est des dettes qui ne se valent pas...

Encore une fois, c'est une vieille histoire toujours renouvelée. A l'époque des orfèvres, ceux-ci émettaient plus de reçus qu'ils n'avaient d'or à un moment donné dans leurs coffres (idem Ile des naufragés), tant que les gens "avaient confiance", le système marchait. Puis plouf. Et le scénario s'est raffiné, complexifié, mais aujourd'hui les orfèvres ont été remplacés par d'autres (banques commerciales + banques centrales), la "confiance-ignorance-crédulité" est construite par d'autres outils (comme les IPC, par exemple ; ainsi que la persistance d'autres croyances, comme la monnaie garantie par l'ETAT!!!) ...

Sur un même scénario, les variantes ne varient guère qu'en apparence...

GdB

<http://linflation.free.fr>

<http://lenairu.blogspot.com>

<http://lenairu.free.fr>

13. *Armand dit :*

[11 février 2008 à 09:21](#)

@JLM ; en effet la FED fait des bénéfices sur ces prêts. Mais elle les reverse presque entièrement au Trésor US. Le solde sert à rémunérer ses actionnaires privés (banques US et non US). Je ne retrouve plus le lien vers la FED concernant cette répartition des bénéfices, mais de tête, c'est du 98% / 2%.

14. *JLS dit :*

[11 février 2008 à 21:11](#)

A Propos de l'inflation : aux Etats-Unis, pour des raisons historiques les produits alimentaires et l'énergie (tel que l'essence) ne font pas partir du calcul du CPI (Core Price Index).

En effet au début de la création de cet indice les américains considéraient que les produits alimentaires et l'essence étaient bon marché et en abondance aux Etats-Unis. En 1950, les Etats-unis étaient encore le 1er producteur de pétrole.

Ceci est "sorti" sur la place publique il y a quelques mois. Comme disaient de nombreuses personnes sur les blogs : "Pour celui qui ne conduit pas et qui ne mange pas il n'y a pas d'inflation".

15. *Coli dit :*

[16 février 2008 à 14:44](#)

La référence à Hardinvestor de Guillaume m'a réjoui, c'est sur ce site que sont publiés deux articles formidables, le premier [sur Greenspan](#) et le second [sur la crise en cours](#) et sa présentation par les média dominants.

Deux bijoux d'intelligence et d'humour féroce.

16. [Marie-Louise](#) dit :
[20 février 2008 à 20:31](#)

Je trouve ce blog formidable, d'autant plus que le sujet m'intéresse depuis de nombreuses années et que j'ai tellement de mal à alerter l'opinion des citoyens les plus ouverts que je rencontre, que j'en suis arrivée à creuser la question au point de décider de publier un livre, qui maintenant stupéfie ses lecteurs. Sidérés, ils me disent : Quoi, c'est vrai ? C'est possible ? Moi qui pensais que ce sont les États qui décidaient de leurs monnaies ! Mais comment les responsables politiques ont-ils pu se priver eux-mêmes de l'essentiel du pouvoir : celui de choisir les entreprises qui pourront se développer, c'est-à-dire décider des orientations économiques, donc de l'avenir ?

Et puis il se trouve qu'un groupe de réflexion s'est enfin formé, justement sur ce sujet, et bien entendu j'en fais partie. Dans ce groupe, des personnes liées à la banque y sont venues affirmer que non, absolument pas, les banques ne peuvent pas ouvrir des crédits ex nihilo, ce mot ne veut rien dire : si elles n'ont pas en caisse, chaque jour de quoi prêter elles sont obligées d'emprunter elles-mêmes ; et leur profit en l'affaire ne leur vient que de la différence des taux entre ce qu'elles prêtent et ce qu'elles empruntent. Il a fallu, à ce jour, l'intervention d'une "autorité" en la matière, en l'occurrence un prof d'université en économie, et de plus, spécialiste de la banque, pour venir à bout de ces affirmations, exactement comme cela s'est produit sur ce blog. Une conclusion : il y a du pain sur la planche pour que le grand public soit enfin conscient de ces faits pourtant essentiels.

Et ce blog est d'autant plus formidable que vous avez abouti à la question de fond qui s'impose. Comme le dit JLM, elle est peut-être mal posée sous la forme : « comment faire pour avoir une monnaie solide ? », mais sous la forme qu'il propose à la place : « quel système de croyance pensons-nous pouvoir instaurer afin de garantir la stabilité du système d'échange... », je vois d'une part qu'il est prêt à adopter un autre système de croyance, et cette formulation ne me satisfait pas, surtout quand je vois que les croyances actuelles en la matière sont plutôt de la crédulité, et d'autre part il fait l'hypothèse que c'est le système des échanges qu'il faut, a priori, sauver.

Alors, première question : peut-on et faut-il sauver l'économie de l'échange ? Si la réalité était que c'est ce système de l'échange qui s'avère aujourd'hui dépassé par les événements ? Pour faire partie d'une économie de l'échange, il faut avoir quelque chose à offrir. Et, pour tous ceux qui ne naissent pas dans un berceau doré assurant leur avenir, tout ce qu'ils peuvent offrir ne peut-être que le fruit de leur travail. Mais depuis quelques décennies, l'humanité n'a-t-elle pas trouvé les moyens techniques de produire de quoi satisfaire l'essentiel des besoins vitaux humains avec de moins en moins de main d'œuvre ? Alors que peuvent offrir pour échanger tous ceux dont cette production n'a plus besoin ? Certes, on peut imaginer toutes sortes de productions de luxe à l'usage des plus fortunés, mais cela n'a qu'un temps, d'abord parce que ça détruit l'environnement, et cela ne donne pas de quoi vivre à tous les exclus qui aujourd'hui ne possèdent même pas un lopin de terre à cultiver. Et ils sont de plus en plus nombreux. Certes, le système de l'échange perdure, car on invente chaque jour de nouveaux besoins, et la publicité trouve encore des idées pour inciter les clients solvables à acheter et permettre aux grosses entreprises de réaliser des profits. Mais est-ce bien cela qu'il faut faire durer ?

N'est-il pas temps, au contraire, d'imaginer un autre système que celui de l'échange, mais en partant cette fois, a priori, de l'idée que le but n'est pas que des entreprises fassent des profits, mais que les humains aient tous, d'abord, de quoi vivre, et le plus humainement possible ?

Si on part avec cet objectif, à mon avis plus défendable (j'allais écrire soutenable, mais le mot étant à la mode il faut se méfier de ce qu'on y place), alors la question devient : quelle monnaie faut-il pour que les richesses qu'on peut produire aujourd'hui soient mieux partagées ?

Cela peut alors déboucher sur des propositions innovantes. Je suis prête à en avancer une ou

deux. Peut-être même trois. Mais y a-t-il sur ce blog une volonté de s'ouvrir à ce genre de propositions qui, forcément, décoiffent ?

17. [Paul Jorion dit :](#)
[20 février 2008 à 21:39](#)

A Marie-Louise,

« Mais y a-t-il sur ce blog une volonté de s'ouvrir à ce genre de propositions qui, forcément, décoiffent ? »

Je suis déjà assez décoiffé en temps normal, alors n'hésitez pas !



18. [JLM dit :](#)
[20 février 2008 à 23:17](#)

@Marie-Louise,

Je t'envoie deux ou trois remarques pour te permettre de cadrer mon vocabulaire.

J'entendais "échange" au sens "anthropologique" : le fait que les êtres sont humains ensemble, et pas isolément.

Je ne parlais donc pas du troc, comme dans un Service d'Échange Local dans lequel "je t'échange trois heures de jardinage contre trois heures de conversation anglaise..." comptabilisées par des points de monnaie "SEL"

Les Sels sont déjà une réalité et ont certainement un avenir... la preuve... l'état cherche à y appliquer une tva. Mais il est illusoire de pouvoir troquer le démontage de nos vieilles centrales nucléaires lorsqu'elles sont en bout de course.... "demande 4.000.000 heures de liquidateurs contre...? ". Pourtant, le démontage de centrales nucléaires nous l'avons devant nous comme obligation...

§

J'entendais "croyance" au sens de Castoriadis; je le cite :

" Le fait que les Hébreux vivaient pour adorer Dieu, et que nous vivons pour augmenter le produit national, ça ne découle ni de la nature, ni de l'économie, ni de la sexualité... Ce sont des positions imaginaires premières, fondamentales, qui donnent un sens à la vie."

Tu écris " quelle monnaie faut-il pour que les richesses qu'on peut produire aujourd'hui soient mieux partagées ?" Je crois que fondamentalement une "monnaie" n'est pas un "choses" mais une étiquette commode permettant de désigner une façon de vivre ensemble à laquelle nous devons obligatoirement nous référer pour être humains.

L'ensemble des liens que l'EAD propose sur son site illustre formidablement l'aspiration, partout présente, à "réimaginer" notre avenir commun. L'intérêt - surprenant - pour l'IDEE de monnaie tel que nous l'expérimentons sur le blog de Paul; mais aussi comme nous le découvrons (avec surprise en ce qui me concerne), ailleurs sur la toile, est sans doute le signe de ce besoin de réimaginer le lien social.

Par un effort collectif, nous pouvons inventer d'autres façons de vivre ensemble lesquelles conduiront à d'autres monnaies, mais une partie de notre avenir est cependant déjà inscrit, notamment le démontage de nos vieilles centrales nucléaires... Alors, c'est vrai que nous devons imaginer "dare-dare" d'autres monnaies permettant de faire la transition entre la monnaie qui se casse la figure aujourd'hui, et celle(s) que, plus tard, quand nous en partagerons plus encore le sens comme une ascension vers l'universalité, nous pourrions nous donner dans une plus grande liberté (et pourtant, ce soir, je ne me suis servi qu'un whisky ?).

JLM

19. [Marie-Louise dit :](#)
[21 février 2008 à 16:27](#)

Puisque vous m'encouragez, je remonte à l'intervention de Dani pour partir de ce qu'il disait à JLM :« les avantages d'une monnaie sont connus : réserve de valeur, étalon de mesure de la valeur et moyen pratique d'échange. J'imagine qu'il n'est pour personne question d'y renoncer.»

Telles sont en effet les trois fonctions qui servent classiquement à définir une monnaie. Avant de décider s'il faut les conserver, remarquons :

1. que la monnaie n'est une réserve de valeur qu'autant qu'elle ne se déprécie pas. Demandez aux Argentins qui ont vu fondre quasi instantanément tous leurs avoirs en 2001 si cette première fonction est aujourd'hui garantie. Imagine-t-on de mesurer des longueurs avec un mètre variant à chaque instant ?

2. est-il justifié d'avoir un étalon universel de valeur ?

À mon avis non, du simple fait que c'est comparer des "valeurs" qui n'ont rien de comparable. Et je pense que nous tenons là un sujet qui demande beaucoup de réflexion. Car dès lors que ce qu'un être humain "vend" de lui-même : son temps, son savoir ou sa force musculaire, qui lui sont payés sous le nom de salaire, il devient lui-même un coût, comme une matière première, et il n'y a plus qu'un pas à franchir quand il faut réduire les coûts, c'est de la "jeter comme un kleenex", expression bien connue et très claire.

Voilà donc une "vertu" de la monnaie à laquelle je suis prête à renoncer, tout simplement afin que l'être et l'avoir cessent d'être confondus. Je verrais donc bien une comptabilité des choses, séparée de la comptabilité (si elle est possible) des interventions humaines.

3. La monnaie est un moyen pratique d'échange. D'accord. La question déjà soulevée était de savoir s'il fallait continuer à raisonner dans une économie d'échanges ou bien s'il ne fallait pas s'adapter au fait que nous ne sommes plus au Moyen Age. Quand la production des

biens utiles peut être mécanisée et automatisée, elle nécessite évidemment beaucoup moins de travail humain (c'est bien pour cela que des machines ont été mises au point !). Il ne faut pas perdre de vue que le système économique actuel ne prend en compte que les besoins solvables, et qu'il est organisé pour créer toujours plus de besoins, et que le souci du long terme n'est pas prépondérant ! Mais comme il me semble que nous sommes d'accord pour en voir les dangers, il serait bon d'essayer de préciser l'objectif que nous nous proposons : est-ce sauver le système en le dotant d'une monnaie qui l'empêche de s'écrouler, ou bien de définir les bases d'un système différent n'ayant pas les tares de l'actuel et d'autres objectifs ?

Or en n'énonçant que ces trois fonctions, les économistes omettent de parler d'un autre rôle que joue la monnaie aujourd'hui, et que ce blog a pourtant bien mis en évidence : c'est l'effet levier du crédit, c'est le phénomène boule de neige des intérêts composés. C'est le fait que l'argent virtuel, contrairement au métal ... fasse de l'argent ! Cette "quatrième fonction", dont l'effet évident est d'augmenter le fossé entre riches et pauvres, a une autre conséquence non moins désastreuse, c'est qu'elle impose la croissance. Ne sommes-nous pas d'accord pour penser qu'aucun arbre ne peut monter ... vous savez la suite ?

Avant d'élaborer des propositions, il me semble qu'il faut d'abord que nous fassions le point sur l'utilité que nous attribuons à ces diverses fonctions de la monnaie (appelons-les 1. étalon universel de valeur, 2. réserve, 3. intermédiaire d'échange, 4. fructification). Il sera plus facile ensuite de voir clairement quelles fonctions il convient de garder en fonction de ce que nous voulons.

20. *egdlt* dit :

[21 février 2008 à 17:24](#)

Un des noeuds du problème, à mon sens, comme il est bien expliqué dans la nouvelle de [l'île des naufragés](#), est la quatrième fonction vis à vis des 3 autres. Si l'ensemble des biens est valorisé 1000 mais qu'on met en place un mécanisme de gestion qui impose de valoriser l'ensemble des biens à 1001, on voit apparaître l'inflation et la spirale qui est au bord de l'explosion aujourd'hui.

Pourquoi certaines sociétés, dont la juive et la chinoise je crois, obligeaient régulièrement à solder TOUTES les dettes, permettant ainsi à chacun de repartir d'une base "sûre". N'y a-t-il pas là un chemin à explorer ? Notamment les conséquences de la situation actuelle.

Ceci peut être un élément de la constitution, aucune dette ne doit courir sur plus de x temps. Afin de mieux encadrer la "cavalerie". Il faut dire que, dès aujourd'hui, celle-ci profite beaucoup de la cécité "volontaire" des prêteurs...

Ceci se heurte malheureusement au risque entrepreneurial qui a parfois besoin de beaucoup de temps pour s'équilibrer et se "rentabiliser", cf la mésaventure Eurotunnel et/ou Eurodisney.

21. *Dani* dit :

[22 février 2008 à 15:22](#)

@Marie-Louise :

Si j'aspire généralement aux même type de propositions que vous pour l'avenir (j'ai lu votre dernier livre que j'ai bien apprécié), je trouve toutefois que votre réponse sur les fonctions de la monnaie pose un problème de rigueur.

1. Est-ce parce qu'on connaît des cas où une monnaie n'a pas assuré sa fonction de "réserve de valeur" (cf. Argentine) qu'il faut pour autant renoncer à la définition ? Je ne pense pas qu'il suffise que quelqu'un détruise les fondations d'une maison pour qu'on renonce à estimer que des fondations servent à soutenir la maison...

Si la monnaie s'est incarnée pendant des siècles dans les métaux précieux, c'est tout de même qu'ils étaient inaltérables et qu'ils garantissaient une réserve de valeur.

2. De même, on peut discuter de l'opportunité d'avoir ou non un étalon universel, mais cela n'a rien à voir avec une question de définition. A l'aune de l'histoire de la monnaie, il est difficilement contestable que cette notion fasse partie de la définition. Cela n'empêche en rien de réfléchir à des solutions novatrices....mais il est dommage de confondre définition, analyses et proposition....

3. Je ne suis pas sûr qu'il soit bon de reconnaître une 4ème fonction à la monnaie. A mon sens, ce qui est parfois décrit comme la 4ème fonction (la politique monétaire, qui actuellement permet ce gigantesque effet boule de neige, si ce n'est des chaînes de Ponzi...) est avant tout une nouvelle forme d'utilisation des fonctions de la monnaie. Cette 4ème fonction est une forme de "coup politique" (ou une dérive), un levier de pouvoir. Cela relève probablement plus de la science politique que de l'analyse économique.

En bref, je ne pense pas qu'il soit opportun de trafiquer les définitions dans le cas de la monnaie, surtout si c'est pour se mettre en contradiction avec toute son histoire. C'est une manière idéale de risquer l'incompréhension. Par contre, il est très utile de mettre en évidence la nouveauté des phénomènes monétaires du XXe siècle et des enjeux économiques et financiers qui en découlent. C'est justement en montrant le plus clairement possible les dérives qu'on pourra faire prendre conscience à la fois des problèmes graves plusieurs fois évoqués ici et des solutions novatrices qui pourraient passer par la reconstruction d'un "système monétaire". D'abord être au clair sur les définitions, ensuite sur les analyses, et ensuite nous arrivons au point final de votre commentaire : reconstruire ou redéfinir en voyant ce qu'il convient de conserver, de supprimer, de transformer, etc.

22. [Marie-Louise dit :](#)
[22 février 2008 à 22:22](#)

Je suis désolée d'avoir été mal comprise par Dani. Car mon propos n'était pas de discuter des définitions, mais de nous demander si les fonctions actuelles de la monnaie doivent, ou non, être conservées, et selon, vous, pourquoi.

Ainsi, à propos de "monnaie réserve de valeur" (mais c'était peut-être à placer au paragraphe "étalon"), je soulignais qu'en affirmant qu'une monnaie est une réserve de valeur, on dit quelque chose de faux parce qu'il est incontestable que les valeurs des monnaies d'aujourd'hui varient sans arrêt, (et même pendant les siècles et les siècles où cette valeur était définie par référence à un poids de métal précieux, la référence, elle, n'était pas inaltérable : elle a beaucoup varié). Mais c'était pour débattre de la nécessité que la "valeur" (à définir) d'une monnaie soit invariable, ou pas, et pour quelles raisons ?

De même si j'ai désigné par « 4ème fonction de la monnaie » le fait qu'elle permet l'effet boule de neige, c'est pour demander si vous pensez que ce qui est un fait actuel doit être conservé. Mais n'étant pas spécialiste je n'ai sans doute pas employé le vocabulaire qui convenait.

Donc loin de prétendre trafiquer des définitions, je voulais sérier les problèmes, faire le point sur nos analyses de la monnaie actuelle (ou disons sur ses usages si vous préférez cette expression). Après quoi je pense qu'il faudrait aussi définir clairement quels objectifs on vise. Alors on pourrait voir ensemble, en fonction de ces objectifs, ce « qu'il convient de conserver, de supprimer, de transformer » comme vous le dites très justement, c'est-à-dire élaborer des propositions pour un autre système monétaire.

J'espère que cette tentative d'éclaircissement va inciter d'autres blogueurs à se prononcer sur les quatre sujets évoqués, et je vous remercie de l'avoir suggérée.

23. [Blog de Paul Jorion » Le « scandale » des banques qui créent de l'argent ? dit : 10 avril 2008 à 18:53](#)

[...] deuxième temps : je poste Le scandale des banques qui créent - effectivement - de l'argent qui est essentiellement une citation d'Armand. J'ajoute : « Ce que je vous propose de [...] »

16 02 2008 Le « scandale » des banques qui créent de l'argent ?

Publié par [Paul Jorion](#) dans [Economie](#), [Monde financier](#), [Monnaie](#)

J'avais promis d'y revenir.

Résumé des épisodes précédents.

Dans un premier temps, j'écris dans [Le scandale des banques qui « créent » de l'argent](#) : « ... cette proposition est fautive : les banques commerciales ne créent pas d'argent ». De nombreuses réactions. Je suis désarçonné, par l'argumentation d'Armand en particulier :

« Si, Mr Jorion, les banques créent de la monnaie. C'est la monnaie scripturale ("ce qui est écrit") qui n'existe que sous forme électronique, celle qui figure sur les relevés de compte de ses clients ».

Je lis tout ce que mes commentateurs écrivent sur le sujet et c'est beaucoup plus précis, beaucoup plus documenté, beaucoup mieux argumenté que ce que j'avais lu jusque-là. Je me dis : « Paulot mon vieux, apparemment tu t'es planté. Sois honnête, dis-le ! ».

Donc, deuxième temps : je poste [Le scandale des banques qui créent - effectivement - de l'argent](#) qui est essentiellement une citation d'Armand. J'ajoute : « Ce que je vous propose de faire, c'est de mettre en exergue le commentaire d'Armand puisqu'il est très complet, et qu'on redémarre à partir de là : s'il se trompe, dites-le nous, c'est de cette manière que progresse le savoir ».

Or, dans les jours qui suivent, seul JLM contredit, partiellement, Armand et de nombreuses contributions continuent d'arriver. Mais plus je les lis, plus je pense : « Ils ne disent rien d'autre que ce que je disais au départ : oui, les banques ne doivent pas conserver en réserve tout l'argent que les consommateurs déposent sur leur compte – sinon elles ne seraient pas des banques mais simplement des coffres-forts – oui ça permet que l'argent circule très vite. Non, ça ne veut pas dire que de l'argent soit créé *ex nihilo* ».

J'en étais arrivé là dans mes réflexions et j'écrivais le 9 février :

« ... je ne regrette rien : la qualité du débat me récompense du risque pris ! Autre chose, mon opinion n'est toujours pas faite s'il s'agit ou non d'un "scandale". Mon troisième papier – il y en aura un troisième, c'est certain – s'appellera peut-être "Le 'scandale' des banques qui créent de l'argent" ».

Il y a deux jours, le 14 février, Armand (qui n'avait pas arrêté entre-temps de contribuer brillamment au débat) poste un nouveau commentaire :

« On peut tout aussi bien effectivement considérer que le système bancaire ne crée pas d'argent — P. Jorion va ainsi pouvoir ouvrir une nouvelle file 😊 : il promet seulement de le faire via les relevés bancaires portant "monnaie scripturale", c'est-à-dire en s'engageant à remettre, à vue, cette quantité de monnaie fiduciaire centrale "ayant cours légal". Et il s'agit d'une promesse mensongère et intenable du fait du système des réserves fractionnaires, comme expliqué plus haut. On remarquera que même avec un ratio de réserves à 100% les banques seraient toujours en état permanent de faillite potentielle. En effet, "empruntant court pour prêter long", elles se trouveraient toujours en risque de devoir faire face à court terme à des obligations qu'elles ne peuvent assurer qu'à plus long terme ».

« On peut tout aussi bien effectivement considérer que le système bancaire ne crée pas d'argent ». J'interprète cela comme voulant dire que – réflexion faite – Paulot avait raison dès le départ. La conséquence en est que s'il y a toujours « scandale », le scandale n'est plus dans le fait que les banques créeraient de l'argent – ce qu'elles ne font pas : le scandale est dans le fait que tout le monde ne peut pas se présenter le même jour aux guichets pour retirer ses sous. Pourquoi les banques ne peuvent-elles pas rembourser tout le monde le même jour ? Parce que l'argent qu'on dépose sur son compte, elles le prêtent – à l'exception des « réserves fractionnaires » : les 8 %, etc., que les

autorités de tutelle les forcent de garder en caisse pour répondre à la demande des consommateurs qui viendraient effectivement réclamer leurs sous dans la journée. De plus, comme Armand le rappelle, même si les réserves des banques étaient de 98 %, du fait qu'elles prêtent les 2 % qui restent à long terme et empruntant elles-mêmes à court terme, elles ne pourraient de toute manière pas rembourser tout le monde si tout le monde réclamait ses sous dans la même journée.

Le « scandale », si scandale il y a, n'est donc pas même dans le fait que l'argent circule vite, donnant l'illusion que les banques en créent à partir du vide : il est tout simplement dans le fait que, comme je le disais, les banques ne se contentent pas d'être des coffres-fort. Ce qui veut dire, à mon sens, qu'il n'y a pas de scandale du tout : les banques jouent le rôle précis pour lequel elles ont été créées et qui est de servir d'intermédiaires entre ceux qui n'ont pas un besoin immédiat de liquidités et qui peuvent donc déposer celles dont ils disposent sur un compte à vue ou épargner sur le plus long terme et ceux qui savent très bien ce qu'ils pourraient faire de cet argent et vont l'emprunter à la banque.

J'en reviens alors à la première phrase du [scandale des banques qui « créent » de l'argent](#) : « Comme on le sait lorsque l'on lit ici mes billets, je ne me prive pas de critiquer la finance quand cela me semble justifié. Cela ne signifie pas pour autant que je souscrive à toute critique exprimée vis-à-vis du système financier ».

Ce bulletin a été publié le Samedi 16 février 2008 19:19 et est classé dans [Economie, Monde financier, Monnaie](#). Vous pouvez suivre les réponses à ce bulletin avec le fil [RSS 2.0](#). Vous pouvez [répondre](#), ou faire un [rétro-lien](#) depuis votre site.

10 réponses à "Le « scandale » des banques qui créent de l'argent ?"

1. *Emir Abel dit :*
[16 février 2008 à 20:38](#)

Et j'en reviens donc à mon premier commentaire : il me semble que vous jouez sur les mots. Il est établi que les banques commerciales ne créent pas d'argent (monnaie fiduciaire), cette création restant le privilège des banques centrales mais elles créent de la monnaie scripturale. Il y a donc bien création ex-nihilo ce qui représente un énorme pouvoir que certains contestent notamment parce que, si je ne me trompe pas, la monnaie scripturale ainsi créée représente de l'ordre de 85 % du montant total de la masse monétaire.

J'espère que les spécialistes confirmeront dans le principe ce qui précède sous peine de ruiner tous mes laborieux efforts de compréhension des "sciences " économiques

2. *JLM dit :*
[16 février 2008 à 22:48](#)

(Je rappelle que je ne connais pas grand-chose aux domaines abordés et que je ne communique sur ce blog que d'un point de vue "littéraire" et amusé)

Ne serait-il pas utile d'avancer l'hypothèse que la crise systémique se double d'une crise épistémologique ?

§

Lors d'une période de "crise épistémologique", il devient possible de démontrer une chose et son contraire, comme ici à propos de la création de monnaie par les banques, (cf. lors de la "crise des irrationnels", 470 Av. J.-C., les Athéniens démontraient que la diagonale du carré était un nombre pair, mais il pouvaient démontrer également qu'elle était un nombre impair, scandale !). Dans ces périodes transitoires, un petit nombre de personnes remettent en question les bases d'un raisonnement qu'une grande majorité s'obstine à tenir au travers de

catégories dépassées "par les faits".

L'intérêt qu'il y aurait, peut-être, à analyser la crise systémique comme étant également l'expression d'une crise épistémologique vient de ce que nous voyons, à peu près, comment nous pouvons nous en tirer sur le plan épistémologique. Comme disait Jean Toussaint Desanti à propos des crises en mathématique, "quand ça coince, faut s'arranger pour continuer à faire tourner" - (la vérité, c'est qu'il aurait écrit "l'exigence opératoire l'emporte"). Bref, nous pouvons au moins savoir qu'il n'y a pas de "solution générale pour une sortie de crise", sauf qu'apparemment chaque crise réclame l'invention de moyens propres à rétablir l'équilibre perdu, et qu'il n'y a pas de marche arrière !

Si nous devons partir à la recherche d'un nouvel équilibre, il faudrait alors tenir compte de la remarque de Chris sur ce blog, "l'économie dite virtuelle est une réalité", (en Tera \$); ce qui va me donner des maux d'estomac ; et de plus, je ne sais pas bien ce qu'Attali mijote avec son "virtuel gratuit" ?

§

L'idée que je viens de lancer est-elle gratuite ? Plusieurs éléments permettent de penser que nous abordons une crise épistémologique relative à notre conception de la valeur de monnaie. Selon les propos échangés sur ce blog, il semble en effet possible de soutenir logiquement que les banques créent de la monnaie et aussi qu'elles n'en créent pas. Selon mon opinion, pour sortir de la contradiction, il me semble nous devrions abandonner la séparation entre valeurs fiduciaires et scripturales et revenir à la notion de monnaie comme dette, mais au sens anthropologique. Dans cette optique, la valeur est entièrement découplée de la chose et entièrement réglée par l'échange social : une banque permet la création de dettes, une quantité de monnaie est une "dette de l'état" qui doit pouvoir vous offrir la garantie de recevoir en échange de sa monnaie n'importe quelle marchandise à n'importe quel moment (sauf que justement l'état ne contrôle plus les banques, lesquelles se soucient plus de leur dernier Bouton que de ce que pense Nicolas). Le scandale s'il y a, c'est de créer des réseaux de dettes instables et que cette instabilité provient justement de ce qu'elles entretiennent dans le public l'idée illusoire d'une valeur référentielle dont l'actuelle ruée sur l'or est le symptôme du désir mimétique. A qui profite l'arrêt des flux? Après un basculement épistémologique, le désir mimétique pourrait se porter du la continuité des flux.

Un second élément à verser au dossier est que les experts du FMI et de BRI déclarent froidement ne plus rien comprendre (voir l'opinion de Christian Chavagneux directeur d'alternatives économiques - cf you tube, commentaire de [La finance n'est pas seule dans la tourmente](#)) Ces déclarations surprenantes peuvent s'interpréter sans en appeler à une crise épistémologique, car la complexité des montages pourrait être seule responsable de l'incompréhension et/ou par le fait que ces experts ne seraient tout simplement pas très futés...

Par contre, il est intéressant de remarquer que la galaxie de sites contestataires dans la lignée d'Allais et d'un autre prix Nobel (Fisher) ont justement pour but de dénoncer par avance la catastrophe à laquelle les experts du FMI et de la BRI disent ne rien comprendre.

<http://assoc.pagespro-orange.fr/aded/>

<http://www.monetaryreform.org/2007/index.htm>

<http://tiki.societal.org/tiki-index.php?page=Cr%C3%A9ation+mon%C3%A9taire>

etc.

Il semble y en avoir des tas de sites du genre...

En outre, deux économistes marginaux développent également une théorie alternative de la monnaie entièrement débarrassée de toute "valeur référentielle" et entièrement tournée vers

la continuité du flux. Je reprends ci dessous la même citation d'Aglietta que dans mes commentaires à : La métastase VIII – Les cartes de crédit ;

“Cela ne fait que révéler l'essence d'une économie monétaire. C'est une économie dans laquelle la valeur est un pur processus social, sans aucun fondement naturel exogène, pas d'utilité prédéterminée, pas de ressources données. Le monde des biens virtuels et des actifs intangibles ne saurait être régulé par un indice conventionnel de prix. Tous les biens virtuels doivent être traités comme des actifs, c'est-à-dire des promesses incertaines de paiements futurs. La politique monétaire doit poursuivre un aggiornamento pour se détacher complètement de la croyance dans une économie « réelle » sous-jacente. Il n'y a d'autre ancrage que la confiance dans l'unité de compte que seule la politique monétaire peut conférer. Pour ce faire, elle devra surveiller les prix d'une très vaste gamme d'actifs. Elle devra avoir une conduite agressive en auscultant en permanence les foyers de tension disséminés dans les systèmes de paiements. En bref, elle devra affirmer que seule la continuité du flux de la monnaie est valeur et désamorcer les pertes de confiance qui déstabilisent ces flux.”

“[LES DEFIS DE LA MONNAIE ELECTRONIQUE POUR LES BANQUES CENTRALES](#)“, Michel Aglietta et Laurence Scialom

La radicalité des prises de position d'Aglietta, c'est à dire LE RENONCEMENT A UNE ECONOMIE REELLE, et le retour en force d'une approche MAUSSIENNE ne peut pas être écarté d'un débat sur une constitution économique; mais vu de ce blog, les chauves-souris, me donnent l'impression de dormir la tête en bas.

Pardon d'avoir été long, et dispersé.

A+

3. *guillaume dit :*
[17 février 2008 à 04:44](#)

Bon, puisque tout le monde semble d'accord... Du coup ça la fout super mal pour M. Allais, pour un Nobel d'économie il est passé complètement à côté !!!

“Par essence, la création monétaire ex nihilo que pratiquent les banques est semblable, je n'hésite pas à le dire pour que les gens comprennent bien ce qui est en jeu ici, à la fabrication de monnaie par des faux-monnayeurs”.

C'est donc faux et ça manque du coup singulièrement de nuance. Ici le débat se pose, lui n'a même pas vu le débat...

Il explique dans son article publié dans Le Figaro des 12, 19 et 26 octobre 1998 :

“Fondamentalement, le mécanisme du crédit aboutit à une création de moyens de paiement ex nihilo, car le détenteur d'un dépôt auprès d'une banque le considère comme une encaisse disponible, alors que, dans le même temps, la banque a prêté la plus grande partie de ce dépôt qui, redéposée ou non dans une banque, est considérée comme une encaisse disponible par son bénéficiaire. À chaque opération de crédit il y a ainsi duplication monétaire. Au total, le mécanisme du crédit aboutit à une création de monnaie ex nihilo par de simples jeux d'écriture.”

Et il précise en note:

“Ce n'est qu'à partir de la publication en 1911 de l'ouvrage fondamental d'Irving Fisher, *The purchasing power of money*, qu'il a été pleinement reconnu que le

mécanisme du crédit aboutit à une création de monnaie."

Vu que cet aspect de la création monétaire est centrale dans son analyse... on peut se demander ce que vaut son travail...

On va lui permettre une sortie honorable en se disant que les crédits (généralement scripturaux), n'étant faisables que par les banques commerciales, sont un bon business ! Vu que c'est indispensable pour la vie contemporaine, qu'elles ont le monopôle et que les intérêts touchés font qu'en fait, effectivement, elles ne créent pas d'argent, elles le louent.

Il pensait peut être à ça d'ailleurs en évoquant l'aspect malhonnête. Le quasi monopole de la location de l'argent aux mains de quelques banques internationales. Une forme de droit de cuissage en somme...

Pour ceux qui le souhaitent, une [page Web](#) pour en savoir plus sur la position erronée -donc- de M. Allais:

Sacré Maurice, il aura fait couler de l'encre avec ses bêtises...

Non, sérieusement, vos analyses ne me font pas passer l'idée que les banques ont un pouvoir qui est trop unilatéral, qu'elles se sont approprié un rôle (technique et décisionnel) qui n'a pas à être sous leur contrôle.

4. [Paul Jorion dit :](#)
[17 février 2008 à 05:07](#)

A JLM :

Petite précision, à propos de l'« exigence opératoire » chez Desanti et parce que j'aime bien Meyerson : je suis presque sûr que c'est lui qui a introduit la notion. J'écris dans mon [Le prix comme proportion chez Aristote](#) (La Revue du MAUSS, n.s., 15-16, 1992 : 100-110) :

« Emile Meyerson voyait d'ailleurs dans cette ignorance délibérée de l'irrationnel, l'un des principes selon lesquels la science assure son progrès. Il écrivait dans *De l'explication dans les sciences* que « ... chaque fois qu'il y a un irrationnel, on le reconnaît sans doute, si l'on veut s'en donner la peine, en étudiant le chapitre correspondant de la science ; on le reconnaît notamment aux efforts passionnés que l'on a faits ou que l'on fait encore pour le réduire, à la multiplicité des théories qui ont surgi autour de lui, à l'embarras qu'éprouvent les manuels quand il s'agit des phénomènes qui y ont trait (...) Mais cela n'empêche que, dans le chapitre suivant de la science, cet obstacle, l'obstacle du chapitre précédent, sera considéré en quelque sorte comme non-existant, la science de ce chapitre sera traitée, par implication, comme entièrement rationnelle, puisqu'elle sert à la rationalisation du chapitre suivant » (Emile Meyerson, *De l'explication dans les sciences*, Paris : Payot 1927, pp. 368-369).

5. [guillaume dit :](#)
[17 février 2008 à 06:42](#)

Dani dit :

9 février 2008 à 21:23 pm

"- Au fond, la somme totale à rembourser (principal + intérêts) est supérieure à la somme émise, à un moment donné. La monnaie (fiduciaire et scripturale) permettant de rembourser l'ensemble des dettes n'existe donc pas (ou alors, quelque chose m'échappe encore). La somme correspondant aux intérêts n'est pas créée au moment de la création des dettes corollaires de l'émission monétaire scripturale.

- Si je poursuis le raisonnement, seule la croissance économique, permettant un enrichissement permettant lui-même la

souscription de nouvelles dettes, et donc la création de monnaie supplémentaire permet au fur et à mesure de rembourser les dettes en cours. J'ai l'impression de voir un système qui tient sur un mouvement infini : il faut de nouvelles dettes pour rembourser les anciennes(...)"

commentaire:

Dans ce jeu de dupes qui est gagnant ?

Celui qui fait les prêts et qui perçoit les intérêts !

La finance prend ainsi le pas sur l'économie, ce qui s'accompagne d'une captation de la « valeur du travail » par la « valeur du capital ».

Faut pas être étonné que 1% de la population mondiale se partage 40% des richesses de la planète pendant que 50% de la population se partage 1% des richesses...(selon El Baradai)

commentaire:

Si on ajoute à cela :

Armand dit :

9 février 2008 à 09:06 am

"Concernant la FED, une chose remarquable pour des juristes : elle a été créée par la loi, possède des actionnaires privés, émet une monnaie (centrale) qui, au début, portait l'inscription "convertible contre une once d'or". Ayant émis plus de billets que n'ayant d'or en stock, elle a évité toute défaillance en retirant cette mention. Les Américains, et le monde, se retrouvent dans la situation juridique suivante : une monnaie ayant cours légal, mais non convertible en or, l'actuel US dollar, mais ... inconstitutionnelle ! En effet la constitution US dispose que seuls ont cours légal le gold-dollar et le silver-dollar (convertibles à vue contre une once de métal fin). La Cour Suprême n'a jamais eu à se prononcer sur ce problème (ou elle a évité d'avoir à se prononcer)."

commentaire:

Le dollar US est inconstitutionnel et il faut ajouter à cela le fait que la constitution indique que le congrès à le pouvoir d'émission or la Fed n'est pas réellement un organisme d'état.

Donc on a une monnaie de référence mondiale qui viole en deux points la constitution américaine dans le dos du public (même averti) et un système qui n'a d'issue que par le crédit (aux particuliers, aux entreprises et même aux états) que seuls les banques commerciales peuvent délivrer en touchant des intérêts. Certaines de ces banques étant actionnaires de la réserve fédérale, les connivences d'intérêts sont frappantes !!!

Alors je repense à Allais et je me dis que l'on peut légitimement parler d'une arnaque... La majorité des Hommes est esclave d'une fuite en avant par le crédit qui enrichit une minorité de ses semblables et cette action est consacré par nos sociétés... Quelqu'un perçoit-il ce qui me trouble ?

Amicalement

6. [Blog de Paul Jorion » Le monde enchanté de Maurice Allais](#) dit :
[17 février 2008 à 07:11](#)

[...] « Le « scandale » des banques qui créent de l'argent ? 17 02 2008 [...]

7. [Armand](#) dit :
[17 février 2008 à 10:11](#)

Merci pour le « brillamment » Paulot ! mais ta conclusion me semble toujours erronée !

Quand j'écrivais « On peut tout aussi bien effectivement considérer que le système bancaire ne crée pas d'argent ... », ce n'était pas « réflexion faite » par moi mais par d'autres 😊: je pensais que les explications précédentes sur le distingo fondamental entre monnaie fiduciaire (les billets dits « de banque » alors qu'on devrait dire « les billets imprimés par la banque

centrale », qui, SEULS, ont cours légal) et monnaie scripturale était acquis, comme l'indique le smiley et le reste de mon commentaire.

La lecture était supposée être : « On peut tout aussi bien effectivement considérer que le système bancaire ne crée pas d'argent SOUS FORME FIDUCIAIRE mais promet seulement de le faire via ses relevés de MONNAIE SCRIPTURALE (les promesses mensongères et intenable) »

Lorsque tu écris « Parce que l'argent qu'on dépose sur son compte, elles le prêtent – à l'exception des « réserves fractionnaires » : les 8 %, etc., que les autorités de tutelle les forcent de garder en caisse pour répondre à la demande des consommateurs qui viendraient effectivement réclamer leurs sous dans la journée » tu confonds ces deux types de monnaie qui n'ont vraiment pas le même pouvoir légal. Les dépôts des clients sont DEJA pour l'essentiel constitués de monnaie bancaire scripturale (créée puis détruite via les prêts et d'autres mécanismes comme les changes de monnaies étrangères) qui s'échange quotidiennement notamment lors des remises de chèques, transactions par cartes, prélèvements et virements, mais SAUF remises en « espèces sonnantes et trébuchantes ».

Ainsi, les banques ne prêtent pas 92% de la monnaie centrale –les billets déposés chez elles par leurs clients– en n'en conservant que 8% non prêtée pour faire face « statistiquement » aux retraits en espèces aux guichets.

Elles prêtent en utilisant 100% de leur monnaie centrale (dépôts des clients + réserves à la BC) comme réserves obligatoires ; c'est-à-dire que ces 100% de « vraie » monnaie ayant cours légal ne représentent que 8% de la « fausse » monnaie bancaire scripturale qu'elles peuvent créer, via ce facteur multiplicatif, en accordant des prêts.

Ta vision, celle que je signalais, est celle du banquier (et de presque tous ses clients) qui lisent une inscription 100 € sur un relevé bancaire. De ce côté de la lorgnette on ne crée et détruit apparemment de monnaie qu'à la marge (les nouveaux prêts remplaçant ou non ceux à échéance), mais on a un facteur réductif : il n'existe que 8% de billets dans les coffres alors qu'on a (les banques) l'obligation légale d'en fournir ces 100%.

Les banques promettent ainsi, mensongèrement, via les relevés bancaires, de fournir de la monnaie centrale « par retrait à vue au guichet » alors qu'elles n'en ont (et qu'il n'en existe) que 8%. Si suffisamment de clients se présentaient pour retirer leur fonds, elles ne pourraient pas tenir leur promesse et seraient en faillite.

Elles créent pas et ne peuvent pas créer de la « vraie » monnaie centrale, les billets ayant cours légal (c'est le privilège de la banque centrale) ... juste promettre de le faire.

C'est la différence avec les véritables faux-monnayeurs : eux impriment réellement de la monnaie centrale (les billets contrefaits).

Rappelons que ces 8% sont ici pour l'exemple, ce taux de réserves dépend de la nature des dépôts.

Pour illustrer cela, un petit tour à la BCE, [d'abord ici](#), où l'on lira en 2.3-2 qu'il y avait en 12/07 pour 627 Md€ de billets ayant cours légal et toujours en 12/07, en 2.3-1, que M1 (billets + livrets et dépôts à vue) se montait à 3 826 Md€, soit un coefficient multiplicateur de $(3\,826 - 627) / 627 = 5$. Si tous les clients vident leur livrets (A, LEP, PEL, ...) cela ne fera pas baisser leur cours (à la différence de ce qui se produirait avec des actions p.ex.) : il faudrait vraiment avoir autant de billets en circulation.

Vous pouvez élargir à M2 (Comptes et dépôts à moins de deux ans et autres dépôts plus longs mais exigibles sous forme fiduciaire avec un préavis de moins de trois mois).

La [lecture de ceci](#) est aussi très instructive concernant les taux de réserve obligatoire selon la

nature du dépôt.

En résumé, il faut avoir à l'esprit que « monnaie » ne signifie rien sans l'attribut « centrale, fiduciaire, espèces, ... » ou « bancaire, relevés, ... ». Le système a intérêt à entretenir la confusion.

Je n'ai jamais écrit c'était un scandale, juste répondu dans un fil qui portait ce titre. Les banques respectent évidemment la loi. Du côté de la banque centrale le raisonnement est également qu'à un instant donné la masse monétaire la plus puissante (immédiatement utilisable) de type M1 doit être répartie sous les formes désirées par les agents (billets et comptes électronique). Passer de l'une à l'autre demande du temps et engendre des coûts (et des arbres !). Elle raisonne en instruments de paiement et en comportements statistiques.

Le problème fondamental est la loi qui ne donne cours légal qu'à la monnaie centrale tout en permettant aux banques de la multiplier avec une limite imposée en contradiction avec leur autre obligation de faire face aux retraits en espèces sur la totalité.

Et pour rejoindre ton autre fil sur une constitution économique, j'avais répondu qu'il faut, à mon sens, d'abord établir une monnaie saine et honnête (le sol stable), ensuite bâtir un système bancaire solide (les fondations en béton) puis un système économique (la maison), dont la finance, très amaigrie ne serait qu'une composante (la charpente). Pour le moment le système monétaire / bancaire / financier n'est, pour moi, qu'une escroquerie pyramidale, comme je l'ai écrit. D'ailleurs le poids de la finance est passé de 5% à 25% dans l'économie US (DowJones). Des « money makers », dont la traduction littérale de « faiseurs d'argent » s'impose, ne créent pas de richesse, juste une illusion ... une promesse mensongère et intenable.

Une anecdote personnelle : je me trouvais en Argentine au plus fort de la crise du peso en 2001. Après le traditionnel « tout va très bien madame la marquise » (sur un air de tango, évidemment), les comptes furent bloqués (ainsi que les distributeurs de monnaie centrale) et le contrôle des changes imposé après que les plus inquiets (vision gouvernementale) et/ou les plus prudents (vision lucide) aient retiré leurs pesos, provoquant l'effondrement des banques, et commencé à les changer en US\$, provoquant l'effondrement du peso.

A ce moment le peuple s'est rendu compte, trop tard, combien ce distingo avait toute son importance.

Un commerçant dont le compte était bloqué (retraits limités aux besoins quotidiens) avait tendance à refuser chèques ou carte bancaire et tout instrument d'échange de monnaie bancaire puisqu'il savait qu'il ne pourrait pas profiter de son argent qui se dévaluait à grande vitesse (refus potentiel par les autres commerçants) ni le protéger (contrôle des changes) ; celui qui avait du peso en billets avait le pouvoir juridique de payer, le commerçant ne pouvant pas refuser cet instrument ayant cours légal et sachant qu'il pourrait l'utiliser à son tour pour acheter un bien durable avant que ce peso ne se dévalue.

Ainsi une monnaie qui fondait à vue d'oeil (de mémoire le cours était descendu de 3 à l'aéroport à 3.5 une heure plus tard à mon arrivée à Buenos Aires) conservait une puissance alors que la monnaie bancaire ne valait plus que la promesse du banquier, c'est-à-dire plus grand'chose.

J'ajoute que la plupart des gens préférerait faire la queue toute une matinée pour retirer au guichet les pesos quotidiens ayant cours légal, et perdre ainsi le salaire correspondant à leur absence plutôt que de prendre le risque de se voir refuser un paiement par instrument bancaire. On imagine le coût économique.

Pour conclure cette anecdote, ce peso qui ne valait pas beaucoup hors l'Argentine était thésaurisé par les Argentins du fait de son pouvoir légal. Les commerçants essayant de rendre

la monnaie en ... monnaie bancaire, ce que refusait le client. Cela bloquait davantage encore le système. Les provinces en vinrent à imprimer elles-mêmes des « patacones », leur propre monnaie illégale pour servir à rendre la monnaie. Pour qu'elle soit acceptée, cette monnaie provinciale ayant cours « presque » légal dans la province portait intérêt.

8. *Fabien dit :*
[17 février 2008 à 12:01](#)

Cette confusion entre monnaie fiduciaire et monnaie scripturale est dommageable.

Il est bon pour les forêts équatoriales que l'on ne se mette pas à imprimer sous forme de billet de banque tout l'argent en circulation. En effet en 2006 par exemple, il y avait 7 387 milliards d'euro en circulation (agrégat M3 – bulletin N°153 de la Banque de France, septembre 2006) dont seulement 552 milliards d'euro de pièces et de billets (soit 7,47%).

Du coup, c'est tout à fait logique que tout le monde ne puisse pas retirer ses économies au même moment sous forme de monnaie fiduciaire : la banque n'a jamais eu cet argent. D'ailleurs même ses clients ne l'ont jamais eu. Ils ont effectué le gros de leurs dépôts sous forme de monnaie scripturale.

Le côté excessif de certains c'est de vouloir faire croire que les banques créent de la monnaie scripturale à volonté sans aucune limite, non. Disons que chaque banque peut créer, sous forme de crédit, jusqu'à 98% de la monnaie déposée sur les comptes de ses clients. C'est quand même presque un dédoublement de l'argent.

Le capital prêté a bien été créé à partir de rien, puisqu'aucune monnaie n'a circulé. Il ne s'agit pas de l'argent de Pierre, Paul et Jacques qu'on a prêté à Robert puisque les trois compères peuvent toujours vider leur compte à l'aide de leur carte de crédit, de leur chéquier ou d'une évocation de capitaux (ça s'appelle virement quand la destination est connue).

Le capital emprunté par Robert devra être remboursé, le plus souvent il faut le rappeler, par son travail (l'économie réelle qui crée les vrais richesses, palpables), et bien que cet argent ait surgi de la sphère financière. Le-dit capital une fois remboursé, sera annihilé. Il disparaîtra de l'économie. Cela renforce le problème soulevé par Guillaume, à savoir qu'il n'y a jamais eu, et qu'il n'y aura jamais assez de monnaie (sous quelque forme que ce soit) pour rembourser toutes les dettes contractées.

Le scandale selon moi c'est que la seule monnaie véritablement créée, les intérêts, va toujours dans la poche du banquier (qui en reverse quand même une partie à ses épargnants). Il me semble inadmissible que le pouvoir de création monétaire soit détenu par des privés, je trouve cela incroyable dans une société qui se dit démocratique.

Accessoirement, si c'était un établissement public qui créait la monnaie, l'Etat ne pourrait jamais être endetté (il ne se verserait pas à lui-même des intérêts). De braves économistes ont soutenu que l'Etat ne savait pas user sagement du pouvoir de créer la monnaie et qu'il était responsable de la crise de 74. Tout le monde trouva cette réflexion lumineuse et s'empressa de confier le pouvoir monétaire aux privés, nonobstant les avertissements de l'histoire. Je trouve ça complètement fou.

Enfin, tout ça pour dire qu'il y a belle et bien arnaque pour moi et que j' préfère aller cacher mes billets sous le matelas de mon lit.

9. *Dani dit :*
[17 février 2008 à 14:37](#)

Et hop...on est presque reparti avec le débat initial..... non ?

Manifestement, il s'agit d'être tout d'abord bien d'accord sur le vocabulaire utilisé. Ici, je relève que ce sont les mots "création" et "monnaie" sur lesquels nous achoppons...

Création : Ici, je vais me référer tout simplement au Petit Robert. La création est "l'action de donner l'existence, de tirer du néant" ou "l'action de faire, d'organiser une chose qui n'existait pas encore". Donc, si on parle de création monétaire par les banques commerciales, il faudra que la masse monétaire soit après leur action plus importante qu'avant, pour qu'il y ait à proprement parler "création"-

Monnaie : Je me réfère ici à un point qui fait l'unanimité des manuels d'économie. La monnaie est un moyen de paiement qui possède trois fonctions : intermédiaire facilitant les échanges, étalon de mesure de la valeur, réserve de valeur. L'euro, le franc suisse ou le dollar sont considérées comme monnaies, car elles réunissent ces trois fonctions.

Maintenant, je peux aussi noter que la monnaie fiduciaire (créée par la banque centrale) ET la monnaie scripturale (créée par les banques commerciales - cf. la définition retenue de création ci-dessus) ont toutes deux les vertus énoncées dans la définition retenue de la monnaie. La monnaie scripturale qui se trouve sur mon compte en banque me permet d'effectuer des achats, me permet de mesurer la valeur des objets de ma convoitise et peut encore être conservée sur ce compte comme réserve de richesse. La monnaie scripturale EST donc de la monnaie, si je reconnais la définition habituelle de la monnaie.

Du coup, la distinction entre monnaie fiduciaire et monnaie scripturale n'a de sens que pour comprendre et maîtriser le processus de création monétaire. Au niveau de la vie économique, il n'y a pas de différence, la valeur d'un dollar scriptural est la même que la valeur d'un dollar fiduciaire.

On peut bien sûr décréter que la monnaie scripturale n'est pas de la monnaie, mais il s'agit alors à mon sens de "rebaptisation". Un peut comme si, pour maintenir l'idée que tous les cygnes sont blancs, on décidait que les cygnes noirs sont des pygnes, et non des cygnes.

La définition usuelle de la monnaie ne dit pas si la monnaie doit être basée sur un bien tangible comme l'or ou si elle peut être considérée comme une pure institution, et qu'alors la masse en circulation devient une décision liée au dynamisme de l'économie ou à un autre élément de référence. La monnaie peut prendre toutes sortes de formes, elle n'en reste pas moins de la monnaie là aussi.

Je remarque d'ailleurs au passage que les banques centrales, dans l'évaluation et la préparation de leurs décisions de politique monétaire, s'intéressent au lien entre croissance du PIB et croissance de la masse monétaire M3, reconnaissant donc clairement que la monnaie scripturale est bien de la monnaie au sens propre du terme. Je fais remarquer au passage à "Fabien" que le multiplicateur monétaire, entre la masse initiale de monnaie fiduciaire et la masse monétaire totale est de 10 fois si le coefficient de réserve est de 10 % et de 20 fois s'il est de 5 %. On est donc très largement au-dessus du dédoublement...

On peut donc gloser longtemps sur le fait de savoir si les banques émettent des promesses, de la monnaie, une illusion de monnaie ou que sais-je encore. Dans la réalité, les banques commerciales émettent des "moyens de paiement" tout à fait réels qui réunissent tous les éléments d'une définition classique de la monnaie. Les banques commerciales CREENT effectivement de la monnaie !!!

10. *Emir Abel dit :*
[17 février 2008 à 19:20](#)

Merci à Dani pour ses explications claires et sa conclusion sans ambiguïté.

17 02 2008 Le monde enchanté de Maurice Allais

Publié par [Paul Jorion](#) dans [Economie](#), [Monde financier](#), [Monnaie](#)

Dans son premier commentaire au [« scandale » des banques qui créent de l'argent ?](#), Guillaume reproduit le passage clé du texte de Maurice Allais. Prix Nobel ou pas, qu'est-ce qui ne marche pas dans son raisonnement ? Relisons-le :

« Fondamentalement, le mécanisme du crédit aboutit à une création de moyens de paiement ex nihilo, car le détenteur d'un dépôt auprès d'une banque le considère comme une encaisse disponible, alors que, dans le même temps, la banque a prêté la plus grande partie de ce dépôt qui, redéposée ou non dans une banque, est considérée comme une encaisse disponible par son bénéficiaire. À chaque opération de crédit il y a ainsi duplication monétaire. Au total, le mécanisme du crédit aboutit à une création de monnaie ex nihilo par de simples jeux d'écriture ».

La confusion réside dans le mot « considère ». Le fait que quelqu'un « considère » quelque chose ne veut pas dire que ce soit vrai, à preuve : « Oscar considère qu'on fabrique le gruyère en coulant le fromage autour des trous ». Maintenant, « Le détenteur d'un dépôt auprès d'une banque le considère comme une encaisse disponible » : Eusèbe a de l'argent sur son compte à vue et est convaincu qu'il peut retirer cet argent s'il se rend à la banque. La banque a en réalité prêté l'argent qui se trouvait sur son compte à Casimir : « la banque a prêté la plus grande partie de ce dépôt qui, redéposée ou non dans une banque, est considérée comme une encaisse disponible par son bénéficiaire ». Voilà donc deux larrons, Eusèbe et Casimir, qui « considèrent » qu'ils possèdent le même argent. Quel scandale s'écrie Maurice Allais : la banque a dupliqué l'argent d'Eusèbe ! Pas vraiment : le « même argent » ne se trouve jusqu'ici que dans les « considérations » de nos deux compères. Le lendemain matin ils vont tous deux à la banque et retirent « leur » argent. Casimir reçoit l'ex-argent d'Eusèbe et celui-ci reçoit de l'argent qu'il « considère » le sien mais qui n'est en réalité pas le sien, le sien étant dans la poche de Casimir. Quel argent reçoit-il ? Je suppose que, selon Maurice Allais, la banque exécute une opération « scripturale » et donne à Eusèbe cet argent ex nihilo.

Voici maintenant l'explication du mystère « épistémologique » que plusieurs commentateurs ont mentionné et que je formulerai ainsi : « Les gens normaux se laissent aisément convaincre que les banques commerciales créent de l'argent ex nihilo tandis que les employés de banque affirment être certains que ce n'est pas le cas ». Les employés de banque savent que quand Casimir « considère » qu'il possède l'argent d'Eusèbe, il a raison parce que cet argent est effectivement dans sa poche. Ils savent aussi que quand Eusèbe « considère » que l'argent qu'il a déposé sur son compte à vue, y est toujours, il se trompe. Quand il se présente à la banque le lendemain matin, il existe deux possibilités : ou bien on lui donne « son » argent quand il le réclame, ou bien on le lui refuse. Je commence par le premier cas de figure, celui où on lui donne l'argent qu'il réclame. Il y a deux tactiques possibles pour la banque : ou bien elle lui donne de l'argent qu'elle est allée puiser sur le compte d'un troisième larron, d'Oscar par exemple, celui qui a une théorie curieuse sur le gruyère, ou bien elle utilise de l'argent qu'elle a obtenu en s'endettant, par exemple en émettant des *certificats de dépôt*. Deuxième cas de figure, Eusèbe se présente à la banque et celle-ci lui refuse l'argent qu'il « considèrerait » pourtant être sur son compte. Pourquoi ? Parce que ce matin-là, il y a une panique bancaire : il y a des milliers d'Eusèbes à faire la queue et à qui on explique que leurs « considérations » sont sans objet parce que les caisses sont vides. Voilà pour le monde réel. Dans le monde de Maurice Allais, terni au contraire par le « scandale » de la « multiplication des petits pains » – ce qu'il appelle « duplication monétaire » – il n'y a jamais de panique bancaire : à chacun qui se présente on dit « Attendez une seconde ! », hop ! petit tour de passe-passe « scriptural » et voici de l'argent frais créé ex nihilo ! Les employés de banque n'ont malheureusement jamais assisté à cela : le monde où ils vivent est beaucoup moins poétique, où les banques n'ont pas plus d'argent que ce qu'elles ont en caisse !

Gilbert Rachmuhl nous rappelait que le Prix Nobel d'économie est en fait décerné par la Banque Centrale suédoise. Le moins qu'on puisse dire, c'est que les banquiers suédois ne sont pas très rancuniers, à moins, plus simplement, qu'ils ne lisent pas le français !

Ce bulletin a été publié le Dimanche 17 février 2008 07:11 et est classé dans [Economie](#), [Monde financier](#), [Monnaie](#). Vous pouvez suivre les réponses à ce bulletin avec le fil [RSS 2.0](#). Vous pouvez [répondre](#), ou faire un [rétro-lien](#) depuis votre site.

20 réponses à "Le monde enchanté de Maurice Allais"

1. *yann dit :*
[17 février 2008 à 10:35](#)

Monsieur Jorion,

j'ai une question à vous poser, il me semble que les banques peuvent prêter plus d'argent qu'elles n'ont en caisse. J'avais lu quelque part que les banques prêtaient jusqu'à 10 fois en moyenne l'argent que leurs clients avaient déposé, cela ne revient-il pas à créer de la monnaie ex-nihilio ? D'autant qu'en général cet argent prêté leur rapporte des intérêts.

Ce problème d'émission monétaire est à mon avis assez bien résumé par Bernard Maris dans son anti-manuel d'économie :

"Création et destruction monétaires

C'est le principe fondamental de l'émission monétaire : si je fais un crédit papier de 100 et si je sais qu'une grande partie de ce crédit reviendra chez moi, banquier, je peux multiplier le crédit bien au-delà du stock d'or dont je dispose. Dans le cas n° 1, mon « multiplicateur de crédit » est de 5; dans le cas n° 2, de 2; dans le cas n° 3, de 10. Le mécanisme est décrit dans l'adage: « Les prêts font les dépôts. » Le crédit fait les dépôts, il fait l'argent. Et non l'inverse ! Avis à ceux qui croient que l'épargne fait l'argent. Quel contresens économique ! Retenons que la création monétaire est une mise en branle de forces économiques, du travail, des matières premières, des inventions, de la technique, de la production, de la consommation, une anticipation de l'activité économique.

Cette création monétaire était en principe garantie par de la marchandise, du métal, de l'or et de l'argent : une assurance métallique. Mais la vraie garantie de la création monétaire, c'est l'anticipation de l'activité économique, du cycle production-consommation. Encore faut-il que cette anticipation soit saine : toute création monétaire saine débouche sur une destruction monétaire équivalente. Par exemple, je prête de l'argent à un constructeur de voitures, je lui fais un crédit. Avec ce crédit, il embauche des ouvriers qui construisent les voitures et il les paye. Avec leur salaire, les ouvriers achètent les voitures. L'argent revient chez le constructeur, et le constructeur rembourse son banquier. Argent créé, argent détruit égalent opération saine. Crédit, remboursement.

Prenons un second exemple. Je suis banquier, j'anticipe sur la nouvelle économie, sur des téléphones portables avec Internet, et je facilite la création d'entreprises qui en fabriquent, mais personne ne veut de cette nouvelle génération de téléphones. J'ai payé des gens, en tant que fabricant, mais ceux-ci ne veulent pas de ma marchandise. Je suis donc incapable de rembourser et ma dette ne s'éteint pas. La création monétaire n'est pas suivie d'une destruction. Je traîne mes dettes, comme le Japon traîne des dettes suite à une immense spéculation immobilière, comme France Telecom traîne des dettes suite à une mauvaise anticipation de l'activité économique, comme Vivendi traîne des dettes suite à des investissements dans des portails sans clients sur Internet, comme l'Argentine traîne des dettes vis-à-vis du FMI parce qu'elle a été incapable de faire fructifier l'argent qu'il lui a prêté, à tort.

Nous percevons mieux la nature de la monnaie : des dettes (des créances sur la banque émettrice) qui circulent. Des dettes, qui, si elles sont saines, doivent, par l'activité économique, provoquer leur remboursement.

Aujourd'hui, la monnaie est détachée de tout support matériel, on peut en créer à l'infini.

Pourquoi, pendant très longtemps, les économistes se sont-ils opposés à ce que la monnaie n'ait pas de couverture métallique ? Comme Ricardo par exemple, à l'origine de l'Acte de Peel (1844), acte qui inspira longtemps la politique de la Banque d'Angleterre, établissant que tout billet devait avoir une stricte couverture en or (9). La raison en est que les économistes n'avaient pas confiance dans la capacité des banquiers à anticiper l'activité économique. En France, la faillite de la banque créée par Law détruisit pour un siècle la confiance des Français dans le papier monnaie. Law était un banquier écossais qui émettait des billets garantis par le développement du commerce de la France avec les premiers comptoirs, notamment la Louisiane. Quand on a commencé à se méfier de la réussite des entreprises vers cet État et ailleurs, le système de crédit créé par Law s'est écroulé. Tout le monde a voulu se débarrasser de ses billets estampillés « Banque Law » et réclamer de l'or. Faillite généralisée, ruine des petits épargnants, qui, comme toujours, comme pour France Telecom ou Enron, sont les derniers attirés par l'aubaine et les premiers roulés. Troubles publics, enrichissement scandaleux de spéculateurs qui avaient flairé la faillite du système."

2. *Jean Tiguemounine dit :*
[17 février 2008 à 10:39](#)

Bonjour,

Et que se passe-t-il quand tous les clients vont à la banque et réclament leur argent en même temps ?

Le gouvernement garantit les dettes de la banque, et au besoin injecte de l'argent "Frais" (voir déboires de Northern Rock).

Pour financer cette opération, le gouvernement emprunte...

La baisse des taux d'intérêt permet au gouvernements de rembourser leurs dettes en monnaie de moindre valeur.

Au total dans le monde réel mondialisé de 2008, il n'y a pas vraiment de panique bancaire, les gouvernements en liaison avec les banques centrales ont tous les moyens nécessaires pour retarder à l'infini le solde de tous les comptes.

C'est ce crédit à l'infini qui a permis cette formidable création de "valeurs" virtuelles (produits dérivés, etc.).

La création de monnaie ex nihilo ne ferait pas autre chose.

Enfin, quand nous parlons de "l'argent", nous voyons bien que le sens donné à cette expression diffère selon que l'on est dealer (biffons, thune etc..), banquier, macro-économiste, ou historien..

S'agit-il d'une différence d'interprétation d'un seul objet par des observateurs à sensibilité différente ?

Cet objet est-t-il plus complexe ? L'argent existe-t-il autrement que sous forme de valeur attachée à une reconnaissance de dette ? Peut-on à un moment quelconque dissocier l'argent du crédit ?

Au total, tous les observateurs ont raison, ils observent un objet multi-dimensionnel qui existe effectivement de leur point de vue mais qui ne saurait être compris sans "prendre de la hauteur" pour regarder ses autres facettes.

La logique bivalente d'Aristote qui nous fait dire ceci "est" ou "n'est pas" ainsi nous trompe d'emblée dès lors que l'objet étudié existe autrement.

Cordialement.

3. *Jean-Michel dit :*
[17 février 2008 à 10:45](#)

Je suis ce fil de discussion sur la création monétaire depuis son début il y a quelque jour et je continue à le trouver un peu curieux : je pensais (naïvement ?) que les phénomènes de création monétaire étaient connus et décrits par les économistes depuis longtemps. Ma référence (déjà bien lointaine) était le manuel de Denize Flouzat, Economie contemporaine, T2, La création monétaire. Du coup, je l'ai ressorti. On y apprendait au chap. IV que "la création de monnaie est assurée par trois catégories d'agents monétaires : les banques (banques commerciales), la Banque centrale (Banque de France) et le Trésor". Suivait, pour les banques

commerciales, tout un développement sur le multiplicateur de crédit.

L'idée de ce fil, si je comprends bien, est que les économistes, même ceux de la Banque de Suède, sont restés trop généralistes, trop théoriques, et qu'il faut redescendre des hauteurs théoriques, se faire "fourmi" ou "termite" (B. Latour), se faire ethnographe, pour aller voir, au plus proche du terrain, ce qui se passe réellement ?

Dans ce cas, cela me fait penser à ce qui se passait en anatomie avant Vésale. Le magister du haut de sa chaire récitait Galien ou Hippocrate, pendant que le barbier, au pied de la chaire, disséquait le cadavre. Mais le magister n'avait jamais ni disséqué ni observé lui-même le cadavre et décrivait souvent des choses qui n'existaient pas !!! (cf. [une illustration ici](#)).

Bref, s'agit-il, relativement aux phénomènes monétaires, de se faire enfin Vésale et de descendre de la chaire ?

4. *Dani dit :*

[17 février 2008 à 14:53](#)

A mon sens, le "monde enchanté" est plutôt le fait de l'employé de banque qui ne voit la monnaie qu'à travers ses entrées-sorties de son institution. Si on regarde le phénomène monétaire sur l'ensemble d'une économie, par exemple par le biais d'un "circuit économique", il faudra bien accepter que la monnaie scripturale permet les mêmes prodiges que la monnaie fiduciaire : mesurer la valeur des choses, servir d'intermédiaire dans les échanges et constituer une réserve de valeur. Le monde réel utilise la monnaie scripturale tout aussi bien que la monnaie fiduciaire...

Je me suis étendu plus largement pour répondre sur ce point en commentant le billet - Le "scandale" des banques qui créent de l'argent. C'est avant tout une question de définition du mot "monnaie". Ne tournons pas autour du pot : quelle que soit la forme qu'elle prend, la monnaie reste un "moyen de paiement". Si celui-ci est précaire, basé sur un pronostic uniquement, il n'en reste pas moins un moyen de paiement, donc de la MONNAIE !

Ou alors, il faut changer le sens de mots...

Je me demande d'ailleurs si le mot "monnaie" n'est pas victime du même genre d'imprécision que le mot "Gruyère". Ce dernier est un fromage d'origine suisse, SANS TROUS, régulièrement confondu par la population française avec un autre fromage suisse nommée Emmental, qui lui se caractérise par d'énormes trous... On m'a même une fois proposé de manger du "Gruyère d'Emmental"..... Imaginez, un fromage romand d'une vallée alémanique...

Jetez un coup d'oeil à mon autre commentaire, dans le "scandale". Je pense que nous avons un effort à faire en matière de définitions pour clarifier notre débat, au demeurant fort intéressant ! 😊

5. *guillaume dit :*

[17 février 2008 à 15:52](#)

Merci à Yann pour l'explication d'oncle Bernard.

Le débat c'est pas, selon moi, d'étudier le mode de fonctionnement du crédit bancaire, c'est de constater que le monde vit à crédit et que ces crédits ne sont faisables que par des entreprises privées...

Comme le dit Dani :

"Je me demande d'ailleurs si le mot "monnaie" n'est pas victime du même genre d'imprécision que le mot "Gruyère". Ce dernier est un fromage d'origine suisse, SANS TROUS, régulièrement confondu par la population française avec un autre fromage suisse nommée

Emmental, qui lui se caractérise par d'énormes trous...".

Jean-Michel dit

on y apprendait au chap. IV que "la création de monnaie est assurée par trois catégories d'agents monétaires : les banques (banques commerciales), la Banque centrale (Banque de France) et le Trésor"

- banques centrales, OK mais fiduciaire donc très limité en volume
- le Trésor, FAUX, plus depuis Maastricht en Europe (art 104), idem pour le dollar. Le Trésor ne peut qu'émettre des reconnaissances de dette mais il utilise de l'argent déjà créé par les banques
- Les banques (elles sont donc les principales créatrices de prêts)

Si encore le Trésor pouvait justement émettre, le scandale serait directement moins important.

Bon dimanche

6. [Blog de Paul Jorion » Bonne question et mauvaise hypothèse dit : 7 avril 2008 à 17:55](#)

[...] 2. Deuxième hypothèse : travailler dans une banque rend bête. C'est possible mais cet aveuglement dépasse alors le cadre des employés de banque puisque, comme je l'ai dit, mes propres professeurs d'économie partageaient cette interprétation. Inversement, je ne connais que Maurice Allais, parmi les professeurs d'économie, qui défende le point de vue du « scandale ». Irving Fisher est parfois invoqué à ce propos mais il me semble à tort, car je n'ai rien trouvé chez lui de ce genre. Pour ce qui touche à Allais, comme je l'ai montré dans Le monde enchanté de Maurice Allais, il commet une erreur qui découle d'un usage laxiste de la phrase « X considère que Y » qui est utilisée par lui deux fois, la première pour renvoyer à « X considère [à raison] que Y » et la seconde pour « X considère [à tort] que Y ». [...]

7. [Blog de Paul Jorion » Encore Allais dit : 25 avril 2008 à 15:30](#)

[...] que la croyance qu'elles le font a son origine dans une erreur de raisonnement de Maurice Allais (Le monde enchanté de Maurice Allais), qui compte deux fois la même somme et puis s'indigne. Maurice Allais dit : « J'ajoute les [...]

8. [Stilgar dit : 26 avril 2008 à 08:10](#)

Je pense que l'erreur de Paul Jorion est de dire " les banques n'ont pas plus d'argent que ce qu'elles ont en caisse ! " car , en lisant ce qui précède (ce qu'il écrit), on pourrait penser que les banques sont capables de fournir aux Eusèbes qui se présentent aux caisses lors d'une panique bancaire, tous les billets de banques (l'argent) qui correspond à leur "crédit".

C'est évidemment faux, puisque les pièces et billets ne représentent que 15% de la masse monétaire M1, celle immédiatement disponible (fiduciaire + dépôts à vue)

Mais si les banques ne peuvent "rembourser" sous forme de billets les demandes correspondantes aux montants des dépôts à vue, quel intérêt pour les Euphèbes de demander (ensemble) le remboursement sous cette forme... la monnaie scripturale ("l'état" du compte bancaire) a autant de légitimité que la monnaie fiduciaire... comme elle, elle est garantie par la Banque Centrale, et nous l'avons vu dernièrement au Royaume Uni, en dernier ressort par l'Etat.

La monnaie (fiduciaire ou non), c'est toujours un problème de "fidus"

Je reconnais néanmoins qu'Allais n'a pas été très précis dans cette citation (extrait de « La

crise monétaire d'aujourd'hui. Pour de profondes réformes des institutions financières et monétaires. », Éd. Clément Juglar, 1999, p. 63.): il aurait du parler des "fuites" de monnaie fiduciaire qui limitent (aussi) les possibilités de création monétaire par les banques commerciales, de la nécessité des réserves obligatoires et j'ignore si, lorsqu'il écrit " dépôts" , il pense ou non à cette catégorie particulière que sont les "dépôts à vue"... je crois que non, car il l'aurait sans doute précisé.

9. *Stilgar dit :*
[18 mai 2008 à 15:12](#)

Je réfléchissais à cette phrase d'Allais, origine de cet article de Paul, phrase qui me "perturbe" également...

En fait, Allais aurait **dû** écrire " « Fondamentalement, le mécanisme du crédit aboutit à une création de moyens de paiement ex nihilo, car le détenteur d'un dépôt auprès d'une banque le considère comme une encaisse disponible, alors que, dans le même temps, la banque a prêté, **en le créant sous forme d'un crédit nouveau, l'équivalent** de la plus grande partie de ce dépôt initial. Ce nouveau crédit, redéposée ou non dans une banque, est considérée comme une encaisse disponible par son récipiendaire. À chaque opération de crédit il y a ainsi duplication monétaire. Au total, le mécanisme du crédit aboutit à une création de monnaie ex nihilo par de simples jeux d'écriture ».

En fait, globalement, l'erreur est de penser que c'est la "même" monnaie qui passe d'un compte 1 à un compte 2 tout en restant simultanément présente sur les 2 comptes (ce qui ne se peut évidemment pas). C'est seulement qu'en fait la monnaie présente sur un compte 1 **permet** à la banque de créer un nouveau crédit qui sera présent sur un compte 2 - ou simplement transféré dans une autre banque - qui, de nouveau, pourront créer de nouveaux crédits tant que cette monnaie est présente sur le compte.

Il est évident que cette capacité de création monétaire des banques n'est pas illimitée. D'une part il faut qu'elles aient la "demande" (assortie de garanties) correspondante à ces nouveaux crédits, d'autre part il y a "les fuites" en monnaie centrale (obligation d'assurer les demandes d'espèces et les réserves obligatoires proportionnelles aux crédits émis)

AJH

10. *Paul Jorion dit :*
[18 mai 2008 à 17:06](#)

C'est mieux comme cela mais ça ne « sauve » pas Allais pour autant. Il ne parle que de comptes-courants – je suppose qu'on est d'accord là-dessus. Dans le cas, d'un Certificat de Dépôt, le déposant sait que son argent n'est pas immédiatement disponible : qu'il a disparu de son compte pendant la durée du CD.

Dans le cas du compte-courant, dont l'argent a été re-prêté à quelqu'un d'autre, les deux clients peuvent bien se « représenter » tous deux que le même argent est disponible en deux endroits différents mais ce n'est pas vrai : comme je le disais dans mon billet initial : si le déposant réclame ses sous, la banque devra les trouver ailleurs – éventuellement sur un autre compte-courant. Quand tous les déposants réclament leurs sous en même temps, ce qui rend l'opération impossible, c'est le fait qu'il soit impossible de « débobiner » simultanément la chaîne des transferts, ce n'est pas le fait que plus d'argent a été prêté qu'il n'en a été déposé. C'est un problème de vases communicants et les difficultés dont on parle sont dues à la **viscosité** du liquide, pas au fait que son volume aurait augmenté.

11. *karluss dit :*
[18 mai 2008 à 17:30](#)

pour corser le tout il faudrait rajouter le cas des échéances impayées et le non remboursement de la créance... visqueuse !

12. *Gibus dit :*
[18 mai 2008 à 19:52](#)

finalement on en est toujours rendu à l'éternel problème des robinets qui fuient, des baignoires qui se remplissent, sans compter les moments où ça s'évapore !!! 😊

13. *Stilgar dit :*
[18 mai 2008 à 22:04](#)

Non Paul, il n'y a pas de transfert d'un compte à un autre et il n'y a pas de prêts de compte courants de déposants à des emprunteurs qui obtiendraient un crédit. Les banques ne prêtent pas l'argent des déposants (en DaV) [1], mais seulement l'argent des épargnants (avec leur accord, et contre rémunération) ou de la monnaie qu'elles empruntent sur les marchés monétaires (ce qui revient au même), pour environ 40% des crédits qu'elles accordent (d'après Dominique Plihon).

Par contre, oui, la capacité des banques à émettre de la nouvelle monnaie par le crédit est lié au montant des dépôts de ses clients et à ses "fuites" en monnaie centrale. Si ses clients "vident leur comptes", la banque va devoir restreindre le montant de ses crédits, ou faire appel à ses fonds propres ou à d'autres formes de financement (Term Auction Credit par exemple) afin de satisfaire aux règles prudentielles et aux réserves obligatoires.

De même, si un déposant "réclame ses sous" la banque pourra toujours (sauf si elle même n'a plus aucun crédit auprès des autres banques, puisque tout fonctionne sur la confiance) lui faire un chèque ou un virement sans devoir trouver ailleurs ces "signes" puisqu'il s'agit seulement d'une soustraction sur un compte simultanément à une addition sur un autre. Et il en serait de même si tous les déposants réclament leurs dépôts en même temps (à part pour les intérêts dus qui n'auraient pas encore été émis par de nouveaux crédits dans l'ensemble du système bancaire)... il n'y a aucune viscosité nécessaire ici ni aucun tour de passe-passe entre les comptes de différents déposants.

Pratiquement les banques ne pourraient pas rembourser en même temps tous les déposants si ceux-ci réclamaient d'être payés *en espèces*, puisque celles ci ne représentent que 15% de la totalité de la masse monétaire M1 (monnaie fiduciaire + dépôts à vue)... ou alors il faudrait que très vite la banque centrale, seule autorisée à imprimer la monnaie fiduciaire, puisse faire imprimer tous ces billets... mais là les banques commerciales n'ont aucune responsabilité sur ce fait.

Allais à écrit ce livre où l'on trouve cette citation "enchantée" (il s'agit de "la crise mondiale d'aujourd'hui") à près de 90 ans ... parmi ceux des livres de lui que j'ai lu, c'est la seule fois où j'ai trouvé cette mauvaise explication (ou imprécision), mais peut être pensait-il que "le lecteur attentif aurait corrigé de lui même?" 😊

[1] Cette "magouille" apparaîtrait sur vos relevés bancaires, et personne n'a jamais vu, sur ceux ci, une écriture négative "prêt à X" , même pour une période limitée.

@Gibus...

Oui, l'augmentation permanente de la masse monétaire circulante est due à ce que le montant (global) des crédits en création dépasse le montant (global) des crédits (+ intérêts) arrivant à échéance. Nous sommes "condamnés" à une augmentation permanente de la masse monétaire pour payer les intérêts... et l'évaporation c'est quand les emprunteurs ne peuvent plus rembourser le capital (pour les intérêts c'est un peu différent car il s'agit de chiffre d'affaire que la banque ne fera pas... dans le cas d'une création monétaire du

moins...)

AJH

14. *karluss dit :*

[19 mai 2008 à 08:58](#)

Stilgar dit : Les banques ne prêtent pas l'argent des déposants (en DaV) ... !!!!!

Pourtant j'étais persuadé qu'il s'agissait de la principale base des ressources monétaires utilisées principalement pour les crédits consommation et prêts personnels, donc de l'argent déposé et utilisé pour du crédit.

Pour les épargnants, jamais une banque ne conditionne ses offres de produits d'épargne en sollicitant l'accord du souscripteur au sujet de l'utilisation de cette future ressource.

Juste un mot sur l'évaporation, ne faudrait-il pas y adjoindre l'incidence de l'inflation ?
"épargnons bio !"

Bonne journée !

15. *Bernard dit :*

[19 mai 2008 à 10:46](#)

Je ne vois pas l'ombre d'un quelconque effet de l'âge entacher la phrase de E. Allais, qui s'adressait à tout un chacun sans détailler l'opération bancaire de création de crédit nouveau.

Par contre, cet "enchantement" que j'appellerai l'"enchantement n°1" est bien que la somme initiale sert de contrepartie à plusieurs crédits et donc, sera rémunérée de plusieurs intérêts. Que la banque associe l'épargnant initial ou pas à la bonne affaire ne change rien à celle-ci, sinon qu'il est de bonne politique de faire adhérer de plus en plus d'épargnants à cet enchantement.

Il existe pour moi un "enchantement n°2", plus difficile à saisir dans son mécanisme, mais les spécialistes de la finance que vous êtes vont pouvoir démolir ou valider ma vision des choses et probablement en identifier les personnages réels.

Il concerne le mode de fonctionnement des marchés à terme où je pense que le débouclage des positions ne se traduit pas par une opération à somme nulle, résultat neutre qui semble être, à ce que j'ai cru, peut-être à tort, la position de Paul.

Je l'appellerai l'enchantement n°2 ou celui de la "sandale de verre de "Finacendrillon"

Sur le plan général, une telle position ne pourrait expliquer que des établissements financiers "respectables" aillent jouer au casino (même si celui-ci annonce que sa banque est neutre) sans avoir une martingale.

Elle ne colle pas, non plus, avec l'affirmation de D. Bouton, soutenant que le seul problème de la Société Générale dans l'affaire Kerviel était l'inexistence de « positions de couverture ». Leur absence en cas de dysfonctionnement valide donc leur existence.

Le conte enchanté repose sur le fait que Finacendrillon a pris une position « put », sur le projet de carrosse en cours de fabrication, prévu pour être livré à la date de mariage du Prince à un savetier amoureux d'elle, et qu'elle avait promis de rendre disponible plus tôt pour aller au bal avec lui à minuit, date de débouclage de sa position, à ce brave savetier quelque peu benêt

ou simplement fou amoureux, et qui l'avait récompensée de ce prodige en lui offrant une sandale de verre. Le carrosse n'ayant pas été évidemment endommagé, la fourmi "call" le lui a racheté sur la base de la position "put".

Moralité :

Après les 12 coups de minuit, il reste bien la sandale de verre.

16. *Stilgar dit :*

[19 mai 2008 à 18:40](#)

@karluss : penser que les banques prêtent l'argent des déposants est effectivement proche du "sens commun", mais c'est inexact. J'en reviens à dire qu'il y a bien *création* monétaire...

Une banque seule, du fait des "fuites" auxquelles elle doit faire face, a un pouvoir de création monétaire limité... mais ces "fuites" partent dans d'autres banques. Ainsi, l'ensemble du système bancaire a une capacité de création monétaire quasi illimitée (on en a déjà parlé, il suffit qu'il y ait de la "demande")

Vous avez raison en ce qui concerne votre remarque sur les épargnants... je voulais seulement bien faire la différence entre les déposants (qui souhaitent garder la disponibilité de leur dépôts, même si ces dépôts ne pourront jamais être restitués en totalité en "espèces" pour tous) et ceux qui acceptent que leur épargne soit "re-prêtée" (où, quand, comment sont des problèmes qu'ils peuvent préciser avec leur banquier)

AJH

17. *Paul Jorion dit :*

[19 mai 2008 à 19:24](#)

@ Stilgar

Si, comme tu le dis,

il n'y a pas de prêts de compte courants de déposants à des emprunteurs qui obtiendraient un crédit. Les banques ne prêtent pas l'argent des déposants (en DaV), mais seulement l'argent des épargnants (avec leur accord, et contre rémunération) ou de la monnaie qu'elles empruntent sur les marchés monétaires

alors la phrase où Allais écrit

le détenteur d'un dépôt auprès d'une banque le considère comme une encaisse disponible, alors que, dans le même temps, la banque a prêté la plus grande partie de ce dépôt qui, redéposée ou non dans une banque, est considérée comme une encaisse disponible par son bénéficiaire.

est tout simplement fausse.

Si c'est uniquement l'épargne qui est re-prêtée, alors l'épargnant qui considérerait son dépôt « comme une encaisse disponible », n'a tout bêtement pas compris à quoi il s'engage.

18. *Stilgar dit :*

[19 mai 2008 à 22:14](#)

Penser qu'Allais se soit trompé m'est "insupportable". Je vais donc relire demain *La crise mondiale d'aujourd'hui* pour tenter de comprendre d'où vient cette mauvaise compréhension s'il y en a une, à moins que d'ici là un des lecteurs de cet échange ait une

idée lumineuse pour répondre à ce dilemme.

Il y a évidemment l'hypothèse inverse que je ne puis rejeter d'un revers de manche : celle où moi je me trompe... 😊

A propos, Paul, mon message concernant Gorz est parti avant relecture ... j'aurais dû te remercier en plus de te dire que je l'avais déjà lu : voilà qui est fait.

AJH

19. *Stilgar (AJH) dit :*
[20 mai 2008 à 13:37](#)

Après relecture rapide de "la crise mondiale d'aujourd'hui", et relecture des différents articles de ce blog concernant la monnaie, je considère d'une manière (presque) définitive qu'Allais s'est mal exprimé dans ce paragraphe qui semble nous diviser, et comme je l'ai déjà écrit, je n'ai vu nulle part ailleurs dans ceux de ses livres que j'ai lu (pas tous, il a beaucoup écrit, et je n'ai pas lu par exemple des "pavés" tels que "Économie et intérêt" et "Traité d'économie pure" qui font plus de 1000 pages chacun.)

Je suis évidemment prêt à faire amende honorable si j'ai tout faux 😊

Celui qui a le mieux expliqué sur ce blog le processus de création monétaire par les Banques Centrales et Commerciales, c'est, à mon sens, "Armand" dans : <http://www.pauljorion.com/blog/?p=348#comment-3348> ainsi que les commentaires suivants 3349, 3351, mais aussi dans deux autres articles de ce blog "Le scandale des banques qui créent - effectivement - de l'argent" et " Le « scandale » des banques qui créent de l'argent ? ", que je vous invite à relire...

Revenez donc ici nous aider, Armand... 😊

Dans un commentaire qui m'a fait "tilt", <http://www.pauljorion.com/blog/?p=348#comment-3345>, Paul écrit "j'ai travaillé dans des établissements bancaires où l'on se donnait beaucoup de peine pour trouver l'argent à prêter aux consommateurs."
... mais s'agissait-il de "vraies" banques ou d'établissements financiers (qui eux ne disposent pas du droit de création monétaire)?
... on peut aussi penser qu'il s'agissait de banques qui ne disposaient plus d'assez d'actifs pour offrir de nouveaux crédits compte tenu des fuites et des réserves obligatoires.

AJH

20. *Simon Laflamme dit :*
[29 juin 2008 à 19:39](#)

Évidemment les banques ne peuvent prêter à l'infini. Pour commencer il faut un dépôt primaire, donc si la réserve obligatoire est de 10%, alors un dépôt de 100\$ permet de passer 1000\$. Le problème n'est pas de passer plus que ce que les banques possèdent, mais de passer l'excédent (900\$) en demandant de l'intérêt, alors qu'elles ne payent de l'intérêt que sur le dépôt primaire.

Y a aussi le fait que des compagnies grâce à leurs profits se retrouvent à partager le contrôle des banques, ce qui occasionne un pouvoir de contrôle excessif sur la production déconnectée des besoins vitaux de la population.

26 02 2008 Monnaie – intérêt – croissance

Publié par [Paul Jorion](#) dans [Economie](#), [Monnaie](#), [Sociologie](#)

Ben on avance ! Du moins, c'est mon sentiment. Il y a cependant encore un certain nombre d'aspects sur lesquels l'indignation de certains d'entre vous m'échappe. Je vais donc faire deux choses : je vais prendre un exemple simple et puis je vous poserai quelques questions.

Je pose les termes dans une perspective que j'ai déjà traitée : on trouve tout ça dans le manuscrit « [Le prix](#) » qui est sur mon site Internet et qui reprend des articles que j'ai publiés durant la décennie 1990 – 2000. Je repars de la vieille notion de *métayage* (en anglais « sharecropping »). Au départ j'ai un rapport de force : j'ai deux acteurs, l'un qui dispose de ressources qu'il peut avancer : de la terre, des outils, etc. et l'autre qui ne dispose que de sa force de travail. Ils concluent un contrat : le propriétaire met ses ressources à la disposition du métayer et, un an plus tard, celui-ci lui retourne une part de ce qu'il a pu produire ; disons une part sur 10 de sa récolte. Ce système de métayage est traditionnel à la petite pêche, il est représenté dans le monde entier : on l'appelle alors « système à la part » (en anglais « share system »).

A la fin de l'année le propriétaire récupère sa terre, son matériel, etc. je simplifie ici, je ne parlerai pas de dépréciation, d'amortissement, etc. plus sa part sur 10, tandis que le métayer garde ses 9 parts, moins la graine dont il aura besoin l'année suivante, etc. Au début de l'année on avait terre + outils, à la fin, on a terre + outils + récolte (qui se redistribue en 1 part pour le propriétaire et 9 parts pour le métayer). Il y a *surplus* et le surplus c'est la récolte.

D'où vient la moisson ? Les physiocrates le savaient et Bataille a repris l'idée dans « La part maudite » (1949) : de l'action combinée des avances du propriétaire, du travail du métayer, de la pluie et du soleil, Bataille appelait cela « ébullition du monde ». La moisson c'est donc en gros : avances + travail + soleil.

La *croissance* si je ne me trompe, c'est ce que j'ai appelé « surplus » : ce qu'on a obtenu à l'arrivée moins les avances, donc : travail + soleil. Le propriétaire reçoit sa part : (travail + soleil) / 10.

Deuxième temps. Le propriétaire dit au métayer : « Ecoutez je n'ai pas de place chez moi pour tout ce foin. Allez vendre ça au marché et vous me donnerez 10 % de ce que ça vous aura rapporté ». Le métayer vend sa récolte et revient avec un paquet de billets dans sa poche : il a transformé sa récolte en *monnaie* : le paquet dans sa poche représente toujours - comme la moisson qu'il a vendue - travail + soleil.

Troisième temps. Le propriétaire dit au métayer : « Ecoutez je n'ai pas le temps de m'occuper de vérifier ce que vous gagnez à la fin de l'année. Je reçois parfois plus et parfois moins, en fonction de votre récolte. J'aimerais mieux qu'on regarde ce que vous m'avez versé, disons au cours des cinq dernières années, qu'on fasse la moyenne et que vous me versiez cela désormais comme un fixe ! » Le système a désormais changé : on est passé d'une logique de **métayage** à une logique de **location**. Du point de vue de la récolte, le propriétaire recevra parfois (travail + soleil) / 11, parfois (travail + soleil) / 9, etc.

Dans le cas de la location, où le loyer est cette fois un fixe, il est alors plus simple d'utiliser comme étalon la valeur des avances plutôt que celle du surplus. On dira alors que le loyer est, disons, (avances) / 20. Soit, traduit en termes de taux d'*intérêt* : 5 % par an. Inversement, si l'on voulait exprimer l'ancienne « part » par rapport aux avances, selon la récolte, la part serait parfois de 6 %, parfois de 4 %, etc. Ce qui n'aurait pas changé, ce serait le fait que ces 6 %, ces 4 %, sont toujours ponctionnés de la même manière sur travail + soleil.

Quatrième temps : intermédiation. Le propriétaire demande à un intermédiaire de collecter le loyer du métayer. Celui-ci verse les intérêts à cet intermédiaire, que j'appellerai pour la commodité « banquier ». La source des versements, c'est toujours travail + soleil. Le banquier se rémunère au passage : le métayer lui verse 5,5 % et il reverse 4,5 % au propriétaire, conservant 1 % pour lui.

Bon, une remarque : oui, pour que cela fonctionne comme un système « généralisé », il faudrait que de la masse monétaire soit créée pour refléter la création du surplus – encore appelé « croissance » – et éliminée pour refléter sa destruction par l'usure, etc. Il y aurait « décroissance » quand le bilan entre création et destruction est négatif.

Ma question : y a-t-il « scandale » dans mon illustration ? Si oui, réside-t-il entièrement dans le rapport de force inégal au départ entre le propriétaire et le métayer (qu'on pourrait alors appeler « prolétaire » pour emprunter à un vocabulaire connu) ? Si la réponse à cette question est oui, le problème peut être entièrement reformulé dans les termes de Jean-Jacques Rousseau :

« Le premier qui, ayant enclos un terrain, s'avisa de dire "Ceci est à moi", et trouva des gens assez simples pour le croire, fut le vrai fondateur de la société civile. Que de crimes, de guerres, de meurtres, que de misères et d'horreurs n'eût point épargnés au genre humain celui qui, arrachant les pieux ou comblant le fossé, eût crié à ses semblables : "Gardez-vous d'écouter cet imposteur ; vous êtes perdus, si vous oubliez que les fruits sont à tous, et que la terre n'est à personne" ».

S'il y a scandale, et s'il est ailleurs, il faudrait m'expliquer où.

Ce bulletin a été publié le Mardi 26 février 2008 01:16 et est classé dans [Economie](#), [Monnaie](#), [Sociologie](#). Vous pouvez suivre les réponses à ce bulletin avec le fil [RSS 2.0](#). Vous pouvez [répondre](#), ou faire un [rétro-lien](#) depuis votre site.

4 réponses à "Monnaie – intérêt – croissance"

1. *Dani dit :*
[26 février 2008 à 19:14](#)

En ce qui me concerne, tout est dit dans ce paragraphe :
"il faudrait que de la masse monétaire soit créée pour refléter la création du surplus – encore appelé « croissance » – et éliminée pour refléter sa destruction par l'usure, etc. Il y aurait « décroissance » quand le bilan entre création et destruction est négatif."

Si la monnaie est le corollaire de la création de richesses, c'est ce que nous avons connu pendant des millénaires. Aujourd'hui, c'est la création monétaire qui précède l'éventuelle création de richesse (si le prêt a été fait à bon escient). Auparavant, comme vous le soulignez, la croissance ou la décroissance est liée aux résultats de l'économie réelle, les deux sont possibles. Aujourd'hui, la croissance est "indispensable" au fonctionnement du système : pour que le système de crédit ne s'effondre pas, seule la croissance permet de "justifier" les nouvelles dettes qui permettront la création de la monnaie nécessaire aux remboursements du principal et de l'intérêt des créations précédentes...

Nul "scandale" dans tout cela. Une évolution radicale par contre, dont on pourrait tirer le pire ou le meilleur...

2. *JLM dit :*
[27 février 2008 à 21:27](#)

Je crois partager l'opinion de Dani de la façon qui suit.

Paul schématise une montée en abstraction: du "surplus" à la "croissance". Au départ, la création de surplus procède de la physique, puis il se constitue progressivement en "modèle" abstrait. En fin de course, les banquiers autonomisent le modèle, mais doivent faire croire que le modèle correspond toujours à la bonne vieille loi naturelle, quitte à créer une société de consommation, histoire de justifier leur accrochage au modèle qui leur permet à eux de subsister et d'embellir...

Lorsque j'utilise "décroissance", j'entends plutôt "a croissance", c'est-à-dire la volonté de

dénoncer la perversion résultant de la confusion des niveaux d'abstraction.

J'en reste là, mais il est clair qu'il conviendrait d'élaborer davantage cette lecture... nous avons le choix des approches : généalogie des simulacres chez Baudrillard, sémantique générale, théorie des types logiques...

§

Voici une autre remarque. La prémisse de Paul "nous avons un rapport de force" demande une précision : le rapport de force est déjà PACIFIÉ"; sans cette pacification, nous aurions un cadavre et un animal esseulé dans le vaste monde.

Naturellement, nous pouvons introduire une historiette symétrique (version prolétaire), accompagnée d'une dimension colonisatrice. Les champs ne seront retournés que sous la menace des lances et, jusqu'à ce que mort s'ensuive. Le système fonctionne, car nous disposons d'une réserve d'esclaves inépuisable.

Si nous voulons vraiment décortiquer l'historiette, il s'agit de voir comment fonctionne cette pacification des désirs, autour de quoi s'entendent le maître et l'esclave. La "montée en modèle" enchaîne les proportions et glisse sans frottement sur le papier...

Tout ceci, pour convaincre, demanderait d'être précisé.

à+

3. [Blog de Paul Jorion » La démocratie réclame une science économique authentique dit : 12 avril 2008 à 07:42](#)

[...] ce que cela voulait dire ? J'explique – à l'aide d'une véritable démonstration – dans Monnaie – intérêt – croissance que l'intérêt est la « part » que reçoit dans un système de métayage celui qui a fait les [...]

4. [Blog de Paul Jorion » La monnaie, c'est de la sueur \(et du soleil\) condensés dit : 12 juin 2008 à 23:31](#)

[...] ce que j'appelle surplus (ou « richesse créée »), je l'explique dans Monnaie – intérêt – croissance : La moisson c'est donc en gros : avances + travail + soleil. La croissance si je ne me trompe, [...]

06 04 2008 Le scandale des banques qui « créent » de l'argent – Le retour !

Publié par [Paul Jorion](#) dans [Economie](#), [Monde financier](#), [Monnaie](#)

Jean Jégu m'envoie un extrait me dit-il d'un livre, « La monnaie dévoilée », de Gabriel Galand et Alain Grandjean publié aux éditions L'Harmattan - Logiques Economiques en 1996. J'en reproduis une partie:

Quant à la banque secondaire, les opérations d'épargne et de prêt sont nettement dissociées. Elle accorde des crédits d'une part et accueille de l'épargne d'autre part. En général les crédits accordés dépassent l'épargne collectée, de sorte que pour cet excédent il y a création monétaire, qui entraîne un gonflement des comptes courants et des demandes de billets (pp. 45-46).

Jean Jégu a la gentillesse d'ajouter : « Dès que vous aurez bien compris tout cela, Paul, je pense que vous pourrez l'expliquer encore plus clairement aux sceptiques que vous ne le faites de la technique du "trailing stop-loss" ! ». Voici la réponse que je lui apporte.

Mon problème reste le même : ce type d'analyse me semble faux. Il confond une multiplication apparente de la masse monétaire due à la vitesse de sa circulation avec une multiplication due à une augmentation réelle de son volume. Qu'une banque prête ses fonds propres ou les dépôts de ses clients est indifférent : il s'agit toujours d'argent qui existait préalablement.

La phrase-clé dans le passage cité est celle-ci : « En général les crédits accordés dépassent l'épargne collectée ». J'ignore d'où vient cette supposition : je n'ai non seulement jamais vu cela se passer dans une banque mais je ne parviens pas même à imaginer par quel mécanisme cela pourrait se produire.

Vous avez raison : le jour où je serai convaincu, je pourrai faire passer le message mieux que quiconque, mais on ne m'a encore rien présenté qui me convainque.

Le processus appelé « création de monnaie par les banques » est un simple effet mécanique du fait qu'elles doivent conserver des réserves fractionnaires et ne peuvent reprêter tout l'argent déposé dans leurs coffres. Ce multiplicateur de « création de monnaie » m , se calcule comme ceci : $m = 1 / \text{Rés. Fract.}$

C'est intéressant mais c'est un outil d'économiste : c'est une construction théorique qui exprime la vitesse de circulation de l'argent – mais rien de plus et surtout pas l'existence d'un complot. Imaginons que la banque centrale décide que pour une journée les prêteurs ne doivent pas conserver de réserves fractionnaires, alors la prétendue « création monétaire par les banques » durant cette journée devient infinie, en effet : $1 / 0 = \text{infini}$. C'est ridicule : la masse monétaire n'aurait pas changé en volume, la situation serait strictement la même que le jour précédent – et que le jour suivant quand on retournera à la normale.

Si l'on veut utiliser cette formule, il faut être extrêmement prudent et toujours parler de « "création" monétaire par les banques », pour souligner qu'il s'agit d'une « construction conceptuelle intéressante d'un certain point de vue ». Sans quoi certains iront imaginer qu'« en général les crédits accordés dépassent l'épargne collectée », ce qui, dans l'état actuel de mes connaissances et jusqu'à ce qu'on me fasse la preuve du contraire - à l'aide d'autre chose qu'un raisonnement fondé sur une interprétation erronée de la formule $m = 1 / \text{Rés. Fract.}$ - est tout simplement faux.

Ce bulletin a été publié le Dimanche 6 avril 2008 16:48 et est classé dans [Economie](#), [Monde financier](#), [Monnaie](#) Vous pouvez suivre les réponses à ce bulletin avec le fil [RSS 2.0](#). Vous pouvez [répondre](#), ou faire un [rétro-lien](#) depuis votre site.

14 réponses à "Le scandale des banques qui « créent » de l'argent – Le retour !"

1. [Jean Jégu dit :](#)
[6 avril 2008 à 21:17](#)

L'un de nous deux se trompe.

Mais que ce soit vous ou moi, on peut se tromper de bonne foi. Essayons donc de mieux nous comprendre et de repérer nos erreurs réciproques.

D'abord un complément qui explique ce qui pourrait être - mais je me trompe peut-être - l'aveuglement de certains banquiers. Le texte que je vous ai adressé contenait aussi ce qui suit :

Qui plus est, la banque ne constate cette création qu'indirectement par l'accroissement des demandes de billets et des dépôts, qui entraîne également un accroissement du besoin de réserves obligatoires. Le banquier n'a donc pas une vision directe de la création monétaire qu'il induit, et, à la limite, peut ne pas en être conscient. Cette attitude est d'autant plus vraisemblable que l'encours de crédit est à 80% financé par l'épargne et seulement à 20% par la création monétaire (ce pourcentage moyen étant d'ailleurs très variable en fonction du caractère plus ou moins marqué de "banque de dépôt").

Il n'y aurait donc, si je vous comprends bien, qu'une multiplication apparente de la monnaie et cette apparence serait due à un accroissement de la vitesse de sa circulation. A ma connaissance cette vitesse de circulation (dans l'économie réelle !) reste assez stable. Je lis dans un communiqué de presse de la BCE, du 2 décembre 1999 il est vrai, l'évocation d'"un ralentissement tendanciel de la vitesse de circulation de M3 se situant, à moyen terme, à l'intérieur d'une fourchette de 0,5 % - 1 % par an.". Par contre le 31/03/2008 la BCE déclare que M3 croît encore de 11,3 % (par an) en février. Quant à M1, la vraie monnaie, celle qui sert à payer, si elle ne croît aujourd'hui qu'à 4 % environ, chacun peut constater sur les courbes publiées par la BCE qu'avant 2006 elle évoluait plutôt à 10 %. Cette augmentation nette de M1 vient-elle d'argent qui préexistait préalablement ? Mais alors lequel ? La monnaie centrale, M0 comme on l'appelle parfois ? Vous savez certainement que cette monnaie centrale n'est émise que lorsque les banques se refinancent. Le refinancement, un terme que curieusement on n'évoque que très rarement. C'est pourtant tout simplement l'achat, quand elles en ont besoin, de monnaie centrale par les banques contre quelques unes de leurs créances éligibles. C'est alors et alors seulement que la banque centrale émet de la monnaie centrale (depuis le 12 décembre 2007 date du "term auction facility", la FED semble se montrer peu exigeante pour l'éligibilité ! Sinon ... problème n'est-ce pas !). Donc, pour le dire simplement, en Euroland au moins où nous avons l'article 104 du traité de Maastricht, la Banque Centrale n'émet de monnaie que quand les banques la lui achètent. Par contre elles-mêmes émettent de la monnaie bancaire chaque fois qu'elles font un crédit ou une dépense et en détruisent chaque fois qu'elles encaissent un paiement dans les relations avec leurs clientèles.

Je dis bien avec leurs clientèles. Car, et c'est bien là une lourde cause d'incompréhension : entre banques, un sou est un sou et un euro un euro. Là, rien ne se perd et rien ne se crée. Tout se paie en monnaie centrale. C'est pour cela que quand une banque n'en a plus et ne trouve pas à en emprunter auprès de l'une de ses consoeurs, elle n'a plus qu'une solution : se refinancer au près de la Banque Centrale. Encore faut-il qu'elle dispose de titres sérieux. Si ce n'est le cas, pour éviter que tout ne s'écroule, le banquier central qui est intéressé à ce que ça continue de marcher, le banquier central invente par exemple un "Term Auction Facility" ... Songez-y Paul. Votre activité vous place probablement à ce niveau où un sou est un sou. C'est pour cela que vous avez une réelle difficulté - pas une impossibilité, j'en suis sûr - à imaginer la création monétaire. Vous n'êtes pas le premier banquier humaniste que je rencontre et trouve dans cet état.

Revenons un instant sur le multiplicateur de crédit et à l'hypothèse de la réserve fractionnaire réduite à zéro. Déjà, notons que cette réserve (je me situe toujours en Euroland) est extrêmement faible (en pratique de l'ordre de 4 % de M1 je crois - et qui plus est, cette réserve est rémunérée par la BCE et ne coûte quasiment rien à la banque propriétaire). Nous sommes donc pratiquement dans le cas des réserves nulles. Mais, attention ; ce n'est pas M1 dans ce cas qui tend vers l'infini, M1 reste ce qu'il est ; c'est bel et bien M0 (la monnaie centrale nécessaire) qui tend vers zéro ! Les banques se passeraient ainsi totalement de la Banque Centrale et s'arrangeraient seules entre elles sur le marché interbancaire et pour la compensation. Heureusement nous n'en sommes pas encore là, car les banques n'ont pas (pas encore ?) pu

éliminer toute la monnaie fiduciaire. Elles travaillent à cela en plaçant le maximum de cartes de paiement et même Monéo pour supprimer aussi les pièces. Actuellement, il leur faut malgré tout "racheter" de l'ordre de 20 € de billets pour un crédit placé de 100 €. Voilà où nous ne sommes de ce côté-ci de l'Atlantique. Je pense personnellement que c'est sur ces 20 € que repose d'ailleurs ce qui reste de crédibilité du système.

Bien sûr, je serais très étonné de vous avoir convaincu. Après tout si c'était moi qui me trompais. Je ne suis qu'un amateur intéressé au fonctionnement du système parce que je vois ce qui me semble des conséquences extrêmement regrettables. Il faudrait donc des chiffres pour illustrer le fait que "en général les crédits dépassent l'épargne collectée". Peut-être des lecteurs plus familiers que moi des bilans des banques pourront-ils le faire, les auteurs évoqués peut-être ... Comme vous le dites. Votre position et le recul dont vous savez faire preuve - après tout nous sommes en présence d'un phénomène anthropologique considérable ; aucun autre animal n'a de monnaie ni de religion ! - votre position, disais-je, pourrait être d'un grand secours pour susciter la réflexion sur le système monétaire dans des secteurs où règne surtout la praxis.

Le scandale voyez-vous n'est pas dans la création monétaire. La monnaie n'est en définitive qu'une création des sociétés humaines. Même l'or en tant que monnaie était une création humaine. Nous sommes condamnés à créer de la monnaie car c'est une invention merveilleuse qui a libéré le troc de ses contraintes. Si scandale il y a, ne serait-ce pas que cette création se fasse dans une telle obscurité que nous en soyons encore à ne pas être d'accord sur la description du processus ! Et quand je dis nous, c'est une erreur. Je devrais dire, sans me placer parmi eux, les économistes et financiers qui se comptent parmi les Nobel, les enseignants d'universités mondialement reconnues, bref les élites qui sont censées nous gouverner.

Aussi Paul, je ne vous demande pas de vous laisser convaincre, mais surtout ne concluez pas trop vite. Et même quand vous aurez conclu, revenez y de temps en temps. Le sujet en vaut la peine.
argent et société
Jean Jégu.

2. *Dani dit :*
[7 avril 2008 à 09:20](#)

En ce qui me concerne, j'ai fait quelques paiements en "monnaie scripturale" hier soir. Ils ont été acceptés au même titre que si j'avais payé avec des billets.

Si "une émanation virtuelle" liée à une "multiplication apparente de la masse monétaire due à la vitesse de sa circulation" permet de payer aussi bien que la monnaie elle-même, ne fait-elle alors pas aussi partie de la "masse monétaire" ?

3. *Stilgar dit :*
[7 avril 2008 à 11:00](#)

Il est certain que l'un des deux se trompe... pour ma part j'aurais tendance à penser qu'il s'agit de l'auteur de ce blog, mais je puis mal avoir choisi les extraits qui suivent...

De la Banque de France elle-même - 1971 - «la Monnaie et la Politique monétaire»
« Les particuliers — même paraît-il certains banquiers — ont du mal à comprendre que les banques aient le pouvoir de créer de la monnaie ! Pour eux, une banque est un endroit où ils déposent de l'argent en compte et c'est ce dépôt qui permettrait à la banque de consentir un crédit à un autre client. Les dépôts permettraient les crédits. Or, cette vue n'est pas conforme à la réalité, car ce sont les crédits qui font les dépôts. »

De la Banque de France encore : «L'octroi de crédit par les banques étant à la source même du mécanisme de création monétaire, le suivi de l'évolution de la distribution des différents types de concours bancaires revêt naturellement une grande importance dans la définition des orientations et la conduite de la politique monétaire comme dans l'évaluation de ses effets».

De Dominique Plihon, «la monnaie et ses mécanismes» (ed.la découverte – ISBN 2-7071-3185-7 - 2000). Dominique Plihon est professeur d'économie à l'université Paris Nord où il dirige le DESS «Banque, finance, gestion des risques» après avoir occupé la fonction d'économiste à la Banque de France et au Commissariat général du Plan.

P4: «La monnaie est d'abord créée par les banques, à l'occasion de leurs opérations de crédit, en réponse aux besoins de financement des agents déficitaires, les entreprises en particulier. Ces dernières utilisent cette monnaie pour payer les salaires. Les salariés ne dépensent pas immédiatement leurs encaisses monétaires, car la monnaie permet de différer l'utilisation des ressources d'une période à l'autre ...»

P6: «Actuellement la monnaie est essentiellement scripturale, c'est-à-dire constituée d'avoirs matérialisés par une inscription sur des comptes bancaires ou postaux (...) . Les banques ont le monopole de la création de monnaie scripturale tandis que la monnaie fiduciaire est émise par la banque centrale. Cette «monnaie centrale» représente près de 10% du total des encaisses des agents non financiers (entreprises, ménages, administrations), principalement sous la forme de billets...»

P13: «Le développement de la monnaie scripturale dont la part dans les moyens de paiement (M1) est passé de 58% à 87% de 1960 à 1998, s'explique également par des qualités de commodités (...) La monnaie scripturale figure au passif du bilan des établissements habilités à gérer celle-ci.»

P19: « La monnaie créée se concrétise par une inscription au compte du client emprunteur qui figure au passif du bilan bancaire; la contrepartie est inscrite à l'actif à un poste créance sur le client. Le remboursement du crédit aboutira, de façon symétrique, à une destruction de monnaie en diminuant à la fois l'actif et le passif du bilan bancaire. La masse monétaire, constituée essentiellement par la monnaie scripturale, s'accroît lorsque les flux de remboursements sont inférieurs aux flux de crédits nouveaux (...)

Les banques commerciales collectent également de l'épargne; la part des crédits financés sur épargne ne participe pas, par définition, à la création de monnaie.»

P20: «L'émission de billets est le monopole de la Banque centrale, souvent qualifiée pour cette raison «d'institut d'émission», les banques, de leur côté, ont le monopole de la création de monnaie scripturale...»

P 42: «La création monétaire est le privilège des banques: celles-ci créent de la monnaie en «monétisant» leurs créances et en émettant des dettes qui ont la particularité d'être acceptées comme moyens de paiement. La plupart du temps, les créances bancaires correspondent à des crédits: il s'agit de monnaie de crédit, créée ex-nihilo par les banques à l'occasion de leurs prêts»

P43: «Le système bancaire (banques commerciales et banque centrale) entretient des relations financières multiples avec l'État. Ainsi les banques sont amenées à financer le déficit du budget de l'État, essentiellement en achetant une part importante des titres (bons du Trésor) (...) Ce financement du déficit budgétaire par les banques entraîne de la création monétaire: il y a «monétisation» de la dette publique »

De Denis Clerc, ancien professeur à l'université de Dijon, journaliste et fondateur de la revue «Alternative économiques». Dans : « Déchiffrer l'économie », Chapitre 4 La monnaie et le crédit, p.163. «Les banques créent de la monnaie très simplement. Lorsque le titulaire d'un compte obtient un prêt à court terme (moins d'un an), par exemple une avance sur salaire : dans ce cas, la banque inscrit au crédit du bénéficiaire la somme demandée (d'où le terme de crédit). Elle a créé de la monnaie scripturale à partir de rien. Une inscription sur un compte lui a suffit. »

De Maurice Allais, «Prix Nobel» de sciences économiques, dans «La réforme monétaire» 1976. « Le jugement éthique porté sur le mécanisme du crédit bancaire s'est profondément modifié au cours des siècles. (...) À l'origine, le principe du crédit reposait sur une couverture intégrale des dépôts.

(...) Ce n'est que vers le XVII^e siècle, avec l'apparition des billets de banque, que les banques abandonnèrent progressivement ce principe. Mais ce fut dans le plus grand secret et à l'insu du public » (...) « En abandonnant au secteur bancaire le droit de créer de la monnaie, l'État s'est privé en moyenne d'un pouvoir d'achat annuel représentant environ 5,2 % du revenu national.»

Toujours de Maurice Allais, «La crise monétaire d'aujourd'hui. Pour de profondes réformes des institutions financières et monétaires.», Éd. Clément Juglar, 1999, p.63. « Fondamentalement, le mécanisme du crédit aboutit à une création de moyens de paiements ex nihilo, car le détenteur d'un dépôt auprès d'une banque le considère comme une encaisse disponible, alors que, dans le même temps, la banque a prêté la plus grande partie de ce dépôt, qui, redéposée ou non dans une banque, est considérée comme une encaisse disponible par son récipiendaire. À chaque opération de crédit, il y a ainsi duplication monétaire. Au total, le mécanisme de crédit aboutit à une création de monnaie ex nihilo par de simples jeux d'écritures»

De Bernard Maris, professeur d'université en France et aux États-Unis, «Anti-manuel d'économie», éd. Bréal, oct. 2003, p. 219. «Création et destruction monétaire (...) C'est le principe fondamental de la création monétaire : si je fais un crédit papier de 100 et si je sais qu'une grande partie de ce crédit reviendra chez moi banquier, je peux multiplier le crédit bien au-delà du stock d'or dont je dispose. (...) Le mécanisme est décrit dans l'adage : « les prêts font les dépôts ». Le crédit fait les dépôts, il fait l'argent. Et non l'inverse ! Avis à ceux qui croient que l'épargne fait l'argent. Quel contresens économique !

(...) Mais la vraie garantie de la création monétaire, c'est l'anticipation de l'activité économique, du cycle production consommation. Encore faut-il que cette anticipation soit saine : toute création monétaire saine débouche sur une destruction monétaire équivalente.

(...) Nous percevons mieux la nature de la monnaie : des dettes (des créances sur la banque émettrice) qui circulent. Des dettes qui, si elles sont saines, doivent, par l'activité économique, provoquer leur remboursement.

Aujourd'hui, la monnaie est détachée de tout support matériel, on peut en créer à l'infini»

4. *Emir Abel dit :*
[7 avril 2008 à 12:32](#)

@ Jean Jégu

Vous dites : "Actuellement, il leur faut malgré tout "racheter" de l'ordre de 20 € de billets pour un crédit placé de 100 €." Je ne comprends pas très bien car cela reviendrait à dire que la banque a besoin de conserver 20 € pour prêter 100 € ?

Or le taux de réserve est aujourd'hui de 2 % (voir ici : http://www.banque-france.fr/fr/poli_mone/regle_poli/oeuvre/page1c.htm) et le ratio de solvabilité (ratio Cooke) est aux alentours de 8 % ce qui fait un total de 10 %.

La phrase correcte (sauf erreur de ma part) devrait donc être : "Actuellement, il leur faut malgré tout "racheter" de l'ordre de 10 € de billets pour un crédit placé de 100 €."

Me trompais-je ?

5. *Jean Jégu dit :*
[7 avril 2008 à 13:24](#)

@ Emir Abel

Les chiffres que j'ai donné ne se veulent que des ordres de grandeur destinés à illustrer les mécanismes à l'oeuvre. Je ne suis pas le spécialiste qui sait absolument tout. Ceci dit, voici ce que je vous répondrais.

La Banque de France indique bien un taux de réserves obligatoires de 2 % des créances dont l'échéance est inférieure à 2 ans. (Pourquoi 2 et non pas 1 ou 3 ?) Je traduis plus simplement 2 % de M3. Or si M1 est bien resté à peu près à la moitié de M3, ceci peut se dire "4 % environ de M1" comme je l'ai écrit. Pour 100 €, la banque devrait donc avoir en compte à la Banque Centrale 4 € environ. Ce que j'ai voulu dire, c'est que, en France du moins et actuellement (tout cela est évolutif) ces 4 € ne suffiraient pas à l'achat des billets que la banque doit fournir à ses clients sur leurs demandes de retrait en temps normal (ne parlons pas du cas de panique généralisée). Il lui faut, en pratique, prévoir de l'ordre de 20 €. Tout cela revient d'ailleurs, pour la banque prêteuse,

à abandonner à la Banque Centrale environ 20 % des intérêts qu'elle perçoit sur le prêt de 100 €. Suis-je clair ? Si quelqu'un peut préciser, nuancer ou même contester, ne pas hésiter à le faire. Peut-être Paul lui-même le pourrait-il.

Quant au ratio de Cooke, je pense que c'est une autre contrainte mais d'ordre différent. On ne peut ajouter le résultat. Il faut que la banque puisse fournir des liquidités fiduciaires à ses clients qui les lui demandent. Il faut aussi que sa situation respecte le critère de Cooke. Or celui-ci "mesure le niveau des engagements (prêts, opérations hors bilan,...) des banques et établissements financiers par rapport à leurs fonds propres". Il exige donc un certain niveau de fonds propres de la banque dès qu'elle a pris un certain niveau d'engagements. Voilà d'ailleurs, si j'ai bien compris, un superbe exemple d'une contrainte qui n'en est pas vraiment une ; c'est juste pour faire semblant. Car qui empêche une banque saine d'augmenter ses fonds propres ? Là aussi, j'ai peut-être mal compris ... Je suis prêt à changer d'opinion sur arguments convaincants.

Le fond de l'affaire est bien d'arriver à se mettre d'accord sur l'origine de la monnaie. Quels sont les véritables émetteurs de la monnaie que nous utilisons chaque jour ? C'est bien l'étape préalable indispensable pour pouvoir discuter ensuite du bon ou du moins bon fonctionnement du système. Il ne s'agit pas de chercher des coupables (ce phénomène monétaire est d'une très grande universalité pour qu'il y en ait vraiment) ; il s'agit ensemble de comprendre ce qui se passe.

6. [Derudder dit :](#)
[7 avril 2008 à 16:03](#)

Je partage tout à fait les commentaires de Jean Jégu et de Stilgar. Ce sont bien les banques secondaires qui créent la monnaie "ex nihilo". La monnaie ne pré-existe pas comme le pense l'auteur de ce blog. Mais les choses sont effectivement opaques et difficiles à saisir. On est dans la question du "qui de l'oeuf ou de la poule est venu en premier ?" Est-ce le crédit qui engendre l'épargne ou l'épargne qui permet le crédit ? Eh bien je crois qu'il suffit de savoir que depuis 1971, les monnaies sont totalement dématérialisées. Elles n'existent plus en tant que telles à moins d'être créées. Avant, lorsque la monnaie était reliée à l'or, même si la masse en circulation dépassait en valeur celle de la garantie, c'était quand même le stock d'or qui conférait une "existence" à la monnaie. Depuis sa dématérialisation, c'est la seule offre et demande d'une monnaie qui lui donne existence et valeur. La demande s'exprime par le crédit. C'est l'acte créateur de la monnaie lorsque le crédit est accepté par la banque commerciale. Cette monnaie ainsi créée se retrouve ainsi temporairement dans la société, jusqu'à ce que le crédit soit remboursé. Pendant le temps de son existence, elle permet toute sorte de transactions ; une partie se retrouve aussi sous forme d'épargne placée qui sera prêtée. Peut-on dire que l'argent prêté dans ce cas pré-existe ? Il pré-existait bien sur le compte de l'épargnant, mais si on prend le système dans son ensemble, cet argent à l'origine ne pré-existait pas, il a été créé par un ensemble de crédits, dont l'historique disparaît aux yeux des utilisateurs. Lorsque je touche mon salaire, je ne me pose pas la question de savoir si mon employeur a dû emprunter ou non pour me le payer, ou si les clients de mon employeur ont dû emprunter pour régler les factures dues à mon patron.

Depuis 1971, l'argent qui circule (à l'exception des pièces et billets) est un argent-dette. La masse monétaire en circulation dans ce monde est due au système bancaire dans son ensemble. Si tout le monde remboursait en cet instant ses dettes, il n'y aurait plus d'argent sur la terre. Plus encore, il n'y en aurait pas assez car le système, par l'artifice de l'intérêt, fait qu'il est créé moins que ce qui est dû.

Maintenant le scandale n'est pas dans le principe de la création monétaire. Au contraire, que la masse monétaire en circulation puisse obéir à l'offre et à la demande est une bonne nouvelle en soi, car cela veut dire que dans l'absolu le prétexte d'un manque d'argent ne peut plus être utilisé. Le scandale réside dans le fait que ce pouvoir de création monétaire a été abandonné aux banques commerciales, dans la plus grande discrétion, sans aucun débat public et en veillant bien à ce que la chose ne se sache pas. Cela revient à une privatisation de la monnaie. Or la monnaie est par nature publique. Elle n'est en effet que la traduction symbolique de la vraie richesse, celle que nous offre la nature, valorisée par l'activité humaine. Elle appartient donc légitimement à la collectivité et sa création devrait donc dépendre d'un organisme public, comme une banque centrale par exemple, qui aurait la possibilité de l'émettre (soit gratuitement

soit avec intérêt, mais ceci est une autre histoire) selon des critères d'amélioration de qualité de vie. Du fait que ce pouvoir appartient maintenant à des intérêts privés, ce n'est plus l'intérêt collectif qui préside mais celui des actionnaires de la banque. Seule le profit financier à court terme pour cette élite compte. La privatisation de l'argent exclut d'une part les plus démunis, ceux qui en auraient le plus besoin, car ils n'ont pas les garanties suffisantes, et conditionne le destin des peuples aux opérations que les banques acceptent de financer non pas en fonction de leur utilité mais en fonction de leur rentabilité. Nous sommes là face à un déni démocratique d'une extrême gravité, car il ne fait pas réagir, étant peu apparent. Mais derrière des apparences démocratique nous sommes maintenant soumis au totalitarisme du système bancaire privé. C'est pourquoi cette question de la création monétaire ex nihilo, n'est pas qu'une discussion de salon entre puristes, c'est le symbole du rapport entre l'homme et ses outils. La monnaie, fabuleux outil est maintenant devenue le maître. Au lieu de servir elle nous asservit, non par sa nature, mais par le fait qu'on en a confié la gouvernance à une "personne" illégitime.

7. [Paul Jorion dit :](#)
[7 avril 2008 à 16:46](#)

@ Emir Abel, Jean Jégu

Emir Abel a raison à propos du commentaire de Jean Jégu. Quelques remarques supplémentaires à propos du deuxième passage de Galand et Grandjean cité par Jégu :

Qui plus est, la banque ne constate cette création qu'indirectement par l'accroissement des demandes de billets et des dépôts, qui entraîne également un accroissement du besoin de réserves obligatoires. Le banquier n'a donc pas une vision directe de la création monétaire qu'il induit, et, à la limite, peut ne pas en être conscient. Cette attitude est d'autant plus vraisemblable que l'encours de crédit est à 80% financé par l'épargne et seulement à 20% par la création monétaire (ce pourcentage moyen étant d'ailleurs très variable en fonction du caractère plus ou moins marqué de "banque de dépôt").

Avec des réserves fractionnaires de 10 %, le « multiplicateur » de la masse monétaire par sa circulation est de 9,11, soit un gain de 811 % (avec un dépôt de 100 €, on obtient 911 €, soit un gain de 811 %). Voir la grille ci-dessous.

	Réserves	Réserves Fractionnaires	Argent déposé	
90.00	10.00	10%	100.00	
81.00	9.00	10%	90.00	
72.90	8.10	10%	81.00	
65.61	7.29	10%	72.90	
59.05	6.56	10%	65.61	
53.14	5.90	10%	59.05	
47.83	5.31	10%	53.14	
43.05	4.78	10%	47.83	
38.74	4.30	10%	43.05	
34.87	3.87	10%	38.74	
31.38	3.49	10%	34.87	
28.24	3.14	10%	31.38	
25.42	2.82	10%	28.24	
22.88	2.54	10%	25.42	
20.59	2.29	10%	22.88	
18.53	2.06	10%	20.59	
16.68	1.85	10%	18.53	
15.01	1.67	10%	16.68	
13.51	1.50	10%	15.01	
12.16	1.35	10%	13.51	
10.94	1.22	10%	12.16	
9.85	1.09	10%	10.94	
8.86	0.98	10%	9.85	Gain
820.23	91.14		911.37	811.37

Avec des réserves fractionnaires de 20 %, le gain tombe à 398 % (voir la décomposition proposée dans l'article [Money Creation](#) de Wikipedia en anglais – l'article propose 357 % de gain parce que la décomposition s'y arrête prématurément). Ce que disent Galand et Grandjean, « l'encours de crédit est à 80 % financé par l'épargne et seulement à 20 % par la création monétaire », signifierait un gain de 25 % par la circulation (20 % / 80 % = 25%), ce qui correspondrait à des réserves fractionnaires de 80 %. D'où vient ce chiffre qui ne correspond à rien de connu dans le domaine bancaire ?

@ Derudder

Ah ! le débat se déplace enfin sur son vrai terrain : « Une privatisation de la monnaie ». Je posais la question dans [Monnaie – intérêt – croissance](#) : le « scandale » que dénoncent les partisans de la création de monnaie « ex nihilo » est-il dans la propriété privée ? J'écrivais :

Ma question : y a-t-il « scandale » dans mon illustration ? Si oui, réside-t-il entièrement dans le rapport de force inégal au départ entre le propriétaire et le métayer (qu'on pourrait alors appeler « prolétaire » pour emprunter à un vocabulaire connu) ? Si la réponse à cette question est oui, le problème peut être entièrement reformulé dans les termes de Jean-Jacques Rousseau :

« Le premier qui, ayant enclos un terrain, s'avisa de dire "Ceci est à moi", et trouva des gens assez simples pour le croire, fut le vrai fondateur de la société civile. Que de crimes, de guerres, de meurtres, que de misères et d'horreurs n'eût point épargnés au genre humain celui qui, arrachant les pieux ou comblant le fossé, eût crié à ses semblables : "Gardez-vous d'écouter cet imposteur ; vous êtes perdus, si vous oubliez que les fruits sont à tous, et que la terre n'est à personne" ».

8. *Stilgar dit* :
[7 avril 2008 à 18:04](#)

Bonjour

Il me semble que le processus de création monétaire *par les banques privées* est admis (et

quelque soit le montant choisi des réserves fractionnaires) . N'énmoins, je me permet de copier ci dessous un extrait de l'Encyclopédie Universalis.. qui devrait éclairer aussi la réflexion qui précède

" Les banques de dépôt émettent les monnaies nationales

Les économistes ont longtemps pensé que toute monnaie bancaire est créée par les banques centrales, encore appelées instituts d'émission. Depuis au moins un siècle, les auteurs reconnaissent que les banques de dépôt (ou banques secondaires) sont, elles aussi, créatrices de monnaie. Partout dans le monde, la monnaie scripturale, émise par les banques de dépôt, a même nettement pris le pas sur la monnaie fiduciaire, émise par les banques centrales. Une observation un peu plus avancée établit le fait que les banques de dépôt ont le monopole de l'émission monétaire, sauf en ce qui concerne les opérations sur devises. Les banques centrales sont les banques de dépôt des Trésors publics ; et, même si elles ont une clientèle privée (entreprises et ménages), c'est à nouveau en leur qualité de banques de dépôt. En outre, s'il est vrai que des billets de banque circulent dans le public, ceux-ci sont « injectés » dans l'économie, comme d'ailleurs les pièces de monnaie, par des annulations équivalentes de dépôts dans les banques secondaires. Enfin, les unités de monnaie centrale présentes dans les relations entre un institut d'émission et le réseau de « ses » banques secondaires forment une somme de monnaie interbancaire, dont il est correct de dire, d'une part, qu'elle est purement scripturale et, d'autre part, que sa somme est nulle dans le système bancaire.

Il est vrai, néanmoins, qu'en un certain sens la monnaie centrale est la seule monnaie dont dispose une économie nationale.

La transformation des monnaies secondaires en monnaie centrale

Le mécanisme de la compensation permet aux banques secondaires de régler quotidiennement, à travers leur banque centrale (qui intervient comme dans une catalyse), les dettes qu'elles portent les unes envers les autres. Il en résulte que les unités de monnaie secondaire représentent des unités de monnaie centrale, si bien qu'il est vrai de dire que toute monnaie intervenant dans les paiements est ou représente une monnaie centrale. C'est la raison pour laquelle les économies nationales disposent chacune d'une monnaie unique (le franc français pour la France, le dollar américain pour les États-Unis d'Amérique, etc.), créée par son système bancaire, unité organique en chaque nation des banques secondaires et de « leur » banque centrale. Les instituts d'émission unifient les monnaies de leur nation en intervenant comme « prêteurs de dernier ressort » pour le compte des banques secondaires, qui se paient ainsi entre elles.

Le « multiplicateur des dépôts »

Une question qui a longtemps obéré l'analyse monétaire est celle du « multiplicateur des dépôts ». Suivons toujours le même exemple simple. La banque B1 a recueilli le dépôt de 100 francs constitué par l'agent A ; B1 doit donc 100 francs à A, dette inscrite au passif de la banque ; mais quelle est la définition de l'actif correspondant ? Les auteurs avaient pensé qu'il s'agissait d'une somme de monnaie ; on le constate, pensaient-ils, dans le cas suivant : A retire son dépôt sous la forme de billets de banque, et son fournisseur le reconstitue (dans la même banque ou dans une autre) sous cette même forme ; les billets déposés chez B1 constituent un actif dans sa caisse ; on voit ainsi, semble-t-il du moins, que la contrepartie de la dette des banques envers le public est une somme de monnaie équivalente qui serait déposée par le public dans les banques. Si la contrepartie de la monnaie était la monnaie elle-même, on conçoit aisément que les dépôts pourraient se multiplier ; les banques seraient à même de prêter simultanément à un nombre indéfini de clients chaque dépôt reçu par elles. La dette des banques serait en quelque sorte fictive si elles trouvaient à leur actif les sommes de monnaie qu'elles doivent au public ; elles pourraient s'engager à hauteur de trois fois 100 francs, par exemple, sur le fondement d'un dépôt de 100 francs seulement, puisque les sommes de monnaie prêtées en surplus seraient, elles aussi, déposées chez elles.

Dans la réalité des faits, les choses se passent tout autrement. Lorsque les banques créent une

somme de monnaie, elles « monétisent » une partie équivalente de la production de leur pays ; ce faisant, les banques reçoivent en dépôt un produit équivalent, qui est en attente d'être écoulé. C'est le produit nouveau de chaque période qui est la contrepartie des nouvelles créations monétaires. Il en résulte - ce qui est beaucoup plus satisfaisant pour l'esprit - que les banques ne peuvent en aucun cas prêter plusieurs fois un même produit, déposé chez elles. Le prétendu multiplicateur des dépôts est logiquement égal à 1. La monnaie est l'objet d'une création et non d'une multiplication."

9. [Jean Jégu dit :](#)
[7 avril 2008 à 21:04](#)

@ Paul Jorion

Nous sommes bien d'accord. Pour un dépôt initial de 100 € en monnaie fiduciaire (billets), la banque pourra générer $911,37 - 100 = 811,37$ € de monnaie scripturale si les réserves fractionnaires f sont de 10 %. Le calcul mathématique à la limite donnerait d'ailleurs 900 € c'est à dire $100 * (1 - f) / f$. Ceci illustre bien le fait qu'une banque de dépôt, moyennant le respect de certaines contraintes (réserves obligatoires r , fournitures de billets b), peut émettre des crédits créateurs de monnaie pour un montant bien supérieur à ce que serait un simple prêt des dépôts à vue. Noter d'ailleurs que les 100 € en billets initiaux ne sont pas du tout reprêtés puisqu'ils restent bien la propriété du premier déposant qui peut à tout moment venir les retirer. Bien entendu, s'il n'y avait qu'un seul déposant ça ne marcherait pas ; en réalité il y en a beaucoup et statistiquement il n'y a qu'une fraction b des dépôts à être retirée en billets.

Petit problème de vocabulaire. Vous parlez de réserves fractionnaires. Je parle plutôt de "réserves obligatoires". Il faut, j'imagine, entendre par réserves fractionnaires le montant m que la banque secondaire doit avoir en Banque Centrale pour gérer un montant M de dépôts à vue. Si c'est bien cela $f = m/M$. Qui est très exactement l'inverse de ce que Galand et Grandjean définissent comme multiplicateur de crédit k . En page 31 de leur ouvrage, ils démontrent que $f = 1 - (1 - r)(1 - f)$. Si on prend pour $r : 4 \%$ et pour $F 15 \%$, on aurait donc $f = 1 - 0,96 * 0,85 = 18,4 \%$. Ces chiffres n'ont pas grande importance ; je veux seulement dire, à vous et à Emir Abel, que la demande plus ou moins élevée de billets par la clientèle a une incidence sur la monnaie centrale à prévoir par la banque, et qu'il ne faut pas confondre " réserves fractionnaires" et "réserves obligatoires". Quant à "l'encours de crédit financé à 80 % par l'épargne et à seulement 20 % par le crédit" cela n'a rien à voir, me semble-t-il, avec ce qui précède.. Les auteurs veulent seulement dire qu'il n'existe pas de banque de dépôt qui ne soit que banque de dépôt. Toute banque collecte aussi de l'épargne et dans son activité de collectrice d'épargne elle retire les sommes des dépôts à vue des déposants comme tout autre établissement non bancaire le fait. Il se trouve que le montant des prêts accordés est souvent de l'ordre de grandeur, quoiqu'un peu plus élevé (20 % disent-ils), que le montant de l'épargne collectée. La banque peut donc aisément considérer qu'elle ne fait que reprêter de l'épargne collectée. Galand et Grandjean sont donc très compréhensifs avec les banquiers qui ne saisissent pas qu'il existe des crédits créateurs de monnaie ; ils leur trouvent une excuse en quelque sorte.

Il faut donc que ceux qui nous lisent fassent ici encore attention à une question de vocabulaire. Comme pour les crédits, il y a banque et banque. Même la réglementation, pour ce que je la connais, est peu claire à ce sujet. Elle parle parfois d'établissements financiers sans distinction. Or, il y a une distinction fondamentale qui reste sous entendue dans nos échanges, amis c'est sans doute à tort. Il y a des établissements financiers non bancaires (ils ont un compte en banque !) et des établissements financiers bancaires (ils ont un compte à la Banque Centrale). Ceux-ci seulement exerce le "privilège de banque" , à savoir émettre plus de crédits qu'elles n'ont de dépôts. C'est bien de cet aspect des banques que l'on parle quand on traite de création monétaire par les banques. Mais un établissement financier bancaire fait aussi en plus le plus souvent des activités faites par ailleurs dans les établissements non bancaires. Pas simple donc, même en théorie. En plus, et c'est là que les vrais praticiens de la finance nous seraient très utiles, Paul, les pratiques deviennent de plus en plus complexes et subtiles. Comme vous le dites plus loin, les employés des banques sont témoins de tant de choses qu'on essaye de leur cacher, que les opérations de mise en place des crédits ou de collecte de l'épargne semblent travaux de premiers communiant dans ce milieu. N'est-ce pas Paul ? Tout y paraît, et d'ailleurs y est, parfaitement régulier et légal. On comprend alors que vous tombiez des nues quand certains viennent vous dire que tout cela correspond parfois (quand la masse monétaire croît, mais elle

pourrait tout aussi bien décroître) à faire payer un intérêt aux emprunteurs sur de l'argent qui ne préexiste nulle part et qui donc a été créé de rien.

Pardon d'avoir été si long, Mais il est important, pour nous tous, que nous tentions de nous comprendre. Je laisse maintenant ce blog très intéressant à d'autres ...

10. *Armand dit :*
[8 avril 2008 à 10:46](#)

Très bien résumé, Jean.

Les établissements « financiers non-bancaires » sont, par exemple, les organismes de crédit à la consommation. Ils ne prêtent, à taux plus élevés, que ce qu'ils ont pu emprunter à taux plus faibles. Ils ne créent pas de monnaie. La vie est souvent dure pour eux et les conduit à dépendre d'une banque pour trouver plus facilement et pas trop cher l'argent qu'ils reprêteront.

J'insistais dans mes premiers posts sur la différence légale qui existe entre monnaie fiduciaire (les billets de la banque centrale) et la monnaie scripturale (les relevés de compte des banques commerciales).

La première a cours légal : nul ne peut la refuser, chacun doit l'accepter pour payer toute dette privée ou publique. Les banques ont l'obligation de remettre « à vue » ces billets à ceux qui retirent des « espèces » de leur compte courant.

La seconde n'a aucune valeur juridique : nul n'est tenu de l'accepter et chacun peut refuser ces « instruments de paiement bancaire » que sont chèques, cartes et autres virements (sauf en France pour des montants que l'inquisition fiscale souhaite surveiller)

Comme les banques émettent davantage de leur monnaie qu'elles n'ont de billets dans leur coffres, elles sont en permanence en état de faillite potentielle : que suffisamment de personnes viennent retirer à vue leurs avoirs et elles fermeront immédiatement leurs portes. Et ce d'autant plus vite qu'une partie de leurs réserves obligatoires est sous forme électronique à la banque centrale et pas sous forme de billets dans leurs coffres.

Une révolution légale, rapide et pacifique peut être déclenchée par le simple fait qu'une minorité (que j'estime à environ 5%) décide de voter avec ses pieds ... en se rendant à son agence bancaire.

11. *Stilgar dit :*
[9 avril 2008 à 10:46](#)

J'aimerais revenir, si vous le permettez, sur cette expression « ex nihilo ».

Je reconnais qu'elle est mal choisie : seul Dieu, peut être, peut-il « créer ex nihilo » et évidemment des banquiers ne peuvent le faire.

Parlons donc plutôt d'émission, ce sera plus facile d'éviter ainsi de froisser des susceptibilités.

La monnaie scripturale, qu'elle soit celle émise par les Banques Centrales (banque des banques) à destination des banques commerciales, ou celle émise par les banques commerciales aux divers acteurs, l'est d'une ligne d'écriture sur un compte .

Mais la monnaie créée doit toujours l'être sous les conditions suivantes :

1 – une demande préalable (entreprise, particulier, Etat)

2 – le demandeur-emprunteur doit offrir une garantie : une assurance, une caution, une hypothèque, plus généralement un titre de créance qui sera « acheté » par la banque qui le monétisera en créditant le compte de l'emprunteur. Ceci, jusqu'à ce que l'emprunteur rembourse son crédit, ce qui aura pour effet d'effacer la créance sur la comptabilité de la banque en rendant le titre de créance à l'emprunteur

3 – Mis à part la monnaie fiduciaire, 7% de M3, (et bien que toute monnaie soit bien fiduciaire, de « fidus » - même si l'on parle de monnaie scripturale ou électronique - car la monnaie, c'est bien « de la confiance ») les banques commerciales ont créé, créent, créeront (sauf changement) toute

la monnaie en circulation.

Une monnaie émise doit l'être avec contrepartie et non « contre rien »... c'est sans aucun doute au départ ce manque de contreparties « réelles », cette incapacité prévisible à l'effacement d'une monnaie temporaire, la monnaie de crédit, qui nous plonge dans cette crise où les banques diverses ont émis de la monnaie « contre du néant » (de mauvaises garanties trop nombreuses)

Comme l'écrit André Chaîneau « c'est parce que les agents non bancaires demandent des crédits bancaires que la masse monétaire augmente. Cela revient à dire qu'une demande satisfaite de crédits bancaires conduit à une offre de monnaie »

Mais le problème qui me semble fondamental n'est pas le système de création monétaire par le crédit. Il est que le système dans son ensemble, du fait des intérêts qui eux mêmes ne peuvent (en raisonnant globalement) provenir que de nouvelle création monétaire, nous emmène dans une spirale sans fin imposant une croissance continue de la quantité de monnaie (et donc de la production/consommation comptabilisée par le PIB)

12. [Bayard Jean](#) dit :
[11 avril 2008 à 16:22](#)

Permettez-moi d'intervenir dans le débat avec quelque retard dû à un voyage qui m'a éloigné de mon ordinateur pendant plusieurs jours. Et puis, je ne connaissais pas le blog de Paul Jorion avant que mon ami Jean Jégu ne me le fasse connaître.

Voici ce que dit Paul Jorion dans son billet à Jean Jégu, le 06 04 2008 :

Qu'une banque prête ses fonds propres ou les dépôts de ses clients est indifférent : il s'agit toujours d'argent qui existait préalablement.

Il s'agit pour moi d'une erreur de conception de la monnaie, communément faite, qui suppose que la banque prête la monnaie de ses clients, ce qui à mon avis est faux. Voici ma description simplifiée de la création de monnaie scripturale par les banques secondaires et des circuits qu'elle emprunte.

Il faut tout d'abord savoir qu'il existe une règle comptable qui a force de loi : la monnaie une fois créée ne perd jamais sa contrepartie : la créance qui est à l'origine de sa création.

On va tenter de suivre en simplifiant les principaux chemins tortueux qu'emprunte la monnaie depuis sa création.

Une banque B1 crée 100 de monnaie qu'elle porte au compte de dépôt à vue (DAV) de son client C1. La monnaie est en DAV et rappelons qu'elle a pour contrepartie la créance inscrite à l'actif du bilan de la banque. Elle appartient au client A et ne quittera son compte que sur son ordre.

Tant que la créance existera, c'est-à-dire tant qu'elle ne sera pas remboursée ou annulée, elle restera la contrepartie de cette monnaie.

Le prêt porte intérêt (ib) en faveur de la banque, jusqu'à son échéance. Tant que la monnaie émise reste en compte DAV de ce client, la banque ne verse pas d'intérêt puisqu'en France les comptes à vue ne sont pas rémunérés.

Cette somme ne tarde pas à être dépensée par le client C au profit d'un fournisseur quelconque, client C2 de la banque B2, par exemple.

Pour exécuter l'ordre de virement de C1 en faveur de C2, les banques procèdent par

compensation et échangent entre elles de la monnaie de contrepartie, que l'on pourrait appeler de la "contre-monnaie". Cette contre-monnaie a la particularité de combler les vides produits par les mouvements interbancaires de monnaie appartenant aux agents non bancaires.

À la suite de cette opération de compensation, la monnaie passe d'un DAV à un autre DAV. La monnaie n'appartient pas à la banque qui ne peut en disposer ; elle appartient aux titulaires des comptes de DAV.

Jusque là, la monnaie a changé de main sans qu'il y ait eu intérêt supplémentaire. Le seul changement intervenu, est que la banque B1 emprunte à la banque B2, ce qui donne en matière d'intérêt (- ib + ib).

On a donc affaire à une monnaie émise par le système bancaire et une contre-monnaie destinée à combler les déséquilibres nés des mouvements interbancaires. C'est ainsi qu'il existe des banques en situation d'emprunteuses tandis que d'autres sont en situation de prêteuses pour des montants parfaitement égaux (sortie de la compensation).

Si l'on fait le bilan consolidé des 2 banques, on trouve chez B1 la créance de la monnaie émise et chez B2 sa contrepartie, la contre-monnaie (dont la somme est égale à zéro) ayant seulement servi au passage de l'une à l'autre. Une fois créée, la monnaie ne perd jamais sa contrepartie ; elle se déplace jusqu'au jour où le client devra la détenir en DAV pour la rembourser et elle sera alors détruite.

Reprenons le processus. Si l'on suit cette monnaie émise, elle peut :

- passer d'une banque à l'autre (de DAV à DAV) parmi toutes celles qui existent sur la place dans la monnaie de référence,
- rester en DAV,
- ou bien être épargnée dans l'une ou l'autre banque, en totalité ou en partie,

au gré des échanges et des ordres passés par les clients,

sachant pour l'instant que dans notre hypothèse elle n'est pas épargnée auprès d'un établissement financier pour être re-prêtée.

Si l'on fait le bilan consolidé de toutes les banques, on retrouve chez B1 la créance d'origine et chez toutes les autres (y compris B1, éventuellement) sa contrepartie, soit en compte de DAV, soit en compte d'épargne.

Les mouvements interbancaires s'étant multipliés en compensation, la monnaie de contrepartie correspond toujours très exactement aux prêts et emprunts entre banques.

Si l'on fait le bilan en terme d'intérêts, nous avons la banque B1 qui perçoit toujours (ib) et le système bancaire pris dans son ensemble qui verse (ie) aux épargnants. Mais, sur des bases différentes (ib sur 100) et (ie sur une fraction de 100), la différence entre les deux représentant alors le bénéfice du système bancaire considéré dans sa totalité. Quant aux intérêts interbancaires de la contre-monnaie, ils sont toujours égaux à (- ib + ib).

Supposons à présent qu'un agent non bancaire, détenteur de la monnaie, décide de faire un placement de 25 (fraction des 100) chez un établissement financier. Cela donnera une nouvelle compensation avec contre-monnaie pour que le virement du DAV de l'agent (sur son ordre) au DAV de l'établissement financier soit exécuté. Celui-ci ayant pour fonction de re-prêter les fonds reçus, les 25 vont alimenter de nouveaux DAV, ceux des emprunteurs en deuxième main. On peut aussi supposer qu'au cours des nombreux échanges ultérieurs ces 25 resteront pour partie en DAV et pour partie aboutiront en compte d'épargne bancaire.

Si l'on fait le bilan des opérations, on aura :

- la banque B1 perçoit toujours (ib sur 100) qui reste quoi qu'il arrive la monnaie émise et en circulation,
- les intérêts interbancaires de la contre-monnaie n'ont pas changé à (- ib + ib),
- le système bancaire pris dans son ensemble verse un intérêt (ie) aux épargnants sur la fraction épargnée des 100,
- l'établissement financier touche un intérêt (if) et verse un intérêt (ie) sur les 25 aux épargnants.

Il convient de noter que la monnaie émise (les 100) n'a jamais quitté le système bancaire, et que cette monnaie :

- a pour seule contrepartie la créance qui est à l'origine de sa création,
- n'appartient qu'aux titulaires des comptes à vue ou à terme, dès lors qu'ils sont à leur nom,
- n'appartient pas aux banques qui n'en sont que les dépositaires, et qui ne peuvent en disposer,
- qu'elle ne circule que sur ordre de ses détenteurs.

C'est pourquoi, l'épargne en banque est gelée par le système et occupe les parkings monétaires sans aucune utilité pour l'économie, contrairement à une idée généralement répandue.

Il existe cependant une exception à cette règle générale, existait devrait-on dire, les comptes de chèques postaux (CCP) de la Poste, dont tous les mouvements débiteurs ou créditeurs, à vue ou à terme, étaient adossés au Trésor Public. C'était un moyen pour l'Etat de disposer de substantiels moyens financiers, jusqu'au jour où la Poste est devenue la Banque Postale. Son nouveau statut correspond vraisemblablement à celui des banques créatrices de monnaie. Il en était de même avec les Caisses d'épargne (avant qu'elles n'acquièrent le statut de banques) dont les comptes étaient adossés à la Caisse des Dépôts et Consignations, je présume.

J'en tire la conclusion que :

- la monnaie scripturale (secondaire) émise par le système bancaire n'appartient pas à la banque, mais à ses clients,
- elle n'a pas de contrepartie monétaire, puisqu'elle en a déjà une : la créance à l'origine de sa création, elle est la monnaie,
- l'épargne bancaire est une fraction de la monnaie émise ; elle est donc la monnaie au même titre que celle qui est en DAV, la somme des deux représentant la créance d'origine,
- l'épargne bancaire est stockée dans des parkings monétaires, sans utilité pour l'économie, ce qui contredit la théorie de l'épargne et de l'investissement,

Veillez me pardonner d'avoir été aussi long, mais je ne voulais pas sacrifier la rigueur que je souhaitais donner à l'exposé.

13. *privat dit :*

[18 novembre 2008 à 01:38](#)

Une petite réflexion simple au sein de ce passionnant débat : considérant qu'à l'échelle de la planète, même si l'argent circule dans tout les sens, on reste dans un système clos. Or partout sur la planète, les prix augmentent, les productions aussi. De plus, on tire des matériaux de la nature qui sont vendus alors qu'ils n'ont rien coûté d'autre que leur extraction.

Tout ceci fait qu'il y a bien à un moment une création monétaire indispensable.

Ce que je ne comprends pas c'est comment les états Européens en ce moment et la BCE en général peuvent procurer de l'argent aux banques alors que l'article 104 du traité de Maastricht le leur interdit?

14. *Yannick Chevalier dit :*
[2 octobre 2008 à 16:58](#)

Bon, j'ai vu passé la question récemment sur un autre site, alors j'essaye de m'y coller, mais différemment. Pour simplifier, je considère des crédits sans intérêts et tous in fine. Je prétends montrer qu'il n'y a nulle part de création monétaire, juste des va-et-vient entre le présent et le futur (et, en vrai, des échanges avec d'autres monnaies.)

Situation initiale: masse monétaire de 100, aucun emprunt. On peut faire un tableau explicatif avec l'argent disponible chaque année:

an 0: 100
an 1: 100
...
an 10: 100

maintenant, supposons que quelqu'un (un agent A) aille à la banque et emprunte 20 à rembourser dans 10 ans. La banque note qu'elle a un titre de créance qui vaut 20, et donne 20 à l'agent A. L'argent disponible devient:

an 0: 120 (+dette de 20)
an 1: 120 (+dette de 20)
...
an 9: 120 (+dette de 20)
an 10: 100

l'an 10 passe à 100 car le titre de dette est détruit avec de l'argent en circulation. Les intérêts ne changent rien à la situation, car il s'agit juste d'un changement de main de l'argent en circulation.

Je ne suis pas économiste, mais de ce que j'ai compris du fonctionnement des banques centrales, ni l'état, ni les banques ne peuvent créer de l'argent qui ne sera pas remboursé plus tard. Par contre, les banques sont contraintes par les ratios de solvabilité à limiter les dettes qu'elles possèdent. Bref, aucune création de monnaie, juste un volume d'argent en circulation à peu près équivalent à la somme des dettes détenues par les banques (j'ai l'impression que le montant X initial devient négligeable).

Toujours dans ce que je crois avoir compris, ça veut dire que si, dans une année, il y a plus de dettes remboursées que de dettes créées, l'argent disponible décroît, et sinon il croît. Dans l'hypothèse académique où la production reste constante, dans le premier cas on a une déflation (moins d'argent qui permet d'acheter autant), dans le second de l'inflation (plus d'argent pour acheter autant).

Le fait de dire que le total de l'"argent" reste constant (dans mon exemple égal à 100) semble contredire l'inflation qu'on a toujours eu: chacun sait qu'une baguette d'aujourd'hui, avec un prix traduit en francs, vaut beaucoup plus cher qu'une baguette d'il y a 50 ans en francs. Mais c'est ne pas prendre en compte que l'endettement général a beaucoup augmenté en 50 ans, et qu'il y a maintenant beaucoup plus d'argent en circulation, donc plus de richesse supposée.

L'inflation peut en principe continuer tant qu'il est possible de s'endetter plus qu'on ne l'est actuellement, et rien ne l'empêche tant qu'on considère des ratios d'endettement: si l'argent disponible augmente de 10%, ça veut dire que le travail est rémunéré 10% de plus. Donc *en moyenne* les revenus augmentent en même temps que l'endettement. Par contre, chaque agent économique va essayer de récupérer une plus grosse part possible de cet argent en circulation, si possible supérieure à la dette qu'il a contracté. L'avantage, c'est que ça incite les gens à investir plutôt qu'à thésauriser. Par contre, si plus personne ne veut acheter les dettes de l'état et que les banques ne peuvent plus prêter à cause de leurs ratios de solvabilité, on est arrivé au taquet: il devient obligatoire de commencer à payer pour réduire la dette, ce qui entraîne d'abord une déflation puis, puisqu'il devient plus avantageux de stocker son tas d'or que de l'investir, une récession.

07 04 2008 Bonne question et mauvaise hypothèse

Publié par [Paul Jorion](#) dans [Economie](#), [Monde financier](#), [Monnaie](#)

Quand j'ai commencé à lire sur cette question de l'argent créé *ex nihilo* (suite à un commentaire sur le blog), j'ai constaté que le monde se partageait en deux : ceux qui « savaient » que c'était un scandale et ceux qui niaient qu'il y ait un scandale et qui se recrutaient essentiellement parmi les employés de banque.

En fait j'avais appris que l'« illusion » de création de monnaie était due au multiplicateur reflétant la vitesse de circulation de l'argent (c'était en Belgique et il y a longtemps et personne ne parlait de Maurice Allais). Ensuite, j'ai travaillé au cours des 18 dernières années dans des banques : j'ai travaillé en particulier dans le secteur du crédit des plus grands organismes de prêt américains. Jamais au grand jamais aucune des activités qui furent les miennes n'a impliqué d'une manière ou d'une autre de la création de monnaie – et pourtant je travaillais dans des secteurs clés.

Alors quelle explication possible ?

1. S'agit-il d'un complot si bien caché au cœur des banques que même les spécialistes n'y voient que du feu ?

2. Le cadre théorique au sein duquel le personnel des banques travaille est-il aveugle à cette création de monnaie qui aurait cependant lieu ?

3. Ou bien au contraire, les profanes en matière de finance « telle qu'elle fonctionne dans les banques » - y compris certains professeurs de finance – interprètent-ils mal l'effet multiplicateur de la monnaie dû au fait qu'elle circule ?

Réponses :

1. Première hypothèse : un complot si bien caché. Cela m'étonnerait. J'ai l'esprit assez critique et au cours de ces 18 années j'ai découvert – à vue de nez – une bonne cinquantaine de choses – importantes, voire très importantes – que l'on essayait de me cacher dans les banques. La création de monnaie n'en faisait pas partie.

2. Deuxième hypothèse : travailler dans une banque rend bête. C'est possible mais cet aveuglement dépasse alors le cadre des employés de banque puisque, comme je l'ai dit, mes propres professeurs d'économie partageaient cette interprétation. Inversement, je ne connais que Maurice Allais, parmi les professeurs d'économie, qui défende le point de vue du « scandale ». Irving Fisher est parfois invoqué à ce propos mais il me semble à tort, car je n'ai rien trouvé chez lui de ce genre. Pour ce qui touche à Allais, comme je l'ai montré dans [Le monde enchanté de Maurice Allais](#), il commet une erreur qui découle d'un usage laxiste de la phrase « X considère que Y » qui est utilisée par lui deux fois, la première pour renvoyer à « X considère [à raison] que Y » et la seconde pour « X considère [à tort] que Y ».

En fait mon hypothèse aujourd'hui est la suivante.

Les « gens qui travaillent dans les banques » sont conscients qu'il est difficile de maintenir en permanence une équivalence entre la masse monétaire et la richesse effective, où les intérêts payés représentent plus ou moins bien la plus-value créée par l'activité humaine mais, à la différence des profanes en matière de finance, ils voient dans cette difficulté une peccadille par rapport aux problèmes énormes que pose le fonctionnement du système financier par ailleurs et quand on leur dit qu'il y a un « scandale » au cœur du système financier, il leur vient à l'esprit des dizaines de meilleurs candidats avant qu'ils ne pensent à celui-là !

Quant aux « gens qui disent que les banques créent de l'argent *ex nihilo* », la question qu'ils entendent réellement poser est celle-ci : « Est-il légitime que les banquiers soient les autorités en

charge de maintenir en permanence une équivalence entre la masse monétaire et la richesse effective, où les intérêts payés représentent plus ou moins bien la plus-value créée par l'activité humaine ? ». Que leur réponse soit « Non ! », m'apparaît maintenant très clairement. Leur question est excellente et se passe en réalité très bien de l'hypothèse de la création d'argent *ex nihilo*, alors pourquoi ne pas la poser dans ces termes, sans chercher à la fonder sur cette base douteuse ?

Ce bulletin a été publié le Lundi 7 avril 2008 17:55 et est classé dans [Economie, Monde financier, Monnaie](#) Vous pouvez suivre les réponses à ce bulletin avec le fil [RSS 2.0](#). Vous pouvez [répondre](#), ou faire un [rétro-lien](#) depuis votre site.

17 réponses à "Bonne question et mauvaise hypothèse"

1. *Stilgar dit :*
[7 avril 2008 à 19:37](#)

Bonjour

Je voudrais suggérer une 4^e explication.

Les banques (je veux parler des fondés de pouvoir, des "employés de banques") , lorsqu'ils répondent positivement à une demande de crédit d'une entreprise ou d'un ménage ignorent littéralement s'ils vont utiliser pour cela des "épargnes préalables" ou faire (sans le savoir) de la "création monétaire". Il faudrait rentrer dans les comptabilités des banques pour connaître la répartition qui, je crois, est de 60/40 (mais sans garanties), tant le système est imbriqué. C'est d'ailleurs, je pense, une des raisons pour laquelle Allais demande la dissociation totale des activités bancaires telles qu'elles se constatent aujourd'hui et leur attribution à trois catégories d'établissements distincts et indépendants :

1. des banques de dépôt assurant seulement, à l'exclusion de toute opération de prêt, les encaissements et les paiements, et la garde des dépôts de leurs clients, les frais correspondants étant facturés à ces derniers, et les comptes des clients ne pouvant comporter aucun découvert ;
2. des banques de prêt empruntant à des termes donnés et prêtant les fonds empruntés à des termes plus courts, le montant global des prêts ne pouvant excéder le montant global des fonds empruntés ;
3. des banques d'affaires empruntant directement au public ou aux banques de prêt et investissant les fonds empruntés dans les entreprises

Mais il n'empêche: les 8000 milliards d'euros en circulation dans la zone monétaire euro qui, à l'origine, ont été créés par les banques commerciales, "demandent un intérêt"... disons 300 milliards d'euros par an.. ces 300 milliards ne seraient ils pas mieux dans les "poches de la collectivité" ?

Mais ces 8000 Md€ sont aussi de la monnaie temporaire, des crédits qui arrivent à échéance à différents termes, et qui imposent que chaque année soit au moins créée une quantité supplémentaire correspondante aux intérêts qu'il faudra bien payer... autant les payer à la collectivité puisqu'il n'y a, de la part des banques, que très peu de création réelle de richesse (ou si vous voulez, "création de richesse réelle")...

2. *Emir Abel dit :*
[7 avril 2008 à 20:23](#)

Henry Ford : " Si les gens de cette nation comprenaient notre système bancaire et monétaire, je crois qu'il y aurait une révolution avant demain matin"

Sans commentaires

3. *Philippe dit :*
[8 avril 2008 à 08:43](#)

Paul,

Il me semble que tu mêles le principe de la réserve fractionnaire et le coefficient multiplicateur du à la vitesse, à la circulation.

Telles que je comprends les choses, il y a deux monnaies : primaire (high power), basée sur les signes frappés par l'état, et secondaire, scripturale, l'équivalent moderne de la lettre de change.

La primaire, c'est la créance de l'état. Elle ne s'appuie - comme l'autre - sur rien si ce n'est la confiance, en l'occurrence celle de la capacité de l'état à lever l'impôt et à maintenir la crédibilité, le pouvoir d'achat, de sa monnaie sur son territoire.

La seconde a une nature très différente. Elle est basée sur la créance que l'on peut accorder à une institution privée et sa capacité à effectuer une "clearance", c'est à dire à transformer - à matérialiser - un engagement privé en monnaie primaire.

C'est le principe des lettres de change des banquiers Lombards.

Un exemple de ce mécanisme est fourni par la (le nom m'échappe), cette sorte de "Western Union", des pakistanais qui transfèrent de l'argent de Islamabad à Londres et vice versa en compensant à la marge et localement les soldes des flux de sommes échangées.

En ajoutant à ce mécanisme de transfert et de compensation celui de dépôt, naît l'invention du crédit moderne de la banque et la réserve fractionnaire.

Quand le système s'installe, la promesse de compensation devient un équivalent monétaire. Dès lors, la question n'est plus tant celle des soldes, que des "retraits", c'est à dire des conversions entre monnaie privée (scripturale, lettre de change) et monnaie high power d'état. les banquiers modernes appellent cela les "fuites" i.e. hors de leur système.

Et au lieu de la relation 1-1 entre dépôts et versements naît celle de l'effet de levier. Les fuites sont, sur une période - nettement - moindres que la QT de scriptural en circulation.

L'usage montre qu'une réserve HP de l'ordre de 10% suffit à couvrir les fuites.

une fois compris cela, le crédit naît, et c'est bien une création monétaire ex nihilo, mais finalement pas plus que celle de la HP. Sa limite, originellement la crédibilité de l'émetteur de scriptural, est désormais systémique, sécurisée et contrainte par l'effet de levier des réserves obligatoires auprès des BC, qui organisent la pénurie de HP et fixent le taux de celle-ci qui se propage à celui de la scripturale.

Evidemment si la scripturale crée la promesse de HP, cette dernière doit suivre. Les Banques Centrales y pourvoient et impriment à mesure.

Le coefficient multiplicateur, celui de la vitesse de circulation, n'intervient qu'en second lieu. C'est la propagation du mécanisme de la réserve fractionnaire à travers le système interbancaire.

Une autre façon d'apprécier ce mécanisme c'est avec la dichotomie stock/flux. La monnaie,

dans tous les cas, est une promesse de mobilisation de travail humain.

Son équivalence avec la quantité de biens disponibles est sans cesse et nécessairement remise en cause par son pouvoir de mobilisation des énergies et du résultat supplémentaire(*) induit.

On peut donc la lire selon deux axes contradictoires. La promesse avec son présupposé d'accroissement et/ou la nécessité de compensation.

Les monnaies de pénuries qui ont vécu lors des crises illustrent ce pouvoir à provoquer l'activité et à créer la richesse ex nihilo, tout simplement en permettant l'échange.

Le crédit bancaire fractionnaire supervisé par les BC, c'est l'institutionnalisation de cette fonction inhérente au signe magique qui matérialise l'appartenance, la "réalité" de la société, de ses rétributions et de son avenir.

(*) Il conviendrait sans doute de s'interroger longuement sur ce fondamental de l'amplification tellement indissociable de notre folie civilisationnelle.

4. [Armand dit :](#)
[8 avril 2008 à 11:32](#)

@Paul, pour moi il n'y a pas scandale, il y a escroquerie pyramidale.

Dans une banque, quelques personnes, seulement, savent de quoi il retourne. Notamment celles chargées de s'assurer que leur réserves obligatoires sont au niveau légal (imposé par la BC). Ces contrôles interviennent à certaines dates seulement, notamment en fin de trimestre : c'est la bonne époque pour parquer des fonds en CAT (Compte à terme) ou CDN (Certificats de dépôt négociable) à un bon taux car il y a alors demande de monnaie centrale par les banques.

@Philippe, la monnaie centrale n'est pas créée ex-nihilo. La BC possède dans son bilan des titres en contre-partie de cette monnaie. L'idéal sont les emprunts d'Etat car celui-ci aura toujours la possibilité de lever l'impôt, donc de récupérer les billets de la BC (!), pour rembourser, à l'échéance, ces obligations à la BC qui retrouvera ainsi ce qu'elle avait émis (elle recommencera avec de nouveaux emprunts)

Il s'agit plutôt d'un cercle vicieux (surtout si l'on tient compte de l'intérêt sur les obligs)

Ces opérations de création de monnaie centrale « imprimée » sont les POMO (Permanent open market operations) ; le pendant des TOMO (Temporary) avec lesquelles la BC crée de sa monnaie centrale sous forme électronique inscrite au compte de ses « deposit institutions » (les banques commerciales) avec pour garantie des titres déposés en gage par ces banques. Après un court délai (1 à 14 jours en période normale), la BC restitue la garantie à la banque et débite son compte (elle détruit sa monnaie centrale électronique, la banque peut rouler et modifier sa position avec un nouveau TOMO)

On comprend ainsi mieux les récentes acrobaties de la FED : ne souhaitant pas créer de monnaie supplémentaire (inflation), elle a échangé 200 B\$ des 750 B\$ de titres sûrs qu'elle avait à son bilan contre d'autres, disons, plus douteux. La quantité de dollars en circulation ne change pas, mais leur qualité baisse, puisque la garantie de remboursement par l'Etat étant impactée. (Le but était de transmettre aux banques dans le besoin des titres sûrs, qu'elles pourraient s'échanger ou se mettre en gage, contre des titres que les banques se refusaient ... mais que la FED a accepté ...)

En effet, le seul risque sur la monnaie fiduciaire est la défaillance de l'Etat (l'inflation ne joue pas ici car le contrat garantit seulement le remboursement dans la même devise, pas le

pouvoir d'achat de la devise) , d'où les variations de différentes devises qui représentent les actions de l'Etat à l'image de celles d'une société cotée.

Exemple intéressant : pourquoi le Bund teuton à 10 ans porte-t-il un moindre taux d'intérêt que l'équivalent italien puisqu'il s'agit de la même devise ? le risque est évidemment la défaillance de l'Italie, surtout si Berlusconi passe (!) : elle pourrait souhaiter se retirer de la zone euro, convertir ses obligations, actuellement en euros, dans sa nouvelle devise (la lire ?) au taux qui va bien et les rembourser à échéance dans sa nouvelle devise. Comme Berlusconi veut une « dévaluation compétitive », le créancier se retrouvera avec de la monnaie de singe ... et se fait payer ce risque.

5. [Jean Jégu dit :](#)
[8 avril 2008 à 13:43](#)

@ Armand

Un de mes amis est lui-même cadre de banque ; il a bien compris le système, et partage ce que vous et moi et quelques autres essayons d'expliquer sur ce blog de Paul Jorion . Dans un message récent il me fait néanmoins remarquer que si Paul n'a pas encore tout compris, nous risquons de compromettre sa démarche fort louable de dialogue avec des "opposants". Elle n'est pas si courante et nous devrions en prendre acte et l'en féliciter.

Surtout, surtout , n'accusons pas systématiquement de tous les maux les banquiers et leurs employés. C'est l'histoire qui nous a amené là où nous en sommes. Effectivement je pense que les termes de "scandale" et, plus fort encore d' "escroquerie pyramidale" s'ils sont factuellement défendables ne le sont pas moralement. Bien sûr, chacun a sa responsabilité à son niveau, mais je me demande si même ceux qui sont à la pointe de la pyramide ont bien conscience du "carcan monétaire" dans lequel ils tiennent le monde entier. Bien entendu ce n'est pas une raison pour laisser faire sans rien dire mais plus notre dialogue sera pacifié, plus il sera efficace.

Les scientifiques et technologues font des prouesses avec des machines que nos ancêtres n'auraient pu imaginer. Depuis que les questions biologiques et médicales sont également traitées par les mêmes démarches (observation, compréhension, quantification, modélisation ...) on arrive à concevoir des médicaments vraiment efficaces. Les médecins de Molière, qui étaient de bien braves gens, en perdraient leur suffisance. Les progrès en sciences sociales - pour moi la monnaie est aujourd'hui au coeur de nos problèmes sociaux - n'est à attendre, je le crains, que de ceux qui sauront s'emparer de ces méthodes.

Merci beaucoup pour le professionnalisme de vos contributions.

6. [Brieuc dit :](#)
[15 avril 2008 à 19:31](#)

Bonjour à tous.

M. Jorion, vous dites ne pas croire à la création monétaire ex-nihilo par les banques privées ou centrales. Dans ce cas, comment expliquer que la masse monétaire augmente perpétuellement depuis des décennies, et ce même en l'absence d'inflation notoire (cas de la zone euro depuis 2002 : environ 2% annuel d'inflation, autant de croissance, et pourtant presque 10% de masse monétaire M1 en plus chaque année) ?

Par ailleurs, vous écrivez que l'intérêt représenterait plus ou moins bien l'accroissement nécessaire de masse monétaire, lié à l'augmentation de l'activité économique réelle (si j'ai bien compris votre propos). Cependant, une question reste: d'où vient la monnaie qui est utilisée pour rembourser l'intérêt ? Elle est demandée aux emprunteurs, donc, in fine, aux travailleurs qui créent la richesse réelle, n'est-ce pas ? Mais où diable ces travailleurs, leurs patrons, les entreprises qui empruntent, vont-ils chercher cette monnaie ? Ne serait-ce pas, comme Allais le suggère, dans le stock de monnaie créée par une autre banque, pour alimenter une autre demande de crédit ? Dans ce cas, nous retombons bien sur une banque créatrice, par son émission de crédit, de monnaie ex nihilo. L'effet multiplicateur de la vitesse de circulation, quant à lui, ne me semble pas un candidat honnête a priori, puisque si cela

était le cas, il faudrait, à masse monétaire donnée, que la vitesse augmente exponentiellement pour satisfaire l'augmentation "apparente" de la masse monétaire observée. Ce n'est pas le cas, et il y a donc forcément, quelque part, une (ou plusieurs) "source(s)" de monnaie.

Le mécanisme qui "crée (ou détruit) de la valeur" par la cotation boursière est aussi à mon sens une très grosse stupidité. Comment peut-on imaginer qu'une entreprise ne vaille plus rien sur un coup de sang des traders, alors que tout ce qui fait sa richesse (ses usines, ses employés, son savoir faire, etc.) est encore là ? Là aussi, il y a des masses monétaires, découplées de toute réalité physique, qui se créent ex nihilo, et s'évanouissent tout aussi vite, dans la plus incroyable irrationalité. Certains me diront que c'est bien là le but du jeu, et que ce mécanisme permet d'attribuer les ressources financières aux entreprises les plus performantes (quels que soient les critères retenus pour évaluer cette performance). Dès lors, nous nous retrouvons face à un mécanisme de création ex nihilo de valeur, monétaire ou "monétisable", qui en plus d'avoir ce vice, se caractérise par le fait que ceux qui en profitent ou en pâtissent n'ont quasiment aucun contrôle dessus ! C'est insensé !

Bref, vous aurez compris que je ne peux pas, en ayant conscience de ces faits scandaleux, approuver le système monétaire et financier. Aussi, je vous encourage et vous félicite, M. Jorion, pour votre action en faveur de l'information des citoyens.

Cordialement,

Brieuc

7. [Paul Jorion dit :](#)
[15 avril 2008 à 21:36](#)

@ Brieuc

Je n'ai pas le sentiment d'avoir jamais dit que les banques centrales ne créent pas de monnaie : je ne m'en suis pris qu'à l'idée que les banques commerciales créent de la monnaie quand elles prêtent de l'argent et exigent un intérêt. J'ai dit que la création de monnaie ici est une illusion d'optique due au fait qu'il y a création de richesse par la combinaison du capital avancé par la banque, le travail fourni par l'emprunteur et, s'il s'agit d'agriculture, etc. de l'action du soleil. L'intérêt correspond à une « part » de la création de richesse qui a eu lieu en utilisant le capital fourni par la banque.

Pour dire les choses un peu autrement que je ne l'ai fait jusqu'ici : je ne m'oppose pas au fait de dire que les banques commerciales créent de la monnaie si on affirme alors de la même manière que celui qui emprunte à la banque en crée aussi puisqu'il lui reste au bout du compte la richesse qu'il a créée grâce au capital emprunté, moins la part qui revient à la banque, à savoir les intérêts sur la somme prêtée.

Le problème ici pour les partisans de la création de monnaie « ex nihilo », serait qu'ils auraient bien du mal à dénoncer un scandale dans la création de monnaie par le travailleur. Vous avez dû comprendre si vous m'avez lu jusqu'ici – car je l'ai déjà dit plusieurs fois – que j'essaie de montrer aux partisans du « ex nihilo » que ce qu'ils remettent en question ce n'est pas le « scandale de la monnaie ex nihilo » mais la propriété privée. Si c'est ça qu'ils entendent dire, ça ne me dérange pas, c'est une position politique valide, mais qu'au moins ils le disent. S'ils ne remettent pas cela en question, ils doivent admettre qu'il est légitime que celui qui fait les avances reçoive une part de la richesse créée.

8. [Stilgar dit :](#)
[16 avril 2008 à 08:18](#)

Je suis de plus en plus d'accord que l'expressio "ex nihilo" concernant la création monétaire

par les banques (centrales ou commerciales) est "mal comprise" et sujet à tous les débats, sans fin.

Pouvons nous trouver (ensemble) une autre formulation?

- André Chaîneau en propose une première ("Mécanismes politiques et monétaires"): " la monnaie est créée par les banques lors d'une demande satisfaite de crédit bancaire par des agents non bancaires"

- Dominique Plihon en propose une seconde ("La monnaie et ses mécanismes"): " Il y a 3 sources de création monétaire, contreparties de la masse monétaire créée: 1) Contrepartie extérieure (marché des changes); 2) Créances nettes sur l'Etat; 3) Créances sur l'économie (ménages et entreprises)"

Pour ma part je proposerais: " La monnaie est créée par les banques commerciales, seules autorisées à ce faire, lors d'une demande satisfaite de crédit dépassant les épargnes antérieures disponibles; le demandeur de crédit est donc cocréateur de monnaie"

D'autres idées ou formulations ?

9. *Bernard dit :*

[16 avril 2008 à 22:13](#)

Allez, on va tenter une explication qui essaiera de mettre tout le monde d'accord : bien sûr la banque ne crée pas de monnaie.

C'est le pauvre emprunteur qui la crée par son travail, et qui la dépose à sa banque quand il rembourse par exemple les intérêts sur la construction de sa maison.

Mais la masse monétaire a bien augmenté. Et elle est bel est bien maintenant dans le système financier.

Si on généralise, la monnaie est créée par tout agent économique qui recourt au crédit et réussit à rembourser ses intérêts.

La maison n'a pas augmenté de valeur pour autant.

10. *Paul Jorion dit :*

[16 avril 2008 à 22:26](#)

@ Bernard

Moi ça me va ! ... mais c'est parce que je n'ai jamais rien dit d'autre ! Mais ceux qui croient à l'existence d'un « scandale » à dénoncer risquent d'être déçus !

Ceci dit, si c'est l'hypothèse d'un scandale qui a fait avancer les choses et nous a conduit au texte de notre projet pour la monnaie, il n'y a rien à regretter !

11. *Stilgar dit :*

[17 avril 2008 à 07:17](#)

Bernard a écrit " Si on généralise, la monnaie est créée par tout agent économique qui recourt au crédit et réussit à rembourser ses intérêts. "

Trois bémols ..

1 - Ce n'est quand même pas l'agent économique qui a recourt au crédit qui crée la monnaie, le droit ne lui est pas accordé : c'est quand même la banque qui s'en charge.

2 - C'est la banque qui en reçoit les intérêts

3 - Pour que "globalement" il y ait assez de monnaie pour que les emprunteurs puissent réussir

à rembourser les intérêts, il faut que "globalement" d'autres emprunteurs aient permis, par leur demande de crédit acceptée, l'augmentation de la masse monétaire. Car en fait, si on peut débattre du terme "création ex nihilo" en ce qui concerne la demande (satisfaite) de création monétaire à la suite de demande de crédit, les intérêts sont bien comptabilisés (au débit de l'emprunteur puis par transfert vers la banque), "ex nihilo" (je ne sais pas si vous voyez bien ce que je veux dire;-), mais de toute façon, pour que la globalité des emprunteurs ne s'appauvrisse pas, il faut bien que la masse monétaire créée par le crédit, soit en constante augmentation d'un minimum correspondant aux intérêts.

PS: Comme quelques économistes je pense que, contrairement à l'idée communément admise, l'augmentation des taux d'intérêts, contrairement au but officiel de diminuer l'inflation, participe au contraire à celle-ci, puisque les entreprises transfèrent cette charge (de leurs emprunts) sur les prix de vente (toutes choses restant égales par ailleurs)...

12. [Brieuc dit :](#)
[17 avril 2008 à 07:52](#)

Bonjour,
@ Paul Jorion,

Je comprends votre point de vue. Il me semble en fait que vous avez tendance (volontairement ou inconsciemment ?) à confondre monnaie et richesse. C'est ce qui se passe quand vous écrivez "je ne m'oppose pas au fait de dire que les banques commerciales créent de la monnaie si on affirme alors de la même manière que celui qui emprunte à la banque en crée aussi puisqu'il lui reste au bout du compte la richesse qu'il a créée grâce au capital emprunté".

De mon point de vue, il y a deux choses totalement distinctes : la richesse créée par le travailleur, qui ne nécessite que du travail de sa part et du capital réel (matériaux, outils, etc, qui eux-mêmes ne sont issus que du travail, depuis la matière première extraite du sol de notre planète), et de l'autre un symbole monétaire représentant au temps t la valeur conventionnelle de tout ce travail, et nécessaire, dans notre monde, pour faciliter l'échange du travail.

Dire que ce qui a été créé par le travail de l'emprunteur est aussi de la monnaie n'est possible qu'à la condition d'assimiler la monnaie à la richesse et la richesse à la monnaie. Je ne fais pas cette identification, car je la trouve pernicieuse, du fait des natures très différentes de la monnaie et de la richesse.

Dès lors, quand vous écrivez "Le problème ici pour les partisans de la création de monnaie « ex nihilo », serait qu'ils auraient bien du mal à dénoncer un scandale dans la création de monnaie par le travailleur", vous faites ce que je considère comme une erreur, puisque selon moi, le travailleur crée de la richesse, de la valeur, mais pas de la monnaie. C'est la banque privée, et elle seule, qui crée la monnaie, dont la somme représente plus ou moins exactement la valeur créée. Et l'intérêt est un système pernicieux pour représenter l'accroissement de richesse, car il est totalement déconnecté de la somme de travail fourni. Et cet intérêt lui-même est créé par un appel de crédit ailleurs, crédit accordé à un autre travailleur sur le marché.

Dans l'absolu, vous avez raison quand vous dites que la monnaie n'est pas créée ex-nihilo, puisque cette monnaie est temporaire (elle est détruite par le remboursement du principal). Par contre, l'intérêt, lui, n'est pas émis en même temps que le principal, et donc il faut bien trouver dans le circuit financier et commercial plus de monnaie que ce qui a été émis par la banque. Le crédit bancaire avec intérêt est donc un système qui demande plus de monnaie en remboursement que ce qui a été accordé à l'emprunteur (on est tous d'accord là-dessus). Or, cette monnaie supplémentaire, dans un monde où 97% de la monnaie est scripturale, provient d'une autre écriture, ailleurs dans le monde. Cette écriture est elle-même

probablement génératrice d'intérêt, et donc en remboursant, principal et intérêt, la première écriture, il devient impossible de rembourser la seconde. Ce qui crée un nouvel appel de crédit, en un troisième point. Etc.

De ce fait, même si il reste possible de refuser l'appellation "ex nihilo" pour la création monétaire privée, il n'en reste pas moins que le système bancaire, globalement, crée de la monnaie à partir de rien, sur une demande de la part des acteurs commerciaux. Et en effet, il est scandaleux que des institutions privées profitent seules de cet accroissement de la richesse globale (à travers l'accaparement de la monnaie la représentant grâce à l'intérêt).

En clair, nous avons tous raison : les banques créent la monnaie (ex nihilo, ou pas, c'est tout comme), et accaparent pour elles-mêmes le droit d'acquérir la richesse réelle ainsi créée.

Brieuc

13. *Bernard dit :*

[17 avril 2008 à 11:03](#)

Je suis tout à fait en accord avec ce que dit Stilgar, et n'ai jamais dit autre chose.

La remarque 1 me paraît purement sémantique, car le fondement de la création de monnaie est bien à la fois l'adhésion de l'emprunteur au système capitaliste de l'intérêt, et par là à la logique de pensée économique unique qui nous régit, cette adhésion étant bien réelle même si on peut se poser la question de savoir si elle résulte d'un libre choix, ou acquise "à l'insu de son plein gré", s'il existe des alternatives...

C'est même LA question à se poser

Ce n'est quand même pas le préposé aux écritures qui doit être incriminé !

La remarque 2 est une évidence.

Il est quand même assez clair pour moi que, cette création de monnaie est réelle, et qu'elle crée en tant que telle une inflation monétaire, au moins en période de croissance, dans la sphère de l'économie réelle, et que cette inflation est encore démultipliée dans la sphère financière.

Et que Stilgar a raison quand il dit que l'intérêt génère de l'inflation, ne serait-elle que monétaire.

Mais tout ceci n'est qu'un détail technique sur la vraie question qui nous préoccupe tous

Pour la signification profonde de tout cela voir la magnifique contribution de Fabrice Flipo sur " Un nouveau paradigme..."

14. *Bernard dit :*

[17 avril 2008 à 14:01](#)

P Jorion dit

"Le problème ici pour les partisans de la création de monnaie « ex nihilo », serait qu'ils auraient bien du mal à dénoncer un scandale dans la création de monnaie par le travailleur. Vous avez dû comprendre si vous m'avez lu jusqu'ici – car je l'ai déjà dit plusieurs fois – que j'essaie de montrer aux partisans du « ex nihilo » que ce qu'ils remettent en question ce n'est pas le « scandale de la monnaie ex nihilo » mais la propriété privée.

Si c'est ça qu'ils entendent dire, ça ne me dérange pas, c'est une position politique valide, mais qu'au moins ils le disent. S'ils ne remettent pas cela en question, ils doivent admettre qu'il est légitime que celui qui fait les avances reçoive une part de la richesse créée."

Je n'avais pas "percuté" sur ce paragraphe qui est pour moi à la fois essentiel et dangereux car sa rationalité apparente cache pour moi un redoutable contresens.

Payer celui qui fait des avances, c'est s'inscrire dans le processus capitaliste d'accumulation, mais loin de défendre une logique de propriété privée, c'est au contraire nier cette propriété privée et priver le citoyen de la moindre prise sur son environnement.

Ce point de vue a été exposé magistralement par H. Arendt il y a cinquante ans maintenant dans "Condition de l'homme moderne", livre dans lequel elle expose une vision philosophique et politique de la genèse de la formation de la société capitaliste, dans laquelle le "gouvernement [est] nommé pour protéger chacun des propriétaires concurrents dans leur lutte pour l'enrichissement", processus d'accumulation qui sacrifie la propriété privée traditionnelle chaque fois que celle-ci s'oppose à ce processus, réduisant à terme le domaine privé de chacun à sa force de travail et à une zone d'intimité délocalisable.

La lecture de ce livre est parfaitement terrifiante,

- par l'examen de l'état d'avancement actuel du processus qui ne laisse d'ailleurs aucun doute sur la clairvoyance de la vision, les exemples de découplage forcé des populations avec leur propriété traditionnelle sont maintenant la règle, des traders largement dédommagés, aux déplacés du tiers monde ou du canal St martin, aux agriculteurs traditionnels trainés en justice par leurs voisins productivistes OGM, les chômeurs sommés d'accepter un travail avec 2h de déplacement....

- par la cohérence de cette logique avec non seulement le discours monétariste actuel, mais maintenant le discours politique.

- par le constat de la dégradation inexorable de la propriété publique y compris dans ses composantes vitales comme l'air et l'eau ou le climat.

Cette logique de compétition ne laissant au final (au mieux) qu'un petit lot de vainqueurs, il faut espérer charitablement pour eux que, dans sa croissance forcée, ils auront trouvé un moyen d'émigrer de cette planète invivable.

Le choix, apparemment raisonnable, que vous proposez ne me paraît donc pas exister.

15. [Brieuc dit :](#)
[17 avril 2008 à 20:18](#)

Paul Jorion a écrit: ".../... j'essaie de montrer aux partisans du « ex nihilo » que ce qu'ils remettent en question ce n'est pas le « scandale de la monnaie ex nihilo » mais la propriété privée."

Je suppose que vous entendez par là "... la propriété privée du droit d'émettre la monnaie" ? C'est bien là en effet qu'est le scandale. Du fait que la monnaie moderne est totalement dématérialisée, électronique, et créée ex nihilo sur une base conventionnelle, il serait logique et juste que sa création, puisqu'elle sert la société, soit tout à la fois faite par la société, et profite à la société.

Une proposition existe pour redonner à la monnaie la place qui est la sienne (moyen d'échange). C'est le [sociétalisme](#). Dans cette proposition la monnaie est créée ex nihilo par le

travail, directement sur le compte du travailleur. Elle représente la valeur du travail accompli (chaque société définissant conventionnellement le mode de détermination de cette valeur). La monnaie est détruite par la consommation (ce qui est logique, puisque le bien consommé étant retiré du marché, il n'y a plus lieu de le représenter symboliquement par la monnaie).

Reste à assurer la seconde fonction de la monnaie : celle de réserve de valeur. Comme le système *sociétaliste* est pensé comme solidaire dès la base, avec un revenu inconditionnel garanti, il n'y a pas lieu de créer un outil de réserve. C'est la solidarité structurelle du système qui l'assure, équitablement, pour tous, et tout temps. En cas de besoin, la monnaie est créée par avance, et l'avance est compensée par une moindre création sur le travail futur du bénéficiaire. L'avance est gratuite (pas d'intérêt).

Bien sûr, il n'est pas possible d'appliquer immédiatement cette proposition au capitalisme, et le propos du présent débat n'est pas de faire la révolution ! Je signalais ce point pour illustrer le fait qu'il est possible d'imaginer d'autres formes monétaires temporaires, fluides, gratuites, etc, utilisables par des sociétés capables de les utiliser.

Le drame de notre époque, c'est de croire que la matière et le travail sont abondants et inépuisables, tandis que l'argent est rare et doit être cher. Or, c'est l'inverse qui est vrai: la matière se fait rare au regard de nos capacités modernes d'exploitation, le travail se fait rare de par les besoins de loisir, la réduction de l'activité professionnelle, le niveau d'éducation (qui aide à prendre conscience de ses droits) etc, tandis que la monnaie, créée ex nihilo à la demande et électronique, est abondante et (devrait être) gratuite.

La prise de conscience de cette inversion des rôles est primordiale pour sortir de l'ornière. Question à 100 points : Serait-il possible de faire comprendre cela à des dirigeants de banques centrales ou de grands groupes financiers? Question à 10 milliards de points : Si oui, serait-il possible qu'il en prennent conscience sans en profiter honteusement, vu leur position actuelle dans la création monétaire ?

Brieuc

16. *Stilgar dit* :
[18 avril 2008 à 08:32](#)

J'enfonce le clou suite aux propos de Brieuc

Le concept de la monnaie a évolué et s'est transformé au cours des siècles, des coquillages à l'or, pour aboutir à une totale dématérialisation qui a pour conséquence qu'aucune monnaie n'a de contrepartie en matières précieuses ou rares.

Donc, si une collectivité a :

- 1 – un besoin,
 - 2 – la volonté de le satisfaire,
 - 3 – les moyens techniques et énergétiques,
 - 4 – Un excès de main d'œuvre et le savoir-faire,
- ... Pourquoi ne peut-elle réaliser ce besoin par faute de financement ?

L'obstacle épistémologique est le suivant :

La monnaie reste conçue comme une réalité matérielle (précieuse) de quantité finie donc rare et épuisable, alors qu'elle ne l'est plus puisqu'elle est dématérialisée.

17. *Yannick Chevalier dit* :
[2 octobre 2008 à 16:58](#)

Bon, j'ai vu passé la question récemment sur un autre site, alors j'essaye de m'y coller, mais différemment. Pour simplifier, je considère des crédits sans intérêts et tous in fine. Je prétends

montrer qu'il n'y a nulle part de création monétaire, juste des va-et-vient entre le présent et le futur (et, en vrai, des échanges avec d'autres monnaies.)

Situation initiale: masse monétaire de 100, aucun emprunt. On peut faire un tableau explicatif avec l'argent disponible chaque année:

an 0: 100

an 1: 100

...

an 10: 100

maintenant, supposons que quelqu'un (un agent A) aille à la banque et emprunte 20 à rembourser dans 10 ans. La banque note qu'elle a un titre de créance qui vaut 20, et donne 20 à l'agent A. L'argent disponible devient:

an 0: 120 (+dette de 20)

an 1: 120 (+dette de 20)

...

an 9: 120 (+dette de 20)

an 10: 100

l'an 10 passe à 100 car le titre de dette est détruit avec de l'argent en circulation. Les intérêts ne changent rien à la situation, car il s'agit juste d'un changement de main de l'argent en circulation.

Je ne suis pas économiste, mais de ce que j'ai compris du fonctionnement des banques centrales, ni l'état, ni les banques ne peuvent créer de l'argent qui ne sera pas remboursé plus tard. Par contre, les banques sont contraintes par les ratios de solvabilité à limiter les dettes qu'elles possèdent. Bref, aucune création de monnaie, juste un volume d'argent en circulation à peu près équivalent à la somme des dettes détenues par les banques (j'ai l'impression que le montant X initial devient négligeable).

Toujours dans ce que je crois avoir compris, ça veut dire que si, dans une année, il y a plus de dettes remboursées que de dettes créées, l'argent disponible décroît, et sinon il croît. Dans l'hypothèse académique où la production reste constante, dans le premier cas on a une déflation (moins d'argent qui permet d'acheter autant), dans le second de l'inflation (plus d'argent pour acheter autant).

Le fait de dire que le total de l'argent reste constant (dans mon exemple égal à 100) semble contredire l'inflation qu'on a toujours eu: chacun sait qu'une baguette d'aujourd'hui, avec un prix traduit en francs, vaut beaucoup plus cher qu'une baguette d'il y a 50 ans en francs. Mais c'est ne pas prendre en compte que l'endettement général a beaucoup augmenté en 50 ans, et qu'il y a maintenant beaucoup plus d'argent en circulation, donc plus de richesse supposée.

L'inflation peut en principe continuer tant qu'il est possible de s'endetter plus qu'on ne l'est actuellement, et rien ne l'empêche tant qu'on considère des ratios d'endettement: si l'argent disponible augmente de 10%, ça veut dire que le travail est rémunéré 10% de plus. Donc *en moyenne* les revenus augmentent en même temps que l'endettement. Par contre, chaque agent économique va essayer de récupérer une plus grosse part possible de cet argent en circulation, si possible supérieure à la dette qu'il a contracté. L'avantage, c'est que ça incite les gens à investir plutôt qu'à thésauriser. Par contre, si plus personne ne veut acheter les dettes de l'état et que les banques ne peuvent plus prêter à cause de leurs ratios de solvabilité, on est arrivé au taquet: il devient obligatoire de commencer à payer pour réduire la dette, ce qui entraîne d'abord une déflation puis, puisqu'il devient plus avantageux de stocker son tas d'or que de l'investir, une récession.

08 04 2008 La monnaie : projet de réforme

Publié par [Paul Jorion](#) dans [Economie](#), [Monde financier](#), [Monnaie](#)

Bon, les gars, je crois qu'on est prêt. Allez, j'avoue, je me suis un peu fait l'avocat du diable... mais la fin veut les moyens (les Américains ajouteraient « Don't quote me on this ! »).

Alors voilà ce qu'il faut : un paragraphe sur une réforme nécessaire de la manière dont la monnaie est créée. Ce paragraphe fera partie d'un article publié dans la presse écrite. Une seule contrainte : il faut que cela puisse être lu par un gouverneur de banque centrale sans qu'il hausse les épaules en se disant « Encore un zozo ! ». Non, il faut qu'un directeur de banque centrale puisse lire cela et dire « Mérite examen ! ». Il faut que les mesures proposées soient pratiques et puissent être appliquées aussitôt leur promulgation.

Voilà : je serai modérateur. Envoyez-moi les contributions comme commentaires à ce billet. Je communiquerai avec vous de la même manière. Je mettrai à jour le paragraphe suivant.

Dernière mouture :

Une réforme de la manière dont la monnaie est créée est indispensable. Cette réforme devrait prendre la forme suivante.

Toute création de monnaie doit relever de l'État et de l'État seul par l'intermédiaire de la Banque Centrale indépendante du pouvoir politique mais oeuvrant dans le cadre de la démocratie.

La monnaie créée et prêtée par la Banque Centrale à l'Etat ou aux collectivités publiques ne peut financer que des dépenses d'investissement, d'aide à des secteurs à vocation d'intérêt collectif tels que l'éducation, la santé et la protection de l'environnement, et en cas de crise ou de catastrophe naturelle. A l'exception de cela, les dépenses de fonctionnement et d'amortissement doivent être financées par les recettes fiscales.

La Banque Centrale détermine, afin de contenir l'inflation dans des limites raisonnables, de viser un objectif de plein emploi et de faciliter le développement durable de l'économie, la quantité de monnaie proposée et les taux d'intérêt auxquels les banques commerciales peuvent emprunter entre elles et auprès d'elle-même.

Le réseau des banques privées comporte 3 types de banques :

1. - Banques de dépôts : encaissements, paiements, garde de dépôts de leurs clients.
2. - Banques de prêts : le montant global des prêts ne peut excéder le montant global des fonds empruntés (épargne préalable ou émission monétaire de la Banque Centrale). Les financements proposés par les banques de prêts doivent être assurés par des emprunts dont le terme est au minimum de même durée.
3. - Banques d'affaires : investissent dans les entreprises les fonds empruntés au public ou aux banques de prêts.

Dans une perspective assurantielle, les banques ont le droit de couvrir leurs positions mais les positions nues, équivalentes à des paris directionnels sur l'évolution des marchés, leur sont interdites.

Ce bulletin a été publié le Mardi 8 avril 2008 16:30 et est classé dans [Economie](#), [Monde financier](#), [Monnaie](#) Vous pouvez suivre les réponses à ce bulletin avec le fil [RSS 2.0](#). Les réponses ne sont plus admises, mais vous pouvez faire un [rétro-lien](#) depuis votre site.

57 réponses à "La monnaie : projet de réforme"

1. [Stilgar dit :](#)
[8 avril 2008 à 17:34](#)

Allez, je me lance... :

+++++

Toute création de monnaie doit relever de l'État et de l'État seul par l'intermédiaire de la Banque Centrale indépendante du pouvoir politique.

La monnaie créée et prêtée par la Banque Centrale à l'Etat ou aux collectivités publiques ne peut financer que des dépenses d'investissement, à l'exclusion des dépenses de fonctionnement et d'amortissement, lesquelles doivent être financées par les recettes fiscales.

La Banque Centrale détermine, afin de contenir l'inflation dans des limites raisonnables et de faciliter le développement de l'économie, la quantité de monnaie proposée et les taux d'intérêt de refinancement des banques commerciales.

Le réseau des banques privées comporte 3 types de banques:

1. - Banques de dépôts : encaissements, paiements, garde de dépôts de leurs clients.
2. - Banques de prêts : le montant global des prêts ne peut excéder le montant global des fonds empruntés (épargne préalable ou émission monétaire de la Banque Centrale). Les financements proposés par les banques de prêts doivent être assurés par des emprunts dont le terme est au minimum de même durée.
3. - Banques d'affaires : investissent dans les entreprises les fonds empruntés au public ou aux banques de prêts.

++++

Tous les intérêts reviendraient ainsi à la banque Centrale. Comme celle ci est soit "la propriété" de la Nation (dans le cas d'un Etat, exemple, la Banque de France), soit la propriété des Etats formant l'U.E. dans le cas de l'euro (exemple la BCE), les dividendes de toute la création monétaire (le "seigneurage") reviendrait ainsi à la population. Les banques joueraient ainsi leur rôle d'intermédiaires entre les détenteurs d'épargnes et les demandeurs de crédits, qu'elles soient rémunérés par un supplément d'intérêt ou des honoraires.

2. [Paul Jorion dit :](#)
[8 avril 2008 à 17:44](#)

Mise à jour No 1

Texte proposé par Stilgar 8 avril 2008 à 17:34 (reproduit tel quel).

3. [Jean Jégu dit :](#)
[8 avril 2008 à 20:29](#)

N'est-ce pas là, pour le coup, que dans l'improvisation nous – enfin ceux qui oseront - risquons de donner quelques arguments aux gouverneurs de Banque Centrale pour être traités de zozos ! Pour ma part, je réclame avant tout un débat démocratique entre toutes les forces sociales et les expertises en présence. Mais peut-être, Paul, voulez-vous nous pousser dans nos retranchements ? Après tout l'exercice – car ce n'est qu'un exercice – peut avoir quelques vertus pédagogiques. De plus un Nobel d'économie semble être déjà passé par là ! Allais... Allez, on y va !

Nous voulons quoi ? Ce qui serait acceptable par les Banquiers Centraux ? Ce qui le serait par les Parlements ? Ou bien ce que nous trouverions idéal ?

Si j'étais certain qu'il soit adopté demain, je signerais des deux mains le texte proposé par Stilgar. Si on m'autorise des nuances auxquelles je tiendrais personnellement, je ferais volontiers quelques petits amendements, étant entendu que non seulement je réclame le droit à l'erreur, mais même de changer d'avis si des arguments convaincants m'y invitent.

Voici donc mes motivations et propositions :

1. L'indépendance de la Banque Centrale vis-à-vis du gouvernement en place, oui !
L'indépendance du pouvoir ultime de la démocratie, non ! Complétons donc le premier alinéa par "... indépendante du pouvoir politique et œuvrant dans le cadre de la démocratie".

2. Un nouveau professeur ayant une utilité sociale difficilement comparable à celui d'un nouveau pont, limiter l'usage aux investissements (matériels) mérite discussion. Dans le but de ne pas bloquer les choses, je propose donc ce qui suit ... "...aux collectivités publiques ne peut normalement, sauf exceptions démocratiquement validées, financer que des dépenses d'investissement..."

3. La Banque Centrale doit avoir des objectifs et exercer des responsabilités. Je réécrirais le troisième alinéa de la manière suivante :

"La Banque Centrale a la responsabilité de :

- a. Contenir l'inflation dans des limites raisonnables.
- b. Assurer un taux d'emploi socialement satisfaisant.
- c. Faciliter un développement durable de l'économie.

Pour cela, elle régule la quantité de monnaie en circulation, notamment par le biais des taux d'intérêt de refinancement des banques commerciales."

Je n'ai aucune objection, au contraire, sur la séparation du réseau bancaire en trois types de banques.

4. *guillaume dit :*
[8 avril 2008 à 21:01](#)

Bonjour,
Je suis enchanté de la tournure que prend le débat...

Pour revenir sommairement sur quelques points :

- l'indépendance de la Banque Centrale vis-à-vis du gouvernement en place, oui !
L'indépendance du pouvoir ultime de la démocratie, non ! Complétons donc le premier alinéa par "... indépendante du pouvoir politique et oeuvrant dans le cadre de la démocratie". Un quatrième pouvoir public en somme (exécutif, législatif, judiciaire et monétaire)

- la séparation du réseau bancaire en trois types de banques. Un retour au *Glass Steagall Act* ? cela me semble une évidence, un préalable nécessaire qui a été mis à mort par Clinton en 99 pour permettre (entre autre) la fusion de Citigroup (sauf erreur de ma part). Or je note: "L'ancien PDG de Citi Corp, l'un des deux groupes financiers américains dont la fusion en 1998 a donné naissance à Citigroup, estime que ce rapprochement était une "erreur", selon les propos rapportés par le *Financial Times*."

- La monnaie créée est prêtée par la Banque Centrale à l'Etat ou aux collectivités publiques, oui mais à quel coût ? taux zéro ? Il le faudrait d'autant plus que l'Etat se servirait de cet argent "facile" pour des commandes qui feraient tourner l'économie.

5. *Paul Jorion dit :*

[8 avril 2008 à 21:25](#)

Mise à jour No 2

Trois modifications proposées par Jean Jégu 8 avril 2008 à 20:29

A la fin du premier alinéa « ... indépendante du pouvoir politique et œuvrant dans le cadre de la démocratie ».

Ajouter « d'assurer un taux d'emploi socialement satisfaisant » dans les responsabilités de la Banque Centrale et ajouter « durable »: « faciliter un développement durable de l'économie ».

6. [Paul Jorion dit :](#)
[8 avril 2008 à 21:37](#)

Mise à jour No 3

Une modification proposée par Guillaume 8 avril 2008 à 21:01

Ajouter « à taux zéro » : « La monnaie créée et prêtée à taux zéro par la Banque Centrale à l'Etat ou aux collectivités publiques... »

7. [Jean Jégu dit :](#)
[8 avril 2008 à 22:04](#)

De l'argent pour l'Etat et les organismes publics à taux zéro ?

Est-ce bien nécessaire ? Il me semble que les revenus de la Banque Centrale devrait revenir à l'Etat , non ? Donc pas d'inconvénient à ce que l'Etat se paie des intérêts à lui-même ! C'est équivalent me semble-t-il. Faisons simple en tout cas.

8. [Paul Jorion dit :](#)
[8 avril 2008 à 22:23](#)

Mise à jour No 4

Retire provisoirement (?) la modification proposée par Guillaume 8 avril 2008 à 21:01

Ajouter « à taux zéro » : « La monnaie créée et prêtée à taux zéro par la Banque Centrale à l'Etat ou aux collectivités publiques... »

suite à la remarque faite par Jean Jégu 8 avril 2008 à 22:04

9. [Dani dit :](#)
[8 avril 2008 à 23:24](#)

A mon tour...

J'aurais, au fond, 3 remarques plutôt politiques qu'économiques :

1) Il est question dans la proposition de "L'Etat". De quel Etat parle-t-on s'il est question par exemple de l'Union européenne ? Je pense qu'il faudrait un peu préciser les choses, selon que ce type de proposition est adressé aux Etats-Unis ou à un pays membre de l'UE. Dans cette dernière, c'est une structure super-étatique qui détient le droit de frapper monnaie... Il serait donc souhaitable d'en tenir compte.

2) L'indépendance de la Banque centrale semble convaincre, pour autant qu'elle ne soit pas indépendante de la démocratie, mais de l'Etat. Joli défi !!!

Je vais prendre ici l'exemple de la Suisse, car il me semble ouvrir une possibilité intéressante. En Suisse, la Banque centrale est une S.A. (d'ailleurs cotée en bourse...) dont les 2/3 des actions sont détenues par les cantons (donc par les collectivités publiques régionales, qui sont ici constitutives de l'Etat dès sa fondation, contrairement aux régions françaises qui sont découpées par l'Etat national). La banque centrale est donc totalement indépendante de l'Etat fédéral, mais elle est contrôlée par les propriétaires de son capital, qui sont les entités formant l'Etat fédéral (dont l'autonomie est garantie par le fait que l'Etat fédéral ne peut légiférer que sur une base constitutionnelle adoptée par référendum obligatoire - l'Etat a

donc peu de moyens de contraindre les cantons).

Retour à l'Union européenne : qu'est-ce qui empêcherait que la Banque centrale européenne soit indépendante du pouvoir politique européen, tout en appartenant aux Etats européens (il faudrait déterminer la répartition des actions - chaud débat...) ?

3) Je suis un peu chiffonné par la possibilité évoquée dans la proposition que la Banque centrale puisse prêter à l'Etat, mais peut-être que je sous-estime les possibilités de contrôle évoquées et la différenciation entre dépenses d'investissements et de fonctionnement. Le bilan de la Réserve fédérale américaine est lourdement chargé d'obligations de l'Etat fédéral. Est-ce bien souhaitable ? Je me demande dans quelle mesure il ne faudrait pas réserver le prêt à l'Etat aux autres acteurs économiques....

10. *guillaume dit :*
[9 avril 2008 à 00:22](#)

Quelques explications sur ma proposition de taux zéro :

Quelle est la situation actuelle ?

La gestion de la BCE est indépendante des pouvoirs politiques nationaux (en fait de tous pouvoirs « démocratiques » dans la pratique).

La BCE est financée par les Etats membres de la zone monétaire qui jouent donc le rôle d'actionnaires.

Les banques centrales des pays participant à la zone euro reçoivent des dividendes au titre des profits distribuables de la BCE ; en sens inverse, elles sont tenues au financement des pertes de cette dernière. ([art. 28 des statuts du SEBC](#))

De plus, l'article 104.1 du traité de Maastricht stipule : « Il est interdit à la BCE et aux banques centrales des Etats membres (...) d'accorder des découverts ou tout autre type de crédit aux institutions ou organes de la Communauté, aux administrations centrales, aux autorités régionales ou locales, aux autres autorités publiques, aux autres organismes ou entreprises publics des Etats membres »

Deux points me semblent ici regrettables :

- Les Etats (l'argent des contribuables) se portent concrètement cautions de la BCE alors que son pouvoir décisionnel est indépendant des pouvoirs politiques (représentants les contribuables)
- Les Etats n'ont pas d'autres solutions que de se financer auprès d'un système bancaire qui lui impose des intérêts, dont le règlement est lourd de conséquences.

Il faut donc dans l'ordre :

- annuler les dettes passées des Etats qui sont liés à l'obligation qui leur est faite de se financer au moyen de prêts lourds d'intérêts.
 - Permettre aux Etats membres des prêts de la BCE à taux zéro dans un cadre défini au préalable. (entre autre suppression de l'art 104)
 - Définir la BCE comme un nouveau pouvoir politique européen, indépendant des pouvoirs exécutifs, à la manière d'une cour de justice européenne ; composée d'un conseil de représentants des divers Etats membres.
- Cela serait de mon point de vue le départ minimum pour un système qui commencerait à être au service des citoyens...

La BCE aurait donc comme tâches :

- gestion de la masse monétaire fiduciaire (c'est le cas aujourd'hui, avec les opérations de refinancement qui rapportent de l'argent à la BCE)
- contrôle de la quantité de crédit qu'offrent les banques commerciales (réserves fractionnaires (c'est le cas aussi) et abandon (ce n'est pas le cas) des systèmes de contournement comme la titrisation ou certains produits dérivés. En clair être sur des montants de crédits accordés par les banques commerciales)

- prêts aux Etats à taux zéro (conditions prédéfinies)

A vos critiques...

11. *guillaume dit :*
[9 avril 2008 à 01:23](#)

Une proposition un peu plus utopiste :

Certaines compétences sont sujet au débat suivant : domaine publique ou privé ? Par exemple, l'énergie, l'eau, les autoroutes, le ferroviaire (...) les arguments récurrents pour qu'elles appartiennent à l'Etat sont le contrôle de la sécurité, des prix... Les arguments pour qu'elles appartiennent au secteur privé sont généralement le poids qu'elles entraînent dans la gestion de l'Etat.

Ne serait il pas possible qu'elles fonctionnent suivant la procédure suivante :

- 1) l'Etat décide par exemple d'une nouvelle autoroute, il s'agit d'un investissement pour la société. Les travaux sont donc financés par l'Etat au moyen d'un taux zéro.
- 2) Une société prend en charge l'exploitation de cette autoroute, elle rembourse donc ce crédit d'investissement à taux zéro grâce à l'exploitation de l'infrastructure.
- 3) il lui faut aussi pérenniser la viabilité de son exploitation (frais d'entretien...). Mais elle se doit de respecter une éthique de fonctionnement (prix du péage, sécurité...) qui peut être incompatible avec la gestion traditionnelle d'une entreprise (elle n'est pas forcément toujours bénéficiaire et ne peut sacrifier pour autant la qualité de sa prestation)

Une telle entreprise pourrait avoir un traitement particulier :

Sa gestion financière est sous sa responsabilité (privé), mais, elle pourrait avoir accès à des prêts particuliers (taux non nul mais particulièrement intéressant) auprès de la banque centrale nationale ; en échange elle s'engagerait à respecter une charte d'usage imposé par les pouvoirs publics.

Dans ces conditions, le rôle de l'Etat serait moindre (choix de la nécessité de l'investissement, appel d'offre pour le choix d'un prestataire, mise en place d'une charte d'usage propre au domaine de compétence et contrôles indépendants de la sociétés de gestions, si possible issus de l'état [cf : norme sanitaires].)

Ce fonctionnement sous-entend un nouveau rôle pour les supports nationaux de la BCE, à savoir des crédits scripturaux à des sociétés privées d'utilité publique, il garantit une politique de grands ensembles spécifique aux différents Etats.

Ce type de fonctionnement pourrait être utile dans des domaines aussi variés que les transports, l'énergie, la recherche (...) domaines dans lesquels l'Etat n'aurait donc pas de position monopolistique mais dans lesquels la loi du marché et de la rentabilité ne serait pas non plus la seule règle. Les crédits nécessaires à la gestion de ces entreprises étant effectués par les banques centrales nationales, les taux sont bas. Ce qui permet une plus grande aisance de gestion financière au gestionnaire et de nouvelles entrées d'argent aux pouvoirs publics des Etats...

12. *Stilgar dit :*
[9 avril 2008 à 07:45](#)

Bonjour

Débat tout à fait intéressant.

J'approuve tout à fait les propositions de Jean Jégu, incluses dans la "proposition générale".

Je voudrais apporter deux informations "techniques" (réponse à Dani par la même occasion):
- La Banque de France est une institution dont le capital appartient à l'État (ce qui rends

d'autant plus drôle le fait que l'Etat, bien que propriétaire de la Banque de France, est obligé de se financer sur le marché financier, auprès des rentiers et des épargnants)
- Au 1er janvier 2007, les répartitions en pourcentage des parts des Banques Nationales dans la structure du SEBC sont les suivantes:

1 - sous-total pour les BCN de la zone euro: 69,5092%

Allemagne: 20,5211 - France: 14,3875 - Italie: 12,5297 - Espagne: 7,5498 - Hollande: 3,8937 - Belgique: 2,4708 - Autriche: 2,0159 - Grèce: 1,8168 - Portugal: 1,7137 - Finlande: 1,2448 - Irlande: 0,8885 - Slovénie: 0,3194 - Luxembourg: 0,1575

2 - sous-total pour les BCN hors zone euro: 30,4908

La banque d'Angleterre y détient la plus grosse part avec 14,3822%

Le capital souscrit de la BCE s'élève à 5,565 milliards d'euros et le montant libéré à 4,089 milliards. Les BCN de la zone euro ont entièrement libéré leur part dans le capital, qui s'élève à 3,978 milliards d'euros.

@Dani: l'idée du modèle helvétique est intéressante concernant la répartition du capital de la Banque de France

@Guillaume: les revenus de la BCE correspondent (en grande partie) aux intérêts de la monnaie centrale prêtée aux banques commerciales (attention, ce n'est pas cette monnaie centrale que les banques commerciales re-prêtent aux différents emprunteurs, comme on pourrait le penser...)

Si toute la monnaie devient centrale (comme notre proposition) la BCE (ou une BC nationale) ne risque pas de faire faillite, ou bien ce serait la faillite même d'un Etat ou groupe d'Etat.

L'avantage de l'idée que l'Etat ou les collectivités locales ne soient pas financées à taux zéro peut s'expliquer de la manière suivante. Si, par exemple, la France qui est à 14%+ (de 69,5) dans le capital de la BCE empruntait plus que ces 14% sur l'ensemble de la monnaie émise et prêtée par la BCE, la différence des intérêts ne lui reviendrait pas mais irait (au prorata) à ses partenaires... ce serait donc une auto-régulation.

Maintenant, le pouvoir politique européen, comme il le fait pour les fonds structurels, devrait pouvoir décider (et imposer à la BCE) une émission monétaire servant exclusivement à un investissement de rattrapage ou de "nécessité européenne". Mais ne rentrons sur ce blog pas trop dans les détails, le souhait de Paul Jorion (et le notre) étant que les mesures proposées puissent être mises en examen et portées sur la place publique: il faut qu'elles soient donc compréhensibles par le public...

13. [Jean Jégu dit :](#)
[9 avril 2008 à 08:11](#)

@ Paul

Bravo, Paul, pour cet astucieux "training Jorion-Go"! Sera-t-il aussi fructueux que le "trailing loss-stop"? Je le souhaite vivement. Pour l'instant, je laisse "trailer" ... J.J.

14. [Emir Abel dit :](#)
[9 avril 2008 à 08:21](#)

Deux réflexions en passant :

1) Ce projet de réforme de la monnaie ne devrait-il pas plus globalement s'inscrire dans le projet de "constitution économique" déjà proposé par le maître de ces lieux ?

Si comme indiqué plus haut, cet article doit paraître dans la presse, il me semblerait intéressant de faire un petit préambule indiquant la nécessité d'une constitution économique dont le présent projet spécifique à la monnaie ne serait qu'une partie parmi d'autres.

2) Le texte proposé donne comme objectif à la Banque Centrale de "contenir l'inflation dans des limites raisonnables". De quelle inflation parlons-nous ici ? Je suppose que l'on fait référence à l'inflation des prix des biens et services. Dans ce cas, quid de l'inflation des actifs financiers ? Comment contrôle-t-on ce phénomène qui est à l'origine des bulles boursières et

immobilières que nous avons connu dans des temps pas très éloignés ?
Je n'ai pas la solution mais il me semble que le sujet mérite réflexion.

15. *Emir Abel dit :*
[9 avril 2008 à 08:27](#)

@Stilgar

Vous dites : "attention, ce n'est pas cette monnaie centrale que les banques commerciales re-prêtent aux différents emprunteurs, comme on pourrait le penser..."

... et comme je le pensais !

Pourriez-vous clarifier et éclairer ma lanterne

Merci d'avance

16. *Stilgar dit :*
[9 avril 2008 à 09:06](#)

@Emir Abel

L'explication n'est pas facile, mais prenons un exemple...

Une banque crée, par exemple, de la monnaie scripturale à hauteur de 1 000 € à la suite d'un crédit accordé à un particulier et crédite donc le compte de celui-ci. Ce dernier décide ensuite de convertir ce nouvel avoir sur son compte, en billets pour un montant de 200 €. La banque subit une « fuite » de 200 € correspondant aux billets qu'elle doit se procurer, soit auprès de ses collègues banquiers, soit auprès de la Banque centrale. Dans les deux cas, c'est son compte à la Banque centrale qui est débité d'autant. Attention au terme de « refinancement » dont on entend régulièrement parler... Il laisse croire que les banques empruntent à la banque centrale les sommes qu'elles mêmes prêtent à leur clientèle. Tel n'est pas le cas. Une banque a recours au « refinancement », chaque fois qu'elle manque de monnaie centrale sur son compte pour faire face à ses engagements envers ses collègues ou envers la Banque centrale (par exemple si ses "réserves obligatoires" viennent à chuter sous les taux minimaux, elle va devoir "mettre en pension" auprès de la BC des effets en garantie du crédit sur son compte BC... et payera évidemment des intérêts à la BC pour ce "service"). Parenthèse : les « refinancements » dont la presse a tellement parlé dans le dernier semestre 2007, concernent simplement des prêts (en général à court terme) que la Banque centrale a consentis aux banquiers commerciaux qui éprouvaient alors quelques difficultés à trouver cette monnaie centrale sur le marché monétaire, pour la raison qu'ils ne se faisaient plus confiance entre eux (« Ce cher ami n'aurait-il pas proposé trop de crédits à des sociétés devenant insolvable ? »). Bien évidemment la Banque centrale fait payer pour ce genre d'opération un intérêt aux banques commerciales et prend en plus des escomptes en garanties... tant que la banque commerciale peut offrir ces garanties, tout va bien !

Il y a donc une relation entre monnaie centrale et monnaie de crédit, mais pas de transfert si ce n'est l'offre au public de la monnaie centrale qu'est la monnaie fiduciaire (billets), laquelle ne représente d'ailleurs que moins de 7% de la masse monétaire totale.

Pour les deux réflexions du message de 8 h 21 : Je suis tout à fait d'accord avec "1", mais écrire une "Constitution économique" représente un risque de débat sans fin (dans quel cadre : Etat, fédération, système euro, etc ... ?)

Pour l'inflation : le calcul actuel de l'inflation qui ne tient pas compte des actifs (financiers, mais aussi immobilier et foncier, et même parfois pas compte de l'énergie), me semble tout à fait à revoir. Admettons que ce problème soit résolu (que les indices incluent l'inflation par les actifs), le risque de mettre un chiffre à un mandat d'une BC concernant ce sujet leur ligote les mains (on voit bien actuellement que la FED a les mains beaucoup plus libres que la BCE, bloquée dans sa pensée "ordolibérale").

L'inflation est une conséquence de multiples facteurs, pas seulement ceux des taux d'intérêts (je pense même que c'est l'inverse... ; quand les taux augmentent, l'inflation augmente) et de

la masse monétaire.... et sur certains de ces facteurs, personne n'a de prise (la quantité de pétrole disponible, par exemple).

17. *egdltip dit* :
[9 avril 2008 à 09:49](#)

Ce n'est pas dans la droite ligne de la demande, mais peut aider en exposant la vision de ce qu'est la monnaie. Ceci est de la part de personnes qui pensent que "les banques créent de la monnaie". Il est vrai que au vu des livres comptables, cet aphorisme semble vrai mais que l'analyse est beaucoup plus difficile.

Bonne lecture, en espérant que vous y trouverez matière à raffermir l'article.

<http://c.lab.over-blog.com/article-7375831.html>

18. *Laurent S dit* :
[9 avril 2008 à 10:00](#)

Un autre point à ajouter.

Tout monnaie étant une dette de celui qui l'a émise envers celui qui la détient, le contrôle des changes et de tout mouvement de capitaux international me paraît nécessaire et légitime. Un Américain qui détient des euros est en droit d'exiger de tout européen qu'il lui donne contre ses pièces et ses billets un bien ou un service. Si le montant de cette transaction internationale est dérisoire par rapport au montant total de la monnaie en circulation cela n'a aucune influence propre sur l'économie et la communauté débitrice. Mais s'il s'agit de montants colossaux, comme ceux des fonds souverains, de la fortune de Bill Gates... qui subitement changent de support monétaire alors la prospérité d'un pays est en jeu comme ce fut le cas lors de la crise asiatique en 1998. De plus si Bill Gates s'est formidablement enrichi, ce n'est pas seulement grâce à son "talent" mais aussi et surtout grâce à l'Etat américain qui a payé l'éducation de ses employés, garanti l'accès à tous à l'électricité et à Internet... Toutes les fortunes privées et les profits des firmes internationales aussi légitimes puissent-ils être (ou pas) doivent être contrôlés par une institution démocratique, parce que ce sont des dettes dont la société toute entière est débitrice et car ils n'auraient pu se constituer sans elle. D'ailleurs une société vraiment démocratique ne devrait pas autoriser la formation de telles fortunes privées car celles-ci, inévitablement, serviront à biaiser tout débat démocratique, que ce soit lors d'élections ou du vote des lois.

19. *Emir Abel dit* :
[9 avril 2008 à 10:23](#)

@Stilgar

Merci pour ces explications. Je suis tout à fait d'accord avec la conclusion : "Il y a donc une relation entre monnaie centrale et monnaie de crédit, mais pas de transfert si ce n'est l'offre au public de la monnaie centrale qu'est la monnaie fiduciaire (billets), laquelle ne représente d'ailleurs que moins de 7% de la masse monétaire totale."

Il me semblait cependant que la monnaie fiduciaire (billets + pièces) représentait plutôt de l'ordre de 15 % de la masse monétaire totale ?

Sinon, je suis d'accord avec vous qu'établir une "constitution économique" ce n'est pas gagné, notamment à cause de son caractère nécessairement international.

@Laurent S

D'accord dans l'ensemble avec votre propos.

Dans le même ordre d'idée, la "constitution économique" devra prévoir un article spécifiant que personne ne pourra gagner plus de, par exemple, 10 fois (?) ce que gagne la personne la moins rémunérée.

20. *Jean Jégu dit* :

[9 avril 2008 à 10:33](#)

@ Stilgar

30,5 % du capital de la BCE sont détenus par des BCN hors de la zone euro. Au niveau du principe, n'est-ce pas un peu curieux ? Que fait-on si cette proportion passe de 30,5 à 55 % par exemple ?

@ à tous

Quelqu'un peut-il nous informer sur l'actionnariat de la FED ? (Si du moins ma question a un sens; sinon expliquer pourquoi elle n'en a pas)

Merci.

21. *Stilgar dit :*

[9 avril 2008 à 11:02](#)

@ Jean Jégu

Un sous-ensemble du SEBC (Système Européen des Banques Centrales) est l'EuroSystème; il regroupe les banques centrales de la zone euro. Il a été créé parce que tous les pays de l'Union européenne, qui avaient vocation à adopter l'euro comme monnaie, ne l'ont pas encore fait.

Il est donc peu probable que les pourcentages s'inversent... mais ceci pose effectivement la question de l'intégration d'une monnaie commune dans un groupe de pays dont les règles fiscales et sociales (ainsi que les niveaux de vie) sont si disparates.

Pour la FED, désolé, je n'ai pas cette information avec toute la fiabilité nécessaire. Néanmoins il y a un article sur wikipedia auquel on peut sans doute faire confiance

http://fr.wikipedia.org/wiki/R%C3%A9serve_f%C3%A9d%C3%A9rale_des_%C3%89tats-Unis . (ou chercher "FED")

22. *Stilgar dit :*

[9 avril 2008 à 11:16](#)

@ Emir Abel

Je n'ai sous la main que les chiffres au 1 er janvier 2007

La monnaie fiduciaire (582 milliards d'euros) représente environ 15,5% de l'agrégat M1 (3755 milliards d'euros), et 7,5% de l'agrégat M3 (7782 milliards d'euros)

Je préfère me baser sur M3 qui est plus représentatif de toute la monnaie circulante.

23. *Armand dit :*

[9 avril 2008 à 11:36](#)

Quelques remarques.

1. La Suisse, comme la Chine, possède une Banque Nationale ; ce qui indique la dépendance à l'Etat (et son gouvernement) ou plutôt à la Nation (le peuple), par contraste avec une Banque Centrale, plus autonome, voire privée comme la FED : une forme de concession du service public de battre la monnaie confiée au privé.

2. Si vous mélangez la monnaie avec autre chose, comme l'emploi, vous courrez à la catastrophe. Il faudra parler NAIRU et autre courbe de Philips. Et ceux qui auront cela en charge en useront et même en abuseront.

3. J'ai déjà cru lire quelques oxymores. Ca me rappelle notre fantastique traité de Maastricht :

« stabilité des prix » qui jouxte « inflation limitée à 2% » : il me semble que stabilité signifie avec zéro. Ensuite puisqu'un objectif chiffré apparaît : comment le mesurer ? avec des statistiques à la « je ne crois qu'aux statistiques que j'ai moi-même bricolées » de W. Churchill ? Quid si l'objectif n'est pas respecté ? Bref, comment garantir les « Nous le Peuple » contre les abus ?

Le problème posé est donc celui de la représentation du peuple souverain, comment choisir et destituer, le cas échéant, les banquiers centraux ? suffrage direct, indirect ? référendum révocatoire ? quels critères ?

Les deux aspects de ce problème :

(i) on peut orienter les « Nous le Peuple », surtout en période difficile. Le peuple peut être assez facilement convaincu par des slogans lessiviers style « imprimer plus pour prêter plus », surtout lorsqu'il ne comprend pas ni n'a envie de comprendre.

(ii) le banquier central est influençable d'une manière ou ... d'une autre. Il peut se tromper, ou être trompé sciemment ou non, notamment s'il s'appuie sur des statistiques (il aura, a minima, toujours du retard).

Bref on ne peut pas faire confiance aux hommes.

Il faut donc réfléchir à la notion de monnaie, à sa forme ; je rejoins Jean : la monnaie est la chose la plus importante, et, selon moi, elle ne doit dépendre des hommes qu'au minimum.

Donc exit la monnaie fiduciaire, ce bout de papier qui ne vaut que par ce qui est écrit dessus, une simple reconnaissance de dette et retour à l'or ou un étalon or qui n'est la dette ou la promesse de personne. Les monétaristes au chômage. Quantité quasi fixe de monnaie à l'échelle de la planète. Ainsi nul besoin de banque centrale ou nationale, juste de banques pour ceux qui souhaitent déposer leur or ou l'investir.

Je développe si vous voulez ...

24. *egdltip dit :*
[9 avril 2008 à 12:48](#)

@Armand : le problème de la convertibilité physique est qu'elle ouvre la porte à une crise de confiance. La monnaie est un symbole de confiance pour ceux qui se l'échangent, voir la première histoire pointée dans mon intervention précédente.
La faire reposer sur un bien physique fait qu'il faut se munir d'un outil adéquat pour vérifier la véracité de la contre-partie. L'histoire abonde des problèmes de convertibilité, depuis Philippe le Bel appelé aussi faux monnayeur à Charles de Gaulle qui vidait petit à petit le stock de Fort Knox pour alimenter, avec raison et droit, celui de la Banque de France. La contre-partie physique rend aussi la "richesse" plus fragile face à la violence. On peut vous piquer votre tas de billet sous le matelas, plus rarement le contenu de votre compte en banque, sauf le banquier il est vrai... Cf crise Argentine. Et une carte bleue pour payer une voiture c'est plus pratique qu'un ou deux lingots d'or...

25. *guillaume dit :*
[9 avril 2008 à 13:26](#)

La Fed

Selon le "leap2020" (<http://www.leap2020.eu/>) :

"La structure de la Réserve fédérale des Etats-Unis est en effet assez archaïque. Elle ressemble à celle des banques centrales européennes d'avant les années 30. Elle a été créée en 1913 et est de facto une banque dont les actionnaires sont des banques privées. Ainsi, le futur Ministre

des Finances américain, Henry Paulson, est l'ancien président de la banque Goldman Sachs qui est elle-même un actionnaire important de la Réserve fédérale des États-Unis"

26. *Stilgar dit :*
[9 avril 2008 à 14:06](#)

@Armand

La quantité d'or physique est insuffisante pour permettre à l'économie mondiale de fonctionner, et il donne un énorme "avantage comparatif" à ceux qui en ont déjà ou peuvent extraire l'or physique de leur sol ou rivières. Ce ne serait concevable que d'avoir un or physique "nationalisé" (je veux dire "mondialisé") et une monnaie basée sur un certain poids d'or. A mon avis, exit l'or.

Mais on pourrait trouver autre chose, la calorie ou le kw, par exemple... 😊

Vous écrivez " (ii) le banquier central est influençable d'une manière ou ... d'une autre. Il peut se tromper, ou être trompé sciemment ou non, notamment s'il s'appuie sur des statistiques (il aura, a minima, toujours du retard).
Bref on ne peut pas faire confiance aux hommes."

Sans doute est ce vrai, mais on ne peut voir un système monétaire fonctionner "automatiquement" : il faut de l'intelligence collective derrière tout cela. Donc encadrer le fonctionnement de la Banque Centrale mais laisser l'homme décider de son destin...

Quelques idées:

- un mandat constitutionnel limitant les pouvoirs des gouverneurs qui devraient de toute façon obtenir une majorité d'un staff élu ou tiré au sort
- la constitution qui interdirait le prêt aux collectivités publiques hormis pour les investissements collectifs (faut-il considérer la recherche et l'éducation comme des investissements ?)
- les États pourraient déroger à cette règle en imposant leur volonté à la Banque Centrale en cas de crise grave (relance keynésienne, conflit , etc)... mais il faudrait "border" cette autorisation afin que l'émission de la monnaie ne soit jamais un instrument électoral sous forme de distribution de "monnaie non compensée"

27. *Paul Jorion dit :*
[9 avril 2008 à 16:08](#)

Mise à jour No 5

Suite à l'intervention d'Armand 9 avril 2008 à 11:36

J'enlève « d'assurer un taux d'emploi socialement satisfaisant »

28. *Laurent S dit :*
[9 avril 2008 à 16:22](#)

Je ne vois pas en quoi distinguer 3 types de banques empêchera la formation de bulles spéculatives. Si les banques d'affaires "flairent le bon filon" et décident d'emprunter des milliards et des cents auprès des banques de prêts pour investir dans les technologies internet ou l'immobilier, on aura une bulle qui va exploser, ruinant les banques d'affaires et pas ricochet toutes les autres banques. Admettons que la banque centrale soit omnisciente et essaie de prévenir très en amont cette crise en limitant les possibilités de crédit. Nul doute qu'elle sera injuriée par tous les hommes d'affaires au nom de la liberté d'entreprise et parce que sa politique nuit à la croissance et donc à la richesse de tous, on l'accusera de ne pas vouloir que même les plus pauvres aient un toit. Donc politiquement sa position sera intenable et elle cèdera.

Quant à la lutte contre l'inflation, aussi séduisante puisse-t-elle être en théorie, comment empêcher que le prix du pétrole ne flambe quand celui-ci se raréfie ? Or cela se répercute nécessairement sur tous les produits dont il entre dans la fabrication et rarissimes sont ceux qui s'en passent ! Pour moi toutes les luttes contre l'inflation via des instruments monétaires ne peuvent aboutir qu'à plus de chômage, au blocage des salaires, et à la bonne fortune des rentiers, bref une totale injustice. Si une inflation trop forte est certes nuisible à l'économie, dans le cas du pétrole par exemple elle doit être jugulée par le rationnement, un contrôle des prix et une incitation aux technologies alternatives.

Contrairement à l'enrichissement par la production de biens et de services, s'enrichir grâce à l'argent ne demande aucun labeur, il suffit d'aligner des zéros dans des cases et quand on réussit on a encore plus de zéros dans une case qui nous est chère, mais notre pays se porte-t-il mieux pour autant, les gens sont-ils mieux éduqués, soignés,... D'autre part, quand on échoue, et cela arrive systématiquement, c'est le pays tout entier qui est ruiné. Sans aucun effort, les risques de gains sont donc potentiellement infinis mais les risques de pertes aussi. Sans forcément aller jusqu'à la position radicale du Moyen Age où il était interdit de prêter avec intérêt, ni même à l'idée d'un salaire maximal admissible (de décroissance), peut-être serait-il intéressant de réfléchir à un mécanisme de plafonnement des profits d'une banque. Par exemple son profit ne pourrait être supérieur à x% de ses réserves obligatoires, tout le reste lui serait confisqué et ce x% serait de l'ordre de grandeur de la croissance du PIB. Joseph Stiglitz voit l'origine de l'actuelle crise financière dans le système "déraisonnable" des primes aux banquiers.

29. *Stilgar dit :*
[9 avril 2008 à 16:25](#)

Le mandat de la Fed comprend un objectif de stabilité des prix, un objectif de plein emploi et l'obligation de faciliter la croissance économique. Je ne suis donc pas partisan d'enlever cette référence à l'emploi, mais je propose " viser un objectif de plein emploi" (ou "rechercher")

30. *Stilgar dit :*
[9 avril 2008 à 16:35](#)

Je vous copie un résumé de l'argumentaire d'Allais dans " La Crise mondiale d'aujourd'hui" (je rajoute que la loi doit "parallèlement" punir les excès ou les utilisations frauduleuses d'une loi "dévoyée")

"=Le système du crédit="

En fait, le système actuel du crédit, dont l'origine historique a été tout à fait contingente [accidentelle, non nécessaire], apparaît comme tout à fait irrationnel, et cela pour huit raisons au moins :

- la création (ou la destruction) irresponsable de monnaie et de pouvoir d'achat par les décisions des banques et des particuliers ;
- le financement d'investissements à long terme par des fonds empruntés à court terme ;
- la confusion de l'épargne et de la monnaie ;
- la très grande sensibilité du mécanisme du crédit à la situation conjoncturelle ;
- l'instabilité foncière qu'il engendre ;
- l'altération des conditions d'une efficacité maximale de l'économie ;

- l'altération de la distribution des revenus ;

- et enfin l'impossibilité de tout contrôle efficace du système du crédit par l'opinion publique et le Parlement, en raison de son extraordinaire complexité.

Au regard d'une expérience d'au moins deux siècles quant aux désordres de toutes sortes et à la succession sans cesse constatée de périodes d'expansion et de récession, on doit considérer que les deux facteurs majeurs qui les ont considérablement amplifiées, sinon suscitées, sont la création de monnaie et de pouvoir d'achat ex nihilo par le mécanisme du crédit et le financement d'investissements à long terme par des fonds empruntés à court terme.

Il pourrait cependant être facilement pallié à ces deux facteurs par une réforme d'ensemble qui permettrait, sinon de mettre fin aux fluctuations conjoncturelles, tout au moins d'en diminuer considérablement l'ampleur.

Cette réforme doit s'appuyer sur deux principes tout à fait fondamentaux :

1 - La création monétaire doit relever de l'État et de l'État seul. Toute création monétaire autre que la monnaie de base par la Banque centrale doit être rendue impossible, de manière que disparaissent les « faux droits » résultant actuellement de la création de monnaie bancaire.

2 - Tout financement d'investissement à un terme donné doit être assuré par des emprunts à des termes plus longs, ou tout au moins de même terme.

La réforme du mécanisme de crédit doit ainsi rendre impossibles à la fois la création de monnaie ex nihilo et l'emprunt à court terme pour financer des prêts à plus long terme, en ne permettant que des prêts à des échéances plus rapprochées que celle correspondant aux fonds empruntés.

Cette double condition implique une modification profonde des structures bancaires et financières reposant sur la dissociation totale des activités bancaires telles qu'elles se constatent aujourd'hui et leur attribution à trois catégories d'établissements distincts et indépendants :

1. des banques de dépôt assurant seulement, à l'exclusion de toute opération de prêt, les encaissements et les paiements, et la garde des dépôts de leurs clients, les frais correspondants étant facturés à ces derniers, et les comptes des clients ne pouvant comporter aucun découvert ;

2. des banques de prêt empruntant à des termes donnés et prêtant les fonds empruntés à des termes plus courts, le montant global des prêts ne pouvant excéder le montant global des fonds empruntés ;

3. des banques d'affaires empruntant directement au public ou aux banques de prêt et investissant les fonds empruntés dans les entreprises

- Dans son principe, une telle réforme rendrait impossibles la création monétaire et de pouvoir d'achat ex nihilo par le système bancaire et l'emprunt à court terme pour financer des prêts de terme plus long. Elle ne permettrait que des prêts de maturité plus courts que ceux correspondant aux fonds empruntés.

Les banques de prêt et les banques d'affaires serviraient d'intermédiaires entre les épargnants et les emprunteurs. Elles seraient soumises à une obligation impérative : emprunter à long terme pour prêter à plus court terme, à l'inverse de ce qui se passe aujourd'hui

Une telle organisation du système bancaire et financier permettrait la réalisation simultanée de

conditions tout à fait fondamentales :

1 - l'impossibilité de toute création monétaire et de pouvoir d'achat en dehors de celle de la monnaie de base par les autorités monétaires ;

2 - la suppression de tout déséquilibre potentiel résultant du financement d'investissements à long terme à partir d'emprunts à court ou à moyen terme ;

3 - l'expansion de la masse monétaire globale, constituée uniquement par la monnaie de base, au taux souhaité par les autorités monétaires ;

4 - une réduction majeure, sinon totale, de l'amplitude des fluctuations conjoncturelles [22] ;

5 - l'attribution à l'État, c'est-à-dire à la collectivité, des gains provenant de la création monétaire, et l'allègement en conséquence des impôts actuels ;

6 - un contrôle aisé par l'opinion publique et par le Parlement de la création monétaire de la création monétaire et de ses implications.

Tous ces avantages seraient essentiels. Les profonds changements que leur obtention implique se heurteraient naturellement à de puissants intérêts et à des préjugés fortement enracinés. Mais, au regard des crises majeures que le système actuel du crédit n'a cessé de susciter depuis au moins deux siècles, et continue à susciter aujourd'hui, et que les autorités monétaires se révèlent toujours incapables de maîtriser, cette réforme apparaît comme une condition nécessaire de survie d'une économie décentralisée et de son efficacité.

31. *Stilgar dit :*
[9 avril 2008 à 16:45](#)

Laurent S écrit: " Quant à la lutte contre l'inflation, aussi séduisante puisse-t-elle être en théorie, comment empêcher que le prix du pétrole ne flambe quand celui-ci se raréfie ? Or cela se répercute nécessairement sur tous les produits dont il entre dans la fabrication et rarissimes sont ceux qui s'en passent ! Pour moi toutes les luttes contre l'inflation via des instruments monétaires ne peuvent aboutir qu'à plus de chômage, au blocage des salaires, et à la bonne fortune des rentiers, bref une totale injustice. "

Je dirais que je suis tout à fait d'accord... mais faut-il pour autant ne donner aucun objectif de limitation d'inflation (et non de limite: rester qualitatif et non quantitatif) à une BC ? J'avoue que je me pose la question...

32. *Paul Jorion dit :*
[9 avril 2008 à 16:56](#)

Mise à jour No 6

Suite à l'intervention de Stilgar 9 avril 2008 à 16:25
J'ajoute « de viser un objectif de plein emploi »

Je suis partagé sur la question de « lutte contre l'inflation ». Si vous lisez ce blog vous connaissez ma position qui est qu'agir contre l'inflation en manipulant les taux courts n'est pas la bonne méthode. Exactement ce que dit Laurent S : « Pour moi toutes les luttes contre l'inflation via des instruments monétaires ne peuvent aboutir qu'à plus de chômage, au blocage des salaires, et à la bonne fortune des rentiers, bref une totale injustice. »

33. *Paul Jorion dit :*
[9 avril 2008 à 17:17](#)

@ Stilgar

La condition "Les financements proposés par les banques de prêts doivent être assurés par des emprunts dont le terme est au minimum de même durée" est-elle suffisante à empêcher le développement de bulles ? A mon sens, toute opportunité d'apparition d'un prix spéculatif est susceptible de créer une bulle. Le prix spéculatif découle de sa détermination « intrinsèque » par des acheteurs et des vendeurs qui spéculent [intellectuellement] que le prix est « à la hausse » et sont sur le marché non pas parce qu'ils s'intéressent à l'usage de la chose mais à la plus-value du prix.

Autrement dit, comment empêcher que la blague que je citais dans *Vers la crise du capitalisme américain ?* (2007 : 215–216) ne se réalise. Je la reproduis ici :

La nature profonde du phénomène est révélée par une histoire drôle que j'ai entendue dans mon enfance. Les noms des personnages correspondait à leur profession de diamantaire, et la blague émanait du milieu ethnique évoqué, il n'y a là donc rien dans la plaisanterie dont il faudrait se formaliser : elle a le mérite supplémentaire d'illustrer comment la croyance se transforme en valeur.

Donc Moïse reçoit un coup de fil d'un Isaac passablement excité. Il lui dit « Moïse, Moïse, un diamant, tu ne me croiras pas ! Six carats, une eau ! Une eau, je ne te dis que ça ! Je te le laisse pour quinze mille ! » Moïse qui est en ce moment très distrait parce qu'il pense au mariage de sa fille et combien cela va lui coûter, lui répond : « Oui, très bien, parfait : on règle ça comme les fois précédentes » et il raccroche. Isaac qui a l'habitude que les négociations s'éternisent quand il est en affaire avec Moïse est un peu perplexe. Il se dit « Tiens, ça n'est pas du tout son genre, c'est bizarre. J'avais parlé de cette pierre à Sarah. Est-ce qu'elle a joué au bridge avec sa femme ? Elle a dû lui dire que j'allais l'appeler et il a dû se renseigner... On a dû lui expliquer que cette pierre était une affaire en or ! ... En fait il devait s'attendre à mon coup de fil... ». Et Isaac de se ronger les sangs pendant un moment, puis il se met à penser : « S'il a dit oui tout de suite pour quinze mille, c'est qu'il est sûr que la pierre en vaut au moins vingt ! Mais il lui faudra encore trouver un acheteur, il y a peut-être encore une chance qu'il se laisse tenter si je lui en offre dix-huit... Ça ne coûte rien d'essayer ! ». Et il décide de rappeler Moïse. Celui-ci, toujours plongé dans sa ruminant, prend le téléphone et répond machinalement « Oui, oui, bien sûr ! », quand Isaac lui fait sa proposition à dix-huit mille. Mais cette fois-ci, une fois raccroché, c'est lui qui commence à s'interroger. Il se dit, « Qu'est-ce que c'est que cette histoire ? Il m'offre une pierre à quinze mille, et me la rachète cinq minutes plus tard pour dix-huit ? Il a dû apprendre quelque chose qu'il ignorait auparavant à propos de ce diamant, qu'il en valait en réalité au moins... disons, vingt-cinq mille, et il me le rachète pour dix-huit. Si je lui offrais vingt-deux mille, il me resterait encore une marge suffisante pour un diamant qui en vaut au moins vingt-cinq ! » Et c'est cette fois Moïse qui re-contacte Isaac. Le manège se poursuit encore un certain nombre de fois jusqu'à ce que Moïse n'entende plus rien. Une heure se passe, deux heures se passent et il décide finalement de rappeler Isaac. Il lui dit « Et alors ? » – « Ben rien ! » lui dit l'autre, « Je l'ai vendue à Samuel pour trente-deux mille ». En entendant cela Moïse éclate : « À Samuel ! Comment as-tu pu faire une chose pareille ! À Samuel ! Une pierre qui nous rapportait tant d'argent ! »

L'histoire est comique parce qu'elle montre du vent, les explications fausses, « mythiques », qu'Isaac et Moïse se racontent (à eux-mêmes) pour justifier leur offre suivante d'un montant plus élevé, leurs cogitations « spéculatives » aux deux sens du terme, et suggère que ce vent se transforme en valeur. Et en réalité, c'est très exactement ce qui se passe : de la croyance se transforme en valeur, et c'est pourquoi l'histoire drôle constitue une excellente description du mécanisme de la bulle financière. En réalité, Moïse a parfaitement raison : le diamant a constitué pour eux deux une excellente affaire. En imaginant qu'Isaac l'avait à l'origine acquis pour douze mille (sa première offre à Moïse était, je le rappelle, de quinze mille), ils se sont partagés entre eux la différence entre les trente-deux mille acquittés en fin de compte

par Samuel et les douze mille qu'Isaac avait lui payés, soit vingt mille en tout, c'est-à-dire environ dix mille pour chacun (en fonction des prix exacts auxquels ils se sont achetés puis revendus la pierre). La seule erreur de Moïse consisterait à penser que la pierre constituait une bonne affaire pour eux deux avant qu'elle n'ait été vendue à Samuel. Avant ce transfert à un tiers, la transaction n'était jamais une bonne affaire que pour un seul des deux compères à la fois : pour celui qui ne disposait plus de la pierre. L'autre était simplement en possession d'un diamant dont la valeur (non-réalisée) à ses yeux était celle du prix auquel il l'avait achetée. À charge pour lui d'encore trouver un acheteur. C'est Samuel, qui en acceptant le prix déterminé par la bulle créée entre eux par Isaac et Moïse, dans leur escalade des prix, qui fait soudain que la pierre leur a, en effet, « rapporté tant d'argent », cette fois-ci, à l'un comme à l'autre.

34. [Armand dit :](#)
[9 avril 2008 à 17:30](#)

Bon, restons dans l'hypothèse d'une monnaie fiduciaire.

Dans ce cas, il y aura nécessairement inflation, même le banquier central le plus compétent et le plus intègre se soumettra à la volonté des « Nous le peuple » ou de leurs élus, aux biais de leurs statisticiens et de leur sémiologues (qu'est-ce donc que l'inflation ? comment l'estimer ? comment déterminer les « bons » taux d'intérêt) ; il imprimera plus que nécessaire.

Les banques de dépôt feront faillite : qui serait prêt à y laisser de l'argent qui se dévalorise, en devant, en outre, payer pour cela ? Un petit malin inventera un truc qu'il baptisera « Capital Preservation Fund » qui investira les dépôts dans les instruments les plus sûrs : les bons du Trésor dont les intérêts seront pour l'essentiel reversés aux clients pour lutter contre l'inflation. Il poussera même le vice jusqu'à se contenter de bons à très court terme, moins de 6 mois, insensibles aux variations des taux ; ainsi, ni lui ni ses clients ne courront le risque de « bank run ». Ils pourrait même leur accorder une carte de paiement immédiat (pas de crédit) sans autre limite que le solde instantané de leur compte. Les commerçants adoreront : aucun risque pour eux non plus.

Les clients fuiront donc ces banques de dépôt. Celles-ci ne sont utiles qu'en terme de « banques coffres-forts » comme les nomme si bien Paul ; on veut juste retrouver ce qu'on y a mis en terme de pouvoir d'achat sans les risques de conservation à domicile. Pour exister, il leur faut donc une monnaie honnête qui ne se dévalue pas.

Pour ce qui concerne la monnaie, objet de cette « constitution monétaire » seul ce type de banques / fonds ont une raison d'être, pas de crédit possible, pas d'effet de levier, pas de risque.

Les autres type de banques ne doivent pas s'appeler « banques » et feront l'objet des couches au-dessus : économie, finance, assurance et casino.

–

Plutôt que « Etat » qui référence le gouvernement, je préfère « Nation » plus proche de l'idée du peuple souverain ou même « Peuple », éventuellement au pluriel.

Ensuite pour que la BC crée et détruise de la monnaie, il faut indiquer selon quels mécanismes techniques.

Encadrer par avance les quantitatifs qui sinon resteraient à la merci de choix subjectifs ou orientés. Mettre l'Insee sous le contrôle du peuple en quelque sorte. L'inflation est trop haute : qu'à cela ne tienne, je change la formule de calcul, et hop on passe de la croissance à la récession : c'est exactement ce qui est arrivé au Japon début 2007, et ce que font les US

depuis Clinton.

Je rappelle que la BCE a été créée pour éviter que les gouvernements émettent trop de monnaie et également pour que le peuple n'exige pas démocratiquement de faire tourner la planche à billet. D'où l'indépendance complète ... mais elle est déjà remise en question.

35. *Stilgar dit :*
[9 avril 2008 à 17:48](#)

Merci pour ce conte.. que j'avais un peu oublié...
Mais actuellement, plus personne ne semble vouloir "du diamant"

Je suis d'accord avec vous Paul, ainsi qu'avec Laurent S... très difficile d'agir contre l'inflation en manipulant les taux (courts ou long 😊)... d'ailleurs le peu de résultat de la BCE sur ce sujet le montre bien, même si des chiffres d'inflation limités à la consommation peuvent parfois donner le change.

Néanmoins une banque centrale qui disposerait, comme dans "notre projet", de deux "armes" (taux de la monnaie + quantité de monnaie), au lieu d'être unijambiste : la BCE ni la FED n'ont guère (pour ne pas écrire aucun), de pouvoir sur la quantité de crédits émis par les banques commerciales et c'est cette quantité incroyable de monnaie qui permet ces bulles récurrentes. Faut-il interdire les futures, les warrants et tous les paris financiers ou simplement imposer des couvertures plus élevées ? Là, c'est à l'ancien spécialiste que je pose la question...

36. *Armand dit :*
[9 avril 2008 à 17:56](#)

@ Laurent S : l'inflation c'est l'augmentation générale du niveau des prix ; c'est-à-dire la prise en compte de tous les prix : salaires = prix du travail ; impôts, taxes, contributions, ... = prix de la vie en société ; les prix des actifs aussi. Curieusement les BC ne prennent en compte qu'une partie des prix et services à la consommation selon des mécanismes ajustables. Le prix du travail n'intervient qu'à la fin de l'épisode inflationniste, sous le doux euphémisme « d'inflation de second tour ».

L'inflation nulle n'est pas liée à des prix fixes ; ils peuvent évoluer librement. Mais, dans leur mesure d'ensemble reste stable. Si des prix augmentent c'est alors un signal fort, que ce soit celui de la raréfaction du pétrole (ça orientera la recherche et l'investissement dans les énergies alternatives, c'est la base même de l'économie réelle et du progrès) ou celui des maisons (s'il n'y pas de raisons fondamentale, la folie des foules n'est-elle point en cause ?).

Dans le cas de création monétaire inflationniste, ces signaux précieux sont perdus, amplifiés, déformés ou créés artificiellement ; même le banquier central s'y fait piéger.

37. *Jean Jégu dit :*
[9 avril 2008 à 17:56](#)

@ Armand (11:36), Paul (16:08) et Stilgar (16:28)

Je suis étonné par la position d'Armand qui a été adoptée par notre modérateur. J'appuie au contraire la demande de Stilgar dans les termes employés. La différence entre FED et BCE sur ce sujet est connue et, je crois que beaucoup d'économistes conviennent que c'est la position de la FED qui est la plus recommandable.

P.S. J'étais à rédiger ce post quand celui de Paul de 16:56 est arrivé. Donc OK sur ce point de

l'objectif d'emploi (qui n'est jamais atteint, on le sait, d'où ma formulation initiale).

Par ailleurs, je partage les soucis exprimés au sujet de la lutte contre l'inflation. Ne faudrait-il pas relier la problématique de l'inflation au niveau des taux directeurs (proposition indicative à étudier et reformuler) ?

? C'est bien le taux réel qui compte, soit "taux moins inflation". La Banque Centrale peut disposer de taux directeurs mais aussi peut proposer et défendre une législation définissant un "taux d'usure". Nous pourrions être tous d'accord pour dire que la BC doit à la fois défendre le revenu du producteur (favoriser l'emploi) et le "revenu épargné" de l'épargnant (tenir l'inflation). Pour ma part, je vois l'inflation (modérée) comme une incitation à consommer ou à prêter sans attendre ; mettre fin d'une part à la thésaurisation oisive, d'autre part à la rente abusive ce qui est bon pour l'économie.

Enfin, n'oublions pas que nous visons un texte court et synthétique. On ne peut tout dire dans le détail et chaque pays s'organise naturellement et légitimement de manière un peu différente... Alors, indiquons les principes auxquels nous tenons, en ouvrant au maximum à la liberté de mise en oeuvre.

@ Stilgar

Merci pour la longue citation, parfaitement claire, de Maurice Allais. Pas si farfelu ce "Nobel d'économie" !

38. [Paul Jorion dit :](#)
[9 avril 2008 à 18:03](#)

@ Stilgar

« Faut-il interdire les futures, les warrants et tous les paris financiers ou simplement imposer des couvertures plus élevées ? »

Il faudrait pouvoir encourager les usages de « couverture », c'est-à-dire d'assurance pour quelqu'un qui court un risque réel de variation de prix sur une marchandise : du riz, un contrat passé dans une devise, etc., et décourager, voire interdire, les positions « nues », correspondant à un usage purement « spéculatif » par quelqu'un qui se contente de parier sur une variation de prix.

Mais quid de celui qui prend une position de « couverture » sur une quantité d'or dont il dispose ?

39. [Armand dit :](#)
[9 avril 2008 à 18:14](#)

@Stilgar : si elles le veulent vraiment, les BC peuvent bloquer l'inflation et éviter les bulles. Voir P. Volcker. En montant leur taux elles renchérissent le coût de financement des banques qui, toutes, empruntent court pour prêter long. Elles pourraient aussi agir sur le taux de réserve obligatoire, même en laissant leur taux inchangés : les banques ne pourraient plus prêter autant, elles choisiraient alors les investissements aux meilleurs profils rentabilité / risque.

L'expression actuelle de ce projet de réforme limitera déjà ce problème du fait de l'adéquation des durées des prêts et des financements. Ainsi les taux du marché seront significatifs, selon la propension des épargnants à investir court ou long et des propositions de rémunération des risques des emprunteurs.

40. [guillaume dit :](#)
[9 avril 2008 à 18:22](#)

A Armand,

Je ne pense pas qu'il s'agisse de remettre en question l'indépendance de la BC, le pouvoir judiciaire est indépendant des pouvoirs exécutifs et des pressions du peuple tout en étant un organisme démocratique.

L'Etat à l'heure actuelle, obtient des crédits qu'il rembourse ; seulement pour ce faire il doit les contracter auprès d'agents économiques privés qui logiquement lui demandent des intérêts associés et donc bien qu'il soit d'intérêt collectif, il obéit aux mêmes règles que la première entreprise (art 104 A.1 de Maastricht SUR les prêts bancaires aux Etats).

Nous serons d'accord que ce n'est pas l'intérêt associé au crédit qui rend l'Etat bon payeur... Par contre c'est bien ces intérêts qui coulent les finances de l'Etat (la dette publique qui pose tant de problème en est composée dans sa majeure partie). Si l'Etat à la différence des entreprises est pris à la gorge par ce fonctionnement c'est sûrement car son activité ne répond pas aux mêmes règles de retour sur investissement, ou dans des rapports de temps impropres aux réalités du marché. De plus il est inadmissible à mes yeux qu'un crédit d'investissement d'intérêt général rapporte de l'argent à des agents économiques privés.

D'ou la proposition de prêts extérieurs aux agents économiques privés (BC) pour les Etats. Il est important de prendre en compte que cet argent ne moisit pas dans les caisses de l'Etat, il est utilisé pour faire marcher l'économie, qui plus est, les commandes de l'Etat sont souvent faites au bénéfice des acteurs locaux...

41. [Armand dit :](#)
[9 avril 2008 à 19:26](#)

Il ne s'agit pas d'euthanasier ou non le rentier, mais de garantir l'un des deux rôles de la monnaie : la conservation du pouvoir d'achat dans le temps et non pas l'appauvrissement ni l'enrichissement en dormant. L'autre rôle étant l'achat de biens ou services. Il faut donc une clause protectrice de ce point de vue. La banque de dépôt devrait donc rémunérer au taux d'inflation les dépôts, sans taxes ni impôts.

Celui qui a vendu sa maison pour louer doit être assuré que, si au moment où il a vendu, le prix encaissé payait 11 ans de loyer, alors cela restera vrai dans 10 ans toutes choses égales par ailleurs.

Celui qui veut s'enrichir prendra le risque de prêter ou d'investir, et de bloquer son argent à terme, s'il estime ce risque correctement rémunéré ; sinon il préférera conserver sa monnaie : c'est un signal économique fort et juste.

42. [Stilgar dit :](#)
[9 avril 2008 à 19:39](#)

@ Paul Jorion

Le problème est d'empêcher la transmission des excès de "l'économie" financière à l'économie réelle. Frederic Lordon propose deux monnaies, afin que les spéculateurs jouent entre eux, mais ça me semble difficile à mettre en place... en attendant, une pétition " Spéculation et crises : ça suffit ! " circule en Europe , demandant "

- l'abrogation de l'article 56 du Traité de Lisbonne, qui, interdisant toute restriction à ses mouvements, offre au capital financier les conditions de son emprise écrasante sur la société. Et nous demandons également
- la restriction de la « liberté d'établissement » (art. 48) qui laisse l'opportunité au capital de se rendre là où les conditions lui sont le plus favorables, et permettrait ici aux institutions financières de trouver asile à la City de Londres ou ailleurs."

C'est évidemment insuffisant, mais c'est mieux que rien... <http://www.stop-finance.org/>

43. [Armand dit :](#)
[9 avril 2008 à 20:12](#)

Ma proposition :

–

Dans les transactions privées, chaque personne physique ou morale est libre de frapper sa propre monnaie et de refuser celle qu'on lui propose.

Ces monnaies ne peuvent valoir que de par leur matière constitutive librement déterminée par les parties et non pas par un quelconque engagement contractuel qui y figurerait. Les reconnaissances de dette n'ont pas valeur de monnaie.

Par conséquent, l'article 1583 du Code Civil est ainsi modifié : « La vente est parfaite entre les parties, et la propriété est acquise de droit à l'acheteur à l'égard du vendeur, dès qu'on est convenu de la chose et du prix exprimé dans la monnaie librement choisie par eux, quoique la chose n'ait pas encore été livrée ni le prix payé »

–

Ainsi, la bonne monnaie chassant la mauvaise ...

Un tel projet est examiné au Mexique, un jeton en argent, le « Libertad », devant entrer en concurrence avec le Peso fiduciaire.

Le Libertad est « imprimé » par l'hôtel des monnaies ; il ne porte qu'une seule inscription : « 1 once d'argent » en plus du poinçon officiel garantie de pureté.

L'idée est que les citoyens pourront éviter la dépréciation du Peso en s'en débarrassant, ou au contraire en le privilégiant s'ils estiment que la BC fait correctement son boulot de lutte contre l'inflation ; ainsi une valeur de marché est établie entre ces deux monnaies officielles dont l'une ne dépend que du peuple.

Sur cette base quotidienne, l'hôtel des monnaies convertit les Pesos en jetons. Il fond aussi l'argenterie des familles qui désirent obtenir de la monnaie.

L'Etat n'a pas le droit de refuser les Pesos fiduciaires. Normal, c'est sa monnaie. Les citoyens pourraient ainsi contrôler leur BC, les dépenses de leur gouvernement et leur monnaie.

Ce projet a été bien accueilli par les députés, mais la BC le bloque. Etonnant non ?

44. [Armand dit :](#)
[9 avril 2008 à 20:31](#)

@guillaume : la Justice indépendante et démocratique ? tu rigoles ? quand le peuple a-t-il voté la dernière fois pour choisir ses juges et procureurs ? qui nomme juges et procureurs et assure -ou non- leur carrière ? qui peut les muter, éventuellement par promotion pour les éloigner ? Dans certains pays d'Amérique du Sud la Justice est une institution séparée du gouvernement : pas de ministre de la justice. Un budget et des juges élus par les représentants du peuple.

Si l'Etat gère mal ses ressources (ce que je ne pense pas), il paie ... enfin le contribuable. Il est donc sain, comme un garde-fous (pluriel de rigueur !), qu'il ne puisse pas emprunter n'importe

comment. Et je serai étonné qu'un élu laisse de l'argent moisir : il aurait plutôt tendance à dépenser l'argent qu'il n'a pas.

C'est d'ailleurs ainsi qu'est créée la monnaie. La dette de l'état, gagée par les futurs revenus des contribuables, donc sur leur travail et patrimoine futurs, est convertie instantanément en monnaie c'est-à-dire en pouvoir d'achat immédiatement dépensable.

Hypothéquer la richesse future pour consommer de la richesse actuelle : on comprend qu'il nous faille préciser « investissement » dans notre projet !

45. *Stilgar dit :*
[10 avril 2008 à 08:37](#)

Bonjour

Pour avancer, je propose l'idée suivante en guise d'introduction (un « chapeau » ?) à ce futur article.

+++

Une proportion considérable de la monnaie en circulation est issue du crédit. En fait, 93% de la monnaie (en se basant sur l'agrégat M3) est produite à l'origine par les banques commerciales sous forme de monétisation d'actifs ou d'espoir d'actifs lors d'émission de crédits, aux particuliers, aux entreprises ou aux Etats, ces crédits étant renouvelés en permanence dans un cycle continu de création et de destruction ce qui nous donne l'impression de « pérennité » de la masse monétaire. C'est bien la demande de crédit satisfaite, qui, lorsqu'elle dépasse l'épargne disponible, « crée » la monnaie qui ainsi s'accumule. Les intérêts sont versés aux créateurs de cette monnaie : c'est le droit de seigneurage. Ils représentent des sommes tout à fait considérables (que l'on peut estimer, dans la zone euro par exemple, à plus de 300 milliards d'euros annuellement), aboutissant dans les comptes du système bancaire privé.

Si l'ensemble de cette monnaie était créée par la Banque Centrale (qui deviendrait ainsi « distributeur » de monnaie auprès des banques commerciales chargées de satisfaire les demandes de financements justifiés des entreprises et des particuliers), les intérêts reviendraient intégralement à la collectivité et pourraient être redistribués par exemple dans chaque Etat au prorata des populations ou selon la participation des Banques Centrales Nationales dans la BCE (l'euro système).

Outre ce bénéfice collectif du seigneurage, la Banque Centrale disposerait ainsi de deux piliers pour appliquer sa politique monétaire : la quantité de monnaie en circulation dont elle deviendrait de ce fait la seule émettrice initiale, et les taux d'intérêts, alors qu'actuellement son seul réel outil est le second.

+++

Qu'en pensez-vous ?

Bonne journée à tous...

46. *Jean Jégu dit :*
[10 avril 2008 à 10:20](#)

Bonjour à tous.

Ce matin, relisant la "dernière mouture" je pourrais proposer de nuancer ou de compléter, mais en l'état elle me convient suffisamment pour que j'y souscrive. Les propositions se font rares. Je suggère, Paul, de maintenant conclure. Vous pourriez placer ce paragraphe dans la presse écrite, y donner votre analyse et votre position.

@ Stilgar - Par ailleurs, je trouve clair et bien venu comme introduction le dernier post de Stilgar(08:37).

@ Armand - Par contre celui de Armand (20:12) repose sur une conception de la monnaie qui n'est pas la mienne. Votre texte : "Ces monnaies ne peuvent valoir que de par leur matière constitutive librement déterminée par les parties et non pas par un quelconque engagement contractuel qui y figurerait. Les reconnaissances de dette n'ont pas valeur de monnaie." contredit frontalement le fait que (selon moi et quelques autres) la monnaie relève fondamentalement d'une convention sociale et non pas d'un bien matériel et que, en plus, sa nature est d'être une dette formalisée et transmissible de l'émetteur à l'égard de celui qui la reçoit. Notre débat dépasserait le cadre de l'échange en cours.

Mes nuances (mais n'en tenez pas compte, Paul) :

1. difficulté en pratique à séparer l'investissement du fonctionnement (le cas de l'enseignement a été signalé) ;

2. séparation stricte (?) des réseaux selon les trois types de banques.

Mes compléments (pour d'éventuels échanges ultérieurs) :

les relations entre les devises : imbrication des économies, marché des changes (curieusement personne n'a évoqué ce point qui semble très important)

les relations finance-monnaie. La spéculation décrite par Paul (09 ; 17:17) rapporte à Moïse et Isaac parce que Samuel dispose de 32000 ...en monnaie (capacité à payer), un prêt bancaire sans doute obtenu auprès de son cousin Aaron. Celui-ci respecte les règles du métier, adroitement mises au point entre lui et ses confrères. Confirmez le moi, Paul : pas de spéculation si de temps en temps on ne dénoue pas les positions avec de la monnaie sonnante et trébuchante. Pas de spéculation sans monnaie ; il nous faudrait aussi : pas (trop) de monnaie pour la spéculation !

le respect des engagements antérieurs si on changeait les règles du jeu monétaire. C'est nécessaire.

l'utilité réelle de distinguer (si ce n'est par le type de clientèle) les banques de prêts et les banques d'affaires. Elles sont les unes et les autres sur la même portion du circuit monétaire, celui de la monnaie préexistante. Elles auront chacune un compte en banque de dépôt. Celles-ci sont au contraire sur le circuit de la création-destruction et distribution de la monnaie en lien direct avec la Banque Centrale où elles ont chacune un compte.

Merci encore, Paul, pour votre initiative quelqu'en soit le résultat. Il est toujours utile de dialoguer.

47. *Bernard dit :*

[10 avril 2008 à 12:17](#)

Bonjour,

J'avoue mon étonnement devant la notion de banque centrale relevant de l'Etat, indépendamment du pouvoir politique et oeuvrant malgré tout dans dans le cadre de la démocratie?

Quelqu'un pourrait m'expliquer ?

L'état et le pouvoir politique, peuvent-ils agir indépendamment ?

Les pays non démocratiques n'auraient pas droit à une banque centrale?

Et si l'on suppose cela résolu,

-pourquoi demander à l'état des intérêts sur l'argent qu'il crée lui-même ?

-et même mieux, pourquoi l'argent prêté produirait-il un intérêt?

48. *Laurent S dit :*

[10 avril 2008 à 15:50](#)

Si c'était possible je préférerais un monde sans inflation, qu'on la définisse par l'augmentation générale des prix sur les marchés des biens, du travail ou des capitaux, ou par une

surabondance de monnaie. Mais je suis sceptique d'abord car il n'y a pas de mesure objective de celle-ci : l'indice de l'INSEE est un indice composite arbitraire, j'en préférerais un qui mesure le coût de la vie du premier décile des revenus par exemple.

Ensuite je me demande si vouloir piloter l'économie avec des instruments monétaires ce n'est pas chercher à résoudre la quadrature du cercle, car il n'existe pas de théorie économique naturelle, comme l'est la relativité générale qui est valable aussi bien dans les dictatures, que dans les démocraties et chez les Papous. Toute théorie économique est avant tout une construction politique ainsi la proposition de Maurice Allais n'est valable que dans un type de société donné : pour la mettre en application il faudrait d'abord définir celle-ci : est-ce que ça doit être une démocratie ? suppose-t-elle une sécurité sociale publique ou privatisée, fonctionne-t-elle dans une société très inégalitaire, très pauvre, analphabète, avec des médias très concentrés... On ne trouvera jamais d'équation à l'aune de laquelle on jugera justifiées ou pas les revendications des riches et des pauvres, la taille de la masse monétaire... Ce sera toujours un combat politique, un rapport de forces entre intérêts divergents.

Cependant s'il est peut-être vain de mesurer et combattre l'inflation d'une manière générale, on est capable de mesurer celle de certains marchés particuliers et on devrait s'y attaquer à chaque fois par des moyens spécifiques : ce n'est pas parce que c'est un phénomène monétaire que l'on doit les résoudre par des moyens financiers. Le pilotage des taux ou de la masse monétaire c'est comme la saignée des médecins de Molière, c'est souverain contre tout mais ça ne guérit rien.

Pour le pétrole j'ai parlé du rationnement et de la recherche d'alternatives. Pour l'immobilier je m'interroge si on ne peut pas lutter contre les bulles via l'effet indirect d'une taxe d'habitation qui serait d'autant plus élevée que la mixité sociale des habitants d'un même bureau de vote est faible. C'est à dire qu'il serait exorbitant pour un riche de s'installer dans un quartier riche mais qu'il recevrait presque un crédit d'impôt s'il logeait dans un quartier moins huppé. A partir du moment où les bulles immobilières sont aussi un instrument de ségrégation, un moyen de se retrouver entre gens de même milieu, peut-être qu'une politique de la ville qui impose la mixité sociale aura-t-elle comme effet indirect d'empêcher la spéculation immobilière ? Pour la bourse, si les banques ne peuvent plus créer elles-mêmes de la monnaie, la spéculation ne pourra plus prendre d'ampleur euphorique.

Idem pour la politique de l'emploi qui ne doit pas être pilotée par des instruments financiers. Sur ce sujet l'[idée de redistribution interentreprises](#) me paraît très séduisante et mériterait d'être plus connue.

Pour revenir sur la proposition de Maurice Allais, ce qui est anormal, c'est de laisser à des entités privées le droit de créer de la monnaie. On dit que celle-ci est créée lorsque la banque accorde un emprunt puis détruite lorsque le débiteur l'a remboursé, la banque gagnant au passage des intérêts, cette monnaie supplémentaire ne vient en fait que de l'argent créé par d'autres emprunts. D'où l'augmentation continue de la masse monétaire. En suivant cette interprétation et à partir du moment où seul l'Etat peut créer de la monnaie, on peut dire que tout l'argent qui retourne à l'Etat (taxes, impôts, cotisations,...) s'apparente à de la destruction monétaire et tout l'argent payé par l'Etat (investissements, traitements, subventions,...) devient de la création monétaire. Pendant 200 ans les banques privées ont pu créer de la monnaie à leur guise suivant des contraintes qu'elles ont toujours pu changer quand cela les arrangeait et le résultat n'est pas trop mauvais si on est membre de la classe moyenne d'un pays occidental du XXIème siècle. Aussi devrait-on faire confiance à l'Etat et ne pas chercher à contenir sa politique dans des carcans dont je ne doute pas qu'ils seront aussi illusoire que ceux des banques comme en témoigne déjà le non-respect des critères de Maastricht par la France notamment. Faisons confiance aux partis politiques, au gouvernement et à l'opposition, ne soyons pas plus poujadistes que les antiparlementaristes. Il y a toujours eu et il y aura toujours des cadeaux électoraux, au moins ceux-ci ne sont-ils pas secrets et il n'est dans l'intérêt d'aucun parti politique de verser dans les excès des assignats.

Dans une telle perspective les prélèvements obligatoires servent à réguler l'excès de monnaie

en la prélevant là où il y en a trop (les riches), là où elle est mal utilisée (l'essence pour les 4x4, les cigarettes,...). C'est une manière tout à fait révolutionnaire de les concevoir, même si cela n'atténuera pas leur impopularité, au contraire puisque l'Etat pourrait s'en passer !

Côté dépenses, le budget de l'Etat est potentiellement illimité, mais cela rend d'autant plus nécessaire un bon contrôle de son utilisation car s'il ne coûte plus rien de créer de la monnaie, la dépense de celle-ci peut générer un gaspillage de ressources naturelles rares. L'argent est potentiellement illimité pour construire autant d'autoroutes que l'on veut mais celles-ci vont mobiliser des ressources en hommes, en matériel, en énergie, qui pourraient "créer plus de bonheur" si elles étaient utilisées ailleurs. Ces autoroutes vont aussi générer des externalités négatives, mobiliser de la surface,... Donc s'il n'y a plus d'arbitrage budgétaire à faire, il y en aura énormément d'autres beaucoup plus complexes et cela restreindra déjà fortement les mégalomanies les plus démesurées de n'importe quel gouvernement élu.

Par exemple suite à un débat démocratique l'Etat décide de créer 10 milliards d'euros qu'il vend aux enchères aux banques sous la condition de prêter cet argent à des ménages gagnant moins que le revenu médian et pour acheter une maison passive. Les banques se rémunèrent sur les intérêts des emprunteurs (moins ceux qu'elles doivent à l'Etat et qui lui ont permis de remporter l'enchère). C'est un exemple de privatisation de l'action sociale ! Pour les grands investissements où l'Etat est lui-même maître d'ouvrage, et afin de limiter la possibilité de bénéfice indu de la part du gagnant de l'appel d'offre ce dernier est divisé en 2 enveloppes. La première porte sur les salaires des employés et les consommations intermédiaires qui seront payés directement par l'Etat et la seconde sur l'amortissement et le profit de l'entreprise gagnante. Remporte l'appel d'offre la société qui propose la plus faible somme des deux enveloppes et si en cours d'ouvrage le montant de la première enveloppe est insuffisant c'est à l'entreprise de payer la différence.

Enfin puisque les banques privées n'ont pas le droit de créer de l'argent elles ne pourront investir que l'argent que leur auront confié à cette fin les épargnants sachant que si la banque choisit mal ses débiteurs cette épargne sera perdue car à partir du moment où l'argent devient un bien public, il n'y a plus de prêteur en dernier ressort car une banque ne pourra pas être débitrice d'une somme supérieure à ses fonds propres ou confiés afin d'être investis.

Produire de l'argent ne coûte rien et cela permet tout, il me semble que nous ne devrions pas voir cela comme un malheur mais comme une chance, ne pas essayer d'enchaîner cette formidable liberté mais trouver comment s'en servir pour le bien de tous. Et plutôt que de lois qui nous disent ce qu'on n'a pas le droit de faire et que de toute façon on enfreindra, recherchons la connaissance qui permettra de dompter ce pouvoir. Le salut ne viendra pas d'une grande théorie mais de savoir composer à court et à long terme avec nos besoins, nos envies et les imprévus. La meilleure théorie économique n'est rien d'autre que la meilleure démocratie possible dans laquelle en particulier l'argent est un bien public.

49. [Jean Jégu dit :](#)
[10 avril 2008 à 16:11](#)

@ Bernard.

Etant à l'origine de la proposition retenue d'ajouter " et oeuvrant dans le cadre de la démocratie" à une phrase qui évoquait seulement "...une Banque Centrale indépendante du pouvoir politique", je réponds brièvement à vos questions fort pertinentes.

Sans sacraliser la démocratie (il m'est arrivé de réclamer une "démocratie éclairée") il semble que ce soit le système le plus acceptable et accepté. Elle s'exprime dans des institutions et un pouvoir politique qu'elle choisit. Par conséquent la Banque Centrale d'un Etat doit être une institution démocratique mais à une certaine distance du pouvoir politique en place ; c'est une question de séparation des pouvoirs communément admise en démocratie. Il existe à tort ou à raison de la part de beaucoup une crainte que les politiques fassent un peu n'importe quoi avec la monnaie. Cela peut hélas, arriver. Je leur réponds qu'en ce cas, la démocratie

devrait leur retirer le pouvoir politique et en choisir un autre. Malgré tout, vous avez en partie raison ; cette formulation est imparfaite et un travail constitutionnel difficile reste à faire. C'est ainsi que j'entends le texte en l'état qui vise, ne l'oubliez pas, à être lisible par des banquiers responsables.

Si on demande des intérêts à l'Etat sur l'argent qu'il crée lui-même, via la Banque Centrale, les intérêts versés, dans le système préconisé, retournent à cette Banque Centrale c'est à dire l'Etat lui-même. Inconvénient : je n'en vois pas ; avantage : ça rassure les craintifs tout en permettant aux banques gestionnaires de prélever un petit profit pour rémunérer leurs services. Mais, je vous l'accorde (et je crois l'avoir écrit) c'est un peu inutile.

Pourquoi l'argent produirait-il un intérêt ? A mon avis, en aucun cas parce que l'argent "travaillerait" (il permet tout au plus aux hommes de travailler) mais parce que celui qui se sépare temporairement de sa capacité d'achat doit pouvoir légitimement la retrouver intacte (ou presque) à la fin du prêt qu'il a consenti. Pour moi, l'optimum souhaitable est : taux d'intérêt = taux d'inflation. Ce sont deux paramètres importants du pilotage de l'activité économique.

50. [Blog de Paul Jorion » Clôture de « La monnaie : projet de réforme » dit :](#)
[10 avril 2008 à 16:22](#)

[...] « La monnaie : projet de réforme 10 04 2008 [...]

51. [Derudder dit :](#)
[10 avril 2008 à 17:47](#)

Bonjour,

Très intéressant tout cela. merci pour tous ces échanges auxquels je ne me suis pas mêlé jusqu'à présent faute de temps... j'aurais des remarques à faire ça et là, mais oublions cela et allons à l'essentiel.

1) Je suis d'accord avec le "chapeau" proposé par Stilgar
2) Je peux adhérer à la proposition telle qu'elle est formulée actuellement pour ne pas retarder les choses. Toutefois je vous propose de prendre éventuellement en compte les points suivants:

a) Il est dit : Toute création de monnaie doit relever de l'État et de l'État seul par l'intermédiaire de la Banque Centrale indépendante du pouvoir politique et œuvrant dans le cadre de la démocratie.

Je mettrais "mais" œuvrant dans le cadre ... Ce "mais" souligne mieux la nuance à mon sens que le "et". Le pouvoir politique est souvent confondu avec le gouvernement qui a en charge l'exécutif et le parlement qui assume le législatif. Souligner la nuance implique qu'un fonctionnement démocratique soit étudié et mis en œuvre pour l'exercice spécifique du pouvoir monétaire. De plus lorsque l'on parle de l'Europe il est d'autant plus important de rappeler l'importance d'une gouvernance démocratique puisque pour le moment nous souffrons d'un grave déficit démocratique dans son fonctionnement (peut être que cela répond à la question de Bernard).

b) Il est dit : La monnaie créée et prêtée par la Banque Centrale à l'Etat ou aux collectivités publiques ne peut financer que des dépenses d'investissement, à l'exclusion des dépenses de fonctionnement et d'amortissement, lesquelles doivent être financées par les recettes fiscales. Je formulerais de la façon suivante :

La monnaie créée et prêtée par la Banque Centrale à l'Etat ou aux collectivités publiques ne peut financer que des dépenses d'investissement, d'aide à des secteurs à vocation d'intérêt collectif tels que l'éducation, la santé et la protection de l'environnement, et en cas de crise ou de catastrophe naturelle. Ces prêts peuvent être consentis sans échéance et sans intérêt.

A l'exception de cela, les dépenses de fonctionnement et d'amortissement doivent être financées par les recettes fiscales.

Je crois qu'il est important de ne pas se limiter à l'investissement (tout dépend bien sûr de ce que l'on entend par investissement) mais ce mot peut justement prêter à confusion et être pris dans son sens restrictif. Or notre monde souffre de plus en plus de manque de services à la personne (coût de l'emploi oblige !) à commencer par l'école et les hôpitaux. Pour que la BC puisse contribuer efficacement au plein emploi et au "développement durable de l'économie", il faut faciliter le financement des salaires d'activités qui se traduisent par un réel mieux-être dans la société, donc plus d'emplois utiles et moins de biens. Cela ne signifie pas nécessairement la multiplication de fonctionnaires. Comme cela a été évoqué dans les échanges on peut très bien imaginer un partenariat Etat - entreprises privées à mandat spécifique, agissant en fonction d'un cahier des charges précis.

Enfin en ce qui concerne les prêts aux Etats et collectivités, il me semble nécessaire d'utiliser à plein le pouvoir de création monétaire faute de quoi cela se traduira rapidement par une dette qui psychologiquement conduira à se laisser de nouveau gouverner par des exigences monétaires au lieu d'être conduits par des exigences d'amélioration de la qualité de vie pour tous sur la Terre.

c) Il est dit dans le § suivant : la quantité de monnaie proposée et les taux d'intérêt de refinancement des banques commerciales.

Je n'utiliserais pas le terme de refinancement qui est trop connoté à une pratique opaque et prêtant à mauvaise interprétation dans l'esprit du public. Je dirais plutôt :

la quantité de monnaie proposée et les taux d'intérêt auxquels les banques commerciales peuvent emprunter entre elles et auprès de la BC.

Notre expression doit être claire pour qu'il ne fasse pas de doute que les banques commerciales ne peuvent manier que de la monnaie pré-existante, créée par la BC et qu'elle peut emprunter soit auprès de la BC soit auprès d'une autre banque

d) Ok pour la distinction ds 3 types de banques. Ne serait-il pas bon de préciser à la fin de ce §: les banques de prêts et les banques d'affaires ne peuvent spéculer pour leur propre compte ?

52. *Stilgar dit :*
[10 avril 2008 à 18:00](#)

Je reviendrai plus tard dans la soirée sur le post de Laurent S, très intéressant.

Juste une petite réflexion sur l'intérêt (dépassant le taux d'inflation, oui...).

Autant il me semble injustifiable lorsqu'un prêt est issu de création monétaire privée, autant, si un prêt est un transfert d'une épargne préalable, il me semble justifié, car l'épargnant d'une part prend des risques (de non remboursement) et d'autre part se prive d'une jouissance possible immédiate : je préfère nommer dans ce cas "l'intérêt" par le mot "dividende" (mais je sais que je dois être le seul.. c'est donc inutilisable 😊).

Comme il est quasi impossible de séparer la monnaie émise de la monnaie épargnée, après son émission, c'est encore une justification pour que toute la monnaie "subisse" un intérêt lors de l'émission par une seule entité, la BC, seul moyen (sauf à sur-imposer les banques) pour que cet intérêt revienne équitablement à la collectivité.

[Robertson](#), en Angleterre, défend aussi ce point de vue d'une monnaie totalement

"nationalisée"...

53. *Stilgar dit :*
[10 avril 2008 à 18:10](#)

D'accord avec Derudder... sauf un petit point où il écrit: "Ces prêts peuvent être consentis sans échéance et sans intérêt."

Il me gêne d'ouvrir la porte (dès l'origine d'une telle proposition qui doit être consensuelle) à la critique que nous connaissons bien (la planche à billet) et qui sera immédiate, soutenue par l'argumentation, surtout dans la zone euro : "des pays en profiteront au détriment d'autres plus raisonnables".

Je pense qu'il vaut mieux rester dans un cadre plus général, et de toute façon nous sommes bien d'accord que si toute la monnaie est émise par la BCE, l'ensemble des intérêts reviendra à la BCE qui les redistribuera (sauf ses dépenses propres, peanuts) sous forme de dividendes d'exploitation aux BCN et d'impôts... donc à l'Etat...

54. *Paul Jorion dit :*
[10 avril 2008 à 18:23](#)

Mise à jour No 7

Plusieurs modifications proposées par Derudder 10 avril 2008 17:47

Remplacement de « et » par « mais » dans « ... indépendante du pouvoir politique mais œuvrant dans le cadre de la démocratie ».

Alinéa suivant : « La monnaie créée et prêtée par la Banque Centrale à l'Etat ou aux collectivités publiques ne peut financer que des dépenses d'investissement, d'aide à des secteurs à vocation d'intérêt collectif tels que l'éducation, la santé et la protection de l'environnement, et en cas de crise ou de catastrophe naturelle. A l'exception de cela, les dépenses de fonctionnement et d'amortissement doivent être financées par les recettes fiscales. »

Egalement : « La Banque Centrale détermine, afin de contenir l'inflation dans des limites raisonnables, de viser un objectif de plein emploi et de faciliter le développement durable de l'économie, la quantité de monnaie proposée et les taux d'intérêt auxquels les banques commerciales peuvent emprunter entre elles et auprès d'elle-même. »

Une modification par moi, à partir d'une suggestion de Derudder :
« Dans une perspective assurantielle, les banques ont le droit de couvrir leurs positions mais les positions nues, équivalentes à des paris directionnels sur l'évolution des marchés, leur sont interdites. »

55. *Stilgar dit :*
[10 avril 2008 à 18:29](#)

Laurent S dit : 10 avril 2008 à 15:50

Comme je le disais, je trouve ce post très intéressant et il pourra faire débat (si Paul le souhaite) sur les propositions de Laurent S

Je suis néanmoins d'accord que "vouloir piloter l'économie avec des instruments monétaires c'est chercher à résoudre la quadrature du cercle" ... les instruments monétaires sont un des outils et vous en citez d'autres très pertinents.

Je suis également d'accord sur "car s'il ne coûte plus rien de créer de la monnaie, la dépense de celle-ci peut générer un gaspillage de ressources naturelles rares." et je le vois tout les jours

dans mon coin avec des "dépenses pharaoniques" (grand théâtre totalement inutile, mail en marbre qui sera quasiment inutilisé, "maison de la danse " toute vitrée qui coutera une fortune à chauffer et surtout à climatiser, etc) ... mais là nous sommes dans du contrôle politique qu'il ne faut pas oublier non plus. La monnaie n'est pas gratuite actuellement pour les collectivités locales (il va falloir augmenter les impôts pour payer les intérêts)... et ça ne "les" empêche pas de faire....

Enfin, vous écrivez " Enfin puisque les banques privées n'ont pas le droit de créer de l'argent elles ne pourront investir que l'argent que leur auront confié à cette fin les épargnants sachant que si la banque choisit mal ses débiteurs cette épargne sera perdue car à partir du moment où l'argent devient un bien public, il n'y a plus de prêteur en dernier ressort car une banque ne pourra pas être débitrice d'une somme supérieure à ses fonds propres ou confiés afin d'être investis."

Oui, à une précision près : les banques pourront aussi prêter la monnaie qu'elles auront emprunté auprès de la BCE (en plus de l'argent des épargnants).

Et je ne trouve pas "immoral" que le risque (qui apporte un gain plus grand si le risque est plus grand) ne soit pas couvert en dernier ressort par la collectivité... les investisseurs pourront (aussi) s'assurer et les intermédiaires (les banques) devront mieux jauger les risques... on évitera peut être de "produire pour produire".

56. *Bernard dit :*

[10 avril 2008 à 19:24](#)

@ J Jégu

Merci pour la réponse mais elle ne me convainc pas complètement dans la mesure où cela supposerait que le patron de la banque centrale (institution) serait choisi aussi démocratiquement (de façon séparée?) du choix des responsables politiques. Je ne vois pas l'intérêt.

Quant à décider que le taux d'intérêt serait nul s'il n'y a pas d'intérêt collectif particulier à l'investissement, avec un objectif d'inflation nul, cela me paraît être un simple réglage d'offset à 0 avec cependant une charge symbolique formidable:

- elle casserait l'idée de l'inéluçtabilité de la croissance au moins monétaire.

- elle laisserait déjà un réel bénéfice à l'investisseur, on sait bien que dans la vie réelle un bien (matériel ou social) qui n'est pas entretenu se dégrade forcément.

De plus, elle rendrait caduque toute la discussion sur la création de (fausse) richesse ex nihilo et sur l'importance de la réserve fractionnelle.

Elle permettrait aussi de changer complètement le rapport de l'argent au temps, et les dérives liées à la confusion actuelle entre les opérations à long terme et moyen terme.

Elle permettrait aussi de dégonfler un peu les chevilles des financiers dans les entreprises, qui reprendraient la place un peu plus raisonnable.

Je ne rêve quand même pas, mais un petit débat sur ce que permettrait cette r(évolution) pourrait être intéressant.

57. [Blog de Paul Jorion » 4 principes et 9 propositions II – Le niveau des principes](#) dit :

[29 avril 2008 à 21:27](#)

[...] des principes, en en faisant les articles d'une constitution pour l'économie, comme dans notre projet de réforme de la monnaie : Dans une perspective assurantielle, les banques ont le droit de couvrir leurs positions mais les [...]

58. [Blog de Paul Jorion » Scénario connu ? dit :](#)
[21 juin 2008 à 01:58](#)

[...] propos du projet de réforme de la monnaie que nous avons entrepris sur mon blog, un ami m'a fait observer : « Tu n'as pas remarqué que [...]

10 04 2008 Clôture de « La monnaie : projet de réforme »

Publié par [Paul Jorion](#) dans [Economie](#), [Monde financier](#), [Monnaie](#)

La vie de [La monnaie : projet de réforme](#) est nécessairement limitée dans le temps. Ce soir à minuit (heure de Paris), le débat quant au texte proprement dit d'une recommandation sera clos et le texte affiché, définitif.

Le débat lui-même sur une réforme de la monnaie n'est bien entendu pas clos, et dans un premier temps pourra se poursuivre comme commentaire à ce billet-ci. Un certain nombre de questions restent ouvertes et je cite pêle-mêle : Banque Centrale / démocratie / Etat ; le rôle des Banques Centrales dans la prévention des bulles financières ; monnaie et politique de l'emploi ; comment contenir la spéculation ? ; monnaie et inflation ; vous complétez sans peine.

Merci d'avoir permis à ce blog d'avoir été le lieu d'un débat qui – à mon sens – a fait progresser de manière décisive notre compréhension sur une question qui, nous le savions, est loin d'être simple ! Mais le moment est bien choisi car – nécessité fait loi – les oreilles sont attentives et la formule du blog permet de rassembler les meilleurs esprits sans préoccupation ni de lieu, ni même de temps !

Ce bulletin a été publié le Jeudi 10 avril 2008 16:22 et est classé dans [Economie](#), [Monde financier](#), [Monnaie](#). Vous pouvez suivre les réponses à ce bulletin avec le fil [RSS 2.0](#). Vous pouvez [répondre](#), ou faire un [rétro-lien](#) depuis votre site.

2 réponses à "Clôture de « La monnaie : projet de réforme »"

1. *Stilgar dit :*
[15 avril 2008 à 07:50](#)

Bonjour

Je recopie ci dessous un article d'Harribey, à la suite de notre débat sur la monnaie et la proposition qui a fait suite..

(cet article est en appui de la pétition européenne "stop-finance.org")

Deux petits articles des traités et puis plus rien ?
vendredi 4 avril 2008, par Jean-Marie Harribey

Parmi les questions, voire les objections, qui sont posées ou faites aux auteurs de la pétition « Spéculation et crise : ça suffit ! », il y a celles-ci : « Supprimer les deux articles incriminés est-il suffisant au regard de la révision radicale des politiques économiques qu'il convient d'opérer ? » Plus grave encore : « N'est-ce pas se limiter à réclamer une meilleure régulation des marchés financiers ? N'est-ce pas entériner l'idée que ces marchés ne souffriraient que d'un « manque de transparence », d'une défaillance des « procédures de sécurisation des transactions », ou encore d'un défaut de « moralité » ? ».

Toutes ces questions sont les bienvenues car elles vérifient l'hypothèse qui est à l'origine de cette pétition : la société éprouve un besoin urgent de débattre de son avenir, plus que jamais menacé par la financiarisation de l'économie mondiale. Et même si ceux qui nous interpellent, parce qu'ils craignent de notre part une trop grande timidité, ne signent pas d'emblée (car nous espérons les convaincre) la pétition, le but commence à être atteint : la pétition est un geste politique à partir duquel nous pouvons tirer le fil de la pelote. Alors, allons-y.

1. Il faut mettre le système bancaire sous contrôle public.

Parce qu'il est nécessaire de retrouver l'usage public de la monnaie, par le biais de laquelle une politique économique peut être menée, non pas pour accélérer une

croissance aveugle comme le préconisent ceux qui n'ont pas encore compris la gravité de la crise écologique, mais pour promouvoir des activités utiles socialement et l'emploi.

Parce que la Banque centrale européenne maintient une ligne dont la raison est de satisfaire les détenteurs de capitaux et leurs institutions financières : elle fait couler à flots le crédit pour ces derniers, afin de leur permettre de participer à la restructuration permanente du capitalisme mondial (fusions, acquisitions, leverage buy out, etc.) ; en revanche ce laxisme se pare de vertu orthodoxe quand il s'agit d'admonester les gouvernements qui auraient une minuscule velléité de « faire du social » (Mme Merkel, progressiste s'il en est, en sait quelque chose pour avoir osé envisager de créer un salaire minimum en Allemagne).

Parce qu'il convient de mettre fin à la confusion entre banques de dépôts et banques d'affaires, d'encadrer très étroitement les procédures de titrisation et de supprimer les paradis fiscaux dans lesquels toutes les institutions financières ont pignon sur rue.

2. Il faut porter la remise en cause du capitalisme néolibéral en son cœur.

Son cœur, c'est le partage de la richesse produite, la fameuse valeur ajoutée pour la captation de laquelle le système financier est organisé. D'abord en imposant des normes de rentabilité du capital de plus en plus élevées qui ne peuvent être atteintes que par la déconnexion des salaires vis-à-vis de la productivité du travail. Ensuite en détricotant la protection sociale (assurance maladie et retraites) pour drainer une épargne de plus en plus abondante vers les marchés financiers en mal de liquidités. Et il faut être doté d'une belle inculture pour prétendre que la capitalisation engendrera des richesses supplémentaires pour nourrir et soigner le troisième âge, et d'une encore plus belle dose de cynisme pour confier les retraites à la Bourse. Non seulement la finance est contre-productive, mais elle est improductive.

Le frapper au cœur en instaurant une fiscalité suffisamment progressive pour écrêter radicalement tous les revenus financiers distribués aux actionnaires et aux créanciers au-delà d'un seuil qui pourrait être celui du taux de croissance de l'économie.

Le dissuader de spéculer en taxant toutes les transactions financières avec des taux variables en fonction de l'ampleur du risque de spéculation.

3. Tout cela ne serait que technique [1] si l'enjeu n'était pas politique.

Politique car il s'agit d'enlever le pouvoir à ceux qui, non seulement détiennent l'argent, de l'argent en quantité astronomique, mais qui envisagent de soumettre à son rendement la moindre activité humaine, la moindre ressource, le moindre espace ou signe de vie.

Politique car le système financier est en train de faire école. Tout devient objet de spéculation : les hypothèques immobilières prises sur les ménages modestes, les matières premières en voie de raréfaction, l'eau dont la distribution tend à être monopolisée par trois multinationales, la terre vouée à produire des agro-carburants à la place de la nourriture, le climat dont le devenir est confié à une Bourse de permis de polluer, etc.

Politique car est en jeu la pérennité d'équilibres fragiles, tant écologiques que sociaux, à l'heure où des émeutes de la faim éclatent en Afrique et ailleurs parce que les politiques néolibérales ont fini par provoquer ce pour quoi elles étaient faites, à savoir l'enrichissement des riches et l'appauvrissement des pauvres.

Alors, deux petits riens, les deux articles de traités anti-démocratiques ? En 1931, Paul Valéry écrivait : « Le temps du monde fini commence ». Aujourd'hui, l'heure est venue de sonner la fin de la récréation pour le capital.

2. [Paul Nollen dit :](#)
[28 avril 2008 à 19:21](#)

Bonjour,

Excusez-moi d'écrire aussi en anglais mais ma langue maternelle est le néerlandais et mon

français en écriture est encore plus mauvais que l'anglais.

The American Monetary Institute released the draft of his legislative proposal (as of April 6, 2008)

<http://www.monetary.org/amacolorpamphlet.pdf>

One of the people who had a hand in the draft was James Robertson who released in co operation with Prof. Joseph Huber his proposal for monetary reform in the EU (elaborated on <http://www.socialcurrency.be>)

The American Monetary Institute thanks several persons in developing the drafts of this Act: Ken Bohnsack; Prof. Robert Blain; Ben Gisin; Richard Distlehorst; Robert Poteat; Greg Mihalich; Prof. Nic Tideman; Randy Cook; Charles Walters; David Hershey; Prof. Glen Martin; Byron Dale; Greg Young; Dr. Lewis Coleman; and James Robertson and Alistair McConnachie of the UK. We especially thank the public spirited Civil Servant Richard Cook for applying his decades of experience within the U.S. Treasury in Washington, DC, to help in formulating Chapter 24 of The Lost Science of Money book into developing this Act. Responsibility for the program as a whole rests with the American Monetary Institute Charitable Trust, a 501 (c)3 organization founded in 1996 for the independent study of monetary history, theory and reform. Please see <http://www.monetary.org> where you may email your suggestions on this proposed legislation as well as donations to assist in its continued development at: ami@taconic.net

They also started several meetings across the US
In Kansas City: Thursday April 24th Time: 6:00 PM to 9:00 PM
Place: The Uptown Theater
3700 Broadway Kansas City, Missouri
In Springfield Missouri: Saturday April 26th
From 2 PM to 4 PM at The Library Station at 2535 N. Kansas Expressway.
Call 224-805-2200 or email ami@taconic.net
In Seattle: Tuesday May 6th, at the Columbia Library,
4721 Rainer Ave South, 5:30
Portland, Oregon, Wednesday May 7th at 2:30 PM
Main Library 801 S.W. 10th Street
Olympia, Washington: Thursday May 8th, 5:30 PM, at the
Tumwater Library, 723 New Market Street
Albuquerque, New Mexico on Saturday, May 10.
Please phone 224-805-2200 for details

A mon avis si nous voulons arriver quelque part avec nos propositions il est nécessaire de combiner nos efforts et d'étudier les propositions des Anglais (James Robertson), des Américains (American Monetary Institute), des Allemands (Prof. Joseph Huber) etc. afin de trouver des positions similaires. J'ai fait un petit site sur le sujet : <http://www.socialcurrency.be>

Bien à vous,

Paul

10 04 2008 Gérer la monnaie en vue du bien général

Publié par [Paul Jorion](#) dans [Economie](#), [Monde financier](#), [Monnaie](#)

A la lecture du commentaire de Laurent S il m'était venu la même idée qu'à Stlgar : le thème mérite un développement séparé – d'autant que le débat où ce commentaire se trouve sera bientôt clos. Alors voici, en invité : Laurent S.

Si c'était possible je préférerais un monde sans inflation, qu'on la définisse par l'augmentation générale des prix sur les marchés des biens, du travail ou des capitaux, ou par une surabondance de monnaie. Mais je suis sceptique d'abord car il n'y a pas de mesure objective de celle-ci : l'indice de l'INSEE est un indice composite arbitraire, j'en préférerais un qui mesure le coût de la vie du premier décile des revenus par exemple.

Ensuite je me demande si vouloir piloter l'économie avec des instruments monétaires ce n'est pas chercher à résoudre la quadrature du cercle, car il n'existe pas de théorie économique naturelle, comme l'est la relativité générale qui est valable aussi bien dans les dictatures, que dans les démocraties et chez les Papous. Toute théorie économique est avant tout une construction politique ainsi la proposition de Maurice Allais n'est valable que dans un type de société donné : pour la mettre en application il faudrait d'abord définir celle-ci : est-ce que ça doit être une démocratie ? suppose-t-elle une sécurité sociale publique ou privatisée, fonctionne-t-elle dans une société très inégalitaire, très pauvre, analphabète, avec des médias très concentrés... On ne trouvera jamais d'équation à l'aune de laquelle on jugera justifiées ou pas les revendications des riches et des pauvres, la taille de la masse monétaire... Ce sera toujours un combat politique, un rapport de forces entre intérêts divergents.

Cependant s'il est peut-être vain de mesurer et combattre l'inflation d'une manière générale, on est capable de mesurer celle de certains marchés particuliers et on devrait s'y attaquer à chaque fois par des moyens spécifiques : ce n'est pas parce que c'est un phénomène monétaire que l'on doit les résoudre par des moyens financiers. Le pilotage des taux ou de la masse monétaire c'est comme la saignée des médecins de Molière, c'est souverain contre tout mais ça ne guérit rien.

Pour le pétrole j'ai parlé du rationnement et de la recherche d'alternatives. Pour l'immobilier je m'interroge si on ne peut pas lutter contre les bulles via l'effet indirect d'une taxe d'habitation qui serait d'autant plus élevée que la mixité sociale des habitants d'un même bureau de vote est faible. C'est à dire qu'il serait exorbitant pour un riche de s'installer dans un quartier riche mais qu'il recevrait presque un crédit d'impôt s'il logeait dans un quartier moins huppé. A partir du moment où les bulles immobilières sont aussi un instrument de ségrégation, un moyen de se retrouver entre gens de même milieu, peut-être qu'une politique de la ville qui impose la mixité sociale aura-t-elle comme effet indirect d'empêcher la spéculation immobilière ? Pour la bourse, si les banques ne peuvent plus créer elles-mêmes de la monnaie, la spéculation ne pourra plus prendre d'ampleur euphorique.

Idem pour la politique de l'emploi qui ne doit pas être pilotée par des instruments financiers. Sur ce sujet l'[idée de redistribution interentreprises](#) me paraît très séduisante et mériterait d'être plus connue.

Pour revenir sur la proposition de Maurice Allais, ce qui est anormal, c'est de laisser à des entités privées le droit de créer de la monnaie. On dit que celle-ci est créée lorsque la banque accorde un emprunt puis détruite lorsque le débiteur l'a remboursé, la banque gagnant au passage des intérêts, cette monnaie supplémentaire ne vient en fait que de l'argent créé par d'autres emprunts. D'où l'augmentation continue de la masse monétaire. En suivant cette interprétation et à partir du moment où seul l'Etat peut créer de la monnaie, on peut dire que tout l'argent qui retourne à l'Etat (taxes, impôts, cotisations,...) s'apparente à de la destruction monétaire et tout l'argent payé par l'Etat (investissements, traitements, subventions,...) devient de la création monétaire. Pendant 200 ans les banques privées ont pu créer de la monnaie à leur guise suivant des contraintes qu'elles ont toujours pu changer quand cela les arrangeait et le résultat n'est pas trop mauvais si on est membre de la classe moyenne d'un pays occidental du XXIème siècle. Aussi devrait-on faire confiance à l'Etat et ne pas chercher à contenir sa politique dans des carcans dont je ne doute pas qu'ils seront aussi illusoire que ceux des banques comme en témoigne déjà le non-respect des critères de Maastricht

par la France notamment. Faisons confiance aux partis politiques, au gouvernement et à l'opposition, ne soyons pas plus poujadistes que les antiparlementaristes. Il y a toujours eu et il y aura toujours des cadeaux électoraux, au moins ceux-ci ne sont-ils pas secrets et il n'est dans l'intérêt d'aucun parti politique de verser dans les excès des assignats.

Dans une telle perspective les prélèvements obligatoires servent à réguler l'excès de monnaie en la prélevant là où il y en a trop (les riches), là où elle est mal utilisée (l'essence pour les 4x4, les cigarettes,...). C'est une manière tout à fait révolutionnaire de les concevoir, même si cela n'atténuera pas leur impopularité, au contraire puisque l'Etat pourrait s'en passer !

Côté dépenses, le budget de l'Etat est potentiellement illimité, mais cela rend d'autant plus nécessaire un bon contrôle de son utilisation car s'il ne coûte plus rien de créer de la monnaie, la dépense de celle-ci peut générer un gaspillage de ressources naturelles rares. L'argent est potentiellement illimité pour construire autant d'autoroutes que l'on veut mais celles-ci vont mobiliser des ressources en hommes, en matériel, en énergie, qui pourraient "créer plus de bonheur" si elles étaient utilisées ailleurs. Ces autoroutes vont aussi générer des externalités négatives, mobiliser de la surface,... Donc s'il n'y a plus d'arbitrage budgétaire à faire, il y en aura énormément d'autres beaucoup plus complexes et cela restreindra déjà fortement les mégalomanies les plus démesurées de n'importe quel gouvernement élu.

Par exemple suite à un débat démocratique l'Etat décide de créer 10 milliards d'euros qu'il vend aux enchères aux banques sous la condition de prêter cet argent à des ménages gagnant moins que le revenu médian et pour acheter une maison passive. Les banques se rémunèrent sur les intérêts des emprunteurs (moins ceux qu'elles doivent à l'Etat et qui lui ont permis de remporter l'enchère). C'est un exemple de privatisation de l'action sociale ! Pour les grands investissements où l'Etat est lui-même maître d'ouvrage, et afin de limiter la possibilité de bénéfice indu de la part du gagnant de l'appel d'offre ce dernier est divisé en 2 enveloppes. La première porte sur les salaires des employés et les consommations intermédiaires qui seront payés directement par l'Etat et la seconde sur l'amortissement et le profit de l'entreprise gagnante. Remporte l'appel d'offre la société qui propose la plus faible somme des deux enveloppes et si en cours d'ouvrage le montant de la première enveloppe est insuffisant c'est à l'entreprise de payer la différence.

Enfin puisque les banques privées n'ont pas le droit de créer de l'argent elles ne pourront investir que l'argent que leur auront confié à cette fin les épargnants sachant que si la banque choisit mal ses débiteurs cette épargne sera perdue car à partir du moment où l'argent devient un bien public, il n'y a plus de prêteur en dernier ressort car une banque ne pourra pas être débitrice d'une somme supérieure à ses fonds propres ou confiés afin d'être investis.

Produire de l'argent ne coûte rien et cela permet tout, il me semble que nous ne devrions pas voir cela comme un malheur mais comme une chance, ne pas essayer d'enchaîner cette formidable liberté mais trouver comment s'en servir pour le bien de tous. Et plutôt que de lois qui nous disent ce qu'on n'a pas le droit de faire et que de toute façon on enfreindra, recherchons la connaissance qui permettra de dompter ce pouvoir. Le salut ne viendra pas d'une grande théorie mais de savoir composer à court et à long terme avec nos besoins, nos envies et les imprévus. La meilleure théorie économique n'est rien d'autre que la meilleure démocratie possible dans laquelle en particulier l'argent est un bien public.

Ce bulletin a été publié le Jeudi 10 avril 2008 18:48 et est classé dans [Economie, Monde financier, Monnaie](#) Vous pouvez suivre les réponses à ce bulletin avec le fil [RSS 2.0](#). Vous pouvez [répondre](#), ou faire un [rétro-lien](#) depuis votre site.

20 réponses à "Gérer la monnaie en vue du bien général"

1. *Stilgar dit :*
[11 avril 2008 à 10:36](#)

Bonjour

Je recopie mon post du 10 avril 2008 à 18:29 sur un autre article d'où est issu cette intéressante réflexion de Laurent S, qui va mériter des développements, j'en suis certain..

++++

Je suis d'accord que "vouloir piloter l'économie avec des instruments monétaires c'est chercher à résoudre la quadrature du cercle" ... les instruments monétaires sont un des outils et vous en citez d'autres très pertinents.

Je suis également d'accord sur "car s'il ne coûte plus rien de créer de la monnaie, la dépense de celle-ci peut générer un gaspillage de ressources naturelles rares." et je le vois tout les jours dans mon coin avec des "dépenses pharaoniques" (grand théâtre totalement inutile, mail en marbre qui sera quasiment inutilisé, "maison de la danse " toute vitrée qui coutera une fortune à chauffer et surtout à climatiser, etc) ... mais là nous sommes dans du contrôle politique qu'il ne faut pas oublier non plus. La monnaie n'est pas gratuite actuellement pour les collectivités locales (il va falloir augmenter les impôts pour payer les intérêts)... et ca ne "les" empêche pas de faire....

Enfin, vous écrivez " Enfin puisque les banques privées n'ont pas le droit de créer de l'argent elles ne pourront investir que l'argent que leur auront confié à cette fin les épargnants sachant que si la banque choisit mal ses débiteurs cette épargne sera perdue car à partir du moment où l'argent devient un bien public, il n'y a plus de prêteur en dernier ressort car une banque ne pourra pas être débitrice d'une somme supérieure à ses fonds propres ou confiés afin d'être investis."

Oui, à une précision près : les banques pourront aussi prêter la monnaie qu'elles auront emprunté auprès de la BCE (en plus de l'argent des épargnants).

Et je ne trouve pas "immoral" que le risque (qui apporte un gain plus grand si le risque est plus grand) ne soit pas couvert en dernier ressort par la collectivité... les investisseurs pourront (aussi) s'assurer et les intermédiaires (les banques) devront mieux jauger les risques... on évitera peut être de "produire pour produire".

++++

2. *Stilgar dit :*
[11 avril 2008 à 14:06](#)

Sur le lien concernant la "redistribution inter entreprise" je lis " Pourquoi y a-t-il du chômage ? Parce que les entreprises n'emploient pas assez. En embauchant, une entreprise prend le risque que le nouvel emploi puisse générer moins d'argent que son propre coût. On diminuera ce risque en attribuant aux entreprises une allocation mensuelle par travailleur employé.

Les entreprises financeront elles-même ces allocations par prélèvement d'un pourcentage de leur production. Une partie du risque inhérent à l'embauche sera ainsi prise en charge par l'ensemble des entreprises. En augmentant cette allocation et donc les prélèvements, on avantage les entreprises qui embauchent au détriment des autres. En positionnant l'allocation à un niveau suffisamment élevé, les entreprises rivaliseront entre elles en offrant de meilleures conditions de travail et de rémunération, ce qui éliminera définitivement le chômage et la précarité. "

Je voudrais juste signaler que "Les entreprises financeront elles-même ces allocations par prélèvement d'un pourcentage de leur production" me semble illusoire... c'est *toujours* le consommateur qui paye, in fine.

Je pense qu'il y a d'autres pistes plus intéressantes : recalcul de la taxe professionnelle (qui est

proportionnelle au nombre d'emplois et non pas au chiffre d'affaire) , "TVA sociale" (que je mets entre guillemets car il ne s'agit pas à proprement parler d'une TVA, mais plus d'un transfert d'une partie des cotisations sociales sur la consommation finale), etc, les idées ne manquent pas.

Mais mon but n'est pas de critiquer pour le principe cette idée de redistribution inter-entreprises , que je ne connais pas assez.

Je pense qu'un partage équilibré devrait être en 3/3 des bénéfices après investissements: 1/3 pour les diverses collectivités (impôts et taxes), 1/3 pour les actionnaires, 1/3 pour les salariés...

3. [Jean Jégu dit :](#)
[11 avril 2008 à 14:35](#)

Bonjour,

Merci à Paul de son intérêt pour le message de Laurent S. et l'opportunité de poursuivre le débat.

Après avoir lu et relu ce texte, j'opte pour "échange" plutôt que débat, tant j'approuve ce qui est dit. Mes commentaires seront soit de l'ordre de la nuance, soit de l'ordre du surlignage pour insister sur ce que je partage.

Votre texte , Laurent, nous incite à prendre du recul. Il prouve aussi que vous avez parfaitement compris comment plusieurs intervenants sur ce blog voient la "création-destruction" (je tiens au couplage des deux mots) de la monnaie. Vous savez aussi être concret en évoquant des exemples probants (taxes d'habitation, redistribution interentreprises, vente de fonds aux banques sous conditions d'usage ...).

Vous écrivez "Ensuite je me demande si vouloir piloter l'économie avec des instruments monétaires ce n'est pas chercher à résoudre la quadrature du cercle, car il n'existe pas de théorie économique naturelle, comme l'est la relativité générale ". C'est ici que je ferai un peu dans la nuance. Je ne crois pas du tout à la "science économique" comme je crois à la "relativité générale". Je pense même qu'il existe une forte propension en économie à parer d'oripeaux mathématiques des affirmations souvent banales, parfois fausses.

Je cite : " Parmi les découvertes de la quarantaine de lauréats primés à ce jour (les prix d'économie en mémoire de Nobel), il n'y aurait " pas de loi, ni même de tendance avérée, pas de régularité empirique, pas de technique qui ferait consensus, comme cela se passe dans les sciences de la nature", assure M. Guerrien. Selon lui, ces théoriciens sont juste "récompensés pour avoir montré, souvent avec des mathématiques compliquées, ce que toute personne sensée peut comprendre sans elles, pourvu qu'elle réfléchisse un peu". Pour l'auteur, la certitude des économistes repose davantage sur leurs présupposés idéologiques, qu'il s'agirait d'étayer par des arguments théoriques, que sur une quelconque démonstration." Adrien de Tricornot, Le Monde 9 oct. 2007 dans une recension de l'ouvrage de Bernard Guerrien "L'illusion économique", Omniscience, collection "Les essais", oct. 2007.

Cependant examinons notre histoire : le décollage technologique, les progrès en biologie reposent essentiellement sur une analyse et une modélisation véritablement scientifique. Tout, y compris les sociétés humaines et leurs comportements économiques, peut être soumis à analyse scientifique. Il y a un déficit criant en la matière. Les problèmes socio-économiques ne doivent pas être abandonnés à quelques économistes médiatisés. Avez-vous vu un ingénieur aussi brillant soit-il, dessiner seul un avion gros porteur ? Non. C'est affaire d'équipes fortement multidisciplinaires, de concertations entre elles, de sélection parmi diverses possibilités (car il n'y a pas dans la nature d'objets estampillés bon ou mauvais, vrai ou faux ; c'est le jugement que nous portons). C'est d'ailleurs le mot anthropologie qui m'a séduit sur le blog de Paul Jorion. Donc ne négligeons pas l'analyse des techniques monétaires et financières. Je pense même que leur connaissance scientifique, c'est à dire rationalisée au point de recueillir

l'assentiment de toutes les parties concernées, est un préalable indispensable. Mais je suis bien d'accord avec vous : ensuite tout ce qui devient possible reste à faire. Bref même avec un système monétaire assaini, tout ne sera pas réglé ; il restera la société avec ses problèmes mais nous aurons déserré le "carcan monétaire".

"En suivant cette interprétation et à partir du moment où seul l'Etat peut créer de la monnaie, on peut dire que tout l'argent qui retourne à l'Etat (taxes, impôts, cotisations,...) s'apparente à de la destruction monétaire et tout l'argent payé par l'Etat (investissements, traitements, subventions,...) devient de la création monétaire." Oui. Mille fois oui. D'ailleurs il en est ainsi aujourd'hui au niveau de chaque banque commerciale. C'est pourquoi, je dis parfois qu'il ne faut rien changer aux mécanismes de création-destruction monétaires inventés au long des deux derniers siècles ; il suffit d'en réserver l'usage à la collectivité publique, autrement dit à l'Etat.

"Côté dépenses, le budget de l'Etat est potentiellement illimité, mais cela rend d'autant plus nécessaire un bon contrôle de son utilisation car s'il ne coûte plus rien de créer de la monnaie, la dépense de celle-ci peut générer un gaspillage de ressources naturelles rares." Oui ; la vigilance restera nécessaire. C'est bien pour cela que j'ai proposé de mentionner le développement durable de l'économie (le "développement d'une économie durable" serait mieux).

"Produire de l'argent ne coûte rien et cela permet tout, il me semble que nous ne devrions pas voir cela comme un malheur mais comme une chance, ne pas essayer d'enchaîner cette formidable liberté mais trouver comment s'en servir pour le bien de tous." Mais oui ; c'est une bonne nouvelle pour les pauvres, mais aussi pour les riches car cela nous ouvre une autre perspective que les dépouillements réciproques séculaires. Nous pourrions enfin troquer les compétitions pour survivre contre des coopérations pour mieux vivre. Vaste programme, n'est-ce pas. En tout cas, je ne veux plus entendre dire et nous ne devons plus laisser dire que l'on n'a pas l'argent nécessaire.

4. *Laurent S dit :*
[11 avril 2008 à 15:34](#)

@Stilgar sur le gaspillage par les collectivités locales. L'arbitrage budgétaire est un frein puissant mais artificiel aux élus mégalomanes. C'est pourquoi rendre la monnaie publique implique un fort renforcement de la démocratie. Nous autres occidentaux ne cessons de la promouvoir, mais notre modèle est bien pauvre. Il consiste, en caricaturant, à confier nos problèmes à des élus qui les délèguent à des technocrates et des lobbys qui méprisent les oppositions mêmes dûment argumentées de la société civile. Alors que dans les sociétés primitives tous les problèmes sont débattus par tous. Chacun se sent ainsi valorisé et la société est très solidaire. Certes on ne peut pas gouverner ainsi un pays de plusieurs millions d'habitants, mais on devrait s'inspirer des expériences de démocraties locales mises en places actuellement dans les pays d'Amérique latine passés à gauche. De plus l'éducation civique devrait être renforcée et devenir un peu plus polémique en approfondissant l'histoire politique et sociale récente, les principaux débats politiques actuels et confronter les élèves aux élus, aux syndicalistes...

@Stilgar sur la redistribution interentreprise. Si ce n'est pas le consommateur qui paie, c'est le contribuable par les allocations chômage, le financement du RMI et autres minima sociaux. Mais c'est vrai que cette idée paraît « trop belle pour être vraie » et sa simplicité apparente soulève plein d'interrogations et révèle de nombreux préjugés.

@Jean Jégu sur l'intérêt de la science économique. Je vous approuve aussi tout à fait, cette science reste primordiale pour fournir aux élus des techniques, des instruments pour réussir à mettre en œuvre les choix politiques. Ce n'est pas aux économistes à dire si on doit passer à l'euro mais comment on peut le faire. Mais hélas elle est surtout connue pour être une « science morale » qui sert à dire où est le bien et le mal. Elle asservit au lieu de servir.

5. *Stilgar dit :*
[11 avril 2008 à 17:00](#)

Laurent S

Tout à fait d'accord avec votre premier paragraphe sur le gaspillage par les collectivités locales.

Dans cette explication de la redistribution interentreprise, il s'agit, pour ce que j'en ai compris, d'un financement par "mutualisation" (assurance inter entreprises)... donc, oui c'est bien le consommateur qui payera... c'est donc un choix politique tout à fait évident.

6. *Jean Jégu dit :*
[11 avril 2008 à 18:04](#)

@ Stilgar et Laurent

Qui paierait l'assurance interentreprises ? Le consommateur ou le contribuable ? N'oublions pas que la monnaie circule. Qui délivre l'eau au circuit du chauffage central, la chaudière ou les radiateurs ? Ni l'un ni l'autre : l'eau circule à condition qu'il y en ait dans le circuit. Donc avec une monnaie publique dont la création-destruction est réservée à la puissance publique, celle-ci est un point de passage et de création-destruction unique dans le circuit. La diffusion et circulation se fait par ailleurs soit en série soit en parallèle ; l'important c'est que tout soit correctement irrigué. En fait il y a peu d'agents économiques qui ne soient pas à la fois consommateurs et contribuables. Il ne me paraît pas, dans ces conditions, important de trancher la question posée.

7. *gibus dit :*
[11 avril 2008 à 23:28](#)

Jean Jégu a dit

« Cependant examinons notre histoire : le décollage technologique, les progrès en biologie reposent essentiellement sur une analyse et une modélisation véritablement scientifique. Tout, y compris les sociétés humaines et leurs comportements économiques, peut être soumis à analyse scientifique. Il y a un déficit criant en la matière. Les problèmes socio-économiques ne doivent pas être abandonnés à quelques économistes médiatisés. Donc ne négligeons pas l'analyse des techniques monétaires et financières. Je pense même que leur connaissance scientifique, c'est à dire rationalisée au point de recueillir l'assentiment de toutes les parties concernées, est un préalable indispensable. »

Il semblerait qu'en matière de traitement scientifique de l'économie nous en soyons aujourd'hui au même point que les anatomistes de la Renaissance qui disséquaient les cadavres en cachette. En bravant la loi de l'Eglise ils risquaient l'excommunication, châtement condamnant à la mort sociale à cette époque. Les progrès de la connaissance s'opposaient à la doctrine de la foi. Quelques fous l'ont fait, ils nous ont fait sortir de l'obscurantisme. La pensée économique rationnelle devra se constituer contre la foi et le crédo dominant. Mais là aussi, la puissance des intérêts ligés sur fond d'idéologie est considérable : c'est l'axe du monde actuel.

Combat bien inégal au départ, rude tâche qu'il faudra bien mener pour finalement faire de la monnaie un bien public.

8. *Jean-Paul Vignal dit :*
[12 avril 2008 à 06:02](#)

N'étant ni économiste ni financier, je ne suis pas très à l'aise pour intervenir dans ce débat de haute teneur, mais je me risque néanmoins à vous soumettre mon point de vue de béotien. J'avais essayé de réfléchir un peu sur l'inflation par les assets et ses conséquences sur la monnaie en 2006, à un moment où tout le monde ou presque s'extasiait sur les bonus de Wall

Street et des environs. Mes remarques avaient été plutôt mal accueillies par les experts approchés, au motif que je confondais tout, parce que l'inflation n'est pas création de valeur et réciproquement.

Et pourtant, il me semble que c'est justement le problème. En théorie, l'inflation ne crée effectivement pas de valeur, bien sur. Mais, il n'empêche qu'elle crée maintenant du "revenu" pour les « spécialistes » qui savent la "mobiliser" grâce à des mécanismes financiers que tout le monde fait semblant de comprendre, mais dont personne, on le sait désormais, ne sait vraiment mesurer les implications exactes.

Un rapide calcul « de bord de table » effectué début 2007 pour essayer de déterminer quelle était la part de création réelle et de création virtuelle dans la création globale de valeur, m'avait permis de constater qu'il était pour le moins curieux que l'on puisse dire qu'il n'y avait pas, ou si peu, d'inflation en France quand, pour ne prendre que deux exemples :

- la bourse avait augmenté en 2006 de 17.53% en valeur à 1841 mds € de capitalisation (chiffres la Tribune du 1/10/2007)

- l'immobilier n'avait augmenté « que » de 7 et quelques %, mais pour un parc qui d'après l'INSEE représentait quand même un peu plus de 3 000 mds € au 31-12-05

Cela correspondait à une création de valeur d'environ 500 mds € pour un PIB qui était d'un peu plus de 1700 mds € en 2005.

Bien sur, les français ne mobilisent pas leurs plus values, - en particulier immobilières -, autant que les américains, mais j'ai trouvé qu'il était quand même un peu bizarre que ce genre de création de valeur totalement virtuelle et éphémère ne soit pas pris en considération dans les calculs officiels, comme une forme d'inflation d'autant plus sournoise qu'elle est, plus encore que l'inflation ordinaire, une invitation à spéculer plutôt qu'à produire.

Cette « valeur » et surtout le revenu qui en dérive quand elle peut être mobilisée, est d'autant plus nuisible qu'elle n'a de valeur ni réelle, ni morale. Or c'est de plus en plus cette valeur virtuelle qui décide des choix dans tous les secteurs d'activité, au nom de l'économie de marché, et de sa merveilleuse main invisible.

Il me semble que toute politique monétaire nouvelle devrait absolument stopper cette dérive, mais sans handicaper pour autant l'économie réelle. Compte tenu de l'imagination des Quants, et de l'existence des paradis bancaires, ce sera difficile, et je n'ai pas d'idée précise sur la façon d'y parvenir techniquement.

Je crois que l'extension aux banques privées des obligations faites aux Etats pour l'utilisation des fonds d'emprunt dans le texte auquel vous êtes parvenus au terme du débat « La monnaie : projet de réforme » serait une possibilité, au moins à titre transitoire, avec interdiction de vendre les créances correspondantes, sauf à la Banque Centrale, ou en cas de rachat de la banque émettrice par une autre institution.

Jean-Paul Vignal

9. *Stilgar dit :*
[12 avril 2008 à 07:00](#)

Je voudrais apporter mon avis sur cette phrase du blog "Côté dépenses, le budget de l'Etat est potentiellement illimité, mais cela rend d'autant plus nécessaire un bon contrôle de son utilisation car s'il ne coûte plus rien de créer de la monnaie, la dépense de celle-ci peut générer un gaspillage de ressources naturelles rares."

Comme je l'ai dit, je suis tout à fait d'accord...

Dans un cadre où notre proposition monétaire serait assurée (toute la monnaie émise par une BC et les intérêts des prêts revenant à l'Etat), je crois qu'il serait nécessaire de mettre en place deux outils démocratiques :

- La Consultation d'Initiative Locale (RIC ou autre formule) imposant aux municipalités, aux départements ou aux régions de tenir compte d'une manière absolue de l'avis des habitants de la zone concernée, pour tout investissement (qui aura des conséquences sur leur imposition, par le remboursement du prêt d'investissement et du fonctionnement et amortissement de l'équipement créé, même si le Trésor Public leur restituait les intérêts, car de toute façon il faudra bien "détruire" la monnaie émise), ceci à un niveau de subsidiarité le plus pertinent.

- Le pouvoir renforcé des Cour des Comptes (régionales et départementales) qui doivent non seulement pouvoir donner un avis préalable, mais aussi, si une gabegie apparaît, pouvoir ester en justice contre les responsables (ce qu'elle ne peuvent faire actuellement).

10. [Paul Jorion dit :](#)
[12 avril 2008 à 14:46](#)

Sylvain Dzimira demande :

Aujourd'hui, la monnaie est bien créée par les banques commerciales lorsqu'elle accordent des crédits sans dépôts préalables, non ? Ce ne serait plus le cas ?

Je réponds :

Non, ce ne serait plus le cas : il s'agit de faire en sorte qu'il n'y ait pas création de monnaie sans création de richesse équivalente et que l'intérêt payé comme rétribution des avances qui ont été faites et ont permis cette création de richesse reviennent à la communauté entière, représentée par l'Etat.

11. [Keith Hart dit :](#)
[13 avril 2008 à 16:56](#)

I don't think Sylvain Dzimira's questions have been answered, partly because they don't go far enough in addressing the reality of money today. We have been offered a State, central bank and country as terms expressing the notion of society's natural form as an autonomous territorial unit or nation-state. But if the plan put forward by Paul Jorion is to be taken as more than a utopian elaboration of the state theory of money, it has to offer some purchase on the real world economy.

There can be no doubt that we are witnessing a swing back to the state, but where is it, this political animal? An emergent alliance of the leading central banks (US, EU, Britain, possibly Japan)? A revival of the Bretton Woods institutions? The use of sovereign funds from Asia and the Middle East to bail out failed American banks? The decision of the Japanese, Chinese, Saudi and other governments whether to pull the plug on the dollar or not?

When money futures were invented in 1975, 99.9% of international money transfers (I haven't looked the figures up, it's more a question of proportion) were used for purchases of goods and services abroad; today international trade accounts for 0.1% of global money transfers, the rest is money being used to buy money in another form. Not long ago, the US Federal reserve told the banks they would have to submit a report on all the derivatives they were issuing; the banks replied it would take them a year to compile such a report and it would be out of date when published. Money is issued by a worldwide distributed network of many kinds of institutions today. At the very least, the Jorion proposal should explain how a central bank

monopoly of money would work.

It is only since the 1850s that a national monopoly of currency was attempted anywhere and it was never fully realized. The idea of wheeling out this relic as a solution to the contemporary economic crisis is astonishing, not least, as Sylvain says, in a form that smacks of nothing so much as Milton Friedman's monetarism. The global inequalities generated by three decades of neoliberalism and the catastrophic failure of a free market in money cries out for a return to Keynesian redistributive policies and for institutional innovation at many levels of economy. Our question should be where the forms of political association might be found or created to carry out such a programme. They cannot be assumed. Invoking a model of society that even Knapp and certainly Keynes might find antiquated is surely not the answer.

One last question, Paul: how does your scenario play in Belgium? Or is this all just a joke?

Keith Hart

12. [Derudder dit :](#)
[13 avril 2008 à 18:17](#)

J'aimerais apporter mon grain de sel à ce point capital : "Côté dépenses, le budget de l'Etat est potentiellement illimité, mais cela rend d'autant plus nécessaire un bon contrôle de son utilisation car s'il ne coûte plus rien de créer de la monnaie, la dépense de celle-ci peut générer un gaspillage de ressources naturelles rares."

Comme le souligne Laurent, "rendre la monnaie publique implique un fort renforcement de la démocratie". Et ce renforcement de la démocratie ne sera que le résultat d'une évolution de la conscience humaine. j'en reviens à un sujet qui m'est cher, celui de la rareté et de l'"Abondance". L'humanité n'a survécu qu'en développant un mode de pensée propre à gérer la rareté, car jusqu'à très récemment c'est elle qui s'imposait aux hommes. Pour survivre dans la rareté il faut consacrer bcp de temps et d'énergie à produire, faire des réserves autant que faire se peut pour se prémunir de lendemains de disette, valoriser la compétition pour assurer la survie de l'espèce. L'énergie sous-jacente à tout cela est la peur: peur de mourir, peur de manquer. La peur est l'énergie de survie.

Mais à ce jour, (et cela depuis peu) la production ne pose plus de problème en terme de quantité et de diversité. Sans s'en rendre compte, nous sommes parvenus à un contexte d'Abondance où, si nous le voulions vraiment, tous les habitants de la terre pourraient vivre dans la suffisance, la paix et la dignité. Malheureusement tel n'est pas le cas car l'humanité n'a pas encore réalisé la transformation de conscience qui est essentielle pour éviter les gaspillages dans un monde d'abondance. L'homme gère pour le moment l'Abondance dans un paradigme de rareté (dont le symbole le plus éloquent est l'argent car potentiellement infini par sa dématérialisation mais artificiellement raréfié par sa gouvernance privée). La compétition figure au top du hit parade des valeurs, et le système est conçu pour permettre aux plus puissants de constituer des "réserves" toujours plus grosses au détriment des peuples et des ressources naturelles qui, du coup, deviennent insuffisantes par boulimie frénétique d'accumulation de capital.

Le défi que traduit le fait de redonner la gouvernance de l'argent au public est intimement lié à la nécessaire transformation de la conscience. Confier au public le pouvoir de la création monétaire peut devenir aussi néfaste (voire peut être même plus néfaste) que le système privatisé actuel car en effet, si on reste gouverné par une conscience de rareté, cela peut avoir pour conséquence une ouverture inconsidérée des vannes qui se traduirait par encore plus de pollution et de précarisation de l'écologie.

Aujourd'hui les projets des hommes sont conditionnés à la capacité à trouver leur financement. La question n'est pas "qu'est-ce que nous voulons vraiment ? Mais combien d'argent pouvons-nous mobiliser et que pouvons-nous faire avec cette somme ? Et c'est ainsi

que le monde est gouverné par le pouvoir de l'argent.

Dans un contexte d'abondance lié à un argent potentiellement infini et gratuit, la seule vraie question qui se pose est "qu'est-ce que nous voulons vraiment dans une réflexion qui intègre un parfait équilibre entre la prise en compte de l'intérêt particulier et celle de l'intérêt collectif. Il n'est pas question de donner libre cours à des envies et caprices parce que "tout devient possible". Abondance ne veut pas dire que tout est possible; nous restons dans un monde de limites. L'Abondance n'est pas une notion quantitative contrairement au sens qu'on lui donne traditionnellement, mais qualitative. En fait nous restons dans un monde aux ressources limitées, mais nous avons aujourd'hui "abondance" de connaissances et moyens, de sorte que nous pouvons maintenant donner naissance à des sociétés non élitistes, des sociétés où la préoccupation principale n'est plus de savoir comment se mettre à l'abri du besoin, mais comment réaliser notre destin d'être humain dans toutes ses dimensions. Autrement dit c'est apprendre à passer de la survie à la Vie. A l'évidence l'humanité n'en est pas encore là. La peur est manipulée par ceux qui détiennent le pouvoir car sans peur le pouvoir n'a plus de prise. La peur est le poison le plus efficace contre les démocraties car elle pousse les individus à privilégier la sécurité au détriment des libertés et droits fondamentaux.

Alors oui, la reprise de la gouvernance de la monnaie par le public est la clé, mais une clé qui réclame responsabilité, solidarité et sagesse. Par conséquent elle ne peut pas se faire sans le développement parallèle d'organisations citoyennes telles que certaines déjà citées sans oublier des comités de synthèse et d'éthique par exemple, dont la mission serait de considérer les projets locaux, régionaux, nationaux par rapport aux problématiques d'ensemble afin de relier le "particulier" au "collectif" et afin de garantir une cohérence d'ensemble. Bref une vaste société citoyenne organisée en réseaux interdépendants et solidaires.

Tout cela reste encore très théorique car tout est à créer. Les résistances que nous rencontrons à faire comprendre la nécessité de passer d'une monnaie privée à une monnaie publique trouve sans doute sa source dans la difficulté que nous avons à passer d'un mode de pensée pyramidal à un mode de pensée en réseau. Y'a du boulot car si nous sommes devenus des experts en rareté, nous sommes des "Néanderthal" de l'Abondance...

13. [Jean-Paul Lambert dit :](#)
[13 avril 2008 à 19:49](#)

L'émission d'"avances" par l'Etat est un premier pas vers une économie sans profits monétaires, dite "économie distributive" ou "distributisme". Encore faut-il pour faire le deuxième que cette avance se fasse sans intérêts (on arrête de créer de "l'argent dette").

Les distributistes historiques l'ont franchi entre 1932 et 34 au cours de réunions post-crise de 29 (radicaux, radicaux socialistes, Ligue des Droits de l'Homme, professeurs, économistes).
Mais... les risques d'inflation ?

Est donc venue l'idée d'émettre l'argent sans intérêts. Ensuite celle de "monnaie de consommation", qui s'annule au moment du passage de l'article en caisse. Elle ne servirait qu'à contrôler la façon dont les produits et services créés étaient consommés.

A signaler que la masse des produits et services disponible était chiffrée et la contrepartie distribués aux usagers : tout ce qui était produit pouvait donc être acheté. A charge pour les travailleurs de renouveler selon leurs "besoins" (PROSPER, qui a repris le modèle, préfère "usages").

Il faut se replacer à l'époque...

1. SURPRODUCTION!!! Chute des cours, licenciements, faillites, "la misère dans l'abondance"
2. On n'en avait pas encore fini de l'étalon or

L'usage pourtant déjà courant de la monnaie scripturale n'était pas encore bien... inscrit dans les têtes.

Or intégrer cet usage est essentiel pour comprendre "la monnaie de consommation" : émise "d'un trait de plume" elle peut être supprimée de la même façon.

Le plus dur était que l'argent soit émis sans intérêts. Beaucoup (et certains sans doute qui écrivent sur ce blog) y voient une façon de forcer les entrepreneurs à se surpasser. Il les oblige surtout à faire des profits... à n'importe quel prix social et écologique, et à s'entre-dévorer.

L'émission d'argent sans intérêts est la clé d'une sortie du capitalisme (et la raison pour laquelle tous ceux qui ne prennent pas la chose en considération et se déclarent néanmoins "anticapitalistes" se mentent et mentent).

Et du productivisme anti-écologique, lequel a suscité le mouvement "'décroissanciste", qui n'a malheureusement pas intégré que la croissance" est rendue obligatoire du fait de faire CROITRE LES PROFITS MONÉTAIRES, ou plus généralement de l'existence de l'argent sous la forme d'"argent-dette" (expression du Franco-Canadien Louis Even).

C'est aussi la clé d'une économie où les peuples auraient la maîtrise de leur propre marché et de leurs usages, qui ne dépendraient plus des "puissances d'argent", comme on n'ose plus dire, lesquelles lamentent leur productions sous des productions à des prix "concurrentiels".

3. A l'époque, l'idée d'une émission d'argent par une banque d'Etat et sans intérêt conduisait aussitôt (et conduirait encore, si on ne prend pas les précautions que PROSPER essaie d'introduire) à MAJORER L'IMPORTANCE DE L'ETAT.

Du fait de mauvais exemples donnés par des états "totalitaires" les distributistes, au moment de la guerre froide, ont connu quelques difficultés (le PC aussi).

Ils l'ont d'autant plus mal défendue qu'ayant adopté l'idée d'un REVENU D'EXISTENCE COMPLET (repris par Gorz sous la forme "revenu suffisant" dans TRANSVERSALES 3 en 2002) REVENU REELLEMENT GARANTI (car non pas sur des profits aléatoires, comme le voudraient Mme Boutin ou M. Lipietz, mais sur la réalité de la production, v. plus haut), ils ont énoncé que les citoyens seraient astreints à un temps de "service social" de plus en plus en plus court.

L'idée recouvrait pour eux celle de solidarité (courante à l'époque dans tout le socialisme). Elle avait beau dépasser radicalement des situations humiliantes pour la plupart, obligés de travailler pour vivre et de risquer en sus le chômage... ça faisait penser à l'armée, et au goulag!

Reprenons...

L'idée de création de monnaie "à condition qu'il y ait création de richesse équivalente" est gé-niale.

Encore faut-il parvenir à faire disjoncter, dans "les richesses" produites, l'enrichissement matériel qui s'appelle "prospérité" et le faux-méchant enrichissement que dénonçait déjà Aristote et qu'aucune émission d'argent avec intérêt n'empêchera jamais.

Et... pourquoi émettre de l'argent avec intérêt si les intérêts doivent revenir à l'Etat?

Pour pousser les entrepreneurs à oublier un peu beaucoup leur coeur de métier, qui devrait être de produire utile, sain, durable, beau, renouvelable, etc., pour faire des profits? Qui feront bon marché comme aujourd'hui des ressources humaines et naturelles ?

Pourquoi aurait-on encore besoin de cette croissance-là?

Je ne doute pas que Paul Jorion et les personnes très-savantes qui ont déjà participé à ce débat trouvent, et d'une manière certainement plus élégante que celle des distributistes historiques (ou que celle dont PROSPER use pour adapter ce qu'il y a de positif dans leurs idées) comment sortir de l'impasse des profits monétaires dans laquelle notre société se trouve

tristement encadrée.

14. *Stilgar dit :*
[14 avril 2008 à 07:27](#)

En réponse à Paul Lambert et aux honorables lecteurs de ce blog..

Puis-je suggérer de lire les 10 pages de " Une alternative de société, l'écociétalisme," à partir de <http://tiki.societal.org/tiki-index.php?page=Ecosocietalisme0> (sommaire sur : http://tiki.societal.org/tiki-index.php?page=Sommaire_ES) ... qui rejoint une bonne part des réflexions de Paul Lambert...

Mais nous passons ici dans "l'utopie concrète" comme l'écrit Patrick Viveret dans la préface ... mais utopie quand même car il y a peu d'espoir de voir le "système" totalement changer tant qu'un crash économique, financier, monétaire (ou militaire) n'aura pas laissé les peuples véritablement au niveau de se dire " il faut tout effacer et recommencer autrement"

A ce moment là, peut être le distributisme, le créditisme, l'écociétalisme (ou d'autres propositions multiples) pourront elles être sereinement analysées et comparées, puis mises en oeuvre.

... on peut toujours rêver, non? ...

15. *Stilgar dit :*
[14 avril 2008 à 11:50](#)

J-P Lambert écrit " Et... pourquoi émettre de l'argent avec intérêt si les intérêts doivent revenir à l'Etat ? "

Je pense que le système d'intérêt évite le "gâchis". L'intérêt qui revient à l'Etat est le "loyer" que rend à la collectivité un individu bénéficiant des largesses du crédit collectif (qui lui permet de réaliser son désir sans épargne et donc travail préalable)

On peut extrapoler pour les utilisation de monnaie (mais donc in fine d'énergie, de matière, de main d'oeuvre, etc..) par des collectivités locales.

16. *Jean-Paul Lambert dit :*
[14 avril 2008 à 17:14](#)

"Stilgar" : un représentant syndical d'une très grande entreprise m'a fait une objection du même ordre que vous, que j'ai trouvée assez humiliante pour les entrepreneurs.

Comme s'il était BON, JUSTE que ce qu'ils entreprennent soit obligatoirement mesuré à la "valeur" de l'argent (n'était mesurable qu'à travers "ce que ça rapporte" en argent).

Cette mesure me paraît déjà en elle-même relever du gâchis, l'essence même du gâchis... (v. comme elle gâche le sport).

Ayant eu à fréquenter des entrepreneurs et des bureaux d'études, il arrivait souvent, au moment où j'ADMIRAIS leur travail, qu'ils me fassent comprendre qu'ils souffraient (le travailleur "de base" n'a pas l'apanage de cette sorte de souffrance) de ne pas pouvoir faire tout de suite BIEN, MIEUX, donc tout autre chose et autrement...

Ils étaient obligés de penser d'abord aux profits, et le bien, le mieux qu'ils avaient en tête (ma série utile, sain, urable, beau, social, écologique) en sortaient tout tordus, accrochés à des calculs dérisoires (mais qui peuvent rapporter gros) de durabilité réduite ou d'obsolescence

accélérée du produit, du design...

Ah s'ils n'avaient pas été obligés de...

Autre approche du gâchis.

Si "le gâchis" commençait par l'intéressement ? Si "éviter le gâchis grâce au profits monétaires" nous gâchait la société et la planète ?

Imaginez-vous, VOUS, ayant l'idée d'un produit ou service qui, que... Cette chouette idée n'est-elle pas en elle-même une récompense suffisante pour la société qui vous a permis de la concevoir ? Ne résulte-t-elle pas déjà de tout un travail préalable ? Le sien (passé, culture) multiplié par le vôtre ? Pourquoi faudrait-il asservir votre idée à du rendement monétaire et la changer de registre (de l'enthousiasme au calcul). N'aimeriez-vous pas qu'on vous dise : vas-y, fonce, on va voir ? Vous seriez le premier à faire montre de prudence, demander de l'aide.

Toute notre société, la vie de chacun, est tenue en laisse par "combien ça rapporte".

Drôle d'économie... ou de philosophie ? Ou de politique...

Depuis que j'étudie les questions liées au crédit, je constate qu'on passe constamment de l'une à l'autre.

Votre remarque mène loin...

17. *Stilgar dit :*

[14 avril 2008 à 17:58](#)

@Jean-Paul Lambert

Je ne suis pas certain que vous ayez bien compris mon propos ; je me suis donc sans doute mal expliqué.

Je ne doute pas que beaucoup de gens soient attentifs à éviter le gachis (de l'énergie, des déchets, des matières premières, etc.)... mais référez-vous à mon tout premier post (11 avril 2008 à 10:36) ... tous ne le sont pas, surtout quand il ne s'agit pas de "leur" argent...

Effectivement, pas d'intérêts (je précise : sur la monnaie créée), je suis pour ... mais comment partager équitablement les ressources rares (de plus en plus rares) s'il n'y a pas "carotte et bâton"... Si vous me donnez une piste, je la prends...

18. *Paul Jorion dit :*

[14 avril 2008 à 18:52](#)

@ Stilgar, Derudder, Jean-Paul Lambert

Dans la perspective qui me semble la bonne – et dont, du coup, je n'entends pas sortir – si l'intérêt représente une part (préalablement convenue) de la richesse qui a été créée grâce au capital avancé, alors il n'est pas possible d'imaginer qu'il existe un double système où l'investisseur privé se voit payé un tel intérêt alors que l'Etat, dans la même position de prêteur, ne reçoit rien. L'intérêt qui serait perçu par l'Etat reviendrait du même coup à la communauté.

@ Keith Hart

Une fois admise cette perspective, on se voit obligé de répondre à la question de Keith : quel est l'Etat, et donc quelle est la communauté qui devrait bénéficier de cette création de richesse ?

19. *cyrille dit :*

[15 avril 2008 à 17:32](#)

petite question du novice que je suis..

si on distribue l'argent sans intérêt :

- comment décide-t-on à qui et combien on prête ?

- comment intégrer les défaut de paiement (faillites) ?

merci

20. [Paul Jorion](#) dit :

[15 avril 2008 à 17:53](#)

@ Cyrille,

Oui bonne question, je me tâte encore sur le sujet mais voici les principes dont je pars :

* il est légitime – à moins que la propriété privée soit abolie – que celui qui fait les avances reçoive une part de la fructification que le capital avancé a permise.

* l'autre composante traditionnelle du taux d'intérêt est la prime de risque. Celle-ci est calculée de manière actuarielle en multipliant le montant du sinistre (ici le non-remboursement du capital) par sa probabilité (extrapolée à partir des fréquences observées historiquement).

On pourrait dire à propos de la composante *prime de risque* qu'il n'y a pas de raison que le prêteur l'impute à l'emprunteur : ce dernier peut s'assurer de son côté sans répercuter le prix de cette assurance dans le taux exigé. Disons que ce soit le cas, pratiquement je ne pense pas que cela change quoi que ce soit. En effet, comme cette prime est une charge pour le prêteur, celui-ci tiendra compte de son montant dans la discussion de la fixation de la part (composante No 1) au moment de la conclusion du contrat.

On peut évidemment considérer que l'Etat est un prêteur d'un type particulier, ceci dit je ne vois pas a priori pourquoi l'Etat (la collectivité) ne bénéficierait pas de la production de richesse créée par les avances qu'il (la collectivité) fait puisqu'il reste à l'emprunteur une portion substantielle de la fructification du capital : la plus-value totale, déduction faite de la part revenant au prêteur.

12 04 2008 La démocratie réclame une science économique authentique

Publié par [Paul Jorion](#) dans [Anthropologie](#), [Economie](#), [Monnaie](#), [Philosophie des sciences](#), [Politique](#)

Comme le geai qui se pare des plumes du paon, la « science » économique actuelle se donne, à l'aide d'un objectivisme dévoyé, les caractères extérieurs de la scientificité mais elle échoue à en capturer véritablement l'essence. Comme certains d'entre vous le font remarquer : elle se trahit en n'étant pas, comme il le faudrait, descriptive et explicative mais normative : elle parle de ce qui se passerait dans des situations irréelles : si les agents économiques étaient rationnels, si les prix tendaient vers un équilibre, si toute l'information était disponible sur un marché, et ainsi de suite.

En lisant vos commentaires sur la « science » économique, je me suis rappelé un article intitulé « Reprendre à zéro », que j'avais lancé il y a une vingtaine d'années comme un pavé dans la mare aux canards de mes collègues anthropologues. Peu de temps après, je m'étais proposé le même programme pour bâtir une authentique « science économique ». Il n'a heureusement pas été nécessaire de repartir véritablement à zéro parce qu'il existait déjà chez Aristote une théorie scientifique du prix et j'ai pu rebâtir un édifice entier sur cette base. Ce que j'ai découvert – une fois la tentative aboutie – c'est un tout autre paradigme que celui qui sert de cadre à la « science » économique actuelle : rien de normatif par exemple, et les mêmes critères de scientificité que ceux qui ont cours dans les sciences authentiques.

C'est à partir de ce nouveau paradigme que j'interpelle certains de vos propos en vous disant « Non ! Ce que vous me proposez là, c'est encore la même vieille soupe refroidie ! » Un exemple : j'ai lu quelque chose du genre : « l'intérêt constitue la rétribution de l'investisseur pour l'inconvénient de s'être temporairement départi de son capital ». Je sais : vous avez entendu répéter cela quelque part, mais vous êtes-vous jamais demandé ce que cela voulait dire ? J'explique – à l'aide d'une véritable démonstration – dans [Monnaie – intérêt – croissance](#) que l'intérêt est la « part » que reçoit dans un système de métayage celui qui a fait les avances, c'est sa rétribution pour avoir consenti des avances, et à ce titre, ce n'est pas du vol (à moins que la propriété privée ne le soit) : c'est une part de la nouvelle richesse qui a été créée par la combinaison des avances faites par le prêteur, du travail fourni par l'emprunteur et de l'énergie dispensée par le soleil. Relisez ce billet et la question de l'intérêt vous apparaîtra plus clairement. De même, relisez [Comment les banques centrales triomphent de l'inflation](#) et la question de l'inflation vous apparaîtra plus clairement.

Nous cherchons à déterminer le rapport entre monnaie et démocratie, et il nous faut reconnaître que la « science » économique est impuissante à nous aider : elle n'a rien à nous offrir ici que des remarques sans pertinence et des cul-de-sac de la pensée. Aucun raccourci n'est malheureusement possible : pour réaliser cette tâche, une science économique authentique s'avère indispensable.

Ce bulletin a été publié le Samedi 12 avril 2008 07:42 et est classé dans [Anthropologie](#), [Economie](#), [Monnaie](#), [Philosophie des sciences](#), [Politique](#) Vous pouvez faire un [rétro-lien](#) depuis votre site.

4 réponses à “La démocratie réclame une science économique authentique”

1. [Jean-Michel](#) dit : [12 avril 2008 à 08:27](#)

+ 1 pour contribuer à ce programme d'anthropologie économique, i.e. d'anthropologie tout court.

2. [Jean-Michel](#) dit : [12 avril 2008 à 09:00](#)

PS. Ceci dit, l'argument d'irréalisme des suppositions ("assumptions") de départ ne gêne pas forcément la "science" économique, qui trouve à s'appuyer sur M. Friedman et son essai "Methodology of positive economics" .

<http://academic2.american.edu/~dfagel/Class%20Readings/Friedman/Methodology.pdf>

Cf. p. 15 " To put this point less paradoxically, the relevant question to ask about the

"assumptions" of a theory is not whether they are descriptively "realistic," for they never are, but whether they are sufficiently good approximations for the purpose in hand."
On y trouve aussi l'inévitable association de l'objectivité au modèle des sciences physiques (qui est resté "l'idéal du moi" de la plupart des économistes dans leur "désir de faire science") : "In short, positive economics is, or can be, an "objective" science, in precisely the same sense as any of the physical sciences" (p. 2). Et c'est bien le problème !

3. *Bernard dit :*
[12 avril 2008 à 09:21](#)

Je suis surpris de voir que l'on peut reprocher à une science d'être normative, c'est sa vocation, si on veut pouvoir lui attribuer le caractère prédictif qui fait son intérêt.

Si elle ne le peut pas, et que l'on peut entendre chaque matin des zozos expliquer doctement la logique imparable du mouvement du marché de la veille vers le zag alors que les "fondamentaux" l'entraînaient vers le zig, c'est bien que la matière sur laquelle elle est censée s'appliquer ne peut s'inscrire dans ce cadre normatif.

Soyons honnête cela nous priverait d'une bonne tranche de rigolade journalière.

Quant à l'analogie historique avec le metayage de l'intérêt dû au prêteur, je propose d'aller encore plus au fondamental anthropologique en examinant la légitimité de la somme réclamable par la mère à son enfant pour l'avoir mis au monde et amené à l'âge adulte.

Il me semblait que, jusqu'à maintenant, les enfants avaient l'habitude de rembourser leurs parents dans leurs vieux jours, par plein de prestations privées du domaine du don qui ne relevaient pas de la monétisation (non prises en compte dans la science économique, en attendant peut-être que cela devienne un délit de détournement de fonds?), et aussi par leur contribution financière à la solidarité intergénérationnelle réalisée grâce à l'impôt, ce qui est largement rendu nécessaire par l'éclatement des cellules sociales de proximité, et la délocalisation liée à la mondialisation.

Et il me semble que cela se poursuit heureusement encore, même chez nous, même aux USA, et que les participants à ces échanges y trouvent un enrichissement (certainement non rationnel puisque non comptabilisé dans le PIB).

Il est vrai qu'on nous explique que c'est intolérablement ringard, et que ça ne peut plus durer!

J'engage tous les participants potentiels à lire aussi "Condition de l'homme moderne" de H. Arendt ou un des bouquins de J Génereux qui donnent une vision beaucoup plus haute et détaillée de cette problématique anthropologique.

4. *fnur dit :*
[12 avril 2008 à 19:08](#)

La science économique, on aimerait ça, mais vu les divergences considérables sur beaucoup de sujets de la part des économistes eux mêmes, on ne voit pas le début d'une convergence.

D'ailleurs en physique, réputée science exacte en raison des expérimentations possibles, ce qui est plus difficile en économie, on relève pas mal de divergences. En témoignent les débats sur la théorie des cordes et même sur la théorie de la relativité générale d'Einstein. Parfois, sur des sujets techniques à peine théoriques, il y a bien des occultations, ainsi j'ai pu m'en apercevoir de façon amusée car ça ne manque pas de sel d'assister à certains débats enflammés sur des sujets relativement simples, tout compte fait. Alors pour des sujets complexes, l'histoire est plus longue.

25 04 2008 Encore Allais

Publié par [Paul Jorion](#) dans [Monde financier](#), [Monnaie](#)

On continue de m'envoyer des courriels où l'on s'interroge : comment puis-je être à ce point borné que je ne comprenne pas que les banques commerciales créent de l'argent ex nihilo ? Ma réponse est, comme vous le savez, que les banques ne créent pas d'argent ex nihilo et que la croyance qu'elles le font a son origine dans une erreur de raisonnement de Maurice Allais ([Le monde enchanté de Maurice Allais](#)), qui compte deux fois la même somme et puis s'indigne. Maurice Allais dit : « J'ajoute les animaux domestiques aux animaux sauvages, puis les animaux de la ferme, et j'arrive à un chiffre plus élevé que celui des animaux de la planète ! Cela prouve que les fermiers créent des animaux ex nihilo : c'est un scandale ! » Je sais, c'est peut-être difficile à imaginer venant de la part d'un « Prix Nobel » d'économie mais ce n'est pas plus compliqué que cela.

Un conseil : ne dites pas « M2 est plus grand que M1, j'exige de voir le responsable ! » ou bien « M3 est supérieur à M2, des têtes doivent tomber ! ». Oui, quelqu'un en est responsable mais c'est l'économiste qui calcule M1, M2 et M3 : ce sont des jeux de l'esprit d'économistes, des jongleries comptables qui présentent un certain intérêt car elles constituent des *perspectives* différentes sur la masse monétaire mais n'allez pas les prendre trop au sérieux : la même somme est comptée plusieurs fois, comme quand j'ajoute les animaux de la ferme aux animaux domestiques.

Ce bulletin a été publié le Vendredi 25 avril 2008 15:30 et est classé dans [Monde financier](#), [Monnaie](#). Vous pouvez suivre les réponses à ce bulletin avec le fil [RSS 2.0](#). Vous pouvez [répondre](#), ou faire un [rétro-lien](#) depuis votre site.

38 réponses à "Encore Allais"

1. [jean bayard dit :](#)
[25 avril 2008 à 16:19](#)

Pour nier l'existence de la création ex-nihilo de la monnaie par les banques commerciales, il faut nier l'existence d'un fait qui se reproduit chaque jour à des milliers d'exemplaires : il s'agit de la mise à disposition de monnaie par la banque à son client contre un simple engagement de rembourser à terme. La banque constate alors une créance à l'actif de son bilan et une dette au compte de dépôt à vue (somme mise à disposition) de son client à son passif. Celui-ci en use alors librement.

En ce qui concerne l'empilement de la monnaie sur 3 niveaux M1, M2 et M3, je partage votre avis, on compte plusieurs fois la même somme de monnaie aux niveaux 2 et 3, en particulier.

2. [Stilgar dit :](#)
[25 avril 2008 à 16:44](#)

Allais (non, faute d'orthographe, lisez "Allez")-vous répéter "je me suis un peu fait l'avocat du diable", ou alors sommes nous dans du "second degré" ?

Outre Bernard Maris cité dans "le monde enchanté de Maurice Allais" sur ce blog (désolé, je ne sais pas faire de lien), on peut citer bien d'autres auteurs (Plihon, Chaîneau, Clerc, par exemple)... Mais il me semble que nous étions arrivé à une expression admise (il n'y avait pas eu d'objection)" La monnaie est créée par les banques commerciales, seules autorisées à ce faire, lors d'une demande satisfaite de crédit dépassant les épargnes antérieures disponibles; le demandeur de crédit est donc cocréateur de monnaie "

Il y a bien CREATION de monnaie... sous conditions, mais pas nécessairement transfert à l'emprunteur d'une monnaie existante..

Alors, je comprends bien que ce terme "ex-nihilo" est gênant, mais puisque le prêt n'est pas nécessairement issu d'un dépôt (d'une épargne antérieure), comment définissez-vous l'action de l'augmentation permanente de la masse monétaire (> de 10% par an, quelque soit l'agrégat) par l'action créditrice de la banque - un simple montant entré dans la mémoire

d'un ordinateur - sur un compte client?

Ou alors confondons-nous monnaie et richesse ?

Concernant les agrégats, non, la même somme n'est pas comptée plusieurs fois... c'est une erreur de le penser.

M1 contient les DaV et la monnaie fiduciaire, M2 contient M1 plus les dépôts à terme d'une durée inférieure ou égale à 2 ans, et les dépôts remboursables avec un préavis inférieur ou égal à 3 mois, M3 contient M2 plus les pensions, les titres d'OPCVM monétaires, les instruments du marché monétaire, et les titres de créance d'une durée initiale inférieure ou égale à 2 ans.

Et on peut donc dire que $M3 = M1 + (M2 - M1) + (M3 - M2)$

3. *Stilgar dit :*
[25 avril 2008 à 16:46](#)

Ah, Jean Bayard n'est pas d'accord avec moi sur les agrégats... 😊

4. *Bernard dit :*
[25 avril 2008 à 17:30](#)

Le débat sur "qui" crée la monnaie est académique.

Surtout que la vraie création de monnaie est liée à l'intérêt généré par les emprunts honorés.

Il me semble donc que dans une économie qui "marche" bien la masse monétaire croît avec les intérêts servis.

Il y donc inflation monétaire, qui doit quand même bien jouer sur l'inflation des prix.

Et le scandale pour moi est que la BCE, sans le démontrer, décide que la bonne gouvernance est que l'inflation, sous entendu "des prix et des salaires" soit de 2% alors qu'on est loin des taux d'intérêt réellement pratiqués, et en tout cas sans liaison avec ceux-ci ce qui semble curieux.

En effet, pour moi, l'inflation était le phénomène de rééquilibrage normal entre la rémunération du travail et du capital, à la condition première que l'on admette que le capital doive être rémunéré.

Ce qui ne me paraît largement discutable.

Fixer les taux d'intérêt

-à 0 pour les opérations purement financières stopperait la spéculation délirante en cours, et le bal des hypocrites qui la "condamnent".

-à plus de 0, ou moins de 0, ce pourrait être un levier politique de gestion de la planète.

Ce point de vue est-il complètement utopique?

5. *jean bayard dit :*
[25 avril 2008 à 18:11](#)

Stilgar précise : "La monnaie est créée par les banques commerciales, seules autorisées à ce faire, lors d'une demande satisfaite de crédit dépassant les épargnes antérieures disponibles; le demandeur de crédit est donc cocréateur de monnaie "

A mon avis, l'épargne bancaire dépend de la création monétaire et non l'inverse. La monnaie une fois créée, ne reste pas dans sa forme initiale de dépôt à vue, telle qu'elle est au

moment de sa création. Au gré des échanges : production, revenus, consommation, elle aboutit en grande partie en compte d'épargne, dans une proportion de 66 à 75% selon une étude que j'ai faite sur le bilan de la BNP.

A Bernard, à propos des taux d'intérêt et de la spéculation, je répondrais que le Japon connaît la spéculation malgré un taux d'intérêt voisin de zéro.

6. *Stilgar dit :*
[25 avril 2008 à 18:31](#)

@jean Bayard

Oui ...

Il faudrait écrire " La *nouvelle* monnaie est créée par les banques commerciales, seules autorisées à ce faire, lors d'une demande satisfaite de crédit dépassant les épargnes antérieures disponibles; le demandeur de crédit est donc cocréateur de monnaie"

... comme le beaujolais nouveau : il y en a beaucoup plus que la récolte 🤔

7. *Paul Jorion dit :*
[26 avril 2008 à 03:13](#)

1) Quand je dis « double compte », je pense à l'exemple d'Allais, du gars qui a 100 € sur son compte courant et qui « se représente » qu'il a 100 € et du second gars à qui 90 € de ces 100 € ont été prêtés et qui « se représente » (à plus juste titre) qu'il a 90 €. Si l'on dit qu'il y a maintenant 190 €, je dis que 90 € de ces 190 € constituent un double compte de 90 € compris dans les 100 € originaux – pour la raison que j'ai dite : que si les deux gars se présentent simultanément au guichet, la banque va devoir trouver 90 € ailleurs que dans le dépôt initial du premier gars.

2) Un observateur impartial pourrait dire « S'ils sont d'accord sur un projet de réforme de la monnaie », les points sur lesquels ils restent en désaccord doivent être mineurs. Et il est vrai que le désaccord ne porte plus que sur ce que « ex nihilo » signifie exactement ici. Comme je l'ai dit aussi, je n'accepte de dire que la banque prêteuse « crée de la monnaie » en accordant un prêt que si l'on dit que l'emprunteur aussi « crée de la monnaie » en créant une plus-value à partir de ce capital et en payant un intérêt soustrait à cette plus-value. Dans ce cas là évidemment « créer de la monnaie », perd son sens propre pour prendre un sens « métaphorique ».

3) Si l'on veut me faire dire que seule la banque commerciale crée de la monnaie à l'occasion d'un prêt, il faudrait qu'on me précise le montant exact de monnaie elle peut créer de cette manière (scripturale) à cette occasion. Je sais qu'un établissement financier peut prêter l'argent des déposants, je sais qu'il peut prêter également l'argent qu'il a emprunté lui-même mais combien de monnaie peut-il créer de manière scripturale (c'est-à-dire sans qu'existe un collatéral à la somme avancée) ? Si cette somme est illimitée, je ne comprends pas comment une banque commerciale pourrait jamais faire faillite : elle pourrait indéfiniment créer de la monnaie à la demande et se renflouer sur les intérêts versés.

8. *tigue dit :*
[26 avril 2008 à 06:47](#)

Et si ce collatéral était un « machin », du genre produit dérivé, dérivable à l'infini... Les prix minimaux de ces produits étant garantis en définitive par l'état qui les accepte et les échange contre des bons du trésor, et peut être bientôt par l'émission de monnaie nécessaire aux humains qui réclament des hausses de salaire ?

9. *Stilgar dit :*
[26 avril 2008 à 07:10](#)

Oufffff... 😞

En ce qui concerne le point 1:

Je vais essayer de relire exactement ce qu'écrit Allais avant de donner un avis.

En ce qui concerne le point 2:

C'est bien ce que j'avais cru comprendre... c'est bien la compréhension du mot "ex nihilo" qui pose problème, qu'il faut donc prendre, selon Paul, sous son sens métaphorique.

Soit, personnellement, ça ne me gêne pas.

Paul, êtes vous d'accord avec la définition que je tente dans mon message précédent ?

Alors, en fonction de cette définition ou d'une définition équivalente, quel autre mot - que l'on pourrait prendre au sens propre - peut-on proposer que "ex nihilo" ?

Enfin, le point 3:

Outre les règles prudentielles (Bâle 2) et les réserves obligatoires auprès de la Banque Centrale, il y a un point qu'il ne faut pas oublier: la réglementation bancaire *interdit* aux banques de créer de la monnaie scripturale pour elles-mêmes, et elles ne peuvent le faire *que* pour des agents non bancaires (bien que dans certains cas limites, par exemple si elles achètent un immeuble pour elles-même, on puisse se poser la question..).

D'autre part, en ce qui concerne la création monétaire lors de demande de crédit par les agents non bancaires, il faut évidemment (en principe) que cette demande soit "garantie" par l'emprunteur... sinon, non seulement la banque perdra les intérêts qu'elle espère, mais en plus dans ses comptes, elle va devoir passer en perte ce crédit qu'elle a fait d'une manière trop peu garantie (voir le problème d'actualité). En échange, néanmoins, s'il reste quelques actifs sur lesquels elle aurait pris une hypothèque, elle pourrait les revendre ou se les approprier: leur montant viendra donc en déduction de ses pertes.

L'augmentation permanente des masses monétaires (M1 a grossi de 82% en 6 ans dans la zone euro, et M3 de 58%) s'explique pour 85% de M1 (la différence étant l'augmentation de monnaie fiduciaire par la banque centrale) par la nécessité pour les banques commerciales prises globalement d'assurer l'émission monétaire nécessaire à la demande supplémentaire de monnaie (par rapport à l'offre de l'épargne) des agents non bancaires, seule solution pour elles d'obtenir les intérêts qu'elles réclament et qui sont liés à chaque émission: nous sommes engagés dans un système exponentiel.

10. *Stilgar dit :*

[26 avril 2008 à 08:16](#)

En ce qui concerne le point 1, je recopie ici mon petit commentaire mis sur "Le monde enchanté de Maurice Allais"

"Je pense que l'erreur de Paul Jorion est de dire " les banques n'ont pas plus d'argent que ce qu'elles ont en caisse ! " car , en lisant ce qui précède (ce qu'il écrit), on pourrait penser que les banques sont capables de fournir aux Eusèbes qui se présentent aux caisses lors d'une panique bancaire, tous les billets de banques (l'argent) qui correspond à leur "crédit".

C'est évidemment faux, puisque les pièces et billets ne représentent que 15% de la masse monétaire M1, celle immédiatement disponible (fiduciaire + dépôts à vue)

Mais si les banques ne peuvent "rembourser" sous forme de billets les demandes correspondantes aux montants des dépôts à vue, quel intérêt pour les Euphèbes de demander (ensemble) le remboursement sous cette forme... la monnaie scripturale ("l'état" du compte bancaire) a autant de légitimité que la monnaie fiduciaire... comme elle, elle est garantie par la Banque Centrale, et nous l'avons vu dernièrement au Royaume Uni, en dernier ressort par l'Etat.

La monnaie (fiduciaire ou non), c'est toujours un problème de "fidus"

Je reconnais néanmoins qu'Allais n'a pas été très précis dans cette citation (extrait de « La crise monétaire d'aujourd'hui. Pour de profondes réformes des institutions financières et monétaires. », Éd. Clément Juglar, 1999, p. 63.): il aurait du parler des "fuites" de monnaie fiduciaire qui limitent (aussi) les possibilités de création monétaire par les banques commerciales, de la nécessité des réserves obligatoires et j'ignore si, lorsqu'il écrit " dépôts", il pense ou non à cette catégorie particulière que sont les "dépôts à vue"... je crois que non, car il l'aurait sans doute précisé."

11. *Bernard dit :*
[26 avril 2008 à 13:12](#)

Le "double compte" de P Jorion est effectivement une réalité relativiste.

Il suffit de comprendre que le monde financier est, comme celui d'Einstein, un monde à 4 dimensions, composé de l'espace et du temps.

Dans ce monde, et tant qu'existe la confiance, le double compte, vu dans l'espace à 3 dimensions, n'en fait qu'un dans l'espace-temps, puisque les espérances des titulaires de ces comptes seront réalisées.

Mais si la confiance disparaît, le temps s'arrête, l'espace revient à 3 dimensions, tout le monde exige son dû, et c'est la crise.

C'est le problème actuel des banques qui n'ayant plus confiance entre elles, sont dans la situation du gang partageant le butin, et qui s'aperçoivent qu'une partie du magot qu'elles imaginaient avoir dans l'espace-temps n'est qu'une illusion.

12. *Dani dit :*
[26 avril 2008 à 14:02](#)

"1) Quand je dis « double compte », je pense à l'exemple d'Allais, du gars qui a 100 € sur son compte courant et qui « se représente » qu'il a 100 € et du second gars à qui 90 € de ces 100 € ont été prêtés et qui « se représente » (à plus juste titre) qu'il a 90 €. Si l'on dit qu'il y a maintenant 190 €, je dis que 90 € de ces 190 € constituent un double compte de 90 € compris dans les 100 € originaux – pour la raison que j'ai dite : que si les deux gars se présentent simultanément au guichet, la banque va devoir trouver 90 € ailleurs que dans le dépôt initial du premier gars."

Il faut continuer l'histoire. Celui qui a la possession à ce moment-là des 90 € va les utiliser pour acheter des biens ou des services. C'est donc un troisième acteur qui va devenir, lui, propriétaire légitime des 90 €, puisqu'il les aura "gagnés". Il pourra donc les déposer dans une banque (la même ou une autre). C'est à ce moment et seulement là qu'on arrive à un total de 190 €, car l'emprunteur n'était lui qu'un "possesseur" transitoire de la monnaie. A ce stade, on a bien deux agents économiques propriétaires de 190 €. Et ainsi de suite.

Sans transactions économiques "réelles", il n'y a pas de création monétaire scripturale. D'autre part, je ne suis pas sûr que ce soient à proprement parler les "banques" qui créent la monnaie scripturale, mais plutôt "le système bancaire", au fur et à mesure que l'argent gagné par certains est déposé sur des comptes.

Maintenant, faut-il estimer que seuls les billets sont de la monnaie et que nous sommes virtuellement propriétaires des mêmes...ou alors que la création scripturale est bien une augmentation de la masse monétaire (pas ex nihilo, mais par multiplication de la monnaie fiduciaire initiale - un peu comme Jésus avec les pains)... ? Franchement, cela me porte dans des abîmes de perplexité, sauf que quand je fais mes paiements, personne ne me demande si c'est de la monnaie fiduciaire ou de la monnaie scripturale...

13. [Dani dit :](#)
[26 avril 2008 à 14:24](#)

Ah, encore une anecdote :

Un ami, membre d'un conseil d'administration d'une banque suisse, proposait l'action suivante : nous nous échangeons tous les deux des reconnaissances de dettes de montant égal, puis nous allons négocier sur cette base un emprunt auprès de nos banques respectives (il faudra bien sûr les convaincre de notre solvabilité). Nous avons ainsi créé, grâce à nos banques, de nouveaux "moyens de paiement". S'ils sont utilisés dans un but productif, il y aura création monétaire. Non ?

14. [Stilgar dit :](#)
[26 avril 2008 à 16:42](#)

@Dani

Même si ces nouveaux moyens de paiement ne sont pas *productifs*, il y aura bien création monétaire...

15. [Laurent dit :](#)
[27 avril 2008 à 10:51](#)

"1) Si l'on dit qu'il y a maintenant 190 €, je dis que 90 € de ces 190 € constituent un double compte de 90 € compris dans les 100 € originaux "

Bonjour, Effectivement, il y a double-compte. Mais ce qui est important c'est que les consommateurs vont consommer comme s'ils avaient l'argent. La banque me prête de l'argent pour m'acheter un logement. Je le dépense. C'est en ce sens qu'il y a bien création monétaire. Ça me paraît difficilement discutable. Même si à terme, je rendrai cet argent, il y aura eu entre temps d'autres prêts consentis à d'autres clients. Il y a un flot continu d'argent qui circule et qui vient des prêts accordés par les banques.

Sur la cocréation "banque-particuliers", c'est vrai qu'il y a deux parties dans la transaction. Mais la création est dissymétrique puisque ce sont les banques qui touchent les intérêts. C'est ce point qui est bizarre et qu'on sous-entend quand on dit que la création monétaire est à l'initiative des banques. On part d'une situation symétrique client-banque. Tous les deux peuvent avoir un bilan nul. Et le procédé réglementaire créance-crédit fait qu'à l'issue de la transaction, la symétrie est brisée et la banque touche des intérêts.

" ... l'emprunteur aussi « crée de la monnaie » en créant une plus-value à partir de ce capital et en payant un intérêt soustrait à cette plus-value. "

Si l'emprunteur est une entreprise, OK, il y a création de plus-value. Mais si l'emprunteur est un particulier, il subit simplement l'organisation de la société sous forme de crédit. Pour acheter un logement, on doit être en compétition avec d'autres particuliers qui ont accès à l'emprunt. Donc on doit accepter de s'endetter également et de payer des intérêts. Le crédit peut avoir un sens pour la construction d'un logement neuf, puisqu'il donne la souplesse permettant de nouvelles mises en production. Mais pour les transactions sur l'ancien, c'est juste un mécanisme technique qui permet un transfert d'argent des pauvres vers les riches, un impôt inversé. Je n'ai plus les références. Mais des études ont montré que les meilleures opportunités d'achat de logement étaient en période de taux d'intérêt élevé. Le crédit devient impossible pour certains, et les prix des logements diminuent. Si le crédit aux entreprises me semble justifié, le crédit aux particuliers me semble surtout une organisation sociale permettant un transfert d'argent des plus pauvres (qui empruntent) vers les plus riches.

"3) Si l'on veut me faire dire que seule la banque commerciale crée de la monnaie à l'occasion d'un prêt, il faudrait qu'on me précise le montant exact de monnaie qu'elle peut

créer de cette manière (scripturale) à cette occasion. ”

Voir McDonough. Pour le risque de crédit, la banque doit avoir un minimum de fonds propres correspondant au crédit qu'elle accorde. Quand un client dépose un avoir sur un compte, cela baisse l'encours de crédit (puisque comptablement, la banque doit rendre l'argent, c'est donc une dette du point de vue de la banque). Si l'encours de crédit diminue, elle peut de nouveau prêter. Donc mathématiquement, ces règles font que chaque banque peut prêter un certain multiple des dépôts des clients. Si je comprends bien, la valeur du multiple dépend de la valeur du rapport (dépôt des clients)/(fond propre). En outre, il y a des formules techniques différentes suivant que le client dépose de la monnaie fiduciaire, des obligations, des actions Compte tenu de ces règles, la théorie dit que la banque ne devrait pas pouvoir prêter plus de 5 fois ses fonds propres. Certains observateurs disent que ce multiple 5 peut être très largement dépassé.

16. [Paul Jorion dit :](#)
[27 avril 2008 à 16:34](#)

@ Laurent

Comme vous le dites vous-même, il n'y a dissymétrie entre prêteur et emprunteur que si ce dernier est incapable de faire fructifier la somme qu'il emprunte. Alors effectivement, pour payer les intérêts, il en sera de sa poche. Mais à qui la faute ? La supposition de la banque qu'il en fera un bon usage est légitime. En empruntant pour des dépenses de consommation, les ménages enclenchent un processus de « cavalerie » qui les oblige à trouver ailleurs les sommes qui leur permettront de servir leur dette – en l'absence d'une plus-value créée par le capital qu'ils empruntent.

« Tout le monde le fait ! », me direz-vous. Sans doute, mais tout le monde devrait savoir que le système repose sur le postulat que l'argent emprunté sera utilisé intelligemment. Vous me dites « Si l'argent emprunté est utilisé intelligemment, le système est symétrique et c'est bien. Mais si le capital est utilisé de manière stupide par l'emprunteur, la situation n'est pas symétrique, et la banque doit être blâmée pour réclamer des intérêts ». Soyons sérieux !

Qu'en raison de la manière dont les richesses sont distribuées dans nos sociétés, certains ménages sont obligés de gérer en permanence leur budget en régime de « cavalerie », je vous l'accorde volontiers. Mais cela, c'est une conséquence de la propriété privée, et le système bancaire en-soi n'y est pour rien.

17. [Bernard dit :](#)
[27 avril 2008 à 16:43](#)

Le double (et même plus) compte relativiste, (suite)

Cette image relativiste peut être poussée encore plus loin, notamment en imaginant que l'argent joue dans le monde financier le rôle de la lumière dans le monde relativiste.

On retrouve alors le caractère forcément expansionniste de l'univers financier.

En fait, ce qui fait alors le caractère “enchanté” de ce monde financier est que ses outils violent allègrement les contraintes de l'espace-temps : en particulier, l'argent a acquis une vitesse de déplacement telle qu'il est capable de se matérialiser en fonction d'évènements encore à venir.

On peut alors considérer que les bulles financières comme des trous noirs.

Cela nous permettrait aussi d'envisager la limite de validité des outils financiers par rapport à

une "vitesse limite" de circulation de la monnaie.

Maurice Allais avait donc pour moi raison, le caractère "enchanté" vient simplement du fait qu'il suppose que l'on peut violer impunément les contraintes de l'espace-temps !!

En fait, tout le monde sait au fond de lui-même que c'est impossible.

Le problème actuel, vous le savez bien, est de savoir si quelqu'un, parmi nos "gouvernants" aura suffisamment de (double) courage pour à la fois,

1 - perdre publiquement la face en admettant l'aspect "enchanté" de la sphère financière,
2 - remettre en question la légitimité de cette immense « cour » qui vit grassement de cet "enchantement", et remettre un peu de réalisme dans la finance,
ou si le changement sera initié par un soulèvement général.

18. [Laurent dit :](#)
[27 avril 2008 à 19:41](#)

@Paul.

Merci de la réponse. Je comprends votre point de vue. Chacun est finalement responsable de ses choix, dites-vous.

Comme je l'ai dit, pas de problème pour un rapport entreprises-banques. Pour ce qui est du prêt bancaire vers les particuliers, on n'est pas me semble-t-il dans une relation symétrique individu-individu ou entreprise-entreprise. La structure bancaire a des moyens financiers et des moyens publicitaires et marketing pour vendre ses prêts à des individus. Dans une population, il y a toujours à la louche 10% d'illettrés et 30% d'individus ayant du mal avec les pourcentages. Ce sont d'ailleurs les plus pauvres qui ont subi le subprime, parce qu'ils n'étaient pas capables de comprendre la complexité des montages qu'on leur proposait. Doit-on autoriser des rapports commerciaux déséquilibrés, de choix libre, mais qui permettent à une entreprise de mettre en grande difficulté ceux qui ne sont pas capables de comprendre les contrats qui leur sont proposés ?

L'autre remarque, c'est que même dans le cas d'un choix entre deux parties bien informées, on ne doit pas tomber dans le mythe occidental d'un individu libre et autonome qui pourrait faire des choix indépendamment des autres acteurs. La croissance de ces dernières années s'est faite par augmentation de l'endettement (des états, des particuliers). Il est probable qu'une récession s'ensuivra pour corriger la bulle d'endettement. Même des individus qui n'ont pas emprunté subiront le contrecoup de cet endettement généralisé, par exemple par le chômage si leur entreprise fait faillite lors de la récession. Même chose pour le prix des appartements. Ils dépendent fortement de la permissivité de l'emprunt et la politique financière d'aujourd'hui oblige tous les primo-accédants à s'endetter sur 20 ou 30 ans face à la bulle immo. Des lors, il me semble légitime qu'il y ait une législation régulatrice sur ces transactions privées à partir du moment où elles ont des conséquences importantes pour le reste de la population.

Mais bon, on s'éloigne de la question initiale sur la création monétaire...
Bonne soirée.

19. [\(Autre\) bernard dit :](#)
[27 avril 2008 à 19:55](#)

Vous allez peut-être pouvoir me répondre ???

La question à laquelle je ne trouve pas de réponse soit dans les livres, soit dans les sites est simple.

Les x % que les banques centrales font payer, où vont-ils, à quoi servent-ils ? Dans quelles

poches ?
Merci d'avance.

20. *guillaume dit :*
[27 avril 2008 à 23:09](#)

Il me semble que les banques centrales touchent 8% sur les opérations d'émission (c'est à confirmer ou à démentir...)

Si l'activité de la banque centrale génère des profits non ré-investis, ces sommes sont partagées entre les différentes banques centrales nationales. Il s'agit simplement de considérer que la BCE est une entreprise privée dont les actionnaires sont les banques centrales nationales qui touchent donc des dividendes quand les bénéfices le permettent ; en contrepartis les Banques centrales nationales ont le devoir de remettre la BCE à flot si celle-ci connaît des pertes.

"Conformément à l'article 33.1 des statuts du SEBC, les bénéfices nets de la BCE, défalqués de l'acompte sur dividende versé au titre du revenu de seigneurage et de l'éventuel transfert d'une partie du montant au fonds de réserve général, sont reversés aux BCN de la zone euro proportionnellement à leur part libérée dans le capital."

http://www.banque-france.fr/fr/eurosys/telechar/bce/publications/2006/bce_hrf_chap_3.pdf

21. *Stilgar dit :*
[28 avril 2008 à 07:23](#)

Bonjour

Afin d'essayer d'en finir une fois pour toute avec ce débat sur "ex nihilo", je relisais hier soit Dominique Plihon (qui fut économiste à la Banque de France avant d'être professeur d'économie à l'université Paris Nord (ce qu'il était en 2000), et je lis " (p.42 - La monnaie et ses mécanismes) : " La création monétaire est le privilège des banques: celles-ci créent de la monnaie en "monétisant" leurs créances et en émettant des dettes qui ont la particularité d'être acceptées comme moyen de paiement. La plupart du temps les créances bancaires correspondent à des crédits : il s'agit de la monnaie de crédit, créée ex nihilo par les banques à l'occasion de leurs prêts. [] L'évolution de la masse monétaire résulte du décalage entre la création et la destruction de monnaie lié aux opérations de prêt et de remboursement."

Néanmoins, Paul (et les autres) , je propose une trêve 😊

Seriez vous d'accord sur les formulations suivantes:

- La monnaie fiduciaire, monnaie permanente, est créée par la Banque Centrale pour satisfaire la demande de liquidité.
- La Banque Centrale peut créer de la monnaie centrale temporaire à usage exclusif des banques commerciales, afin de faciliter leurs échanges (compensation) ou renforcer temporairement leurs fonds propres.
- La monnaie scripturale est créée par les banques commerciales lors de demandes satisfaites de crédits bancaires par les agents non bancaires, demande supérieure à l'épargne préalable disponible. Ce pouvoir de création monétaire par les banques commerciales n'est pas illimité : il est contraint par les fuites de monnaie centrale subies par les banques, les règles prudentielles, les réserves obligatoires et la nécessité de fonds propres suffisants.

Vous remarquerez que je n'ai pas utilisé le terme "ex nihilo" qui reste néanmoins sous-jacent du fait de l'utilisation du terme "créer", lequel, étymologiquement, signifie: " a) Ca 1119 relig. crier « tirer du néant (en parlant de Dieu) » (Ph. de Thaon, Comput, 2003 ds T.-L.); 1155 creer (Wace, Brut, 2739 ds Keller, p. 35 b); b) 1130-40 « produire ce qui n'existait pas (en parlant de

l'homme) » ici « donner la vie » “

22. *Stilgar dit :*
[28 avril 2008 à 07:36](#)

En réponse à Bernard

Je précise un petit peu la réponse de Guillaume.

Les Banques Centrales prêtent leur monnaie (monnaie centrale) aux banques commerciales qui en ont besoin. Elles bénéficient dans ce cas des intérêts correspondant au taux de refinancement. Ces intérêts vont augmenter le bénéfice de la Banque Centrale, lequel sera redistribué au prorata à ses actionnaires (les banques centrales nationales dans le cas de la BCE).

L'un des actionnaires de la BCE est la Banque de France qui payera d'une part l'impôt sur les bénéfices (en France) et redistribuera les bénéfices sous forme de dividendes à son seul "actionnaire", l'Etat français.

C'est la raison pour laquelle la demande que TOUTE la monnaie soit émise (créée) par la Banque Centrale est justifiable en termes financiers au niveau de l'avantage collectif. Puis-je vous proposer (à tous) de lire (en anglais), en ce qui concerne la FED, l'appel lancé par l' "American Monetary Institute", que j'ai, les hasards font bien les choses, reçu aujourd'hui :
<http://www.monetary.org/amacolorpamphlet.pdf>

23. *Armand dit :*
[28 avril 2008 à 08:40](#)

@Stilgar

Je rajouterais néanmoins les mentions que :

(i) seule a cours légal la monnaie centrale (« les billet de banque ») que nul ne peut refuser en paiement.

(ii) les instruments de paiement bancaire (cartes, chèques, virements, TIP, ...) n'ont pas cours légal. Chacun peut les refuser.

on comprend ainsi mieux la différence de puissance entre ces deux sortes de monnaie qui portent le même nom.

(iii) les banques ont l'obligation de remettre, sous forme de monnaie centrale, à leurs clients qui demandent « un retrait en espèces » le montant disponible sur leurs comptes courants, et ce immédiatement et à leur seule vue.

(iv) du fait du mécanisme de réserve fractionnaire, les banques sont dans l'incapacité de faire face à une demande (iii) trop importante.

24. *(Autre) bernard dit :*
[28 avril 2008 à 08:47](#)

Merci à tous pour vos réponses mais un détail dans la réponse de Stilgar m'intrigue. Le seul actionnaire de la BdF serait l'état ? Il n'y a pas de banque commerciale actionnaire ? Etes vous sur de cela ? Car alors comment un état peut-il avoir une dette ? Sinon envers d'autres états. En effet les emprunts faits auprès de fonds "privés" étant faits avec de la monnaie d'état (seul actionnaire de l'émetteur de monnaie) ce serait l'état qui se ferait crédit à lui-même. Le plus ou moins long circuit passant par des comptes dits privés ne serait plus qu'un tour de passe-passe, un artifice comptable??

On comprend mieux ainsi pourquoi avec une monnaie non gagée sur quelque chose de réel

tout le monde excepté l'appareil d'état s'appauvrit. Les fortunes dites privées ne sont plus alors que du vent car dépendantes du bon vouloir et de l'intérêt propre des appareils d'état (et non pas de la collectivité des gens qui n'en font pas partie.) Le prix payé au gestionnaire (l'état) est donc la concentration de tous les pouvoirs dans les mains de ce même gestionnaire.

On comprend mieux le mal-être des quidams qui sentent bien que de toute façon ils sont toujours les pigeons. Et pourquoi ils veulent tous être fonctionnaires.

Et pourquoi les riches font les quatre volontés des politiques (et pas l'inverse comme on le dit) ?

On peu dire alors que la FED s'est immensément enrichi en reprenant les dettes pourries, puisque c'est elle en dernier ressort qui fixe le prix en monnaie de tout, de la patate au crédit ?

Pas étonnant que le nombre de dépressifs soit aussi énorme.

25. *Stilgar dit :*

[28 avril 2008 à 09:08](#)

@ (Autre) bernard

Votre interrogation mérite une réponse détaillée.

Oui, la Banque de France est une institution dont le capital appartient à l'Etat (à nous), en totalité... voir : <http://www.banque-france.fr/fr/instit/telechar/histoire/cmf.pdf>

Mais, et ça a commencé en 1973 (Pompidou, Giscard). L'article 25 de la loi du 3 janvier précise "Le trésor public ne peut être présentateur de ses propres effets à l'escompte de la Banque de France", ce qui signifie que le trésor public ne peut présenter les garanties que lui, l'Etat ou les collectivités publiques auraient émis, à l'escompte de la Banque de France, ce qui rend d'autant plus drôle le fait que l'Etat, bien que propriétaire de la Banque de France, est obligé de se financer sur le marché financier (auprès des rentiers et des épargnants)

Il y a eu ensuite un double "verrouillage":

- la loi du 4 août 1993 relative au statut de la Banque de France interdit à celle-ci dans son article 3 d'autoriser des découverts ou d'accorder tout autre type de crédit au Trésor public ou à tout autre organisme ou entreprise publics, de même que l'acquisition de titres de leur dette. Les services bancaires (opérations de caisse, tenue de compte, placement des bons du Trésor, etc.) encore assurés par la Banque pour le compte du Trésor sont désormais rémunérés par l'État

- Le Traité de Maastricht dans son article 104 " Il est interdit à la BCE et aux banques centrales des États membres, ci-après dénommées « banques centrales nationales » d'accorder des découverts ou tout autre type de crédit aux institutions ou organes de la Communauté, aux administrations centrales, aux autorités régionales ou locales, aux autres autorités publiques, aux autres organismes ou entreprises publiques des États membres; l'acquisition directe des instruments de leur dette, auprès d'eux, par la BCE ou les banques centrales nationales, est également interdite. "

@Armand

" Cours légal : statut déterminant la valeur de la monnaie dans le cadre du territoire national. Tout signe monétaire émis conformément aux prescriptions de la loi a cours légal, c'est-à-dire qu'il doit être accepté comme moyen de paiement par toute personne publique ou privée, sous peine de sanctions pénales, au taux de sa valeur nominale. Le pouvoir libératoire de la monnaie, défini par sa faculté d'être utilisable comme moyen de paiement, a longtemps dépendu de sa convertibilité en métal (généralement l'or ou l'argent). Le cours légal se

distingue ainsi du cours forcé, en vertu duquel les signes monétaires ne sont plus immédiatement convertibles en métal, mais voient leur pouvoir libératoire seulement garanti par les pouvoirs publics émetteurs. Telle est, par exemple, la situation des billets de banque."

et wikipedia rajoute :

" Qu'un moyen de paiement ait cours légal sur un territoire national signifie qu'une personne ne peut pas refuser de le recevoir en règlement d'une dette libellée dans la même unité monétaire. Le créancier doit accepter lesdits moyens de paiement pour leur valeur nominale. Historiquement, les moyens de paiement que la loi (cours légal) est venue consacrer d'un pouvoir libératoire général sont les billets de banque et les pièces, soit la monnaie dite fiduciaire. En revanche, les instruments de transfert de la monnaie scripturale, tels les chèques ou les cartes de paiement, ne bénéficient pas de cette force légale et peuvent donc, en théorie, être refusés par un créancier. L'expression cours légal ne concerne donc pas une monnaie ou unité monétaire mais seulement certains moyens de paiement qui peuvent lui servir de support."

Un chèque de banque a, je crois, cours forcé.

26. *egdltip dit* :
[28 avril 2008 à 10:04](#)

Pour montrer que des choses bougent, permettez moi de vous signaler :
http://contreinfo.info/article.php3?id_article=1941 : Frédéric Lordon : Quatre principes et neuf propositions pour en finir avec les crises financières. Un mot de notre hôte ? Comment appuyer efficacement cette initiative ?

27. *Armand dit* :
[28 avril 2008 à 11:55](#)

Stilgar,

Un chèque n'est qu'un moyen de paiement bancaire qui peut être refusé (certains commerçants ne les acceptent d'ailleurs pas). Il n'a donc pas cours légal. Il existe cependant une exception : l'inquisition fiscale française oblige à payer par chèque ou virement, pour laisser une trace, tout montant supérieur à 3 000 euros.

28. *Stilgar dit* :
[28 avril 2008 à 12:07](#)

@Armand

Ma "non certitude" concernait ce qu'on appelle "chèque *de* banque", c-à-d un chèque émis par une banque, de son propre compte... chèque qui, à mon avis, ne peut être refusé en paiement.

29. *Bernard dit* :
[28 avril 2008 à 12:55](#)

Tout à fait d'accord avec egdltip pour enfin positiver sur les propositions récentes de F Lordon et aussi sur sa proposition de SLAM Shareholder Limited Authorized Margin.

30. *Stilgar dit* :
[28 avril 2008 à 16:20](#)

Je voudrais revenir sur une "évidence" et apporter une précision.

Dans la zone euro, entre le 1^{er} janvier 2006 et le 1/01/2007, la masse monétaire totale a augmenté de 667 milliards d'euros (de 7115 à 7782), alors que la monnaie fiduciaire n'a augmenté que de 49 milliards d'euros (pour 570 de billets et pièces). C'est donc bien 618 milliards d'euros nouveaux qui ont été créés par l'ensemble du système bancaire commercial et ça c'est bien de la "création".

Nota: même si l'intérêt demandé aux bénéficiaires pour la création antérieure de cette monnaie de crédit (7782 - 570 = 7212) n'est que de 5%, c'est bien (au moins) 360 milliards d'euros que le système bancaire DEVRA mettre en circulation - en créant de la nouvelle monnaie - sur l'année rien que pour que les emprunteurs (ménages et entreprises, mais j'hésite à rajouter l'Etat pour ne pas compter deux fois les intérêts..) puissent payer ces intérêts.

31. [Armand dit :](#)
[29 avril 2008 à 07:27](#)

@Stilgar, désolé je n'avait pas compris. Mais cela ne change rien, un chèque de banque peut tout aussi bien être refusé. Ceux qui en demandent un souhaitent simplement avoir la banque de leur client en garantie du paiement plutôt que le compte de leur client qui peut ne pas être approvisionné.

32. [Paul Nollen dit :](#)
[1 mai 2008 à 09:24](#)

Bonjour

puis je tirer votre attention sur [la proposition de Prof Huber et J. Robertson](#) ?

En décembre 2005, les chefs de l'UE ont demandé à la Commission européenne de proposer un nouveau système de financement pour le bloc en 2008.

La proposition du commissaire Laszlo Kovacs: (10-03-06)

"A mon opinion, le chemin le plus viable devrait lier un impôt de l'Union européenne à la consommation d'énergie, parce que les recettes fiscales pourraient également atteindre un objectif secondaire, à savoir d'influencer la politique énergétique, afin de soutenir les ressources énergétiques renouvelables par des taux inférieurs (d'impôts)".

NOTRE PROPOSITION:

"REFORME MONETAIRE POUR L'AGE de l'INFORMATIQUE"

Cette proposition finira le système d'opérations bancaires à "réserves fractionnelles". Permettre aux banques privées de créer la monnaie hors de rien, prive le gouvernement d'un bénéfice spécifique.

Ce bénéfice spécifique s'appelle le "seigneurage" et, à notre opinion, appartient au peuple. Cependant, il est important d'accentuer que, bien que les banques perdent la possibilité de créer des dépôts à vue hors de rien dans des comptes courants, la rentabilité normale du trafic bancaire demeurera intacte. Les banques pourront sans aucune restriction continuer à effectuer chaque genre d'affaires qu'elles font maintenant : recevoir les dépôts et faire la gestion des transferts de leurs clients, accorder des prêts à tous ceux qu'elles considèrent solvables, investir dans les actifs financiers tels que des obligations ou des actions pour leurs clients et pour elles-mêmes et offrir une grande variété de produits et services financiers.

Causes profondes pour la proposition d'une réforme du seigneurage:(*1 p 2-4)

1. Les problèmes chroniques de financement de l'administration publique.
2. La création commerciale d'argent hors de contrôle
3. Les instabilités monétaires et financières de diverses sortes.

Méthode d'émission de nouveaux moyens de paiement

1. Les banques centrales devraient créer le montant de nouvel argent non monétaire (aussi bien que l'argent liquide) qu'ils jugent nécessaire pour augmenter la masse monétaire, en la créditant à leurs gouvernements en tant que revenu public. Les gouvernements devraient alors la mettre dans la circulation en la dépensant.

2. Il devrait devenir infaisable et même illégal à n'importe qui, de créer du nouveau crédit dénommé comme une devise officielle. Les banques commerciales seront ainsi exclues de créer des nouveaux crédits comme elles le font maintenant et seront limitées à la fonction de courtier de crédits en tant qu'intermédiaires financiers.

Ce seront les banques centrales qui jugeront, à des intervalles réguliers, combien de nouveau crédit est à émettre. Ils prendront leurs décisions selon les objectifs de politique monétaire qui ont été précédemment établis et édités, et elles seront responsables de leurs prestations.

Mais elles auront un degré élevé d'indépendance du gouvernement, ne laissant aux gouvernements aucune puissance d'intervenir dans les décisions au sujet de la masse de crédit à créer.

Le système monétaire devrait être organisé comme quatrième branche de gouvernement, d'égal à égal avec les branches exécutives, juridiques et législatives.

Quatre changements comparativement francs seront nécessaires, comme suit.

1. Les dépôts à vue dénommés dans la devise officielle seront identifiés en tant que monnaie légale, ensemble avec l'argent liquide.

2. Le montant total d'argent non monétaire existant dans tous les comptes courants (y compris les comptes des clients, des banques et du gouvernement), ainsi que le montant total d'argent liquide en possession de chacun, seront reconnus en tant que constituant la totalité des réserves d'argent officiel ou de monnaie légale, immédiatement disponible pour la dépense.

3. Les comptes courants des clients devront être enlevés des feuilles du solde des banques et gérés séparément de leur propre argent (ce qui n'est pas le cas aujourd'hui). En conséquence, une distinction claire sera réalisée entre l'argent de valeur-de-paiement ("argent normal") dans des comptes courants, et l'argent de stock-de-valeur ("capital") dans des comptes d'épargne.

En pratique, ceci signifiera que, sauf dans le cas où une banque centrale crée un crédit de restructuration en tant que revenu public, des paiements en comptes courants devront toujours être couverts par des paiements hors d'autres comptes courants ou être payé comme argent comptant.

4. En conclusion, toute personne ou organisation autre qu'une banque centrale qui émettrait des moyens de paiement sous forme de compte courant, sera coupable de la contrefaçon - dans la même mesure comme si elle avait fabriqué des billets de banque ou des pièces de monnaie sans autorisation.

TOP

LE BUDGET de l'UE

Le budget d'EU se chiffrait à € 83 milliards en 1998 et € 86 milliards en 1999, y compris les pays opt-out. L'augmentation en stock d'argent dans la zone Euro, sans les pays opt-out, était au delà de € 185-190 milliards en 1999 (bulletins de BCE, tableaux mensuels 2.4).

(*M1 Eurozone 1997-2003 p24)

Ceci signifie que le budget de l'UE aurait pu être financé sans problèmes par le seigneurage de l'UE.

Sur la base de ces chiffres, les gouvernements nationaux des états de la zone Euro pourraient cesser complètement de payer des contributions au budget de l'UE, et - par-dessus le marché - recevoir réellement plus que les montants qu'ils devaient précédemment payer à Bruxelles.

La proposition législative:

Déclaration des dépôts à vue en tant que moyen de paiement légal:

L'établissement de la prérogative publique de créer l'argent officiel exigera un changement simple mais fondamental de la loi.

Ceci est illustré le plus clairement par le changement requis dans le statut du système européen des banques centrales et de la banque centrale européenne.

L'article 16 du statut européen est intitulé "Billets". Il contient le texte suivant :

"... le conseil des gouverneurs est seul habilité à autoriser l'émission de billets de banque dans la Communauté. La BCE et les banques centrales nationales peuvent émettre de tels billets. Les billets de banque émis par la BCE et les banques centrales nationales sont les seuls à avoir cours légal dans la Communauté."

La version changée aurait pu être intitulée "Monnaie légale".

Elle pourrait contenir les lignes suivantes:

"... le conseil des gouverneurs est seul habilité à autoriser l'émission de moyens de paiement légaux dans la Communauté. Les moyens de paiement légaux incluent la pièce de monnaie, les billets de banque et les comptes courants. La BCE et les banques centrales nationales peuvent émettre de tels modes de paiement. Les pièces de monnaie, les billets de banque et les comptes courants émis par la BCE et les banques centrales nationales sont les seuls moyens de paiement à avoir cours légal dans la Communauté."

les auteurs : James Robertson and Joseph Huber

Paul

<http://www.socialcurrency.be>

33. [*Derudder dit :*](#)
[1 mai 2008 à 10:22](#)

N'ayant pas la haute vitesse là où je suis + un emploi du temps chargé, je ne peux pas participer comme je le voudrais à cet échange passionnant. Bon je viens d'en prendre connaissance. J'aurais bcp de choses à dire, mais je vais me limiter à 3 points principaux :

1) sur cette expression de création monétaire ex nihilo qui semble faire tousser.

Sortons un peu de l'usine à gaz qui fait qu'en fin de compte il y a de la monnaie qui circule dans la société. C'est cette usine à gaz qui brouille les esprits et revenons à une simple notion de bon sens. Si nous acceptons tous que la monnaie, depuis que le dollar a abandonné sa convertibilité en or en 1971, est TOTALEMENT DEMATERIALISEE, elle n'existe donc plus. Avant elle existait car nous étions avec une monnaie-marchandise (même si la valeur de la marchandise était inférieure à la quantité de monnaie émise), depuis 1971 nous avons basculé dans un monde virtuel de monnaie-dette. La non-matérialité de l'argent implique par

le simple bon sens que nous sommes face au vide, au rien (au nihilo) et que pour qu'il existe il faut le sortir d'une façon quelconque de ce rien. Par analogie peut être un peu douteuse je dirais que les êtres humains sont créés ex nihilo par d'autres êtres humains. Pussions-nous créer l'argent de la même manière, on aurait peut être plus de "fun" ? Bref je m'égare... Mais vous m'avez compris je pense. Le processus de création est une chose, c'est de la mécanique, le principe de création ex nihilo en est une autre et je crois que le bon sens nous impose d'accepter cette expression.

2) *Alors qui crée cet argent tiré du rien ?*

Le système bancaire privé par le crédit. Est-il juste de dire que l'emprunteur est co-créateur ? Je ne crois pas car nous mélangeons alors deux choses :
- richesse réelle (les biens et services)
- et richesse symbolique (l'argent).

Les agents économiques non-bancaires sont créateurs de richesse réelle par leur production et leur consommation (la consommation se traduisant par de la production), les banques SEULES sont créatrices de richesse symbolique représentant symboliquement cette richesse réelle. C'est une nuance importante. Les agents économiques échangent des biens et des services en tâchant de réaliser une plus-value pour se rémunérer eux-mêmes, les banques vendent aux agents économiques non-bancaires le "service" de leur procurer la monnaie dont ils ont besoin. Certes c'est la demande des emprunteurs qui est à l'origine de la monnaie, mais seule la banque a le monopole de la monétisation de la "richesse réelle". Elle est la seule à pouvoir le faire, ce qui me conduit à affirmer que la banque crée la monnaie ex nihilo, ou plutôt comme il a été précisé, c'est le système bancaire car c'est peu visible au niveau d'une banque prise isolément.

3) *La banque peut-elle donc créer la monnaie à l'infini ?*

Je dirais que théoriquement oui, aux règles prudentielles près dont l'efficacité est plus que discutable. Ces règles sont plus là pour rassurer et maintenir le niveau de confiance sans lequel, nous le savons, tout le système s'effondrerait. Qu'est ce qui la retient ? En premier ce que Stigar rappelait : le fait que la banque ne puisse créer d'argent pour elle-même et ensuite la limite de la demande solvable. Si le monde se retrouve aujourd'hui face à une crise qui est probablement encore devant nous, c'est que justement la demande devient de moins en moins solvable alors que le système, pour persister, doit être en permanente expansion (créer toujours plus de monnaie pour permettre le remboursement du capital et des intérêts). Cela pousse les banques à ratisser de plus en plus large en prenant plus de risques, risques qu'elles tâchent de gommer par la titrisation et autres artifices dont elle sont devenues les championnes pour noyer le poisson de sorte que le système, telle une pomme, peut encore présenter un aspect présentable alors qu'il est pourri à l'intérieur.

Ah! encore un point encore au sujet de *la proposition de formulation de Stigar* :

Il propose :

- "La monnaie fiduciaire, monnaie permanente, est créée par la Banque Centrale pour satisfaire la demande de liquidité".

Cette formulation laisse entendre que la Banque centrale a au moins le pouvoir de création de la monnaie fiduciaire, même si elle ne représente qu'une petite partie de la masse monétaire. Or la monnaie fiduciaire est effectivement émise la banque centrale, mais à partir de la demande des banques commerciales qui savent statistiquement qu'une partie des crédits consentis sera demandée sous forme de monnaie fiduciaire. La monnaie fiduciaire, certes permanente par nature, fait malgré tout partie de la monnaie-dette. Il y a pour moi un effet en trompe l'oeil. La banque centrale n'émet pas la monnaie fiduciaire par simple impression des billets sans contrepartie, elle ne fait que répondre aux besoins des banques. Il

n'y a pas création de monnaie scripturale par les banques de second rang à laquelle s'ajoute une création monétaire fiduciaire, monopole de la banque centrale, mais création monétaire par le système bancaire dont une partie se transforme en monnaie fiduciaire.

Il propose encore

- "La monnaie scripturale est créée par les banques commerciales lors de demandes satisfaites de crédits bancaires par les agents non-bancaires, demande supérieure à l'épargne préalable disponible".

Cette formulation laisse entendre qu'il y aurait de l'argent existant préalablement et que la création monétaire ne serait qu'un effet de débordement. C'est entretenir le mythe de l'épargne qui permet le crédit; Comme je l'ai rappelé la dématérialisation de l'argent implique que toute la monnaie (en apparence existante) ne soit elle-même qu'une dette (d'où pourrait-il venir autrement?). L'argent ne préexiste pas, il est créé en totalité; c'est sous l'effet "alchimique" de la circulation que la dette disparaît au regard et que l'argent semble exister.

Voilà ce que je voulais apporter à mon niveau. Excusez moi d'avoir été un peu long, mais comme je viens rarement...

Bonne journée

34. [Jean-Baptiste dit :](#)
[5 mai 2008 à 14:10](#)

Le problème n'est pas tant de savoir si de l'argent est créé ex-nihilo ! En fait financièrement on valorise des choses différentes n'ayant une valeur qu'à une date donnée t mais différentes pour chaque chose voire même ayant plusieurs valeurs à différentes dates et pas forcément à la date présente. Quand on fait la somme on n'a pas la valeur des choses à une date t mais bien un ensemble ayant plusieurs valeurs à des dates différentes. L'argent surtout dans le domaine financier ne représente plus la somme des valeurs d'une chose mais parfois une estimation sur une valeur future. L'argent s'additionne bien mais ne représente pas le valeur des richesses au moment présent ! Cela serait au niveau comptable incorrect. Quand on ajoute des choux et des carottes L'argent tend à n'être plus qu'un hypothèque sur la valeur future des choses, du travail etc... et représente donc de moins en moins une réalité de la richesse globale mais on en arrive surtout à ne pas faire les choses. En ce moment 800 millions de personnes ont des graves problèmes pour manger et par ailleurs il y aurait assez de nourriture. On ne les nourrit pas parce que avec ce système on n'arrive plus à valoriser une chose ou un travail qui serait fait de toute manière mais seulement ce qui ne serait fait que si l'on paye ! Par suite on attend artificiellement plutôt que de travailler, on crée le manque artificiellement aussi pour valoriser les choses ce qui est quand même contraire au bon sens et qui à l'autre bout de la chaîne nuit à une part importante de l'humanité.

35. [Paul Nollen dit :](#)
[5 mai 2008 à 20:28](#)

Bonjour Jean-Baptiste

Ce qui suit explique peut-être - pour ceux qui pensent que les réserves fractionnelles constituent une limitation à la création de monnaie :

[Money Creation](#) :

... However, a very careful analysis of US data by two highly conservative economists, 2004 Nobel Prize winners Kydland and Prescott, found that changes in Credit Money actually preceded changes in Base Money by up to one year (see page 15 of their paper). The causal

process actually seems to work in reverse: "Credit Money" comes first, and "Base Money" comes second.

Steve Keen is Associate Professor of Economics & Finance at the University of Western Sydney and is a fellow of the Centre for Policy Development.

Paul

36. [Paul Nollen](#) dit :
[5 mai 2008 à 20:50](#)

Jean-Baptiste,

peut être également intéressant, à propos de votre commentaire, le fait que le Prof. Huber a fait sa [proposition de réforme monétaire](#) en la liant à un revenu de citoyenneté. Il a ensuite abandonné ce couplage, qui trouvait face à lui des forces combinées contre la proposition (voilà la preuve que le revenu de citoyenneté est impayable : il va falloir imprimer de la monnaie...)

<http://www.etes.ucl.ac.be/bien/Files/Papers/2000Huber.pdf>

Paul

37. [Paul Jorion](#) dit :
[5 mai 2008 à 22:21](#)

Je ne suis plus tout seul ! La position exprimée par Steve Keen dans son article [The Mysterious Money Machine](#) auquel Paul Nollen renvoie dans son commentaire, correspond à peu de choses près, comme vous le verrez, à celle que je défends ici depuis le début.

38. [Stilgar](#) dit :
[6 mai 2008 à 08:12](#)

Il est bien connu que "deux approches du processus de création monétaire peuvent être distinguées. Le multiplicateur monétaire repose sur l'hypothèse que la masse monétaire est exogène car elle est déterminée par la monnaie centrale, contrôlée par la banque centrale. L'approche dite du "diviseur" considère au contraire que la monnaie est endogène, c'est-à-dire que son évolution est déterminée par les besoins de financement des agents non bancaires; la causalité est alors inverse dans le sens $M \Rightarrow MC$. La banque centrale intervient in fine pour satisfaire les besoins de financement du système bancaire"
(Dominique Plihon in " La monnaie et ses mécanismes")

29 04 2008 4 principes et 9 propositions II – Le niveau des principes

Publié par [Paul Jorion](#) dans [Constitution pour l'économie](#), [Economie](#), [Monde financier](#), [Monnaie](#), [Subprime](#)

Imprimés, les [Quatre principes et neuf propositions pour en finir avec les crises financières](#) de Frédéric Lordon font quatorze pages. J'avais donc le choix : j'écrivais les 28 pages (au moins) de commentaires que son texte m'inspirait ou bien je réagissais à chaud : j'amorçais la pompe en proposant quelques éléments de discussion et on démarrait à partir de là. C'est cette seconde approche que j'ai choisie.

Bernard, qui avait été l'un des premiers à réclamer un débat autour des 4 principes et 9 propositions, se dit déçu de mes quatre points rapides et pour s'assurer de ne pas rester sur sa déception, il me provoque en caricaturant mes quatre points, je le cite sur le premier :

On ne peut rien faire au niveau européen (?), et d'ailleurs ce n'est pas souhaitable (pourquoi ?)

Ai-je dit qu'on ne pouvait rien faire au niveau européen ? Ce que j'ai écrit, c'est ceci :

1) la finance est d'ores et déjà globale et il ne me paraît ni possible, ni souhaitable, de vouloir la réformer à la seule échelle de l'Europe ;

Ce que j'affirme, c'est que des questions comme la mise au pas de l'effet de levier, le négoce des produits dérivés ou la titrisation des crédits, ne peuvent plus se traiter à une échelle nationale ou continentale. Va-t-on interdire les *futures* de produits céréaliers en Europe, et permettre à la spéculation dont ils sont l'objet de se regrouper aux États-Unis – quitte à encourager les courtiers européens qui voudraient continuer de spéculer sur ces produits à s'exiler ? Pour quel bénéfice ? Pour avoir le droit de se draper dans sa dignité offensée ? Pour pouvoir dire : « La spéculation sur le maïs et le riz, ce n'est plus nous : nous avons fait amende honorable » ? Et quid des céréaliers européens qui avaient l'habitude de s'assurer contre les fluctuations spéculatives du prix de leurs produits par une vente à terme ? C'est ce qui m'a motivé à écrire :

3) les produits financiers dérivés jouent un rôle d'assurance très positif sur les marchés à terme ; interdire tous les dérivés, sous prétexte qu'ils permettent également des paris directionnels, me paraît excessif : seuls ces derniers sont en cause ;

Est-ce à dire que je considérerais que le bilan des produits dérivés est « globalement positif » - pour reprendre les termes de Bernard ? Pas du tout ! L'activité de couverture est aujourd'hui noyée sur les marchés dans le flot des positions spéculatives directionnelles, lesquelles se contentent de parier à la variation du prix sans se soucier du tout si celui-ci est à la hausse ou à la baisse – et ceci tout simplement, parce que la nature du produit leur est parfaitement indifférente. Les traders prennent position sur les Treasury Bonds américains, sur l'or, sur le CAC40, sur le taux de change dollar / yen et que sais-je encore, mais tout cela pourrait tout aussi bien s'appeler A, B, C, D... ce sont des jeux abstraits auxquels jouent les traders au nom de leur banque : des jeux abstraits qui présentent la particularité bizarre que des gens puissent mourir de faim dans un coin de brousse ou dans un bidonville s'ils devaient tourner mal.

Le fait que l'activité légitime de couverture et les paris directionnels aient lieu simultanément et au même endroit est dû à l'existence pour ces contrats à terme d'un marché organisé : à partir du moment où ils peuvent être revendus et rachetés par d'autres tant qu'ils n'ont pas atteint leur terme mensuel ou trimestriel, cela permet aux spéculateurs qui n'en ont rien à foutre du produit, de venir jouer dans la même cour de récré que ceux pour qui le produit compte vraiment parce qu'ils sont eux les représentants de l'économie réelle. Et c'est pourquoi il n'est pas possible de simplement clamer haut et fort : « A partir de demain, on interdit ! » : il faut faire dans la subtilité, dans la nuance – quitte à se faire traiter de mollasson.

Dans [Tirer les conclusions qui s'imposent](#) qui a paru dans La Tribune le 20 mars, j'écrivais :

Les ressorts de la tendance à l'emballement et de l'« effet domino » sont connus : les *prix spéculatifs*

qui décollent de la valeur de leurs fondamentaux, l'*effet de levier* qu'autorise l'emprunt, ainsi que les *produits dérivés* qui encouragent les paris directionnels sur l'évolution des marchés financiers. Est-ce à dire qu'il faille fixer les prix ? La mesure serait certainement excessive. Mais cela signifie-t-il pour autant qu'il ne faille en fixer aucun ? Prohiber l'emprunt serait excessif. Mais interdire certains usages des sommes empruntées ne le serait peut-être pas, en particulier si l'usage envisagé était précisément de spéculer sur les prix. Prohiber les produits dérivés serait excessif et même malvenu puisqu'ils favorisent les stratégies de couverture qui réduisent les risques accompagnant les variations de prix. Mais faut-il pour autant autoriser les positions « nues » sur les dérivés qui créent artificiellement du risque là où il n'y en avait pas ?

Bien entendu, « faire dans la nuance », ça peut aussi vouloir dire mettre des emplâtres sur des jambes de bois : faire voter de nouveaux règlements qui ajoutent une virgule ici et un point virgule là, et que le gouvernement suivant s'empresse d'ailleurs de faire sauter. Et c'est pour cela que je propose personnellement que l'on règle toutes ces questions à un niveau plus élevé : au niveau des principes, en en faisant les articles d'une constitution pour l'économie, comme dans notre [projet de réforme de la monnaie](#) :

Dans une perspective assurantielle, les banques ont le droit de couvrir leurs positions mais les positions nues, équivalentes à des paris directionnels sur l'évolution des marchés, leur sont interdites.

C'est court, c'est bref et ça restitue aux *produits dérivés* leur finalité originelle, sans toutefois les interdire. Au niveau des principes cela pourrait se formuler ainsi :

L'activité économique de la nation n'est pas ouverte aux paris.

Ce bulletin a été publié le Mardi 29 avril 2008 20:52 et est classé dans [Constitution pour l'économie](#), [Economie](#), [Monde financier](#), [Monnaie](#), [Subprime](#) Vous pouvez suivre les réponses à ce bulletin avec le fil [RSS 2.0](#). Vous pouvez [répondre](#), ou faire un [rétro-lien](#) depuis votre site.

6 réponses à "4 principes et 9 propositions II – Le niveau des principes"

1. *Bernard dit* :
[30 avril 2008 à 11:07](#)

@P Jorion

Je suis désolé si mon commentaire a pu paraître négatif, ce n'était pas son ambition, mais je n'ai pu cacher ma déception bien réelle, qui venait plus précisément de ce que que les commentaires globaux me paraissaient restreindre largement le champ de la réflexion.

Quand on veut réformer quelque chose, il me semble logique d'en examiner tous ses aspects pour dégager des principes d'action et examiner la logique complète de leur utilisation. C'est l'efficacité de cette action qui doit être d'abord examinée.

Bien sûr apparaissent ensuite les limitations liées à l'impossibilité de faire adhérer spontanément tous les acteurs à cette proposition.

Mais c'est bien l'argumentaire de F Lordon dans son principe 4 d'indiquer que l'entité européenne (Royaume Uni exclu) a la capacité de faire vivre une réglementation plus exigeante, qui aurait ainsi la capacité de montrer son efficacité et, si on admet que les acteurs économiques ne sont pas tous des monstres de cynisme, provoquer un mouvement d'adhésion.

C'est pour cela que je refuse par exemple l'argumentaire technique des "futures" comme démonstration de l'impossibilité d'entreprendre à l'échelle européenne, car il suppose de considérer le "marché à terme" terme que je préfère, sous sa forme actuelle, comme une

entité indispensable.

Or, le concept même de "marché à terme" est pour moi dangereux dans son essence, car il introduit une distorsion, au moins monétaire, dans l'espace-temps, en introduisant un effet de cliquet (de garantie) pour le céréalier par exemple qui en est une bonne illustration.

Cet effet de garantie a deux types d'inconvénients:

Dans le monde réel :

- il est généralement biaisé car issu d'un rapport de forces global qui contredit l'"atomisation" des producteurs condition nécessaire à la théorie de la libre concurrence.
- il déconnecte le céréalier de la réalité
- il est dissymétrique par rapport aux consommateurs qui le subissent et n'ont pas d'assurance donnée par le marché pour ceux qui doivent acheter du pain pour subsister.

Dans le monde financier :

- il génère la spéculation en même temps qu'il protège contre elle puisqu'il permet de dégager un profit sur toutes les positions qui ont pu être dégagées dans des conditions avantageuses.

Et cette monnaie a la possibilité de se matérialiser dans des actifs qui ne sont pas tous virtuels! Et ceci est tout simplement la "particularité bizarre" qui a l'air de vous surprendre. Et attention au contresens, l'effet est plutôt de faire crever de faim s'ils tournent bien !!!

Je ne prétends pas ici qu'il faille diaboliser les marchés à terme et qu'ils doivent être supprimés, mais je prétends que la réglementation de tous les instruments qui ont un effet de cliquet doit être revue. Et je conteste aux agents économique (y compris aux banques) tout avantage dissymétrique quant à l'assurance de leurs positions.

Je vous remercie pour la simple existence de ce blog assez atypique et espère simplement que la discussion sera fructueuse.

2. [Paul Jorion dit :](#)
[30 avril 2008 à 16:14](#)

@ Bernard

Si, si, vous étiez réellement fâché : vous pensiez que j'essayais de noyer le poisson. Vous avez déjà vu et vous verrez encore que ce n'est nullement mon intention.

Sur les marchés à terme (*futures* et de gré à gré), il ne m'était encore jamais venu à l'esprit qu'il pouvait s'agir d'une mauvaise chose en soi. Il faudra que je réfléchisse à vos arguments.

3. [Stilgar dit :](#)
[1 mai 2008 à 07:18](#)

Je ne suis pas très au fait des warrants, des futures et des spéculations sur indice, mais il m'est venu 2 questions/réflexions... n'hésitez pas à me corriger si je dis des bêtises, je ne me vexerai pas 😊

La spéculation financière sur indices a-t-elle des effets sur l'économie réelle ? Il me semble que non. Exemple dans le cas de la S-G. Celle-ci a perdu 5 milliards d'euros et je vois deux conséquences : a) des rentrées fiscales réduites, b) des dividendes réduits pour ses actionnaires. Mais d'un autre côté d'autres banques qui ont reçu ce même montant, celles

celles qui avaient bien parié que le marché était à la baisse. Elles ont rétabli cet équilibre... globalement c'est un jeu à somme nulle, non ? Alors, si c'est le cas, où se situe l'effet sur la sphère économique ?

Mais par contre en ce qui concerne les conséquences de la spéculation sur les matières premières, il me semble que c'est différent. Les spéculateurs jouent la hausse par exemple jusqu'au 22 avril pour livraison mai (ou juin) ... le prix du baril augmente, et c'est le "meilleur" enchérisseur qui enlève les quelques milliers/millions de barils qui seront "physiquement" livrés dans un terminal... et ce "dernier" spéculateur va devoir les payer réellement. Cette bataille entre spéculateurs a bien fait augmenter le prix dans l'économie réelle... non? La question reste donc pour moi de comprendre comment la spéculation influe sur les prix ... seraient-ils identiques s'il y avait obligation - légale - d'achat physique (lors d'une seule mise aux enchères) et de paiement de la totalité du prix à la livraison, sans possibilité de revente avant livraison ?

4. *Bernard dit :*
[1 mai 2008 à 13:43](#)

Elément de réponse trouvé sur le net

S'il n'y avait que des "hedgers" (ceux qui utilisent les futures comme instrument de couverture) sur le marché, les vendeurs proposeraient toujours le prix le plus élevé possible, et les acheteurs le plus bas possible. La différence entre le prix moyen offert et le prix moyen demandé (le spread) serait en permanence très importante, et très peu de transactions pourraient se faire. Les spéculateurs intercalent des offres intermédiaires et apportent donc de la liquidité au marché. Pour résumer, pour qu'un hedger puisse se couvrir contre la hausse des cours, il faut qu'il y ait en face de lui un spéculateur qui lui, parie sur la baisse des cours !

5. *Paul Nollen dit :*
[1 mai 2008 à 15:22](#)

un peu hors sujet : dans le projet de réforme monétaire (qui est fermé) Stilgar à dit :

Stilgar dit :

9 avril 2008 à 14:06
@Armand

La quantité d'or physique est insuffisante pour permettre à l'économie mondiale de fonctionner, et il donne un énorme "avantage comparatif" à ceux qui en ont déjà ou peuvent extraire l'or physique de leur sol ou rivières. Ce ne serait concevable que d'avoir un or physique "nationalisé" (je veux dire "mondialisé") et une monnaie basée sur un certain poids d'or. A mon avis, exit l'or.

Mais on pourrait trouver autre chose, la calorie ou le kw, par exemple...

This idea is worked out by [C&S](#) and as far as I know first launched by K. Hubbert (the geologist who predicted Peak Oil). C&S is not only about money but also about the restriction of CO² production

C&S:

If C&S went global, carbon permits could become the cornerstone of a new international monetary system. Just as international monetary arrangements used to be based on currencies backed by gold, it would become possible to issue an international energy backed currency unit or "ebcu".

It also provides a kind of Basic Income (<http://www.basicincome.org>)

Bien a vous

Paul

6. [Jean-Baptiste dit :](#)
[9 mai 2008 à 20:35](#)

Vouloir une constitution pour l'économie peut être souhaitable. On pourrait espérer par des règles équilibrer les échanges. En fait, c'est nier que la principale source de revenu dans le capitalisme n'est pas de vendre ou d'acheter une chose à sa valeur. La principale source de revenu est bien de gérer le manque ou l'excès. C'est celui qui ouvre ou ferme le robinet qui peut le mieux valoriser ce qu'il vend ou ce qu'il achète. Pour caricaturer, on voit aujourd'hui un excès de cette méthode. En effet il vaut mieux ne pas nourrir 10% de la population mondiale et augmenter les prix de 30%. Pour la même quantité de nourriture on gagne près de 25% de plus ! Mais on peut quand même se demander s'il existe une morale ou même une volonté de faire simplement bien les choses plutôt que de les faire exprès mal pour obtenir un meilleur résultat uniquement en monnaie, ce qui hélas n'apporte aucune richesse au monde, au contraire. L'excès rapporte autant : on achète à un prix artificiellement bas des choses dont on sait qu'elles prendront de la valeur. Donc une minorité de personnes ayant un pouvoir de créer un excès ou un manque valorisent cela. Avec cette méthode, il y a 5 à 10% d'exclu pour chaque bien ou chaque service. Cela de façon artificielle et coutant plus à gérer que de satisfaire tout le monde tel que peut le faire un service public. Cependant on sait hélas que ce système là n'est pas idéal car l'homme se sent moins investi dans ce service. Pour autant ne pourrait t-on pas limiter la spéculation au profit de la création d'un bien ou d'un service ?

7. [Pierre-Henri Leroy dit :](#)
[19 juin 2008 à 09:51](#)

Bravo pour ce travail d'approfondissement ...

Bien d'accord sur votre propos que la finance étant globale et il ne paraît ni possible, ni souhaitable, de vouloir la réformer à la seule échelle de l'Europe : les Américains en maintes occasions historiques ont montré leur capacité de penser justement l'intérêt général et justement sur les deux textes qu'il convient de réactiver *Sherman Act* et *Glass Steagall Act* deux textes indissociables qui seuls permettraient au système économique de ne pas virer au casino pervers.

Bien d'accord aussi sur vos propos sur les dérivés et la proposition : " Dans une perspective assurantielle, les banques ont le droit de couvrir leurs positions mais les positions nues, équivalentes à des paris directionnels sur l'évolution des marchés, leur sont interdites" constituerait une bonne proposition de frontières pour une réédiction du Glass Steagall, procédant à l'indispensable scission des métiers et interdisant aux banques de crédit légitimement protégées de ne rien faire que du crédit à échéance (à plafonner à x années) et du dépôt, sans aucune prise de risque direct sur le physique (métaux, céréales) ou sur les actions ou sur les positions dérivées nues...

Ou en est votre synthèse ? merci

02 05 2008 - 2008 et 1929

Publié par [Paul Jorion](#) dans [Economie](#), [Histoire](#), [Monde financier](#), [Monnaie](#), [Subprime](#)

Le rapprochement est souvent fait aujourd'hui entre la situation que nous connaissons en ce moment et le marasme qui caractérisa la première moitié des années 1930 et dont bien des nations n'émergèrent que lorsqu'elles se reconvertirent à une économie de guerre. Le rapprochement est amplement justifié : les symptômes des deux crises sont les mêmes et les causes en furent pratiquement identiques. Même origine en effet dans une spéculation immobilière débutant dans les deux cas en Floride et résultant d'une disparité croissante des revenus aboutissant à la concentration de la richesse entre quelques mains. En 1929 les grandes fortunes étaient à la recherche de rendements élevés pour leurs placements et déléguaient leurs efforts à des établissements financiers dont le nom a simplement changé : appelés à l'époque « investment trusts » et « hedge funds » aujourd'hui. Ces officines avaient alors trouvé le moyen de découpler leurs opérations de leur responsabilité financière et utilisaient massivement l'effet de levier pour multiplier leurs chances de gain. Rien de nouveau donc sous le soleil.

Au moment où la crise éclata en 1929, la disparité des revenus s'était dramatiquement creusée. Dans son ouvrage intitulé *The Great Crash – 1929*, John Kenneth Galbraith expliquait pourquoi la catastrophe de 1929 ne pouvait plus, selon lui, se reproduire en 1954, l'année où il publiait son livre : « La répartition des revenus n'est plus aussi déséquilibrée. Entre 1929 et 1948, la part des revenus attribuée aux 5 % de la population aux revenus les plus élevés, qui était de près d'un tiers, est tombée à moins d'un cinquième du total » (1954 : 196). Les choses évoluèrent rapidement cependant dans les années qui suivirent : la part attribuée aux 5 % de la population américaine la plus riche grimperait régulièrement pour atteindre 54,42 % en 1989 puis 57,70 %, selon les chiffres du recensement de 2000. La finance a joué un rôle particulier dans la disparité croissante des revenus : en 1980, les salariés du monde financier touchaient 10 % de plus que ceux des autres secteurs ; en 2007, l'écart était passé à 50 %. Les profits du secteur financier américain représentaient 13 % du total en 1980 ; en 2007, la proportion avait plus que doublé avec 27 %. La part de la croissance consacrée aux salaires représentait aux États-Unis 56,5 % en 1981 ; en 2006, elle était tombée à 51,7 %. Au premier rang des facteurs déclencheurs des deux crises donc : la part croissante du produit de la croissance aboutissant entre les mains des patrons et des investisseurs, au détriment bien entendu des salariés.

L'actuel Président de la Fed, Ben Bernanke, est reconnu comme l'un des grands spécialistes des événements de 1929. Son livre *Essays on the Great Depression* (2005) fait, nous dit-on, autorité sur la question. Qu'a-t-il apporté de plus à notre compréhension de la Grande Crise ? Son approche est en fait essentiellement monétariste et pour lui la cause des événements de 1929 se situe dans la décision de la Fed de maintenir la parité du dollar avec l'or, parité à laquelle Nixon renoncerait en 1971. Bernanke met en avant, comme facteur aggravant, la résistance des employeurs à utiliser l'arme du licenciement pour recourir de préférence à la réduction du temps de travail journalier.

Dans la recension qu'il a consacrée aux *Essays on the Great Depression*, en réalité un recueil d'articles, Robert Margo, professeur d'économie à Vanderbilt University, souligne le glissement qui s'opère au fil des années sous la plume de Bernanke quand il évoque la décision des patrons de réduire le temps de travail journalier plutôt que de recourir à la suppression de postes : présentée initialement comme non-significative d'un point de vue statistique, elle finit par devenir cause déterminante (Margo 2000). Bernanke a donc substitué à l'expérience commune de la Grande Crise – que Galbraith reflétait lui dans son livre – une interprétation de « science économique », essentiellement monétariste, et mettant en avant les revendications salariales comme la principale cause de déséquilibre des systèmes économiques. On est en droit, me semble-t-il, d'appliquer à ses analyses l'expression qu'utilise Galbraith pour caractériser la politique du Président Hoover en 1929 : « le triomphe du dogme sur la pensée » (1954 : 191). L'avenir de la Fed est en de bonnes mains.

Ben S. Bernanke, *Essays on the Great Depression*, Princeton University Press, 2000

John Kenneth Galbraith, *The Great Crash – 1929*, Houghton Mifflin, 1954

Robert A. Margo, [recension de Ben S. Bernanke, Essays on the Great Depression](#), H-Net Reviews in the Humanities and Social Sciences, 2000

Ce bulletin a été publié le Vendredi 2 mai 2008 18:05 et est classé dans [Economie](#), [Histoire](#), [Monde financier](#), [Monnaie](#), [Subprime](#) Vous pouvez suivre les réponses à ce bulletin avec le fil [RSS 2.0](#). Vous pouvez [répondre](#), ou faire un [rétro-lien](#) depuis votre site.

6 réponses à "2008 et 1929"

1. *guillaume dit :*
[2 mai 2008 à 19:26](#)

Belle démonstration... merci

2. *Bernard dit :*
[3 mai 2008 à 07:59](#)

Paul, vous connaissez bien l'avenir radieux du dogme.

Etiez-vous loin de l'hôtel Fairmont de San Francisco en septembre 1995 quand les élites des nouveaux croyants, les politiques: G Bush Sr, M Thatcher, N Gorbatchev, (y avait il les dirigeants chinois je ne sais pas) et les "global players" ont eu un séminaire de trois jours pour décrire la nouvelle civilisation issue du dogme.

Vous en avez quand même été averti, je pense.

C'est celle-ci à peu près

20% de la population active mondiale suffiront pour maintenir l'activité économique du monde. On peut voir à partir de votre raisonnement que l'équilibre de l'horreur " n'est pas encore atteint.

Pour les autres, les délices du "tittytainment", à moins que ce ne soit le sort, plus candidement mais plus réalistement, énoncé par le patron de la société "Sun".
"to have lunch ou be lunch"

Je ne sais pas s'il a été fait état de la durée de survie de la planète.

3. *vince dit :*
[3 mai 2008 à 17:57](#)

on s'en prend beaucoup à Bernanke concernant la crise actuelle, mais enfin il n'a pas atterri là par hasard... à mon humble avis il ne décide rien du tout, ou pas grand chose.

4. *Yves dit :*
[4 mai 2008 à 16:39](#)

M. Jorion

Quelle démonstration éclatante par sa significativité et sa dimension synthétique. Je m'incline devant une telle capacité de vulgarisation. Vous représentez une valeur sûre dans cette époque de faux semblants. J'ai bien hâte de lire votre livre.

Entretiens, en lisant votre commentaire et en me questionnant sur le système qui permet d'amener un M. Bernanke à la tête de la fed, j'ai pensé à la description de M. Stiglitz dans son

livre "La grande désillusion".

Il y explique que les fonctionnaire du FMI, qui sont au moins aussi dogmatiques que M. Bernanke, sont choisis parmi les dirigeants des ministères financiers et parmi ceux des grandes institutions financières. Il en conclut que la direction du FMI échappe ainsi à tout contrôle du système politique. Il appartient en fait à un réseau de dirigeants et de gestionnaires du milieu financier.

C'est certainement le même réseau qui à choisi M. Bernanke. S'il y a une main invisible quelque part, elle est probablement là. Le problème c'est qu'elle n'est connectée qu'à des nerfs, il n'y a aucun cerveau qui assure la fonctionnalité du système, il n'y a que des nerfs qui en assurent l'opérabilité. Résultat, la main invisible travaille maintenant pour elle-même, plus pour la bonne marche de la société.

On connaît bien un autre type de système qui a la possibilité de s'emballer comme ça et de se mettre à se reproduire pour lui-même et à s'accaparer de toutes les ressources, c'est le cancer.

5. [Crise financière : la navigation à vue reste de rigueur dit : 8 mai 2008 à 17:14](#)

[...] de manière raisonnable et pondérée, et de façon concertée". Challenge 18.12.2007 [back]2008 et 1929 par Paul Jorion Book reviews : Robert A. Margo, recension de Ben S. Bernanke, Essays on the Great [...]

6. [Blog de Paul Jorion » A quel point mauvaise et de quelle durée ? – le point de vue de Jacques Sapir dit : 17 mai 2008 à 00:54](#)

[...] 2008 et 1929 je soulignais le glissement idéologique qui avait lieu sous la plume de Ben Bernanke, l'actuel [...]

07 05 2008 Surplus et masse monétaire

Publié par [Paul Jorion](#) dans [Economie](#), [Monnaie](#)

Je reviens une fois de plus sur cette question de la monnaie parce que j'ai le sentiment d'avoir fait un certain progrès dans ma tentative de clarifier la question. Pour résumer ce qui va suivre, j'ai pu mettre le doigt sur la source de mon malaise et de mon hésitation : j'ai le sentiment maintenant que cette question de la monnaie est en grande partie un leurre : quelque chose qu'on aimerait nous voir débattre à l'infini pour éviter que nous parlions d'autre chose.

L'occasion de (ce qui m'apparaît comme) mon progrès est un article que l'on m'a invité à écrire et dont je vous présente deux paragraphes du brouillon, sachant bien qu'en vous les proposant vous allez – une fois de plus – me permettre de faire un bond de géant dans la formulation correcte du problème. Pour comprendre ma perspective, il faut avoir présent à l'esprit ma théorie de l'inflation comme résultant du rapport de forces entre dirigeants d'entreprises et salariés. Je l'ai présentée dans un billet précédent intitulé [Comment les banques centrales triomphent de l'inflation](#).

Voici l'état actuel de mon brouillon :

L'*économie politique* qui proposa la description scientifique de l'économie et de la finance jusqu'à la fin du XIXème siècle et qui était produite au sein des milieux scientifiques classiques, plaçait les rapports de forces au centre des activités économiques et financières et décrivait le processus de la *formation du prix* comme un phénomène de frontière entre une population de vendeurs et une population d'acheteurs, le prix se constituant sur le fil de leur conflit, augmentant lorsque les premiers prennent le dessus et baissant lorsque ce sont les seconds. La « *science* » *économique*, produite par les milieux d'affaires en leur sein-même ou dans leurs antennes dans le milieu universitaire, présenta au contraire la formation du prix comme un processus abstrait, né au point de rencontre de quantités, représentant d'une part l'offre et d'autre part la demande. Dans la perspective adoptée par l'*économie politique*, l'identité des acheteurs et des vendeurs est essentielle à la compréhension de la formation du prix. Dans celle adoptée par la « *science* » *économique*, elle est bien entendue indifférente, ce qui assure à ceux qui la commanditent l'anonymat qu'ils recherchent.

De même, pour l'*économie politique*, le rapport de forces entre trois populations, les salariés qui apportent au processus de production, leur travail, les investisseurs qui font les avances en moyens de production (équipement, matières premières) et les dirigeants d'entreprises qui contractent avec les investisseurs, organisent et supervisent le processus de production, préside à la redistribution du *surplus* généré par l'activité humaine. Tout comme la formation du prix est un phénomène de frontière où le prix se constitue sur le fil du conflit entre acheteurs et vendeurs, l'intérêt est lui un phénomène de frontière entre investisseurs et dirigeants d'entreprise où le taux d'intérêt se constitue sur le fil de leur conflit, et l'inflation est un phénomène de frontière entre dirigeants d'entreprises et salariés où son taux se constitue sur le fil de leur conflit. Pour la « *science* » *économique* le *surplus* n'existe cependant pas et n'existant pas, la question de sa redistribution ne se pose pas, ni a fortiori celle du conflit entre les parties impliquées dans le processus de sa création. Là où elle aurait dû parler du *surplus*, elle parle à la place de *masse monétaire* et là où elle aurait dû évoquer la *part du surplus* revenant aux salariés, elle met en avant les revendications salariales comme la principale cause de déséquilibre des systèmes économiques car source d'inflation, laquelle est présentée comme un phénomène de nature monétaire pouvant être combattu en manipulant les taux d'intérêt en raison de l'impact de ceux-ci sur la masse monétaire.

Ce bulletin a été publié le Mercredi 7 mai 2008 18:38 et est classé dans [Economie](#), [Monnaie](#) Vous pouvez suivre les réponses à ce bulletin avec le fil [RSS 2.0](#). Vous pouvez [répondre](#), ou faire un [rétro-lien](#) depuis votre site.

17 réponses à "Surplus et masse monétaire"

1. [Financial Md](#) » [Surplus et masse monétaire](#) dit :
[7 mai 2008 à 19:02](#)

[...] Original post by Blog de Paul Jorion [...]

2. *Linda Seredes dit :*
[8 mai 2008 à 01:19](#)

A première vue, vous touchez une autre de mes interrogations sensibles, et cela sur un terrain que vous n'attendiez sans doute pas. En tant qu'outil de transformation du monde et projet révolutionnaire, le marxisme a notoirement échoué (il a par contre formidablement réussi en tant que discipline de pensée). Je me demande si cet échec ne provient pas surtout du fait que les perspectives stratégiques posées par Marx partaient d'une réflexion sur le TRAVAIL, comme origine éternelle de toute injustice sociale. La chose était d'autant plus tentante que - outre l'évidente violence politique qui résultait des rapports de production au milieu du 19ème siècle - le travail, en tant que phénomène physique caractérisé, apparaissait comme très homogène pour l'essentiel de l'humanité. La Force de Travail n'était pas une vue de l'esprit à une époque où elle s'exprimait d'abord dans l'énergie et la puissance musculaire du travailleur. L'importance accordée à la fameuse théorie de la plus-value était concevable dans un cadre qui ignorait la complexification des formes de travail que nous connaissons aujourd'hui et où l'avenir de l'exploitation de l'homme par l'homme semblait glisser inexorablement vers une partie se jouant à deux. Face au travailleur salarié se dressait la figure indivisible du "capitaliste", à la fois maître absolu du patrimoine physique et du patrimoine financier.

L'analyse que vous ébauchez dans votre article me rappelle assez celle de Jean Luc Gréau il y a quelques années dans "L'avenir du capitalisme". Celui-ci voyait dans la crise qu'il annonçait de façon prémonitoire (le point de rupture devant être le même que celui identifié par les gens d'"Europe 2020", la grande peur des fonds de pension face à l'arrivée massive en retraite des babyboomers) le résultat d'une partie déséquilibrée et sensiblement différente des perspectives de Marx. Elle a tendance elle à rapprocher le salarié et le manager de par leur intérêt bien compris - ne rêvons pas - face au financier qui tend à phagocyter les autres acteurs. Nous irions vers une situation qui rappelle celle de l'Angleterre pendant la révolution industrielle, où patrons et ouvriers s'étaient retrouvés (à l'avantage de la paix civile) sur le libre-échange pour neutraliser la rente, représentée par les propriétaires fonciers. La différence est aujourd'hui que, la rente provenant de la sphère financière mondialisée, les deux autres facteurs se rejoindraient alors sur la question du protectionnisme ?

Votre triptyque "surplus intérêt inflation" convient finalement bien au tableau cadré par J.L. Gréau. Il serait aussi une actualisation inédite de la théorie marxiste de la plus-value à l'heure du CFM (*Capitalisme Financier Moderne*, terme que je préfère au sans substance "néo-libéralisme"). Toute spéculation intellectuelle mise à part, il est un point qui liera désormais indéfectiblement les hussards noirs de la science économique et leurs détracteurs, puisque l'avenir géopolitique proche de la planète en dépend. Leur ou pas, et à votre corps défendant il semble, la "Question Monétaire" - une expression qui aurait rempli d'épouvante ce pacifique snob qu'était Keynes - sera bien le point obligé de tous les compromis et... de tous les affrontements.

3. *Le Duc dit :*
[8 mai 2008 à 01:21](#)

Après diverses lectures d'articles grand public, voire de vulgarisation économique, certains auteurs d'articles parlaient des paniers des indices des prix à la consommation. Leurs buts serait de répandre l'idée générale que les prix augmentent peu (en général 2 ou moins de 2% même depuis que les politiques monétaires ont réussi à "vaincre" l'inflation dans les pays industrialisés depuis une quinzaine d'années). Le but étant de faire accepter le fait que les salaires soient indexés sur cette augmentation de l'IPC, assurant une certaine stabilité du pouvoir d'achat pour les salariés. En dernière analyse ceci servirait finalement à masquer le fait que l'inflation est bien plus forte et ne concerne pas seulement les prix des biens de consommations les plus courants, ou plutôt pour le formuler différemment que beaucoup de choses augmentent bien plus vite que l'IPC et que le salaire horaire : les revenus financiers des

capitalistes, patrons, investisseurs.

Tant que la masse salariale se contente d'une indexation des salaires sur l'IPC, donc au maximum 2%, on évite par contre de parler des questions fâcheuses comme les taux de rendement et d'intérêts des revenus financiers. Il est évident que tant que la masse salariale croît de 2% alors que les bénéfices des capitalistes, les salaires des dirigeants augmentent allègrement dans des fourchettes de 6% à 10, voir 20% selon la qualité des placements, investissements financiers, alors c'est tout bénéfice pour les investisseurs et les patrons.

On peut comprendre que la lutte contre l'inflation soit devenue la priorité numéro un des banques centrales inféodées aux capitalistes, reléguant le chômage à un rang bien subalterne et accessoire (les politiciens sont l'exemple même des responsables qui à chaque élection font de la réduction du chômage de masse, de la lutte pour le plein-emploi leur cheval de bataille, vœux qui restent sans effet à chaque fois).

Les revenus des capitalistes qui croissent bien au dessus de la fourchette de l'IPC sont intéressants car ils leur permettent d'augmenter leur fortune, leur pouvoir d'achat par rapport aux biens de consommations courants (quoique à partir d'un certain niveau de richesse on sort souvent des biens de consommation courants pour entrer dans la catégorie pour le moins spéciale des produits de luxe), ce qui leur permettra finalement de payer moins cher relativement leur bifteck.

On remarquera l'inflation scandaleuse qui caractérise le prix des habitations, logements, qui augmentent beaucoup beaucoup plus vite que l'IPC, ce qui est sans doute normal puisque l'immobilier est devenu pour une grande partie un secteur de biens d'investissements qui suit la logique boursière, totalement déconnectée de la réalité. Réalité bien dure pour les salariés car le prix du loyer immobilier ou le prix d'achat d'une résidence principale mange la majeure partie de leurs maigres revenus. Si la part des dépenses immobilières pour le logement était correctement appréciée dans l'inflation, j'imagine que l'IPC aurait explosé ces dernières années.

4. *Stilgar dit :*
[8 mai 2008 à 07:22](#)

Le Duc écrit " Si la part des dépenses immobilières pour le logement était correctement appréciée dans l'inflation, "...

Je dois signaler que le prix de l'immobilier n'intervient absolument pas dans le calcul de l'inflation (car il s'agit de capital et non de bien de consommation). Les loyers, par contre, sont inclus pour environ 6,5% dans le calcul total (http://www.insee.fr/fr/indicateur/indic_conj/donnees/doc_idconj_29.pdf), ce qui est effectivement se fiche de la g.... des gens.

En fait, comme vous le dites bien, il y a plusieurs types d'inflation :

- inflation des prix à la consommation
- inflation des matières premières (qui va se répercuter sur le précédent et le suivant)
- inflation de 2° tour (augmentation des salaires)
- inflation des actifs (qui n'entre pas en ligne de compte dans les chiffres officiels)

Quel est le lien entre la masse monétaire (issue des crédits) et l'inflation ?

Lorsque l'euro a été créé, la BCE envisageait une croissance monétaire de 4,5% (2% d'inflation + 2,5% de croissance, à vitesse de rotation monétaire de # 1) .. on a vu que la pente de création dépasse annuellement 10% depuis le début (le dépassement étant sans doute cause de l'inflation des actifs et des matières premières) ... ce qui veut dire que "l'arme" du taux d'intérêt est insuffisante pour la BC... il faudrait qu'elle puisse gérer la quantité de monnaie effective.

Ceci dit, il est intéressant de noter les études de l'économiste allemande, Margrit Kennedy, qui

démontre avec succès le poids des intérêts cumulés dans tous les prix (probablement plus de 30%). La conséquence est que lorsque les taux d'intérêts augmentent (en principe pour limiter l'accès au crédit et donc la quantité de monnaie qui aurait un effet sur l'inflation), les effets seraient l'inverse de ceux escomptés : les prix vont augmenter puisque les fabricants et les intermédiaires vont intégrer ces augmentations du loyer de l'argent dans les prix de vente...

5. [Armand dit :](#)
[8 mai 2008 à 09:42](#)

Stilgar, comme l'augmentation des prix des actifs est causée par le crédit « facile » accordé par les banques, il suffit de les contraindre à en limiter le volume. Une BC peut augmenter le coefficient de réserves obligatoires, sans toucher à ses taux, restreignant le volume de crédit sans en augmenter le coût ... quoique, si la demande de crédit est plus importante que l'enveloppe dont elles disposent, les banques puissent choisir d'augmenter leurs marges plutôt que de financer les projets les plus rentables et les plus sûrs. Par nature, cela contrôle M3 ce que ne parvient pas à faire la BCE (et moins encore la FED).

6. [Stilgar dit :](#)
[8 mai 2008 à 10:50](#)

@Armand

Tout à fait d'accord... mais c'est étonnant, la BCE ne le fait pas... pourrait-on en penser qu'elle veut faciliter l'accès aux actifs pour ceux qui ont un bon accès au crédit et à la spéculation ?

Je pense que si nous étions des animaux raisonnables, nous en viendrions à ce que toute la monnaie soit émise par la Banque Centrale qui disposerait ainsi, avec les taux d'intérêts, des deux "armes" nécessaires.

Mais de toute façon, personne ne pourra rien faire contre l'inflation des matières premières (peak de tout, compte tenu d'une population excessive) : c'est évidemment les plus riches qui s'en sortiront le mieux...

7. [Jean Bayard dit :](#)
[8 mai 2008 à 12:57](#)

Tôt ce matin, à 7h22 !, Stilgar soulevait le problème de l'indice des prix et signalait les restrictions faites par l'Insee dans le calcul de l'indice. J'ajouterais que les restrictions vont plus loin, puisque les impôts directs et les charges sociales des ménages sont purement et simplement évacués de la mesure.

De mémoire, il y a quelques jours, Paul Jorion dénonçait ici les méthodes de calcul de l'inflation aux Etats-Unis et ailleurs, laissant entendre que les gouvernements de tous les pays avaient tendance à dissimuler les résultats de l'activité nationale chaque fois qu'ils sont mauvais.

Il convient de signaler un détail important dans le calcul des variations de l'activité de deux périodes, détail qui n'a pas dû échapper à la sagacité de nos dirigeants. L'écart comprend en effet la variation due à l'inflation et celle due aux volumes. Plus, la première pourra être réduite, plus la seconde sera forte, ce qui encourage les tripotages statistiques : on cherchera à cacher les effets de l'inflation tandis que mathématiquement on mettra en valeur la croissance due aux volumes. En réduisant la part de l'inflation, on augmente celle de la croissance, c'est-à-dire celle du pouvoir d'achat, car l'écart de croissance est égal à l'écart de pouvoir d'achat.

Si vous me le permettez, je vous invite à prendre connaissance de mes travaux sur le sujet à

l'adresse suivante : http://www.bayard-macroeconomie.com/pouvoir_d_achat.htm

8. [Jean Jégu dit :](#)
[8 mai 2008 à 14:58](#)

@ Paul

Ainsi, Paul, vous avez trouvé une explication : "j'ai le sentiment maintenant que cette question de la monnaie est en grande partie un leurre : quelque chose qu'on aimerait nous voir débattre à l'infini pour éviter que nous parlions d'autre chose."

Donc la question serait une fausse question, soulevée uniquement pour détourner l'attention du partage du "surplus". La création monétaire par les banques de dépôts, n'en parlons plus ; ça n'a rien à voir. Relire Karl Marx : c'est une question de lutte des classes. Maurice Allais, Irvan Fisher n'ont rien compris. James Robertson - qui pourtant écrit en compagnie d'un professeur d'économie allemand Joseph Huber – et dont la proposition a été rappelée par Paul Nollen (01/05/08), ne retient pas votre attention ... On vous a cité des textes clairs d'un spécialiste (français) de la monnaie : Dominique Plihon. Les propositions de Frédéric Lordon, qui pourtant se situent à l'intérieur du système ? Non tout cela, c'est du vent. C'est la conclusion à laquelle vous êtes parvenu, si du moins je vous ai bien compris ?

J'ai une autre hypothèse. Si, au contraire, les vues de Marx sur les luttes de classes n'expliquaient pas que – bien que nos sociétés aient beaucoup changé – d'aucuns refusent obstinément aujourd'hui de s'expliquer sur l'origine exacte et la justification des dettes qui partout s'accumulent ?

Vous êtes de ceux qui refusent J'avais un instant espéré le contraire. Je ne vous en veux pas. Vous n'êtes pas seul. Puisque vous avez le contact avec Monsieur J. Attali, tentez donc d'obtenir sa position. Pour ma part, je n'y suis pas parvenu. Il sera certainement de votre avis.

Je vous remercie pour cet échange. En général les financiers ne nous lisent pas, et ne consentent à aucun dialogue. Laissons donc les militaires faire la guerre et les financiers la finance puisque, selon l'avis de ceux qui comptent, les autres n'y comprennent rien !

Il faut le constater : les idées même les plus simples n'avancent souvent qu'à tous petits pas. Permettez-moi de terminer par une auto-citation : " Oui, le monde est ainsi fait. Comment se fait-il que nous ayons dû attendre le 21 avril 1944 pour que les femmes obtiennent enfin le droit de vote en France ? Pourquoi de grands hommes ont-ils si longtemps trouvé normal qu'elles n'en disposent pas ? Parce que vivant dans l'air du temps, il est difficile d'en identifier les odeurs, y compris celles qui seraient douteuses. "

9. [JLS dit :](#)
[8 mai 2008 à 15:09](#)

J'avais lu un article d'une personne travaillant pour l'état américain affirmant que l'inflation était surestimée de 0,5 % et que l'on pouvait donc donner aux retraités une augmentation inférieure de 0,5 % par an à l'inflation officielle.

Par exemple l'inflation est de 3% ; on donne aux retraités une hausse de 2,5%.

Un bel exemple de l'utilisation politique de l'inflation.

On peut aussi s'interroger sur l'utilisation des coefficients hédoniques, utilisés pour tenir compte de l'évolution technologique d'un prix. Aux Etats-Unis 50% des produits subiraient ce traitement. La France l'Allemagne la Suède l'Autriche, l'utilisent aussi.

10. [Paul Jorion dit :](#)
[8 mai 2008 à 16:56](#)

Je vous reproduis cet article du Wall Street Journal dans sa langue d'origine. En gros, la Fed avait obtenu de pouvoir rémunérer les réserves fractionnaires à partir de 2011, elle demande à pouvoir le faire dès maintenant. Ceci pose à mon sens une question cruciale sur la nature des intérêts. Il semble qu'il s'agisse dans ce cas-ci d'une simple récompense décernée aux banques pour qu'elles ne prêtent pas leurs fonds. Il me semble qu'il s'agit d'un dévoiement pur et simple de la logique des intérêts : quelle est ici la – supposée – création de richesse que le versement d'intérêts est censé refléter ?

Fed Seeks Approval to Pay Interest to Banks

By GREG IP

Wall Street Journal, May 7, 2008; Page A4

The Federal Reserve is formally asking Congress for authority — starting this year — to pay interest on commercial-bank reserves, in an effort to gain better control over interest rates and more leverage to battle the credit crunch.

Senior central-bank staffers broached the subject earlier this week with the congressional committees that oversee the Fed, people familiar with the conversations said. Fed Chairman Ben Bernanke is expected to request the new authority in writing soon.

The people familiar with the matter said key Democratic and Republican lawmakers probably would greet the request favorably, but warned quick passage of the measure isn't guaranteed, given the political sensitivity of any steps that might aid banks.

In 2006, Congress gave the Fed permission to pay interest on reserves — the sums banks keep on deposit at the Fed — but it delayed the effective date of the legislation until 2011 to postpone the cost to the Treasury.

Banks are required by law to hold a certain fraction of their deposits in reserve accounts at the Fed, but receive no interest on these deposits. Having the authority to pay interest would solve two technical headaches for the Fed.

If they earned interest from the Fed, banks would have no incentive to lend out excess reserves for less. That would make the Fed's benchmark federal-funds rate, which banks charge on overnight loans to each other, less likely to plunge below the Fed's official target — now 2% — on days when the banking system was awash in cash.

In addition, the Fed could theoretically combat the credit crunch by buying securities or extending loans without limit without causing the federal-funds rate to fall to zero, something that could fuel inflation or distort markets.

Paying interest on reserves would reduce the sum the Fed remits to the Treasury each year from earnings on the central bank's portfolio of Treasury securities and loans. When the 2006 legislation passed, the Congressional Budget Office estimated the move would cost the government \$1.4 billion over five years.

The Fed's staff have suggested two ways Congress could proceed. It could let the Fed pay interest on all reserves, at a cost of about \$150 million a year, people briefed on the estimates said. Alternatively, the Fed could pay interest only on reserves in excess of banks' required minimum. That would cost only about \$30 million a year, which might make it more attractive to lawmakers.

Either way, the Fed would have to keep the interest rate paid on reserves close to prevailing short-term market rates. In practice, the rate would probably be slightly below the federal-funds rate. The Fed would like Congress to act before its August break, to permit implementation by year-end, people familiar with the conversations

said.

The Fed manages interest rates by purchasing securities or making loans to banks and securities dealers. When the Fed buys Treasuries or makes loans directly to banks, it supplies financial institutions with cash; in effect, it prints money. The cash ends up as currency in circulation or in banks' reserve accounts at the Fed. Since reserves earn no interest, banks lend out cash that exceeds their required minimum reserves, putting downward pressure on the federal-funds rate.

To combat the credit crunch, the Fed has replaced half the roughly \$800 billion of Treasuries it held last July with loans to banks and securities dealers.

If the Fed used up all those Treasuries, it could purchase more, but in the process it would create large quantities of excess reserves. As banks lent out those excess reserves, the federal-funds rate would fall to zero. By paying interest on reserves, the Fed could put a floor under the funds rate and expand its balance sheet to deal with the credit crunch. The Fed, however, has not cited that as the immediate objective of its request.

Write to Greg Ip at greg.ip@wsj.com

URL for this article:

<http://online.wsj.com/article/SB121011673771072231.html>

Hyperlinks in this Article:

(1) <mailto:greg.ip@wsj.com>

Copyright 2008 Dow Jones & Company, Inc. All Rights Reserved

11. [Jean Jégu dit :](#)
[8 mai 2008 à 18:48](#)

@ Paul

Ne vous offusquez pas, Paul. Il me semble que la BCE rémunère les réserves obligatoires depuis bientôt dix ans ! Voyez l'article 8 du Règlement (CE) n° 2818/98 de la Banque centrale européenne du 1er décembre 1998 concernant la rémunération des réserves obligatoires (BCE/1998/15).

Bien sûr, je partage votre avis : c'est tout à fait anormal (la Banque de France ne le faisait pas) mais ce n'est là qu'une peccadille de plus ... Vous comprendrez que certains comme moi pensent qu'il faudrait tout reprendre à la base et que les professionnels devraient oser s'en préoccuper !

12. [Bernard dit :](#)
[9 mai 2008 à 14:35](#)

J'adhère pour partie à la description des acteurs du modèle "science économique" où les intervenants sont réduits au rôle de vendeurs et d'acheteurs, qui est celui auquel la "science" économique Miltonienne voudrait nous réduire, et au fait qu'il induit cet "anonymat" pour les commanditaires et les acteurs, cet anonymat que ses zéloteurs (j'allais écrire zélotes !) traduisent par "objectivité" ou « rationalité ».

Ces intervenants sont censés opérer dans la sphère réelle de l'économie. Or, depuis que s'est développée la sphère financière, je pense qu'il faut rajouter une nouvelle catégorie d'intervenants, que j'appellerai volontiers les Rapetou, qui utilisent largement le fait que la monnaie est sortie de son rôle neutre de média virtuel, auquel ne peut être attribué que le terme de contrepartie et surtout pas richesse, (neutralité toujours revendiquée par les monétaristes), et qui utilisent son caractère autofertile.

Le processus fondamental est évidemment l'intérêt, dont on peut comprendre la motivation

initiale comme contrepartie de l'usure matérielle des supports matériels d'une part, et des risques encourus par simple nécessité de les faire voyager d'autre.

Ironiquement, dans sa représentation mathématique, l'intérêt utilise l'axe des « imaginaires » dans le plan complexe.

Or, on a assisté au fait paradoxal que la dématérialisation de la monnaie, totale chez les gros opérateurs, et qui annulait de fait les risques ci-dessus, loin de mettre en question le principe de l'intérêt, a fait de cette fertilité monétaire une finalité.

Elle a incité les autorités financières à démultiplier artificiellement cette monnaie,

1) par la réduction à quasi rien de la réserve fractionnelle, (l'historique de son évolution est éclairante) ce qui revient pour la monnaie à couvrir financièrement plusieurs réalisations simultanées (une sorte d'ubiquité) et cumuler des intérêts provenant de chacune des réalisations,

2) par la création d'outils financiers extraordinaires au sens propre, produits dérivés et options, parmi lesquels les « options put » sont un de mes préférés.

L'objet n'est pas ici d'examiner si tous ces produits ont encore une utilité dans le monde réel, ce qui n'est pas évident, ou s'ils modifient les prix d'équilibre des marchés à terme, ce que je pense, mais il est certain qu'ils jouent largement sur les dettes publiques, et éliminent les opérateurs les moins armés.

Car on en vient à l'essentiel :

Le surplus n'existe pas dans le monde réel, il n'existe que dans la sphère financière.

Dans le monde réel, n'existent de l'activité humaine, que des produits nouveaux, à classer entre :

- produits de consommation immémoriaux, qui sont remis dans leur cycle naturel par la consommation par les organismes vivants, ou détruits par la mort de ceux-ci (savoirs par exemple).

- produits durables

* bénéfiques lorsqu'il s'agit de découvertes améliorant le sort des humains ou moyens de production dont on a prévu la destruction après utilisation, ou transformés en déchets plus ou moins vite réassimilés par la nature,

* nuisibles, « monstres » produits consciemment ou non, en termes de risques créés par les découvertes, ou pollution, et réchauffement climatique.

Additionner tout cela sans faire un bilan qualitatif est parfaitement stupide, et est hors de portée de la science économique qui ne sait utiliser que le signe plus (hors la fonction financière « puissance » au bénéfice du seul « intérêt » et les fonctions « casino » des « Nobels » modernes).

Il n'y a qu'à voir la jubilation accompagnant le « vertueux » discours de Nicholas Stern quant il a chiffré ce que va « coûter le réchauffement climatique », sous-entendu « va rapporter au monde financier ».

Je trouve extraordinaire que la vision économique du pays que l'on présente toujours aux citoyens soit celle vue du côté financier : l'état est vu par sa dette qui, normalement, bénéficie au vulgum pecus, et on met en exergue la « balance commerciale » dont le négatif correspond normalement à un enrichissement réel des mêmes !

Mais peut-être que rappeler ce que l'on doit à l'état ou au monde extérieur nous rendrait un

peu mal à l'aise.

L'économie politique, pour moi, c'est l'introduction du signe (-) dans des bilans, sous le contrôle des citoyens.

A cette condition, je suis prêt à adopter cette économie politique, si on y ajoute

- la réduction de la monnaie à son seul rôle de média
- la fixation locale des prix dans des zones socioéconomiques homogènes, et les protections nécessaires de ces marchés.

13. *Rumbo dit :*
[9 mai 2008 à 21:38](#)

En réponse à cette question primordiale du surplus et de la masse monétaire, voici, ci-dessous, un extrait du livre prophétique de l'architecte Jean-Gaston BARDET (1907-1989) - *Demain, C'est l'An 2000!* - écrit en 1950. Les 58 ans écoulés depuis sa parution ne font que confirmer, chaque année, chaque jour, la justesse de cette approche du modèle historique bancaire qui s'exerce sans pitié sur le monde dit "moderne".

Aussi je ne saurais trop recommander l'étude (hélas pour le moment seulement en anglais) du major Clifford Hugh DOUGLAS (1879-1952) qui a démontré que les intérêts bancaires de l'argent mis en circulation, aujourd'hui trouvant son origine à peu près à 100% dans la création monétaire ex-nihilo par les banques commerciales, alourdissent irrémédiablement et stérilement les prix que nous payons au quotidien d'un gros 1/3 (à son époque). Actuellement, Magrit KENNEDY, qui est aussi architecte et très avancé(e) en économie, contrôle que la proportion des intérêts dans la composition des prix monte en moyenne jusqu'à 40%. De même les impôts que nous payons servent à rembourser les intérêts bancaires des dettes publiques, impôts qui, en grande partie, finissent dans la poche des actionnaires des banques commerciales et autres fonds privés, etc...

Les actionnaires, mêmes richissimes, une fois qu'ils ont réinvesti, ne pourront jamais acheter et absorber personnellement toute la production des biens et des services, tandis que les salariés ne peuvent, en aucune façon acheter la proportion réelle de toute la production qui leur revient, leur revenu se trouvant d'autant diminués par les intérêts bancaires écrasants dans leur ensemble. Les producteurs des biens et des services sont et seront toujours frustrés (même et surtout s'ils ne savent pas pourquoi, ce qui est le cas) de ne pouvoir obtenir les revenus correspondant exactement à la valeur monétaire de ce qu'ils produisent.

Voici un extrait du livre, plus actuel que jamais, de Jean-Gaston BARDET, architecte et urbaniste.

<< (...) L'homme ne peut rien créer ex-nihilo. L'argent-négatif ou dette peut, et doit, être détruit par un jeu d'écritures sur le grand Livre: la colonne Avoir équilibrant la colonne Doit. Mais subsiste l'intérêt à payer, qui ne le peut être que grâce à une nouvelle création — ex-nihilo — d'argent-négatif et ainsi de suite... Il se produit une boule de neige de dettes, une marée d'argent-négatif, de néant, qui augmente sans cesse et entraîne à la destruction obligatoire des biens réels.

Le chaos économique qui conduit chaque pays à l'alternative: révolution ou guerre, provient d'une méconnaissance de vérités élémentaires, tant des marxistes d'ailleurs, que des économistes libéraux. Marx, en effet, n'a nullement soupçonné le mécanisme de l'argent-négatif, et a reporté ses attaques contre le profit et la propriété. Ces derniers ayant toujours été défendus — dans de justes limites — par l'Eglise, mère des Pauvres, la sagesse commandait de chercher une autre explication.

La voici. Pour qu'il n'y ait pas coexistence de surproduction et de sous-consommation, il faut que le revenu national puisse acheter la production nationale donc lui soit égal, la soupape des exportations étant de plus en plus réduite dans un monde qui s'unifie.

Or tout prix comporte deux parts: l'une de travail, l'autre de capital, l'une A) de salaires personnels (directs ou indirects mais versés à des personnes pour leur consommation), l'autre B) de rémunération des capitaux engagés, qui sont des capitaux d'argent-négatif en majeure

partie — la monnaie légale servant à peine à 5% des échanges (avoua lors de l'enquête précitée M. C. Towers, gouverneur de la Banque du Canada). Tel est le phénomène $A + B$ découvert expérimentalement par le major Douglas en 1920 et au sujet duquel M. de Valera déclarait en 1942: "Malgré mes demandes réitérées, aucun économiste n'a pu me démontrer la fausseté de ce théorème".

Si donc les producteurs touchent un total a , ils ne peuvent, en aucune façon, acheter un total $A + B$; le revenu national reste toujours - inférieur - à la production nationale. Il y aura toujours des surplus et les consommateurs seront toujours en état de sous-consommation. Telle l'origine du phénomène surabondance-misère qu'aucun dirigisme ne peut réduire.

Faut-il souligner que plus la structure productrice est concentrée, plus les investissements dans d'énormes machines sont gigantesques, plus B croît aux dépens de A dans l'équation, moins les salariés peuvent acheter leur production, plus la misère augmente, ce qui se vérifie depuis un siècle, quelle que soit l'augmentation continue des salaires.

Le remède financier — dont nous avons déjà montré dans nos autres chapitres la valeur économique — consiste d'une part dans le micro-machinisme et la décentralisation diminuant B . Et d'autre part, dans le retour à l'État de son droit régalien de battre monnaie, enfin dans l'utilisation de crédit public retrouvé, sans intérêt, pour la construction des services publics nationaux, régionaux (routes et hôpitaux, écoles et forêts, etc) où la part de salaires personnels est maxima et qui sont en dehors du circuit: Production, dans lequel doit jouer seulement la monnaie légale.

Faut-il faire remarquer que, quelle que soit la Distribution: structure du commerce et répartition des biens parmi les citoyens, cela ne joue qu'à l'intérieur de A . Il peut y avoir des injustices, des bénéfices scandaleux ou un gaspillage dû à une cascade d'intermédiaires, mais les Salaires totaux, plus ou moins bien répartis, doivent d'abord permettre d'acheter la Production totale.

Le système bancaire actuel, autrement dit l'usure-à-l'argent-négatif ne peut rien créer de positif, il est très exactement inversé. Il prospère en temps de guerre, s'épanouit, apporte la prospérité matérielle aux ouvriers requis en usine, aux fournisseurs de l'État et aux fabricants de munitions, pendant que la fleur de la nation est tuée ou mutilée. Il languit en temps de paix, se contracte, apporte le rétrécissement du pouvoir d'achat, les faillites, banqueroutes, le chômage et toutes les misères à la clé. Pourquoi ce paradoxe?

Il y a toujours assez de pouvoir d'achat pour les buts de guerre PARCE QUE les biens créés sont détruits. Ainsi la sous-consommation peut être ordonnée au nom du patriotisme, tandis que la surproduction est liquidée.

Il ne s'agit point de mettre au pilori les banquiers actuellement inconscients, mais de considérer les faits. Les faits sont les suivants, ils crèvent les yeux: l'usure-à-l'argent négatif conduit à fournir toujours assez d'argent pour la guerre, la mort et la destruction et jamais assez pour la paix, la vie et la construction. Plus la guerre est terrible, dévastatrice, plus de pouvoirs d'achat sont créés, plus le flot d'argent-négatif s'enfle ainsi que les bénéfices des usuriers. Mais ce gonflement ne peut avoir lieu avec des biens qui encombreraient le marché, puisque les salaires sont toujours insuffisants pour les acheter, et ne peut avoir lieu que dans un seul cas, celui de la destruction délibérée des stocks. Le système ne fonctionne avec - efficiency - que si l'on détruit des biens réels. Il conduit implacablement à la guerre.

Jean-Gaston BARDET (1950)

14. *Bernard dit :*
[10 mai 2008 à 09:08](#)

Lumineux!

15. [Jean Jégu dit :](#)
[10 mai 2008 à 14:08](#)

@ Rumbo

Merci pour ce texte de Jean-Gaston BARDET auquel j'adhère totalement et en détail dans son fond, bien que, inévitablement, sa forme et son vocabulaire portent la marque des années cinquante. A l'époque, banquiers et financiers n'ont pas compris cet architecte, pas davantage qu'ils ne comprennent sa consœur Margrit KENNEDY aujourd'hui, ou le Major DOUGLAS un siècle plus tôt. Ni d'ailleurs leur collègue James ROBERTSON.

Je parie que bien des lecteurs de ce blog, et probablement son auteur, ne nous suivront pas. Il y faudrait une traduction point par point ... et nous ne parvenons pas, semble-t-il, à la faire. La tâche est considérable et urgente car, comme l'écrivit JG BARDET : "Il ne s'agit point de mettre au pilori les banquiers actuellement inconscients, mais de considérer les faits". Or, il n'est pas sûr que ces faits nous en laissent le temps ...

16. [Laurent S dit :](#)
[10 mai 2008 à 19:21](#)

@Rumbo

J'avais commencé à lire le mois dernier une analyse similaire : <http://www.m-lasserre.com/mcc/Mcc1.pdf>

Avec en seconde partie une proposition d'une nouvelle théorie : <http://www.m-lasserre.com/mcc/Modelefpea.pdf>, que je m'étais promis de lire au plus tôt... Mais sur internet on peut trouver tellement d'informations qu'on en vient jamais à bout.

17. [Blog de Paul Jorion » La monnaie, c'est de la sueur \(et du soleil\) condensés dit :](#)
[12 juin 2008 à 23:13](#)

[...] je suggère parfois même qu'il s'agit d'un mensonge délibéré. Comme je l'exprime dans Surplus et masse monétaire : Pour la « science » économique le surplus n'existe cependant pas et n'existant pas, la [...]

08 05 2008 La monnaie : le point de notre débat

Publié par [Paul Jorion](#) dans [Economie](#), [Monnaie](#)

Je propose un point synthétique sur notre débat relatif à la monnaie. J'ai vu trois thèses se développer dans nos discussions. Vous me direz s'il y en a davantage et vous me corrigerez sur la formulation de ces trois thèses.

(1) Résolvons la question de la monnaie et tout le reste en sera – sinon résolu – du moins sérieusement simplifié. Il est impossible de justifier sur un plan théorique le versement d'intérêts.

(2) Les intérêts représentent la part de la création des richesses qui revient à ceux qui ont consenti des avances. Résolvons la question de la manière dont la richesse est partagée et tout le reste sera – sinon résolu – du moins sérieusement simplifié. Il existe un non-dit dans la thèse (1) : dire qu'« il est impossible de justifier sur un plan théorique le versement d'intérêts », est une manière déguisée de dire qu'il faut abolir la propriété privée.

(3) Les thèses (1) et (2) sont prisonnières d'une aporie du type « Qui vient d'abord ? La poule ou l'œuf ? » Les problèmes posés ne pourront être résolus qu'au sein d'un nouveau paradigme qui intégrera la question de la création de richesse dans un espace à quatre dimensions, la quatrième étant bien entendu le temps. Les casse-têtes liés à la monnaie résultent essentiellement du fait que nous examinons les questions liées à la richesse en mêlant les interrogations qui n'ont de sens que dans un espace à quatre dimensions et celles qui n'ont de sens que dans un espace à trois dimensions.

Ce bulletin a été publié le Jeudi 8 mai 2008 17:43 et est classé dans [Economie](#), [Monnaie](#) Vous pouvez suivre les réponses à ce bulletin avec le fil [RSS 2.0](#). Vous pouvez [répondre](#), ou faire un [rétro-lien](#) depuis votre site.

14 réponses à "La monnaie : le point de notre débat"

1. [Jean Jégu dit :](#)
[8 mai 2008 à 19:07](#)

Pour ce qui me concerne, je ne sais où me classer. Je n'ai jamais dit que la paiement d'un intérêt était théoriquement injustifiable. Je pense par ailleurs que ce n'est pas essentiellement la récompense d'enrichissement pour avoir consenti une avance, mais tout simplement la mesure nécessaire pour que face à une inflation toujours constatée et probablement justifiable compte tenu de la dimension "temps", l'épargne monétaire conserve son pouvoir d'achat, cette propriété étant intrinsèque à la définition de la monnaie.

De plus, l'essentiel, à savoir la maîtrise de la création monétaire (c'est-à-dire de la quantité et du choix des attributaires) confiée d'une manière qui reste à définir à une autorité relevant de la démocratie, c'est-à-dire soucieuse du bien général et jugée à cette aune, n'apparaît pas dans la synthèse.

Enfin, sans vouloir brouiller les cartes, personnellement je suis persuadé qu'il n'y a pas que le crédit qui soit créateur de monnaie. Il existe aussi une monétisation de actifs et de dettes, pratiquées par les banques. Je propose que ces mécanismes soient bien conservés pour la collectivité, d'autant plus qu'elle est seule l'ultime garantie de sa monnaie. Ceux qui auraient le courage de me lire trouveront tout cela dans mes pages.

2. [Stilgar dit :](#)
[8 mai 2008 à 19:12](#)

Juste en passant, avant de m'absenter pour plusieurs jours..

Je pense qu'il faut séparer deux sortes d'intérêts :

1 - les intérêts sur une épargne préalable, justifiée par le fait que pour le prêteur/épargnant, c'est le prix de sa renonciation temporaire à une consommation ainsi que le risque de non-remboursement ou de perte de pouvoir d'achat, et pour l'emprunteur, c'est un coût correspondant à une consommation anticipée. Pour ma part, je préfère nommer ce type d'intérêts par "dividendes"

2 - les intérêts sur la création monétaire bancaire ("ex nihilo" 😊... ou plutôt - pour éviter de gêner Paul - en contrepartie de reconnaissance de dette) sont, à mon sens, injustifiés lorsqu'ils enrichissent une banque commerciale qui émet la monnaie (même avec de l'inflation qui dépasserait le taux d'intérêt qu'elle a demandé, son bilan comptable revient à zéro si le prêt est remboursé : tout ce qu'elle peut perdre c'est une moindre valeur d'usage des intérêts qu'elle recevra).

En ce qui concerne cette inflation, il me semble logique que l'emprunteur la "rembourse" à la collectivité. On peut donc discuter de savoir s'il s'agit d'intérêts pré-décidés, ou d'un calcul a posteriori de la valeur réelle de la monnaie dans le temps, compte tenu d'une éventuelle inflation (qui apporterait à l'emprunteur un enrichissement sans justification s'il ne remboursait que le capital sans autre "pénalité")

Pour la question « Qui vient d'abord ? La poule ou l'œuf ? », je ne crois pas que ce soit très important... : la richesse est créée par le travail (que ce soit celui de l'homme ou de la machine), avec l'aide de la nature, et ce n'est pas la monnaie qui devrait être un obstacle à la création des richesses réelles (utiles) puisque, étant maintenant totalement dématérialisée, sa quantité n'est plus limitée (ce qui ne veut pas dire qu'elle doit être créée n'importe comment comme c'est le cas actuellement).

3. [Jean Bayard dit :](#)
[10 mai 2008 à 13:34](#)

Je partage tout à fait l'avis de Paul Jorion, qui est aussi me semble-t-il celui de Stilgar et de Jean Jégu : en résolvant la question de la monnaie, tout le reste devrait suivre. Mais, attention ! une erreur de diagnostic conduit fatalement à une erreur de prescription.

A la suite de longs travaux de recherche, je crois pouvoir dire que l'activité nationale de production est soumise à l'influence désordonnée, parce que non régulée, de ses deux facteurs endogènes opposés que sont l'épargne et le crédit, le premier produisant un effet de frein, le second produisant au contraire un effet d'accélérateur. Le résultat de ce désordre s'appelle la conjoncture. Et, il n'y a de fatalité que de l'accepter.

L'affaire des "subprimes" est sans nul doute à l'origine de la crise économique que traversent les Etats-Unis. La perte de confiance et le reflux des concours accordés à l'économie par le système bancaire, qui en sont la suite, ont pour conséquence une décélération de l'activité de production. Et ce pays qui vit à crédit plus que tout autre s'enfoncé inexorablement dans la récession.

A mon avis, la régulation monétaire que seul l'Etat est en mesure d'exercer est le seul moyen de redresser nos économies nationales. Pour assumer pleinement cette fonction, l'Etat doit reprendre le contrôle de sa banque centrale, condition sine qua non. Là se trouve le verrou monétaire qu'il est urgent et vital de faire sauter !

Depuis plusieurs années, je préconise que l'Institut d'émission (et il en a les moyens) par le canal des banques couvre les risques d'insolvabilité de tous les agents économiques, entreprises (individuellement) et ménages (globalement), contre une rémunération et selon des modalités à fixer. Si la responsabilité de la Fed avait été engagée dans ce sens, je pense

que la crise des "subprimes" n'aurait pas eu lieu.

Je suggère également que les besoins financiers de l'Etat soient exclusivement couverts par la banque centrale, sans intérêt ni échéance, au titre des concours nationaux à l'économie. Monnaie permanente à substituer massivement à la monnaie d'endettement. Par ce moyen, on réduit très sensiblement les risques encourus sur le plan macroéconomique de l'accumulation de l'endettement et des intérêts y relatifs. Il faut savoir que les intérêts bancaires donnent lieu à destruction monétaire, ce qui signifie que la masse monétaire en circulation devient alors insuffisante pour assurer le remboursement des emprunts, ce qui nécessite une folle course en avant vers toujours plus de crédits !

Il est tout de même un peu excessif que les ménages soient imposés pour verser des intérêts aux banques et aux rentiers afin de financer le pays à partir de monnaie créée de rien !

Enfin, je pense que l'économie privée (entreprises et ménages) peut être financée par les seules banques et établissements de crédit (en sous-traitance), même s'il s'agit de création monétaire ex-nihilo, contre une rémunération destinée à couvrir les seuls frais du service des concours à l'économie et de l'assurance contre le risque d'insolvabilité. Les prêts et emprunts seraient alors indexés sur un indice approprié destiné à couvrir l'érosion monétaire. L'intérêt des prêts et emprunts étant à terme supprimé. Prêteurs et emprunteurs seraient ainsi égaux devant l'inflation.

4. *Bernard dit :*
[10 mai 2008 à 17:31](#)

Je me classerai dans la première catégorie, tout au moins pour les transactions du secteur privé.

L'intérêt est pour moi uniquement une rémunération de la défiance, et qui trouve naturellement une place de choix dans le dogme actuel qui exalte la concurrence.

Si ce discours n'est plus tenu, on va découvrir que personne n'est créancier tout au long de sa vie, pas plus que débiteur.

La rémunération du créancier sera la réponse à son besoin de sécurité, à travers la solidarité redistributive de ses phases de débiteur, que l'absence de dette financière facilitera d'ailleurs largement.

On peut à l'inverse concevoir un intérêt pour les investissements publics que l'on souhaite promouvoir.

L'association de la disparition des intérêts et de la propriété est pour moi un contresens majeur, puisque c'est bien ce phénomène d'accumulation financière qui détruit la propriété privée, suivant en cela la démonstration que H. Arendt qui en a faite en 1958.

On voit bien d'ailleurs où en est déjà arrivé la dépossession progressive des travailleurs de leurs propriétés enracinées dans leur terroir, et leur perte de contrôle sur ce qui se passe dans leur lieu de vie et environnement vital, tout le discours du système étant au bénéfice de l'"actif", "mobile", qui en sera réduit à chercher sa propriété privée en fonction de ce que la valorisation de sa force de travail lui permet d'espérer, à moins qu'il ne réussisse dans les "affaires".

Le reste en sera sérieusement simplifié :

Il suffira de créer des mécanismes d'équilibrage entre les zones socioéconomiques mondiales ,

protections nécessaires pour ne pas en tarir les productions et les échanges locaux.

Les maître-mots de l'avenir sont "confiance" et "réversibilité".

5. [Eric Dannemark dit :](#)
[12 mai 2008 à 00:30](#)

Si attendre a de la valeur, ce n'est que dans certaines circonstances qu'on est payé pour attendre.

La monnaie acceptée dans une communauté en lieu et place de "valeurs" concrètes ne produit en elle-même aucune valeur supplémentaire que l'on pourrait se partager. Mais il est des valeurs qui sont produites et reconnues et sans lien avec leur coût de production : le sourire ou autre de Vanessa, le talent de Paul, celui de Zidane, l'abstinence du prêteur... Bref dans une communauté close où les seules valeurs sont des objets matériels évalués à leur coût de production tout est simple. Dans un monde plus complexe, non fermé, où les valeurs sont subjectives et acceptées comme telles, y inclus la circulation de la monnaie, il faut multiplier les limites mais cela limite la subjectivité acceptée de manière générale... Si on va jusqu'au bout des rêves de contrôle, on se retrouve avec les SEL... l'économie de tickets... qui est une pratique contre le système de marché du type planification mais sans les avantages de la planification. Il faut limiter les limitations...

6. [Atlantis dit :](#)
[12 mai 2008 à 07:31](#)

Hypothèse 1 aussi.

Toutefois je doute très très fortement qu'on y touche car ça serait saper une des bases du système pyramidal mis en place (qui a eu besoin de la globalisation pour continuer sa fuite en avant). Les gardiens sont vigilants et grassement payés. On pourra à mon avis n'y toucher qu'une fois que le système se sera effondré (ce qui se fera inéluctablement, et dans la douleur).

7. [Paul Nollen dit :](#)
[15 mai 2008 à 19:45](#)

Réponse à Jean Bayard

Proposition de l'AMI : (American Monetary Institute) <http://www.monetary.org>

Le besoin d'une Réforme Monétaire

Traduit par Mr. Ole Mackeprang

Une réforme monétaire est la mesure nécessaire à prendre, si l'on souhaite éviter à l'humanité un désastre nucléaire, et l'éloigner d'un futur miné par la corruption et le coût des guerres, pour la diriger vers un monde de plus de justice et de beauté.

Le pouvoir de créer de l'argent est un pouvoir terrifiant, parfois plus puissant que l'ensemble des pouvoirs exécutifs, législatifs et juridiques réunis. Celui qui le détient possède un 'chéquier magique' dont les chèques ne peuvent pas être sans provision. Quand ce type de pouvoir est sous contrôle privé, il peut servir à s'enrichir, ou plus important encore, il détermine le sens de notre société, en décidant l'emploi de l'argent, c'est-à-dire à quoi il doit être dépensé, ou non. Sera-t-il employé pour construire ou réparer des infrastructures vitales, comme des digues pour protéger nos villes les plus importantes? ou va-t-on l'employer pour subventionner des guerres, ou bien des prêts immobiliers, en créant un capital inflationniste – un boum immobilier ?

Cela signifie que le pouvoir qui émet l'argent ne devrait jamais être aliéné du gouvernement élu démocratiquement pour être ainsi placé entre les mains de privés, comme c'est pourtant le cas aujourd'hui avec le système de la Réserve Fédérale des Etats-Unis.

Eu fait, la plupart des gens seraient surpris d'apprendre que la majeure partie de la masse monétaire n'est pas créée par le gouvernement, mais par des banques privées lorsqu'elles souscrivent des prêts. A travers le processus 'fractionnaire' de la Réserve Fédérale, le système crée un mode d'achat, lorsque les banques accordent des prêts aux comptes courants. Ainsi la plus grande part de notre argent est émise comme un endettement rémunéré.

Nous empruntons ce système monétaire aux banques privées alors que nous devrions en être les propriétaires, et non les locataires. Notre gouvernement a le pouvoir souverain d'émettre de l'argent (art. 1, sec. 8) et de le dépenser en le mettant en circulation, afin de promouvoir la richesse générale en créant et en réparant des infrastructures, y compris des infrastructures humaines telles que la santé et l'éducation, au lieu d'abuser le système au profit de la spéculation, comme l'industrie bancaire l'a fait à travers l'histoire. Nos législateurs doivent maintenant revendiquer ce pouvoir !

L'argent a de la valeur, grâce aux gens de talent et aux ressources et infrastructures, qui travaillent ensemble, dans un cadre légal et soutenable. L'argent est le lubrifiant indispensable qui leur permet de continuer à fonctionner. Ce n'est pas un capital intrinsèquement, mais un outil pour obtenir de la richesse. L'argent est un pouvoir social abstrait basé sur la loi, et tout ce qu'un gouvernement accepte sous forme d'impôt est de l'argent. La valeur de l'argent n'est pas créée par les sociétés privées qui le contrôlent actuellement.

Malheureusement 'l'expérience' humaine de l'émission d'argent privée ne s'avère qu'une longue histoire de fraudes, de mauvaise gestion et de tromperie*. Les abus bancaires sont partout, et évidents. Des entreprises privées importantes se contentent d'exploiter le système monétaire au lieu de produire. Par exemple, en juin 2005, la Citibank et Merrill Lynch ont payé plus de 1,2 milliards de dollars aux retraités d'Enron en règlements de plaintes pour fraudes.

La création de l'argent privée par le système 'fractionnaire bancaire' engendre une concentration des richesses sans précédent, qui détruit le processus démocratique et finalement promeut l'impérialisme. Moins d'1% de la population possède 50% de la richesse globale, pendant que l'infrastructure vitale est ignorée. La Société des Ingénieurs Civils classe notre infrastructure à un niveau D et estime que 1.6 trillion de dollars sont nécessaires pour maintenir un niveau acceptable. Ce fait seul montre que le système monétaire en vigueur dans le monde est désastreux et nécessite une réforme, de façon urgente.

Des réparations de l'infrastructure créeraient du travail de qualité pour toute la nation. On prétend que le gouvernement doit soit emprunter, soit faire appel aux impôts supplémentaires, pour trouver l'argent pour des tels projets. Mais il est bien connu que le gouvernement peut créer directement cet argent et simplement le mettre en circulation pour ce genre de projet, sans encourir des risques inflationnistes.

La Réforme Monétaire est obtenue en trois étapes qui néanmoins doivent être entreprises simultanément pour être efficaces. Les trois étapes sont indissolublement liées, et l'une sans les deux autres ne fonctionnera pas et aurait au contraire un effet néfaste pour la situation monétaire.

Premièrement, on doit incorporer le système de Réserve Fédérale dans le Trésor des Etats-Unis où sont créées toutes les nouvelles émissions d'argent, non assujetties aux

intérêts, et mises en circulation pour promouvoir les nécessités sociales, bien que contrôlés pour ne devenir ni inflationnistes ni déflationnistes.

Deuxièmement, il faut abolir le privilège des banques de créer de l'argent, en mettant fin au système fractionnaire d'une façon souple et élégante. Tous les crédits privés en cours seront convertis en argent du gouvernement américain. Les banques alors seront intermédiaires en acceptant des dépôts d'épargne et pourront le prêter aux emprunteurs, ce que les gens croient qu'ils font maintenant.

Troisièmement, il faut émettre de l'argent nouveau pour être dépensé pour l'infrastructure, y compris l'éducation et la sécurité sociale nécessaire à toute société en croissance, en commençant par les 1,6 mille milliards que la Société des Ingénieurs Civils estime nécessaire à la maintenance de l'infrastructure; en créant de bons emplois à travers la nation, qui vont revigorer l'économie locale et refinancer le gouvernement à tous les niveaux.

Le faux spectre de l'inflation est toujours revendiqué contre de telles suggestions, alors que c'est le devoir d'un gouvernement de fournir l'argent nécessaire. C'est l'argument réflexe, résultat de décennies, voire de siècles de propagande anti-gouvernementale. Lorsqu'on examine le résultat monétaire, il paraît évident que le gouvernement a plus de mérite à émettre et contrôler l'argent que tout émetteur privé*. L'inflation est évitée, car une richesse tangible sera créée dans le processus.

Les législateurs ont souvent cru qu'ils pouvaient ignorer la grande question de la structure de notre système monétaire. Dès l'époque de la Convention Constitutionnelle, les délégués ont ignoré le pouvoir monétaire de la société, et l'excellent cursus de l'argent émis par le gouvernement a permis la construction d'une infrastructure coloniale et a créé une nation*. Ils ont laissé le pouvoir de l'argent entre les mains de n'importe qui, au lieu de le confier à une quatrième branche monétaire du gouvernement. L'histoire nous démontre que le pouvoir serait une quatrième branche si seulement nous le voulions. Ce n'est pas sécurisant de laisser autant de pouvoir et de privilèges dans des mains privées ! C'est contraire à notre système de contrôles et d'équilibre. La crise qui se développe actuellement exige que nous réévaluions et nous penchions sur ce dilemme, dès maintenant. Voilà ma suggestion, faisons notre devoir afin d'arriver à une vraie compréhension de ce problème et à sa solution.

Comme disait le défunt Sénateur Wright Patman, membre du Comité du Congrès pour les Banques et Monnaies durant 16 ans, « Je n'ai jamais encore rencontré quelqu'un qui pouvait, en utilisant sa raison et sa logique, justifier le fait que la Banque Fédérale emprunte pour utiliser son propre argent... Je pense qu'avec le temps ils vont nous le reprocher : les gens vont exiger que ceci change. Je pense qu'avec le temps ils vont nous le reprocher, à vous et à moi, et à tout le Congrès, de n'avoir rien fait en permettant à un tel système idiot de se poursuivre. »

La proposition pour l'Europe (Prof Joseph Huber et James Robertson)

<http://www.socialcurrency.be>

La proposition législative :

Déclaration des dépôts à vue en tant que moyen de paiement légal :

L'établissement de la prérogative publique de créer l'argent officiel exigera un changement simple mais fondamental de la loi.

Ceci est illustré le plus clairement par le changement requis dans le statut du système

européen des banques centrales et de la banque centrale européenne.

L'article 16 du statut européen est intitulé "Billets". Il contient le texte suivant:
"... le conseil des gouverneurs est seul habilité à autoriser l'émission de billets de banque dans la Communauté. La BCE et les banques centrales nationales peuvent émettre de tels billets. Les billets de banque émis par la BCE et les banques centrales nationales sont les seuls à avoir cours légal dans la Communauté."

La version modifiée aurait pu être intitulée "Monnaie légale".

Elle pourrait contenir les lignes suivantes :

"... le conseil des gouverneurs est seul habilité à autoriser l'émission de moyens de paiement légaux dans la Communauté. Les moyens de paiement légaux incluent la pièce de monnaie, les billets de banque et les comptes courants. La BCE et les banques centrales nationales peuvent émettre de tels modes de paiement. Les pièces de monnaie, les billets de banque et les comptes courants émis par la BCE et les banques centrales nationales sont les seuls moyens de paiement à avoir cours légal dans la Communauté."

Paul

8. *Stilgar dit :*
[15 mai 2008 à 21:35](#)

L'écosociétalisme propose que la monnaie soit émise à la création de richesse (et au bénéfice du créateur) et détruite lors de la consommation de richesse, sur le compte du consommateur... <http://tiki.societal.org/>

9. *Paul Nollen dit :*
[16 mai 2008 à 17:40](#)

Hello Stilgar,

c'est André-Jacques Holbecq (AJH) du site " SOCIÉTAL " qui m'a donné le lien a Paul Jorion 😊
Je suis toujours à la recherche du "common ground", c'est, a mon avis, le seul moyen pour arriver quelque part.

Paul

10. *Stilgar dit :*
[17 mai 2008 à 08:27](#)

Bien, il est temps d'avouer 😊

J'avais pris ce pseudo (vous avez tous -?- lu "Dune" de Frank Herbert) lors de ma première intervention sur le blog de Paul Jorion, ne sachant pas trop où je mettais les pieds ... n'y voyez pas de malice ni tentative malsaine quelconque...

J'ai prévenu Paul Jorion de ma véritable identité dès le 9 avril, car je considère que c'était la moindre des choses que lui soit au courant..

Donc, je signerai mes interventions par mes initiales (AJH) à partir de maintenant, tout en gardant le même pseudo.

A-J Holbecq

PS: Je vous signale la sortie actuelle - aux éditions Yves Michel - de "La dette publique, une affaire rentable" écrit en collaboration avec Philippe Derudder (après, l'an dernier, de "les 10

plus gros mensonges sur l'économie" chez Dangles)

11. [Paul Nollen dit :](#)
[17 mai 2008 à 09:42](#)

Bonjour AJH 😊

Paul

12. [karlu\\$\\$ dit :](#)
[17 mai 2008 à 16:25](#)

AJH ... le céréaliier bio ??

13. [Stilgar dit :](#)
[17 mai 2008 à 16:49](#)

Non, non 😊

J'ai écrit sur l'autre fil " Voici ce qu'écrit un cultivateur sur le forum "oléocène" " ... je n'étais que le messenger...

AJH

14. [Stilgar \(AJH\) dit :](#)
[22 mai 2008 à 16:30](#)

Jean Jégu et moi-même avons essayé de "synthétiser" une explication sur la création monétaire : la voici.

Une banque A gère le compte d'un client "a". Celui-ci dépose 100 € sur son compte. Nous ne préjugeons pas de l'origine (billets, virement, encaissement de chèques ...) de ces 100 €. Nous supposons seulement que l'opération est faite dans les règles.

Cela veut dire que ce Dépot à Vue (DAV) de 100 est comptabilisé en M1, au passif de la banque A, et qu'**en plus** cette banque A dispose de 20 € en monnaie centrale (M0) sur son compte en Banque Centrale pour couvrir statistiquement les retraits en monnaie fiduciaire. Le client "a" va tirer disons 20 € en monnaie fiduciaire (*le DAV est diminué de 20, et 20 sont extraits de M0 et passent dans M1 ; M1 n'est pas changé car $-20 + 20 = 0$*) et payer un fournisseur "b" titulaire de compte dans une banque B, avec les 80 € restants, par virement ou chèque. (*N.B. Le cas où "b" serait aussi client de A est plus trivial et sans intérêt pour notre explication*). M1 qui est la somme de tous les billets et pièces (monnaie fiduciaire) et de tous les DAV (monnaie scripturale) n'est toujours pas modifié **mais le mouvement du chèque entre les banques A et B entraîne un mouvement de compensation au niveau de M0.**

La banque A voit son compte à la Banque Centrale diminuer de 80 € et la banque B le sien augmenter de 80 €. (*On sait bien qu'en réalité le mouvement ne se fait que sur les différences en fin de journée, mais conceptuellement c'est exactement comme si les mouvements s'effectuaient pour chaque chèque individuellement*). Donc non seulement ce chèque est bien "couvert" en Banque Centrale mais il est "sur-couvert" car il suffit pour cela de $80 * 20\% = 16$ €.

La banque B dispose donc de $80 - 16 = 64$ € en monnaie centrale M0. Que peut-elle en faire ?

Hypothèse 1

Soit accorder - si elle trouve des emprunteurs - de nouveaux crédits en M1 jusqu'à une valeur totale de $64/0,20 = 320$ € de M1 ! Voilà donc M1 qui, à partir des 100 € initiaux est devenu : 20€ en billets retirés par le titulaire "a" du crédit initial + 80€ du premier bénéficiaire "b" du chèque + 320 € des autres emprunteurs ultérieurs = 420 € de M1 soit une augmentation de 320 % ... Il y a bien création monétaire.

Hypothèse 2

Soit les reprêter à la banque A qui, de toute façon, **en a besoin**. En effet elle n'avait attribué que 20 € de M0 à la couverture du dépôt initial de 100 € de M1, or elle a sorti de M0 les 20 € du retrait en billets et les 80 € du fait de la "fuite" du chèque de 80 €. Elle a donc son compte en Banque Centrale en déficit de 80 € ! Elle doit se "**refinancer**" d'urgence en monnaie de base M0 ! Pour cela elle peut se tourner vers la Banque Centrale (seule émettrice de M0) et lui emprunter au taux directeur prévu moyennant des garanties en titres sérieux (éligibles au refinancement) à moins que la banque B ne lui prête elle-même à un taux légèrement inférieur au taux directeur ce qui arrange tout le monde (aussi bien la banque A que la banque B qui n'a pas nécessairement trouvé des emprunteurs dans l'instant).

Ce ne sont donc pas les 80 € de M1 qui sont reprêtés (ils sont toujours sur le compte de « b » dans la banque B) mais ce sont eux qui permettent à la banque B de disposer de 80 € de M0 pour d'une part couvrir le compte de « b » (16 €) et d'autre part bénéficier de la capacité d'attribuer de nouveaux crédits sur la base des 64 € de M0 supplémentaires. Cette capacité autorise d'émettre jusqu'à $64 / 0,20 = 320$ € nouveaux dans M1. Il n'y a pas de "reprêt" ; il n'y a que des prêts nouveaux adossés à la masse M0 en Banque Centrale , **masse M0 qui va croissant par le "refinancement " des banques auprès de la Banque Centrale**. Ce refinancement se fait à la demande des banques sur la base de titres qu'elles ont acquis précédemment en créant de la monnaie dans M1 pour les acquérir (Il s'agit de la monétisation des actifs).

On pourrait donc dire que la monnaie M1 (les moyens de paiements) se déplace [*elle peut avancer (augmenter) mais aussi reculer (diminuer) sur deux pieds : un fort (en volume) M1 et un plus faible M0*]. **Les banques commerciales émettent, sous contraintes réglementaires, la monnaie M1 scripturale utilisée par l'économie et la finance et la Banque Centrale émet, sur requête des banques commerciales, la monnaie M0 qui leur est nécessaire**. Le rapport de force qui peut apparaître entre les parties n'implique jamais l'intérêt général si, du moins, la Banque Centrale est totalement indépendante de l'Etat comme le requiert l'orthodoxie actuelle.

Dans le cas du texte synthétique d'Allais, on pourrait peut-être le paraphraser ainsi :

Fondamentalement, le mécanisme du crédit aboutit à une création de moyens de paiement ex nihilo, car le détenteur d'un dépôt auprès d'une banque le considère à juste titre comme une encaisse disponible en billets, alors que, dans le même temps sur la base de la "monnaie centrale" reçue avec ce dépôt et, s'il le faut, d'un "refinancement" complémentaire adéquat, **la banque a pu créer et prêter l'équivalent de** la plus grande partie de ce dépôt qui, redéposé ou non dans une banque, est considéré à son tour et également à juste titre comme une encaisse disponible en billets par son récipiendaire. Mais les banques prennent ainsi des engagements qu'elles ne peuvent tenir autrement qu'en moyenne. À chaque opération de crédit il y a ainsi réplique monétaire partielle. Au total, le mécanisme du crédit aboutit à une création ex nihilo de monnaie effective M1 par de simples jeux d'écriture dans et par les banques commerciales, à un niveau qui dépasse très largement celui de la monnaie de base M0.

23 05 2008 La monnaie : le point de notre débat (II)

Publié par [Paul Jorion](#) dans [Monnaie, Philosophie des sciences](#)

Sur la « création de monnaie ex nihilo », on m'oppose souvent que sa constatation relève du « simple bon sens » et on ajoute parfois que *la dématérialisation de la monnaie* implique que de la monnaie est nécessairement créée « ex nihilo », je suppose que l'on veut dire par là la constatation que dans les différentes évaluations de la masse monétaire,
 $M2 > M1 > M0$.

Voici où je me situe aujourd'hui – à la lumière de notre débat :

1. Le « simple bon sens » est de peu de secours en finance. Mieux, comme en mécanique quantique, il constitue souvent un obstacle à la compréhension.

2. La *dématérialisation de la monnaie* n'a aucune implication sur la **conservation des quantités** ; la dématérialisation porte sur la qualité du support, la **conservation des quantités** est un principe (comme l'*entropie*, par exemple).

3. Les apparentes « créations ex nihilo », de même que les « disparitions ex nihilo » sont communes en finance : le calcul de la « valeur actuelle » d'un produit financier (somme des valeurs *escomptées* de ses flux futurs) semble impliquer une « disparition ex nihilo ». A l'analyse, aucun des processus où ces créations et disparitions apparentes ont lieu n'enfreint la **conservation des quantités**.

4. La seule « création ex nihilo » de monnaie est celle qu'opèrent les banques centrales. La création de richesse par le travail détermine la quantité de monnaie qui doit être créée au niveau central.

5. Le niveau des *réserves fractionnaires* déterminera une **démultiplication comptable** des sommes déposées dans les banques ; cette démultiplication n'enfreint pas le principe de **conservation des quantités** : le montant mobilisable instantanément demeure égal à celui des sommes déposées.

6. La création / destruction de monnaie par des opérations scripturales respecte également la **conservation des quantités** : les intérêts exigés sont prélevés sur des flux extérieurs au processus en-soi.

Ce que je dis là n'invalide en rien les revendications que je vous vois exprimer en rapport avec la création de monnaie, et auxquelles je souscris en général. Ceci dit, je suis dans l'impossibilité de les fonder comme vous le proposez alors, à savoir à partir d'une critique de l'intermédiation opérée par les banques commerciales : j'inscris mon projet, sous tous ses aspects, à l'intérieur d'un cadre unique que je caractériserais comme « épistémologique » et que j'applique de manière *universelle* pour donner à l'ensemble la forme d'un « système ».

Ce bulletin a été publié le Vendredi 23 mai 2008 18:06 et est classé dans [Monnaie, Philosophie des sciences](#) Vous pouvez suivre les réponses à ce bulletin avec le fil [RSS 2.0](#). Vous pouvez [répondre](#), ou faire un [rétro-lien](#) depuis votre site.

19 réponses à "La monnaie : le point de notre débat (II)"

1. [Financial Md » La monnaie : le point de notre débat \(II\) dit : 23 mai 2008 à 18:32](#)

[...] Original post by Blog de Paul Jorion [...]

2. [Jean-Baptiste dit : 24 mai 2008 à 05:39](#)

La monnaie ne représente pas la richesse à un instant donné mais bien la valorisation de certaines richesses à des échéances différentes et futures. Faire l'addition de cette monnaie à

un moment et ce qu'elle représenterait ne correspondra jamais à quelque chose de comptablement correct ! Après on peut toujours spéculer sur la création de monnaie puisqu'il suffit de créer un marché à une échéance qui n'existait pas auparavant et de faire la différence avec une échéance existante pour créer la différence en monnaie.

3. *Emir Abel dit :*
[24 mai 2008 à 17:09](#)

Bonjour,

mes connaissances limitées me font penser que le point 4 est à la fois incorrect et dangereux. J'avoue que je suis surpris par le fait que malgré les débats sur ce sujet vous persistiez dans cette voie.

1) Les banques commerciales (banques de second rang) créent de la monnaie scripturale ex nihilo par de simples jeux d'écritures.

2) Déterminer les besoins en monnaie de l'économie est très compliqué comme le montre les débats qui occupent les économistes depuis plusieurs siècles et il est faux de dire que "La création de richesse par le travail détermine la quantité de monnaie qui doit être créée au niveau central." Si cela était le cas, je pense que cela se saurait et de nombreux débats (notamment entre monétaristes et Keynésiens) n'auraient plus lieu d'être.

4. *Dani dit :*
[24 mai 2008 à 20:58](#)

C'est le point 5 qui retient mon attention :

- En fait, je le trouve intéressant, car il montre en effet qu'on est dans un débat avant tout épistémologique, comme vous le dites fort bien. J'aime assez le terme "démultiplication" (je me souviens avoir utilisé la comparaison ici-même avec Jésus-Christ et les pains). Ceci dit, est-ce que les gens présents avaient mangé du pain ou une démultiplication de pain, je dois avouer ne pas savoir trancher. Manifestement, si l'on en croit les évangiles, ils furent rassasiés ! Cela m'amène à la réflexion suivante : est-il si important de trancher cette question ? Et s'il est possible de mieux se faire comprendre par les économistes, les banquiers centraux et les gouvernements, peut-être qu'il est en effet préférable de parler de démultiplication.

- Maintenant, dans les deux cas, il y a des détenteurs de moyens de paiement, qui sont convaincus d'être bien détenteurs de monnaie et qui ne font pas la différence entre la monnaie centrale et la monnaie scripturale. La question est donc de savoir s'ils en "auront pour leur argent". En somme, comment leur sera garanti leur pouvoir d'achat. Manifestement, c'est l'économie, la production de biens et de services qui sert en définitive de contrepartie à la création/démultiplication monétaire. De l'attitude des banques centrales, on croit pouvoir déduire qu'elles sont décidées à reconnaître au fur et à mesure la réalité de ces créances "monétaires" et qu'elles vont donc créer la liquidité centrale nécessaire. Nous anticiperions donc sur nos comptes bancaires une monnaie "à venir"... ?

5. *Ieduc dit :*
[25 mai 2008 à 03:24](#)

Moi je n'y comprends plus rien à tout ce système monétaire, entre les différentes formes de banques, centrales, commerciales, d'affaire, d'investissement, les ministères des finances. Je ne comprends pas qui fait quoi, qui crée la monnaie, dans quelle condition. C'est tellement obscur, mystérieux. Franchement j'ai moins de peine à comprendre, à trouver du sens dans des textes religieux, philosophiques, voire même spirituels. Mais alors franchement en ce qui concerne la monnaie, c'est le MYSTERE le plus total.... Comme s'il n'y avait rien à comprendre. Parfois je me demande même si les acteurs financiers, monétaires comprennent ce qu'ils font

ou ce qui se passe. Un jour on va se rendre compte que toute cette monnaie, cette richesse n'est que virtuelle, la confiance va être perdue et tout ceci va s'évaporer, se dissoudre.

6. *karluss dit :*
[25 mai 2008 à 08:15](#)

l'aspect psychologique reste très important concernant la valorisation d'un actif. Pour une monnaie, les taux de change et leurs variations sont le reflet des anticipations et de la confiance envers les multiples acteurs, conjonctures et potentiels divers. Les périodes de crise sont le reflet de craintes plus ou moins bien fondées, l'euphorie peut aussi signifier un aveuglement collectif, mais pas forcément... c'est la nature de l'esprit et du jugement, voire des préjugés qui conditionnent souvent la valorisation, car les scénarios envisagés se produisent rarement.

bonne journée (ou bonne nuit)

7. *JLM dit :*
[25 mai 2008 à 10:03](#)

Nous avons toute liberté d'accepter ou de refuser le système proposé par Paul. Voyons les avantages et désavantages. Refuser c'est repartir pour un tour de débats théologiques ; l'autre « système » n'attend que ça, j'y reviendrai. Accepter une « norme », c'est pour le moins disposer d'un instrument de mesure, Paul nous propose un modèle proportionnel, ne remettant pas en cause la propriété privée. Après c'est le théorème de Thalès ou le pantographe de la finance. Il a des défauts, mais ce sont justement ses défauts qui font ses qualités. Supposons que l'accroissement de richesse soit de dix pour cent, si vous avez mille euros sur votre compte en banque, et bien vous avez une nouvelle paire de chaussure, si vous en avez un million, vous pouvez vous offrir une nouvelle Mercedes, on voit tout de suite ou le bas blesse. L'avantage c'est que l'on peut discuter assez rationnellement de comment modifier le rapport d'homothétie quand politiquement le modèle ne correspond plus à rien.

L'autre "système" n'attend que ça "que nous le laissions faire". Depuis deux trois mois, le vent tourne à 180° les décideurs décident qu'il faut maintenant mettre de l'ordre dans la finance, les mêmes qui ont tout laissé faire au nom de l'efficacité du privé, adieux postes, chemins de fer, téléphone, retraites et nos petites économies bouffées par l'inflation. L'écoeuement c'est ça, la reprise en mains par le haut ! Et pourtant sur la toile ça fourmille par le bas, mais la mayonnaise ne prend pas.

8. *Emir Abel dit :*
[25 mai 2008 à 10:22](#)

Aurais-je mal compris l'intention ici ?

Ce texte de P. Jorion n'est pas un constat mais un ensemble de propositions ?

9. *Stilgar dit :*
[25 mai 2008 à 10:42](#)

Y a-t-il quelque chose que je n'ai pas compris dans l'expression " conservation des quantités " ?

A-J Holbecq

10. *Rumbo dit :*
[26 mai 2008 à 14:52](#)

Paul Jorion ci-dessus : 2) La dématérialisation de la monnaie n'a aucune implication sur la conservation des quantités ; la dématérialisation porte sur la qualité du support, la

conservation des quantités est un principe (comme l'entropie, par exemple).

Je crains qu'il y ait une confusion dans ce paragraphe. Que je sache, l'entropie n'est pas une conservation des quantités, ou alors, il faudrait préciser ici : conservation dans le même état. Partie de la physique (je ne suis cependant pas spécialement physicien) l'entropie est, à mon avis, un "concept" analogique extrêmement fécond, universel et puissant pour la compréhension des phénomènes les plus variés. L'entropie est l'évaluation de la dégradation d'un système. D'autre part l'entropie témoigne de l'incompréhension progressive de l'exactitude d'un message ou d'une information, prise à partir de l'information immédiatement précédente (l'homme qui a vu l'homme, qui a vu l'homme, etc, etc).

Au sujet de la création monétaire ex-nihilo. Le problème numéro 1 est qu'au bilan il faudra retourner à la banque davantage d'argent que celle-ci en a créé. Le temps ne fait rien à l'affaire, au contraire. Les banques ne prêtent jamais l'argent des intérêts à leur payer, si ce n'est de nouveaux prêts, jusqu'à l'insolvabilité et la saisie des biens pour une bouchée de pain. Le reste est du verbiage. Les faits parlent d'eux-même, de plus en plus.

Lorsqu'un projet est à entreprendre (dans le privé ou le public, cela revient au même), la vraie question qu'il faut poser est : Est-ce réalisable physiquement ? Si oui, on peut réaliser ce projet. Sinon, on verra plus tard selon les circonstances. Mais, dans les faits, la (fausse) question "obligatoire" est toujours :

Peut-on payer ? Il faudra demander du crédit... Le parcours du combattant commence là. C'est bien le crédit, ou son absence, qui détermine la réalisation du dit projet, et tant et tant de choses et de destins... Tant que nous ne remettrons pas les finances à leur vraie place, il est vain d'espérer une quelconque amélioration se développer durablement.

À propos d'entropie, si l'on procédait en physique comme on procède en finance soit : la création ex-nihilo, premièrement, et jusqu'à plus ample informé, ce serait de la magie, deuxièmement, l'on serait déjà depuis longtemps anéantis par les tentatives de l'opération. L'entropie témoigne du fonctionnement (actuellement connu) de la loi de conservation de l'énergie. Il est bien évident que de demander des intérêts à payer sur de l'argent créé ex-nihilo est une pure aberration, d'ailleurs mortelle.

Seuls peuvent se discuter des intérêts à payer sur de l'argent épargné, un argent ayant déjà son "visa" de contrepartie en production de biens ou service. Une couverture monétaire de 100%-monnaie (je parle au moins dans M1) permettrait (dans une certaine mesure importante) le versement d'intérêts sans dommages ni modification de la masse monétaires en circulation.

11. *Stilgar dit :*
[27 mai 2008 à 07:40](#)

Ce n'est pas tant à Paul que je réponds (car il est au courant de tous nos arguments), mais aux lecteurs de ce blog .

Paul écrit " Sur la « création de monnaie ex nihilo », on m'oppose souvent que sa constatation relève du « simple bon sens » et on ajoute parfois que la dématérialisation de la monnaie implique que de la monnaie est nécessairement créée « ex nihilo », je suppose que l'on veut dire par là la constatation que dans les différentes évaluations de la masse monétaire, $M2 > M1 > M0$. "

Comment pourrait-il en être autrement puisqu'il s'agit d'agrégats ? De ce fait $M2$ est toujours supérieur à $M1$ et $M3$ est, lui, toujours supérieur à $M2$...

L'augmentation permanente de la quantité de monnaie ($M1$) est bien une preuve de la création monétaire (il n'y a pas de conservation des quantités) et il en serait de même si la monnaie était "matérielle" (si la monnaie était de l'or, ou représentant une contrepartie en or,

et que son augmentation dans une zone soit la conséquence de l' orpaillage ou du vol) .

La dématérialisation est la transformation en traitements numériques et dire que " l'argent moderne est totalement dématérialisé " veut dire que la monnaie n'est plus "métallique " (c'est-à-dire définie par rapport à l'or et/ou à l'argent-métal), mais qu'elle est devenue fiduciaire. C'est vrai qu'on devrait utiliser un mot qui n'existe pas : "démétallisé" (sic).

Et la conséquence est tout à fait logique : cela implique que la monnaie n'existe pas à moins de la faire exister. LA CREATION ex nihilo (Je rajoute : "par une simple écriture") monnaie est ainsi rendue incontournable. La seule question reste de savoir par quel mécanisme cette création s'effectue. Nous avons essayé de répondre sur <http://www.pauljorion.com/blog/?p=545#comment-4498>

Je voudrais reprendre maintenant les 6 points un par un.

Point 1 : Le simple bon sens est effectivement de peu de secours en finance ... mais ici nous parlons de monnaie, et néanmoins c'est pareil. Le bon sens fait par exemple penser que pour que les banques prêtent de l'argent, il faut qu'elles aient d'abord cet argent déposé chez elles par un épargnant : c'est faux...

Point 2 : Je suis d'accord sur « la dématérialisation porte sur la qualité du support » ... le reste, je ne suis pas assez certain de comprendre ce que veut dire Paul pour porter un avis...

Point 3 : Encore une fois, la finance et la monnaie, ce n'est pas pareil. La masse monétaire – constituée essentiellement de monnaie scripturale (85%) - s'accroît lorsque les flux de remboursements sont inférieurs aux flux de crédits nouveaux.

Point 4 : Cela dépend de ce que l'on met derrière le terme « ex-nihilo »... mais pas plus la Banque Centrale que la banque commerciale n'émet de monnaie sans contrepartie (garantie de remboursement futur augmenté des intérêts) ... bon, je sais que les garanties demandées actuellement aux US par la FED sont un peu « limite » 😊
Et ce n'est pas la création de richesse par le travail qui détermine la quantité de monnaie qui doit être créée au niveau central, mais, suivant les avis (effet multiplicateur ou effet diviseur), la décision de la Banque Centrale ou la demande des banques commerciales.

Point 5 : je suis d'accord avec la seconde partie du commentaire de Dani sur ce point ... et je rajoute que le montant mobilisable instantanément demeure égal à celui des sommes comptabilisées (existantes) dans l'agrégat M1 (monnaie fiduciaire, issue du crédit aux établissements bancaires par la Banque Centrale + dépôts à vue, lui-même issu du crédit des banques commerciales envers les agents non bancaires)

Point 6 : Je ne vois pas comment les intérêts exigés peuvent être prélevés sur des flux extérieurs (au système bancaire), puisqu'il faut bien que cette monnaie (celle des intérêts) soit elle même créée par le système bancaire pour simplement exister. (cf Rumbo)

A-J Holbecq

12. [Jean Jégu](#) dit :
[27 mai 2008 à 07:41](#)

@ Rumbo,

Merci pour la simplicité - qui n'est aucunement simplification - et la clarté de cette présentation. Cette situation est tellement stupéfiante - crée de la stupeur - quand on en prend réellement conscience, que c'est peut-être l'explication du fait que ce soit si difficile à

admettre par ceux qui semblent ne pas encore l'avoir bien comprise.

Il resterait ensuite - et c'est cela qui serait utile et passionnant - à imaginer ensemble, et avec tous ceux qui dans le monde s'en préoccupent, comment l'humanité pourrait se sortir du piège dans lequel elle s'est prise.

13. [Paul Nollen](#) dit :
[27 mai 2008 à 17:27](#)

Hello Jean,

Quelques propositions

<http://www.monetary.org/> et <http://www.socialcurrency.be>

NOTRE PROPOSITION :

"REFORME MONETAIRE POUR L'AGE de l'INFORMATIQUE"

Cette proposition mettra fin au système d'opérations bancaires à "réserves fractionnelles". Permettre aux banques privées de créer la monnaie à partir de rien, prive le gouvernement d'un bénéfice spécifique. Ce bénéfice spécifique s'appelle le "seigneurage" et, selon nous, appartient au peuple.

Cependant, il est important de souligner que, bien que les banques perdent la possibilité de créer des dépôts à vue à partir de rien dans des comptes courants, la rentabilité normale du trafic bancaire demeurera intacte. Les banques pourront sans aucune restriction continuer à effectuer le même type d'affaires qu'elles font en ce moment : recevoir les dépôts et gérer les transferts de leurs clients, accorder des prêts à tous ceux qu'elles considèrent solvables, investir dans les actifs financiers tels que des obligations ou des actions pour leurs clients et pour elles-mêmes et offrir une grande variété de produits et services financiers.

Causes profondes pour la proposition d'une réforme de seigneurage : (*1 p 2-4)

1. Les problèmes chroniques de financement de l'administration publique.
2. La création commerciale d'argent hors de contrôle
3. Les instabilités monétaires et financières de diverses sortes.

Méthode d'émission de nouveaux moyens de paiement

1. Les banques centrales devraient créer le montant d'un nouvel argent non-monnaire (aussi bien que l'argent liquide) qu'ils jugent nécessaire pour augmenter la masse monétaire, en la créditant à leur gouvernement en tant que revenu public. Les gouvernements devraient alors la mettre en circulation en la dépensant.

2. Il devrait devenir pratiquement impossible et même illégal à qui que ce soit, de créer du nouveau crédit dénommé comme une devise officielle. Les banques commerciales seront ainsi exclues de la création des nouveaux crédits comme elles le font maintenant et seront limitées à la fonction de courtier de crédits en tant qu'intermédiaires financiers.

Ce seront les banques centrales qui jugeront, à des intervalles réguliers, la quantité de nouveau crédit est à émettre. Elles prendront leurs décisions selon les objectifs de politique monétaire précédemment établis et édités, et elles seront responsables de leurs prestations.

Mais elles auront un degré élevé d'indépendance vis-à-vis du gouvernement, ne laissant aux gouvernements aucun pouvoir d'intervenir dans les décisions quant à la masse de crédit à

créer.

Le système monétaire devrait être organisé comme quatrième branche de gouvernement, d'égal à égal avec les branches exécutive, juridique et législative.

Quatre changements comparativement francs seront nécessaires, comme suit.

1. Les dépôts à vue dénommés dans la devise officielle seront identifiés en tant que monnaie légale, au même titre que l'argent liquide.

2. Le montant total d'argent non-monétaire existant dans tous les comptes courants (y compris les comptes des clients, des banques et du gouvernement), ainsi que le montant total d'argent liquide en possession de chacun, seront reconnus en tant que constituant la totalité des réserves d'argent officiel ou de monnaie légale, immédiatement disponible pour la dépense.

3. Les comptes courants des clients devront être retirés des feuilles du solde des banques et gérés séparément de leurs fonds propres (ce qui n'est pas le cas aujourd'hui). En conséquence, une distinction claire sera réalisée entre l'argent de valeur-de-paiement ("argent normal") dans des comptes courants, et l'argent de stock-de-valeur ("capital") dans des comptes d'épargne.

En pratique, ceci signifiera que, sauf dans le cas où une banque centrale crée un crédit de restructuration en tant que revenu public, des versements en comptes courants devront toujours être couverts par des sommes disponibles sur d'autres comptes courants ou être versés comme argent comptant.

4. En conclusion, toute personne ou organisation autre qu'une banque centrale qui émettrait des moyens de paiement sous forme de compte courant, sera coupable de contrefaçon – au même titre que si elle avait contrefait des billets de banque ou des pièces de monnaie.

LE BUDGET de l'UE

Le budget d'EU se chiffrait à € 83 milliards en 1998 et € 86 milliards en 1999, y compris les pays opt-out. L'augmentation en stock d'argent dans la zone Euro, sans les pays opt-out, dépassait € 185-190 milliards en 1999 (bulletins de BCE, tableaux mensuels 2.4).

(*M1 Eurozone 1997-2003 p24)

Ceci signifie que le budget de l'UE aurait pu être financé sans problème par le seigneurage de l'UE.

Sur la base de ces chiffres, les gouvernements nationaux des états de la zone Euro pourraient cesser complètement de payer des contributions au budget de l'UE, et - par-dessus le marché - recevoir davantage que les montants qu'ils devaient précédemment payer à Bruxelles.

La proposition législative :

Déclaration des dépôts à vue en tant que moyen de paiement légal :

L'établissement de la prérogative publique de créer l'argent officiel exigera un changement simple mais fondamental de la loi

Ceci est illustré le plus clairement par le changement requis dans le statut du système

européen des banques centrales et de la banque centrale européenne.

L'article 16 du statut européen est intitulé "Billets". Il contient le texte suivant :

... le conseil des gouverneurs est seul habilité à autoriser l'émission de billets de banque dans la Communauté. La BCE et les banques centrales nationales peuvent émettre de tels billets. Les billets de banque émis par la BCE et les banques centrales nationales sont les seuls à avoir cours légal dans la Communauté.

La version modifiée pourrait être intitulée "Monnaie légale". Elle pourrait contenir les lignes suivantes :

... le conseil des gouverneurs est seul habilité à autoriser l'émission de moyens de paiement légaux dans la Communauté. Les moyens de paiement légaux incluent les pièces de monnaie, les billets de banque et les comptes courants. La BCE et les banques centrales nationales peuvent émettre de tels modes de paiement. Les pièces de monnaie, les billets de banque et les comptes courants émis par la BCE et les banques centrales nationales sont les seuls moyens de paiement à avoir cours légal dans la Communauté.

Paul

14. [Jean Jégu dit :](#)
[28 mai 2008 à 09:39](#)

@ Paul Nollen

Votre proposition m'est en effet connue. C'est à elle et quelques autres que je faisais allusion en écrivant "... et avec tous ceux qui dans le monde s'en préoccupent". Sur le fond, je ne peux qu'être globalement d'accord. J'y reconnais la proposition de James Robertson et Joseph Huber que je mets, moi aussi, bien souvent en avant. Il existe toutefois, à mon avis, certaines difficultés qu'il ne faut pas se cacher.

L'une est, par exemple, l'organisation de l'indépendance de la Banque Centrale, qui devrait néanmoins obligatoirement "oeuvrer dans le cadre de la démocratie" comme je tenais à ce que ce soit retenu dans le texte de propositions qui a déjà été élaboré sur ce blog. Je ne suis pas certain que cette indépendance soit si indispensable à notre réforme.

Une autre est la question du revenu des banques qui, malgré l'affirmation de votre texte, (la rentabilité normale du trafic bancaire demeurera intacte) verraient certainement leurs revenus tirés vers le bas. Les activités financières en seraient immédiatement très bridées. Mais n'est-ce pas un peu ce que nous recherchons.

Bref, ce n'est pas une mince affaire. Soyons reconnaissant à l'auteur de ce blog de nous donner l'opportunité d'élargir le débat.

J.J.

15. [Paul Jorion dit :](#)
[28 mai 2008 à 16:01](#)

Réponses (dans l'ordre d'arrivée)

@ Emir

Quand je dis « 4. La seule « création ex nihilo » de monnaie est celle qu'opèrent les banques

centrales. La création de richesse par le travail détermine la quantité de monnaie qui doit être créée au niveau central », je ne fais pas une recommandation, j'énonce le principe auquel souscrivent les systèmes monétaires. S'ils y arrivent ou non est une autre affaire. Ce principe a le mérite de la simplicité, il me semble aussi « conceptuellement sain ». Je ne vois pas du tout pourquoi il serait « dangereux ».

@ Dani

Oui, j'ai emprunté « démultiplication » à l'un de vos commentaires. C'est ce genre de petits signes qui me donnent le sentiment d'avancer. Dans le cas de la « multiplication des pains », si l'on avait cherché à les nourrir tous en même temps, il y aurait eu pénurie (comme dans une panique bancaire) mais en les rangeant par groupe de cinquante (dixit les évangélistes), il a été possible à Jésus et ses disciples de résoudre le problème séquentiellement.

Oui, il est important de trancher ces questions si l'on veut les résoudre théoriquement, oui, il est important de se faire comprendre, si l'on veut déboucher sur des solutions pratiques. Je comprends les frustrations des uns et des autres quand je remets en questions des certitudes (contradictoires) mais je suis convaincu maintenant qu'une théorie juste de la monnaie n'existe pas encore et qu'il est crucial d'y parvenir. Mais je suis d'accord : l'enfantement est douloureux !

« Nous anticiperions donc sur nos comptes bancaires une monnaie "à venir" ? » - ne vous étonnez pas de voir cette idée-là aussi recyclée !

@ Leduc

C'est virtuel... mais ça n'empêche pas d'exister. Dissipons le mystère une fois pour toutes !

@ JLM

Oui : faire prendre la mayonnaise avant qu'on ne nous fasse repartir pour un tour... avec les mêmes – dont les écailles seraient tombées des yeux ! « Ga geluv da ! » (pour ceux qui comprennent le bruxellois).

(à suivre...)

16. *Stilgar dit :*
[28 mai 2008 à 18:29](#)

Je me pose la question de la manière dont les uns et les autres comprenons l'impossibilité, en cas de "panique bancaire", d'avoir accès à la totalité des dépôts à vue (vos "comptes bancaires"), sous forme de billets.

Pour prendre l'exemple de l'Europe, cette masse monétaire M1 (les dépôts à vue plus la monnaie fiduciaire déjà circulante pour sa grande majorité) était, à fin septembre 2007, de 3819 Md€, dont 611 Md€ de billets. En cas de panique dans laquelle chacun aurait plus confiance dans des bouts de papier que dans des livres de compte, soit les premiers arrivés raflent tous les bouts de papier qui restent dans les distributeurs ou au guichet, sans doute globalement assez peu, soit il est décidé un partage équitable... dans les deux cas, sauf à imprimer très vite des tonnes de papier, les réclamants ne pourront disposer que d'une toute petite partie de leurs avoirs en monnaie, et, au plus, globalement avec ceux qui sont déjà dans les poches, sous les matelas ou dans les coffres, 15%... et c'est bien le problème qui créera une panique bancaire si on pense (a tort dans la logique actuelle) que la seule "vraie" monnaie c'est justement ces bouts de papiers...

L'intérêt d'une monnaie 100% centrale, qu'elle soit fiduciaire ou scripturale (ou électronique) est qu'elle serait totalement garantie par la Banque Centrale. Mais, en attendant cette

réforme, je préfère penser que toute la monnaie en circulation et placée (je veux parler de M3 qui représente 8400 Md€) l'est de même ... à ce que je sache les déposants chez Northern Rock on bien gardé leurs livres sterlings... ^

A-J Holbecq

17. *egdltip dit* :
[29 mai 2008 à 08:17](#)

@Stilgar : le problème est que la puissance publique ne garantit ce M3 qu'à hauteur d'un plafond réglementé, je pense en relation avec le rapport M1/M3 sinon pire M0/M3. A mon sentiment, une grande partie de ce M3 est dans des actifs cotés "sur le marché". Leur liquidation a un effet sur leur valeur. La "panique bancaire" est la demande concomitante de beaucoup d' (tous les ?) acteurs de liquider leur position pour avoir la contrepartie sous forme possédant 100% de confiance. On voit là que la monnaie ne repose aujourd'hui que sur la confiance. Si jamais elle a reposé sur autre chose !!

La sphère financière a fait tout ce qu'elle pouvait par son opacité et par son comportement pour saper cette confiance des acteurs de l'économie "physique", celle des biens matériels, des services d'usage concret, dans ce qui est le sang du système. Et maintenant on s'étonne de la crise !!!

Les déposants de Northern Rock ont vu leurs dépôts garantis par la BoE, la Banque Centrale. Donc si on ne peut avoir confiance en elle, autant revenir au troc. Pensez plutôt aux Argentins de la fin des années 90 début 2000. Leurs avoirs placés dans le système national sont partis en fumée. Et ce n'est que le retour à une économie basique et une coupure brutale avec le système financier qui a permis de redresser la tête !!

18. *Stilgar dit* :
[29 mai 2008 à 09:18](#)

@egdltip

En fait oui, vous avez raison, je me suis mal exprimé dans mon dernier paragraphe...

La question qu'il faut se poser est : En cas de panique bancaire, M3-M2 (OPCVM monétaires et titres de créances) et M2-M1 (dépôts à termes et dépôts remboursables) seront-ils transférables en M1 ?

Car je pense que, au moins M1, sera garanti par la BCE, qui néanmoins ne pourra rien faire contre un risque d'inflation galopante en cas de "panique" généralisée. Comme vous le dites très justement, la monnaie ne repose aujourd'hui que sur la confiance.

Je ne connais pas bien les causes de la crise argentine. Ont-elles été celles d'une demande de liquidité que n'ont pu assurer les banques (qui auraient trop prêté) ou plutôt celle d'une perte de confiance dans la monnaie et fuite des devises ?

AJ Holbecq

19. *egdltip dit* : [29 mai 2008 à 13:53](#)

Wikipedia.fr comporte un article sur cette crise. Il ne reste plus qu'à le lire et suivre les liens pour se faire une idée sur ce qui c'est passé. Il semblerait que la médecine financière et "libérale" du FMI soit en cause dans la situation. Médecine qui a multiplié les malades "mort guéri"...

29 05 2008 La monnaie : le point de notre débat (III)

Publié par [Paul Jorion](#) dans [Economie](#), [Monde financier](#), [Monnaie](#)

Pour faire avancer notre débat, Jean Jégu a eu l'amabilité de rédiger un **Canevas pour un dialogue sur le système monétaire** que je reproduis à la suite d'une brève introduction. Comme vous le verrez, Jean propose que nous procédions pas à pas, en nous mettant d'accord à chaque étape sur la manière dont nous comprenons un sous-aspect – bien délimité – de la question. Cela me paraît de très bonne méthode. J'ajouterai à ce programme de clarification, ce qui m'apparaît personnellement comme deux sources majeures de confusion :

1. L'existence de trois théories distinctes de la création de monnaie ex nihilo

– à l'occasion de l'allocation d'un prêt, la création de monnaie ex nihilo porte sur les intérêts qui seront versés par l'emprunteur : ces intérêts constituent une nouvelle source de monnaie (Louis Even) ;

– la création de monnaie ex nihilo résulte de la démultiplication d'une somme déposée sur un compte à vue en raison de la possibilité pour une banque commerciale de prêter les sommes déposées à un tiers en ne conservant que des réserves fractionnaires (Maurice Allais) ;

– la création de monnaie ex nihilo résulte du fait que les banques commerciales peuvent prêter des sommes « fictives » (créées au moment où un prêt est accordé et détruites au moment où il est remboursé) par une simple opération scripturale (Philippe Derudder).

2. L'utilisation d'agrégats dans les discussions relatives à la masse monétaire

M1 est définie comme M0 à quoi s'ajoutent d'autres sommes. Ces « autres sommes » résultent « en dernière instance » de dépôts ponctionnés sur M0. Le calcul de M1 comporte du coup un double compte.

M2 est définie comme M1 à quoi s'ajoutent d'autres sommes. Ces « autres sommes » résultent « en dernière instance » de dépôts ponctionnés sur M0. Le calcul de M2 comporte du coup un **double** « double compte ». Etc.

Une telle confusion, volontairement introduite, résulte de l'une ou l'autre chose : une très grande naïveté mathématique ou une intention délibérée. L'un d'entre vous sait-il qui a introduit (et quand ?) ces définitions cauchemardesques ?

Après l'avoir trop longtemps mobilisée, je laisse maintenant la parole à Jean :

Jean Jégu

Canevas pour un dialogue sur le système monétaire

Les échanges sur ce blog de Paul Jorion, à propos de la monnaie, mettent en évidence une difficulté de compréhension entre les parties. Il est malaisé de repérer points d'accord et de désaccords, tant ces derniers paraissent omniprésents.

On peut se demander si chacun évoque les mêmes réalités avec les mêmes mots, ou si un vocabulaire apparemment identique ne traite pas de réalités différentes.

Le système monétaire actuel est le résultat d'une histoire plus que centenaire. Ses évolutions, y compris les plus récentes, ont toujours eu une certaine logique du point de vue de ceux qui les ont promues. Un vocabulaire d'usage technique précis a été défini. Il ne doit pas être confondu avec celui de l'usage courant donnant parfois des significations différentes aux mêmes mots.

Pour être efficace le dialogue sur la monnaie devrait donc observer une certaine progressivité. Sous les mêmes mots, entendons-nous bien les mêmes choses ? Sur quoi sommes-nous d'accord et à partir

d'où commence notre désaccord ? Traitons-nous bien du même point particulier du système ?

La discussion pourrait donc dégager des thèmes à aborder successivement et méthodiquement. Si au cours de cette discussion il survient une dérive, il faudrait bien afficher le changement thématique correspondant, ou la nouvelle question débattue. C'est dans cette perspective que je proposerais volontiers le canevas suivant. Le but est de placer des balises sur un chemin escarpé, pour que chacun puisse dire de quoi il entend parler. J'indique un repérage et y place les points importants qui me paraissent en relever (dans le contexte européen de la BCE, sans doute largement extrapolable aux autres cas).

C'est le commentaire de Paul du 05/05 dans "Encore Allais" à propos de l'article de Steve Keen qui m'a inspiré ce post, dans la mesure où nous ne comprenons pas ce texte de la même manière.

A. Etat des lieux :

A.1 La théorie courante du système monétaire :

A.1.a. Les agrégats monétaires : M0, M1, M2, M3 ... P1, P2, ...

– "il n'est de monnaie que dans M1" car, en dehors du troc financier, tous les moyens de paiements sont dans M1. Les transactions se font toujours, en principe, en euros-monnaie de M1 (ou tout autre devise évidemment).

– Bien distinguer la monnaie et la finance ; celle-ci se nourrit de celle-là mais ne s'y réduit pas. X euros-monnaie valent X euros-valeur, mais X euros-valeurs ne sont pas X euros-monnaie. Les euros-monnaie existent en vertu d'une convention sociale ; les euros-valeur sont une appréciation individuelle plus ou moins partagée (le marché) de la valeur d'un bien ou d'un service à un moment donné. Cette appréciation estime le nombre d'euros-monnaie contre lesquels je peux espérer les échanger.

– La vitesse de circulation de la monnaie : la vitesse de circulation dans l'économie réelle reste assez stable ; la vitesse dans la sphère financière s'accroît probablement beaucoup plus vite.

A.1.b La monétisation des crédits

– distinguer le concept de "crédit mutuel" dans lequel un épargnant prête son épargne et le concept de "crédit créateur de monnaie" qui ne préjuge d'aucune épargne préalable mais est soumis à certaines contraintes. Ce sont essentiellement : l'obligation des "Réserves obligatoires" en Banque Centrale ; l'obligation de fourniture d'espèces (billets, pièces) qui conduisent à la notion de "refinancement" ; les contraintes des "Règles Prudentielles" édictées par la profession bancaire.

– Il est essentiel de comprendre la liaison entre la monnaie centrale M0 et la monnaie bancaire M1. La théorie dit que la Banque Centrale contrôle la création de monnaie bancaire M1 en agissant sur les taux directeurs qui règlent le coût imposé aux banques pour leur refinancement et, plus rarement, sur le niveau des Réserves Obligatoires.

A.2 En y regardant de plus près ; les faits contre la théorie

A.2.a. Ce n'est pas M1 qui est piloté par M0 mais M1 qui force M0 autant que de besoin. En d'autres termes, les banques sont devenues incontrôlables par la Banque Centrale. C'est très exactement à cette opinion que Steve Keen se rallie dans l'article cité "The Mysterious Money Machine" : "As a result, Loans Create Deposits, which in turn forces the government to produce the amount of currency needed to meet depositors demands for cash. This explains the empirical reality that changes in Credit Money precede, and empirically cause, changes in Fiat Money." En Europe, au lieu de "government", il faudrait lire " ECB". Ce constat, s'il est exact, est celui du pouvoir total(itaire) des banques et de ce fait une condamnation du système. (Restent les critiques faites à Geoff Davies, mais ceci est une autre histoire)

A.2.b Deux oublis fréquents mais majeurs :

- la monétisation des actifs et la démonétisation des dettes des banques.

Ainsi les banques font des crédits créateurs de monnaie et encaissent les intérêts correspondants. Certes, mais du point de vue comptable, les banques n'encaissent jamais d'intérêts ni d'ailleurs de capitaux remboursés : elles détruisent la monnaie correspondante. Ceci améliore directement leur bilan, puisque les dépôts de leur clientèle y apparaissent comme des dettes. A la démonétisation des dettes, il faut associer la monétisation des actifs. Une banque qui acquiert un lot de titres financiers et les porte à l'actif de son bilan, inscrit la même montant au passif en dépôt à vue sur le compte du vendeur. Son bilan reste donc équilibré ; elle ne s'est aucunement enrichie. Bien entendu, à ce compte, n'importe quelle banque pourrait se payer le monde entier. Il y a donc des contraintes : en gros, la banque ne peut acquérir que des actifs "en rapport " avec ses fonds propres. Ce sont les fameuses Règles Prudentielles.

- la monétisation des devises étrangères.

Quand une banque rachète de telles devises à l'un de ses clients, celui-ci voit son compte crédité de la somme équivalente (en M1). Elle revend ensuite ces devises à sa Banque Centrale et se voit à son tour créditée de la somme équivalente (en M0) . Les devises en question n'ont pas pour autant disparu : elles sont à l'actif de la Banque Centrale. N'y a-t-il pas ici aussi répliation de valeur, c'est à dire création monétaire ? Ceci ouvre à l'analyse de la circulation des devises entre économies qui est un chapitre décisif de l'économie mondialisée.

B.1. Les flux de valeur entraînés par les flux monétaires.

Si la situation n'est pas satisfaisante, (ce qui semble le cas !) voir les remèdes :

B.2 Les remèdes

B.2.a - Ne rien faire sur le système monétaire. Le problème est ailleurs (Paul Jorion ?)

B.2.b - Ne rien changer : mieux piloter le système (nos banquiers centraux et nos politiques)

B.2.c - Ajouter des "contraintes prudentielles" (Frédéric Lordon)

B.2.d - Modifier les règles : ne plus interdire l'émission monétaire aux Etats(Chômage et Monnaie) ou la lui réserver totalement (James Robertson).

B.2.e – Reconstruire pour sauver l'avenir.

– repérer les principes acceptables aujourd'hui : émission comme reconnaissance de dette de l'émetteur vis à vis du receveur ? le couple intérêt-inflation comme variables de pilotage ? les relations de change entre devises ?

– Imaginer des solutions possibles, les "simuler", les "noter"

– Etudier et proposer aux politiques des transitions et cheminements viables vers la (r)évolution monétaire.

Ce bulletin a été publié le Jeudi 29 mai 2008 14:27 et est classé dans [Economie](#), [Monde financier](#), [Monnaie](#) Vous pouvez suivre les réponses à ce bulletin avec le fil [RSS 2.0](#). Vous pouvez [répondre](#), ou faire un [rétro-lien](#) depuis votre site.

32 réponses à "La monnaie : le point de notre débat (III)"

1. [Financial Md » La monnaie : le point de notre débat \(III\) dit : 29 mai 2008 à 14:47](#)

[...] Original post by Blog de Paul Jorion [...]

2. [guillaume dit : 29 mai 2008 à 19:06](#)

Un doute...

– à l'occasion de l'allocation d'un prêt, la création de monnaie ex nihilo porte sur les intérêts qui seront versés par l'emprunteur : ces intérêts constituent une nouvelle source de monnaie (Louis Even) ;

Il me semble possible de considérer que ces intérêts constituent non pas une création de monnaie mais un « salaire » pour un service rendu. On ne parle pas de création monétaire pour le salaire d'une société de conseil par exemple... Quelque soit l'origine du paiement. Et un prêt est une forme de service. Non ?

– la création de monnaie ex nihilo résulte de la démultiplication d'une somme déposée sur un compte à vue en raison de la possibilité pour une banque commerciale de prêter les sommes déposées à un tiers en ne conservant que des réserves fractionnaires (Maurice Allais) ;

– la création de monnaie ex nihilo résulte du fait que les banques commerciales peuvent prêter des sommes « fictives » (créées au moment où un prêt est accordé et détruites au moment où il est remboursé) par une simple opération scripturale (Philippe Derudder).

Il s'agit ici - sauf erreur de ma part - de la mission même du système bancaire, mais il y a-t-il réellement création monétaire ? Ou s'agit-il comme l'a présenté Paul du service offert par le système bancaire (celui-là même qui est rémunéré par les intérêts) qui permet de faire « tourner l'argent suffisamment vite » ?

Le terme de création ex nihilo me paraît créer à lui seul la matière de la polémique...

De mon point de vue, le problème n'est pas forcément dans la manière qu'ont les banques de fonctionner, ni le dans le fait qu'elles demandent à être rémunérées pour ce faire.

C'est pourquoi, en novice, j'ai le sentiment que ce débat étymologique sur le terme ex nihilo est une impasse intellectuelle ; pire il me semble porter ombrage sur aux moins deux questions qui me semblent plus essentielles :

- Une première d'ordre technique :

Si cette action bancaire permet une plus grande possibilité d'investissement et par ce fait une meilleure projection dans l'avenir, existe-t-il pour autant une limite à ce concept ? Cette action doit-elle connaître des limites, peut-elle mettre en péril la pérennité du système ? Est-elle performante dans une certaine mesure et dangereuse dans une utilisation plus importante ?

- La seconde d'ordre morale : elle a été très bien formulée par Paul il y a quelque temps :

Quant aux « gens qui disent que les banques créent de l'argent ex nihilo », la question qu'ils entendent réellement poser est celle-ci : « Est-il légitime que les banquiers soient les autorités en charge de maintenir en permanence une équivalence entre la masse monétaire et la richesse effective, où les intérêts payés représentent plus ou moins bien la plus-value créée par l'activité humaine ? (*je rajouterais : et possèdent le monopole de cette action*) ». Que leur réponse soit « Non ! », m'apparaît maintenant très clairement. Leur question est excellente et se passe en réalité très bien de l'hypothèse de la création d'argent ex nihilo, alors pourquoi ne pas la poser dans ces termes, sans chercher à la fonder sur cette base douteuse ?

Amicalement

3. *Stilgar dit :*

[30 mai 2008 à 06:30](#)

La définition de "création", sur le Robert, est la suivante: " Action de donner l'existence, de tirer du néant " ... alors je veux bien ne plus utiliser le terme "ex nihilo", mais renforcer la définition en disant : " le système bancaire donne l'existence à la monnaie en la créant"

D'autre part, entre le 01/01/01 et le 01/01/07, les masses monétaires ont ainsi évolué :

M1 : 82%

M2 : 57%

M3 : 58%

D'où vient ce supplément si ce n'est d'une création monétaire ?

Lorsqu'il y a transfert d'un compte de M1 - espèces ou dépôts à vue * - vers M3 (pour ne pas écrire M3-M2, car il s'agit d'agrégats), par exemple par l'achat d'une OPCVM monétaire (l'une des "monnaies" prise en compte par M3 dont la définition est "instruments négociables"), le total - bancaire - de M1 diminue, alors que le total M3 augmente, il n'y a pas de création monétaire dans ce cas.

Par contre c'est différent lorsque l'ensemble de agrégats augmente en volume : il y a nécessairement eu création monétaire dans ce cas.

Comme on peut le voir sur les bilans de la BCE, l'évolution du montant de la monnaie fiduciaire (qui représente 610,6 Md€ pour un total de 3819,7 Md€, soit 16% à fin septembre 2007), dont elle est la seule émettrice - alors que l'émission de la monnaie scripturale est réservé aux banques commerciales (privées) - , est du même ordre de croissance que l'ensemble M1 ...

—

* Un dépôt "à vue" est un dépôt, rémunéré ou non, dont les fonds peuvent être retirés partiellement ou totalement à tout instant.

—

A-J Holbecq

4. *Stilgar dit :*

[30 mai 2008 à 12:35](#)

Je ne l'ai pas précisé mais les 2 explications concernant les agrégats sont, à mon sens, l'une et l'autre totalement "farfelues".

<http://www.ecb.int/stats/money/aggregates/aggr/html/index.en.html>

Monetary aggregates comprise monetary liabilities of MFIs and central government (post office, treasury) vis-à-vis non-MFI euro area residents excluding central government.

M1 is the sum of currency in circulation and overnight deposits ; M2 is the sum of M1, deposits with an agreed maturity of up to two years and deposits redeemable at notice of up to three months ; and M3 is the sum of M2, repurchase agreements, money market fund shares/units and debt securities up to two years.

Quand à M0, je suis d'accord avec Jean Jégu ... il ne représente pas (que) la monnaie fiduciaire (sinon on écrirait - dans tous les bouquins d'économie et d'ailleurs sur les pages écrites par la BCE - , que $M1 = M0 + DaV$, alors qu'on écrit $M1 = \text{pièces et billets} + DaV$).

M0 est un agrégat qui représente l'ensemble de la "monnaie centrale".

AJH

5. *gilbert "gibus" wiederkehr dit :*

[30 mai 2008 à 13:03](#)

Merci à tous de me permettre, amateur (étymologiquement), novice en matière monétaire, mais passionné par ces questions de comprendre un peu mieux l'écosystème où j'évolue.

J'ai découvert notre ami Paul par l'entremise du site contre-info. J'ai dévoré votre livre "Vers la crise du capitalisme américain ?". Issu du sérail, donc rompu aux techniques financières les plus "créatives", portant un regard d'anthropologue sur ces mêmes pratiques, vous m'avez beaucoup appris sur les enjeux des "subprimes".

La qualité des intervenants, la haute tenue des échanges, l'honnêteté intellectuelle, la courtoisie, l'absence de "sniper", font de ce blog mon délice au quotidien.

Il m'a permis aussi de découvrir d'autres pépites, telles les sites de l'ami AHJ, Derruder et autres...

Continuez, je vous suis et vous écoute avec attention, j'apprends et je progresse.

Stilgar à dit :

Comme on peut le voir sur les bilans de la BCE l'évolution du montant de la monnaie fiduciaire (qui représente 610,6 Md€ pour un total de 3819,7 Md€, soit 16% à fin septembre 2007), dont elle est la seule émettrice - alors que l'émission de la monnaie scripturale est réservé aux banques commerciales (privées) - , est du même ordre de croissance que l'ensemble M1 ...

Dans l'article de Wikipédia sur la monnaie :

Les billets et les pièces (les espèces) ne constituent qu'une fraction de la monnaie en circulation : la monnaie scripturale en représente maintenant plus de 90%. Cette dernière forme de monnaie s'échange par simple jeu d'écriture.

Le novice mais citoyen s'étonne que l'essentiel de la création de la monnaie ait été abandonné à la discrétion (et en toute discrétion) des banques privées.

L'adage dit que "l'argent est le nerf de la guerre". En paraphrasant on pourrait écrire que l'argent est le nerf du bien public.

Est-il raisonnable d'avoir laissé filer ce pouvoir exorbitant des mains de la puissance publique ? La cohorte de malheurs qui s'abat sur les plus faibles et les plus démunis ne prend-elle pas toute sa puissance là ?

6. *Rumbo dit :*

[30 mai 2008 à 16:37](#)

Tout à fait d'accord avec Stilgar.

Je vais être hors d'Europe quelques semaines et, très pris, ne peux suivre, hélas, que de façon aléatoire les intéressants débats et réflexions de ce Blog.

En très résumé, que faut-il faire en matière de réforme monétaire ? Et bien je crois que tout est dans cette réponse :

Faire en sorte que le "bilan" des banques ne soient plus une hypothèque sur la société civile productrice de tous les biens et services. En un mot :

fini cette situation : destin des producteurs VS bilan des banques.

Un pays, un espace économique donné, est un actif produit par le travail de la dite société. Aucune entité financière n'a le droit de s'approprier cet actif à son profit. Les actifs d'une société permettent d'émettre une monnaie en rapport à ces actifs, cette monnaie appartient donc à la société productrice et non pas aux actionnaires des banques, ni aux banques centrales, etc.

Ci-dessous quelques propos de Louis EVEN. Celui qui a sans doute le mieux compris l'essence de l'argent, le vrai sens de l'argent qui est d'abord le POURQUOI de l'argent. Quant aux compétences au sujet du COMMENT de l'argent, ces compétences abondent, là n'est pas le principal problème. Lire ce pourquoi il faut un argent juste (4 extraits de Louis EVEN) :

Car, comme le remarquait Douglas, l'auteur des propositions financières du Crédit Social, il n'est point du tout prouvé que l'efficacité de ces entreprises soit due à leur gigantisme ; elle l'est bien plutôt à leur facile accès aux sources du crédit financier. Si les entreprises plus modestes bénéficiaient de cette même faveur, il est probable que, proportionnellement à leur mesure, elles feraient aussi bonne figure, avec moins de dépersonnalisation de leurs effectifs humains que les géants qui accaparent l'économie de nos pays évolués. Le service du public consommateur s'en trouverait sans doute mieux.

Quand l'argent est devenu la fin suprême de tout travail comme de toute entreprise, quand financiers, entrepreneurs et salariés courent, non pas après ce qui est le plus utile pour la communauté, mais après ce qui apporte le plus d'argent, en dividendes pour les actionnaires, en profits pour les entrepreneurs, en salaires pour les embauchés, on peut bien avoir une économie désaxée, une économie instable, une économie de concurrence effrénée, une économie de loups, une économie de guerres entre les puissants des empires industriels et les puissants des grandes centrales ouvrières.

Guerres légalisées dont les consommateurs font les frais par des hausses de prix. Guerres qui s'étendent jusqu'entre les gouvernements élus et le personnel des services publics, dont toute la population souffre et dont elle devra faire les frais par des hausses de taxes. Économie monstrueuse, qu'il serait techniquement si facile de changer en une économie de service. En une économie ordonnée vers la satisfaction des besoins humains, dans l'ordre prioritaire de leur urgence. En une économie où les participants à la production retrouveraient leur liberté et leur responsabilité d'hommes. En une économie où l'argent serait au service des compétences pour la production, au service de tous pour l'accès aux produits.

Cela serait possible moyennant un système financier souple, reflétant fidèlement les réalités. C'est un tel système financier qu'engendrerait l'application de simples propositions énoncées par Douglas et connues sous le nom de Crédit Social. Ce système permettrait une décentralisation industrielle, sans perte d'efficacité dans le rendement. J'ai dans l'idée que la tendance de l'avenir, si l'avenir il y a malgré les menaces qui pèsent actuellement sur le monde, sera à la décentralisation, à la division de ces entreprises géantes en unités plus petites. De sorte que, dans une centaine d'années, on verrait surtout des entreprises à taille humaine, beaucoup plus souples, mais disposant d'un bien meilleur accès qu'aujourd'hui aux facilités dont elles ont besoin.

7. *Stilgar dit :*
[30 mai 2008 à 16:44](#)

gilbert "gibus" wiederkehr pose deux questions

Est-il raisonnable d'avoir laissé filer ce pouvoir exorbitant des mains de la puissance

publique ? La cohorte de malheurs qui s'abat sur les plus faibles et les plus démunis ne prend-elle pas toute sa puissance là ?

A la première, je réponds évidemment que non, ce ne fut pas raisonnable (ce fut en 1973). La question est: "maintenant que nous nous sommes liés les mains avec 27 pays, ou au moins 15, comment changer ensemble ?"

A la seconde, je serai plus nuancé et les causes me semblent multiples ... mais c'est évidemment l'une des causes principales : on ne fait pas "crédit" aux pauvres car on aurait trop peur de voir un bilan comptable déséquilibré faute de remboursement...

8. *guillaume dit :*
[30 mai 2008 à 18:05](#)

"La cohorte de malheurs qui s'abat sur les plus faibles et les plus démunis ne prend-elle pas toute sa puissance là ?"

Pour moi, si, en grande partie d'une part comme le dit Stilgar pour les difficultés d'accès au crédit mais surtout car ce système est en train de mettre en faillite l'état "providence". La corrélation entre les lois de 73 et l'endettement de l'état est frappante; le système social à la française s'éteint peu à peu...

ps: une réflexion sur le sujet:

<http://tiki.societal.org/tiki-index.php?page=Etat-Dette-Monnaie>

9. *Armand dit :*
[31 mai 2008 à 11:09](#)

Tout d'abord, félicitations et merci à Jean Jégu pour avoir posé le problème de façon structurée (et pour son site web)

Je souhaite simplement un

B.2.f - remettre en circulation la monnaie or (i.e une monnaie non fiduciaire)

Le but est de s'affranchir de la nature humaine. Celle des banquiers centraux, certes honnêtes et indépendants, mais qui sont souvent trompés par des statistiques impécises ou fausses et trop tardives ; celle des élites et des grands serviteurs de l'Etat, certes éclairés, intègres et altruistes, mais qui seraient tentés d'imprimer de la monnaie pour adoucir la souffrance du peuple ; et celle des « Nous le peuple » qui, s'ils contrôlaient « démocratiquement » la monnaie et voulant faire le bien de leurs concitoyens, en imprimeraient hélas trop aussi.

La nature nous offre une solution qui empêcherait quiconque d'en imprimer à volonté, le modèle serait donc une quantité quasi-fixe de monnaie (le pic de production étant passé) qui vaudrait de par sa substance même et non pas par ce qui est écrit dessus.

Nul besoin de changer grand'chose : juste donner le statut de « monnaie ayant cours légal » à ces pièces comme s'il s'agissait d'une autre devise en concurrence des billets de la BC (dans beaucoup de pays une autre monnaie que l'officielle a souvent cours, p.ex. pesos/US\$). Le cas échéant, la mauvaise monnaie serait éliminée par la bonne et ce serait les « Nous le peuple » qui voteraient.

10. *Jean Bayard dit :*
[1 juin 2008 à 11:29](#)

Oui, tout d'abord, merci à Jean Jégu d'avoir remis les pendules à l'heure, si vous permettez

l'expression.

Je reprends ci-après quelques uns des passages de son texte suivis de mes observations.

1) A.2.a. Ce n'est pas M1 qui est piloté par M0 mais M1 qui force M0 autant que de besoin. En d'autres termes, les banques sont devenues incontrôlables par la Banque Centrale.... Ce constat, s'il est exact, est celui du pouvoir total(itaire) des banques et de ce fait une condamnation du système.

Totalement d'accord avec ce passage car en effet voici les conclusions d'un article que j'ai écrit sur "le pouvoir de la banque centrale sur l'émission monétaire" que vous pourrez lire à l'adresse suivante : <http://www.bayard-macroeconomie.com/lepouvoirdelabanquecentrale.htm>.

"En conclusion, la banque centrale n'a aucun pouvoir sur l'émission de monnaie par les banques et par voie de conséquence aucun pouvoir sur l'inflation dont elle prétend faire son cheval de bataille !"

2) - la monétisation des devises étrangères.

Quand une banque rachète de telles devises à l'un de ses clients, celui-ci voit son compte crédité de la somme équivalente (en M1). Elle revend ensuite ces devises à sa Banque Centrale et se voit à son tour créditée de la somme équivalente (en M0) . Les devises en question n'ont pas pour autant disparu : elles sont à l'actif de la Banque Centrale. N'y a-t-il pas ici aussi réplification de valeur, c'est à dire création monétaire ? Ceci ouvre à l'analyse de la circulation des devises entre économies qui est un chapitre décisif de l'économie mondialisée.

Voici mon avis sur ce point.

La création monétaire a lieu dès que les devises sont achetées par la banque à son client. Le fait d'être revendues à la BC ne fait que transformer la nature de la monnaie créée; ce n'est plus de monnaie secondaire mais de monnaie centrale qu'il s'agit alors. Les devises qui se trouvaient à l'actif de la banque se retrouvent à l'actif de la BC, mais en contrepartie il apparaît à l'actif de la banque des disponibilités sur la BC. On peut dire maintenant que c'est la BC qui a créé la monnaie dont dispose le vendeur des devises.

Dans l'hypothèse où l'on voudrait (comme certains s'y emploient) que la BC ait le monopole de la création monétaire, il faudrait qu'elle inscrive à son actif toutes les contreparties de la monnaie émise, ce qui signifie qu'elle couvrirait à elle-seule, directement ou indirectement tous les risques d'insolvabilité. Je suggère depuis longtemps qu'elle couvre ces risques (contre rémunération) à travers les banques auxquelles elle délèguerait son pouvoir de création (ce qui est le cas aujourd'hui de facto), en même temps qu'elle leur imposerait une autorisation préalable d'octroi des crédits et je pense qu'elle en a les moyens matériels. On obtiendrait ainsi le même résultat dans des conditions plus souples.

3) B.2 Les remèdes

Voici mes suggestions :

- La BC a l'exclusivité de la création monétaire pour tous les besoins de l'Etat, sous le contrôle du Parlement. Les banques fournissent les besoins monétaires de tous agents économiques, sauf l'Etat. La BC contrôle l'émission de monnaie par les banques, comme il est dit au-dessus.
- Les banques font payer leurs services et l'intérêt est supprimé. Il est remplacé par une indexation des dépôts à terme sur le taux d'inflation.
- Si l'on veut exercer un contrôle rigoureux sur l'activité du secteur bancaire, je préconise que l'on sépare dans les comptes des banques, les concours qu'elles apportent à l'économie (par création monétaire) et leur activité propre. On y verrait beaucoup plus clair et le ratio de solvabilité (Cooke) pourrait alors être renforcé.

4) Je voudrais attirer votre attention sur un point important, issu de mes travaux.

A mon avis, la conjoncture n'est rien d'autre qu'une économie libérale livrée à l'influence désordonnée, parce que non régulée, des facteurs endogènes opposés que sont l'épargne et le crédit. L'épargne produisant un effet de frein, le crédit celui d'accélérateur.

Si je ne me trompe pas, cela veut dire que la régulation monétaire (que seul l'État est apte à assumer) est la condition sine qua non de la croissance de l'activité économique.

C'est pourquoi je crois qu'il est vital que le système soit réformé.

11. *Stilgar dit :*

[1 juin 2008 à 13:07](#)

Je considère que si un ménage ou une entreprise emprunte, il n'est pas illogique qu'ils payent un intérêt à la collectivité. Donc une émission monétaire centrale (considérant que les banques commerciales sont les "intermédiaires" et responsables de l'insolvabilité de leurs clients) me semble plus adéquate puisque les intérêts reviennent à la Banque Centrale, donc à la collectivité...

Plutôt qu'écrire " La BC a l'exclusivité de la création monétaire pour tous les besoins de l'Etat", je proposerais plutôt " La BC a l'exclusivité de toute la création monétaire pour tous les besoins des agents économiques privés. Elle a également la possibilité d'émission monétaire pour tous les besoins d'investissements des administrations publiques " ... ou quelque chose comme cela...

A-J Holbecq

12. *Jean Jégu dit :*

[1 juin 2008 à 20:40](#)

@ Paul

Parlons ici de ce que vous identifiez – à juste titre - comme une source de confusion : l'utilisation des agrégats dans les discussions relatives à la masse monétaire. C'est le point A.1.a du canevas évoqué.

Je crois tenir le nom de celui qui a inventé ces "définitions cauchemardesques". Voici un texte issu d'une publication de la banque du Canada : "Les agrégats monétaires et la politique monétaire " de Apostolos Serletis et Terence E. Molik en 1999. (disponible sur le Net ; deuxième occurrence du mot origine).

" À l'origine, les banques centrales définissaient la monnaie comme l'ensemble des avoirs financiers servant de moyens d'échange, c'est-à-dire la monnaie métallique et les billets de banque ainsi que les dépôts à vue. Elles ont donc commencé à publier des statistiques sur deux types de moyen d'échange : i) la monnaie hors banques; ii) les dépôts à vue tenus dans les banques. La somme de ces deux catégories d'avoirs a par la suite été appelée M1.

Friedman (1956 et 1959), Friedman et Meiselman (1963) ainsi que Friedman et Schwartz (1969 et 1970) ont proposé d'élargir la définition de la monnaie pour y faire entrer les dépôts à terme et les comptes d'épargne. Cette définition élargie de la monnaie visait à tenir compte de son rôle de « réserve de valeur ». Le principal argument de Friedman était que la monnaie servait de « réceptacle » temporaire du pouvoir d'achat, faisant ainsi la soudure entre les achats et les paiements. "

Le coupable serait donc Milton Friedman lui-même, chef de file de l'école de Chicago, grande figure du monde universitaire américain et militant du capitalisme et du marché. Il va falloir du courage pour assumer.

Alors assumons.

Commençons par un extrait du bulletin n° 62 de la Banque de France de Février 1999.

Agrégats monétaires

La BCE s'est dotée de la panoplie d'agrégats suivante :

- un agrégat étroit M1 incluant les pièces et les billets en circulation et les dépôts à vue ;

- un agrégat intermédiaire M2 ne comprenant que les dépôts monétaires : M1 + dépôts remboursables avec un préavis inférieur ou égal à trois mois + dépôts à terme d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans ;

- un agrégat large de référence M3 contenant : M2 + pensions + titres d'OPCVM monétaires + instruments du marché monétaire + titres de créance de durée initiale inférieure ou égale à deux ans.

Seules les positions vis-à-vis des résidents de la zone euro qui ne sont ni des IFM ni des institutions relevant de l'administration centrale sont incluses dans M3.

Sont qualifiés de monétaires, tous les actifs entrant dans la composition de l'agrégat large.

Les dépôts à terme comprennent les dépôts qui ne peuvent être convertis en espèces avant un terme fixe convenu ou qui ne peuvent être convertis en espèces avant ce terme que moyennant sanction.

Les dépôts avec un préavis inférieur ou égal à trois mois recouvrent les dépôts d'épargne à vue qui présentent, à la différence des dépôts à vue, un caractère de transférabilité incomplet. Il s'agit, par exemple en France, des livrets A et bleus, des Codevi, des comptes d'épargne-logement, des livrets d'épargne populaire, des livrets jeunes et des livrets soumis à l'impôt.

Les pensions représentent des espèces perçues en contrepartie de titres vendus à un prix donné dans le cadre d'un engagement de rachat desdits titres (ou de titres similaires) à un prix et à une date déterminés.

Les titres autres que des actions sont constitués de titres de créances négociables et échangés sur des marchés secondaires. La composante française de cette rubrique comprend notamment les obligations et les bons à moyen terme négociables (BMTN).

Les instruments du marché monétaire correspondent à des titres émis à court terme par des IFM (durée initiale inférieure ou égale à un an) et négociables sur des marchés monétaires liquides. Au plan français, cette catégorie regroupe les certificats de dépôt et les bons des institutions et sociétés financières (BISF).

Simplifions. Si la monnaie est définie comme "les moyens de paiements", alors la monnaie est M1 : pièces et billets (espèces) en circulation et dépôts à vue (DAV) dans les banques. Démontons les poupées russes que sont ces agrégats et posons :

$$m1 = M1$$

$$m2 = M2 - M1$$

$$m3 = M3 - M2$$

Comme le disent Serleti et Molik, m2 et m3 ont un rôle de "réserve de valeur" plus ou moins rapidement transformable en m1, c'est à dire monnayable. Mais ce qui est monnayable n'est pas la monnaie, sinon où faudrait-il s'arrêter puisque presque tout est monnayable. Pour

raisonner sainement il faut donc, me semble-t-il, en traitant de la monnaie, s'en tenir à la monnaie stricto sensu, celle qui existe sous diverses formes depuis la nuit des temps, c'est à dire les moyens de paiement en usage. Voilà pourquoi, j'ai rapporté l'adage (?) : il n'y a de monnaie que dans M1. Par ailleurs il existe des avoirs financiers plus ou moins "liquides" (i.e. monnayables) m2, m3, parfois m4 ... car chaque pays peut avoir ses particularités. En fait, ils sont de moins en moins liquides selon leur éloignement de m1. Il ne faut pas les ignorer mais ne les appelons pas monnaie.

Certaines analyses deviennent impossibles si on ne considère que les agrégats officiels. Par exemple l'évolution de M3, qui est le tableau de bord favori de la BCE, ne permet pas de repérer les mouvements internes à cet agrégat, mouvements qui peuvent être significatifs.

Quant à M0, terme que j'ai moi-même utilisé par facilité, ce n'est pas un ensemble qui s'agrègerait aux suivants ; c'est la "monnaie de base" ou "monnaie centrale" définie comme : les pièces et billets émis par la Banque Centrale (donc détenus par les banques ou les agents économiques non-bancaires) et la monnaie scripturale inscrite sur les comptes des banques en Banque Centrale. M0 diffère donc de M1 essentiellement par les parties scripturales et secondairement par les pièces et billets détenus dans les banques. M1 ne résulte pas de ponctions sur M0 mais de la démultiplication entre, d'une part les comptes des banques en monnaie centrale et, d'autre part, les comptes des clients des banques en monnaie bancaire. C'est là que se situe la création monétaire par les banques. En simplifiant, je pense qu'il faudrait , pour assainir la situation, traiter la monnaie scripturale comme le sont les pièces et billets, sans aucune multiplication, autrement dit avec un taux de couverture de 100 %. Mais on peut ne pas être d'accord. Nous sommes là pour en discuter.

J.J.

13. *Stilgar dit :*
[2 juin 2008 à 07:39](#)

Merci Jean, pour cette explication très claire. Je me permets de la reprendre sur le site " fauxmonnayeurs.org "

14. *Jean Bayard dit :*
[2 juin 2008 à 14:21](#)

@ Jean Jégu

Il me semble déceler une contradiction entre tes deux propositions :

« Ce n'est pas M1 qui est piloté par M0 mais M1 qui force M0 autant que de besoin.
En d'autres termes, les banques sont devenues incontrôlables par la Banque Centrale.... »

et plus loin :

« M1 ne résulte pas de ponctions sur M0 mais de la démultiplication entre, d'une part les comptes des banques en monnaie centrale et, d'autre part, les comptes des clients des banques en monnaie bancaire. C'est là que se situe la création monétaire par les banques. »

La deuxième proposition semble faire resurgir la théorie du multiplicateur que la première semblait avoir enterré. Est-ce que je me trompe ?

Ainsi que tu le sais, je ne crois pas à cette théorie, car à mon sens les réserves obligatoires n'ont aucun effet restrictif sur la création de monnaie par les banques, qui disposent de monnaie centrale à profusion (en France et aux USA, en tout cas).

@ Jean Jégu et à bon nombre d'entre vous (si je ne m'abuse) ce qui ne va pas être facile

pour moi seul !

Je fais suite à ce passage de la contribution du 1er juin de Jean

« En simplifiant, je pense qu'il faudrait , pour assainir la situation, traiter la monnaie scripturale comme le sont les pièces et billets, sans aucune multiplication, autrement dit avec un taux de couverture de 100 %. »

C'est donc de finalité qu'il s'agit ici : le taux de couverture de 100%. Tout est plus clair.

Voici les arguments que j'opposerais à cette idée qui me paraît utopique et de réalisation difficile.

A mon avis utopique, car les hommes politiques qui nous dirigent, dans quelque pays que ce soit, ne s'engageront jamais dans cette voie, ne serait-ce que pour ne pas courir le risque d'ouvrir la voie à un régime monétaire totalitaire.

De réalisation difficile, pour les raisons suivantes :

Je suppose que dans cette hypothèse de couverture à 100%, les banques seraient chargées de prêter dans les strictes limites des autorisations de la BC (en ce qui concerne l'émission monétaire), de tenir les comptes à vue et à terme des agents et de re-prêter leurs disponibilités (ce qui est impossible dans l'état actuel de l'organisation bancaire).

Pensez-vous que la monnaie scripturale émise dans ces conditions ait le caractère de monnaie permanente, comme il en est de la monnaie fiduciaire ? C'est ce que l'on peut supposer à la lecture du texte de Jean, ci-dessus.

Si votre réponse est positive, je crois que vous vous trompez, car une fraction importante des sommes créées aboutit inévitablement en compte d'épargne, dès les premiers échanges dans la sphère réelle. La couverture constituée devient alors trop large, si elle ne couvre pas l'épargne bancaire.

Si, au contraire, vous choisissez de relever simplement le taux des R.O. à 100%, vous tomberez dans les travers actuels de la constitution de réserves a posteriori, et la BC ne contrôlerait pas plus les banques qu'elle ne les contrôle aujourd'hui. Le coût de l'argent serait relevé, c'est tout.

La solution, me semble-t-il, est relativement simple sur le papier. La contrepartie de la monnaie secondaire se trouve actuellement dans les actifs des banques, c'est pourquoi les banques ne peuvent pas en disposer. Il suffit de décider que la contrepartie de la monnaie doit se trouver en compte à la BC ; elle devient ainsi centrale. Les banques doivent alors faire passer toutes leurs transactions financières et monétaires par leur compte à la BC, comme tout un chacun. Il s'ensuit que les actifs de contrepartie monétaire disparaissent des banques pour apparaître à la BC.

jb

15. [Paul Jorion dit :](#)
[3 juin 2008 à 02:21](#)

Je me tais ces jours-ci parce que je suis en train de lire ce qu'ont écrit les économistes ayant pignon sur rue – et essentiellement anglo-saxons – sur cette question de la création monétaire, en vue d'écrire un article de synthèse sur la question. Je vous tiendrai bien entendu au courant.

16. [Paul Jorion dit :](#)
[3 juin 2008 à 17:57](#)

Deux comptes-rendus de la création monétaire, telle que la comprennent post-keynésiens et « circuitistes ». Comme vous le verrez, je suis plus proche des seconds et certains d'entre vous, des premiers. Si vous ne connaissez pas ces deux textes, lisez les, il y a là en tout cas un vocabulaire qui permettra de clarifier certaines des questions dont nous débattons.

Joanna Bauvert

[Politiques monétaires et théories post-keynésiennes. Un essai d'analyse.](#)

Virginie MONVOISIN

[ESSAI D'UNIFICATION DES DEFINITIONS POST-KEYNESIENNES DE LA MONNAIE ENDOGENE : DES DIVERGENCES A LA COMPLEMENTARITE](#)

17. [Jean Jégu dit :](#)
[3 juin 2008 à 20:40](#)

@ Guillaume (29 mai) et Paul

"Le terme de création ex nihilo me paraît créer à lui seul la matière de la polémique..."
écrivez-vous, Guillaume. Il est vrai que nous ne devons pas nous opposer stérilement sur des mots ou des formulations qui disent finalement la même réalité.

Les termes "création" et, a fortiori, "ex nihilo" suggèrent l'apparition mystérieuse et miraculeuse d'un objet matériel ; ce n'est évidemment pas le cas. Quand un vendeur rencontre l'acheteur de son bien chez un notaire, celui-ci rédige un titre de propriété et le remet à son bénéficiaire. Cet acte ne préexistait pas. S'agit-il d'une création ex nihilo ? Personne ne pose la question. Ne serait-ce pas parce qu'un titre de propriété n'a jamais été matérialisé en un objet tandis que la monnaie est encore, dans nos inconscients, très liée aux pièces "sonnantes et trébuchantes". Le crédit créateur de monnaie est un contrat entre une banque et un emprunteur qui a pour effet que la première s'engage à fournir - et très généralement fournit - au second de la monnaie sans préjuger de la manière dont elle le fait. C'est l'examen de ce processus qui montre qu'elle le fait, sinon à partir de rien (ex nihilo) du moins à partir du seul engagement de l'emprunteur à rembourser le capital et à payer des intérêts. Nous devrions arriver à être d'accord là-dessus. Ceci nous ramène aux (trois ?) théories de la création monétaire.

La théorie associée à l'énoncé de Philippe Derudder me paraît non seulement la bonne, mais en fait la seule, les deux autres (Maurice Allais et, peut-être, Louis Even) n'en étant que des attendus nullement contradictoires. Je vais tenter de m'expliquer.

Petit ajustement préliminaire dans l'énoncé que j'ai considéré comme le bon. Nous ne devrions pas évoquer des sommes "fictives", car elles ne le sont pas, mais des sommes "de monnaie comptabilisée dans M1".

La formulation par Maurice Allais ne me semble pas devoir être analysée mot à mot. Elle est un raccourci synthétique d'une réalité - celle précisément décrite par Philippe Derudder - qu'il avait manifestement bien comprise. Je sais que cette affirmation risque d'indisposer certains d'entre vous, mais il me semble difficile de le dire autrement tant il faudrait détailler ce qu'il y a derrière le mot "démultiplication" (vocabulaire contestable et contesté par Jean Bayard mais néanmoins parlant) et tout ce qui touche aux réserves fractionnaires. Fraction de quoi ? Nous aurons à y revenir.

Quant au paragraphe relatif à Louis Even, il évoque, me semble-t-il, le fait que le crédit créateur de monnaie crée le capital qui sera plus tard remboursé mais ne crée pas les intérêts exigés. Au niveau économique global, ceci oblige inévitablement à d'autres crédits. Philippe

Derudder ne dit rien de contraire. Bien plus, il sera, je pense, d'accord avec moi.

A mon avis, ceux qui considèrent comme un fait exact la création monétaire "ex nihilo" (pour le dire simplement) par les banques ne se réfèrent pas à des théories différentes, ni d'ailleurs à une théorie. Ils font - avec la plupart des professeurs d'économie qui abordent la question - le même constat en l'exprimant chacun avec leurs mots et en mettant en avant différentes facettes de ce processus ingénieux.

Je comprends que votre première question en final porte sur les conséquences pour la durabilité de nos économies. Il est vrai que la manière dont est émise la monnaie n'aurait guère d'importance si tout allait bien. Mais c'est parce qu'on remarque des problèmes qu'on en recherche les causes. Or un pouvoir monétaire déconnecté du souci de la société dans son ensemble, comme c'est le cas, me semble susceptible d'effets considérables.

La question de l'intérêt est aussi extrêmement importante mais c'est une autre question. Paul a raison ; elle se pose même en dehors de la création "ex nihilo". La perception d'intérêts a existé bien avant les premiers billets de banques ! Je ne crois pas que tous les "nihilistes" (!) soient d'accord à ce sujet. Sans aller plus loin, j'indique que, pour ma part, j'examine dans le même mouvement les notions liées : d'intérêt, de dividende (à ne pas confondre avec l'intérêt) et d'inflation.

18. *Stilgar dit :*
[3 juin 2008 à 22:28](#)

Merci Paul pour ces deux textes.

On retrouve tout au long de ceux ci l'affirmation selon laquelle l'offre de monnaie est déterminée par la demande de crédit et que la monnaie est créée par les banques secondaires à la demande des agents non bancaires. Je cite " L'offre de monnaie est déterminée par la demande de crédit ("demand -determined and credit driven"). La monnaie est créée ex-nihilo et n'est pas le résultat de décisions patrimoniales"

Je cite également " L'école du circuit reprend les analyses de Bernard Schmitt selon lesquelles la monnaie est créée à partir d'une dette de l'entrepreneur vis-à-vis du secteur bancaire sous la forme de crédit. " et " Plus généralement, elles affirment toutes deux que l'offre de monnaie est déterminée de manière endogène par la demande de crédit bancaire".

Nous sommes tous enfin d'accord...

Et nous sommes d'accord également sur la formulation (je cite) " Sur le plan logique, les différentes approches post keynésiennes se rejoignent sur leur conception du lien de causalité entre crédits et dépôts: selon elles, les crédits font les dépôts "

Le rôle régulateur ou non de la Banque Centrale est in fine d'un intérêt secondaire dans "notre" débat ici, mais il apparaît qu'en fait elle ne peut pas faire grand chose sur la quantité de monnaie, si elle tiens à rester d'obédience "libérale".

A-J Holbecq

19. *Stilgar dit :*
[4 juin 2008 à 07:28](#)

@Jean Bayard

Bonjour

Je laisserai Jean Jégu répondre directement sur la question que vous lui posez. Sur celle-ci

... De réalisation difficile, pour les raisons suivantes :

Je suppose que dans cette hypothèse de couverture à 100%, les banques seraient chargées de prêter dans les strictes limites des autorisations de la BC (en ce qui concerne l'émission monétaire), de tenir les comptes à vue et à terme des agents et de re-prêter leurs disponibilités (ce qui est impossible dans l'état actuel de l'organisation bancaire).

Pensez-vous que la monnaie scripturale émise dans ces conditions ait le caractère de monnaie permanente, comme il en est de la monnaie fiduciaire ? C'est ce que l'on peut supposer à la lecture du texte de Jean, ci-dessus

, voici mon avis.

Je pense qu'il serait souhaitable que les banques commerciales soient simplement considérées comme le sont aujourd'hui les intermédiaires financiers (établissements de crédit, bien que pour moi ce terme ne soit pas très clair), simplement que ces "banques nouvelles" doivent se financer de la monnaie pour laquelle elles seront de simples intermédiaires entre soit des épargnants, soit la Banque Centrale qui leur fournira (avec intérêt) la monnaie demandée, pour la période correspondant au financement que la Banque commerciale demandera. La Banque Centrale serait le seul créateur de monnaie...

Il reste à savoir si les banques commerciales seront rémunérées pour ce service d'intermédiaire (et d'expertise de pertinence d'accord d'un prêt) sous forme d'un supplément d'intérêt ou d'honoraires.

Mais en aucun cas il ne s'agit de couverture 100% et en aucun cas les banques centrales n'auraient à vérifier chaque contrat de prêt réalisé par ces "nouvelles banques" (banques de prêts). Et cette monnaie scripturale ne serait pas de la monnaie permanente, puisque lorsque la banque de prêt est remboursée, elle doit rembourser à son tour la banque centrale.

Ce sont les banques de prêts qui " subiront " les risques de défaut de remboursement (assurances possibles ?) La banque centrale aura ainsi deux leviers à sa disposition : la quantité de monnaie et le taux d'intérêt.

Nous sommes tous, semble t-il, d'accord avec le postulat

En conclusion, la banque centrale n'a aucun pouvoir sur l'émission de monnaie par les banques et par voie de conséquence aucun pouvoir sur l'inflation dont elle prétend faire son cheval de bataille

, et je rajouterai, comme le soutiennent Margrit Kennedy et Ralf Becker, que je pense que c'est l'inverse : l'augmentation du taux d'intérêt a un effet inflationniste.

A-J Holbecq

20. [Jean Jégu dit :](#)
[4 juin 2008 à 10:01](#)

@ Paul

Le genre blog suppose des échanges courts et rapides. Ceci me contrarie un peu, dans la mesure où je suis en train de préparer une réponse à Jean Bayard, comme Stilgar dit attendre que je le fasse. Privilégions pour une fois la rapidité.

Je n'ai pas encore lu les deux textes proposés par Paul ; seulement un coup d'oeil sur les conclusions. L'analyse qu'en fait Stilgar – à qui je fais confiance – confirme ma première impression. Question : pouvez-vous estimer combien de financiers pourraient avoir lu ces textes ou des textes analogues ? Vous comprendrez pourquoi quelques-uns, comme moi, qui sont présents sur votre blog s'acharnent à faire passer ce qu'ils pensent avoir compris !

Vous êtes un excellent reporter de la guerre économique ou plutôt financière, dont l'argent est le nerf (cf. Lehman Brothers). Serait-il possible que vous deveniez aussi un excellent promoteur de la paix financière, condition nécessaire (même si pas suffisante) pour espérer faire victorieusement face aux défis économiques, environnementaux et humains qui arrivent ? Ne faudrait-il pas proposer le désarmement monétaire des banques ; progressivement et prudemment, mais inexorablement.

21. [Jean Jégu dit :](#)
[4 juin 2008 à 10:36](#)

@ Armand (31 mai)

Merci pour votre appréciation de mon (projet de) canevas.

La remise en circulation de la monnaie or est parfois évoquée. Cela pourrait donc être un point de discussion. Cependant je crains que ce ne soit une fausse bonne idée. Voici mon avis à ce sujet.

Vous craignez légitimement une trop grande émission monétaire. N'est-ce pas déjà le cas ? Les bulles financières et immobilières ne s'expliquent pas autrement. Si je me trompe, quelqu'un me redressera. D'un autre côté, notre gouvernement français et quelques autres manquent de monnaie et continuent d'alourdir les dettes publiques tandis que les pauvres sont de plus en plus nombreux. C'est qu'il ne suffit pas de créer de la monnaie ; il faut aussi décider pour qui et pourquoi faire. Et pour le moment ce sont, in fine, les banquiers qui décident. Je pense que vous faisiez preuve d'humour en indiquant que ce sont les statisticiens qui les trompent !

Supposons un instant que le retour à la monnaie or soit possible. Savez-vous qu'historiquement il y a toujours eu deux sources de métaux précieux : les mines et les butins des conquêtes guerrières. Nous allons déjà manquer de pétrole ; nous serions très vite en pénurie d'or (ce qui arrangerait ceux qui le possède aujourd'hui) et il s'en suivrait immédiatement des guerres de conquête. Il nous faudrait vite réinventer le billet de banque avec couverture or très réduite, voire annulée, c'est-à-dire refaire ce qui a été fait.

Non ; ne remontons pas l'histoire. Au contraire coulons-nous en son flux. Il nous faut prendre acte de la dématérialisation qui ne détruit aucunement la nature profonde de la monnaie, nature dont nous n'avons pas encore pris collectivement conscience, mais qui est fondamentalement de l'ordre des relations socio-économiques.

22. [Jean Bayard dit :](#)
[4 juin 2008 à 15:27](#)

@ Stilgar

Bonjour,

Votre texte repris ci-dessous appelle de ma part les quelques remarques qui le suivent.

Je pense qu'il serait souhaitable que les banques commerciales soient simplement considérées comme le sont aujourd'hui les intermédiaires financiers (établissements de crédit, bien que pour moi ce terme ne soit pas très clair), simplement que ces

“banques nouvelles” doivent se financer de la monnaie pour laquelle elles seront de simples intermédiaires entre soit des épargnants, soit la Banque Centrale qui leur fournira (avec intérêt) la monnaie demandée, pour la période correspondant au financement que la Banque commerciale demandera. La Banque Centrale serait le seul créateur de monnaie...

En ce qui me concerne, je pense que la banque ne peut pas faire circuler la monnaie qu'elle crée (ce sont ses clients qui la font circuler), tandis que l'établissement financier ne peut que la faire circuler. C'est là toute la différence.

Dans l'organisation actuelle du système, les banques ne peuvent pas prêter l'argent de leurs clients (qu'il s'agisse de DAV ou de comptes d'épargne), pour la raison capitale que la monnaie bancaire sous ces deux formes, n'a pas de contrepartie monétaire. Elle en a déjà une : la créance qui est à l'origine de son émission. C'est sur la base de ce principe, que l'on peut dire que l'épargne bancaire occupe des parkings monétaires sans utilité pour l'économie. Je vous recommande la lecture ou la relecture de mes pages sur « La monnaie, source de vie économique ».

Cette règle des parkings monétaires est lourde de conséquences économiques. La monnaie ne circule pas du tout comme on le croit, c'est pourquoi à mon avis il faut pratiquer la régulation monétaire de la sphère réelle, qui subit passivement l'influence de la conjoncture.

Pour mener à bien ce que je crois être votre projet de soumettre les banques à l'autorité de la BC, il me paraît indispensable comme je l'ai déjà dit d'obliger les banques à faire passer toutes leurs transactions, sans exception aucune (tant les DAV que l'épargne de leurs clients, notamment) par leur compte ouvert à la BC. Cela ne veut pas dire, bien sûr, que les banques ne pourraient pas choisir les bénéficiaires de leurs concours, mais le pas peut être vite franchi par la BC pour le leur imposer. Le contrôle de la quantité pourrait être très vite suivi du contrôle de la qualité. C'est la raison pour laquelle je redoute tant l'instauration d'un régime monétaire totalitaire, en régime authentiquement démocratique, évidemment.

Dans ces conditions, la contrepartie de la monnaie dans ces nouvelles banques serait de la monnaie centrale.

jb

23. *Rumbo dit :*
[4 juin 2008 à 16:07](#)

Très intéressé par tous les échanges. Étant bien occupé hors d'Europe, ce petit temps de lecture féconde, déjà, suffit à presque épuiser les quelques créneaux de disponibilité dont je dispose.

Aussi, voici une intervention de Louis EVEN dans une de ses interventions à la radio canadienne (relayée par 35 autres chaînes canadiennes durant les années 60).

Le propos et le sujet sont plus actuels que jamais et pourraient servir ici de — cadre de référence —, étant bien compris, je crois, que les participants à ce blog, sont fiables, non sectaires, avancés dans ce sujet crucial.

(À noter ou rappeler que : PIASTRE au Canada français veut dire: DOLLAR-canadien, mais le propos de Louis Even est universel).

L'ARGENT EST ESSENTIELLEMENT UN TITRE AUX PRODUITS ET AUX SERVICES

Secouer le non-sens financier

Fabriquer l'argent qui manque

Les piastres ne sont point des ordonnances du ciel

L'argent est fait pour payer, pour acheter. C'est essentiellement un titre donnant droit à des produits ou des services au choix. Ce titre est fait de chiffres. Chiffres gravés sur du métal, ou imprimés sur du papier, pour l'argent de poche. Chiffres inscrits dans des comptes de banque, pour le commerce et l'industrie.

La solution saute aux yeux. C'est de mettre l'argent au même pas que les produits : production abondante, argent abondant ; production facile, argent facile ; produits existant devant les familles en besoin, argent dans les familles devant les produits.

Lorsqu'on a tout ce qu'il faut, excepté l'argent, pour produire les biens, privés ou publics, demandés par la population, la solution logique, puisque seul l'argent fait défaut, c'est de faire l'argent qui manque et de procéder à la production. Mais entendre ainsi dire de faire l'argent quand il en manque, voilà un langage que beaucoup de gens trouvent encore étrange. On admet bien que si l'on manque de maisons il faut en bâtir, si l'on manque de vêtements il faut en fabriquer. Mais fabriquer de l'argent, cela paraît inouï. Il y a je ne sais quoi de sacré autour du mot argent — la chose 'pourtant la plus simple à produire quand ceux qui en ont l'autorité le décident. Aucune difficulté technique, simple question de décision.

On en a eu l'exemple en 1939. Depuis dix années, toutes les nations civilisées étaient dans ce qu'on appelait la crise. Pas une crise de produits, ni de bras, on avait trop de tout cela. Pas une crise de température ni de Providence : rien n'avait changé de ce côté-là. Mais une crise d'argent. Individus, compagnies, gouvernements, manquaient d'argent. On chômaît, faute d'argent pour payer le travail. On n'achetait pas, faute d'argent pour payer les produits. Pourtant, tous ces pays-là embarquaient dans une guerre majeure, et une guerre moderne majeure demande des milliards.

La magie de l'argent

C'est alors qu'on vit disparaître la magie de l'argent. Dans tous les pays en guerre, on fabriqua tout l'argent qu'il fallait pour conduire la guerre, au fur et à mesure qu'on en avait besoin, tant qu'on avait des hommes et du matériel pour faire la guerre. Le « pas d'argent », qu'on entendait tous les jours avant la guerre, ne fut pas prononcé une seule fois pendant la guerre. Quand l'Allemagne capitula, ce ne fut pas à cause du manque d'argent, mais à cause du manque d'hommes et de matériel pour continuer.

Comment donc le monde passa-t-il ainsi, subitement, de la crise d'argent à l'abondance d'argent pour la guerre ? Comment ? Mais en fabriquant l'argent qui manquait. Au Canada, dès la déclaration de guerre par un gouvernement à coffres_vides, ce gouvernement se fit faire 80 millions de dollars, et ça ne prit pas cinq minutes. D'autres millions suivirent, et l'on eut des milliards, tous les milliards voulus pour changer les chômeurs en soldats ou en fabricants de munitions, d'avions, de vaisseaux et autre attirail de guerre. Aux États-Unis, après Pearl Harbour, le président Roosevelt déclara qu'il ne permettrait pas au non-sens financier d'empêcher la nation de mettre tous ses hommes valides et tous ses moyens de production au service de la guerre.

Le non-sens financier, disait Roosevelt. Le non-sens financier, c'est la paralysie de la production et de la distribution de richesse pour manque de ces petites choses qu'on appelle piastres. Des piastres, qui ne sont point des ordonnances du ciel ; des piastres qui ne sont point une affaire compliquée à produire, puisqu'elles sont venues du jour au lendemain quand on a secoué le non-sens financier pour entrer hardiment dans la grande tuerie mondiale.

Pour avoir l'argent, ni le gouvernement canadien, ni aucun autre gouvernement en guerre n'envoya les hommes dans les mines d'or. Les hommes, c'était pour l'armée, pour les munitions, et un grand nombre de femmes aussi. Pour avoir l'argent, le gouvernement n'engagea même pas d'imprimeurs pour imprimer des dollars. C'est beaucoup plus simple que cela. Il demanda aux banquiers de lui faire de l'argent. En faire, mais oui. Depuis longtemps, les gens n'en avaient pas, ils ne pouvaient donc pas en épargner et en porter à la banque. Les coffres des banques étaient donc passablement à plat. Et pourtant il fallait des millions, il fallait des milliards. Pas d'autre solution que d'en faire.

Le compte de banque

Pour faire l'argent voulu, les banques n'eurent pas à inventer une nouvelle méthode. Elles employèrent simplement la même technique qu'elles emploient toutes les fois qu'elles prêtent de grosses sommes d'argent à des industriels ou à des corps publics. Dans ces occasions-là, elles font l'argent qu'elles prêtent ; elles créditent l'emprunteur sans débiter personne.

Vous savez tous ce que c'est qu'un compte de banque. Quand vous en avez un, vous pouvez payer sans sortir de l'argent de votre poche. Vous faites un chèque. Celui qui reçoit votre chèque peut le déposer à sa propre banque. Qu'arrivera-t-il ? Votre compte sera diminué, et le sien sera augmenté. Il n'y aura eu besoin ni d'or, ni d'argent blanc, ni de nickel, ni de piastres en papier — rien qu'une addition dans un compte et une soustraction dans un autre compte, et c'est aussi bon. C'est avec cela que marchent les grosses affaires. C'est avec cela qu'on a financé la guerre.

Mais, direz-vous, pour avoir un compte de banque, il faut épargner et déposer. C'est une méthode. Mais il y en a une autre, celle des emprunts.

Supposons que je sois un gros industriel. Je veux agrandir mon usine. Il me faudrait tout de suite \$100,000. Je vais à la banque. Je m'arrange avec le gérant pour un emprunt de \$100,000. Il me demande des garanties, évidemment. Mais je n'apporte pas un sou à la banque. Le gérant me signe un papier. Je vais au caissier. Je dépose ce papier. Le caissier ouvre son livre, à mon compte, et il inscrit à mon crédit \$100,000. Je sors de la banque avec un compte de \$100,000, sur lequel je pourrai tirer des chèques au fur et à mesure que j'aurai des paiements à faire. Voyez-vous : je n'ai pas fait ce compte-là par la méthode des épargnants. Sans apporter un sou à la banque, je sors quand même avec un compte de \$100,000, tout comme si j'avais apporté et déposé cette somme. Ce qui est remarquable encore là-dedans, c'est que pour me prêter cet argent-là, le banquier n'a pas sorti un sou de son tiroir ; et il n'a pas diminué d'un seul sou le compte d'un seul autre client. Tout le monde en a autant qu'auparavant, et moi j'ai \$100,000 de plus. Un beau \$100,000 enlevé à personne, sorti de nulle part, et maintenant dans mon compte. C'est un \$100,000 d'argent tout neuf, tout en chiffres, mais aussi bon que de l'or pour payer n'importe quoi. Ce \$100,000 a été fabriqué par le banquier, avec sa plume et une goutte d'encre, après qu'il a consenti à le faire. Une décision, un peu d'encre, et c'est tout. C'est là la fabrication de l'argent moderne; et seule la banque fait cela. Le gouvernement, qui manque toujours d'argent, ne fait pas cela; il est inférieur au banquier.

Évidemment, j'aurai à rembourser le \$100,000 au banquier ; même un peu plus à cause de l'intérêt. Quand je rembourserai, j'aurai retiré l'argent de la circulation; le fonds total à chèque dans le pays aura diminué de \$100,000 et un peu plus.

L'argent commence donc quand le banquier prête ce qu'il appelle des crédits, et qui est le principal argent moderne. Puis l'argent finit quand on le rembourse à la banque. Comme il faut que les remboursements soient plus gros que les prêts, il faut qu'il y ait continuellement des emprunts nouveaux, autrement il n'y aurait bien vite plus du tout d'argent. On vit donc avec de l'argent emprunté quelque part dans le système

bancaire, donc parce que des individus ou des compagnies ou, des corps publics s'endettent. Quand les prêts sont plus rapides que les remboursements, l'argent devient plus abondant. Quand les prêts deviennent plus difficiles et qu'il faut rembourser quand même, l'argent en circulation diminue, on appelle cela restriction du crédit. Si la restriction du crédit est aiguë et se prolonge, on appelle cela une crise, et le monde souffre devant une production possible abondante.

L'argent, un titre

L'argent est fait pour payer, pour acheter. C'est essentiellement un titre donnant droit à des produits ou des services au choix. Ce titre est fait de chiffres. Chiffres gravés sur du métal, ou imprimés sur du papier, pour l'argent de poche. Chiffres inscrits dans des comptes de banque, pour le commerce et l'industrie.

Vous connaissez d'autres chiffres, qui s'appellent prix. Eux sont inscrits sur les étiquettes qui accompagnent les produits. Les chiffres qui sont des prix viennent aussi vite que les produits et en rapport avec les produits. Mais les chiffres qui sont de l'argent, dans nos poches ou dans nos comptes de banque, ne viennent point du tout aussi vite que les produits ni en rapport avec eux. C'est pour cela que tout le monde se plaint. C'est pour cela que des gens se privent devant des produits abondants ; ou bien qu'ils s'endettent et prennent des années à payer ce qui se fabrique pourtant en quelques jours, parfois en quelques heures. C'est pour cela que les municipalités et les commissions scolaires et d'autres corps publics sont toujours aux prises avec du manque d'argent ou avec des dettes, ne pouvant pas taxer davantage des gens qui manquent déjà, d'argent pour faire vivre convenablement leurs familles. C'est pour cela que des maisons sont vendues pour les taxes. C'est pour cela que des produits agricoles se vendent mal ou pas du tout, alors qu'ils sont bons et désirés, parce que ceux qui les voudraient n'ont pas de quoi les payer. C'est pour cela qu'il y a des chômeurs, qui aimeraient pourtant bien travailler — et il y a tant de choses à faire mais on n'a pas de quoi les payer. C'est pour cela que les gens se chicanent partout, qu'ils cherchent à s'arracher les uns des autres l'argent qui est trop rare, alors qu'ils ne se chicanent jamais autour des produits dans les magasins, parce que ces produits sont abondants.

La solution saute aux yeux. C'est de mettre l'argent au même pas que les produits : production abondante, argent abondant ; production facile, argent facile ; produits existant devant les familles en besoin, argent dans les familles devant les produits.

Argent social

Pour cela, il faut que le volume de l'argent et sa mise en circulation soient une affaire sociale, non pas une affaire dépendant de profiteurs, de banques qui maintiennent l'argent difficile et conditionné par elles, de sorte qu'on soit toujours obligé d'aller à leurs portes s'endetter et les engraisser d'intérêts.

C'est pourquoi nous demandons que l'argent soit mis au monde, selon les besoins et selon la production, par une banque nationale, ou un organisme national, existant pour le service et non pour le profit ; tout comme la justice et les autres ministères publics existent pour le service de la nation et non pas pour le profit personnel des ministres ou des juges

Mais les contrôleurs actuels de l'argent et du crédit tiennent à garder leurs privilèges et leur pouvoir. Ils exercent de grosses pressions contre tout changement. Tant qu'il n'y aura pas de la part du peuple une pression plus forte, ça ne changera pas. C'est pourquoi nous demandons à tous les citoyens, de n'importe quels partis, de s'unir et de faire sur les gouvernements des pressions croissantes et répétées pour que, sentant la force du peuple plus que celle des financiers, ils fassent sauter une fois pour toutes le

non-sens financier, pour que l'argent soit rendu conforme à la production et serviteur des individus, des familles, des corps publics. Ce sera la plus grande réforme de tous les temps, et elle vaut tous nos efforts.

LOUIS EVEN

24. *Stilgar dit :*
[4 juin 2008 à 16:31](#)

@ Jean Bayard

Mon idée (en fait celle d'Allais, que je défends ici) n'est pas du tout de soumettre les banques à l'autorité de la BC, mais de leur donner un rôle de conseil et d'intermédiaire auprès des emprunteurs (ménages et entreprises), tout en laissant à la BC, le rôle de seul émetteur de monnaie permanente et de monnaie temporaire (monnaie de crédit).

Les banques commerciales n'auraient pas à demander l'avis d'une instance supérieure (la BC) pour accorder un crédit (c'est leur "risque" en tant que banques commerciales et elles seraient responsables sur leur fonds propres, mis à part la possibilité d'assurance ou de mutualisation des risques de non remboursement), mais elles auraient simplement de se financer auprès de la BC pour un terme identique (et donc si nécessaire avec des taux d'intérêts différents suivant la durée du prêt) si elles ne disposent pas des apports de l'épargnant.

Pour l'Etat, c'est différent: la monnaie créée et prêtée directement par la Banque Centrale à l'Etat ou aux collectivités publiques ne doit financer que des dépenses d'investissement, d'aide à des secteurs à vocation d'intérêt collectif tels que l'éducation, la santé et la protection de l'environnement, et en cas de crise ou de catastrophe naturelle. A l'exception de cela, les dépenses de fonctionnement et d'amortissement doivent être financées par les recettes fiscales.

Permettre à la BC le contrôle de la quantité n'a rien à voir avec celui de la qualité et ne crée pas pour autant un risque de totalitarisme.

Enfin, toute la monnaie en circulation serait donc de la monnaie émise par la banque centrale, tous les intérêts "de base" revenant ainsi à la collectivité.

25. *Jean Jégu dit :*
[4 juin 2008 à 19:35](#)

@ Jean Bayard. (1 et 2 juin)

Oh là ! Mon commentaire arrive bien tard ...

Je me concentrerai sur les points où nous apparaissions (ou sommes) en désaccord. (il y a aussi beaucoup de vues communes !)

Pour la monétisation des devises étrangères (A.2.b - deuxième paragraphe), je ne vois pas de réel désaccord sur la phrase : « On peut dire maintenant que c'est la BC qui a créé la monnaie dont dispose le vendeur des devises. » Mais je me pose une question. Si un client dépose, par exemple, 10 000 \$ au guichet de sa banque X, son compte reçoit aujourd'hui 6 466 € (oublions les agios). La revente à la Banque Centrale apporte également 6 466 € (en monnaie centrale) sur le compte de la banque X tandis que les dollars passent à l'actif de la BC. Le client initial a reçu son dû. La banque X aussi, mais elle a en plus et dans le même temps reçu un droit à émission monétaire puisque, si le taux de couverture effectif est de 20 %, la couverture requise par le client initial n'est que de $6\,466 \times 0.20 = 1\,293$ €. Il y a donc une marge de $6\,466 - 1\,293 = 5\,173$ € en monnaie centrale. Ces 5 173 € sont capables de "couvrir"

25 865 € de nouveaux prêts ! Est-ce que cela, Jean, est exact ? Si oui, les dollars initiaux continuent d'exister, la masse monétaire en dollars est donc inchangée, mais la masse monétaire en euros est augmentée de 6 466 € et même, potentiellement, de $6\,466 + 25\,865 = 32\,331$ €. C'est beaucoup et tout cela grâce à la couverture à taux réduit à 20 % !

Cela nous ramène à ce fameux taux de couverture de 100 % qui a, en effet, ma préférence. Sans rentrer dans des détails comptables, il semble que ce soit non seulement possible mais probablement nécessaire car la moindre possibilité de "monnayage" hors de la Banque Centrale (de "faux-monnayage" dirait Maurice Allais) serait une ouverture par laquelle tout le système bancaire se réintroduirait pour créer à nouveau "sa" monnaie.

D'un point de vue conceptuel, parler de couverture à 100 % est probablement mal adapté. En effet, ce qui est désiré c'est une monnaie qui soit en "monnaie centrale". M1, aujourd'hui confondu avec M0 au niveau des pièces et billets en circulation dans l'économie, devrait l'être aussi au niveau des comptes de dépôts. M1 et M0 ne seraient plus que deux noms pour la même réalité. Appelons celle-ci M et gérons la correctement. Il n'y plus lieu de parler de couverture. Mais ce propos relève du niveau B. dans notre canevas. Ne devrions-nous pas nous limiter davantage au niveau A, c'est à dire à la description de ce qui est actuellement, de manière à aboutir à un certain consensus. Personne n'évoque le A.2.b premier paragraphe : la monétisation des actifs et la démonétisation des dettes des banques. C'est pourtant un point majeur pour la compréhension d'ensemble.

J'ai encore à répondre à la question : « La deuxième proposition semble faire resurgir la théorie du multiplicateur que la première semblait avoir enterré. Est-ce que je me trompe ? ». En fait, il faut retenir ma première proposition puisqu'elle semble plus claire. « Ce n'est pas M1 qui est piloté par M0 mais M1 qui force M0 autant que de besoin. En d'autres termes, les banques sont devenues incontrôlables par la Banque Centrale... ». Concernant le mot "démultiplication", il rappelle en effet le mot "multiplicateur". Stilgar a fait justement remarquer que l'on peut tout aussi bien parler de "diviseur". Là aussi, gardons-nous de nous épuiser en de faux débats, la réalité étant un peu plus complexe que ne le disent chacun de ces mots dans leur sens strict. Si on dit que M1 résulte de la multiplication de M0 par le multiplicateur k , soit $M1 = k.M0$, on laisse entendre que, la Banque Centrale émettant M0, elle pilote ipso facto M1, alors, j'en suis bien d'accord, la théorie du multiplicateur est fautive. Je préférerais dire que M0 résulte de la division de M1 par le diviseur k soit $M0 = M1/k$; ceci veut dire que les banques contrôlent M0. C'est également discutabile puisqu'on sait bien que c'est la Banque Centrale qui émet les espèces et gèrent les comptes des banques sur re-financement de celles-ci. Je propose de ne plus utiliser "démultiplication" si cela prête à confusion ; nous pourrions parler de proportionnalité entre M1 et M0, mais là aussi il n'y a pas proportionnalité simple et automatique. Le coefficient k lui-même est en partie modifiable par l'une ou l'autre des parties : la Banque Centrale par les Réserves Obligatoires ; les banques par la pression pour réduire l'usage des billets.

26. [Jean Bayard dit :](#)
[5 juin 2008 à 10:57](#)

@ Stilgar

Vous avez raison, si on limite strictement le rôle de la BC au contrôle de la seule quantité émise. Mais, j'ai eu il y a quelques mois seulement, un entretien avec un partisan résolu de la couverture à 100%, et je puis vous assurer qu'il ne cachait pas ses intentions sur les prolongements coercitifs (choix des bénéficiaires et modalités d'utilisation) qu'il en attendait. En ce qui me concerne, je préfère à votre solution, celle de la couverture du risque d'insolvabilité par la BC (s'appuyant évidemment sur les banques), car elle serait me semble-t-il tout aussi efficace et d'application certainement plus libérale. Elle est de plus facile à mettre en œuvre.

Dans l'hypothèse où la Fed aurait couvert le risque d'insolvabilité des crédits accordés par les banques américaines, elle aurait réglé les taux pratiqués (là où elle a failli, de mon point de vue) et la crise des « subprime » aurait pu être évitée. C'est mon avis.

Je terminerai par une remarque qui me paraît importante : la quantité de monnaie en

circulation est sur-abondante quand il s'agit des transactions financières et elle est insuffisante quand il s'agit de celles de la sphère réelle. J'attire une nouvelle fois votre attention sur les parkings monétaires qui jouent un rôle prédominant dans l'alimentation en monnaie de la sphère réelle.

@ jean Jégu

Voici mes réponses aux 3 questions dont nous débattons :

1) La monétisation des devises.

Sur le schéma des opérations, je n'ai rien à dire puisque c'est exactement ce qui se passe « sur le terrain ». Mon désaccord porte sur le droit à émission (ce sont tes termes) que tu prêtes aux banques sous condition de détenir de la monnaie centrale.

Les réserves obligatoires, de mon point de vue, sont constituées a posteriori, ce qui a pour conséquence de laisser aux banques le libre exercice de l'émission monétaire. Je te rappelles ce que tu dis par ailleurs : « Ce n'est pas M1 qui est piloté par M0 mais M1 qui force M0 autant que de besoin ».

Toutefois, si le droit à émission se situe ici dans la perspective de la couverture à 100%, j'abandonne ma position. Il ne s'agit peut-être que d'une erreur de formulation.

2) Taux de couverture à 100%

Je pense que ma réponse à Stilgar, au-dessus, répond à ta demande. Je crois avoir déjà décrit sur ce blog quelques réserves sur l'application de la mesure, ajoutant que vous aurez des difficultés d'application (insurmontables ?) si vous choisissez un taux de couverture inférieur à 100%. Sur le principe, je n'ai rien à dire, l'objectif du contrôle de l'émission monétaire conduisant sûrement à la faculté de régulation de la monnaie.

Tu fais bien de faire remarquer que personne n'a relevé le A.2.b relatif à la monétisation des actifs bancaires et à la démonétisation de leurs passifs (dettes). Comme il en est des parkings monétaires, cela ne figure dans aucune publication connue. A mon sens, la couverture à 100% résout le problème, à la condition impérative que les banques fassent passer toutes leurs transactions (recettes et dépenses), sans exception, par leur compte à la BC. Ainsi, les banques n'ont plus qu'à gérer la monnaie dont la BC est la seule dépositaire (scripturale).

3) La théorie du multiplicateur

Avec la couverture à 100% les problèmes soulevés ici disparaissent. Je n'ai donc plus rien à ajouter.

jb

27. A-J Halbecq (Stilgar) dit :

[5 juin 2008 à 11:28](#)

@ Jean Bayard

Je réponds sur les points sur lesquels vous "m'interpellez"

Je ne propose pas de limiter strictement le rôle de la BC au contrôle de la seule quantité émise: je propose également qu'elle détermine le taux d'intérêt (variable suivant la durée du prêt) auquel elle fournit la monnaie aux banques devenues "intermédiaires".

Elle garderait également son rôle de "gendarme" du système bancaire et d'application des règles prudentielles qu'elle souhaiterait introduire.

Il ne s'agit en aucun cas de couverture à 100%.

Je suis d'accord avec vous que dans l'hypothèse où la Fed aurait couvert le risque

d'insolvabilité des crédits accordés par les banques américaines la crise des « subprime » aurait pu être évitée. Mais "ma" proposition va beaucoup plus loin que de vouloir éviter les crises. Elle est de rendre à l'ensemble de la collectivité les intérêts payés par les bénéficiaires de la création monétaire.

Je ne suis pas tout à fait d'accord avec votre affirmation " la quantité de monnaie en circulation est sur-abondante quand il s'agit des transactions financières et elle est insuffisante quand il s'agit de celles de la sphère réelle. " ... L'immobilier et l'art par exemple sont bien "la sphère réelle", et la quantité de monnaie (ou plutôt la facilité d'accès au crédit) a bien servi à toutes les classes "aisées" de la société pour créer une "inflation des actifs" qui a abouti à ce que les moins aisés n'aient même plus les moyens de se loger...

28. [Bayard Jean](#) dit :
[5 juin 2008 à 13:20](#)

@ A-J Holbecq

A propos du dernier paragraphe de votre post, en ce qui concerne l'immobilier et les oeuvres d'art, je crois qu'il est bon de préciser que la sphère réelle, c'est-à-dire l'activité de production, est affecté lorsqu'il s'agit de production de biens nouveaux pour leur valeur totale ; mais lorsqu'il s'agit de biens existants, seuls les taxes, honoraires, commissions et autres frais entrent en compte. Mais, en ce qui concerne les transactions financières, je pensais principalement aux opérations spéculatives qui ne manquent jamais de monnaie. Et, dans le cas plus général de l'activité de production, c'est l'épargne bancaire qui est responsable du manque de monnaie au sein de la sphère réelle, puisqu'elle ne circule pas (parkings monétaires). Il semble que mes positions sur la contrepartie des dépôts bancaires à vue et à terme ne soit pas comprise. Les difficultés que nous avons à nous entendre, proviennent me semble-t-il de notre formation, scientifique (je présume) pour vous, technique pour moi. Mais comme nous poursuivons les mêmes buts : réduire et supprimer progressivement la misère humaine, je pense que nous devrions arriver à nous comprendre.

jb

29. [A-J Holbecq \(Stilgar\)](#) dit :
[5 juin 2008 à 15:24](#)

@Jean B.

Je voulais seulement signaler que même si la vente et revente avec de confortables plus values d'un immobilier ancien ne rentre pas dans le calcul du PIB et de l'inflation il a quand même un effet sur la sphère réelle pour ceux qui doivent se loger.

Mais le problème n'est pas là (dans notre débat, ici) et je suis d'accord avec vous que les opérations spéculatives semblent ne jamais être à cours de monnaie. Je vais vous dire que je pense que la sphère réelle ne manque pas de monnaie et que penser que de l'argent "stationne" dans des parkings monétaires ne me gêne pas trop. En effet, on remarque un véritable ralentissement de la vitesse de rotation de la monnaie depuis l'euro et j'avoue que je ne m'explique pas bien les raisons de ce phénomène (peu d'inflation "officielle" peut être ? ... si vous avez un avis, il est le bienvenu)

Fondamentalement, je pense que si la monnaie n'est pas utilisée à la production ou à l'achat c'est plutôt un bien pour notre société qui n'a pas besoin d'augmentation du PIB en ce qui concerne la production de biens, mais une meilleure répartition de cette production, car ce type d'augmentation du PIB (qui fait produire sans chercher à définir d'abord l'utilité de la production, quand ce n'est pas y introduire de la fragilité pour augmenter la production) est extrêmement néfaste pour notre survie à tous. Je dirais: "vive les parkings longue durée"...

A mon sens le problème de notre société n'est pas le manque de monnaie, ni le ralentissement de sa circulation: c'est la mauvaise répartition entre ses différentes classes et, plus intuitivement, le rôle néfaste de la publicité, de cette pensée imposée du "toujours plus de biens"... (lire à ce sujet le livre d'Hervé Kempf "Comment les riches détruisent la planète")

30. *Laurent S dit :*

[5 juin 2008 à 15:52](#)

Pour continuer le débat sur le point du taux de couverture à 100%. Voici comment je vois sa concrétisation.

On reprend tout d'abord la distinction entre les banques de dépôt et les banques de prêt. Les banques de dépôt ne font que proposer des moyens de paiements (chèque, carte bleue) et ne gèrent que des dépôts à vue. Je verrais d'ailleurs un monopole public pour ce service indispensable à la vie courante, ce qui permettra d'abord de faire des économies d'échelle (la sécu est bien moins chère que la plus compétitive des mutuelles ou assurances maladies), de rationaliser (il y a dans mon quartier 5 distributeurs automatiques de billets dans un rayon de 100 m, c'est dire qu'on n'y fait jamais la queue) et puis l'Etat pourra utiliser cet argent comme fonds de roulement comme c'est actuellement le cas avec les dépôts de la Banque Postale, ex-PTT.

Ensuite les personnes qui ont un compte courant bien garni pourront placer une partie dans les banques de prêt. Celles-ci proposeront des produits règlementés (Livret A, PEL,...) et leurs propres produits. Elles financeront les intérêts et leurs bénéfices en prêtant l'argent déposé à des entrepreneurs, des particuliers, des spéculateurs,... Sachant que pour chaque euro d'emprunt restant à rembourser elles devront avoir en dépôt un euro, c'est le taux de couverture à 100%. Bien sûr un crédit étant aussi un dépôt, si j'emprunte 100 à une banque A, je peux aussi les placer dans une banque B qui pourra octroyer 100 de nouveau crédit,... sauf que l'intérêt de l'emprunt étant supérieur à l'intérêt du placement, ces optimisations de la trésorerie des entreprises et des banques auront toujours un impact limité sur la masse monétaire et n'enrichiront pas celui qui jouera avec.

Si les banques veulent financer plus de prêts qu'elles n'ont d'argent en dépôt, alors elles auront le choix d'emprunter aux autres banques ou à la banque centrale (BC). Une loi détermine les différents niveaux de taux que propose la BC en fonction de l'objet de l'emprunt (logement, éolienne, centrale à charbon, spéculation, ...). Bien sûr la BC, ou le gouvernement ont une marge de manœuvre pour adapter ces différents taux en fonction de l'état de surchauffe ou de crise de l'économie.

La BC ne sert plus de prêteur de dernier ressort pour ces banques : si elles font des crédits pour des projets insolubles, elles courent à la ruine et comme le taux de couverture est de 100% cette banqueroute ne ruine que les personnes qui ont déposé leur argent à ces banques et non pas l'ensemble du système financier. Les banquiers apprendront ainsi vite ce que cette solidarité totale envers l'emprunteur peut leur coûter en cas de bulle spéculative...

Comme le rôle des banques de prêts est de s'assurer de la viabilité d'un emprunt et d'aider l'emprunteur dans son investissement, on considère que si elles sont obligées de se financer à la BC, c'est qu'il n'y a pas assez d'argent en circulation par rapport à la quantité de biens et services disponibles. La BC crée alors l'argent nécessaire à ces emprunts et à la fin de leur remboursement, elle le reverse à l'Etat, voire aux collectivités locales, voire aux individus (cela prend alors la forme d'un revenu d'existence) après un certain délai. Ce délai permet d'introduire un effet contra cyclique à cette création monétaire : la BC l'allonge à 3 ans en cas de surchauffe de la croissance économique ou le réduit à 1 an en cas de forte poussée du chômage. Ainsi le système économique ne repose plus sur une monnaie de dettes sans pour autant que les élus du peuple ne décident seuls du montant de la création monétaire : celle-ci devient une conséquence de leur politique économique et sociale. Quant à l'usage que fera l'Etat de cette manne financière, je crois qu'il est vain de forcer à le restreindre à des

« investissements » tant il y a de manières de présenter un budget.

Dans le système de monnaie de dettes actuel, la rareté de l'argent permet de limiter la consommation et l'inflation (mais aux dépens essentiellement des chômeurs), je n'arrive pas à concevoir si ce sera encore le cas avec ce système monétaire. Même si on pose le principe que l'argent est créé en fonction de la disponibilité de biens et services supplémentaires, comme la société ne sera plus endettée, la consommation, l'inflation, le déficit du commerce extérieur ne vont-ils pas s'envoler ? La dette est comme la peur du père fouettard, elle nous oblige à être raisonnables, mais celle-ci disparue, devient-on pour autant un libertin ?

Enfin je crois toujours que ce système monétaire, comme n'importe quel autre, ne pourra être efficace sans politique de contrôle des changes, et de droits de douanes, des instruments que l'on retrouve toujours de manière implicite dans les expériences de monnaies locales : l'argent doit servir à la production de richesses locales, on le crée pour nous, pas pour les autres.

31. [Jean Bayard dit :](#)
[5 juin 2008 à 17:22](#)

@ Stilgard

Je n'ai malheureusement pas d'avis sur les causes du ralentissement de la vitesse de circulation de la monnaie (en France ?), car je ne dispose pas des éléments qui entrent dans son calcul. J'ai la manie de toujours vouloir vérifier les calculs moi-même, sans doute par déformation professionnelle !

J'ajouterai que la vitesse de circulation à mon avis n'est pas significative puisqu'elle ne distingue pas l'activité de production de l'activité financière et monétaire.

Pour ce qui est de la présence de l'épargne bancaire dans les parkings monétaires, je crois qu'ils ont une incidence à la baisse sur l'activité de production d'autant plus forte que le crédit qui pourrait la réduire est insuffisant. L'épargne produit un effet de frein, tandis que le crédit fait effet d'accélérateur; c'est le résultat de mes travaux de recherche.

A mon avis, notre société a besoin que le PIB augmente : parce que son augmentation est aussi celle des revenus, et sans elle il n'y a ni croissance ni relèvement du pouvoir d'achat. Tout le problème se trouve alors dans la répartition des revenus entre les différents agents, et là je vous rejoins. Mais, la répartition qui résulte de conflits, disons sociaux, ne peut être que plus difficile en période de contraction du PIB (des revenus, donc) qu'en période de croissance (de relèvement des revenus et du pouvoir d'achat). Les tentatives faites actuellement sur les prix pour dégager du pouvoir d'achat au bénéfice de la population ont un impact sur la répartition des revenus à activité comparable, mais n'ont pas d'effet direct sur les revenus, sauf si pour obtenir la baisse des prix il faut abaisser les salaires ou améliorer les rendements du personnel, dans les grandes surfaces par exemple, ce qui est malheureusement trop souvent le cas et inadmissible. Mais là, nous abordons un autre sujet. Les conséquences de l'égalité, généralement admise du PIB et des revenus, et leur lien, semblent passer totalement inaperçues. Je ne sais pourquoi.

jb

32. [A-J Holbecq \(Stilgar\) dit :](#)
[5 juin 2008 à 17:55](#)

Jean B.

L'épargne produit un effet de frein, tandis que le crédit fait effet d'accélérateur ; c'est le résultat de mes travaux de recherche.

Je suis tout à fait d'accord, au moins intuitivement (je n'ai pas approfondi ce sujet).. ça me semble d'ailleurs rejoindre l'idée de la monnaie fondante (par "timbre" ou simplement par l'inflation), et ça rejoint la notion de vitesse de rotation de la monnaie ($PIB/M1$)... je parlais de la zone euro dans mon intervention précédente.

Nous sommes un peu hors sujet en ce qui concerne le PIB (augmentation ou diminution). Je pense seulement que le PIB est un très mauvais thermomètre... et qu'on peut donc avoir plus de "bonheur" avec moins de PIB. Mais si on reste sur le PIB, à PIB constant, c'est la répartition des richesses (qui ne sont pas toujours comptabilisées dans le PIB) qu'il faut privilégier...

AJH

05 06 2008 La création de la monnaie... et nous

Publié par [Paul Jorion](#) dans [Economie](#), [Monnaie](#), [Philosophie des sciences](#)

Je ne savais pas où je mettais les pieds quand, le 7 février, dans mon premier billet consacré à la monnaie [Le scandale des banques qui « créent » de l'argent](#) je remettais en question la notion de *création ex nihilo* de monnaie par les banques commerciales.

Depuis le début février, j'ai rédigé 15 billets spécifiquement consacrés à la question de la monnaie, et à l'heure où j'écris, le débat a suscité de votre part 296 commentaires (moins la poignée qui ont été rédigés par moi).

Nous ne perdons pas notre temps parce que nous avançons. Parfois à petits pas et parfois à grands pas. Nous ne sommes toujours pas entièrement d'accord mais nous le serons : j'en suis convaincu.

Ce que nous faisons est relativement unique (il y a des précédents, entre autres au XVIII^e siècle avec les premiers développements du calcul des probabilités dans le cercle du duc de Roannez et aux débuts de la mécanique quantique) : une entreprise collective de découverte qui – comme certains l'ont souligné – est toujours courtoise et motivée par le seul souci de comprendre.

Cette question de la création monétaire n'a pas été comprise par les professionnels de la finance et ils ont fait pire : ils ont produit, sous l'égide de Milton Friedman, une théorie « monétariste » complètement fautive – un pur produit idéologique – et à ce point admise qu'une grande partie de nos efforts consiste simplement à en éliminer toutes les implications.

Ceux que j'appellerai les « amateurs éclairés » sont intervenus pour se coltiner avec les innombrables anomalies des théories admises : les *intellectuels*, les *matheux*, les *cérébraux* (souvent ingénieurs) et ils ont consenti un énorme travail mais – et c'est ce qui m'a conduit à intervenir en février – sans résoudre non plus tous les problèmes et... en engendrant parfois les anomalies de leurs propres théorisations.

Ce que j'ai fait – et que je continuerai de faire, jusqu'à ce que nous soyons parvenus au but – c'est jouer à la mouche du coche et (jouant sur les assonances) dire : « Ici, ça cloche encore », en tentant de jeter un pont entre les connaissances que les *professionnels* ont accumulées sur le processus de création de la monnaie et celles que les *amateurs éclairés* leur ont heureusement ajoutées !

Nous n'y sommes pas encore mais nous y sommes presque ! J'ai pensé qu'une petite dose d'auto-congratulation était d'ores et déjà amplement méritée.

Ce bulletin a été publié le Jeudi 5 juin 2008 02:34 et est classé dans [Economie](#), [Monnaie](#), [Philosophie des sciences](#) Vous pouvez suivre les réponses à ce bulletin avec le fil [RSS 2.0](#). Vous pouvez [répondre](#), ou faire un [rétro-lien](#) depuis votre site.

16 réponses à "La création de la monnaie... et nous"

1. *Emir Abel dit :*
[5 juin 2008 à 07:59](#)

A ce sujet, je ne peux que chaudement vous recommander la lecture du bouquin de A.-J. Holbecq et P. Derudder (préface E. Chouard) [La dette publique, une affaire très rentable. A qui profite le système ?](#) qui, comme son titre ne l'indique pas, explique dans le détail les mécanismes de création monétaire et les liens avec la dette publique, de façon claire et très pédagogique.

Sans enlever en rien les mérites de ce blog et l'action initiée, il me semble qu'une grosse partie du travail est déjà fait et disponible dans ce livre.

2. *A-J Holbecq (Stilgar) dit :*
[5 juin 2008 à 08:40](#)

Merci Emir Abel,

Mais il faut aussi remercier Paul de nous pousser à affiner nos explications, et souvent de nous imposer de les présenter sous des angles différents. Les diverses interventions de plusieurs intervenants ont été très précieuses: soit elles ont montré que ce système de création monétaire était loin d'être admis ou compris, soit elles ont permis à des spécialistes (même "amateurs") de préciser, d'affirmer ou d'infirmer certaines explications.

Il reste qu'il manque encore, à mon sens, une explication simple et directement assimilable (mais qui ne fasse pas fuir les universitaires ou les banquiers centraux ou non) à l'usage d'un public initialement peu averti.

AJH

3. *Paul Jorion dit :*
[5 juin 2008 à 17:08](#)

C'est cela qui me fait dire que nous y sommes presque : nous n'avons pas encore

une explication simple et directement assimilable (mais qui ne fasse pas fuir les universitaires ou les banquiers centraux ou non) à l'usage d'un public initialement peu averti

4. *Emir Abel dit :*
[5 juin 2008 à 19:07](#)

Je crois que la vraie question, une fois que nous sommes globalement d'accord sur l'explication, c'est de déterminer comment diffuser le message afin que la majorité de nos concitoyens prennent conscience de la réalité (qu'ils prennent la pilule rouge. Ceux qui ont vu le film "Matrix" comprendront ...).

La forme du message ne peut certes pas être la même pour tout le monde.

Pour les universitaires et les banquiers, le livre cité plus haut en référence par exemple devrait largement suffire. Si ce n'est pas le cas, c'est qu'ils sont soit de mauvaise foi (et que le système leur convient) soit qu'ils sont dans la dénégation (car ils refusent la réalité) et on ne peut pas faire grand-chose.

Pour la grande majorité de nos concitoyens, je crois qu'il faut arriver effectivement à trouver "une explication simple et directement assimilable". Il faut trouver un slogan, une idée "marketing" qui frappe les esprits. Ce n'est pas facile, je le concède.

Une association d'éducation populaire comme ATTAC par exemple aurait pu (aurait dû) s'emparer de cette thématique, en faire son cheval de bataille principal (sinon unique) au lieu de s'éparpiller sur des milliers de thématiques (au prétexte que tout est dans tout ?) et de s'entre-déchirer pour des questions de pouvoir politique.

Enfin, le lobbying auprès de certains hommes politiques doit pouvoir, à terme, être efficace et permettre que l'un d'entre eux s'empare du sujet et le porte en avant ?

En attendant d'autres moyens intermédiaires sont envisageables comme par exemple jouer au "troll" sur Internet mais de façon intelligente et positive en renvoyant les intervenants sur

des sites pertinents comme <http://www.chomage-et-monnaie.org/>

5. [A-J Holbecq \(Stilgar\) dit :](#)
[5 juin 2008 à 20:57](#)

@Emir Abel

Je ne pense pas que notre bouquin soit à destination des universitaires et des banquiers (ceux là liront Chaîneau, Maris, Plihon, Allais, ... pour ne citer qu'eux), mais plus à destination d'un public éclairé, qui est celui qui s'intéresse au fait monétaire et se pose la question "pourquoi cette dette publique?"

Au "reproche" qui nous est fait concernant le titre (qui a trait à la dette, alors qu'1/3 du livre tente d'expliquer la monnaie et le système bancaire), c'est simplement parce que nous ne pouvons expliquer nos positions quand à la dette sans parler et expliquer auparavant la création monétaire et le système bancaire (éclairage nécessaire également pour permettre de comprendre nos propositions), car tout le monde, hélas, ne lis pas le blog de Paul Jorion ;-).

6. [Leduc dit :](#)
[6 juin 2008 à 02:37](#)

Bonjour à tous, depuis quelques temps j'essaie de suivre un peu ce qui se passe sur ce blog. Pour ma part je n'ai que peu de connaissance dans le domaine de la finance ou économique en général (une année d'économie en seconde au lycée), je possède un bac S, j'estime avoir une intelligence normale (un QI au dessus de 100), enfin je veux dire que je suis un citoyen lambda avec un sens commun pas trop mauvais et assez débrouillard 😊 Moi, en tant que profane, si vous arrivez à publier un article définitif et récapitulatif sur la monnaie et toutes ses modalités de création, l'épargne, les banques centrales, les banques commerciales, etc, et bien ma foi je me ferais un plaisir de vous donner un bien modeste et humble avis 😊 J'imagine que ce ne doit pas être facile de concilier un vocabulaire et une terminologie trop technique et à la fois un souci de vulgarisation peut-être pour ceux qui n'ont pas forcément les connaissances nécessaires. J'espère et reste intimement convaincu que vous pourriez développer des idées qui pourraient être comprises par un plus grand nombre sans pour autant que cela soit excessivement simplifié.

7. [Jean Jégu dit :](#)
[6 juin 2008 à 09:55](#)

@ Leduc

C'est très bien d'essayer de suivre ; je vous en remercie car nous écrivons pour cela. Mais, je voudrais quand même attirer votre attention et celle des lecteurs en général. Bien sûr, le mieux serait que l'un ou l'autre d'entre nous rédige un "post" clair et précis de deux tiers de page qui permettrait à tout esprit normalement constitué de comprendre monnaie et finance. De la même manière, si la méthode marche, que quelqu'un nous écrive, en deux pages au plus, « un article définitif et récapitulatif » comme vous le dites, qui permettrait à tout un chacun de bien appréhender les mathématiques : algèbre, géométrie, trigonométrie, calcul différentiel et intégral, probabilités, matrices et tenseurs, et théorie des ensembles naturellement ! Non ; ce n'est pas possible. Il faut aussi que chacun se prenne par la main, choisisse des livres à son niveau et accepte d'y consacrer du temps. L'affaire le mérite.

8. [A-J Holbecq \(Stilgar\) dit :](#)
[6 juin 2008 à 10:26](#)

Bonjour

On peut déjà commencer par isoler ce qu'ont écrit des spécialistes, non ?

Ci dessous, de Dominique Plihon, « La monnaie et ses mécanismes » (éd. La Découverte – ISBN

2-7071-3185-7 - 2000). Dominique Plihon est professeur d'économie à l'université Paris Nord où il dirige le DESS « Banque, finance, gestion des risques » après avoir occupé la fonction d'économiste à la Banque de France et au Commissariat général du Plan.

P4: « La monnaie est d'abord créée par les banques, à l'occasion de leurs opérations de crédit, en réponse aux besoins de financement des agents déficitaires, les entreprises en particulier. Ces dernières utilisent cette monnaie pour payer les salaires. Les salariés ne dépensent pas immédiatement leurs encaisses monétaires, car la monnaie permet de différer l'utilisation des ressources d'une période à l'autre ... »

P6: « Actuellement la monnaie est essentiellement scripturale, c'est-à-dire constituée d'avoirs matérialisés par une inscription sur des comptes bancaires ou postaux (...) . Les banques ont le monopole de la création de monnaie scripturale tandis que la monnaie fiduciaire est émise par la banque centrale. Cette "monnaie centrale" représente près de 10% du total des encaisses des agents non financiers (entreprises, ménages, administrations), principalement sous la forme de billets... »

P13: « Le développement de la monnaie scripturale dont la part dans les moyens de paiement (M1) est passé de 58% à 87% de 1960 à 1998, s'explique également par des qualités de commodités (...) La monnaie scripturale figure au passif du bilan des établissements habilités à gérer celle-ci. »

P19: « La monnaie créée se concrétise par une inscription au compte du client emprunteur qui figure au passif du bilan bancaire ; la contrepartie est inscrite à l'actif à un poste créance sur le client. Le remboursement du crédit aboutira, de façon symétrique, à une destruction de monnaie en diminuant à la fois l'actif et le passif du bilan bancaire. La masse monétaire, constituée essentiellement par la monnaie scripturale, s'accroît lorsque les flux de remboursements sont inférieurs aux flux de crédits nouveaux (...) Les banques commerciales collectent également de l'épargne ; la part des crédits financés sur épargne ne participe pas, par définition, à la création de monnaie. »

P20: « L'émission de billets est le monopole de la Banque centrale, souvent qualifiée pour cette raison "d'institut d'émission", les banques, de leur côté, ont le monopole de la création de monnaie scripturale... »

P 42: « La création monétaire est le privilège des banques : celles-ci créent de la monnaie en "monétisant" leurs créances et en émettant des dettes qui ont la particularité d'être acceptées comme moyens de paiement. La plupart du temps, les créances bancaires correspondent à des crédits : il s'agit de monnaie de crédit, créée ex-nihilo par les banques à l'occasion de leurs prêts ».

Je rajoute: "la monnaie ainsi créée sous forme de crédit circule à son tour et devient, pour certains, une épargne qu'ils peuvent à leur tour prêter."

Est-ce que "l'homme de la rue" (ce n'est pas péjoratif) comprend ceci ?

9. *Emir Abel dit :*
[6 juin 2008 à 12:17](#)

@Stilgar

"Est ce que "l'homme de la rue" comprend ceci ?"

Je crains que non. C'est bien là tout le problème

@Jean Jégu

"le mieux serait que l'un ou l'autre d'entre nous rédige un "post" clair et précis de deux tiers de page qui permettrait à tout esprit normalement constitué de comprendre monnaie et

finance"

Cela a déjà été fait remarquablement, me semble-t-il, par vous même ici :

<http://pagesperso-orange.fr/jegu.jean/navirapid.html>

10. [Jean Jégu dit :](#)
[6 juin 2008 à 15:38](#)

@ Emir Abel.

Et pan sur le bec ! Merci quand même et très sincèrement pour votre amabilité . JJ

11. [Leduc dit :](#)
[6 juin 2008 à 23:12](#)

J' y vois un peu plus clair. Ce blog, les extraits de livres, l'article de Jean dégrossissent pas mal le terrain pour le "profane" 😊

Franchement, ce qui ressort de tout cela, c'est que le terme de "bankster" me semble très bien approprié. Il s'agit littéralement d'une vaste escroquerie. Rappelons nous le sketch de Coluche : "moins tu peux payer, plus tu paies !"

Il y a une chose qui m'interpelle dans la fonction de l'argent, ce qu'il permet en fonction des époques. Aux époques pré industrielles (pourquoi pas au Moyen-Age), les capacités de productions étaient évidemment très faibles vu qu'il n'y avait que des techniques de fabrications artisanales. La productivité était très faible, et je me dis que la monnaie à l'époque jouait vraiment du mieux qu'elle pouvait son rôle : elle permettait sans doute de répartir le peu qu'on arrivait à produire le plus équitablement possible et sans doute aussi permettait de concentrer l'activité économique sur l'essentiel et ce qui était vraiment important, d'une manière assez rationnelle (même si la Raison n'était sans doute pas formellement aussi développée qu'aujourd'hui). Les besoins étaient sans aucun doute toujours insatisfaits, les capacités économiques étant largement inférieure aux besoins de la population, et les royaumes avaient toujours la fâcheuse tendance à ruiner les économies de certaines régions en déclenchant des guerres. Mais j'imagine que l'argent servait au mieux l'économie malgré tout.

Aujourd'hui, qu'elles sont les différences ? Grâce à l'essor de la science, des applications industrielles de ces découvertes, on a pu démultiplier les capacités de productions par un facteur dépassant l'imagination. On a inventé tout un tas de technique, de technologies, on a utilisé les énergies fossiles et ainsi permis de développer les capacités de productions au point que nous pourrions sans doute (si nous le voulions bien et bien malgré le décollage démographique planétaire qu'il y a eu lieu depuis 2 siècles) satisfaire largement les besoins élémentaires du monde entier et même assurer un peu, pas mal ou beaucoup d'accessoire et de superflu sans aucun doute.

Alors qu'est-ce qui limite le développement harmonieux d'un monde aussi parfait que possible ? Qu'est-ce qui empêche les hommes d'arriver à un futur genre Star Trek ou autre scénario sci-fi où l'humanité aurait formé une grande fédération et où le progrès permettrait à l'humanité de vivre dans de bonnes conditions ? Qu'est-ce qui empêche des projets ambitieux et pharaoniques de développer partout une agriculture abondante, des installations de productions d'électricité renouvelables (éoliennes, solaires, biomasse, etc), de ne pas gaspiller les ressources, de bien gérer intelligemment celles dont nous disposons, de fournir des biens et services à tout le monde ? Je reste intimement convaincu qu'arrivé au niveau de science et de technologie que nous connaissons depuis quelques décennies, ça ne poserait aucun problème technique afin qu'aucun homme ne manque ni d'eau, ni de nourriture, ni d'électricité, ni de tous les besoins élémentaires. Et je suis de plus en plus persuadé que le principal obstacle à un tel développement harmonieux et durable tourne autour principalement de la monnaie, de l'argent, du financement par cet argent (apparemment de plus en plus virtuel, irréel et dématérialisé), du capitalisme ou la tournure qu'il a pris peut-

être. L'argent ne semble servir que ceux qui possède déjà de l'argent, il me semble finalement qu'on ne prête qu'aux riches, qu'à ceux qui ont de l'argent, et moins on en a et moins on a de chance de s'en voir prêter (et si on en obtient malgré des conditions difficiles d'octroi, on doit rembourser plus que ceux qui en ont, sur des crédits plus longs avec plus d'intérêts). L'argent semble finalement de moins en moins servir l'intérêt commun, collectif, et semble de plus en plus profiter à des intérêts particuliers, individuels. Il sert de moins en moins à satisfaire les besoins des populations apparemment (qui pourrait encore le nier en constatant les centaines de millions de personnes, les milliards, qui manquent de tout dans le monde, les centaines de millions d'autres qui (sur)vivent comme il y a 500 ans ou peut-être même encore pire). On pourrait développer des projets utiles, intelligents, écologiques, pour le bienfait des êtres humains, mais il faut croire que ça ne rapporte pas assez ou pas du tout sur investissement, donc pas intéressant.

La monnaie, l'argent, en dehors des modalités de sa créations, il faudrait aussi s'intéresser à ses fonctions, ses buts, sur sa raison d'être. J'ai l'impression qu'au niveau de la monnaie, il y a quelque chose qui nous échappé pendant le passage dans l'ère moderne et l'avènement du capitalisme.

12. [Paul Jorion dit :](#)
[6 juin 2008 à 23:13](#)

@ Leduc, Emir Abel, Jean Jégu

Ce que je vise personnellement, c'est un texte qui devrait faire 15 à 25 pages, pour être suffisamment clair et qui soit publiable sur support papier. Ce serait une œuvre collective dont je resterais le modérateur mais que pourraient signer tous ceux des participants qui s'y reconnaissent. Les versions « dissidentes » – non modérées par moi – resteraient bien entendu les bienvenues ici – comme dans les attendus des cours suprêmes, où la minorité justifie sa propre position. Le public auquel le texte serait destiné ne serait ni celui des économistes, ni celui des spécialistes de la finance mais celui de la multitude (le Peuple !). J'ai souvent publié dans La Revue du MAUSS, et c'est à une publication de ce genre que je soumettrais notre texte.

13. [Blog de Paul Jorion » La monnaie : approche comptable et approche économique dit :](#)
[7 juin 2008 à 00:44](#)

[...] La monnaie et ses mécanismes (La Découverte 2000) que A-J Holbecq (Stilgar) nous propose dans un récent commentaire, me permettent de mettre le doigt sur l'une des choses qui me chipotent encore dans notre débat [...]

14. [Emir Abel dit :](#)
[7 juin 2008 à 10:44](#)

@ Paul

A ce stade, je voudrais d'abord vous remercier. Grâce à votre blog, j'ai découvert les contributions (association, livres, posts, blogs, ...) de gens comme A-J Holbecq (Stilgar) et Jean Jégu qui m'ont aidé à progresser dans ma compréhension des théories de la création monétaire. Ils m'ont permis d'approfondir et de préciser certaines zones grises surgies de mes lectures sur le sujet.

Pour en revenir à votre souhait d'un texte de 15 à 25 pages, j'avoue une certaine perplexité. Je vais essayer de m'expliquer.

Quel serait l'objectif d'un tel texte ? S'il est destiné à des "décideurs" (banquiers, financiers, hommes politiques, ...) afin de leur faire prendre conscience de la situation, j'ai peur que cela soit trop court et ne permette pas de développer dans le détail des arguments convaincants.

S'il est destiné au "grand public", j'ai peur que le nombre de pages envisagé soit rébarbatif.

Je reconnais ne pas être très positif avec ce genre de propos mais je reste néanmoins tout à fait enthousiasmé par une participation éventuelle (dans les limites de mes compétences) à votre projet.

15. *Leduc dit :*
[7 juin 2008 à 13:26](#)

Je reste confiant dans l'accomplissement de votre projet et vous y encourage.

Parmi le grand public il y aura sans doute une grande majorité qui ne comprendraient rien à une telle synthèse, ou alors qui tout simplement n'en auraient rien à fiche car cela ne correspondrait pas à leurs centres d'intérêts.

Mais cela vaut le coup de le faire, même s'il n'y a que 10% de la masse populaire qui en retire quelque chose de positif.

Il y a vraiment tout un tas de personne qui voudraient mieux comprendre mais qui sont découragés par la multitude d'informations contradictoires, par des fausses pistes. Peut-être même que des groupes qui ont tout intérêt à désinformer le public à ce sujet contribuent à cet état d'ignorance.

Courage et bonne chance !

16. *A-J Holbecq (Stilgar) dit :*
[7 juin 2008 à 14:19](#)

Puisque le 6 juin Emir Abel a écrit " je crains que non" 😊, j'ai tenté de simplifier ce résumé (qui n'explique évidemment pas le "comment" dans le détail.. et qui est à la limite possible de la vulgarisation). J'obtiens donc un premier jet :

++++

La monnaie est issue d'une écriture comptable pour passer ensuite dans la sphère économique ou financière.

La monnaie fiduciaire (billets de banque) est émise par la banque centrale et doit être achetée par les banques commerciales pour satisfaire les besoins de espèces de la population. Mais les banques commerciales ont aussi le monopole légal de la création de monnaie scripturale (d'écriture comptable) qui représente 85% de la masse monétaire totale .

Cette monnaie scripturale est créée par les banques en réponse aux besoins de financement des différents acteurs de l'économie. Dans le cas des entreprises par exemple, celles-ci utilisent cette monnaie pour payer, entre autres, leurs fournisseurs et les salaires qui seront ensuite dépensés dans le circuit économique.

Ce privilège des banques leur permet de créer de la monnaie en "monétisant" leurs créances et en émettant des dettes qui ont la particularité d'être acceptées comme moyens de paiement : il s'agit de monnaie de crédit, créée en échange de la simple demande (et d'apports de garanties) par les banques à l'occasion de leurs prêts.

La monnaie scripturale est constituée d'avoirs matérialisés par une inscription sur des comptes bancaires du client emprunteur et figure au passif du bilan bancaire ; la contrepartie est inscrite à l'actif à un poste créance sur le client.

Le remboursement du crédit aboutira, de façon symétrique, à une destruction de monnaie en diminuant à la fois l'actif et le passif du bilan bancaire. La masse monétaire, constituée essentiellement par la monnaie scripturale, s'accroît lorsque les flux de remboursements sont inférieurs aux flux de crédits nouveaux.

La monnaie ainsi créée par les banques sous forme de crédit circule à son tour et devient, pour certains, une épargne qu'ils peuvent à leur tour prêter.

Les banques commerciales collectent également de l'épargne ; la part des crédits financés sur épargne ne participe pas, par définition, à la création de monnaie, mais cette épargne utilisable a bien fait l'objet, à un moment antérieur, d'une création monétaire puisque la monnaie n'existe pas "naturellement".

+++++

Est-ce (un peu) plus clair ?

Prochain tour (lundi) pour parler de l'intérêt ... mais procédons par ordre.

07 06 2008 La monnaie : approche comptable et approche économique

Publié par [Paul Jorion](#) dans [Economie](#), [Monde financier](#), [Monnaie](#)

Les citations de l'ouvrage de Dominique Plihon, *La monnaie et ses mécanismes* (La Découverte 2000) que A-J Holbecq (Stilgar) nous propose dans [un récent commentaire](#), me permettent de mettre le doigt sur l'une des choses qui me chipotent encore dans notre débat sur la monnaie. Dans les passages cités, l'approche de Plihon est toute en opérations comptables : en écritures en actif et passif. Ainsi, par exemple :

La monnaie créée se concrétise par une inscription au compte du client emprunteur qui figure au passif du bilan bancaire ; la contrepartie est inscrite à l'actif à un poste créance sur le client (page 19)

Il n'y a pas de mal à ça : il s'agit d'une des représentations possibles de ce dont il s'agit. Le danger réside dans le déséquilibre que nous introduisons alors inconsciemment quand nous parlons en termes de flux monétaires pour évoquer la monnaie fiduciaire *créée* par les banques centrales et en termes comptables pour évoquer la monnaie « scripturale » *manipulée* (je m'abstiens délibérément de dire « créée ») par les banques commerciales.

Or dans la plupart de nos discussions, je constate que nous ne parlons pas d'écritures dans une « langue » appelée *comptabilité en partie double* mais de flux monétaires effectifs en lesquels nous tentons de traduire l'ensemble des phénomènes d'une manière que j'appellerais « physique », comme si nous avions affaire à un système hydraulique.

Ceci n'est pas innocent parce qu'on trouverait là l'explication du scepticisme que l'on observe chez les « banquiers » devant la notion de *création ex nihilo*. En effet, quand on travaille dans une banque, et à moins qu'on ne soit comptable soi-même, on s'efforce d'ignorer entièrement l'approche comptable, parce qu'on la considère comme une fiction plus ou moins surréaliste destinée au public et aux régulateurs (entendez : « gogos ») mais sans rapport avec ce que l'on cherche à réellement mesurer, à savoir, le *profit* et que permet seule de capturer l'approche qu'on appelle « économique », qui ne s'intéresse elle qu'à des flux monétaires effectifs.

Je n'ai moi-même pas échappé à ce danger : dans [La monnaie : le point de notre débat \(III\)](#), je présente ce que j'appelle « L'existence de trois théories distinctes de la création de monnaie ex nihilo ».

– à l'occasion de l'allocation d'un prêt, la création de monnaie ex nihilo porte sur les intérêts qui seront versés par l'emprunteur : ces intérêts constituent une nouvelle source de monnaie (Louis Even) ;

– la création de monnaie ex nihilo résulte de la démultiplication d'une somme déposée sur un compte à vue en raison de la possibilité pour une banque commerciale de prêter les sommes déposées à un tiers en ne conservant que des réserves fractionnaires (Maurice Allais) ;

– la création de monnaie ex nihilo résulte du fait que les banques commerciales peuvent prêter des sommes « fictives » (créées au moment où un prêt est accordé et détruites au moment où il est remboursé) par une simple opération scripturale (Philippe Derudder).

Or, prêtez-y bien attention : dans la théorie *Louis Even*, on ne parle que de flux : les intérêts sont des flux et la *création ex nihilo* résulte du fait qu'ils sont extérieurs au prêt.

Dans la théorie *Philippe Derudder* on ne parle au contraire que d'opérations comptables.

Et dans la théorie *Maurice Allais*, on parle à la fois de flux : les dépôts et les réserves fractionnaires, et d'opérations comptables, débouchant celles-ci sur la « démultiplication » constatée.

Et c'est cela qui me fait crier : « Casse-cou ! »

Ce bulletin a été publié le Samedi 7 juin 2008 00:44 et est classé dans [Economie](#), [Monde financier](#), [Monnaie](#) Vous pouvez suivre les réponses à ce bulletin avec le fil [RSS 2.0](#). Vous pouvez [répondre](#), ou faire un [rétro-lien](#) depuis votre site.

53 réponses à "La monnaie : approche comptable et approche économique"

1. *Rumbo dit :*
[7 juin 2008 à 04:34](#)

Peut-être vais-je répondre à côté de la plaque (?) et demande toutes les indulgences si c'est le cas. Car je ne suis pas certain de bien détecter exactement les variantes "fondamentales" entre ces trois théories ici affichées qui feraient crier "Casse-cou!" à Paul Jorion.

Dans ces trois théories, c'est celle de Maurice Allais qui paraît "ratissier" le plus large, mais ne serait pas la plus explicite car, à mon avis, la désignation des réserves fractionnaires concerne un "stade" bancaire "extérieur" à la "pure" (?) question de la création monétaire ex-nihilo. Cependant, celle de Louis Even nomme les intérêts comme étant également source de monnaie (il faudrait que je retrouve le ou les documents est cette phrase de L. Even) car il faudrait préciser si ce sont les intérêts payés par l'emprunteur concernant (vu la théorie de Maurice Allais) la stricte création monétaire ex-nihilo (hors réserves).

Car les intérêts bancaires à payer sur une dette proviennent soit du "pugilat" économique et commercial (ma "réussite" ou ma bonne solvabilité en tant qu'emprunteur impliquent la "mise en difficulté" d'autres emprunteurs moins "battants" ou "chanceux" que moi) donc le montant de ces intérêts est soustrait à la masse monétaire, car je les ai enlevés de la monnaie déjà créée car en circulation. Soit il s'agit d'emprunts ultérieurs pour renflouer un ou des emprunts (ou les refinancer) et là, la source de monnaie que représentent les intérêts de l'emprunt, disons: emprunt-"dépanneur", est une "pure" source de création monétaire ex-nihilo, avec le risque de "spirale infernale" trop connue..

Quoiqu'il en soit, quand Paul Jorion écrit :

(...) quand on travaille dans une banque, et à moins qu'on ne soit comptable soi-même, on s'efforce d'ignorer entièrement l'approche comptable, parce qu'on la considère comme une fiction plus ou moins surréaliste destinée au public et aux régulateurs (entendez : « gogos ») mais sans rapport avec ce que l'on cherche à réellement mesurer, à savoir, le profit et que permet seule de capturer l'approche qu'on appelle « économique », qui ne s'intéresse elle qu'à des flux monétaires effectifs

on perçoit, je crois, l'abysse qu'il y a entre la mesure (qui, depuis belle lurette, n'est plus intangible comme le système métrique !) des paramètres économiques et la complète absence (ou presque) de vérité dans la création de monnaie s'y rapportant ; étant entendu que le créateur de monnaie est, jusqu'à nouvel ordre (?), le maître quasi absolu des cycles économique... Il y a longtemps que le "miroir monétaire" est un miroir déformant, devenu maintenant miroir aux alouettes, ou encore un compteur à gaz d'un gaz dont la "densité" change continuellement, les chiffres du compteur à gaz sont justes, mais la contrepartie n'y est jamais, la densité du "gaz" s'amenuisant sans cesse par la magie des faiseurs d'argent...

2. *A-J Holbecq (Stilgar) dit :*
[7 juin 2008 à 08:02](#)

Bonjour

Paul écrit

Le danger réside dans le déséquilibre que nous introduisons alors inconsciemment quand nous parlons en termes de flux monétaires pour évoquer la monnaie fiduciaire créée par les banques centrales et en termes comptables pour évoquer la monnaie « scripturale » manipulée (je m'abstiens délibérément de dire « créée ») par les banques commerciales.

Je voudrais juste signaler que le "système" est exactement le même pour la Banque Centrale que pour les banques secondaires. La monnaie, dans les deux cas, est émise par "la prise en pension" (le terme n'est pas tout à fait exact, je sais) de titres ou "reconnaisances de dette", disons plus simplement "des garanties". La seule différence est que lorsque la BC émet de la monnaie (fiduciaire ou scripturale), c'est une monnaie centrale à usage des banques commerciales, lorsque les banques commerciales émettent de la monnaie scripturale, c'est à usage des agents non bancaires (en particulier entreprises et ménages, et l'Etat sous forme d'achats d'OAT ...)

Dans tous les cas, il y a "contreparties" (je ne discute pas ici de la solidité des contreparties acceptées par les Banques Centrales ou les banques commerciales) et le bénéficiaire devra payer des intérêts en échange de cette monnaie créée et, de plus, il y a "comptabilité" de cette monnaie. Dans le cas de la banque centrale le compte du client emprunteur qui figure au passif de son bilan bancaire est la banque commerciale qui s'est financée auprès d'elle en monnaie centrale, lors d'opérations de "refinancements" ou par des " TAF" (Term Auction Credit) ...

Après, on peut faire la différence entre la monnaie permanente (billets) et la monnaie de crédit dont les termes arrivent à échéance à des dates prédéterminées...

Comme j'ai plus travaillé sur la dette que sur la création monétaire, arrêtez-moi sans hésiter si je me suis trompé ... j'ai pu écrire une bêtise dans ce qui précède 😊

3. [A-J Holbecq \(Stilgar\) dit :](#)
[7 juin 2008 à 11:47](#)

Je voudrais répondre à chacune des conclusions de Paul sur ce billet...

1 - Or, prêtez-y bien attention : dans la théorie Louis Even, on ne parle que de flux : les intérêts sont des flux et la création ex nihilo résulte du fait qu'ils sont extérieurs au prêt.

J'avoue ne pas avoir analysé le contexte cette affirmation, mais je pense qu'il faudrait savoir de quoi, en amont, parle exactement Louis Even.

Que ce soient des intérêts dus sur le prêt d'une épargne existante, ou des intérêts demandés sur la création de monnaie à l'occasion d'un prêt créatif de monnaie par les banques, il faut bien que "globalement" il y ait création monétaire nouvelle ou qu'il y appauvrissement de celui à qui les intérêts seront "pris" pour que le débiteur puisse payer l'intérêt au créancier. C'est ce qui fait dire à Margritt Kennedy que le principe de l'intérêt est appauvrissant pour 8/10^e de la population, neutre pour 1/10^e et enrichissant pour 1/10^e, qui crée le fait que les riches s'enrichissent et que les pauvres s'appauvrissent ("relativement" car l'ensemble est moins pauvre qu'avant... bien que la crise pétrolière risque fort de faire basculer cette courbe vers le bas...)

2 - Dans la théorie Philippe Derudder on ne parle au contraire que d'opérations comptables.

Philippe n'a pas dit que cela 😊

En fait, ce que nous disons, ensemble, c'est que le bénéfice d'**une** banque correspond soit au "sur-intérêt" perçu lorsque la banque prête une épargne déjà existante, soit à l'ensemble des

intérêts lorsqu'il y a création monétaire à l'occasion de la mise à disposition de monnaie à un emprunteur (qui devra donc payer les intérêts). Nous disons aussi que globalement le système bancaire bénéficie de l'intérêt sur toute la monnaie en circulation (existante) puisqu'il a été le seul à avoir droit de créer cette monnaie. Seule une faible partie des intérêts (ceux sur la monnaie centrale) revient à la Banque Centrale et donc in fine aux Etats.

3 - Et dans la théorie Maurice Allais, on parle à la fois de flux : les dépôts et les réserves fractionnaires, et d'opérations comptables, débouchant celles-ci sur la « démultiplication » constatée.

Allais a aussi raison, mais il fait intervenir une notions moins facilement compréhensibles, ce sont les "règles" auxquelles sont soumises les banques, qui limitent (un peu) leur possibilité de création.

Chacune des approches me semble bonne, il n'y a pas de "théorie" de la création monétaire différente, mais on a effectivement un point de vue un peu différent (mais seulement un peu).

Nous "savons" (je sais, c'est prétentieux) **globalement** comment fonctionne la création de monnaie, mais nous avons du mal à l'expliquer, nous nous perdons parfois dans des détails et ces détails sont néanmoins nécessaires pour la compréhension globale.

Les "grands" économistes ont eux aussi parfois des points de vue différents (multiplicateur monétaire ou diviseur monétaire? Qui "pilote" réellement, l'offre ou la demande ?), mais globalement aucun ne remet en doute le fait que la monnaie soit créée par les banques par (ou sur) la demande des agents non bancaires...

4. [Jean Jégu dit :](#)
[7 juin 2008 à 13:11](#)

@ Paul

Il y a des choses qui vous chipotent encore, Paul ... Bien. Résultat, on discutaille à nouveau, comme si tout était à refaire.

Vous revenez sur les trois théories de la création de monnaie ex nihilo. Je reviens donc sur ma position. A mon avis, il n'y a pas trois théories. Il y a un constat unanime de ceux qui connaissent la question. Relisez comment j'ai vu les "trois théories" (troisième paragraphe et suivants de mon commentaire du 3 juin sur votre billet "La monnaie : le pont de notre débat (III)).

Peut-on à la fois refouler la présentation comptable que vous reprochez à Dominique Plihon et regretter que nous n'utilisions pas la "comptabilité en partie double". Or ces parties "doubles" sont l'actif et le passif des comptes si je ne me trompe. D'autre part, tout se passe en effet comme si nous avions affaire à un circuit hydraulique extrêmement complexe, avec des débits (flux) mais aussi des réservoirs (stocks) et dans lequel on pourrait injecter de l'eau supplémentaire à volonté avec des robinets que les banques tiennent en main.

Ceci étant, je suis tout à fait d'accord avec vous et votre expérience de banquier : les banquiers se fichent de la monnaie comme de leur première chemise. Ce qu'ils veulent c'est le profit et le profit c'est grossir les actifs ! Nous re-voilà au premier paragraphe du point A.2.b de notre canevas : monétisation des actifs et démonétisation des dettes. La monnaie c'est pour les "gogos" et les actifs sont pour les banquiers. Le débit dans le tuyau n'a aucune importance ; ce sont les pépites qu'il transporte qui comptent. Mais la monétisation des actifs, nous n'en avons pas encore dit un mot. Si nous faisons sans cesse marche arrière, nous n'y arriverons jamais.

Et pourquoi vouloir opposer monnaie fiduciaire "créée" par les banques centrales et la

monnaie scripturale "manipulée" par les banques commerciales. Stilgar fait remarquer à juste titre que le fonctionnement est identique à chacun de ces deux niveaux : les banques gèrent les avoirs monétaires de leurs clients et les banques centrales gèrent les avoirs monétaires de leurs banques clientes. C'est pourquoi les concepts fondamentaux sont ceux de monnaie centrale et de monnaies bancaires (le pluriel est intentionnel car chaque banque émet sa monnaie – c'est pourquoi les échanges entre banques – la compensation - ne se font qu'en monnaie centrale, la seule qui leur soit commune).

Finalement, je me demande si je n'avais pas raison. On n'apprend ni la physique, ni la chimie, ni la biologie, et pas davantage la monnaie – terreau de la finance - sur un blog, si prestigieux soit-il. Le problème, c'est que les manuels consacrés au sujet ne courent pas les rues et sont peu lisibles. Les malheureux qui s'emploient à les vulgariser en tâchant de simplifier et en employant un vocabulaire un peu carré ont bien du mal à apparaître crédibles. Combien d'années se sont-elles écoulées avant que les opinions publiques, menées par des médias irresponsables, veuillent bien s'intéresser au réchauffement climatique, pourtant affirmé par les climatologues depuis plus d'une décennie ? J'ai lu mon premier livre sur le sujet et ai été convaincu dès 1990 : " Gros temps sur la Planète" de Jean-Claude Duplessy et Pierre Morel. Ed. Odile Jacob janvier 1990.

Quel commentaire Paul, en tant qu'anthropologue, pourriez-vous faire de cette inertie étonnante des sociétés humaines ?

5. *Leduc dit :*
[7 juin 2008 à 14:03](#)

L'argent est corrupteur, comme le pouvoir parfois. Il arrive que dans certaines sociétés le pouvoir soit corrompu, qu'il trahisse ses fonctions originelles. Ainsi au lieu de servir le peuple, l'intérêt commun de la société, les dirigeants finissent par rechercher le pouvoir uniquement pour le pouvoir.

J'imagine que pour les banquiers, le fait de manipuler uniquement de l'argent et tous ses dérivés finit par leur monter à la tête. Encore dans une compagnie de n'importe quel autre secteur de l'économie on a affaire et on manipule de l'argent mais aussi tout un tas d'autres choses, des matières premières ou semi-finies, des processus industriels complexes, des usines, de la logistique, etc. Mais le pauvre banquier il n'a affaire toute la journée qu'à des chiffres, et toujours des chiffres. Pas étonnant qu'à force ils soient corrompus et finalement finissent par "manipuler" de l'argent uniquement pour créer et surtout leur rapporter encore plus d'argent.

Les sociétés humaines sont inertes parce que les dirigeants et grands acteurs de ce monde n'ont certainement pas intérêt à ce que les masses populaires prennent conscience de la vaste escroquerie dont elles sont les grandes victimes. Tant que le peuple n'aura aucun moyen de comprendre le fonctionnement du monde financier, alors les banquiers et financiers pourront continuer à s'enrichir tranquillement sur le dos de tout le monde. Il faut que pour le monde entier, pour l'immense majorité, les banques évoquent seulement des mots tels : "la banque à qui parler", "le bon sens près de chez vous", etc.

Je me demande parfois même comment les banquiers eux-mêmes arrivent à comprendre ce qu'ils font, tellement les produits financiers qu'ils s'ingénient à créer semblent compliqués. Maintenant avec l'usage massif de l'outil informatique et des réseaux, le monde bancaire et financier a radicalement changé ces 20 dernières années. Ce qui me fait un peu peur c'est que les ingénieurs manipulateurs et créateurs d'argent et de produits financiers complexes semblent ne plus maîtriser et contrôler leurs bébés financiers monstrueux.

Finalement dans la crise des subprime, qu'est-ce qui a été plus fort que le bon sens, la logique, la raison chez les banquiers et prêteurs hypothécaires ? Car apparemment la règle de base du prêt d'argent, c'est de s'assurer et de veiller à ce que l'emprunteur soit solvable, sinon il n'y a plus de remboursements possibles et le système s'écroule. Alors comment ont-ils pu tomber

dans un piège aussi grossier ?

Est-ce que les prêteurs pensaient réellement s'en sortir en refillant le bébé et l'eau du bain à d'autres banques et d'autres acteurs économiques en reconditionnant leurs prêts sous d'autres formes plus alléchantes, empochant ainsi quand même des bénéfices et refillant la dette insolvable et tous les problèmes à quelques gogos financiers moins doués et surtout ignorants de ce qui se passait vraiment ? Qu'avaient-ils en tête réellement, mettre en difficulté des banques concurrentes en les induisant en erreur et ensuite en lançant des opérations "généreuses" de rachat afin de les empêcher d'être en situation de faillite ?

Le monde de la finance est tellement vaste qu'il y aurait beaucoup de choses à dire, et chers amis lorsque vous en aurez fini avec la création monétaire, vous pourrez réattaquer directement sur les produits bancaires complexes et les opérations aussi plus que douteuses qu'elles font.

6. [Paul Jorion dit :](#)
[7 juin 2008 à 16:52](#)

Chers amis,

Je nous imagine, nous avons décidé ensemble d'escalader l'Everest et nous voilà, fourbus, bivouaquant dans la nuit, à cent mètres du sommet.

André-Jacques dit : « Nous sommes globalement arrivés ! » Personne ne répond. Oui, c'est vrai, mais ça ne convaincra pas les journalistes. Il faut parvenir au sommet : avec une entreprise aussi formidable que la nôtre, c'est du tout ou rien !

Leduc dit : « C'est beau ce qu'on fait mais c'est dur ! » et les autres en chœur : « Leduc, dors : tu es fatigué ! ».

Paul dit : « On n'y arrivera pas sans les biscuits qu'on a laissés cent mètres plus bas : il faut d'abord aller les chercher ! ». Jean éclate : « Ah non ! Avec tous les efforts qu'on a faits pour arriver jusqu'ici : pas question de redescendre, même d'un mètre ! », et Paul répond imperturbable : « Jean, sois raisonnable : on n'y arrivera pas sans les biscuits et personne ne saura ce qu'on a fait ! »

Rumbo dit : « Allez les gars, on se tait et on dort. Demain on a du pain sur la planche : il faut d'abord aller chercher les biscuits au dernier camp et puis grimper au sommet. On est presque arrivés ! »

7. [Paul Nollen dit :](#)
[7 juin 2008 à 20:01](#)

Peut être intéressant pour ceux qui peuvent lire ce document

<http://129.3.20.41/eps/mac/papers/0203/0203005.pdf>

Fractional Reserve Banking as Economic Parasitism
A Scientific, Mathematical, & Historical Expose, Critique, and Manifesto

Vladimir Z. Nuri

This paper looks at the history of money and its modern form from a scientific and mathematical point of view. The approach here is to emphasize simplicity. A straightforward model and algebraic formula for a large economy analogous to the ideal gas law of thermodynamics

is proposed. It may be something like a new $F = ma$ rule of the emerging econophysics field. Some implications of the equation are outlined, derived, and proved. The phenomena of counterfeiting, inflation and deflation are analyzed for interrelations.

Analogies of the economy to an ecosystem or energy system are advanced. The fundamental legitimacy of "expansion of the money supply" in particular is re-examined and challenged. From the hypotheses a major (admittedly radical) conclusion is that the modern international "fractional reserve banking system" is actually equivalent to legalized economic parasitism by private bankers. This is the case because, contrary to conventional wisdom, the proceeds of inflation are not actually spendable by the state. Also possible are forms of "economic warfare" based on the principles. Alternative systems are proposed to remediate this catastrophic flaw.

Paul

8. *Gérard P. dit :*
[7 juin 2008 à 23:41](#)

Quelques biscuits :

1) Comprendre la Banque (Association Belge des Banques)
- <http://www.abb-bvb.be/edu/fr/mod001/files/WF-fichebank-tekst-fr.pdf>

2) Nature juridique des dépôts sur un compte en banque :
"Que des dépôts sur un compte en banque s'analysent comme un prêt de consommation, l'intérêt étant la rémunération du droit d'usage par le banquier des fonds déposés; qu'en raison de ce droit d'usage de fonds consommables, le titulaire d'un compte transfère nécessairement la propriété des fonds au banquier; ... Qu'une somme d'argent figurant au crédit d'un compte ne peut être considérée comme une chose corporelle individualisée et ne peut dès lors être revendiquée;"
(Cour d'appel de Bruxelles, 23.12.1998)

3) Le système monétaire, François Rycx (ULB)
http://homepages.ulb.ac.be/~frycx/ECopol_s12.pdf

4) Fondement d'économie politique, Alexis Jacquemin, Henry Tulkens, Paul Mercier, De Boeck 2000. Voyez la partie II.
http://www.core.ucl.ac.be/~tulkens/Fondements_Economie_Pol.php

5) Communications au colloque "du franc à l'euro : changements et continuité de la monnaie", Poitiers, 14 - 16 novembre 2001
<http://sceco.univ-poitiers.fr/franc-euro/communications.htm>

6) Le principe monétaire au-delà de la dématérialisation, Vincent SOYER
<http://sceco.univ-poitiers.fr/franc-euro/articles/Vsoyer.PDF>

9. *A-J Holbecq (Stilgar) dit :*
[8 juin 2008 à 17:12](#)

Seul Paul Jorion peut nous dire de quels biscuits il a (encore) besoin pour monter au sommet 😊

10. *A-J Holbecq (Stilgar) dit :*
[8 juin 2008 à 18:47](#)

En attendant de savoir de quels biscuits nous avons besoin, ceux ci conviendraient-ils pour faire quelques mètres supplémentaires ?

Supposons qu'il n'existe qu'une seule banque dans l'économie et que celle-ci

accorde un crédit de 100 à une entreprise.

La banque accorde un crédit à l'entreprise et en contrepartie, crédite son compte (au passif de son propre bilan) : le dépôt à vue de l'entreprise a augmenté du montant du prêt. La banque inscrit donc simultanément la même somme à l'actif (crédit) et au passif (compte-courant) de son bilan.

Cela constitue l'acte par lequel elle crée de la monnaie.

Cette création a lieu également quand la banque achète un actif réel (immeuble par exemple), un actif financier (action, obligations, titres de créances négociables) ou des devises. La seule différence est que la création monétaire à l'occasion du crédit (ou de l'achat d'un titre de dette) n'est que provisoire - quand le crédit, où la dette est remboursée, il y a destruction monétaire - alors que dans les autres cas, la création monétaire est définitive.

La monnaie ainsi créée permet à l'entreprise d'effectuer différents paiements. On peut par exemple imaginer qu'elle va payer les salaires de ses employés.

La création d'un dépôt supplémentaire au bénéfice de l'entreprise à l'occasion du crédit bancaire n'a lésé aucun autre déposant. Les autres titulaires de dépôt possèdent toujours la même somme sur leur compte en banque. Le crédit bancaire a bien permis de créer un pouvoir d'achat supplémentaire, dont l'entreprise a ici bénéficié et qui lui a permis de payer ses salariés. Si le dépôt créé restait toujours au sein de la banque, celle-ci pourrait créer autant de monnaie qu'elle le souhaite, puisque tout crédit augmente les ressources de la banque d'un même montant. Elle n'aurait pas, dans ce cas, à se préoccuper d'une fuite de monnaie hors de ses propres comptes.

En pratique, il existe plusieurs banques dans une économie, et la monnaie créée par une banque peut être redéposée dans d'autres banques. Dans notre exemple, il est ainsi peu probable que l'ensemble des salariés de l'entreprise aient tous un compte bancaire dans la même banque que leur employeur. La banque va donc subir une fuite sous forme de transferts dans d'autres banques au moment de l'utilisation du crédit. Ainsi le banquier prêteur ne va conserver qu'une faible partie des dépôts qu'il aura créés en accordant des crédits. Cependant, ses clients vont lui apporter une portion des dépôts créés par d'autres banques. En outre, du fait de l'existence d'un marché interbancaire, une banque peut retrouver ces fonds en les empruntant moyennant rémunération auprès d'autres banques. Elle peut ainsi se refinancer sur le compartiment interbancaire du marché monétaire, le lieu où les banques s'empruntent ou se prêtent les trésoreries disponibles.

Ainsi, une banque seule a un pouvoir de création monétaire limitée au pourcentage de dépôt qui reste à son bilan, c'est-à-dire à sa part dans la collecte de liquidité du système bancaire. Le système bancaire dans son ensemble, en revanche, a un pouvoir de création monétaire potentiellement illimité.

En effet, si des fuites d'une banque limitent sa propre création monétaire, elles s'effectuent au profit d'autres banques, favorisant la création monétaire de ces dernières.

Si l'on raisonne sur le bilan consolidé de l'ensemble des banques, le crédit initial est toujours à l'origine d'un dépôt du même montant au sein du système bancaire. C'est pourquoi, il est nécessaire de mettre en place des mécanismes destinés à contrôler la création monétaire due aux banques commerciales puisque les établissements de crédit sont les principaux créateurs de monnaie à travers la distribution de crédit aux agents non financiers.

À la monnaie scripturale créée par les banques va s'ajouter la monnaie créée par la banque centrale.

Si les crédits bancaires accordés restaient en dépôt au sein du système bancaire, il n'y aurait pas de limites à la création monétaire. En fait, les banques ne peuvent créer indéfiniment de la monnaie, car elles vont faire face à des « fuites » hors du système bancaire (en plus des fuites hors de leur propre réseau), fuites qui les contraignent à se tourner vers la banque centrale.

Les agents vont demander la conversion d'une fraction de leurs dépôts à vue en monnaie émise par d'autres réseaux.

Ainsi, avec la monnaie créée à l'occasion du crédit, les ménages et les entreprises vont effectuer différentes opérations, retirer des billets, effectuer des virements bancaires, etc... Ces opérations obligent la banque à puiser dans ses réserves et, si ces dernières sont insuffisantes, à emprunter des liquidités auprès des autres banques ou auprès de la banque centrale. C'est la banque centrale qui va permettre le bouclage du circuit monétaire, et c'est grâce à elle que la banque centrale pourra dans une certaine mesure, contrôler la création monétaire.

Le besoin de liquidités d'une banque équivaut à son besoin de monnaie centrale. De fait, les facteurs de la liquidité bancaire sont l'ensemble des événements qui affectent les liquidités des banques et les contraignent dans leur distribution de crédit. Autrement dit ce sont tous les éléments qui entraînent une variation du besoin de financement des banques auprès de la banque centrale. On trouve les quatre facteurs de la liquidité bancaire au bilan de la banque centrale : ce sont les contreparties des refinancements, à savoir l'émission de billets, les besoins en devises, les opérations avec le trésor et les réserves des banques à la banque centrale. Ces facteurs peuvent être restrictifs quand il se produit une fuite de liquidités hors du système bancaire. Les banques sont alors contraintes dans leur création monétaire car elles doivent détenir suffisamment de monnaie centrale (billets et réserves à la banque centrale) pour faire face à ces fuites. Les facteurs de la liquidité bancaire peuvent également être expansifs. Dans ce cas les banques voient affluer des liquidités à leur bilan, liquidités qu'elles n'ont pas elles-mêmes créées.

C'est extrait de "La monnaie" (éd. Dunod) de Sophie Brana et Michel Cazals
<http://lare-efi.u-bordeaux4.fr/Homepage/Brana/Brana.htm>
(excusez s'il reste quelques fautes, je l'ai "dicté" et sans doute insuffisamment relu)

11. *JA dit :*
[8 juin 2008 à 21:21](#)

Bonjour à tous,

Fidèle (et silencieux jusqu'ici) lecteur du blog depuis quelques temps, j'avoue avoir un peu de mal à comprendre l'entreprise actuelle autour de la création de monnaie ex-nihilo par les banques commerciales. Sauf erreur de ma part, il me semble que Paul réfute cette théorie. Pourtant, je lis ici-même sur ce blog plusieurs billets depuis quelques semaines tentant de faire le point sur cette approche. Je lis et comprends les développements de chacun, selon qu'il conçoive cette création de monnaie sous l'angle de flux ou d'écritures comptables (voir comme Allais les deux, avec une variante au niveau de la définition des flux). Il n'en demeure pas moins que ces 3 approches me semblent gouvernées par une grille de lecture à géométrie inversée : on détermine les conséquences, puis de manière plus ou moins empirique, on remonte à ce qu'on estime être la cause initiale. Ainsi va, me semble-t-il, de la création de monnaie ex-nihilo par le biais des intérêts perçus par les banques commerciales.

Or, je ne vois pas au plan théorique de contradiction dans les agissements des banques

commerciales, et donc encore moins de création de monnaie à partir de rien, sauf à estimer que les agrégats M1, M2 et M3 (et M4) dont se dotent les banques centrales sont faussés par une circulation excédentaire de monnaie "virtuelle" créée illicitement par les banques commerciales, ce qui ne me semble pas être le cas.

Pour faire simple, une banque commerciale qui accorde un prêt émet en même temps que ce dernier une créance qui correspond à l'intérêt dû pour l'immobilisation/prêt du capital, lequel représente aujourd'hui seulement une fraction des dépôts auprès de la banque (ce qui est certainement un aspect hautement critiquable). La monnaie qui constitue le capital prêté par la banque commerciale a été mise en circulation par la banque centrale qui gère la masse monétaire de la zone économique en question. L'intérêt perçu correspond à une création par la même banque centrale de monnaie destinée à couvrir précisément l'intérêt qu'elle a elle-même imposé à la banque commerciale au moment du prêt du capital + la marge de cette dernière pour couvrir son opération et dégager un profit. Le corolaire de cette acceptation me semble être que la banque centrale est condamnée à créer (inflation) de la monnaie pour permettre aux acteurs économiques à tous les niveaux de rembourser le capital + l'intérêt selon un schéma pyramidal qui aggrave les conditions financières à mesure que l'on s'éloigne du cercle concentrique.

Qu'en pensez-vous ???

Cordialement, JA

12. *egdltip dit :*

[9 juin 2008 à 07:05](#)

@JA

Je vous soutiens dans votre reformulation de la situation. C'est un peu ce qu'explique Louis Even notamment via son conte "L'île des naufragés".

Pour tenter d'expliquer le "coupage de cheveux en quatre", je crois que notre hôte et les intervenants essayent de formaliser d'une manière irréfutable pour quelque lecteur que ce soit le sentiment que beaucoup partagent :

- Le système tel qu'il existe et tel qu'il est régulé ne peut qu' "exploser", ainsi que l'actualité commence à nous en faire la narration.

- Tant que les parties prenantes n'accepteront pas ce fait, il sera difficile de les réunir pour définir une nouvelle règle de fonctionnement du sang de l'économie qu'est la monnaie.

- Et pour l'instant, une faible minorité, celle qui est sensée diriger le système profite encore de celui-ci et ne semble pas voir son évolution mortifère...

Merci pour vos explications chers intervenants.

Au plaisir de vous lire

13. *Emir Abel dit :*

[9 juin 2008 à 07:40](#)

@JA

La monnaie qui constitue le capital prêté par la banque commerciale a été mise en circulation par la banque centrale (...)

Non, vous vous trompez. Cette phrase est totalement incorrecte. Et c'est bien la tout le problème.

14. [Jean Jégu dit :](#)
[9 juin 2008 à 08:34](#)

@ JA, egdltp et Emir Abel.

Intervenant sur ce blog, je souhaite absolument répondre brièvement (j'ai peu de temps ce matin) à JA qui veut bien nous demander ce que nous en pensons.

Votre point de vue, JA, me semble très intéressant. Peut-être est-ce je me trompe, mais il est probable que vous connaissez la banque et la finance de l'intérieur. Si c'est bien le cas, vous confirmeriez tout à fait ce que je soupçonne de plus en plus. Comme notre hôte Paul, vous êtes certainement de bonne volonté et de bonne foi. Je vous tiendrai donc volontiers le même langage que celui que je lui ai tenu, à propos de son billet du 6 avril 2008 : "L'un de nous deux se trompe".

Effectivement, je pense qu'avec beaucoup d'autres, notamment dans le milieu de la banque, vous vous trompez. Voyez ce que dit Emir Abel. Je souscris totalement à son avis. Evoquer comme vous le faites "la création de monnaie ex-nihilo par le biais des intérêts perçus par les banques commerciales", me prend totalement à contre-pied. Pour moi, la création de monnaie se fait au moment de l'établissement de la créance et de l'approvisionnement du compte du "bénéficiaire".

L'encaissement des intérêts se fait par destruction monétaire sur le compte de l'emprunteur. C'est ici que la banque détruit sa dette (car la monnaie est pour la banque une dette) et par conséquent s'enrichit. Si vous avez lu mon canevas, ceci est à discuter au point A.2.b premier paragraphe.

La pensée de Louis Even ne m'est pas familière mais pour ce que j'en connais, elle ne se réduit pas à la question de l'argent supplémentaire nécessaire pour payer les intérêts. L'approbation de egdltp me surprend ; a-t-il bien saisi l'ensemble de votre propos ?

Bref, concluons ensemble, JA, si vous le voulez bien : il y a là un problème sérieux, celui de l'ignorance généralisée du fonctionnement des forces financières (il ne suffit plus de dire monétaires) qui nous emportent comme un torrent.

15. [JA dit :](#)
[9 juin 2008 à 08:41](#)

@ Emir Abel

Vous avez raison, j'ai été un peu vite dans le raccourci. Ce que je veux dire par là, c'est que c'est la banque centrale qui autorise la création de monnaie scripturale par les banques commerciales, en leur permettant de prêter une partie plus ou moins importante des fonds qu'elles ont en dépôt. Fixer cette règle revient à déterminer la masse de monnaie en circulation, fiduciaire ou scripturale. Par conséquent, le résultat est le même : c'est la banque centrale qui crée la monnaie directement (fiduciaire) ou indirectement (scripturale).

Note personnelle : faire attention à la formulation 😊

16. [Emir Abel dit :](#)
[9 juin 2008 à 10:55](#)

@ JA

(...) c'est la banque centrale qui autorise la création de monnaie scripturale par les banques commerciales, en leur permettant de prêter une partie plus ou moins

importante des fonds qu'elles ont en dépôt.

Décidément, c'est encore non. Cette phrase est fautive. Les banques commerciales, ne prêtent pas (ou pas seulement) l'argent qu'elles ont en dépôt. Elles le créent. Encore une fois, c'est bien là le problème.

Pour vous permettre de comprendre ce que j'ai compris grâce à des gens qui ont pris le temps de faire de la pédagogie, je vous invite à consulter les liens suivants :

1) [Ce texte court](#) donne une explication très claire :

2) [Ce livre](#) comporte une explication détaillée et très compréhensible des mécanismes de création monétaire

3) [Ce site](#) propose de nombreux textes courts et des questions-réponses qui permettent une bonne compréhension

Je ne peux que vous recommander de faire ce premier effort de consulter ces différentes sources d'information (parmi d'autres). C'est le seul moyen selon moi, d'obtenir une compréhension correcte qui vous permettra ensuite de débattre de façon pertinente.

17. *guillaume dit :*
[9 juin 2008 à 11:24](#)

@ JA

C'est la banque centrale qui autorise la création de monnaie scripturale par les banques commerciales, en leur permettant de prêter une partie plus ou moins importante des fonds qu'elles ont en dépôt. Fixer cette règle revient à déterminer la masse de monnaie en circulation

Comme B. Maris, je ne suis pas sûr de cette réalité :

La titrisation par exemple (sauf erreur de ma part) ne permet-elle pas à une banque commerciale de faire un prêt (en respectant bien sûr les règles prudentielles de réserves fractionnaires, de Bale ...), puis de le sortir de leur bilan en le revendant (obligations). Ce qui, non seulement, lui permet de considérer qu'il n'y a pas eu réellement un prêt dans son bilan, mais en plus d'accroître par la vente de titre ses capitaux (pour de nouveaux prêts).

Si tel est le cas, le contrôle de la BC s'exerce non pas sur la capacité d'une banque commerciale à effectuer ou non un prêt, mais une opération, qu'elle peut de ce fait reproduire relativement indéfiniment (jusqu'à un resserrement systémique du crédit pour insolvabilité du système).

A chaque fois que l'opération est répétée, cela se traduit par l'augmentation de la masse monétaire (crédit scriptural)...

18. [A-J Holbecq \(Stilgar\) dit :](#)
[9 juin 2008 à 11:34](#)

Le plus important n'est pas (ce me semble) le montant des réserves obligatoires qui ne sont, je pense, que de 2% dans l'eurosystème, mais celui des "fuites" (lesquelles représentent pour les banques commerciales, leurs besoins en monnaie centrale pour assurer d'une part les écarts en compensation, d'autre part les habitudes de paiement "en espèces". A chaque fois que vous tirez des espèces dans une banque (distributeur de billets) vous obligez cette banque à emprunter (se procurer) de la monnaie centrale.

19. *guillaume dit :*
[9 juin 2008 à 11:50](#)

Oui, ON oblige par nos retraits, mais ce n'est qu'un moyen de pression très indirect des BCentrales sur les Bcommerciales, non ?

Une question : y a-t-il des échanges de monnaies centrales sur le marché interbancaire ?

20. *A-J Holbecq (Stilgar) dit :*
[9 juin 2008 à 12:06](#)

@guillaume

Si j'ai bien compris votre question...

Un banque qui a trop de fuites (demande de monnaie fiduciaire ou simplement en position négative lors des compensations interbancaires de chèques ou d'effets divers) et pas assez d'actifs a donc un compte à la banque centrale qui peut devenir inférieur aux réserves obligatoires. Elle est donc obligée de se "refinancer" (on a beaucoup parlé du refinancement des banques il y a quelques mois) par différentes méthodes dont la principale me semble être l'emprunt en échange de différentes garanties, soit auprès de la Banque Centrale, soit auprès de ses concurrentes qui auraient des disponibilités de cette monnaie centrale (aux taux du LIBOR et de l'EURIBOR).

21. *JA dit :*
[9 juin 2008 à 12:22](#)

@ Guillaume

Vous avez aussi raison, la titrisation est précisément un outil de gestion de bilan prudentiel, et se traduit à la fois par un flux financier (la cession d'actif à la SPC qui émet ensuite les obligations vendus aux investisseurs, lesquels rétribuent au prix de souscription la SPC qui paie à la banque le prix de vente) et une écriture comptable (sortie de bilan et rentrée par la rétribution de la vente). 2 remarques :

- en général, la titrisation se fait à partir du moment où les actifs de la banque commerciale atteignent un certain niveau ; l'opération n'est pas systématique ;

- Vous dites : "A chaque fois que l'opération est répétée, cela se traduit par l'augmentation de la masse monétaire" = je ne suis pas sûr que cette affirmation soit juste. Lorsque la SPC ou SPV émet les obligations, ce sont les investisseurs qui acquièrent le contrat de l'obligation à sa valeur actuelle. C'est le résultat de cette émission obligataire qui permet à la SPC/SPV de payer à la banque le prix de vente du portefeuille. Donc sauf à considérer que les investisseurs ont eux même créé la monnaie qui finance l'obligation, in fine, il ne s'agit que d'une écriture comptable au final pour la banque commerciale. En d'autres termes, la titrisation ne me semble pas créatrice de monnaie.

Qu'en dites vous?

22. *egdltip dit :*
[9 juin 2008 à 13:01](#)

@Jean Jegu

Le système que décrit Louis Even dans son conte est un système fermé dans lequel "s'invite" un banquier. La demande d'intérêt par celui-ci fait que la masse monétaire "présente" :

somme des compte courant de chacun + des intérêts dus, est supérieure à la richesse initiale décidée. A moins que le banquier n'accepte que les intérêts soient payés en produits, il y a obligation d'émission pour rétablir l'équilibre et ainsi "création de monnaie". C'est comme cela que j'interprétais la discussion et le conte.

Le principe de titrisation et de "future", décorrélant de plus en plus la richesse physique et la richesse financière, fait que nous finissons par être dans une situation où la production physique ne peut plus contrebalancer la demande financière sauf à augmenter les prix, inflation, soit à "détruire" cette soi-disant richesse financière. Quelle est la contrepartie de la sphère financière, plusieurs dizaines de milliers de milliards d'unités (dollars ?), qui représente plusieurs fois la sphère physique, de l'ordre de milliers de milliards d'unités (dollars ?) ?

Je me trompe sûrement dans les chiffres. Mais un billet de banque n'a jamais nourri son homme. Et comme l'indique (via Marianne de cette semaine) Xavier Timbeau : "Le système en est à vendre aux enchères un steack avec d'un coté un acteur qui n'a que 1 dollar et de l'autre un autre qui en a 150."

Faut-il que l'argent reste le seul moyen de répondre aux besoins et le seul moyen de mesurer l'évolution de la société ?

23. *JA dit :*
[9 juin 2008 à 14:38](#)

@ Emir Abel

Cela fait longtemps que je connais les pages de Jean Jégu, mais merci pour ce rappel.

Je dois m'excuser pour ma formulation, pas toujours en ligne avec ma réflexion. A ma décharge, je ne suis pas francophone... 😊

Donc quand je dis que "c'est la banque centrale qui autorise la création de monnaie scripturale par les banques commerciales, en leur permettant de prêter une partie plus ou moins importante des fonds qu'elles ont en dépôt", il faut traduire en bon français que les banques commerciales s'appuient sur les ratios de Bâle (Mc Donough) pour déterminer la proportion "au-delà" de leurs fonds propres qu'ils peuvent prêter, ou encore, le montant de dépôt minimum qu'elles doivent conserver proportionnellement aux encours.

Et une fois qu'on a dit ça, à partir du moment où une règle fixe le niveau de ce que vous appelez "création" et qui correspond à un ratio par rapport aux fonds propres, les montants sont mesurés par les agrégats de la banque centrale et donc sous couvert de la volonté de la banque centrale de volume monétaire.

Désolé encore pour l'imprécision de mon français, peut-être ce que j'avance/précise est encore faux.

Merci pour votre vigilance 😊

24. *Jean Jégu dit :*
[9 juin 2008 à 15:27](#)

@ egdltp

Tout à fait d'accord avec vous sur la conséquence de l'obligation de verser des intérêts, c'est-à-dire la nécessité de création supplémentaire ultérieure. Je ne contestais pas votre pensée, telle que je l'ai comprise sur ce blog, ni celle de Louis Even. Celui-ci fût un pédagogue talentueux ; l'écho de sa fable de "L'île des naufragés" en est la preuve. Cependant celle-ci

date de plus d'un demi-siècle. Il n'est pas de nos jours prévu de payer les intérêts en lingots d'or. Le plus souvent ces intérêts sont perçus par prélèvement sur un compte de dépôt à vue et – c'est ce que je veux dire à JA – ceci est une destruction monétaire qui enrichit la banque, ne serait-ce que par ce que cela lui libère autant de possibilités d'acquisition d'actifs.

L'intérêt perçu correspond à une création par la même banque centrale de monnaie destinée à couvrir précisément l'intérêt qu'elle a elle-même imposé à la banque commerciale au moment du prêt du capital + la marge de cette dernière pour couvrir son opération et dégager un profit.

Cette phrase de JA - et quelques autres - est pour moi totalement incompréhensible, comme les miennes le sont probablement pour lui. C'est pourquoi l'énigme demeure d'une incompréhension très commune du système monétaire, ou bien de ma part et de tous ceux auprès de qui j'ai appris ce que je défends (car je n'ai rien inventé) ou bien de la part de JA et de ceux qui partagent son point de vue. Je pense, - mais je peux me tromper - qu'il s'agit hélas souvent du milieu financier professionnel. !

@ JA

Sur le point de poster le texte ci-dessus, je prend connaissance du vôtre à 14:38. Merci pour votre effort linguistique ; n'étant pas moi-même anglophone, je sais ce qu'il m'en coûte quand je suis contraint de m'y essayer.

Pour tenter une fois encore de m'expliquer, je dirais que le système oblige par diverses règles à conserver la « proportionnalité » $M1 = k.M0$. (J'évite volontairement les termes « multiplicateur » ou « diviseur »). Vous dites, et plus généralement la théorie monétaire dit : la Banque Centrale contrôle M0 et donc maîtrise M1. Je dis, à l'inverse comme d'autres analystes (par exemple Steve Keen qui a été invoqué par Paul) que c'est M1 qui force M0 par le refinancement. Bien sûr, vous me répliquerez qu'il y a Mc Donough qui impose des limitations liées aux fonds propres de la banque. Cela aussi, il m'est arrivé d'y regarder de près, avec notamment des experts de l'association Chômage et Monnaie. Ce n'est pas le lieu de détailler ici ce travail, mais je parlerai en « parabole » (comme Louis Even) : c'est un peu comme si vous interdisiez à l'habitant d'une chambre de grandir au point que sa tête touche le plafond, mais que vous le laissiez libre de faire relever le dit plafond dès qu'il en éprouve le besoins. Qui règle l'augmentation des fonds propres des banques ?

Bizarre non ?

Courage. Nous finirons peut-être (probabilité bien faible toutefois !) par nous comprendre, mais comme certains l'ont dit, c'est harassant. Si vous trouvez des erreurs bien identifiées dans mes écrits, surtout, n'hésitez pas à me le dire. L'erreur ne mène jamais à rien. Ce n'est pas notre objectif, ni aux uns ni aux autres.

25. [A-J Holbecq \(Stilgar\) dit :](#)
[9 juin 2008 à 15:32](#)

@ JA

Tout à fait d'accord avec votre nouvelle formulation... c'est le point de vue du "multiplicateur de crédit".

Le point de vue "diviseur de crédit" propose que la banque centrale n'a pas d'autre choix que d'augmenter la monnaie centrale lorsque les banques commerciales émettent plus de crédit (de création nouvelle de monnaie).

Merci de votre effort de vous exprimer en français : bien que lisant assez bien l'anglais et

l'espagnol, je serais tout à fait incapable d'exprimer toutes ces "finesses" dans ces langues...

26. [Paul Jorion dit :](#)
[9 juin 2008 à 16:36](#)

@ A-J H (Stilgar)

Merci pour l'extrait de « La monnaie » (éd. Dunod) de Sophie Brana et Michel Cazals <http://lare-efi.u-bordeaux4.fr/Homepage/Brana/Brana.htm> mais encore une fois – comme dans les extraits du livre de Plihon – un mélange de réflexions relatives à des transferts de flux monétaires et de références à des modalités d'*enregistrement comptable*.

Je cite :

La banque accorde un crédit à l'entreprise et en contrepartie, crédite son compte (au passif de son propre bilan) : le dépôt à vue de l'entreprise a augmenté du montant du prêt. La banque inscrit donc simultanément la même somme à l'actif (crédit) et au passif (compte-courant) de son bilan. Cela constitue l'acte par lequel elle crée de la monnaie.

Ce passage parle de l'*enregistrement comptable* du fait d'accorder un crédit, il ne dit rien des flux monétaires (d'où viennent les sous ?) et n'en ayant rien dit, en tire la conclusion que de la monnaie a été créée à partir du vent. Mais ce n'est pas le cas, comme le montre très clairement un raisonnement qui remonterait la chaîne à contre-courant.

La banque A prête un million à B. « La banque inscrit donc simultanément un million à l'actif (crédit) et au passif (compte-courant) de son bilan ». Fort bien. B rembourse le prêt (en petites coupures, pas par une cyber-opération – je dis cela pour qu'on « visualise » l'opération : que faire de tous ces sacs ?). La banque A enregistre ce versement : elle élimine cette fois l'inscription du million en actif et en passif. L'affaire de l'*enregistrement comptable* du crédit est réglée.

Maintenant, qu'advient-il du million ? S'il y a eu création de monnaie ex nihilo, le million remboursé est une manne : un profit net pour la banque – que les banquiers peuvent aussi bien se partager entre eux. Quelqu'un suggère-t-il que c'est cela qui se passe ? Et si non, que se passe-t-il en réalité ? (Je crois connaître la réponse).

27. [JA dit :](#)
[9 juin 2008 à 17:50](#)

Je me risque à essayer de synthétiser la raison pour laquelle nous ne nous comprenons pas ou plutôt pour laquelle nous ne sommes pas d'accord (car en fait je comprends votre raisonnement) : vous avez raison dès lors que vous parlez de comptabilité, nous avons raison dès lors que nous parlons de flux financiers. Quand on a dit ça, on a tout dit et rien à la fois. Ces 2 approches sont-elles compatibles ? A mon sens, non, car "l'enregistrement comptable" pour reprendre la terminologie utilisée par Paul Jorion, n'est justement qu'une écriture comptable. On ne crée pas de monnaie à partir d'une écriture comptable, sauf à fausser un bilan (je schématise bien sûr, pour faire court).

Donc quand vous me demandez de pointer une éventuelle erreur dans votre construction théorique, à priori je mettrais le doigt sur ce point (sans grande conviction, attention, j'avance aussi dans ma réflexion à mesure que je vous lis).

Sauf erreur de ma part, car j'ai du mal parfois à saisir les subtilités des paraboles de notre hôte, je comprends qu'il considère aussi que c'est la pierre d'achoppement de notre réflexion commune.

28. [guillaume dit :](#)

[9 juin 2008 à 18:39](#)

@ JA

la titrisation ne me semble pas créatrice de monnaie.

Je me suis mal exprimé, certes la titrisation n'est pas créatrice de monnaie, mais : il me semble qu'une banque est limitée dans ses prêts dans la limite où elle doit respecter une proportion entre la somme des prêts effectués et ses fonds propres, ce qui normalement donc la limite. Cependant, en sortant de son bilan des prêts effectués (par la titrisation de ces prêts) elle a la capacité d'en octroyer des nouveaux.

Une illustration valable si le raisonnement est juste :

Une banque possède 100 unités de fonds disponibles, elle peut prêter disons 90 U (en fonction des réserves fractionnaires) ; elle prête 9 fois 10 U, titre 5 de ces prêts, dans son bilan apparaissent donc 4 prêts de 10U en passif et une partie des 5 autres en actif (qui augmentent ses fonds propres), elle peut donc émettre de nouveaux prêts en respectant les réserves fractionnaires, non ?

Je me trompe peut-être...

29. JA dit :

[9 juin 2008 à 20:42](#)

@guillaume

vos raisonnement me semble globalement juste du moment qu'on s'en tient à votre exemple et votre formulation. Néanmoins, ce même exemple est assez révélateur du biais de l'approche strictement comptable. Pour être le plus précis possible, je vous propose de repartir de votre expérience de pensée, qui est un excellent point de départ :

- une banque possède 100 unités de fonds disponibles, elle peut prêter 90 U en respectant le ratio McDonough (en l'occurrence ici les réserves fractionnaires de la banque s'élèveraient à 10% de ses encours). A ce stade, une bonne partie des intervenants crient : "risque de création de monnaie ex-nihilo..."

- notre fameuse banque, appelons-la la Rothschild ou la Rotschfeller, effectue 90 prêts de 10 U qu'elle enregistre comptablement et pour lesquels elle s'assure par contrat d'une contrepartie financière qui garantit son prêt ; une partie des intervenants voit le risque qu'ils redoutaient se réaliser, la banque ayant accordé des prêts au delà de ses fonds disponibles en dépôts et actifs. Pour eux, il y a création de monnaie ex-nihilo.

- la Rotschfeller, décide alors de titriser une partie de ses prêts, ayant atteint un seuil qu'elle juge correct pour cela. Elle titre donc 50 de ses prêts. Et c'est là que je ne suis plus d'accord : vous réduisez la titrisation à une opération comptable de la Rothschild à seule fin de pouvoir créer davantage de monnaie. Je vous renvoie à mon paragraphe sur la titrisation que je résume ici. La Rotschfeller met sur pied un Special Purpose Vehicle qui émet des obligations acquises par des investisseurs. En retour, la SPV retourne à la Rotschfeller, le fruit de l'émission des obligations. Et donc sauf à considérer que ces investisseurs aient créé l'argent qu'ils ont investi dans les obligations, ce que personne ne suppose, cette titrisation se traduit par un flux financier réel. Et si ce flux financier n'avait pas une contrepartie financière préexistante, cela se traduirait comptablement par un bénéfice net au profit de la Rothschild ce qui ne me semble pas être le cas (je fais volontairement un raccourci).

- Enfin, quand vous dites que par conséquent la banque est alors de nouveau apte à consentir de nouveaux prêts en respectant le ratio de réserves fractionnaires, vous avez raison, à condition d'ajouter à votre formulation "dans la limite de l'apport d'air frais procuré par

l'émission des obligations dont le fruit revient à la Rotschfeller via le SPV".

30. *Emir Abel dit :*
[9 juin 2008 à 21:56](#)

@JA

"On ne crée pas de monnaie à partir d'une écriture comptable (...)" et bien si justement. Une fois de plus, c'est la tout le problème !

@Paul

A mon avis, votre exemple ne tient pas la route car il n'est pas représentatif. C'est un cas très particulier. Vous en connaissez beaucoup vous des gens qui vont rembourser 1 million en petites coupures ?

Et quand bien même, en supposant que cela arrive, effectivement les banquiers touchent le gros lot en se faisant rembourser la monnaie "banque commerciale" qu'ils ont prêté, en monnaie "banque centrale".

J'imagine que ce genre de pratiques est peut-être utilisée pour "blanchir" de l'argent par exemple ?

31. *JA dit :*
[9 juin 2008 à 22:45](#)

Astrologie et astronomie, où les premiers voient dans les constellations une représentation physique suffisamment pertinente pour servir de grille de lecture, là où les seconds n'y voient qu'une construction de représentation dénuée de tout fondement physique.

32. *Paul Jorion dit :*
[9 juin 2008 à 23:58](#)

@ Emir Abel

Pardon pour ma petite provocation mais c'est précisément cela que je veux souligner : que le remboursement ait lieu par un « wire », une transaction électronique, ou que ce soient cinq millions de pièces de 20 centimes dans des sacs est strictement indifférent : c'est exactement la même opération. Si j'ai évoqué les sacs des Frères Raptout, c'est pour qu'on ne puisse pas éluder la question « Que font du million les banquiers le jour où il est remboursé ? ». Si c'était une transaction électronique, on pourrait toujours me rétorquer : « On n'en fait rien : c'est un simple jeu d'écriture ! ».

33. *A-J Holbecq (Stilgar) dit :*
[10 juin 2008 à 07:07](#)

@Paul:

Mais la monnaie ce n'est QUE de la comptabilité (des écritures en partie double)... 😊... et la monnaie fiduciaire, c'en est aussi, sauf que les acteurs qui l'émettent sont au "niveau supérieur"...

Et à propos de ton argumentation: si le bénéficiaire d'un prêt rembourse 1 million à sa banque (A) en espèces, c'est, pour la banque A, de la monnaie centrale, qui, comme je l'ai expliqué, va lui être très utile. Mais comme il a bien fallu pour l'emprunteur les trouver "quelque part", c'est une ou des autres banques (B) qui ont subi cette "fuite" ... et si elles en ont besoin pour offrir de nouveaux crédits (dans la limite des fuites statistiques de 15 ou 20%, correspondant à la demande d'espèces locale) elle vont devoir se les refournir sur le marché interbancaire et

les emprunteront probablement à la banque A qui en a trop. C'est effectivement tout bénéfique pour la banque A (comme le souligne justement Emir Abel), mais perte pour les banques B. Mais, *globalement, dans le système bancaire, le bilan est nul*, que l'emprunteur ait remboursé en monnaie fiduciaire ou monnaie scripturale.

Donc, comme tu dis Paul "que le remboursement ait lieu par un « wire », une transaction électronique, ou que ce soient cinq millions de pièces de 20 centimes dans des sacs est strictement indifférent : c'est exactement la même opération."

Le crédit à l'emprunteur (sous forme scripturale) a bien créé 1 million, cet emprunteur a payé ses fournisseurs avec ce million, par des chèques ou avec sa carte de crédit ou en sortant une partie en espèces. Cette monnaie est bien rentrée dans le circuit économique (et elle a permis peut être à des fournisseurs de rembourser leur propre emprunt). Lorsque l'emprunteur initial devra (ou voudra) rembourser sa banque, il devra trouver ce million, que ce soit sous forme fiduciaire ou scripturale ... c'est véritablement sans importance au niveau global du système bancaire. Mais ce qui n'est pas sans importance, je me répète, c'est qu'il lui faudra également trouver en plus les intérêts, lesquels ne peuvent être issus que d'un autre prêt à d'autres acteurs auprès de qui l'emprunteur initial les "prélèvera" (par un échange économique bénéficiaire), ou d'un prélèvement sur une épargne préexistante (elle même issue d'un prêt antérieur).

34. [Jean Jégu dit :](#)
[10 juin 2008 à 10:23](#)

@ Paul et JA

Ce qu'écrivent Emir Abel et A.J. Holbecq me dispense d'ajouter quoi que ce soit ... Je suis d'accord avec leurs propos. Mes commentaires ne seraient que des nuances inutiles. Je n'interviendrai qu'en parabole.

Une parabole n'est qu'une parabole. N'en tirer aucune explication, seulement matière à réflexion. Je tente donc la parabole du moteur à quatre temps. Souvenez-vous : admission, compression, explosion, expulsion.

Nous insistons sur l'explosion pour dire que c'est de cela que naît la force motrice (je parle, vous l'aurez compris, de la mise en place des crédits bancaires). D'aucuns s'étonnent : ce n'est pas possible ! Une explosion détruirait tout ; rien n'explose. Du tuyau d'échappement ne sortent que des gaz chauds pas des flammes ! Effectivement, on peut n'y rien comprendre car le véhicule n'avance ni à cause de l'admission, ni par la compression ou l'explosion et encore moins l'évacuation mais par la combinaison judicieuse des quatre temps.

De même le système monétaire combine en général :

- l'approvisionnement des comptes à vue par les crédits sans cesse remboursés puis renouvelés.
- la ponction des comptes par la perception des intérêts ou la vente d'actifs
- le versement aux comptes pour l'achat d'actifs ou l'acquittement de dettes.

Et tout ceci continue de se faire sous le contrôle, qui semble bien n'être plus que théorique – et un souvenir de la monnaie métallique – d'une monnaie de banque centrale. Le système se la procure quasiment à volonté et, lui aussi, de manière scripturale (l'impression de billets à la demande n'y change rien) par vente d'actifs à la Banque Centrale s'il ne peut le faire par prêt interbancaires. Il nous faudrait étudier pas à pas ce moteur à n temps pour espérer le comprendre.

Voilà comment je vois le système. Cependant ce qu'écrit Paul en insistant sur le fait que cela n'est que comptabilité, tout juste bonne pour le public, n'est pas complètement faux. Il y a le

bilan, mais aussi le "hors bilan". Bref le film n'est pas un album de photos (les bilans successifs) ; ce n'est même pas un diaporama. Il y a le son : paroles et musique. Nous sommes dans le film et les banquiers y sont plus que quiconque. Il ne faut pas en faire des boucs-émissaires. Je comprend qu'ils ne se focalisent pas sur les images. Cependant celles-ci existent et font bien le substrat du film. Celui-ci n'est pas pleinement satisfaisant mais nous ne connaissons pas le scénariste et il n'est pas aisé d'infléchir le scénario.

35. *Rumbo dit :*
[10 juin 2008 à 11:44](#)

Strictement rien à rajouter à ce que dit Stilgar AJH.

D'autrte part, je sais que les exemples, comme les métaphores (Jean Jégu) sont limités, mais il n'y a qu'un temps moteur dans les quatre temps du moteur à explosion.

Sans doute puisque nous serions presque au "sommet" tant attendu, voici des investigations et des expérimentations qui ont débouché sur quelques choses qui n'a jamais pu être démontré faux, ce sont les expérimentations financières du major Douglas (certains le surnomment l'Albert Einstein de l'économie) qui, je crois m'en rendre compte de plus en plus chaque jour, est le dénominateur commun de ceux qui, comme on le voit sur ce blog comme un excellent stimulant, cherchent et veulent remettre la vérité économique et sociale à la base de la structure sociale.

C'est en anglais, grâce à des intermédiaires fiables, j'ai eu accès à ses travaux (étant un mauvais anglophone) voir : <http://douglassocialcredit.com/origins.php>

36. *Gérard P. dit :*
[10 juin 2008 à 22:13](#)

Ne méprisons pas la comptabilité.

Exemple d'une suite de faits :

1) A dépose 10 à la Banque.

Bilan de la Banque

ACTIF

Billets = 10

PASSIF

Dépôt de A = 10

Masse monétaire

Détenue par A = 10

2) Emprunt par B à la Banque de 9.

Bilan de la Banque

ACTIF

Billets = 1 (10-9)

Crédit à B = 9

Total : 10

PASSIF

Dépôt de A = 10

Masse monétaire

Détenue par A = 10

Détenue par B = 9

Total : 19

3) Avec l'emprunt, B achète, pour un prix de 9, un bois à C qui dépose le prix à la Banque.

Bilan de la Banque

ACTIF

Billets = 10 (1+9)

Crédit à B = 9

Total : 19

PASSIF

Dépôt de A & C = 19 (10+9)

Masse monétaire

Détenue par A = 10

Détenue par B = 0 (9-9)

Détenue par C = 9

Total : 19

4) B, après entretien et coupe du bois, vend le bois à A pour le prix de 9; A utilise la monnaie qu'il a déposée à la Banque pour le paiement.

Bilan de la Banque

ACTIF

Billets = 1 (10-9)

Crédit à B = 9

Total : 10

PASSIF

Dépôt de A & C = 10 (19-9)

Masse monétaire

Détenue par A = 1 (10-9)

Détenue par B = 9 (0+9)

Détenue par C : 9

Total : 19

5) B rembourse son emprunt à la Banque.

Bilan de la Banque

ACTIF

Billets = 10 (1+9)

Crédit à B = 0 (9-9)

Total : 10

PASSIF

Dépôt de A & C = 10

Masse monétaire

Détenue par A = 1

Détenue par B = 0 (9-9)

Détenue par C = 9

Total : 10

La Banque crée de la monnaie par le crédit et l'emprunteur annule la création de monnaie par son remboursement.

La Banque ne crée donc pas de la monnaie ex-nihilo par le crédit puisque la contrepartie est l'obligation de rembourser de l'emprunteur. L'entière exécution de cette obligation annule la création de monnaie.

Maintenant, supposons que B devienne insolvable : son bois à brulé et ne vaut plus rien et, en voulant sauver son bois du feu, il a perdu sa force de travail. Le banquier n'a plus de garantie pour assurer le remboursement.

Bilan de la Banque (après le point 3))

ACTIF

Billets = 10 (1+9)

Crédit à B = 0 (9-9)

Perte = 9

Total : 19

PASSIF

Dépôt de A & C = 19

Masse monétaire

Détenue par A = 10

Détenue par B = 0

Détenue par C = 9

Total : 19

Le banquier a créé de la monnaie dont il devra lui-même assumer le remboursement. Mais, avec un tel bilan, le banquier ne pourra pas totalement rembourser A & C; ces derniers seront rembourser au marc le franc :

A recevra : 5,26 ($10/19*10$)

C recevra : 4,74 ($9/19*10$)

Total : 10 correspondant aux billets.

37. *Rumbo dit :*

[11 juin 2008 à 01:15](#)

La comptabilité doit toujours être juste, la démonstration en est faite ici, impeccablement, par Gérard P. C'est cela qui compte dans le fond. Mais un fond clair et documenté non moins clairement.

Car c'est sans compter avec la fluctuation des garanties des prêts, avec la sacro-sainte politique du crédit des banquiers et leur flots erratique de création monétaire ex-nihilo, les intérêts comme vol déguisé, les agios, les frais bancaires toutes catégories, les prélèvements sous n'importe quel prétexte, etc, et d'autres paramètres encore. Toute une violence en col blanc qui ne dit jamais son nom ! Il y a aussi le fait que les banques nord-américaines ayant voulu gonfler leurs bilans (même artificiellement) durant ces dernières années, ont pratiqué la super "habileté manœuvrière autorisée" irresponsable de la titrisation des prêts hypothécaires dans les couches nord-américaines les plus fragiles économiquement (les couches moyennes nord-américaines étant déjà saturées de remboursement de crédits) et dès que la baisse inéluctable de l'immobilier américain s'est déclenchée, la crise dite des subprimes s'est répandue dans le monde. Les Évangiles disent : "Vous les reconnaîtrez à leurs fruits". Oui, ils sont pourris, bons pour la poubelle. Les poubelles, ici, ne représentent pas l'avenir. Il faut laisser tomber.

Mais plutôt étudier ce qu'a découvert le major Clifford Hugh Douglas (voir ci-dessus)

38. *Emir Abel dit :*

[11 juin 2008 à 15:49](#)

Un ami très très très proche a lancé le débat ici :

<http://horizons.typepad.fr/accueil/2008/06/le-casse-du-sic.html>

39. *Jean Jégu dit :*

[11 juin 2008 à 16:19](#)

Deux questions de vocabulaire

@ Gérard P.

Entièrement d'accord avec votre présentation. Cependant j'en profite pour insister sur ce qui pourrait être un malentendu entre certains d'entre nous.

Vous écrivez :

La Banque crée de la monnaie par le crédit et l'emprunteur annule la création de monnaie par son remboursement.
La Banque ne crée donc pas de la monnaie ex-nihilo par le crédit puisque la contrepartie est l'obligation de rembourser de l'emprunteur. L'entière exécution de cette obligation annule la création de monnaie.

Tout à fait d'accord, bien que ce texte contienne le membre de phrase : "La Banque ne crée donc pas de la monnaie ex-nihilo " qui, en lecture stricte est la négation exacte de la proposition que vous trouverez souvent sous ma plume : " La Banque crée de la monnaie ex nihilo".

Comment est-ce possible ? Ceux qui comprennent que qualifier la création monétaire de "ex nihilo" veut dire qu'un banquier peut se lever le matin en décidant qu'il va créer dix millions d'euros, nous comprennent mal. Tout le monde sait bien que pour prêter il faut trouver un emprunteur. Notre banquier va donc tout au plus pouvoir se dire " aujourd'hui, je vais m'efforcer de placer 10 millions d'emprunts". Il faut donc reconnaître que le "ex nihilo" peut prêter à confusion, à beaucoup de confusion. Que diriez-vous d'une formulation qui pourrait être :

la Banque crée de la monnaie scripturale par le crédit, sans recourir directement à aucune autre monnaie préexistante mais simplement sur l'engagement de l'emprunteur à rembourser le capital et à payer les intérêts convenus. Le remboursement du capital et l'acquittement des intérêts donne lieu à destruction monétaire équivalente, c'est à dire supérieure au capital reçu.

Je précise que l'adverbe "directement" est utilisé ici pour rappeler que l'attribution d'un crédit reste toujours soumise à des contraintes en matière de monnaie centrale (M0) du fait de l'obligation de fournir des espèces et de respecter les Réserves Obligatoires, ainsi que, plus généralement, les Règles Prudentielles actuellement répertoriées, je crois, sous le nom de Bâle II.

Sommes-nous tous d'accord la-dessus ?

@ Paul

Mon post du 10/06 10:23 comporte une faute de frappe (encore ... pardon) qui le rend partiellement incompréhensible.

Il est écrit :

De même le système monétaire combine en général :
- l'approvisionnement des comptes à vue par les crédits sans cesse remboursés puis renouvelés.
- le fonctionnement des comptes par la perception des intérêts ou la vente d'actifs
- le versement aux comptes pour l'achat d'actifs ou l'acquittement de dettes.

Au lieu de « fonctionnement des comptes » (du verbe fonctionner) j'ai voulu écrire «

ponctionnement des comptes » (du verbe ponctionner). Hélas, le mot ponctionnement n'existe pas en français ! Il faudrait tout simplement dire : « - la ponction des comptes par la perception des intérêts ou la vente d'actifs »

Ainsi le niveau des comptes descend ou monte selon le cas, comme le piston du moteur auquel je faisais allusion. Le résultat est que, dans ces mouvements, les banques trouvent la possibilité d'acquérir des actifs. Ceux-ci, à la différence des prêts qui ne sont que jeu d'écritures, sont une richesse réelle.

40. *Emir Abel dit :*

[11 juin 2008 à 17:51](#)

@ Jean Jégu

Votre clarification sur le terme "ex-nihilo" est limpide et était tout à fait nécessaire car, effectivement cela entraîne beaucoup de confusion, tout le monde ne donnant pas la même signification à cette expression. Cela entraîne visiblement des malentendus entre des gens qui par ailleurs ne sont pas loin d'être d'accord sur le fond.

Je vais garder le texte que vous avez proposé dans ma bibliothèque personnelle car je suis sûr qu'il me servira.

Merci donc.

41. *Gérard P. dit :*

[11 juin 2008 à 21:34](#)

Il semble qu'il n'y ait pas de création monétaire pour les intérêts : dans ce cas, le banquier n'avance rien à l'emprunteur. Cependant, lorsque l'emprunteur paie les intérêts, le banquier reçoit de la monnaie.

Voyez cette nouvelle suite de faits à partir du point 4) ci-dessus :

4) B, après entretien et coupe du bois, vend le bois à A pour le prix de 9,5; A utilise la monnaie déposée à la Banque pour le paiement.

Bilan de la Banque
ACTIF
Billets = 0,5 (10-9,5)
Crédit à B = 9
Total : 9,5
PASSIF
Dépôt de A & C = 9,5 (19-9,5)

Masse monétaire
Détenue par A = 0,5 (10-9,5)
Détenue par B = 9,5 (0+9,5)
Détenue par C : 9
Total : 19

5) B rembourse son emprunt de 9 et paie les intérêts de 0,5 à la Banque.

Bilan de la Banque
ACTIF
Billets = 10 (0,5+9,5)
Crédit à B = 0 (9-9)
Total : 10

PASSIF
Dépôt de A & C = 9,5
Intérêts = 0,5

Masse monétaire
Détenue par A = 0,5
Détenue par B = 0 (9,5-9,5)
Détenue par C = 9
Détenue par la banque = 0,5 (0+0,5)
Total : 10

42. [» Economie Les Feux de la Rampe » Le Casse du Siècle dit :](#)
[12 juin 2008 à 05:04](#)

[...] sais, vous me prenez pour un fou. Cela fait le même effet à des spécialistes travaillant ou ayant travaillé dans la banque qui ont beaucoup de mal à accepter la [...]

43. [Philippe Derudder dit :](#)
[12 juin 2008 à 07:14](#)

Bonjour à tous,

Je viens faire un petit tour sur le blog de Paul pour voir ce qui s'y passe. Des choses très intéressantes mais je vois qu'il y a de la "résistance" de la part de Paul à admettre le principe de création monétaire ex nihilo par les banques commerciales. Je vois toutefois Paul que vous n'êtes pas opposé à l'idée, mais que vous êtes toujours en l'attente d'une démonstration indémentable qui clouerait le bec à tout contradicteur éventuel. J'ai bien peur que le système ait cette "intelligence" d'avoir été conçu pour ne pas permettre cette démonstration, afin que le "bon peuple" s'y perde avec une partie des "spécialistes", ce qui lui permet de survivre et d'imposer sa loi. Bon je ne vais pas lancer dans une nouvelle explication. Bien des personnes sur ce Blog apportent leur éclairage et tentent d'expliquer le principe et en particulier André Jacques et Jean dont je partage entièrement les points de vue. Je reviens toutefois à une idée forte qui est certes refusée par Paul, je le sais, qui est celle de dire que la monnaie moderne étant maintenant totalement dématérialisée, elle n'existe plus à moins de la faire exister, par le crédit justement.

Avant, la monnaie était une monnaie marchandise, permanente et gratuite:

Marchandise : car lorsqu'elle était de métal précieux, elle avait sa propre valeur
Permanente par sa nature matérielle. Elle ne disparaissait pas, elle circulait de poche en poche
Gratuite car en dehors des prêts, son émission n'était pas porteuse d'intérêt

Maintenant la monnaie est une monnaie de dette, temporaire et couteuse

De dette, car la monnaie n'existant plus par elle même il faut la créer par le crédit ce qui implique que toute la monnaie soit une dette (Nota : on pourrait croire que la monnaie fiduciaire, émise par les banques centrales échappe à ce principe mais n'oublions pas qu'elle ne fait que correspondre à la partie de monnaie demandée sous forme billets et pièces par les acteurs économiques, cette partie étant incluse au départ dans le montant emprunté, et aux besoins des banques pour les règlements interbancaires, qui sont compensés par des "transferts de créances". Ainsi la monnaie centrale n'est qu'une conséquence de la création monétaire effectuée par les banques secondaires. Elle ne précède pas la monnaie scripturale, c'est de la création de la monnaie scripturale que découle la monnaie centrale.)
Temporaire : car elle n'existe qu'entre le moment où le crédit est consenti et celui où elle est remboursée

Couteuse : car son "émission" se faisant par le biais du crédit, est porteuse d'intérêt.

Mais le système émet un grand écran de fumée sur tout cela en juxtaposant des emprunts à partir de l'épargne et en émettant une partie de la monnaie sous forme de monnaie permanente (pièces et billets) monopole d'une autre entité, la banque centrale, alors que les banques secondaires ont le monopole de la monnaie scripturale. Rajoutez à cela les règles de refinancement (qui laissent supposer que les banques secondaires empruntent auprès des banques centrales la monnaie qu'elles prêtent elles mêmes) et les règles prudentielles qui laissent croire que les banques centrales ont un beau tableau de bord avec des manettes pour contrôler l'évolution de la masse monétaire, et le tour est joué... allez tenter de rendre clair un mécanisme rendu tellement obscur, (au moins en apparence), qu'il rend toute explication suspecte à qui se laisse impressionner par les apparences trompeuses. Je suis peut être simpliste et je suis peut être à côté de la plaque, mais pour moi, je trouve dans les évidences simples que je viens de décrire la preuve de la création monétaire ex nihilo par les banques commerciales. Les flux et la compta ne sont par analogie que l'essence qui coule dans le tuyau, mesurée par le compteur de la pompe, ils ne disent rien sur l'origine de l'essence...

44. [A-J Holbecq \(Stilgar\) dit :](#)
[12 juin 2008 à 07:54](#)

Gérard P. dit " Il semble qu'il n'y ait pas de création monétaire pour les intérêts : dans ce cas, le banquier n'avance rien à l'emprunteur. Cependant, lorsque l'emprunteur paie les intérêts, le banquier reçoit de la monnaie."

Je précise: ce banquier, ou un autre, a émis un autre crédit à un autre emprunteur, créant par là même du capital financier nouveau. C'est sur ce capital que le premier emprunteur va devoir prélever les intérêts qu'il doit au banquier en plus du capital que celui-ci lui avait si gentiment créé. Bien évidemment le système est sans fin (un nouvel emprunteur, qui bénéficiera d'une nouvelle création monétaire, permettra au second de payer les intérêts).

Comme le faisait remarquer un économiste connu, de gauche (qui ne remet pas pour autant en cause le système actuel) :

la création monétaire est une anticipation par le système bancaire de l'acte productif qui suivra le crédit ; si cet acte productif (c'est-à-dire le travail) est validé par la vente des marchandises, l'entreprise réalise monétairement la plus-value produite par le travail, DONT LES INTÉRÊTS SONT UNE PARTIE. Le reflux vers les banques du remboursement et des intérêts est toujours la contrepartie de ce qu'a engendré le système productif

La question reste de savoir pourquoi ce sont les banques privées qui bénéficient de cette plus-value monétaire et non la collectivité, alors que les risques "industriels" pris par la banque ne sont pas à la hauteur des gains...

45. [Jean Jégu dit :](#)
[12 juin 2008 à 08:02](#)

@ Philippe D.

Merci pour cette synthèse générale à laquelle je ne vois rien à ajouter. Je vois la situation comme vous ;

@ Gérard P.

C'est un détail mais qui a néanmoins son importance. Je ne suis pas d'accord sur votre

proposition suivante :

Il semble qu'il n'y ait pas de création monétaire pour les intérêts : dans ce cas, le banquier n'avance rien à l'emprunteur. Cependant, lorsque l'emprunteur paie les intérêts, le banquier reçoit de la monnaie.

En final de votre démonstration, la masse monétaire M1 n'est pas de 10 mais de 9,5 . En effet les billets (0,5) sont rentrés en banque et de ce fait sortis de M1. Bien entendu, il faut les compter en M0. Le paiement des intérêts dans ce cas reste donc bien une destruction monétaire dans M1 comme dans le cas général de paiement par prélèvement sur les comptes de dépôt à vue. Dans ce dernier cas, la banque est payée par réduction de sa dette (réduction de M1) tandis que dans le paiement par billets, elle est payée par augmentation de son avoir en M0.

Je reconnais que tout ceci est bien compliqué. Mais le texte de Philippe Derudder l'explique bien : tout ceci n'est pas totalement gratuit ; le système pour durer secrète en permanence le maximum de complexité et d'obscurité, mais on ne peut lui refuser une rigueur logique, les banques ne se faisant aucun cadeau entre elles.

46. *Bernard dit :*

[12 juin 2008 à 10:16](#)

Bonjour,

J'avoue me perdre dans les circonvolutions et les concepts apparemment nécessaires pour décider de ce qu'est la monnaie, et du mystère de sa création.

Avec [Michel Lasserre](#) , je souhaite revenir un instant sur les fondamentaux de la monnaie, à travers une analyse simple didactique, complète et éclairante, accessible à tous les lecteurs de ce blog. A noter qu'une alternative est aussi proposée.

Ce que la monnaie devrait être d'abord :

- 1 un intermédiaire des échanges
- 2 une unité de valeur, qui permet d'estimer les valeurs des marchandises et de fixer des rapports entre elles.
- 3 une réserve de valeur, seulement affectée par l'inflation, équivalent monétaire de la dépréciation naturelle des biens durables

Et à ces titres un moyen d'agir sur l'économie par l'utilisation de ces caractéristiques.

Mais elle a acquis une propriété particulière, celle de se reproduire elle-même, par les deux procédés suivants :

a) celui qui est central sur ce blog, la création d'intérêts associée à chaque opération de crédit (la part d'intérêt du moins qui ne se justifie pas par le coût de la prestation et la couverture des risques)

b) la transformation de la monnaie en titre de propriété (actions), avec la distribution de dividendes, que les chefs d'entreprise doivent bien considérer comme une charge financière pure pour ne pas faire faillite, procédé guère traité sur le blog.

Ces deux procédés ont connu depuis trente ans une accélération énorme dans leur utilisation par les effets de levier liés

- à l'empilement des crédits assis sur la même somme initiale (réserves fractionnelles en peau

de chagrin) pour le premier

- aux produits dérivés où les produits sous-jacents sont soit purement virtuels ou démultipliés, alors que le titulaire de l'option "put" ou "putt" qui a vendu ce qu'il ne possédait pas, se trouve nanti, pour une période donnée, d'une monnaie possédant les capacités de reproduction a et/ou (surtout) b.

Cette propriété de reproduction de la monnaie, est donc un procédé de captation de richesse pour ses possédants, qui disposent d'un revenu par la seule possession de monnaie. Utiliser au maximum cette propriété est devenu l'objectif ultime de la finance mondialisée.

Cette propriété est normalement dévolue à la vie, et un tel phénomène de croissance indéfinie est assimilable à un cancer.

Une vision anthropologique du phénomène a été donnée par Hannah Arendt en 1958 dans "Condition de l'homme moderne" dans laquelle elle étudie l'évolution historique et la nature profonde du phénomène qui conduit à détruire à la fois le "bien commun" et la "propriété privée".

Chacun pourra mesurer la dégradation du premier à travers le réchauffement climatique, la dégradation de l'air, de l'eau et des sols, et du second à travers le discours dominant sur "l'homme nomade" pour convaincre les bienheureux qui n'ont pas encore vécu un déracinement forcé.

47. [Jean Jégu dit :](#)
[12 juin 2008 à 13:05](#)

@ Bernard

Merci pour la référence à <http://www.m-lasserre.com> qui est très pédagogique. Je ne vois pas qu'il dise rien de différent de ce que j'ai essayé de dire. Les circonvolutions et concepts nécessaires ici résultent de ce qu'il est difficile d'expliquer certains mécanismes à qui n'en a pas vraiment pris conscience.

Je donne un exemple.

Dans le site référencé, je lis : "La monnaie que l'on conserve chez soi, ou sur son compte courant, ne rapporte rien. Pour qu'elle rapporte, il faut la "placer", c'est à dire la transformer en actifs financiers (en capital financier). Les actifs financiers, sont ce qu'on appelle aussi des "titres", ce peut être des titres de propriété ou des titres de créances. "

Je vois tout à fait ce que cela veut dire et ne conteste rien. Cependant il n'est pas tout à fait exact de dire que la monnaie se transforme en actifs financiers. (je pense que m-lasserre en serait d'accord). La monnaie utilisée pour acquérir un actif financier passe dans le compte du vendeur de l'actif concerné. Elle continue ensuite de circuler d'une manière indépendante de l'actif financier qu'elle a permis d'acheter ...

C'est pourquoi dans ce blog, j'ai pour ma part restreint volontairement mes interventions à la question de la monnaie. Maîtriser la monnaie est, à mon avis, un préalable à la maîtrise de la finance qui est l'objectif finalement recherché. Mais la finance constitue une forêt touffue plantée dans la monnaie !

48. [Paul Jorion dit :](#)
[12 juin 2008 à 14:45](#)

@ Derudder

« la monnaie n'existant plus par elle même il faut la créer par le crédit » : c'est une mauvaise habitude qui a été prise mais ce n'est pas une qualité essentielle de la monnaie.

« la monnaie centrale n'est qu'une conséquence de la création monétaire effectuée par les banques secondaires » : je ne pense pas que ce soit vrai.

Je ne suis pas « dans l'attente d'une démonstration indémontable qui clouerait le bec à tout contradicteur éventuel », je suis en train de l'écrire... petit à petit. Ce qu'elle « démontrera de manière indémontable », je n'en suis pas encore sûr.

Le cœur de ma démonstration à venir se trouve cependant déjà ici : [Monnaie – intérêt – croissance](#) et [Surplus et masse monétaire](#).

49. [A-J Holbecq \(Stilgar\) dit :](#)
[12 juin 2008 à 15:45](#)

@ Paul

Tu reprends Philippe Derudder qui écrit « la monnaie n'existant plus par elle même il faut la créer par le crédit » : en écrivant "c'est une mauvaise habitude qui a été prise mais ce n'est pas une qualité essentielle de la monnaie."

On peut discuter de savoir s'il s'agit d'une qualité essentielle, mais par contre je pense que cette "libération" de la création monétaire fut une invention géniale qui permet (plutôt : qui devrait permettre) de ne pas être limitée par sa quantité et donc de nous permettre de réaliser tout ce que nous souhaitons sans être limités par son éventuelle absence (ce qui ne veut pas dire, je précise, qu'il faut faire n'importe quoi avec cette monnaie...)

En fait, en résumant, il existe deux positions : la première dit "payons les intérêts de la création monétaire à ceux qui mettent à disposition cette monnaie en la créant * ", la seconde dit " payons les intérêts de cette monnaie créée à la collectivité et réservons de justes honoraires à ceux qui la diffusent"

Tu rajoutes que tu ne penses pas que ce soit vrai que la monnaie centrale n'est qu'une conséquence de la création monétaire effectuée par les banques secondaires ... on reprend ici notre débat entre les partisans de la théorie du multiplicateur de crédit et de ceux du diviseur de crédit. Pour ma part je soutiens, comme Philippe et Jean, la seconde, mais il me semble quand même que la théorie du multiplicateur puisse se défendre et je comprends ta position qui sous-entend de croire en la toute puissance de la Banque Centrale laquelle ne se laisserait pas influencer par les acteurs de l'économie lorsqu'ils demandent plus de crédit...

PS (redite): * "créer", dans le Robert, c'est "tirer du néant"

50. [A-J Holbecq \(Stilgar\) dit :](#)
[12 juin 2008 à 15:59](#)

@Bernard

A la lecture attentive de ces deux positions issues de Michel Lassere, je pense que je les réfute (à moins de n'avoir pas assez bien compris ce que vous/il voulait dire):

Mais elle (la monnaie) a acquis une propriété particulière, celle de se reproduire elle-même, par les deux procédés suivants :

a) celui qui est central sur ce blog, la création d'intérêts associée à chaque opération de crédit (la part d'intérêt du moins qui ne se justifie pas par le coût de la prestation et la couverture des risques)

b) la transformation de la monnaie en titre de propriété (actions), avec la distribution de dividendes, que les chefs d'entreprise doivent bien considérer comme une charge financière pure pour ne pas faire faillite, procédé guère traité sur le blog."

1 - "la part d'intérêt du moins qui ne se justifie pas par le coût de la prestation et la couverture des risques" fait, à mon sens, partie intégrante de la nouvelle création monétaire nécessaire pour payer TOUS les intérêts...

2 - Comme l'écrit Jean Jégu, lorsque la monnaie paye des titres de propriété elle ne disparaît pas puisqu'il a fallu les acheter à un vendeur qui disposera à ce moment là de cette monnaie. A mon avis, c'est seulement lorsque le prêt "constitutif" de la création de la monnaie est remboursé que cette monnaie disparaît, et entre deux il n'y a, je pense (?), pas eu de "transformation de la monnaie", le titre de propriété étant devenu la contrepartie de la nouvelle monnaie...

51. *Rumbo dit :*

[12 juin 2008 à 18:59](#)

Stilgar a écrit:

la part d'intérêt du moins qui ne se justifie pas par le coût de la prestation et la couverture des risques" fait, à mon sens, partie intégrante de la nouvelle création monétaire nécessaire pour payer TOUS les intérêts

Il y a une chose que je n'arrive pas à distinguer, cela a pu m'échapper, mais je n'ai rien vu dans ce sens sur ce blog, c'est que sur mettons 1000 de monnaie réelle en dépôt qui permettent à une banque de prêter 9000, mettons à 5%, cela fait en réalité 45% d'intérêts sur cette monnaie réelle. Joli bénéfice pour un simple jeu d'écriture ! Ne s'agirait-il pas là d'une "sur-couverture", où plutôt d'un "bunker bancaire"... Il y a là infiniment plus que tous les risques et autres "raisons" de compter envers et contre tout et tous des intérêts.

Je conjure les uns et les autres d'étudier C. H. Douglas.

52. *Bernard dit :*

[13 juin 2008 à 14:19](#)

@J Jégu

S'il y a transfert d'actif, entre un vendeur et un acheteur, il s'agit simplement de changement de main de l'actif en question. Et la monnaie circulera évidemment, en étant soit dépensée, soit plus probablement en se fixant sur un actif financier jugé plus attractif.

Mais la réalité de la création de monnaie dans ce cas est bien la distribution de dividendes qui est largement découplée de l'évaluation de l'actif.

@Stilgar

1. "la part d'intérêt du moins qui ne se justifie pas par le coût de la prestation et la couverture des risques" fait, à mon sens, partie intégrante de la nouvelle création monétaire nécessaire pour payer TOUS les intérêts...

Est-il possible d'expliciter ce « TOUS les intérêts » que je ne conçois personnellement pas ?

53. [A-J Holbecq \(Stilgar\) dit :](#)
[14 juin 2008 à 09:56](#)

@Bernard

Je répète que j'ai peut être mal compris ce que vous écriviez, à savoir que pour vous (ou Michel Lasserre)

la monnaie a acquis une propriété particulière, celle de se reproduire elle-même, par les deux procédés suivants :

a) celui qui est central sur ce blog, la création d'intérêts associée à chaque opération de crédit (la part d'intérêt du moins qui ne se justifie pas par le coût de la prestation et la couverture des risques)

Je comprends que vous exprimez que la monnaie a acquis la capacité de se reproduire elle-même par la création d'intérêts pour la part qui ne justifie pas le coût de la prestation et la couverture des risques.

Je crois comprendre maintenant que vous considérez comme injustifiée la part de l'intérêt qui n'est pas justifiée par le coût de la prestation et la couverture des risques... c'est bien cela ?

Ma position est un peu différente. Je pense que la collectivité (la société civile) doit bénéficier de l'intérêt - payé à la Banque Centrale - sur toute la création de monnaie (puisque'il s'agit toujours d'une monnaie prêtée à l'occasion d'une demande de crédit par des agents non-bancaires), les banques commerciales étant payées sous forme d'honoraires pour leur travail d'intermédiaire.

12 06 2008 La monnaie, c'est de la sueur (et du soleil) condensés

Publié par [Paul Jorion](#) dans [Economie](#), [Monnaie](#)

J'écrivais ce matin, à propos d'un commentaire de A-J Holbecq (Stilgar), dans notre débat sur la monnaie :

« la monnaie centrale n'est qu'une conséquence de la création monétaire effectuée par les banques secondaires » : je ne pense pas que ce soit vrai.

à quoi il me répond :

on reprend ici notre débat entre les partisans de la théorie du multiplicateur de crédit et de ceux du diviseur de crédit

Mais ce n'est pas le cas : je ne me situe pas du tout dans le cadre de ce débat « multiplicateur / diviseur », où **multiplicateur** signifie que la monnaie émise par les banques centrales engendre la masse monétaire manipulée ensuite par les banques commerciales, et où **diviseur** suppose au contraire que la masse monétaire manipulée par les banques commerciales force les banques centrales à refléter son éventuelle augmentation de volume par la création de monnaie fiduciaire, deux expressions qui ne sont à mon sens que deux variantes d'une seule et même conception qui n'a de sens qu'au sein d'une interprétation *monétariste* – que je combats systématiquement comme étant fausse, et à propos de laquelle je suggère parfois même qu'il s'agit d'un mensonge délibéré. Comme je l'exprime dans [Surplus et masse monétaire](#) :

Pour la « science » économique le surplus n'existe cependant pas et n'existant pas, la question de sa redistribution ne se pose pas, ni a fortiori celle du conflit entre les parties impliquées dans le processus de sa création. Là où elle aurait dû parler du *surplus*, elle parle à la place de *masse monétaire* et là où elle aurait dû évoquer *la part du surplus* revenant aux salariés, elle met en avant les revendications salariales comme la principale cause de déséquilibre des systèmes économiques car source d'*inflation*, laquelle est présentée comme un phénomène de nature monétaire pouvant être combattu en manipulant les taux d'intérêt en raison de l'impact de ceux-ci sur la *masse monétaire*.

Et ce que j'appelle *surplus* (ou « richesse créée »), je l'explique dans [Monnaie – intérêt – croissance](#) :

La moisson c'est donc en gros : avances + travail + soleil. La croissance si je ne me trompe, c'est ce que j'ai appelé « surplus » : ce qu'on a obtenu à l'arrivée moins les avances, donc : travail + soleil.

Du coup, si je devais modifier la phrase d'A-J Holbecq (Stilgar) :

la monnaie centrale n'est qu'une conséquence de la création monétaire effectuée par les banques secondaires

je le ferais alors de cette manière-ci :

la monnaie centrale reflète la création de richesse résultant de la combinaison du travail fourni par l'emprunteur et des avances consenties par les banques secondaires

Par cette formulation-là, j'exprime les choses dans le langage de l'« économie politique » des XVIII^e de XIX^e siècle (à laquelle je fais intentionnellement retour) où la richesse se redistribue – selon des rapports de forces – entre investisseurs, patrons d'entreprises et salariés, et je m'abstiens soigneusement d'utiliser le langage *monétariste* qui relève de la « science » économique et où la monnaie est conçue comme la *représentation* d'une *valeur* d'origine non-précisée, escamotant en particulier sa dimension de richesse créée par le travail. Pour moi au contraire, la monnaie n'est rien d'autre que de la *sueur (et du soleil) condensés* où les avances (en nature ou en capital) ont joué un rôle de catalyseur et toute explication de la « création de monnaie » doit les évoquer explicitement pour dire comment a eu lieu cette transformation et comment la richesse a été redistribuée à cette occasion, même - et je dirais surtout - si ce doit être en termes de « confiscation », de « spoliation » ou de « parasitisme » (comme dans [l'intéressant article de Vladimir Z. Nuri](#) mentionné par

Paul Nollen).

Ce bulletin a été publié le Jeudi 12 juin 2008 23:13 et est classé dans [Economie](#), [Monnaie](#) Vous pouvez suivre les réponses à ce bulletin avec le fil [RSS 2.0](#). Vous pouvez [répondre](#), ou faire un [rétro-lien](#) depuis votre site.

40 réponses à "La monnaie, c'est de la sueur (et du soleil) condensés"

1. [Gérard P. dit :](#)
[12 juin 2008 à 23:18](#)

Je vous soumetts l'analyse suivante :

Sans reproduire la liste des faits exposés ci-dessous, je constate qu'avec comme hypothèse de départ :

Patrimoine de A = 10 (monnaie)

Patrimoine de B = 0

Patrimoine de C = 9 (bois)

Patrimoine de la banque = 0 (10-10)

- 1) La masse monétaire passe de 10 à 19 à la souscription par B d'un emprunt de 9 à la banque.
- 2) Cette masse monétaire passe de 19 à 10 lors du remboursement total de l'emprunt, même avec paiement d'un intérêt.
- 3) La valeur totale des patrimoines passe de 19 à 24,5 suite à la plus-value réalisée par B, grâce à la combinaison "travail + soleil".
- 4) L'évolution de la masse monétaire est indépendante de l'évolution de la valeur des patrimoines et vice-versa.

2. [A-J Holbecq \(Stilgar\) dit :](#)
[13 juin 2008 à 07:43](#)

Oui Paul, je n'avais pas tout à fait compris sur quel plan tu souhaitais que l'on comprenne ta phrase "« la monnaie centrale n'est qu'une conséquence de la création monétaire effectuée par les banques secondaires » : je ne pense pas que ce soit vrai" et je suis donc également presque d'accord avec la nouvelle formulation que tu me prêtes, à savoir "la monnaie centrale reflète - aussi - la création de richesse résultant de la combinaison du travail fourni par l'emprunteur et des avances consenties par les banques secondaires" (tu remarques que je rajoute "aussi"). En fait j'avais pris ton "n'est QU'UNE conséquence..." dans son sens "n'est QUE LA conséquence"

Comme je l'avais d'ailleurs reconnu dans [mon message](#) où je citais un économiste connu qui enfonçait une porte ouverte (mais comme c'est un message privé, je garde une certaine confidentialité) " la création monétaire est une anticipation par le système bancaire de l'acte productif qui suivra le crédit ; si cet acte productif (c'est-à-dire le travail) est validé par la vente des marchandises, l'entreprise réalise monétairement la plus-value produite par le travail, DONT LES INTÉRÊTS SONT UNE PARTIE. Le reflux vers les banques du remboursement et des intérêts est toujours la contrepartie de ce qu'a engendré le système productif".

Il ne différencie pas la création monétaire privée (banques commerciales) de la création monétaire publique (banque centrale) ...

Tu écris en conclusion "Pour moi au contraire, la monnaie n'est rien d'autre que de la sueur (et du soleil) condensés où les avances (en nature ou en capital) ont joué un rôle de catalyseur et toute explication de la « création de monnaie » doit les évoquer explicitement pour dire comment a eu lieu cette transformation et comment la richesse a été redistribuée à cette occasion..."

Justement ma "philosophie" sur ce point est assez proche (tu peux la lire dans "une alternative de société: l'écosociétalisme" ou directement sur notre site, celui des "sociétalistes", sur

"wiki.societal.org") est que :

- La nature ne se fait pas payer : l'appropriation du capital "nature" (sol, sous sol, eau, etc) est à mon sens "illégal", par contre l'épuisement de celui-ci (le "non renouvelable") doit être payé par l'utilisateur en fonction de la rareté prévisible ou des effets néfastes de son utilisation.

- le coût de la création des moyens de production (capital productif) est la somme du travail ayant servi à le réaliser, ce travail qui doit, lui, être créateur de monnaie. Il n'y a pas besoin de "capitaux financiers" jusque là...

- la monnaie doit être créée à l'occasion de la production (du travail) et détruite au moment de la consommation.

Mais je sais que je suis dans l'utopie.

Je dois m'absenter pour 2 jours, je laisse à d'autres le soins de préciser éventuellement...

3. [Armand dit :](#)
[13 juin 2008 à 08:39](#)

En effet, le problème de l'intérêt est complexe.

S'il n'y a relativement peu d'intérêts en cours (masse de crédit, taux, durée) par rapport à la monnaie déjà présente et aux conditions économiques en cours (récession / expansion, vitesse de la monnaie), il n'y a pas besoin de création monétaire supplémentaire, les intérêts étant prélevés dans le flux de circulation normale de la monnaie, et remis ensuite en circulation (la banque doit bien payer des salaires, charges et fournisseurs et utiliser ses bénéfices comme n'importe quelle autre société). Le système tourne (peut tourner) à quantité de monnaie fixe : s'il y a création de richesse les prix baissent et reflètent parfaitement ces gains de productivité. Ils restent stables à richesse constante (ce qui n'empêche nullement l'innovation ni donc le progrès) et montent en cas de destruction de richesse. Les prix sont alors un signal fiable, notamment pour les industriels qui doivent décider d'investir ou non, les prêteurs qui doivent décider entre épargner (conserver la monnaie sans risque et sans rendement) ou prêter (modulo l'intérêt versus le risque), et, in fine, pour la détection des bulles d'actifs. C'est le régime de la quantité fixe de monnaie, l'étalon or.

Le problème se pose lorsque le montant des intérêts en cours devient trop important par rapport à la masse de monnaie et à l'ambiance économique. Il faut alors créer de la monnaie supplémentaire pour éviter les défaillances de remboursement **ou** accepter ces défaillances (nettoyage des excès). C'est un problème politique. Dans le cas de quantité fixe de monnaie, le banquier central doit être brûlé, ce qui constitue un oxymore, et, dans le cas de monnaie matérielle difficilement photocopiable, le choix est forcé par la nature. Cela n'empêche nullement les décisions politiques, les véritables, celles qui portent sur la (re)distribution des richesses et la responsabilité des acteurs. Pas d'aléas moral ni de prime au trop-gros-pour-défaillir. Les « Nous-le-peuple » doivent réfléchir avant, pas manifester après pour se plaindre de leur propre turpitude (ou des effets de celle des autres).

Le modèle dont parle Paul est celui de la croyance actuelle, celle de l'église des monétaristes friedmaniens qui prétendent pouvoir ajuster la quantité de monnaie à la quantité de richesse créée (ou détruite ?) obtenant ainsi leur sacro-sainte « stabilité des prix » dont on remarquera qu'elle n'a aucun sens économique puisqu'elle masque totalement le signal-prix. Ce dogme nécessite alors de répondre à des questions-type croissance du PIB, taux d'inflation, de chômage ... mais comment les mesurer ? avec quel décalage ? quels modèles ? quelles corrections ou manipulations ? en fait c'est s'attirer des emmarnuements là où il n'y en a pas, et nier la main invisible dont on se prévaut par ailleurs. Une foutaise.

NB-1 : si vous voulez mettre en équations ces variables (qté monnaie, taux, durée, vitesse, ... intérêts) et la résoudre en delta-intérêts ... bonne chance, votre modèle sera fortement non linéaire

et n'aura pas de solution dans certains cas à Qté-monnaie fixe.

NB-2 : je maintiens la différence fondamentale de puissance, d'origine juridique, entre d'une part la monnaie centrale qui seule a cours légal et qui est matérialisée sous la forme de billets de la banque **centrale** (et non pas de billets de banque — tout court), et, d'autre part, la monnaie bancaire qui n'existe pas sous forme matérielle, car elle n'est qu'un contrat représentant l'obligation légale de la banque de remettre, à **vue**, sous forme de billets de la banque centrale, le montant des comptes courants à la demande de son client. Ce contrat est matérialisé par un bout de papier appelé relevé bancaire. Chacun peut tenter de refiler à autrui une partie de cet engagement, en guise de paiement, par moyens de paiement bancaire n'ayant pas force de loi (chèque, virements, cartes). Mais autrui peut refuser et forcer la remise de billets de la banque centrale. Comme l'engagement des banques (création de leur monnaie) est largement supérieur à la quantité de monnaie centrale, cet engagement n'est rien d'autre qu'une promesse mensongère (puisqu'elles savent) et intenable.

NB-3 : sur la création de monnaie centrale. Dans le mythe fiduciaire, comment expliquer aux fidèles la création du monde et plus encore celle du Dieu à la mode ? Le Trésor émet un emprunt d'état qu'achète la banque centrale en imprimant (véritablement) sa monnaie sous forme de billets. Le bon du Trésor est libellé dans cette monnaie, l'Etat est réputé toujours pouvoir lever l'impôt et donc récupérer ces billets et les remettre à la BC pour rembourser son emprunt, la BC brûlant alors ces/ses billets au fur et à mesure qu'ils lui reviennent (détruisant la monnaie qu'elle avait précédemment créée).

La puissance de l'Etat garantit, via l'impôt, l'emprunt d'Etat libellé dans sa monnaie ayant cours légal ; l'emprunt d'état garantit la monnaie centrale correspondante ; la monnaie centrale correspondante garantit que l'emprunt pourra être remboursé. Il s'agit d'une tautologie.

Evidemment ce système revient à utiliser dès aujourd'hui la richesse future, une forme de contrainte qui peut aussi dégénérer en esclavage ou en impossibilité (démographie, sur-endettement) : comment créer dans le futur plus de richesses qu'on n'en a déjà consommé, voire gaspillé ? heureusement la valeur de la monnaie centrale n'est pas garantie ...

Le véritable problème concernant l'intérêt se pose pour celui de l'emprunt d'Etat puisqu'il n'y aura pas de billets correspondants. Comme la BC reverse la grande majorité de cet intérêt à l'Etat (cas de la FED), le problème ne se pose qu'à long terme (celui où l'on est tous morts), à force de rouler la position en l'augmentant. Mais le Dieu fiduciaire sera un jour déchu et ce d'autant plus rapidement que ces prêtres jouent de plus en plus les marchands du temple. Le long temps des ancêtres n'est-il pas le nôtre aujourd'hui ?

On notera que cela explique l'envolée des Trésuries lors de la crise dont les taux sont passés très en-dessous du taux du marché monétaire et de l'inflation. Quitte à perdre du pouvoir d'achat (billets de la FED dits 'dollars'), autant limiter les dégâts en se contentant d'un petit intérêt plutôt que de prendre le risque de l'intermédiaire bancaire qui me rémunérerait davantage mais risque la faillite et donc choisir l'autre bout de la tautologie.

Lorsque, à la garantie papale réputée infaillible (USA inc.), la BC substitue une autre garantie par les évêques (CDO, MBS), que cette garantie est baptisée triple-AAA par un groupe de curés défroqués, le fidèle ne devrait-il point douter ? se rendre compte de l'escroquerie dont il sera, in fine, la victime ? ben, non, c'est un fidèle, il croit, il ne pense pas. Il prie même. Et il sera forcé d'apporter son obole. Mais il aura le droit de manifester.

4. [Armand dit :](#)
[13 juin 2008 à 09:51](#)

- la monnaie doit être créée à l'occasion de la production (du travail) et détruite au moment de la consommation...

il n'est pas nécessaire de créer (puis détruire) de la monnaie pour rémunérer du travail. Tout au

contraire. Il faut la transmettre comme témoin / jeton, signe du paiement d'un travail effectué ou d'un bien vendu, pour ensuite pouvoir la transmettre en paiement d'un bien ou d'un service reçu. On détient donc une créance sur la collectivité, privée et publique, pour un service qu'« on » a déjà rendu et que « quelqu'un(s) » devra rendre à son retour. La monnaie n'est rien d'autre qu'une reconnaissance de dette anonyme, et donc transmissible, dont la loi force l'usage et dont elle est supposée garantir l'intégrité.

Pour paraphraser Mc Luhan : « la dette est la monnaie fiduciaire », et, dans le cas de la monnaie bancaire : « le mensonge est la monnaie »

La monnaie est l'évolution du troc, base du commerce, qui devient rapidement impossible dès lors que les échanges se complexifient. Il faut trouver un étalon de mesure. Elle doit permettre de fractionner l'échange dans l'espace et le temps ... sans perdre sa valeur, c'est-à-dire sans léser celui qui la détient. Si l'on doute de la capacité de l'Etat à maintenir l'intégrité de la monnaie fiduciaire c'est-à-dire celle des termes du contrat qu'il impose, et même, comme l'enseigne l'histoire, de sa propension à les violer, on peut revenir aux bases du troc et choisir une chose naturelle indépendante des hommes, aux bonnes propriétés, comme bien intermédiaire des échanges. Dans ce cas la monnaie n'est plus une dette, la promesse d'un autre ni un contrat juridique. C'est un bien échangeable de par la seule volonté des individus libres de choisir et de décider les valeurs respectives des termes de l'échange.

Mc Luhan : « la valeur est la monnaie »

5. *gilbert "gibus" wiederkehr dit :*
[13 juin 2008 à 10:02](#)

Par le retour au langage de l'« économie politique » des XVIII^e de XIX^e siècle, la formulation de Paul à l'avantage d'échapper à la dictature du scientisme économique ambiant.

La prétendue "science économique" est une espèce de marteau sans maître, l'outil devenu la fin alors qu'il ne devait rester qu'un moyen au service du bien commun.

Il reste bien entendu bien des difficultés "technologiques" à résoudre pour rendre l'outil plus fin, plus efficace (les posts de AJH et Armand en témoignent).

Ce faisant Paul permet au citoyen lambda que je suis, de mieux appréhender l'univers humain, celui de la monnaie, notre problème commun.

Brillant exemple de changement de paradigme.

6. *Paul Jorion dit :*
[13 juin 2008 à 17:22](#)

@ gilbert "gibus" wiederkehr

Brillant exemple de changement de paradigme.

Merci, c'est effectivement cela qui est visé.

@ A-J Holbecq (Stilgar)

Qu'il s'agisse de la formule utilisée par « un économiste connu » :

la création monétaire est une anticipation par le système bancaire de l'acte productif qui suivra le crédit ; si cet acte productif (c'est-à-dire le travail) est validé par la vente des marchandises, l'entreprise réalise monétairement la plus-value produite par le travail, DONT

LES INTÉRÊTS SONT UNE PARTIE. Le reflux vers les banques du remboursement et des intérêts est toujours la contrepartie de ce qu'a engendré le système productif

ou de celle que je propose personnellement, les éléments sont réunis qui permettent la synthèse avec ce à quoi tu renvoies en ajoutant un « aussi ». Cette synthèse suppose – par définition – l'absence de contradiction entre l' « anticipation par le système bancaire de l'acte productif qui suivra le crédit » et le « aussi », qui – il me semble – a toujours tenu jusqu'ici à la formule « ex nihilo ».

@ Armand

Il faut qu'on se parle.

7. [A-J Holbecq \(Stilgar\) dit :](#)
[14 juin 2008 à 13:07](#)

Armand

Je ne suis pas tout à fait d'accord avec le NB-2 de votre message du 13 juin à 8:39.

En effet : http://www.banquedefrance.net/fr/publications/telechar/bulletin/etud70_1.pdf (je ne recopie qu'un passage qui me semble éclairant).

Les billets et pièces métalliques (monnaie fiduciaire) comme les comptes bancaires (monnaie scripturale) sont donc trois instruments monétaires qui contiennent des unités monétaires. Pour la monnaie fiduciaire, le moyen de paiement se confond avec l'instrument monétaire. Le paiement est réalisé par la seule remise de billets ou de pièces métalliques, ce que le juriste appelle la « tradition » (cf. 1.2.1.). Dans le cas de la monnaie scripturale, c'est le compte bancaire qui joue le rôle d'instrument monétaire ; les moyens de paiement, aussi appelés instruments de paiement scripturaux, vont déclencher le paiement en donnant l'ordre à l'établissement bancaire qui détient le compte de transférer des fonds sur le compte de son créancier 20, par une double opération : une inscription au débit d'un compte (celui du payeur) et une inscription au crédit d'un autre compte (celui du payé) 21.

8. [Paul Jorion dit :](#)
[14 juin 2008 à 15:19](#)

Gérard P. dit [le 11 juin 2008 à 21:34](#)

Il semble qu'il n'y ait pas de création monétaire pour les intérêts : dans ce cas, le banquier n'avance rien à l'emprunteur. Cependant, lorsque l'emprunteur paie les intérêts, le banquier reçoit de la monnaie.

Je reprends donc son exemple en lui ajoutant une certaine plausibilité, celle qui découle du fait que – dans les circonstances de la vie quotidienne – B n'aurait pas emprunté à la banque s'il n'avait espéré obtenir de son placement davantage que la somme avancée augmentée des intérêts (il se contenterait dans ce cas de rentrer dans ses frais) et je considère que le revenu qu'il obtient de la vente du bois a été de 12. Ce qui signifie qu'un surplus de 3 a été créé puisqu'il avait acheté le bois pour 9.

4) B, après entretien et coupe du bois, vend le bois à A pour le prix de 9,5; A utilise la monnaie déposée à la Banque pour le paiement
————— **mais la valeur totale du bois qu'il a pu produire du lopin qu'il a acheté à C est 12 (dont avances = 9 ; surplus = travail + soleil = 3)**

Bilan de la Banque
ACTIF

Billets = 0,5 (10-9,5)
Crédit à B = 9
Total : 9,5
PASSIF
Dépôt de A & C = 9,5 (19-9,5)

Masse monétaire
Détenue par A = 0,5 (10-9,5)
Détenue par B = 9,5 (0+9,5)
Détenue par C : 9
Total : 19

5) B rembourse son emprunt de 9 et paie les intérêts de 0,5 à la Banque
_____ **et dépose sur son compte les 2,5 qui lui restent**

Bilan de la Banque
ACTIF
Billets = 12,5 (0,5+2,5+9,5)
Crédit à B = 0 (9-9)
Total : 12,5
PASSIF
Dépôt de A, B & C = 12
Intérêts = 0,5

Masse monétaire
Détenue par A = 0,5
Détenue par B = 2,5 (12-9,5)
Détenue par C = 9
Détenue par la banque = 0,5 (0+0,5)
Total : 12,5

Grâce donc à l'action combinée des avances, du travail humain et des rayons du soleil, la richesse, qui était de 10, est passée à 13. Mais le total des actifs n'est lui passé qu'à 12,5 et de même pour la masse monétaire (M1) qui n'est elle aussi que de 12,5.

Le 0,5 qui a « disparu » est manifestement celui qui correspond aux intérêts. La comptabilité de Gérard P. est-elle exacte ? ainsi que ma transposition ? Si oui, pourquoi les intérêts s'évanouissent-ils dans la nature ?

9. *Gérard P. dit :*
[14 juin 2008 à 17:01](#)

@ Paul

"B ... obtient de la vente du bois ... 12. Ce qui signifie qu'un surplus de 3 a été créé puisqu'il avait acheté le bois pour 9.

4) B, après entretien et coupe du bois, vend le bois à A pour le prix de 9,5; A utilise la monnaie déposée à la Banque pour le paiement mais la valeur totale du bois qu'il a pu produire du lopin qu'il a acheté à C est 12 (dont avances = 9 ; surplus = travail + soleil = 3)"

Attention Paul, si la valeur ajoutée est de 3, le prix est de 12 (9+3). A doit payer le prix de 12 et pas seulement 9,5 comme dans ton exemple.
Tu viens de créer de la monnaie "ex nihilo" (2,5=12-9,5) et ta masse monétaire passe à 12,5 (10+2,5).

Il me semble que :

- 1) Le crédit crée de la monnaie et le remboursement l'annule.
- 2) Une valeur ajoutée (travail+soleil) réalisée ou une plus-value réalisée ne créent pas de monnaie : seule la répartition de la monnaie change entre les acteurs.
- 3) Par contre, une valeur ajoutée ou une plus-value créent de la valeur.

Explication détaillée :

[masse-monetaire-valeur](#)

10. [Armand dit :](#)
[15 juin 2008 à 09:32](#)

@Stilgar : la BCE ne fait que prêcher pour sa propre paroisse. Pourrait-elle (d)écrire ce que signifie réellement un système bancaire à réserves fractionnaires au-delà de la simple mécanique comptable par ailleurs évidente ? il lui faut bien entretenir *l'illusion* qu'une unité monétaire bancaire est la même chose qu'une de ses unités monétaires — d'ailleurs n'utilise-t-elle pas (lapsus ?) l'expression « jouer un rôle » ? — elle se contente de décrire l'effet comptable observable par les citoyens, pas ce qui prévaut réellement, comme tout magicien qui montre ce que le public doit voir pendant qu'il effectue sa manipulation.

@Paul : nous pouvons commencer par nous écrire, l'adresse mail de ce post est fonctionnelle.

11. [A-J Holbecq \(Stilgar\) dit :](#)
[15 juin 2008 à 10:27](#)

@Armand

Pour ma part je n'aurais ni plus ni moins confiance dans des billets de banque par rapport à mon relevé de compte bancaire (la reconnaissance de dette de la banque envers moi) en cas de "crash" du système monétaire : toute la monnaie est "fiduciaire" même si l'une se nomme ainsi et pas l'autre...

C'est de toute façon moins facile de se promener une brouette remplie de billets de banques qu'avec un chèque du même montant.

12. [Jean Jégu dit :](#)
[15 juin 2008 à 17:09](#)

A la lecture de ces interventions, il me semble trouver, des formulations qui mériteraient d'être retenues. Elles ne peuvent être contestées qu'avec des raisons très argumentées. Je vous soumetts ma récolte.

De Gérard P. :

4) L'évolution de la masse monétaire est indépendante de l'évolution de la valeur des patrimoines et vice-versa.

Il faut absolument ne pas confondre les notions de valeur et de monnaie. Un paragraphe clair à ce sujet serait utile. Quelqu'un pourrait-il s'y essayer ?

De Armand :

S'il n'y a relativement peu d'intérêts en cours ... il n'y a pas besoin de création monétaire supplémentaire, les intérêts étant prélevés dans le flux de circulation normale de la monnaie, et remis ensuite en circulation (la banque doit bien payer des salaires, charges et fournisseurs et utiliser ses bénéfices comme n'importe quelle autre société). Le système tourne (peut

tourner) à quantité de monnaie fixe Les prix sont alors un signal fiable ...

C'est exactement ce que je veux dire quand le dis que le système démonétise ses recettes et monétise ses dettes.

Le problème se pose lorsque le montant des intérêts en cours devient trop important par rapport à la masse de monnaie et à l'ambiance économique. Il faut alors créer de la monnaie supplémentaire pour éviter les défaillances de remboursement ou accepter ces défaillances (nettoyage des excès). C'est un problème politique.

Nous sommes dans cette situation. Au cours de son existence éphémère (la durée du prêt) chaque euro (ou dollar sans doute), né d'un prêt initial, est re-prêté plusieurs fois (3 ou 4 fois ... ?) par les échanges d'actifs financiers. Chaque euro en circulation est donc « chargé » d'un taux effectif de ... disons, $4 \times 5 \% = 20 \%$ /an au minimum. L'économie réelle pourra-t-elle longtemps suivre ?

Comme l'engagement des banques (création de leur monnaie) est largement supérieur à la quantité de monnaie centrale, cet engagement n'est rien d'autre qu'une promesse mensongère (puisqu'elles savent) et intenable.

Par charité chrétienne, je serais un peu (un tout petit peu) plus modéré. Vu la méconnaissance de la monnaie dont font quelquefois preuve les agents des banques, je préfère répéter la prière de l'Evangile : « Seigneur, pardonnez leur ; elles ne savent ce qu'elles font ».

Le Trésor émet un emprunt d'état qu'achète la banque centrale en imprimant (véritablement) sa monnaie sous forme de billets. Le bon du Trésor est libellé dans cette monnaie, l'Etat est réputé toujours pouvoir lever l'impôt et donc récupérer ces billets et les remettre à la BC pour rembourser son emprunt, la BC brûlant alors ces/ses billets au fur et à mesure qu'ils lui reviennent (détruisant la monnaie qu'elle avait précédemment créée).

Oui, la monnaie, même centrale, n'est qu'une pure convention sociale. Bien sûr, pour éviter les difficultés qui vont de pair, le retour à l'étalon or, qui semble vous agréer, Armand, est une possibilité. J'ai déjà dit ici pourquoi je n'y étais pas favorable (mais ça se discute). Ma préférence irait plutôt à la prise de conscience collective de cette réalité, qu'il n'est de monnaie sans société constituée et, je le pense, réellement solidaire. C'est ici que la mobilisation de l'intelligence collective serait fort utile pour en tirer toutes les conséquences.

Il n'est pas nécessaire de créer (puis détruire) de la monnaie pour rémunérer du travail. Tout au contraire. Il faut la transmettre comme témoin / jeton, signe du paiement d'un travail effectué ou d'un bien vendu, pour ensuite pouvoir la transmettre en paiement d'un bien ou d'un service reçu. On détient donc une créance sur la collectivité, privée et publique, pour un service qu'« on » a déjà rendu et que « quelqu'un(s) » devra rendre à son retour. La monnaie n'est rien d'autre qu'une reconnaissance de dette anonyme, et donc transmissible, dont la loi force l'usage et dont elle est supposée garantir l'intégrité.

La monnaie comme « reconnaissance de dette transmissible » pour un service déjà rendu ou un travail déjà effectué. Voilà une idée trop rarement énoncée. Elle me semble pourtant la base même de la nature de la monnaie : des collectivités organisées et solidaires (dont les membres consentent à une certaine communauté de destin) semblent seules capables d'émettre des monnaies crédibles tant pour leurs membres que pour les collectivités voisines. Ne serait-ce pas là une base pour réexaminer nos systèmes monétaires.

De Gérard P.

Il me semble que :

1) Le crédit crée de la monnaie et le remboursement l'annule.

2) Une valeur ajoutée (travail+soleil) réalisée ou une plus-value réalisée ne créent pas de monnaie : seule la répartition de la monnaie change entre les acteurs.

3) Par contre, une valeur ajoutée ou une plus-value créent de la valeur.

Vérités essentielles clairement énoncées, si du moins on différencie bien monnaie et valeur.

13. [Armand dit :](#)
[15 juin 2008 à 19:20](#)

@Stilgar :

J'ai vécu un crash bancaire (Argentine 2001) sans véritable crash monétaire (enfin, en interne), et j'ai pu apprécier la différence. C'est pourquoi je préfère la brouette. Mais juste une, au-delà je convertis en non-fiduciaire, je reviens au troc.

@Jean :

Oui, la monnaie, même centrale, n'est qu'une pure convention sociale. Bien sûr, pour éviter les difficultés qui vont de pair, le retour à l'étalon or, qui semble vous agréer, Armand, est une possibilité. J'ai déjà dit ici pourquoi je n'y étais pas favorable (mais ça se discute). Ma préférence irait plutôt à la prise de conscience collective de cette réalité, qu'il n'est de monnaie sans société constituée et, je le pense, réellement solidaire. C'est ici que la mobilisation de l'intelligence collective serait fort utile pour en tirer toutes les conséquences.

Effectivement, je considère que la monnaie est l'élément le plus important d'une société, son sang en quelque sorte.

Nous sommes donc d'accord, Jean, sauf sur le point de la capacité des hommes à pouvoir, ou plutôt vouloir, prendre conscience de cette réalité et, en plus, à devoir faire l'effort d'en tirer des conclusions. Je suis, hélas, persuadé que la nature humaine conduit la majorité à préférer « déléguer » quitte à aller manifester lorsqu'elle a été appauvrie ; « Panem et circensens ». Quant à la minorité qui en a conscience, hé bien, je crains qu'elle ne songe qu'au meilleur moyen d'en tirer profit dans le cadre d'un « marché ou règne, évidemment, une concurrence libre et non faussée ». D'où mon recours à quelque chose qui ne dépendrait ni de ceux-là ni de ceux-ci pour que ceux qui le souhaitent puissent éviter de subir les conséquences des turpitudes des uns et des autres.

14. [Armand dit :](#)
[15 juin 2008 à 21:01](#)

« 4) L'évolution de la masse monétaire est indépendante de l'évolution de la valeur des patrimoines et vice-versa.

Il faut absolument ne pas confondre les notions de valeur et de monnaie. Un paragraphe clair à ce sujet serait utile. Quelqu'un pourrait-il s'y essayer ? »

Je veux bien m'y essayer avec cette petite provocation :

La vision comptable conduit, me semble-t-il, à confondre la valeur d'un bien matériel, son prix à un instant donné et même ce qu'un engagement pourrait rapporter dans le futur, c'est-à-dire à additionner bananes, dessins représentant des bananes et bananiers au motif que ce sont des fruits, des représentations de fruit, ou des fruits en devenir ; ce que rappelait déjà Magritte avec son « Ceci n'est pas une pipe »

Au début du jeu les patrimoines réels sont :

A : 10€b (euros bancaires) sous la forme d'un « bon pour un billet de 10 euros » ainsi qu'écrit sur son

relevé envoyé par BQ.

B : 0

C : 1 bois dont le prix, *au moment* où B et C sont d'accord sur « le prix et la chose », est de 9€, euros dont on ne précise pas encore le mode de paiement

BQ : 10€ en billet « pliable » et -10€b de promesse écrite à A ; de plus elle peut faire face à tous ses engagements, ici remettre à A ses € sous forme de billets ayant cours légal

... plus une certaine dose de confiance répartie dans le système

Juste après que B obtienne son crédit, les choses se gâtent :

A : 10€b

B : 9€b et un échéancier de remboursement de 9€ + 0.5€

C : 1 bois estimé à 9€

BQ : 10€, -19€b, 1 contrat signé par B et gagé sur un bois pas encore possédé par B et estimé à un prix de 9€, et un revenu *futur* de 0.5€

BQ est en équilibre comptable, en un sens plutôt baroque, parce qu'elle peut mettre en équivalence ses 10 bananes, ses peintures représentant 19 bananes et un bananier réputé devoir et pouvoir fournir 9 bananes et demie dans le temps imparti. On passe de Magritte à un inventaire à la Prévert et BQ n'a pas encore tritisé !

Mais, pourtant, BQ sait déjà qu'elle est en faillite potentielle, ne pouvant faire face à son obligation de retrait à vue des 19 bananes mangeables que peuvent lui réclamer A et C.

De plus, (i) le gage de B n'est pas encore valide puisque la vente n'a pas encore eu lieu, sauf à ce que l'acte signé par B et C soit annexé au prêt et, si le montant du prêt avait été de 12€ et que, en toute bonne foi, (ii) B se présente au guichet de BQ pour les retirer afin de les remettre à C, BQ défaille dès le début du jeu, avant même la vente. Pour éviter ces deux premiers fâcheux obstacles, BQ imposera de payer directement C et sera partie-prenante à l'acte de vente, ce qui limite les risques dûs à B. BQ force en quelque sorte que le moyen de paiement soit le sien.

La situation est alors directement celle qui prévaut après la vente (paiement et transferts de propriété) :

A : 10€b

B : un bois gagé - un échéancier de remboursement de 9.5€

C : 9€b

BQ : 10€, -19€b, 1 reconnaissance de dette de B pour 9.5€ gagée par un bois estimé à 9€.

La situation de la banque est plutôt scabreuse : elle est l'obligée immédiate de A et C, n'a de garantie que de B mais ne peut exiger immédiatement sa créance sur lui. Vu le montant du prêt, ni A ni B (puis C) ne peuvent, seuls, couler BQ en se présentant au guichet, mais ils peuvent avoir faim au même moment.

L'estimation du prix du bois de B n'a désormais plus aucun intérêt, il pourrait chuter à 1€ – beaucoup de soleil et d'eau en font pousser ailleurs, ou grimper à 15€ – l'hiver est annoncé fort rude. Je suppose que tant B que BQ se *sentiraient* bien mieux dans le dernier cas et qu'alors BQ tenterait d'accorder un prêt supplémentaire à B pour qu'il puisse « extraire de la valeur ».

Comme les contrats se concluent et s'exécutent de bonne foi et que l'ambiance est bonne, les choses devraient tourner rond, les acteurs se fourniront mutuellement biens et services de sorte que, capital et intérêt remboursés, ils pourront se retrouver dans un état stable (défini comme un état sans aucun prêt en cours). On peut même imaginer que B loue à BQ le droit de se balader dans son bois pour, in fine, lui rembourser les 9,5€, sans même besoin de soleil ni de sueur ! Ce service d'agrément disparaît aussitôt rendu (une charge dans la compta de BQ annulée par l'annuité de B)

on a alors :

A : 10€b ; B : 1 bois ; C : 9€b ; BQ : 10€, -19€b

Bien qu'aucun problème ne soit apparu, un régulateur serait déjà intervenu car BQ est mal (et A et C aussi par conséquence). Mais, techniquement, si A et C sont contents, tout va bien. Ils ont même tous intérêt à être contents.

On remarque qu'ici A n'a pas eu son mot à dire alors qu'il est en risque, « à l'insu de son plein gré », que C retire 9 bananes mangeables au début du jeu puis B les siennes à la fin. On en déduit aussi, qu'au fond, les vraies bananes ne servent à rien et qu'il suffit de laisser faire le marché.

Rien n'empêche BQ de prêter 200€b plus 15€b d'intérêts tant que A, B et C préfèrent les « bons pour x bananes » plutôt que les bananes elles-mêmes car il faut une brouette pour les transporter et que A ne s'intéresse pas au prix du bois. Il suffit que les modalités de la location du bois soit en rapport avec le montant du prêt ayant servi à l'acheter.

Dans le cadre du projet de Paul d'une constitution monétaire et bancaire, où l'on parle de prêts adossés à de l'épargne de même terme, A serait impliqué. Il recevrait une partie des 0.5€ mais ne pourrait réclamer ses bananes avant la fin du jeu et la limite des prêts serait aussi imposée. Un autre risque en moins.

Sinon il faudrait que Paul change le titre de ce fil en « la monnaie c'est un peu des bananes et beaucoup des dessins de bananes ».

15. [Paul Jorion dit :](#)
[15 juin 2008 à 22:05](#)

Gerard P. me fait parvenir une comptabilité détaillée de la monnaie et de la valeur dans son exemple sur tableur Excel.

[masse-monetaire-valeur](#)

16. [A-J Holbecq \(Stilgar\) dit :](#)
[16 juin 2008 à 06:59](#)

Bonjour

Je trouve plus haut

S'il n'y a relativement peu d'intérêts en cours ... il n'y a pas besoin de création monétaire supplémentaire, les intérêts étant prélevés dans le flux de circulation normale de la monnaie, et remis ensuite en circulation (la banque doit bien payer des salaires, charges et fournisseurs et utiliser ses bénéfices comme n'importe quelle autre société). Le système tourne (peut tourner) à quantité de monnaie fixe Les prix sont alors un signal fiable...

Hum... avec pas mal de limites...

Bon, prenons un exemple un peu excessif, mais ce sera plus clair.

Nous partons d'une société sans monnaie.

Le système bancaire B crée 100 à 10% à la collectivité. Le PIB créé la première année est de 100, la Vitesse de rotation de la monnaie VR est de 1, la dette collective Dc est de 100

Début 2^e année : Puisque les intérêts sont prélevés sur le flux et remis en circulation la quantité de monnaie reste la même. S'il n'y a aucune croissance le PIB reste de 100, la VR de 1, la Dc est

maintenant de 110, les intérêts du pour la 3^e année sont de 11

Début 3^e année : même conditions. La Dc augmente, c'est tout, en fin d'année elle sera de 121 et les intérêts dus de 12,1... avec une masse monétaire qui reste toujours de 100
Etc...

Comment la collectivité va-t-elle rembourser la dette lorsque le système bancaire en demandera le remboursement ?

Simple : Le système bancaire "efface" les 100 de sa comptabilité et fait une croix sur les intérêts !

Exemple un peu modifié: cette fois on augmente le PIB de 5% par an

Le système bancaire B crée 100 à 10% à la collectivité C. Le PIB créé la première année est de 100, la Vitesse de rotation de la monnaie VR est de 1, la dette collective est de 100

Début 2^e année : Puisque les intérêts sont prélevés sur le flux et remis en circulation la quantité de monnaie reste la même. Le PIB passe à 105, la VR imposée est donc de 1,05, la dette collective est maintenant de 110, les intérêts du pour cette année sont de 11

Début 3^e année : Le PIB passe à 110,25. La Dc augmente, en fin d'année elle sera de 121 et les intérêts dus de 12,1... avec une masse monétaire qui reste toujours de 100, la VR doit être de 1,10

Début 4^e année : Le PIB passe à 115,75, la dette collective à B devient 133,1 avec des intérêts dus de 13,3, la VR doit être de 1,15

Début 5^e année : le PIB passe à 121,5, la dette collective à B passe à 146,4 et 14,6 d'intérêts à payer pour la 6^e année. La Vr devient nécessairement 1,215...

Mais considérez en plus que dans cet exemple, aucune partie du montant de monnaie de 100 qui reste la seule monnaie utilisable, n'est épargnée (sortie du circuit productif) et que la Vr est adaptée aux conditions. Or, la Vr, ça ne se « décrète » pas, c'est une observation a posteriori. Si les différents acteurs de la vie économique sont frileux, il n'y aura aucune croissance ou une dé-croissance. Et surtout, comme dans l'exemple précédent, si le système bancaire demande le remboursement du capital + intérêts, d'une part il « manque » toujours les intérêts, d'autre part, s'il ne crée pas à nouveau les 100, il n'y a plus du tout d'activité possible, sauf le troc... on fait comment sans création monétaire ?

17. [A-J Holbecq \(Stilgar\) dit :](#)
[16 juin 2008 à 07:13](#)

Armand dit :
15 juin 2008 à 21:01 " Je veux bien m'y essayer avec cette petite provocation ..."

Je ne dirais qu'un mot : Bravo , et avec le sourire 😊

18. [Armand dit :](#)
[16 juin 2008 à 08:04](#)

« Gerard P. me fait parvenir une comptabilité détaillée de la monnaie et de la valeur dans son exemple sur tableur Excel. »

Dès la première case, Gérard fait l'hypothèse implicite que la banque est infaillible et que les 10 du compte de A *valent* les 10 en billets contre lesquels ils sont *supposés* pouvoir être échangés. L'histoire des faillites bancaires montre que l'hypothèse est fort audacieuse. Même en cas d'assurance ou d'intervention des autorités A est grugé, comme tous les autres possesseurs de billets

ou de promesses de billets : il se retrouve avec le bon nombre de billets, mais il y aura davantage de billets dans le jeu, créés pour remettre à zéro un compteur négatif, « au nom de la solidarité avec une si noble profession »

Il faut, je crois, distinguer les billets des relevés de comptes. Ainsi, dès après le crédit accordé à B, la case banque-valeur ne passe pas à $10-9=1$ mais à $10+9=19$, comme dans ma provocation précédente. Ce serait le cas (confondre comptes et billets) dans un système sans réserves fractionnaires et avec un banquier honnête qui ne se laisserait jamais aller à inscrire davantage d'écriture qu'il ne possède de billets au motif que ses clients, forts satisfaits de ne plus avoir à utiliser de brouette, ne lui demandent jamais de billets et, qu'en plus, il a observé que cela augmentait le nombre de transactions et permettait même l'accès à la propriété à ceux qui ne le pourrait pas sinon (ou plutôt « facilitait »), puisque le crédit est possible dans un système non fractionnaire) et, accessoirement, augmente ses revenus.

Bref, il fabrique du bonheur en « créant de la valeur ». Ce monsieur Keynes entrera dans l'histoire des Grands-Hommes et aura beaucoup de disciples. Ne s'agit-il pas véritablement d'une noble profession ?

Ensuite les actifs, terrain et bois, ainsi que le crédit sont supposées conserver le même *prix* tout au long du jeu, ce qui lui ôte le charme des bulles et de leur explosion.

Tout est donc question de point de vue ... et de conséquences, notamment pour ceux qui sont dans le jeu sans le comprendre.

Ainsi, observant une chose, le spéculateur pourra s'exclamer « mais c'est un triangle, et équilatéral de surcoût ; j'en ai même déterminé des propriétés invariantes sur le rapport entre les longueurs des cotés de ses objets et déduit une loi universelle permettant de prévoir une longueur connaissant l'autre. Oui messieurs ! Il s'agit donc bien d'une vraie science ». Et on aura tôt fait d'attribuer à ce monsieur Thalés « le prix Nobel de la spéculation institué par la banque Goldman Sachs à la mémoire du Sieur Alfred » sans plus s'interroger sur la nature réelle de la chose.

Pourtant, observant cette même chose un comptable aviateur prétendra, qu'au contraire, il s'agit d'un carré. D'ailleurs, il en tient une preuve absolument irréfutable : une photo aérienne. Et si c'est « vu à la télé », c'est vrai n'est-ce pas ?

Au même moment un autre pourra dire : « pas du tout, ce n'est ni un triangle, ni un carré, c'est piquant »

Tous parlent évidemment d'une pyramide. Mais ce n'est qu'une pyramide qui ne cause de tort à personne.

19. [Armand dit :](#)
[16 juin 2008 à 10:00](#)

Cher Stilgar,

« Nous partons d'une société sans monnaie. » : outch ! pour Jean et moi c'est déjà une hypothèse erronée, une impossibilité même. Mais je comprends bien qu'il s'agit de fixer le cadre de la discussion.

« Vitesse de rotation de la monnaie » : Aïe ! quand j'entends ce mot je sors l'équation de la monnaie — je suis toujours un peu excessif ! qui d'ailleurs n'est pas une équation, mais entre prix Nobel on fait toujours dans le pompeux : ça impressionne.

C'est, de fait, une loi d'état, analogue à la célèbre loi des gaz parfaits, avec une variable explicative pour que ça fonctionne : la vitesse.

Les véritables scientifiques (et je continue bien sûr à taquiner) passent la majeure partie de leur temps à vérifier leurs hypothèses et non pas à les supposer vérifiées afin d'en déduire ce qu'ils souhaitent montrer ou ce qu'on leur demande de montrer en bricolant un modèle, statistique souvent, qui colle bien.

Ainsi, si la température augmente trop la loi ne s'applique plus, le gaz s'étant ionisé ou le récipient ayant fondu ; si elle est trop basse le gaz se liquéfie ; si la pression est trop importante ou trop faible le récipient explose ou implose ; et s'il n'y a pas de récipient ? hé bien on est dans la situation, par exemple de l'atmosphère de notre planète, la pression y varie aussi selon l'altitude, c'est-à-dire qu'intervient également l'attraction universelle. En fait dès qu'on s'éloigne des conditions normales de température et de pression, le modèle commence à ne plus coller.

Bref, un modèle physique possède toujours des limites de validité, une enveloppe de vol.

Dans ton premier exemple la banque n'aurait peut-être pas pu fixer un intérêt si élevé, la société rembourserait aussi sa dette via l'impôt sur les bénéfices de la banque et sur les revenus des citoyens ou en adapterait le taux ou nationaliserait la banque.

Ton second exemple montre que le modèle ne peut pas être exponentiel non plus, ou plutôt pas très longtemps.

Dans la réalité il se passera nécessairement quelque chose (et même plusieurs). Au plan monétaire ce sera une adaptation de la valeur relative de la monnaie vis à vis des autres biens et services, les prix changeront. Le tout est de savoir au profit et au détriment de qui. Si la monnaie est dévaluée par augmentation de sa quantité, le PIB pourra continuer de croître à ce taux ; simplement son unité de mesure rétrécira dans le temps, mais d'honorables statisticiens se feront un devoir d'en tenir compte grâce à un modèle estimopifométrique parfait. Sinon des prix devront baisser et des choix faits.

20. [A-J Holbecq \(Stilgar\) dit :](#)
[16 juin 2008 à 10:33](#)

@ Armand

Je n'ai rien voulu montrer de plus que, si les intérêts sont prélevés dans le flux de circulation normale de la monnaie, sans émission monétaire supplémentaire nouvelle, le système ne pourra tenir qu'en augmentant la vitesse des échanges ("la vitesse de circulation" , je n'ai pas d'autre mot et c'est une notion connue et étudiée depuis Jean Bodin au 16^e siècle), et qu'il faut plus de monnaie si on veut, en plus, obtenir une augmentation du PIB... et tant (ou "à condition") que le système bancaire ne demande pas le remboursement de tous les prêts avec les intérêts...

Tout le monde ici connaît sans doute cet apologue de La Dame de Condé

"Nous sommes à Condé-sur-Gartempe. Son hôtel de la Gare est réputé pour ses ortolans et sa discrétion...! Un vendredi après-midi débarque une jeune femme, d'apparence convenable, bien qu'un peu trop fardée. Elle réserve une chambre pour la nuit et, comme elle n'a pas de bagage, elle laisse en acompte un billet de 100 euros, tout neuf. Puis elle s'en va visiter la vieille ville. Le pâtissier qui a vu la scène dit au patron: « ça fait six semaines que vous me devez 100 euros pour la pièce montée que j'ai livrée à l'occasion de la communion de votre fille. » Le patron lui donne le billet de bonne grâce. Comme cette scène a été vue par d'autres, elle se reproduit cinq nouvelles fois, car le pâtissier devait aussi 100 euros au minotier... qui en devait autant au garagiste... lui-même débiteur de cette somme au boucher... qui avait à régler 100 euros au représentant de la maison Erlida... lequel devait à son tour acquitter sa chambre à l'hôtel de la Gare pour 100 euros. Il redonne donc le billet au patron de l'hôtel. Notre Dame revient de promenade. Elle annonce, qu'ayant fait une rencontre, elle annule sa réservation. Ce qui arrange bien l'hôtelier qui, entre temps, a eu une demande d'un de ses vieux clients. L'hôtelier lui rend donc son billet qu'elle brûle aussitôt. « Il était faux », dit-elle en souriant."

Moralité de cette histoire:

- Le PIB du village a augmenté puisque les commerçants, ayant été payés, ont pu inclure leurs ventes dans leur comptabilité..
- Ce faux billet a été capable de catalyser autant d'échanges parce qu'un billet est de la monnaie fiduciaire (du latin fiducia: confiance). C'est exclusivement une « valeur de confiance » entre les membres d'une communauté. Dans un autre pays il n'aurait pas été accepté. Un billet faux perd « sa valeur » seulement au moment où il se révèle faux et n'est plus accepté par celui qui le reçoit. C'est celui qui le détient en dernier qui assume la perte. Dans cette histoire il n'y a pas eu de perte sauf pour la Dame de Condé qui savait de toute façon qu'il était faux.
- La Dame de Condé, en réservant sa chambre, a accru de 100 euros la masse monétaire du village, ce qui a permis à six personnes d'éteindre réciproquement leur dette pour un montant total de 600 euros. La « qualité » de la monnaie utilisée, bonne ou mauvaise, est indifférente, mais la quantité de monnaie en circulation dans une zone est importante.

21. [Armand dit :](#)
[16 juin 2008 à 12:06](#)

La dame a introduit un risque dans le système. Tout comme le banquier l'a fait pour que B puisse acheter le bois.

Le tour de magie de ces histoires est que le risque ne s'y réalise pas. Dans le monde réel il se réalise et les conséquences en sont diverses et d'autant plus importantes que le jeu avance. Quand les moins éveillés s'en rendent compte, il est trop tard pour eux.

A peut se retrouver privé d'une partie de ses bananes, c'est-à-dire dilué : il a perdu du pouvoir d'achat sans même avoir participé au jeu. Il y a donc création d'une injustice.

A quelques minutes près, le taulier aurait pu perdre son vieux client parti se loger ailleurs, alors même que sa venue aurait soldé les positions.

La masse monétaire du village est comptée en monnaie de singe, l'illusion de richesse projetée par le PIB peut induire le taulier ou les autres à investir alors qu'en réalité il aurait perdu un client et le système un enrichissement.

Il y a eu utilisation de monnaie crédibilaire (de credibilitis : qui peut ou doit être cru) et ça a des conséquences.

Ce jeu aurait aussi pu être soldé par un livre de compte global, ce qui serait revenu à utiliser le troc, impossible dès lors que le village est global.

22. [A-J Holbecq \(Stilgar\) dit :](#)
[16 juin 2008 à 12:20](#)

@ Armand

Philosophiquement vous avez raison... monnaie crédibilaire ou monnaie fiduciaire, pour moi c'est pareil.

Y a-t'il une seule monnaie qui puisse garder sa valeur quels que soient les événements ? ... pour ma part je n'en connais aucune.

Et comme vous dites le troc est impossible dès qu'il y a des échanges avec des biens difficiles à consommer rapidement (une vache contre 2000 oeufs par exemple) ou à plus de quelques personnes, ou ...

Il faut donc un signe reconnu par tous ... et personnellement, l'or ne m'intéresse pas (je ne le reconnais pas comme une valeur, car je ne puis rien en faire, je veux dire: pas plus qu'un billet de banque)

Pour ma part, vu la situation vers laquelle nous nous dirigeons en chantant (le syndrome du Titanic) , je propose la calorie ou le Kwh comme unité monétaire : mais encore une fois des pays vont être privilégiés.

Tiens, vous connaissez cet autre apologue ?

Les Valbans et les Mélans

Il était une fois deux pays, la Mélanie et la Valbanie, qui vivaient en bonne intelligence. Les Mélans produisaient beaucoup de blé, quelque mille tonnes de plus que leur consommation. Mais ils manquaient fortement de briques pour la construction. Or, quand elles tournaient à plein régime, les fabriques valbanes de briques en produisaient quelque mille tonnes en excédent. Mais tout s'arrangeait parce que les Valbans étaient friands du blé importé de Mélanie.

Curieusement, les prix de revient du blé et des briques étaient identiques : 100 piastres la tonne. Pour prendre une juste mesure de la qualité des relations qui s'étaient nouées entre les divers producteurs de chaque pays et les divers importateurs de l'autre, il faut savoir qu'en ce temps-là, la conjoncture était bonne et les prix stables : jour après jour la cotation du blé et celle des briques se maintenaient à 100 piastres la tonne.

C'est ainsi que les briques servaient de fret de retour aux navires apportant en Valbanie un blé très apprécié par sa population.

La réalité matérielle est favorable : les producteurs des deux pays enrichissent leurs collectivités de biens matériels et les échangent rationnellement.

Un observateur naïf, n'ayant pas subi de formation classique, serait tenté d'assimiler ces transactions à du troc. « Ces affaires-là, penserait-il, sont sages et bonnes puisqu'elles satisfont aux intérêts des deux parties, qui se défont de leurs surplus pour acquérir des produits qui leur manquent. »

Mais voici qu'à la suite d'un événement extérieur, la conjoncture mondiale se détériore. Les cours du blé et des briques s'effondrent. Chacun baisse de moitié et c'est la catastrophe économique. Le troc serait resté identique mais les producteurs de blé et les fabricants de briques déposent leurs bilans, faute de pouvoir supporter une perte de 40.000 piastres. Les échanges cessent aussitôt, au grand dam des habitants des deux pays amis.

Moralité à ce supplément de la fable : C'est la comptabilité qui a déguisé cette réalité en calamité financière, qui n'aurait eu sans cela aucune incidence pratique pour les deux producteurs.

23. [Armand dit :](#)
[16 juin 2008 à 13:08](#)

« Y a t'il une seule monnaie qui puisse garder sa valeur quels que soient les évènements ? » non, dans un marché libre, tous les prix s'ajustent et celui de la monnaie aussi. J'essaie d'éviter que l'ajustement du prix de la monnaie se fasse par l'inflation c'est-à-dire à mon détriment et au profit de ceux qui l'émettent.

Par ailleurs, selon moi, une monnaie doit posséder entre autres vertus celle de ne servir à rien, ça empêche au moins la thésaurisation à but spéculatif. La stocker n'empêchera pas autrui de manger, de boire, de se chauffer ni de se déplacer.

Une monnaie-énergie sous forme physique pose d'évidents problèmes : stockage, dangerosité, préemption, ... et sous forme papier la fraude arrive si vite, comme le prouve le doublement instantané des réserves des pays de l'OPEC puisque leur quota en dépendait.

C'est par l'échange que les acteurs choisissent un ou plusieurs biens comme monnaie, ajustent leur prix voire en changent. Peut-être le litre d'eau potable bientôt ?

Quant à l'apologue qui suit, hé bien on voit déjà sa propre contradiction interne : il existe marché extérieur qui fixe les prix, ces deux pays ne sont pas les seuls intervenants. Quel est le *deus ex-machina* qui fait baisser les prix ? une surproduction mondiale ? leurs balances commerciales étaient à l'équilibre à 100/100 et le restent à 50/50, le problème est posé sans toutes les données.

24. *Laurent S dit :*
[16 juin 2008 à 17:00](#)

@Armand sur la monnaie-énergie

Si l'on doit fonder un système monétaire sur un étalon, la quantité d'énergie me paraît être le meilleur choix possible, tant le bonheur humain (au sens économique du terme) est fonction de l'énergie que l'homme a à sa disposition. Manger, c'est accéder à de l'énergie, se déplacer, jouer c'est consommer de l'énergie. Travailler c'est produire, consommer, économiser de l'énergie... Plus il y a d'énergie, plus on peut accéder à des biens et services et tout bien et service peut se mesurer en quantité d'énergie qu'il faut pour le produire. Dans ce système le prix d'une marchandise est donc objectif et simple à déterminer.

Ce n'est pas pourtant que barrages hydroélectriques ou les centrales nucléaires deviennent des banques et qu'ils faillent payer en uranium ou pétrole. Simplement, un pays produit chaque année une certaine quantité d'énergie et le système politique doit déterminer comment la répartir entre tous les individus en équivalent monétaire. A charge pour chaque citoyen de dépenser cette monnaie comme il veut, on a vu ci-dessus comment étaient déterminés les prix. Dans un tel système on a adéquation entre offre globale et demande globale et pas d'inflation.

Mais pour ma part je crois que rechercher ce genre d'équilibre, ce graal des monétaristes est parfaitement vain. Parce qu'en fait ce n'est pas si facile que ça à mesurer, qu'ensuite équilibre globale ne signifie pas équilibre local (on peut avoir produit trop de voitures et pas assez de vélos). Cela résonne aussi comme un cauchemar totalitaire, comme si on mettait la société en équation. Peut-être aussi parce que viser cet équilibre global est inutile.

Pour moi la monnaie n'est qu'une unité de compte, un moyen d'échanges entre des biens et services très disparates. C'est un pilier essentiel de toute société complexe, alors qu'on laisse l'Etat la créer et la gérer comme il en a besoin pour mener à bien sa politique. Elle doit être pour lui, comme la craie pour un instituteur, l'essence pour un coureur automobile... : il ne va pas la gaspiller, mais cela ne doit pas limiter son action. La seule contrainte impérative est que les citoyens ne doivent jamais perdre confiance dans le pouvoir d'achat de cette monnaie. Et sa rareté n'est pas l'unique moyen d'y arriver contrairement à ce que voudrait nous faire croire les conservateurs. Cette connaissance-là (c'est-à-dire les conditions de cette confiance) seule importe, tout le reste n'est qu'une querelle sur le sexe des anges.

25. *JLM dit :*
[16 juin 2008 à 21:57](#)

Juste comme ça, et sans la prétention d'y voir plus clair que vous tous, il me semble que quelle que soit la monnaie référentielle, Or, Dollar, Pétrole, Carte bancaire, etc. il y a toujours "un grand chef" qui déclare : "je vous l'échange contre ce que vous voudrez" ...

Le grand chef pourrait être la volonté démocratique.

26. *egdltip dit :*
[17 juin 2008 à 07:11](#)

Merci à Laurent S de rappeler que la qualité première d'une monnaie est la confiance qu'ont les utilisateurs dans sa contre-partie physique, i.e. dans la capacité qu'elle a d'être acceptée comme contre-partie d'un échange.

Rappelez-vous la crise de 23-25 en Allemagne : plus personne n'avait confiance dans le Mark, les ouvriers se faisaient payer par demi-journée. Quelqu'était la réalité économique de ce pays, plus personne n'avait confiance dans la monnaie, donc elle ne valait plus rien. La confiance est un pré-requis, et c'est bien ce qui embête les responsables américains : comment faire pour que le monde garde confiance dans leur monnaie, quand beaucoup de fondamentaux montrent que celle-ci n'est pas digne de cette confiance...

C'est super une économie sans usine, mais sans éléments physiques à échanger, comment donner envie à l'autre d'échanger avec soi ? Les idées, personne n'en est propriétaire au grand dam des partisans du tout brevetable. On voit comment tout se tient...

27. [Armand dit :](#)
[17 juin 2008 à 08:25](#)

Le grand chef pourrait être la volonté démocratique.

Exactement JLM ! c'est très précisément ce que je souhaite : que *nous* choissions en tant qu'individus libres. Et je lève l'ambiguïté du mot « démocratie » en indiquant que, selon moi et en cette matière, cela exclut l'intervention d'un gouvernement ou un ensemble de gouvernements ou d'institutions.

C'est ce qui me gêne énormément dans la proposition de Laurent : « que le système politique détermine ... » ; non : *nous* !

Une notion de démocratie et de liberté restreinte à un délégués à un étage supérieur ce que nous pourrions faire ou choisir nous-mêmes, avec le droit de manifester et de changer de maîtres dans la liste imposée, s'appelle plutôt selon moi de la servilité libement consentie avec possibilité de se plaindre de sa propre turpitude.

Le grand chef n'intervient que pour les fonctions régaliennes réelles.

egdltp : ça signifie que la monnaie « fiduciaire », basée sur la confiance, était déjà devenue une monnaie « crédulitaire » basée sur la crédulité, parce que le peuple avait abandonné sa souveraineté sur sa monnaie, délégué et renoncé à agir par lui-même sur ce point.

Nous rejoignons le point fondamental mis en lumière par Jean, que la monnaie est le le sang d'une société. Je prétends qu'elle relève moins de la démocratie, concept philosophique, que des Nous-le-Peuple, réalité concrète quotidienne. Pour en appeler aux mânes de Mc Luhan : « La monnaie c'est un peuple qui choisit lui-même » (c'est la période du bac philo en ce moment).

28. [jean pierre brissaud dit :](#)
[17 juin 2008 à 12:10](#)

J'ai été frappé d'apprendre que, à l'époque de la conquête de l'Ouest les Américains faisaient confiance aux billets très usagés, maculés de sueur. Ils étaient sanctifiés par le nombre de ceux qui l'avaient déjà accepté en échange de leur travail. Les billets neufs étaient suspects. Cela signifie qu'une banque recevant un billet sué reçoit plus qu'elle ne donne en l'échangeant contre un billet neuf. L'échange au pair est une fraude. L'emprunteur peut donc rendre moins, le taux d'intérêt pur (hormis les assurances de risque de non paiement) est négatif.

Cette fraude est devenue institutionnelle et à grande échelle : l'argent rendu à une banque vaut plus que l'argent prêté, alors que la banque se comporte comme si elle avait prêté de l'OR. Aujourd'hui, elle "prête" ce qui est pianoté sur un clavier d'ordinateur, et demande des "frais" pour le "service" rendu, alors que son grand "service" fut de voler l'or qui lui fut confié. Le "billet de banque" ne tient sa valeur que du souvenir de ce qu'il fut avant cette escroquerie. Le dollar est, en fait, gagé sur le pétrole. La fin du pétrole est la fin du dollar. C'est la réforme du système monétaire

qui constitue une priorité.

En premier lieu, elle doit être largement privatisée en faisant circuler des chèques endossés, émis par Microsoft, par exemple. Chaque acteur économique, même le simple particulier, doit pouvoir être créateur de monnaie. Il peut postdater des chèques.

En second lieu, les billets doivent être visiblement datés, de manière à ce que les utilisateurs puissent choisir leur ancienneté. Le cours en monnaie actuelle d'une monnaie ancienne est un indicateur macroéconomique aussi important que le taux d'intérêt. C'est également un cours du temps.

Des monnaies postdatées peuvent être émises, et font l'objet d'une cote en monnaie actuelle.

Le système économique emploie préférentiellement les monnaies les plus anciennes et recourt aux monnaies récentes ou futures en cas de besoin. La valeur du cours du temps fournit une mesure de marché qui remplace nombres d'indicateurs statistiques relatifs à l'état, inflationniste ou déflationniste, de l'économie.

Le système bancaire rend alors un véritable service, un service d'information.

L'argent prêté en monnaie actuellement émise par la banque se transforme automatiquement en monnaie ancienne. L'argent rendu l'est en monnaie actuelle. Le taux d'intérêt pur est négatif.

Cela est dû au fait que la signature d'un banquier ne vaut que par la confiance que les utilisateurs de monnaie lui accordent. Ce sont ces utilisateurs qui sont créateurs de valeur, non le banquier. Celui-ci ne rend aucun service : ce sont les utilisateurs qui lui font confiance sans réclamer d'or qui lui rendent un grand service, celui de ne pas aller en prison.

29. *franck marsal dit :*
[17 juin 2008 à 12:22](#)

Le litre d'eau ou le kilowatt-heure comme monnaie universelle

Je ne sais si je comprends bien mais je vois deux questions sous-jacentes à la définition d'une telle « nouvelle monnaie ».

La première question est celle du support physique de la monnaie, du support physique utilisé pour rendre les différentes fonctions de la monnaie : l'échange domestique, l'échange international, pour l'épargne, le crédit, la capitalisation, ...

La deuxième question est celle de l'unité de valeur, de l'étalon de monnaie, du rattachement de la monnaie, cet équivalent social, à une grandeur fixe, facilement vérifiable, qui fonde la confiance qu'on lui accorde et nous protège contre les tours de passe-passe.

Sous l'angle de la première question, le litre d'eau pas plus que le kilowatt-heure n'offre pas grande commodité. Je ne me vois pas aller au marché avec des litres d'eau, et je vois encore moins le paysan du coin repartir avec des hectolitres en échange de ses pommes de terre.

Je propose d'aborder d'abord la question de l'étalon, et de voir ensuite la manière de gager avec cohérence les échanges réalisés sur cet étalon (avec ou sans support physique).

Il me semble que l'énergie ne fournit pas un support adéquat : l'énergie n'a pas de valeur économique stable dans le temps ni dans l'espace. Elle est un flux structurant pour l'activité économique mais elle suit ses propres règles. Elle se dissipe dans l'échange et le transport (loi d'ohm !) ...

Ma proposition serait la suivante : la valeur de l'unité de monnaie pour la période n et la zone

économique P est le salaire journalier moyen constaté à la période n-1 et pour la même zone.

C'est-à-dire que le salaire moyen tournerait autour de 1 avec un mécanisme d'ajustement automatique.

Cela aurait deux conséquences :

1) un mécanisme d'échanges monétaires mondiaux articulerait les monnaies nationales avec une monnaie mondiale dont le niveau d'émission serait discuté pour une année donnée de manière transparente en fonction des besoins d'échanges internationaux

2) un système d'instruments financiers qui articuleraient de manière également transparente les échanges entre monnaie de l'année n et monnaie de l'année n+1 avec une visibilité de la monnaie reportée de n sur n+1 (épargne) ou "anticipée" de n sur n+1 (crédit).

Le changement d'instrument de mesure change notre vision du monde (en l'occurrence, des prix, de la comptabilité, du crédit, de l'épargne, répartition des revenus ...).

Je soumets cette ébauche de proposition à votre sagacité collective ...

30. [Armand dit :](#)
[17 juin 2008 à 13:14](#)

Tiens, à propos de confiance, crédibilité ou crédulité ; de souveraineté abandonnée, déléguée ou exercée, une info venue de la partie privée de 000999.forumactif.com

Les Nous-le-Peuple teutons, qui ont été très douloureusement sensibilisés à ce genre de problématique comme le rappelle fort à propos egdltp, commenceraient à rejeter les billets de la BCE issus des pays de la partie ClubMed de l'Euroland et repérables à une lettre code au début de leur numéro :

<http://www.telegraph.co.uk/money/main.jhtml?xml=/money/2008/06/13/cneuro113.xml>

C'est-à-dire qu'ils se méfient de la défaillance potentielle de ces états et de leur sortie de la zone euro et anticipent que les bouts de papier qui pourraient leur rester entre les mains ne représentent qu'une promesse qui ne puisse plus être entièrement tenue.

Ce n'est, peut-être, qu'un hoax ou un piège tendu par la perfide Albion pour cacher sa propre misère de pétro-monarchie déchue et entrer à bon compte dans la zone euro et se faire payer ses dettes par les continentaux.

En réalité, ce qu'il faut observer, et dont ne parle pas l'article, ce sont les spreads sur les emprunts d'état de même maturité entre les différents états de l'euroland. Pourquoi existent-ils ? Un des ces états pourrait-il ne plus pouvoir lever l'impôt, en euro, pour le rembourser (comme indiqué plus haut dans ce fil concernant la création tautologique de monnaie centrale) ?

Si vous, investisseur, craignez que cet état sorte de la zone euro, institue sa propre nouvelle monnaie et **force** la conversion dans cette nouvelle monnaie de ses emprunts, tant en capital qu'en flux d'intérêts encore à venir, alors vous demandez une prime de risque pour la perte en capital et en intérêt que vous subirez du fait que le taux de conversion ne sera pas équitable puis que la nouvelle monnaie se dévaluera plus vite encore que l'euro.

Cette méfiance vis à vis de l'emprunt déteint sur ce qu'il garantit : le billet de banque (centrale).

Avec une monnaie valant par ce qu'elle est –ce qu'elle contient– et non pas par ce qu'elle promet –ce qui est écrit dessus– ce type de problème ne se poserait pas sur la monnaie, mais sur le seul

emprunt d'état puisqu'il apparaîtrait pour ce qu'il est réellement : une simple promesse de remboursement futur en « sonnante et trébuchant », c'est-à-dire en matière pesante (ou en énergie chauffante) que l'état, ou un autre, n'aura pas ou plus les moyens de tenir totalement.

Napoléon avait peut-être déjà compris cela, lui qui fit fondre des variantes nationales du nap' (croix suisse, union latine, tunisienne) ; toutes ces pièces de même masse contenaient la même quantité d'or fin et ne différaient que par leur face nationale et circulaient d'un pays à l'autre ... aujourd'hui nous avons un support en acier ou en papier sur lequel est gravé une promesse gouvernementale ou extra gouvernementale.

Enfin, ceux qui suivent ce genre de questions savent que seule la Bundesbank refuse de vendre son or, Axel Weber son gouverneur l'a même dit publiquement et fermement face à son gouvernement qui le lui demandait. Peut-être est-ce pour cela que les Nous-le-Peuple teutons se contentent de rester au niveau de la monnaie fiduciaire euro-teutonne : ils ont confiance parce qu'ils surveillent, ils ne ressentent pas le besoin de monter en gamme (en garantie) en passant à du « bric'n mortier »

Les autres banques centrales de la zone euro vendent régulièrement leur or pour le placer en emprunts d'état « qui rapportent » ... mais qui rapportent quoi ?

Damned ! certaines bananes étaient en plastique !

31. [A-J Holbecq \(Stilgar\) dit :](#)
[17 juin 2008 à 15:38](#)

Armand

Oui vous avez raison, il y a parfois quelques pourcents d'écart sur les taux entre les emprunts publics de la RFA et les emprunts publics de la France, de l'Espagne ou de l'Italie, pour ne citer qu'eux. Mais 5% (par exemple) sur 4,500 %, ça fait du 4,725 % ... pas tragique quand même. Mais il est vrai que les prêteurs intègrent la probabilité d'éclatement de l'euro.

Pour l'or, la Bundesbank dispose sans doute de 3 500 tonnes d'or et la France avec 3 000 tonnes.. ce sont des chiffres qui semblent importants, mais même à 1000 € l'once, pour l'un comme pour l'autre ça ne ferait pas l'équivalent d'une année des seuls *intérêts* de la dette publique.

Avant de vouloir vendre l'or, commençons par donner le droit de création monétaire à la BCE (au moins en ce qui concerne le financement des investissements des Etats : <http://wiki.societal.org/tiki-index.php?page=La%20Dette%20Publique>)

32. [Armand dit :](#)
[17 juin 2008 à 15:38](#)

Quel post intéressant, Jean-Pierre !

- la sueur comme marque physique de la confiance déjà accordée par d'autres, inconnus, et qui fait boule de neige ; la difficulté du nouveau venu sur un marché. Principe éternel qu'on retrouve aujourd'hui sur le web : plus on pointe vers un site plus les moteurs le valorisent et plus il devient référence, vérité ; c'est ainsi qu'un nouveau site essaie d'échanger « gratuitement » des bannières vers lui donc en fait de parasiter.

Le poids de la marque qui se renforce jusqu'au monopole : à la limite les signes imprimés sur le billet disparaissent, seules subsistent les couches de sueur : les Nous-le-Peuple ont gagné ; il refusent les billets nouveaux et ne s'échangent que leur sueur, garantie de leur travail passé pour celui à venir. La contre-façon va devoir simuler de la sueur : nous parvenons à la phase de vérifiabilité de la monnaie ; tester de la sueur plutôt qu'une teneur en métal ou l'honnêteté et l'intégrité du personnel politique : pourquoi pas ?

Les esprits ont bien changé (sont bien formatés) : aujourd'hui on aurait plutôt tendance à refuser un billet trop abîmé !

A l'époque de la conquête de l'ouest, étaient plutôt d'usage le dollar-or ou le dollar-argent.

- « fut de voler l'or qui lui fut confié. » pour ce qui concerne la FED, les Nous-le-Peuple abandonnèrent une partie de leur souveraineté, les pièces d'or et d'argent étaient remplacées par des FED-notes *convertibles* en or ou en argent sur simple demande au guichet. Ils gagnaient une facilité d'échange. Mais ils abandonnèrent leur surveillance, la FED émit plus de billets qu'elle n'avait d'or et d'argent, fit discrètement disparaître la mention de convertibilité, puis ce fut la crise de 29, la ruée au guichet ... trop tard : Roosevelt par son « executive order » du 5 avril 1933 **obligea** les Nous-le-Peuple à apporter pièces, lingots et certificats or à la FED sous peine de 10 000 \$ et/ou de 10 ans de prison et ce avant le 1er mai 1933. Et à cette époque, la FED ne faisait que commencer à détruire la valeur de dollar-papier qu'elle était sensée protéger : 10 000 \$ c'était quelque chose !

- « le dollar gagé sur le pétrole » **grâce à un révolver** braqué sur la tempe du producteur. Si le producteur pense que le pistolet est désormais vide, le dollar plonge aussi. N'est-ce pas ce à quoi nous assistons aussi aujourd'hui ?

- « C'est la réforme du système monétaire qui constitue une priorité. » c'est ce que je pense aussi, ensuite le système bancaire, enfin le système financier.

- le reste du post correspond en fait au mécanisme d'escompte, lorsque la traite signée par le client puis endossée par les différents intervenants dans la chaîne de fabrication permet un financement, dont elle constitue la garantie non inflationniste, la traite est détruite à la livraison / paiement. A chaque transmission elle perd une partie de sa valeur : le taux d'escompte qu'il ne faut surtout pas confondre avec le taux d'intérêt (celui des emprunts). Ce sont deux indicateurs économiques très informatifs s'ils ne sont pas manipulés ni parasités.

C'est la « real bill doctrine » RBD.

- « le banquier ne rend aucun service », si, celui de gardien et d'entremetteur, mais en la matière les tarifs de Madame Claude me semblent moins élevés et la prestation plus agréable.

33. [Armand dit :](#)
[17 juin 2008 à 15:53](#)

Stligar, peut-être que sur un marché véritablement libre l'équilibre s'établirait très au-dessus des 1 000 € / oz, mais je pense qu'effectivement l'euro ne sera pas la première grande monnaie fiduciaire à éclater.

Quant à permettre à la BCE de financer les états, il me semble que les Nous-le-Peuple n'ont plus, hélas et paradoxalement, voix au chapitre constitutionnel. Quoique ce point fût par nous accepté lors du référendum de Maastricht.

34. [A-J Holbecq \(Stilgar\) dit :](#)
[17 juin 2008 à 15:56](#)

Désolé.. quand j'ai écrit " Mais il est vrai que les prêteurs intègrent la probabilité d'éclatement de l'euro.", je voulais dire "Mais il est vrai que les prêteurs intègrent la *possibilité* d'éclatement de l'euro."

35. [Vincent Lannoye dit :](#)
[18 juin 2008 à 04:49](#)

Bonjour,

Jean Jégu m'a indiqué ce forum-blog sur la monnaie.

En tant qu'auteur de "La monnaie et les banques - de la Mésopotamie à Manhattan", permettez-moi d'apporter quelques clarifications sur la création monétaire.

La création monétaire actuelle provient bien (essentiellement) des banques "secondaires" = "commerciales" (souvent privées, parfois publiques comme en France avant les re-privatisations des années 1980).

Pour l'Histoire, ce type de création est apparue au fil des millénaires. Initialement, la monnaie était métallique en once d'or ou d'argent. Sa création provenait des mines et de l'orpaillage. Ce n'est que par la suite que les banquiers ont prêté les pièces en dépôt. Et comme ces pièces prêtées restaient en dépôt - les clients et emprunteurs manipulaient lettres de change ou billets de banque - alors les banquiers ont prêté les pièces une deuxième fois à l'insu des déposants. Avec deux pièces prêtées pour une pièce en dépôt, il y a création de monnaie "scripturale" (non métallique) mais monnaie quand même. Ensuite, la proportion de monnaie scripturale (non métallique) des banques privées a progressé de siècle en siècle. Finalement, elle atteint quasi 100 % après 1971. À présent, la monnaie est créée par banques qui peuvent créditer à leurs clients sous conditions. La création monétaire est donc bien un tandem banques - clients. Les euros sont créés par simple inscription dans un compte client (ou carte de crédit) sous forte réglementation et contrôle de la Banque Centrale. Bien sûr, les banques commerciales ne peuvent se créditer entre elles, elles ne peuvent que se prêter entre elles des sommes existantes sur les comptes clients.

Les quelques pour cent de création monétaire restants proviennent des Banques Centrales. Elles peuvent injecter des liquidités par "simple-chèque-signé-par-la-banque-centrale" de par la "discount window" ou guichet des "prêts marginaux" réservé surtout pour banques en difficultés (comme dans les derniers mois). Les Banques Centrales peuvent aussi injecter des liquidités par leurs opérations d'*open market* (rachat de bons du Trésor).

De part ce dernier paragraphe, Ben Bernanke et collègues ont les moyens de faire surnager le système malmené par la crise des "subprimes". Leur création monétaire est techniquement illimitée. Ben et les autres doivent prêter tant que la crise des subprimes menace, et tant que les prix de l'immobilier restent chers par rapport aux prix des loyers. On s'en approche.

Ainsi, les dangers économiques pointant à l'horizon ont plus à voir avec l'inflation générée par ces injections de liquidités des Banques Centrales, par la hausse du pétrole, et finalement tout acteur capable d'influencer la confiance et l'envie de consommer.

L'inflation est un danger majeur pour la politique monétariste des Banques Centrales. Ces banquiers souhaitent que la monnaie reste symbole "de sueur". Avec l'inflation, la monnaie est seulement le signe de la sueur des imprimeurs de billets (surtout au Zimbabwe et ses 10000% d'inflation). L'assertion de Paul Jorion est donc à forte connotation... monétariste !!! :-p

Comme quoi, pour bien comprendre la monnaie, il faut aussi comprendre l'inflation. Pour cela, je vous invite à télécharger gratuitement les trois premiers chapitres de mon livre sur <http://www.strayfawn.com>.

À bientôt,

Vincent.

36. [Paul Jorion dit :](#)
[18 juin 2008 à 07:11](#)

@ Vincent Lannoye

Vous écrivez :

...Ben Bernanke et collègues ont les moyens de faire surnager le système malmené par la crise des "subprimes". Leur création monétaire est techniquement illimitée.

Si c'est le cas, pourquoi les analystes considèrent-ils que depuis l'été dernier la Fed a prêté aux banques commerciales américaines, et depuis le mois dernier également aux banques d'investissement, près de la moitié des fonds dont elle disposait pour ce type d'opérations ?

37. [Armand dit :](#)
[18 juin 2008 à 10:24](#)

Si c'est le cas, pourquoi les analystes considèrent-ils que depuis l'été dernier la Fed a prêté aux banques commerciales américaines, et depuis le mois dernier également aux banques d'investissement, près de la moitié des fonds dont elle disposait pour ce type d'opérations ?

C'est un tour de passe-passe, comme déjà indiqué : la FED a remplacé la garantie tautologiquement parfaite de ses billets par une autre douteuse, sans augmenter le nombre de \$ imprimés, mais en détériorant leur valeur.

Ainsi elle ne crée *apparemment* pas d'inflation puisque la quantité de \$ en circulation ne change pas, or ce sont eux les plus nuisible vis-à-vis d'une certaine inflation, celle des prix à la consommation, car ils sont, par nature (cours légal), le plus liquide des instruments de paiement, particulièrement utilisé pour la grande consommation, celle dont l'inflation des prix est très vite remarquée et subie par les consommateurs alors même qu'ils se réjouissent de l'inflation de certains actifs, **croyant** pouvoir en profiter : « ma maison vaut maintenant 50 000 \$ de plus que l'année dernière », non ! elle vaut la même chose, car elle n'a pas beaucoup changé, voire moins car d'autres ont été construites autour et lui font concurrence ; seul son **prix** a monté, mais parce que mesuré dans une unité qui a été rétrécie, ce à quoi ils ne **pensent pas**.

Les Nous-le-Peuple sont trompés par **l'illusion de richesse**, cause de « l'effet de richesse » qui les conduit à dépenser et à s'endetter. Ils ont davantage de monnaie, souvent fictive (prêt / dette / emprunt), ils le constatent facilement, mais elle vaut moins, l'ensemble des prix augmentent, mais ils ne s'en rendent pas compte de suite.

A faible doses et espacées, c'est le médicament du Dr Keynes. Utilisé régulièrement ça crée des drogués qu'on ne peut plus désintoxiquer (le Dr Friedman prétend qu'il sait injecter en continu et doser finement grâce à un thermomètre statistique parfaitement étalonné).

L'inflation est un phénomène principalement monétaire dont la **cause** est l'augmentation relative de la quantité de monnaie par rapport à la quantité de biens et services disponibles (« les richesses ») et dont **l'effet** est l'augmentation des prix ; puisqu'il y a davantage de monnaie le rapport initial va se rétablir en demandant davantage de monnaie pour un même bien. L'influence de la vitesse de circulation de la monnaie, à quantité égale, peut intervenir parfois, par exemple lors des phases d'exubérance irrationnelle ou de folie de bulbes de tulipe.

La quantité de monnaie supplémentaire ne se propage pas instantanément dans les prix, ni ne le fait de façon homogène. Ceux qui sont à la source de cette création la dirige vers des canaux qu'ils choisissent parce qu'ils leur sont, à eux, les plus profitables, ici les banques vers les marchés actions, obligataires, l'immo, ... ; la propagation vers d'autres biens, ceux de grande consommation en général, se fait à la fin de la contamination, quand il est déjà trop tard pour les Nous-le-Peuple qui ont eu **l'impression** que tout allait bien ou mieux. A ce moment-là les Nous-le-Peuple réclament une augmentation de salaire pour faire face à leurs besoins quotidiens vitaux (quoique l'abonnement à C+ ou l'essence pour le 4x4 ...) et à leurs obligations (l'emprunt à taux variable ...) , mais le banquier central se réveille, et parle dans sa novlangue « d'inflation de second tour » qu'il combattrait alors même qu'il n'est pas intervenu au début du processus. Mais son thermomètre sera reconnu

coupable.

Ceux qui sont à la source s'enrichissent donc grâce aux unités monétaires supplémentaire qu'ils créent à pas cher, sans richesse nouvelle en face (elle est supposée venir du futur !), appauvrissant les autres dont les unités monétaires en leur possession est diluée (épargne, retraite, ...) et appauvrissent plus encore ceux qui s'endettent pour jouer au plus malin à la fin du jeu, lorsque pointe la déflation.

S'il est physiquement impossible de créer ces unités monétaires, alors ce problème ne se pose pas.

Par cette manoeuvre, la FED crée quand même de l'inflation, mais au seul profit de ses complices. En effet, les Treasuries qu'ils ont reçu à la place de leur déchets toxiques invendables, et ne pouvant donc servir de monnaie, sont, eux, parfaitement « liquides » comme ils disent dans leur novlangue. Les Treasuries sont de la monnaie (on l'a vu dans le mécanisme de création tautologique des \$-billets) qui a cours entre eux et elle rapporte même des intérêts. Mais, là, ils doivent l'utiliser pour boucher leur propres trous, cela n'ira pas dans le circuit de la grande consommation. Lors de la manoeuvre inverse de restitution des Treasuries contre ce qui ne sera plus des déchets parait-il, cette monnaie sera détruite. Mais si la manoeuvre ne peut pas se faire ...

L'émission de bons du trésor, même s'ils ne sont pas convertis en monnaie-papier est également inflationniste, mais moins qu'un \$-papier car le grand public ne peut pas se les échanger directement ni les utiliser directement comme paiement, leur valeur faciale est importante.

L'opération rescue de Bush, Paulson and Co qui viennent d'envoyer des chèques aux ménages a crée de la monnaie supplémentaire à haut pouvoir de nuisance inflationniste puisque directement et immédiatement utilisable et donc de l'inflation : je ne pense pas qu'il faille se réjouir de l'augmentation des dépenses de consommation ainsi générées, ce n'est rien d'autre que de la cavalerie de USA inc.

En suivant la chaîne on obtient quelque chose comme : compte du Trésor US (à la FED) -> comptes courants des ménages -> comptes des commerçants -> banques des commerçants -> réserves des banques à la FED ; après ça circule, potentiellement à l'étranger si la dépense concernait un gadget chinois ou un litre de pétrole.

Encore une fois, ce mécanisme n'est rien d'autre qu'une escroquerie pyramidale.

38. [A-J Holbecq \(Stilgar\) dit :](#)
[18 juin 2008 à 12:19](#)

@Armand
Excellent 😊

39. [Armand dit :](#)
[18 juin 2008 à 14:40](#)

merci, Stilgar ; une lecture amusante :
<http://www.marketoracle.co.uk/Article5108.html>

40. [Vincent Lannoye dit :](#)
[18 juin 2008 à 18:11](#)

La Fed a prêté la moitié de ses fonds "autorisés" (simple lignes de crédit pour banques en difficulté) (Voir http://www.richmondfed.org/publications/economic_research/instruments_of_the_money_market/h03.cfm : These limits can be overcome in certain circumstances, especially if the appropriate federal banking agency or the Chairman of the Federal Reserve Board certifies to the lending Federal Reserve Bank that the borrowing institution is viable). Pour augmenter ces fonds, il faudra

peut-être passer par le Congrès. Le Congrès amendera pour ne pas laisser l'économie s'effondrer, et il le peut car on n'a plus besoin d'or pour couvrir les billets contrairement aux années de débâcle 1929-1934. Bien qu'après 1934 et le détachement officieux de l'or, c'est la Cour Suprême qui a stupidement bloqué le déficit souhaité par Roosevelt et son NRA (National Recovery Act). Je crois que les autorités ont retenu la leçon des années 1930.

En gardant en mémoire la crise des années 1930, on comprend mieux pourquoi les autorités sortent leurs carnets de chèque. Mais à présent, un autre risque majeur surgit: l'inflation, comme le précise justement Armand. La situation est très délicate et Bernanke en est conscient. Cependant, je ne pense pas que Bernanke soit un monstre responsable d'une escroquerie pyramidale, mais seulement quelqu'un qui a étudié de près la crise des années 1930.

Néanmoins, par l'inflation, le cours pétrole, le réchauffement climatique, la situation est très inquiétante.

Vincent.

20 06 2008 D'abord comprendre ce qu'est la monnaie

Publié par [Paul Jorion](#) dans [Economie](#), [Monnaie](#)

Le 15 juin, il y a cinq jours, Armand écrivait :

La vision comptable conduit, me semble-t-il, à confondre la valeur d'un bien matériel, son prix à un instant donné et même ce qu'un engagement pourrait rapporter dans le futur, c'est-à-dire à additionner bananes, dessins représentant des bananes et bananiers au motif que ce sont des fruits, des représentations de fruit, ou des fruits en devenir ; ce que rappelait déjà Magritte avec son « Ceci n'est pas une pipe »

Mais ce n'est pas simplement la vision comptable : c'est ce que fait la monnaie effectivement. La monnaie est une richesse en soi – c'est moins évident sur le plan conceptuel depuis que sa convertibilité en or a disparu, mais cela fonctionne encore de cette manière – c'est aussi une représentation de la richesse, lorsqu'un titre est émis parce qu'une vraie richesse a été mise en gage : offerte en collatéral (une maison, un champ, etc.) et c'est enfin un *transformé* de la richesse, lorsque la moisson est *réalisée* par sa vente, surplus résultant de la combinaison des avances (en nature ou en monnaie), du soleil et de la sueur des hommes : une richesse extérieure à la richesse existante a été créée « ex natura » et transformée en monnaie.

Il y a alors deux questions à résoudre : 1) qu'est-ce qui constitue *richesse* ? ; 2) qu'est-ce qui fait que nous considérons légitime – depuis plusieurs siècles au moins – d'additionner richesse existante, représentation de richesse et transformé de richesse ? A mon sens, la notion-même de « création de monnaie » n'aura pas été réellement clarifiée (je ne parle pas de la description des mécanismes) tant que nous n'aurons pas répondu à ces questions.

En attendant, je vous propose – pour nourrir les nôtres – les réflexions de l'un de ceux qui ont véritablement réfléchi sur ces questions. Lisez le passage sans vous préoccuper de qui l'a écrit (la réponse est à la fin).

Chaque homme est riche ou pauvre selon le degré dans lequel il peut se permettre de profiter des nécessités, des comforts et des amusements de la vie humaine. Mais une fois que la division du travail s'est complètement opérée, il n'est qu'une très petite partie de ceux-ci auxquels il peut accéder par son propre travail. Il doit obtenir la majeure partie de ceux-ci du travail d'autres hommes et il sera riche ou pauvre selon la quantité de ce travail qu'il peut *commander*, ou qu'il peut se permettre d'acheter. C'est pourquoi pour la personne qui la possède, la valeur de toute marchandise qu'il n'entend pas utiliser ou consommer lui-même mais échanger pour d'autres marchandises, est égale à la quantité de travail qu'elle l'autorise à acheter ou à commander. (...) Ce que chaque chose vaut réellement pour l'homme qui l'a acquise, et qui veut s'en défaire ou l'échanger pour quelque chose d'autre, sont la peine et l'embarras qu'il peut s'épargner, et qu'il peut imposer à d'autres. (...) "La richesse", a dit Mr. Hobbes, "est pouvoir". Mais la personne qui, soit acquiert, soit hérite d'une grande fortune, n'acquiert pas nécessairement ou n'hérite pas nécessairement d'un pouvoir politique, qu'il soit civil ou militaire. Sa fortune lui fournira peut-être les moyens de les acquérir tous deux, mais la simple possession de la fortune ne lui procurera nécessairement ni l'un ni l'autre. Le pouvoir que cette possession lui procure immédiatement et directement, c'est le pouvoir d'acheter ; un certain *commandement* sur toute la force de travail, sur tous les produits du travail qui se trouvent alors sur le marché. Sa fortune est élevée ou médiocre dans la proportion même de l'étendue de ce pouvoir ; ou de la quantité, soit du travail d'autres hommes, soit – ce qui est la même chose – du produit du travail d'autres hommes, qu'elle lui permet d'acheter ou de commander. La valeur d'échange de chaque chose doit toujours être exactement égale à l'étendue de ce pouvoir qu'elle procure à son propriétaire.

Adam Smith, *La richesse des nations* (1776) (*An Inquiry into the Nature and Causes of the Wealth of Nations*, 2 vol., Oxford : Oxford University Press, 1976 : 47-48).

Ce bulletin a été publié le Vendredi 20 juin 2008 15:42 et est classé dans [Economie](#), [Monnaie](#)
17 réponses à "D'abord comprendre ce qu'est la monnaie"

1. [zoupic dit :](#)
[20 juin 2008 à 17:42](#)

je le vois bien quand je propose à ma petite soeur de faire la vaisselle pour 2€. Somme qui pour moi n'est pas significative, mais qui lui permettra d'acheter ses bonbons.

2. [Paul Jorion dit :](#)
[20 juin 2008 à 17:50](#)

@ Zoupic

L'exploitation peut en effet caractériser la manière dont le surplus (la *moisson*) est redistribué entre ceux qui font les avances (je suppose que tu nourris ta petite sœur autrement qu'en sucettes) et ceux qui apportent leur force de travail.

3. [franck marsal dit :](#)
[20 juin 2008 à 18:22](#)

La comptabilité peut franchir un pas de plus que la monnaie, qui, on le voit dans ce blog, offre pas mal de souplesse pour se déclarer plus riche que l'on n'est, ce qui est un moyen pour le devenir effectivement.

La comptabilité va plus loin puisqu'elle mesure d'autres supports de "richesse" ou d'engagements. Je pense qu'il n'est pas anodin que, précisément maintenant, de nouvelles normes comptables se mettent en place comme un couronnement de la dérégulation.

Les questions que je me pose sont : "ces normes ne sont-elles pas la généralisation des pratiques de feu ENRON ?"

et n'y a-t-il pas possibilité, à travers ces normes, pour la sphère financière de "larguer les amarres" par rapport à l'économie réelle ?

4. [A-J Holbecq \(Stilgar\) dit :](#)
[20 juin 2008 à 18:29](#)

La monnaie est donc la capacité qu'à un homme de mettre en esclavage un autre homme, si le premier dispose du capital dont ne dispose pas le second. La première chose à faire est de bannir la possession privée du "capital" (productif) dans sa définition première : biens ou richesses accumulés générant de nouveaux biens ou revenus.

Le capital naturel (sol, air, eau, sous-sol, mer) doit être un "bien collectif" et à ce titre il ne doit pas pouvoir être approprié par un individu ou une société d'individus.
... et qu'on ne me dise pas qu'il y a besoin de capital monétaire pour produire.

Juste pour que les choses soient claires :

Tout libéral connaît les deux exemples que je donne ici, mais mes lecteurs ne sont pas tous libéraux.

Un premier exemple : vous trouvez un bâton par terre. Ce bâton n'est à personne, et n'est utile à personne. Vous le prenez, vous sortez votre couteau, vous le transformez en statuette. Votre travail est une manifestation de votre liberté. Et votre travail n'a été nuisible à personne (autrement vous êtes responsable, ce qui nécessite de s'arranger ou rembourser ou corriger).

L'idéologie libérale explique : « vous vous êtes approprié ce morceau de la nature par votre travail ». Cette statuette vous appartient, elle n'est plus le bâton que tout le

monde pouvait prendre. Puisqu'elle vous appartient, vous pouvez l'échanger. Mais vous pouvez aussi la donner. Et y compris à vos descendants. Ensuite, le monde est rempli de "statuettes" faites avec du travail sur des bouts de la nature, que dame nature a donnés gratuitement.

Deuxième exemple : un berger a l'habitude de venir faire boire ses moutons dans une rivière. Toujours au même endroit. Et depuis des années. Une usine s'installe alors en amont et pollue l'eau. L'idéologie libérale explique : le berger était là avant, il utilisait l'eau en aval avant. Il s'était donc approprié par son travail la rivière en aval. Et l'usine n'avait donc pas le droit de dégrader la qualité de l'eau appropriée par le berger. L'usine est responsable et doit réparer le préjudice. Le droit libéral protégerait donc le berger. Notez que le préjudice doit être avéré : afin d'éviter toute législation liberticide, le libéralisme promeut une responsabilité que l'on vérifie à posteriori.

Voici pour la conception libérale de la propriété. Ensuite, une fois les droits de propriété bien définis, chaque propriétaire est totalement maître de ses propriétés. En particulier, si un propriétaire détériore les bouts de la nature dont il est propriétaire, l'idéologie ne voit rien à y redire. Il serait donc imaginable que le propriétaire d'une grande forêt, non seulement la rase pour vendre du bois, mais en plus la pollue durablement avec des activités plus ou moins rémunératrices. Ce qui pourrait compenser la perte de valeur de terrain.

Pour ma part, avec les socialistes, je dis (en recopiant un morceau de page de mon site) :

Les socialistes ne pensent pas que l'on puisse distinguer le fonctionnement de l'économie de la politique sociale et pensent que les deux sont intimement imbriqués. Ils pensent de plus que proposer un antagonisme entre l'Etat et l'individu est une erreur, le groupe des individus (d'un pays) formant bien l'Etat. Qui plus est, laisser la propriété individuelle, et particulièrement celle des biens de production, grossir sans limite ne peut qu'aggraver les inégalités. Alors oui, la liberté de l'individu est importante, mais pas au point de lui permettre d'accumuler du capital sans limite et de devenir parfois aussi puissant qu'un Etat..

C'est la raison pour laquelle nous proposons la possibilité de transmission d'un capital "mobilier" sur une seule génération : ainsi le cumul générationnel ne pourra pas avoir lieu et les "jouissances" d'un descendant des générations futures seront bien issues des fruits de son apport sociétal et non pas des apports sociétaux réalisés par ses ancêtres.

Pour le premier exemple (le bâton) les socialistes diraient : " Ce bâton que vous avez trouvé par terre est le symbole des biens naturels qui appartiennent donc à la collectivité et non à celui qui l'a trouvé. Mais celui qui l'a trouvé ainsi que celui qui l'a transformé doivent chacun obtenir une juste rétribution pour leur travail."

Pour le second exemple, les socialistes argumenteraient seulement qu'il n'y a aucune raison qui puisse permettre à une usine de s'installer en amont, sauf si l'utilité collective est impérative sur les droits individuels du berger, puisque la source n'appartient pas au berger

Quant au droit à détruire la Nature dont on a la "propriété", là encore les socialistes ne peuvent donner leur accord sur un concept aussi brutal. En effet, la Nature n'est pas propriété d'un seul, quelle que soit la petitesse de la fraction possédée. De plus, la Nature est un tout à l'échelle globale, et raser une forêt ou polluer un sol est un acte irresponsable et criminel, aussi bien envers ses contemporains qu'envers les générations futures. Enfin, même dans le cadre de l'idéologie libérale prônée ici, le droit à détruire la Nature dont on est "propriétaire" ne tient pas. De fait, la Nature, on le sait de mieux en mieux par les études scientifiques en environnement, fonctionne comme un tout à l'échelle globale, et donc en détruire une parcelle revient à porter préjudice à autrui, quelque part, ailleurs dans l'espace ou dans le temps, ce qui nous place dans le cas du berger et de l'usine. Dans ce cas, le destructeur de la Nature doit cesser sa destruction ou réparer les dégâts, dicit l'idéologie. Pour prendre une analogie, la Nature est comme une grosse pendule très compliquée donc chacun des millions

de rouage est utile. Si les petits démons qui habitent la pendule étaient des libéraux au sens donné ici, ils s'approprieraient chacun un rouage ou un bout de rouage. Donner à chacun le droit de détruire sa propriété reviendrait fatalement à détruire totalement au moins un rouage au bout d'un certain temps. Fatalement, tous les autres rouages cesseraient de fonctionner correctement, et en fin de compte, les personnes intéressées à lire l'heure seraient lésées. Il y a donc bien un préjudice causé à autrui par la destruction des morceaux de rouage.

5. [jean-michel](#) dit :
[20 juin 2008 à 19:48](#)

Il me semble que dans toutes les discussions sur la monnaie, il importe de tirer tout le parti possible de la distinction courante chez les économistes entre les formes de la monnaie (métallique, papier, etc.) et les fonctions de cette même monnaie (unité de compte, intermédiaire des échanges et réserve de valeur). J'avais tenté il y a quelques années lors d'un workshop à Newport (RI) de donner un fondement anthropologique et même clinique à cette distinction (en repérant une dimension technique, concernée par les atechnies, une dimension logique, concernée par les aphasies, une dimension sociale - celle de l'échange - et une dimension libidinale - celle de la jouissance que paie l'argent). Je n'ai guère retravaillé cette question depuis, mais on peut trouver une version un tant soit peu développée ici : <http://rennes-mediation.org/download/redirec.php?id=9>

Le passage de Smith que site Paul me semble mêler en permanence (c'est tout le problème de Smith et de ses successeurs) la dimension sociale (le pouvoir de commandement) et la dimension libidinale (la peine ou le déplaisir - Unlust - comme aurait dit Freud).

6. [Paul Jorion](#) dit :
[20 juin 2008 à 20:50](#)

@ jean-michel

Les « fonctions » de la monnaie : 1. unité de compte, 2. intermédiaire des échanges et 3. réserve de valeur.

1. Unité de compte pour la richesse = toute richesse peu s'évaluer en quantité de monnaie

2. Richesse échangeable sous une forme « générique » = tout peut s'acheter, tout peut se vendre grâce à de la monnaie

3. Richesse tout court = tout le monde veut de la monnaie

Donc *la monnaie est une richesse générique quantifiable*.

Et c'est là qu'on s'arrête toujours... alors qu'on ne devrait pas parce que

1. C'est aussi *la représentation d'une richesse non-monétaire existante* : crédit sur un gage (maison, champ, future moisson)

2. ainsi que *le moyen de transformer une richesse non-monétaire neuve en « richesse générique quantifiable »* (la nouvelle moisson).

7. [A-J Holbecq \(Stilgar\)](#) dit :
[21 juin 2008 à 07:02](#)

@Paul

Je suis d'accord avec " 1. C'est aussi la représentation d'une richesse non-monnaire existante : crédit sur un gage (maison, champ, future moisson) "

Mais je ne suis pas absolument certain de bien saisir ce que tu veux dire par " 2. ainsi que le moyen de transformer une richesse non-monnaire neuve en « richesse générique quantifiable » (la nouvelle moisson). "

Peux tu préciser ta pensée?

8. [Paul Jorion dit :](#)
[21 juin 2008 à 16:31](#)

@ Stilgar

2. ainsi que le moyen de transformer une richesse non-monnaire neuve en « richesse générique quantifiable » (la nouvelle moisson).

La nouvelle moisson est vendue (« réalisée ») : une part de revenu correspond aux avances qui avaient été consenties, cette part est remboursée. Ce qui reste est le surplus (la « fructification » du capital [= les avances], grâce à la sueur et au soleil). Une part du surplus est versée en intérêts au « capitaliste » qui avait consenti les avances, le reste revient au travailleur.

Ce surplus est la « croissance », la pression qu'exerce l'accroissement de richesse sur la banque centrale pour qu'elle imprime de nouveaux billets reflétant cet accroissement.

Nous avons été d'accord pour dire que les *intérêts*, interviennent comme un « supplément » à la monnaie existante. La *réalisation* de la moisson, sa vente opère la « transformation d'une richesse non-monnaire neuve en "richesse générique quantifiable" », c'est-à-dire en monnaie.

9. [Rumbo dit :](#)
[22 juin 2008 à 02:00](#)

Pas très d'accord avec Paul Jorion ci-dessus.

Vraiment très occupé hors d'Europe, voici la définition de la monnaie qui me paraît la plus exacte :

— La monnaie permet d'acheter ce qu'on ne fabrique pas, c'est un permis d'acheter. Ni plus ni moins. Elle doit constituer une couverture de 100%-monnaie —.

Indication relative à la monnaie : la monnaie WIR en Suisse constitue déjà un progrès très significatif dans le domaine monétaire. Dans le cas le plus défavorable, le Wir ne coûte pas plus de 3,5%. Dans la plupart des cas son coût définitif ne dépasse pas 2,5% ! Il y a moins encore. Mais - on - parle très peu du fonctionnement bancaire intérieur de la Suisse...

10. [Rumbo dit :](#)
[23 juin 2008 à 06:33](#)

Depuis le Canada.
Je reviens rapidement sur la réponse de Paul Jorion.

Paul Jorion a écrit :

(...) Une part du surplus est versée en intérêts au « capitaliste » qui avait consenti les avances, le reste revient au travailleur.

Dans cette partie de phrase :

(...) Une part du surplus est versée en intérêts au "capitaliste" qui avait consenti les avances (...)

—> il s'agit ici de la partie B des prix de vente du théorème A + B du major Clifford Hugh Douglas, découvreur expérimental du Crédit-Social (qui pourrait s'appeler : Argent-Social). Pour riches que soient des capitalistes, et une fois leurs investissements et réinvestissements effectués, ils auront beau déployer le plus grand train de vie, posséder plusieurs maisons et propriétés dans les endroits les plus huppés du monde, avoir un ou plusieurs yachts, jets privés, et tutti quanti, d'ailleurs ces mêmes riches ne pouvant pas banqueter plusieurs fois chaque jour, ils ne pourront donc jamais acheter toute la production (d'où, entre autres, le marketing créé par eux-mêmes, et qui a accentué le gaspillage, créé des productions parasites et des besoins inutiles, snobs et stupides et ainsi éteint l'environnement et l'écosystème, etc., ceci dit en passant). La "qualité" du pouvoir d'achat des "capitalistes" ne peut donc (avec la "meilleure volonté") absorber toute la quantité de la production.

Et dans cette partie de phrase :

(...) le reste revient au travailleur.

—> il s'agit ici de la partie A des prix de vente de ce théorème A + B du major C. H. Douglas. Cette partie A, qui comprend les salaires versés aux travailleurs pour leur consommation, ne pourra elle aussi, pour des raisons diamétralement inverses, absorber toute la production. La "quantité" des salaires versés aux travailleurs, travailleurs pourtant infiniment plus nombreux que les "capitalistes", ne pourra donc jamais absorber elle aussi toute la production à cause de sa faiblesse chronique et constante. Alors que c'est précisément la quantité des revenus salariaux qui devraient éponger toute la production.

Digression. Je ne comprends pas bien pourquoi ce "grand nombre de travailleurs", même encore aujourd'hui, n' "intéresse pas" nos "grand pontes" de la "finance" qui lanternent gentiment, plutôt très méchamment, tout le monde avec ce système indéfendable, même avec du génie... C'est l'une des pires violences, mais celle-ci est en col blanc, c'est pour ça que le public n'y voit goutte. Fin de la digression.

En résumé : le pouvoir d'achat de A, plus celui de B, devraient, dans une FINANCE et une MONNAIE SAINES, stérile d'intérêts (ce qui est techniquement réalisable en tout point), acheter sans difficulté particulière le résultat A + B formant les prix de vente au final. Les commandes afflueraient vers l'industrie et l'agriculture. Qui dit mieux ? Autrement dit, il y aurait là un pouvoir d'achat général équilibré avec la production générale (c'est encore plus facile à faire que de faire fonctionner le système financier et monétaire faussé actuel).

Pourquoi ne recherchons-nous pas systématiquement cette ÉGALITÉ : production = émission monétaire qui est POSSIBLE ? Ne pas appliquer une technique possible à haut rendement et à coût inférieur devient une attitude fallacieuse et coupable.

C'EST LE CŒUR DU SUJET !

Puis ensuite, Paul Jorion écrit :

Ce surplus est la « croissance », la pression qu'exerce l'accroissement de richesse sur la banque centrale pour qu'elle imprime de nouveaux billets reflétant cet accroissement.

Cette phrase est ici en rapport avec les propositions de C. H. Douglas lorsqu'il propose qu'un office national (ou plurinational) d'émission (qu'on peut appeler comme on veut) ait l'exclusivité de la création monétaire, les banques commerciales ne prêtant plus QUE l'argent de leurs déposants, avec une couverture à 100%-monnaie (au moins M1). Ceci résulte du fait

démontré que le montant de la production totale EST le montant de la consommation totale. La production engendrant normalement un enrichissement quantifiable à chaque exercice. Cet enrichissement vrai et concret permettrait ainsi une émission monétaire parfaitement saine, stérile d'intérêts, allant jusqu'à permettre le versement à tous, pauvres et riches, d'un dividende égal à tous et régulier. Et ceci, sans prendre dans la poche de personne. Ce dividende pourrait être peu de chose pour les riches, mais quelque chose d'incalculable pour les plus pauvres. Un dividende de 500 par mois à quelqu'un qui n'aurait un revenu que de 800, donc un revenu mensuel qui passerait à 1300, serait très conséquent pour lui par rapport à celui qui aurait un revenu de 4000 qui passerait mensuellement à 4500.

Paul Jorion, il faut envisager le Crédit-Social.

Ci-dessous, c'est un site très catho, mais sur ce blog je crois avoir bien compris qu'on ne s'arrête plus à la "couleur de l'encre", mais à son contenu (autrement je serais très déçu).

Voir :

<http://www.michaeljournal.org/finsain1.htm>

Ainsi on en aurait fini, ENTRE AUTRES, avec ceci qui se passe de commentaires :

http://www.horizons-et-debats.ch/37/37_19.htm

11. [A-J Holbecq \(Stilgar\) dit :](#)
[23 juin 2008 à 07:22](#)

Après avoir mieux compris ce que Paul voulait dire, je suis globalement d'accord avec les 3 propositions suivantes

- la monnaie est une richesse générique quantifiable (intégrant 1. unité de compte, 2. intermédiaire des échanges et 3. réserve de valeur)
- la monnaie est la représentation d'une richesse non-monétaire existante : crédit sur un gage (maison, champ, future moisson)
- la monnaie est le moyen de transformer une richesse non-monétaire neuve en « richesse générique quantifiable » (la nouvelle moisson).

Mais l'intervention de Rumbo nous fait revenir dans le coeur du sujet : pourquoi la monnaie créée par le système bancaire devrait-elle être payante sous forme d'intérêts alors que la seule justification de l'intérêt (pour une banque) c'est qu'il compense un risque de non remboursement : il serait beaucoup plus logique et moral de "mutualiser" ce risque par un système assurantiel.

Je m'explique un peu : lorsque le système bancaire émet la monnaie, le remboursement du capital prêté permet d'effacer ce prêt dans la comptabilité, quelque soit l'évolution de la "valeur" de la monnaie (si inflation) ... le système bancaire ne "perdra" que sur le pouvoir d'achat des intérêts, comme de toute façon il peut actuellement, lors d'un prêt à taux fixe, gagner moins que ce qu'il avait prévu.

Tout nous montre que soit il faut faire disparaître l'intérêt sur la création monétaire, soit il faut que l'intérêt soit versé à la collectivité (toute la monnaie d'origine "centrale")

12. [A-J Holbecq \(Stilgar\) dit :](#)
[23 juin 2008 à 09:44](#)

@Rumbo

Les commandes afflueraient vers l'industrie et l'agriculture. Qui dit mieux ?

... attention à cette idée qui pourrait laisser penser que la production peut être "illimitée". Nous sommes dans un monde fini et l'empreinte écologique globale (mondiale) dépasse 1 depuis 1983 pour atteindre 1,22 en 2000 (je n'ai pas de chiffre plus récent, mais on doit être au moins à 1,25 / 1,30).

13. *Rumbo dit :*

[23 juin 2008 à 13:08](#)

@A-J Holbecq

C est certain, j'emploie cette expression en toute conscience pour appuyer mon propos. Mais aussi, le progrès est de plus en plus réel s'il devient le moteur du respect de l'environnement et de l'écosystème. De la même façon, je provoque en disant que l'idéal est de ne pas travailler grâce aux progrès machiniques pour soulever les pénibles contradictions qu'on entend la plupart du temps au sujet du chômage.

14. *moneterre dit :*

[23 juin 2008 à 13:29](#)

Bonjour,

D'entrée, je ne suis pas un connaisseur de la question monétaire ni même de la plume, et si mon commentaire est hors sujet, je vous prie de bien vouloir l'effacer de peur du ridicule.

Je me suis initié à cette question de monnaie et d'échange avec beaucoup de peine, n'utilisant pas les mêmes concepts ou modèles.

Je vous livre ici un peu de mes réflexions assez primaires et laborieusement formalisées, n'étant pas non plus acquis aux sciences humaines.

J'espère toutefois ne pas décevoir et contribuer un tant soit peu au thème de la monnaie.

L'échange économique est un échange de contrepartie.

J'échange mon travail pour une certaine somme d'argent, somme que je pourrais échanger contre de la nourriture ou des services.

Sur l'espace de l'échange, les échangeurs sont nombreux, les produits diversifiés et les besoins multiples, si bien qu'un intermédiaire aux échanges contribue à faciliter ceux-ci.

Cet intermédiaire a reçu - selon moi - le nom de monnaie.

La nature ou forme de cet intermédiaire a varié au cours du temps, celle ayant eu le plus de succès est je pense la forme ou nature : argent-métal (or et argent).

Plus tard, on a rajouté à la monnaie métal d'autres natures ou formes : de l'or, des biens, des produits de l'activité humaine et tout récemment des produits futurs de l'activité humaine.

La structure officielle chargée de définir ce qui est monnaie (légale), ce qui ne le sera pas ou ce qui le sera dans un délai de temps donné est la Banque centrale.

Dans ce schéma, une donnée reste constante : la contrepartie. La nature de la monnaie utilisée est en effet une contrepartie soit existante (or, biens, gages) soit à venir (les investissements effectués pour produire des biens).

La contrepartie a son origine dans les temps anciens. Les premières organisations sociales utilisaient la contrepartie pour effectuer les échanges entre eux.

Telle tribu ou clan apportait du sel et l'échangeait contre de l'or ou du blé ou d'autres biens encore. Cela se faisait sur des endroits précis. Ensuite au sein de ces organisation, on procédait à la redistribution parmi les membres, des normes propres pour la redistribution existaient.

L'organisation en général de ces peuples ne souffrait pas de propriété privée, tel point d'eau appartenait à telle tribu que par la force et l'autorité de cette tribu sur les autres, il en est de même des pâturages et des terres agricoles. Des fois des traités permettaient de résoudre certains problèmes quant à l'accès à certaines ressources.

La tribu ou le clan garantissait une certaine sécurité de vie à ses membres souvent de même famille.

La monnaie d'aujourd'hui est une monnaie de contrepartie, utilisée par les membres de notre société contemporaine, comme ci chacun de nous représentait un clan ou une tribu.

Il serait intéressant de se poser la question de savoir si une organisation sociale de type "tribu" ou "clan" est bien indiquée dans une structure comme la nôtre?

Quelles sont les caractéristiques de ces deux types d'organisation : tribu, clan - état de droit?

L'utilisation de monnaie - contrepartie dans nos échanges est-elle une forme qui favorise un état de droit?

15. *TL dit :*
[25 juin 2008 à 17:00](#)

Fondamentalement, la monnaie est un actif juridique qui donne le droit d'acquérir, de louer ou de profiter de biens ou services, à condition cependant que ces actifs soient offerts.

Le transformé de richesse, qu'est-ce ? Le carburant en est-il, puisqu'il est du transformé d'une autre richesse, le pétrole ?

Alors on peut remonter dans la généalogie des moyens de production pour ne trouver que du travail (de l'effort), et des matières premières (soleil inclus). Les machines et tout le capital productif sont un composé de matières premières et de travail. En fait, des possibilités sont exploitées en transformant par le travail les matières premières en autre chose, mais d'autres possibilités sont perdues. Ceci influe sur la richesse. La transformation n'est pas neutre ou linéaire, elle est complexe car elle offre et enlève des possibilités.

Ce raisonnement vaut aussi pour le capital patrimonial privé (maison, objets de loisir...).

Il y a richesse acquise et richesse potentielle d'une certaine manière, ou pour rejoindre le tryptique évoqué, richesse existante et richesse potentielle.

Une métaphore me vient à l'esprit, pour souligner le côté potentiel à la hausse comme à la baisse de la richesse : une catastrophe naturelle.

Les bâtiments détruits sont des pertes pour leurs propriétaires, ou les assurances ; et si le dégât sature la capacité réactive de l'économie, la monnaie peut ne plus rien valoir, puisqu'une mise aux enchères plus ou moins ordonnée sera faite des stocks existants de biens et services de survie.

16. [A-J Holbecq \(Stilgar\) dit :](#)
[25 juin 2008 à 18:08](#)

On retrouve, dans ce qu'exprime TL, ce que nous avons développé dans le "modèle écosociétal", en particulier ici <http://wiki.societal.org/tiki-index.php?page=Ecosocietalisme0> (voir le "C" du préambule)

17. [Rumbo dit :](#)
[26 juin 2008 à 15:05](#)

Le texte ci-dessous, de Louis EVEN, aurait sans doute sa place dans pas mal de sujets dans ce blog. Selon les cas, je pourrais le mettre dans d'autres sujets. Il a l'avantage de nous rappeler à tout propos le, ou les caps à suivre, et pas d'autres. Je l'ai à peine ajusté pour l'époque actuelle.

Donc, il faut SURTOUT se rappeler de ceci:

Impôt sur le revenu = un vol
Dette nationale = supercherie, escroquerie

Les travailleurs du pays créent les richesses. Les banques font la comptabilité financière pour permettre aux citoyens d'échanger les richesses. Cette comptabilité financière, c'est l'argent.

Les Français (et les citoyens des autres pays) sont, de droit, propriétaires des richesses qu'ils créent. Mais les banques volent aux Français (et aux autres) leurs richesses. Les banques se constituent elles-mêmes propriétaires de l'argent qu'elles fabriquent. Les banques inscrivent à leur propre actif ce qui devrait être l'actif de la société, l'actif du pays. En même temps, elles inscrivent au passif du pays toutes les richesses du pays. Cette dernière opération se fait quand les banques prêtent du crédit basé sur les richesses et qu'elles inscrivent ce crédit au passif des emprunteurs, qui sont les particuliers, les entreprises et les gouvernements.

Les banques volent aux Français (et aux autres) l'actif du de la France (et des autres pays), en inscrivant cet actif à leur actif à elles et au passif du pays, dans leur comptabilité financière. Les banques volent le crédit de la société. Elles volent le crédit social.

Les banques sont des faussaires. Elles pratiquent une fausse comptabilité de l'argent. Elles volent l'actif national, l'inscrivent au passif de la nation. Cela constitue la dette nationale, et cela fait naître des taxes voleuses.

Les banques peuvent effectuer cette opération de vol, parce que tout l'argent qu'elles créent, elles le créent sous forme de prêts aux individus et aux gouvernements. Tout l'argent qui vient au monde dans le pays est créé par les banques et sous forme de dettes. C'est de l'argent-dette. Les banques devraient créer de l'argent libre de dettes, et le placer au crédit et non pas au débit de la nation.

La dette nationale est la plus grande supercherie et la plus grande escroquerie de l'histoire. La dette nationale, c'est le capital national volé par la banque. La dette nationale devrait être convertie en capital national, en capital social, en crédit social.

Et les intérêts sur la dette devraient être convertis en dividendes sociaux. De cette façon, les taxes disparaîtraient. Et les dividendes les remplaceraient. Les taxes qui sont imposées, quand on pourrait avoir un dividende, sont un vol.

30 06 2008 Les hypothèses orphelines

Publié par [Paul Jorion](#) dans [Economie](#), [Monnaie](#)

On est parfois obligé de faire une hypothèse, sans pouvoir l'étayer davantage... ce qui vous laisse sur votre faim. Et c'est d'autant plus regrettable quand cette hypothèse est aventureuse, voire assez folle. Dans un billet rédigé l'année dernière, [Comment les banques centrales triomphent de l'inflation](#), j'écrivais

Retour à la réalité : les banques centrales combattent l'inflation en poussant les taux à la hausse. Je vous entends vous écrier tous en chœur : « Mais ça n'a rien à voir : les taux d'intérêt reflètent seulement le rapport de force entre investisseurs et patrons, alors que l'inflation reflète le partage des parts de gâteau entre patron et salariés ! » Oui, bravo, c'est exactement cela : ça n'a aucun rapport ! Pourquoi alors les banques centrales pensent-elles – comme la plupart des économistes – que c'est une bonne formule ? Parce que le patron qui doit maintenant payer, disons 12 %, à l'investisseur, alors que le climat de l'économie n'a pas changé et que 100 euros produisent toujours le même surplus de 18 euros, n'a pas d'autre choix que de réduire l'activité de sa firme et de licencier certains de ses salariés. Ceux qui restent adoptent un profil bas et l'inflation est maîtrisée : les banques centrales triomphent. Bien entendu, les investisseurs se sont remplis les poches encore davantage, la production est en baisse, les patrons se rongent les sangs, et les salariés pointent. Mais, hé ! on ne fait pas d'omelette sans casser des oeufs !

Ça ne va tout à fait dans le sens de ce qu'on entend généralement dire à propos de l'inflation mais le raisonnement me semblait inattaquable et j'en ai repris l'argument dans *L'implosion* (Fayard 2008), aux pages 230–231.

Quel ne fut pas alors mon plaisir, lorsque lisant hier un article de Herbert Schui, intitulé *La BCE, la stabilité des prix et la politique monétaire* dans *Savoir / Agir* (« La crise financière : crise de système, crise de croyance ? », No 4, juin 2008 : 107–116), je découvris à la page 108, la chose suivante :

Sir Alan Budd, qui travaillait au ministère des Finances britanniques dans les années 1970 et a été un des promoteurs les plus radicaux du monétarisme dans les années 1980, quand Margaret Thatcher dirigeait le gouvernement, a expliqué très clairement ce que cela signifiait sur le plan politique : le but du monétarisme a été et reste l'affaiblissement systématique de la position des salariés. Selon Budd, nombre de ceux qui étaient alors au gouvernement « n'ont jamais cru que l'on pouvait combattre l'inflation par le monétarisme. Ils reconnaissaient certes que le monétarisme pouvait être très utile pour augmenter le chômage. Et l'augmentation du chômage était plus que souhaitable pour affaiblir la classe ouvrière dans son ensemble [...] On a ainsi – exprimé en termes marxistes – provoqué une crise du capitalisme qui a reconstitué l'armée de réserve industrielle, et qui a permis à partir de là aux capitalistes de réaliser des profits importants » (The New Statesman, le 13 janvier 2003, p. 21).

Sans commentaire. On est d'accord ?

J'écrivais dans [Surplus et masse monétaire](#) dont j'annonçais qu'il était le brouillon de [La compréhension des crises financières et leur répétition](#) :

Pour la « science » économique, le surplus n'existe cependant pas et n'existant pas, la question de sa distribution ne se pose pas non plus, ni a fortiori celle de la confrontation entre les parties impliquées dans le processus de sa création. Là où elle aurait dû parler du *surplus*, elle parle à la place de *masse monétaire* et là où elle aurait dû évoquer la part du surplus revenant aux salariés, elle met en avant les revendications salariales comme la principale cause de déséquilibre des systèmes économiques car source d'inflation, laquelle est présentée comme un phénomène de nature monétaire pouvant être combattu en manipulant les taux d'intérêt, en raison de l'impact de ceux-ci sur la masse monétaire.

Ah ! ... « étayée par des faits... »

9 réponses à "Les hypothèses orphelines"

1. *leduc dit :*
[30 juin 2008 à 00:58](#)

Le système économique préfère apparemment préserver le pouvoir d'achat des riches que celui des pauvres. J'ai l'impression que c'est un système un peu cynique où on essaie de préserver un équilibre relatif entre des coûts salariaux bas et l'emploi/chômage. Si les coûts salariaux tendent à augmenter trop fortement, si les employés ont de trop hautes prétentions salariales et risquent ainsi de rogner les bénéfices des entreprises, alors mécaniquement on brandit la menace du chômage, on applique les licenciements, on restreint les embauches pour contenir la masse salariale. J'imagine qu'en augmentant le nombre de chômeurs d'un point de vue global, comme pour toute autre marchandise, on augmente la demande de travail alors que l'offre est insuffisante et ainsi le marché tend à réduire les salaires mécaniquement. Plus de chômeurs, qui sont moins difficiles pour accepter un travail avec des conditions moins intéressantes financièrement. Apparemment il me semble qu'une grande partie, voir la quasi totalité des banques centrales ont comme objectif prioritaire de contenir l'inflation, c'est leur mission, leur raison d'être. Je n'ai jamais entendu par contre que la raison d'être des banques centrales étaient de lutter contre un fléau tel le chômage : on laisse ce vœu pieu de lutte contre le chômage et toute la rhétorique qui l'accompagne aux politiciens.

2. *karluss dit :*
[30 juin 2008 à 09:42](#)

- quand je disais que vous étiez créateur de concepts économiques, vous voyez ! (l'écophilo J)

@ leduc : les nouvelles générations subissent de plein fouet les baisses de revenus et la refonte des conditions de travail, le manque de solidarité entre générations permet l'application de ce plan glissant. Les plus jeunes acceptent les nouvelles conditions et les plus anciens conservent leurs acquis, et ceci même dans les entreprises en bonne santé, également dans le secteur public.

NB : je profite pour laisser une info : ARTE propose une soirée thématique sur la crise des subprimes mardi 01/07 à 21h00 / sur leur site, Paul Jorion devrait se manifester ; il y a un débat prévu + échanges sur le web je crois)

3. *A-J Holbecq (Stilgar) dit :*
[30 juin 2008 à 11:11](#)

En fait je pense que les Banques Centrales sont dans l'incapacité de combattre "les inflations". Car de quelle inflation parle-t-on ? de l'inflation des biens de consommation (celle qui est calculée par l'INSEE dans "l'indice des prix") ou celle dont on parle peu, qui est l'inflation des actifs ?

Et puis il faut rajouter l'inflation des matières premières...

Bref, nos banquiers centraux, qui voudraient bien comme le dit Leduc ci-dessus, favoriser les capitalistes ne savent plus sur quel pied danser.

4. *egdltip dit :*
[30 juin 2008 à 14:37](#)

@leduc : Mais s'il n'y a plus de salariés avec de quoi acheter les produits, comment le "capitaliste" pourra-t-il écouler sa production ?

5. [TL dit :](#)
[30 juin 2008 à 15:19](#)

Sir Alan Budd est d'un cynisme stupéfiant, et ce doit être la première fois que je suis d'accord avec un monétariste.

Mais en fait, n'est-il pas plus cynique que monétariste, si l'on définit justement le monétarisme comme la croyance en la nature fondamentalement monétaire de l'inflation ?

Le concept d'armée de réserve est intuitif, mais je reste persuadé qu'une tribu d'êtres rationnels (ce qui est une hypothèse récurrente en économie) ne peut tolérer un seul chômeur, tellement il est idiot de ne pas exploiter les compétences de chacun, fussent-elles réduites.

@ egdltp

C'est ce que Ford avait bien compris en vendant ses voitures à ses employés. Maintenant, tout le monde n'a pas compris une telle évidence, et les entreprises se condamnent à faire des pertes, ou alors elles augmenteront leurs prix plus tard pour éviter cela.

@ Stilgar

Je suis d'accord avec vous sur le fait que l'inflation est largement "exogène" ou hors champ, donc a priori hors de portée de l'action de la banque centrale.

Mais que dites-vous de ceci :

- la banque centrale relève ses taux
- les banques commerciales répliquent (plus ou moins) cette hausse sur les taux qu'elles pratiquent
- les entreprises à leur tour, répercutent (plus ou moins) cela sur leurs prix
- DONC : la hausse des taux a un côté inflationniste ????

6. [A-J Holbecq \(Stilgar\) dit :](#)
[30 juin 2008 à 15:47](#)

@TL

Tout à fait d'accord ... je pense qu'une augmentation des taux d'intérêts est inflationniste, à l'inverse que ce que pensent (ou disent) les monétaristes.

Voir: <http://www.fauxmonnayeurs.org/articles.php?lng=fr&pg=29>

Margrit Kennedy et Ralf Becker estiment que l'intérêt cumulé dans toute production est de 30 à 40% pour la première (mais c'est une étude de 1980, à une époque où les taux d'intérêts étaient très élevés), 21% pour le second qui y rajoute une moyenne de 25% pour les intérêts des crédits des ménages.

7. [A-J Holbecq \(Stilgar\) dit :](#)
[1 juillet 2008 à 09:31](#)

Hier, sur F3, notre Président :

L'inflation d'aujourd'hui n'est pas une inflation structurelle parce qu'il y a beaucoup de concurrence. Elle est due à l'explosion des matières premières. Alors on ne va pas m'expliquer que, pour lutter contre l'inflation, il faut monter les taux d'intérêt. Parce que, si vous indexez les taux d'intérêt européen sur l'évolution du baril de pétrole, vous pouvez monter jusqu'au sommet des taux d'intérêt, vous ne ferez pas baisser pour autant le baril de pétrole.

8. *Thomas Soucheleau dit :*
[6 juillet 2008 à 17:51](#)

Bonjour à tous,

J'interviens sur ce billet après avoir lu l'ensemble des articles précédents et des contributions associées.

Je dois dire que si cela a été un peu long, je n'ai pas vraiment perdu mon temps.

Je tire mon chapeau à P. Jorion pour ce blog ainsi que pour la qualité des commentaires qui relèvent sensiblement la moyenne que je constate empiriquement sur ce type de média !

Le sujet de la suggestion développée plus bas et dont j'ai fait part il y a peu à l'auteur - dans l'idée que, plus que moi-même, il saurait peut-être en tirer des fruits - porte moins sur la question du monétarisme que sur le développement durable qui est plus ma préoccupation personnelle (d'un point de vue de simple citoyen).

Plus précisément, il s'agit du lien entre monnaie et développement durable.

Tout d'abord, un petit détour sur deux propositions des spécialistes en la matière que je trouve particulièrement fascinantes :

1- Passage d'une économie de propriété à une économie de fonctionnalité : dans les grandes lignes, remplacer massivement la vente de biens de consommation à la durée de vie statistiquement très brève par la location de l'usage de ce même objet, de façon à augmenter leur durée de vie ainsi que leur taux d'usage ;

2- Passage d'une économie industrielle fondée sur l'extraction de capital naturel à une économie circulaire, aussi nommée écologie industrielle : dans les grandes lignes, réformer le système industriel de sorte à imiter le principe de bouclage de la matière propre aux écosystèmes, i.e. chaque input d'une entreprise constitue l'output de l'autre.

C'est en fait sur la base de cette seconde proposition qu'est fondée mon idée. Peut-être a-t-elle déjà été émise par d'autres mais je n'en ai pour ma part jamais eu aucune connaissance.

Retour donc sur la monnaie.

Puisque ma lecture récente sur ce site m'a permis de combattre quelque peu mon ignorance (et peut-être aussi de réveiller quelques souvenirs de cours d'économie), je pense pouvoir définir la monnaie des deux façons suivantes sans grand risque de dissensus :

- Promesse d'acquisition de biens ou services ;
- Reconnaissance de dettes transférable à tiers et détachée de son émetteur.

La seconde définition pourrait aussi être tournée de la sorte : reconnaissance de dettes générique et universelle (dans l'espace géographique où elle a cours).

Par ailleurs, le fameux mécanisme de création de monnaie scripturale sur base d'emprunt bancaire amène une nuance supplémentaire : la monnaie peut être reconnaissance de dette sans dette puisqu'à contrepartie future ! C'est-à-dire, une avance sur un échange à venir !

Ici, on voit donc que le système repose sur la bonne évaluation de la capacité de l'emprunteur à assurer une activité économique qui via création de nouvelles richesses rendra possible demain les échanges menant à reconnaissances de dettes pour un montant équivalent à la somme qui lui a été prêtée hier.

Cela suppose bien évidemment une grande confiance dans les acteurs du système bancaire et la crise actuelle est là pour nous rappeler qu'en certaines circonstances, la méfiance peut être une forme de prudence...

D'où proposition qui, de plus en plus ici et là fleurit, de retour à une monnaie gagée sur un étalon concret.

Ici, le problème est que pour ce que j'en sais, d'un point de vue historique et géographique, l'étalon quasi-universellement choisi était l'or.

L'or a certes l'avantage d'être inaltérable, il s'agit aussi d'une ressource en quantité très limitée. Son utilisation comme étalon est donc de nature à potentiellement brider les économies concernées.

Par ailleurs - et je commence à revenir vers le développement durable - l'utilisation de l'or comme étalon correspond tout à fait à des pratiques industrielles basées sur l'extraction de ressources en stock fini qui vont à l'encontre de celles vers lesquelles il s'agit de tendre.

Que choisir alors comme étalon ?

J'ai lu ici même quelques commentaires où était faite la suggestion tout à fait intéressante de recourir à une monnaie-énergie. Il s'agit déjà d'une idée qui me paraît aller dans une meilleure direction que le recours à l'étalon or (ou de fait, tout autre minéral qui ferait tout aussi bien l'affaire).

Cependant, j'y vois encore un problème : après tout, hors questions institutionnelles, le dollar n'est-il pas déjà de facto gagé sur le pétrole ?

Or l'utilisation massive du pétrole est bien évidemment on ne peut plus contraire à un objectif de développement durable (non-renouvelable, responsable du réchauffement climatique, source de tensions géopolitiques et de conflits armés...)

En l'occurrence, il vaudrait donc mieux parler de monnaie-énergie renouvelable. Mais dans ce cas, ne peut-on pas encore franchir un pallier supplémentaire ?

Après ce long développement, j'en arrive donc enfin à mon idée initiale :

En effet, en dernière analyse, toute richesse créée se ramène après décomposition à une combinaison de ressources naturelles et de travail.

Dès lors, ne pourrait-on pas imaginer une façon de gager la monnaie sur la bonne santé des écosystèmes naturels de l'espace géographique où cette dernière à cours ?

Ainsi, le passage à des pratiques de développement durable ne serait pas seulement dépendant d'une bonne gouvernance (pour sacrifier à une expression à la mode) mais serait aussi mécaniquement lié à l'activité économique : *Tout pas fait dans la bonne direction se traduirait immédiatement par une appréciation de la monnaie et inversement.*

Sur les questions pratiques liées à une telle possibilité d'étalonnage de la monnaie, je ne suis pas (encore ?) en mesure d'avancer de propositions. Néanmoins, je suis curieux de savoir si l'intuition en elle-même peut contenir des germes à développer.

Thomas

9. [Blog de Paul Jorion » Les taux directeurs des banques centrales ont fait leur temps dit : 8 juillet 2008 à 17:57](#)

[...] le nez, il a vendu la mèche : relisez le passage de l'article d'Herbert Schui que je cite dans Les hypothèses orphelines : Selon Budd, nombre de ceux qui étaient alors au gouvernement [de Madame Thatcher] « n'ont [...]

06 07 2008 Le match Sarkozy – Trichet... et nous, et nous, et nous...

Publié par [Paul Jorion](#) dans [Economie](#), [Monde financier](#), [Monnaie](#), [Politique](#)

Le taux directeur de la BCE aurait-il dû rester 4 % ou bien une hausse à 4,25 % était-elle inévitable ?

Sarkozy dit : j'ai un mandat, « je suis légitime, en tant que Président de la République française », et je me demande « s'il est raisonnable de porter les taux européens à 4,25, alors que les Américains ont des taux à 2 % ». Bonne question : l'écart devient significatif et avec un tel handicap, les économies européennes auront du mal à concurrencer l'économie américaine.

Trichet répond : « J'ai dit que nous avons un mandat qui nous a été donné par les démocraties européennes, que ce mandat est la stabilité des prix ». Oui, sans doute, la stabilité des prix, mais par quel mécanisme ? La réponse a été offerte hier à Claire Gatinois du Monde par Gilles Moëc, économiste chez Bank of America, et comme je ne pourrais pas le dire mieux qu'il ne l'a fait lui-même, je me contenterai donc de le citer :

La BCE a donné un signal, elle a montré aux syndicats que d'éventuelles revendications salariales ne serviraient à rien. Que dans ce cas elle relèverait encore les taux annulant les effets de hausse des salaires. Pour la BCE, les salariés doivent maintenant accepter une baisse de leurs revenus pour éviter que des gains salariaux aujourd'hui ne pénalisent l'emploi demain. C'est une course entre modération salariale et marché de l'emploi.

Le mécanisme qui fait que la hausse du taux directeur de la BCE assurera la stabilité des prix, c'est donc en ôtant la voix aux salariés.

Sarkozy a un mandat qui lui fait dire « taux plus faible » et Trichet a un mandat qui lui fait dire « taux plus élevé », alors que faire ?

Ce qu'il faudrait faire, c'est mettre les points sur les « i » et remettre en question pour de bon le fait que le niveau des salaires, tout comme le niveau des taux à court terme lui-même d'ailleurs, soit déterminé par des manipulations opérées par les banques centrales. Et je fais ici aussitôt une pause pour préciser que je ne dis pas cela parce que ce sont essentiellement des banquiers qu'on trouve dans les banques centrales, non, cela n'a aucune importance : ce que je dis vaut tout aussi bien pour tout comité d'experts qui déciderait de la question ; ce que je dis, c'est que les taux à court terme ne devraient pas être manipulés par qui que ce soit, et en particulier, pas pour résoudre de manière hypocrite des questions politiques, comme le rapport de forces existant entre patrons et salariés.

Je m'explique. Les taux d'intérêt déterminent la part que réclament les investisseurs aux patrons à qui ils avancent des fonds. Quand les affaires marchent, les patrons peuvent payer davantage ; quand elles ne marchent pas, ils sont obligés de faire comprendre aux investisseurs qu'à moins de tuer la poule aux œufs d'or, ils ne pourront s'acquitter que d'un taux plus faible. Les taux reflètent donc l'état général de l'économie – la croissance ou la décroissance, selon les circonstances. Les cas ne sont pas si nombreux où les mécanismes dits « de marché » sont effectivement auto-régulés et quand on en trouve un, il vaudrait mieux le laisser tranquille.

Le surplus, l'argent qui reste aux patrons une fois rémunérés les investisseurs qui leur ont avancé les fonds, il leur faut le partager entre les salariés et eux. Joue ici aussi un rapport de forces et il s'agit donc d'une question « politique » au sens propre du terme. J'ai laissé entendre plus haut que les patrons et les investisseurs sont des grandes personnes et j'ajoute maintenant que les salariés le sont aussi. Ce dernier point mérite d'être précisé, parce que ce n'est pas de cette manière qu'ils sont traités : les états – représentations des peuples – ont délégué « par mandat », aux banques centrales, comités d'experts spécialistes de la monnaie et du crédit, le devoir d'assurer la stabilité des prix en intimidant les salariés par la menace du chômage. C'est une mauvaise méthode : elle n'a aucun avenir et, dans l'état actuel de la finance, elle a d'ailleurs tout bonnement cessé de fonctionner.

Du fait que les taux d'intérêt sont déterminés par le rapport de forces entre patrons et investisseurs, ils vont se placer d'eux-mêmes à un niveau qui reflète la bonne ou la mauvaise santé de l'économie. Voilà une première et excellente raison pour cesser d'interférer avec eux. Une seconde raison, c'est que la manipulation des taux d'intérêt se substitue au débat qui devrait avoir lieu entre patrons et salariés sur la redistribution du surplus créé par les entreprises. Qu'on retire donc aux banques centrales le droit de manipuler les taux d'intérêts et il en découlera deux conséquences, toutes deux merveilleuses : une question qui relève de l'économie, comme le niveau des taux d'intérêt, sera à nouveau réglée par l'économie, et une question qui relève du politique comme le niveau des salaires, sera à nouveau réglée par le politique.

Les taux directeurs des banques centrales ont fait leur temps.

Ce bulletin a été publié le Dimanche 6 juillet 2008 17:50 et est classé dans [Economie](#), [Monde financier](#), [Monnaie](#), [Politique](#). Vous pouvez suivre les réponses à ce bulletin avec le fil [RSS 2.0](#). Vous pouvez [répondre](#), ou faire un [rétro-lien](#) depuis votre site.

18 réponses à "Le match Sarkozy – Trichet... et nous, et nous, et nous..."

1. *yann dit :*
[6 juillet 2008 à 20:31](#)

Ne pensez vous pas qu'il s'agit plus de gesticulation verbale que d'action sur l'économie réelle ? Qui peut croire que la simple manipulation des taux va changer quoi que ce soit à l'inflation actuelle. D'un coté on a la BCE qui nous dit "moi je suis la chef alors j'augmente mon taux d'un quart de point" et de l'autre on apprend que la masse monétaire a augmenté de plus de 10% dans la zone euro, augmentation essentiellement du fait d'acteurs privés. Ce qui bien évidemment est plutôt facteur d'inflation.

[Voir ici.](#)

Trichet fait semblant de diriger un système où il n'y a en fait plus de responsable. Un système où l'autorité est éclatée et où les actions sont non coordonnées suivant les principes simplistes du libéralisme qui veut que la sommes des intérêts individuels soit l'intérêt collectif. Le roi est nu mais il fait encore semblant d'exercer son pouvoir.

2. *Tigue dit :*
[7 juillet 2008 à 14:02](#)

Cher Paul, vous dites :

Qu'on retire donc aux banques centrales le droit de manipuler les taux d'intérêts et il en découlera deux conséquences, toutes deux merveilleuses : une question qui relève de l'économie, comme le niveau des taux d'intérêt, sera à nouveau réglée par l'économie, et une question qui relève du politique comme le niveau des salaires, sera à nouveau réglée par le politique.

La séparation entre ce qui relève de l'économie et ce qui relève du politique, n'est-elle pas trop tranchée, dans votre modèle ?

Nous savons qu'il existe des fonds souverains dont les investissements ont d'autres finalités que la rentabilité (prise de contrôle).

Le poids de ces fonds dans l'ensemble "investisseurs" est loin d'être négligeable dans l'économie mondialisée. Aussi on peut douter de la pertinence du modèle qui considère que l'investisseur cherche obligatoirement à maximiser le taux d'intérêt, quand celui-ci cherche avant tout à prendre le contrôle, y compris en rachetant à perte des canards rendus boiteux par l'environnement créé par les banques centrales... de là à penser que ces mêmes banques centrales le font exprès et dans le même but, il n'y a qu'un pas que seule la BCE ne franchira pas, en raison de l'absence de colonne vertébrale politique de cet organisme.

Le triangle investisseur-patron-salarié est très utile pour comprendre le passé, il semble manquer un nouvel acteur sous influence de l'état : la banque centrale.

3. *Karluss (hervé) dit :*
[7 juillet 2008 à 14:22](#)

les fonds souverains ne recherchent pas forcément le contrôle au niveau de leurs investissements, juste du rendement, et peuvent rapidement changer de crèmerie, comme les fonds de pension.

4. *egdltip dit :*
[8 juillet 2008 à 08:13](#)

@Karluss :

je vous trouve bien innocent sur les désirs des fond dits souverains. Je pense qu'un certain nombre de dirigeants dans le monde savent faire la différence entre la proie : les technologies et les productions physiques, et l'ombre, leur valorisation en monnaie.

Sinon pourquoi certain pays rechignent-ils à laisser le contrôle de certaines entreprises à ces "financiers qui ne cherchent que la rentabilité" ?

Si vous me permettez un parallèle osé, rappelez-vous le personnage de Richard Geere dans "Pretty Woman". Tous croient qu'il ne songe qu'à maximiser son rendement financier dans ses opérations, il finit par prendre le métier de sa "proie".

Les règles donnent la direction des entreprises à qui contrôle son capital. Certains laissent faire la direction en place, ce n'est pas pour cela que ce fait est assuré ad vitam aeternam.

Qu'est ce qui est le plus sûr ? Parier sur la non-prise de contrôle malgré le droit qu'ils peuvent avoir, ou ne pas laisser la possibilité de prendre le contrôle ? Mais que deviennent alors les règles du jeu ? On les détruits ?....

5. *VALTON Bernard dit :*
[8 juillet 2008 à 10:01](#)

Bonjour,

Adeptes de vos billets monsieur Jorion, je suis particulièrement déçu par celui-là. En effet, j'ai du mal à identifier comment doit être régulée la finance mondiale mais je crois qu'elle doit être nettement plus régulée qu'elle ne l'est aujourd'hui pour préserver la planète et de manière générale favoriser une économie qui fonctionne à long terme (le désormais fameux développement durable). Il suffit de voir l'incroyable désastre actuel de General Motors pour voir que notre système économique ne fonctionne plus qu'à court terme et n'a donc plus de capacité d'adaptation.

De plus, le système actuel est de plus en plus simple : les financiers et les grands patrons s'entendent pour augmenter la rentabilité des grandes entreprises au détriment du reste du système (employés, sous-traitants et tout au bout la nature). Donc ne nous dites pas qu'ils faut laisser ces gens-là s'entendre sur la monnaie, ce serait une véritable horreur. D'ailleurs, la crise actuelle est due au fait qu'on a laissé les taux trop bas pendant trop longtemps sous la pression des financiers et des grands patrons.

Je pense donc que comme tout le reste, la monnaie doit être gérée par des politiques : la politique de la BCE me semble en tous cas bien meilleure que celle de la FED car on sait que les pays occidentaux n'ont pas de marge pour augmenter les salaires et qu'il faut donc absolument maîtriser l'inflation sinon, on sait que cela finira mal, très mal.

6. *Karluss (hervé) dit :*
[8 juillet 2008 à 10:21](#)

@egdltp : il y a les minorités de blocage, et puis les règles peuvent évoluer : jurisprudence, jurisprudence !! C'est plus efficace qu'une constitution... Ce que je voulais dire à propos des fonds souverains, c'est qu'ils ne sont pas nécessairement des prédateurs, et leur volonté de placer efficacement leurs capitaux ressemble aussi aux stratégies des fonds de pension. Et puis ce n'est pas non plus leur intérêt de voir l'occident s'effondrer. Il y a un désir de maintenir le système en place. Enfin, je crois...

7. *Ruben Michel dit :*
[8 juillet 2008 à 14:45](#)

Bonjour,

J'ai lu avec beaucoup d'attention le billet de Mr Jorion et vos commentaires et souhaiterais réagir par rapport à deux commentaires principalement, ceux de egdltp et de Valton.

Le premier (selon ma lecture) voit dans les fonds souverains une menace (en réalité ce ne sont que les prochains moutons (donc gentils) noirs de la finance. Le but des fonds souverains est de transférer de la richesse vers le futur cher monsieur comme tout bon père (mère) de famille. Comprenez si vous aviez accaparé une manne (pétrolière ou consécutive à vos exportations) comme c'est le cas pour eux, le placeriez-vous en bons du trésor américains (dont le rendement est faible et dont la valeur faciale baisse (chute du dollar oblige) ? Bien sûr que non (en tout cas je vous le souhaite), alors les pays du Golfe ou la Chine non plus. Les fonds souverains n'ont pas (car ce serait un contre-sens du fait de l'horizon de vie infini de l'Etat par essence) de vision court termiste ; et entre nous ils ont tenu le rôle de financeur de dernier ressort dans la crise des subprimes en apportant de la liquidité aux banques (oh combien nombreuses) qui se sont laissées aller à des relations incestueuses avec des SIV par le doux processus de sponsor.

Les fonds souverains n'auraient pas été là qu'on aurait vendu des actifs détenus pour se recapitaliser ou participer à la recapitalisation et là le bas aurait pu blesser sévèrement. Et quant à savoir "pourquoi certains pays rechignent-ils à laisser le contrôle de certaines entreprises à ces "financiers qui ne cherchent que la rentabilité ?", la réponse est élémentaire mon cher, la peur d'un déclassement de l'occident par rapport aux émergents, couplé à un protectionnisme intrinsèque qui n'a rien d'un optimal économique mais qui n'en demeure pas moins rationnel (rappelez vous Danone et Pepsi, on peut se demander en quoi le yaourt est stratégique...)

Quant à vous Mr. Valton qui pensez que la politique de la BCE est bien meilleure que celle de la FED, permettez moi de vous dire que la politique de la BCE n'est pas mieux que celle de la FED pas plus que le catholicisme n'est meilleure que le protestantisme (ça marche aussi avec le judaïsme, l'islam, le mormonisme, etcisme), c'est juste qu'elle convient à une catégorie. En "acceptant" que la lutte contre l'inflation est prioritaire sur le risque de croissance molle (sous hypothèse que la hausse des taux combat l'inflation) la BCE fait bien, et symétriquement pour la FED. Ils n'ont pas les mêmes préoccupations ni le même problème de l'un et de l'autre côté de l'Atlantique, aussi n'utilisent-ils pas les mêmes remèdes. Toutefois en démocrate que nous sommes (même si nous avons tous eu à un moment ou à un autre eu (ou envie d'avoir) un T-shirt du Che), on est obligé de constater que si la BCE est indépendante on ne sait pas de qui, ce qui démocratiquement est pour le moins douteux...

8. [Blog de Paul Jorion » Les taux directeurs des banques centrales ont fait leur temps](#) dit :
[8 juillet 2008 à 16:49](#)

[...] « Le match Sarkozy – Trichet... et nous, et nous, et nous... 08 07 2008 [...]

9. *egdltip dit :*
[9 juillet 2008 à 05:36](#)

Merci de vos réponses. Ce que je cherche à dire c'est que les fonds souverains ne sont, comme le dit Ruben, que des investisseurs, rien de plus mais rien de moins. Se contenter de croire qu'ils accepteront de rester les payeurs en dernier ressort est à mon avis mal connaître les jeux de pouvoir humains. Surtout dans le cadre actuel où la "civilisation", si vous me permettez ce mot, qui semblait "diriger" le monde vacille sur ses bases.

Le problème de ce groupe de personnes est que leurs résultats sont "mauvais" pour leurs propres règles. Ils doivent donc faire face au dilemme :

- accepter les règles et donc leur "déclassement" suivant celles-ci
- remettre en cause les règles et donc devoir en négocier d'autres avec les autres joueurs.

Dans le second cadre, il ne leur reste plus grand chose comme atout pour imposer des règles qui leur seraient profitables et acceptables par tous. La diffusion de l'information est telle que le moindre "le roi est nu !" s'entend rapidement sur toute la Terre.

10. *Karluss (hervé) dit :*
[9 juillet 2008 à 15:07](#)

@ egdltip : je vous cite "Ce que je cherche à dire c'est que les fonds souverains ne sont que des investisseurs, rien de plus mais rien de moins" / heureux de constater que vous partagez mon innocence, bravo !

11. *Jean Bayard dit :*
[11 juillet 2008 à 17:10](#)

J'ai beaucoup apprécié le terme de « roi nu » utilisé par Yann, car effectivement à mon avis, Trichet et les autres gouverneurs de banque centrale n'ont aucun pouvoir sur l'inflation des prix, ni par le biais des taux directeurs, ni par tout autre moyen. Alan Greenspan disait il y a quelques mois (au début de la crise immobilière américaine) que les forces inflationnistes n'étaient plus maîtrisables !

La politique monétaire des banques centrales s'appuie essentiellement sur la théorie quantitative de la monnaie : la hausse des prix serait la conséquence d'une trop grande quantité de monnaie en circulation. Le maniement des taux d'intérêt (comme celui des réserves obligatoires) aurait donc pour effet de réduire la demande de monnaie s'il est fort et la doper s'il est faible, régulant ainsi la quantité de monnaie en circulation et partant le niveau des prix.

Voici les vraies questions qui se posent à nous :

a) la théorie quantitative de la monnaie trouve-t-elle à s'appliquer véritablement en toutes circonstances ?

a bis) la quantité de monnaie, dite en circulation, est-elle trop grande comme le prétend le pouvoir monétaire, chaque fois que l'inflation des prix montre le bout de son nez ?

b) enfin, le taux d'intérêt est-il le moyen de limiter l'émission monétaire ?

a) la quantité de monnaie peut avoir une influence à la hausse sur les prix, me semble-t-il, à la seule condition que l'offre et la demande soient déséquilibrées, c'est-à-dire lorsque les moyens financiers des consommateurs sont largement supérieurs aux moyens de production des industriels qui se trouvent alors incapable de répondre à la demande (en situation de pénurie généralisée par exemple) ; cela n'est pas le cas aujourd'hui globalement dans les pays dits développés,

a bis) passons sur l'outil de mesure M3 qui n'a aucune signification précise, mais qui sert opportunément à masquer l'incapacité des autorités monétaires à exercer leurs missions dans la lutte contre l'inflation (qui n'est qu'un spectre) ; à la suite de travaux approfondis sur les circuits monétaires, j'ai pu vérifier que la monnaie ne circule pas du tout comme l'on croit, que l'épargne en banque est une épargne morte sans utilité pour l'économie, que cette épargne ralentit l'activité de production et qu'elle est donc un frein à la croissance ; sauf erreur de ma part, la quantité de monnaie en circulation serait donc insuffisante, contrairement à ce qu'en pensent les banquiers centraux !

b) le maniement des taux directeurs a des effets reconnus, mais il serait peut-être bon de ne pas en faire une règle absolue, comme c'est trop souvent le cas, d'autant qu'ils peuvent avoir des effets collatéraux désastreux ; il ne fait guère de doute que :

o s'ils sont bas, ils dopent le marché immobilier : c'est ce que l'on a pu vérifier avec l'affaire des « subprimes », de douloureuse et récente mémoire,
o avec l'effet inverse quand ils remontent ; le nouveau gouverneur de la Fed a dû se mordre les doigts de les avoir remontés, provoquant ainsi la panique sur les marchés, avant de les rabaisser ; mais le mal était fait !

sauf projets très importants, le taux directeur n'a pas les effets qu'on lui prête sur les investissements privés, car ici le coût du crédit est incorporé dans le produit vendu et passe après le risque commercial de vente du produit vendu ou du service rendu ; ce sont les perspectives de vente qui commandent les investissements privés, même s'il est vrai qu'un projet sera plutôt favorisé par un taux de financement plus bas.

Les autorités monétaires se battent contre des moulins à vent ! contre une inflation qui a pour origine les conflits d'intérêt entre agents économiques pour le partage du gâteau, c'est-à-dire pour le partage du revenu national qui est aussi le produit national, car il n'y a pas de produit sans revenu. Ce sont les plus faibles, qui sont immolés sur l'autel de l'inflation, victimes de cette lutte perpétuelle dans laquelle ce sont ceux qui fixent les prix, qui fixent leurs revenus ; ceux-ci leur seront acquis tant que leur hausse moyenne restera supérieure à la hausse générale des prix.

12. [A-J Holbecq dit :](#)
[12 juillet 2008 à 08:22](#)

Bonjour

De retour après quelques jours de pause, je retrouve ces billets de Paul, billets qui me manquaient un peu.

Je suis tout à fait d'accord avec l'analyse ci-dessus de Jean Bayard, mais je voudrais néanmoins amener une pierre et une question.

En 1995, M1 était de 1823 Gf et le PIB correspondant de 7675 Gf. La vitesse de circulation de la monnaie était donc de 4,2.

En 2006, le M1 français était environ équivalent au PIB, de même que pour l'eurozone (je n'ai pas les chiffres sous les yeux mais je ne crois pas me tromper : vitesse de circulation # 1

C'est donc (me semble-t-il ?) plus un problème de vitesse de circulation monétaire que de quantité de monnaie... si la Banque Centrale émet plus ou moins de monnaie mais que cette monnaie est "thésorisée" (ne circule pas) c'est comme si elle ne faisait rien.. je suis donc tout à fait d'accord avec "a bis" de J.B. .

Il me semble que seule la crainte d'inflation (ou l'inflation) peut faire circuler la monnaie plus rapidement, ou alors il faudrait instituer un système Gesellien...

13. [yann dit :](#)
[12 juillet 2008 à 16:27](#)

@Holbecq

Il me semble que ce que vous décrivez est similaire au problème japonais. Les autorités japonaises ont tout fait dans les années 90 pour sortir du marasme mais malgré les politiques de grand travaux et les injections monétaires rien n'a marché la déflation s'est perpétuée ainsi que la stagnation de la croissance. Mais il faut rapprocher les deux cas peut-être sous l'angle démographique. L'Europe se dépeuple comme le Japon et comme l'avait écrit Keynes dans un texte parlant de Malthus, il y a deux diables à éviter. Le premier est celui d'une expansion démographique trop rapide qui réduit l'investissement par tête et donc nuit au développement. Le deuxième diable est celui du déclin démographique qui tend à inspirer le pessimisme chez les investisseurs et qui réduit tendanciellement le potentielle de croissance. Keynes avait d'ailleurs dit qu'un déclin démographique très prononcé serait une catastrophe insurmontable. Nous y sommes peut-être.

Donc nous sommes peut-être face à des difficultés que les simples politiques monétaires ne peuvent résoudre. De plus plus l'expansion démographique se réduit, plus la hausse de la consommation ne peut se produire que par la hausse des salaires. L'Europe cumule deux tares : un déclin démographique et une stagnation des salaires, alors que pour compenser la baisse démographique il faudrait accroître les salaires. Les élites font tout pour les réduire, il n'est guère étonnant que notre continent soit si dépendant de la demande extérieure. De plus en période de baisse salariale les gens se méfient de l'avenir : leur psychologie les pousse donc à épargner par peur du lendemain (chômage, précarité, etc..) ce qui aggrave encore le problème de demande.

14. [A-J Holbecq dit :](#)
[12 juillet 2008 à 17:54](#)

@Yann

C'est une réflexion intéressante qui m'amène à deux réflexions complémentaires, mais je suis d'accord avec vous que les politiques monétaires ne peuvent, à elles seules, résoudre les problèmes qui nous attendent. Mais je pense que la décroissance démographique est notre seule "chance" : la Terre n'aurait jamais du dépasser les 4 milliards d'habitants des années 1975...

1 - Malthus (dont je n'approuve pas toute la philosophie pour autant) avait bien vu les limites concernant la production, même si elles ont beaucoup évolué depuis. Le seul point que "personne" n'avait prévu (jusqu'à Dumont et le Club de Rome), c'est la décroissance de la quantité d'énergie disponible par personne (pic de production alors que la population augmente et que les besoins individuels augmentent du fait des facilités de "comparaison"). Je suis aussi pessimiste que Malthus.

2 - Je ne vois pas de limite "physique" à la création de monnaie (alors que vous semblez vous en inquiéter), car la monnaie n'est qu'une ligne d'écriture, mais il y a des limites physiques à la création de biens (énergie, pollution, réchauffement, déchets, etc...). Quoique nous fassions, et ce n'est pas un problème de salaires me semble t-il, il n'y aura simplement pas assez pour tous. Je me répète, mais je "vois" la société future telle que cent millions de riches occupent 1 milliard d'individus pour produire (et satisfaire les besoins et envies de tous, chacun à son niveau), et que 5 ou 6 ou 7 milliards se contenteront des miettes, avec des espérances de vie à 30% de la catégorie privilégiée... bref, la société actuelle poussée dans ses limites...

Sauf révolution, ça risque d'être bientôt "chacun pour soi"...

15. [Jean Bayard dit :](#)
[13 juillet 2008 à 08:36](#)

@ A-J Holbecq

Je ne crois pas que l'on puisse retenir comme vitesse de circulation le rapport existant entre la masse M1 et le PIB, car à mon avis, M1 sert aussi aux transactions financières et spéculatives. La baisse de ce rapport que vous avez constatée depuis 1995 pourrait s'expliquer par le développement (considérable) des opérations spéculatives.

16. *Karluss (hervé) dit :*

[13 juillet 2008 à 10:27](#)

@ A-J Holbecq (PIB & vitesse de circulation)

dans votre analyse, il faudrait aussi tenir compte de la balance commerciale et des déficits commerciaux, nous ne sommes pas en autarcie.

17. *A-J Holbecq dit :*

[13 juillet 2008 à 17:30](#)

@J.B.

J'aurais pu prendre 2000 avec une vitesse de circulation de 3,7 alors que dès que l'euro est apparu, celle-ci est tombée à # 1 ... Pourquoi ? ...

Mais je ne connais pas d'autre méthode de calcul que PIB/M1 pour la V.C.

@Karluss

Oui... mais le déficit commercial ne représente (depuis 2 ans) que 2% du PIB : je ne crois pas que ce soit un paramètre très important...

18. *Rumbo dit :*

[14 juillet 2008 à 15:52](#)

J'ai entendu, et reconfirmé il y a peu d'années, c'était avant le "débranchement" du "compteur" M3 de mars 2006 (peut-être a-t-il été rebranché depuis, je n'en ai pas la confirmation) que environ 50% de la masse monétaire en dollar-us était, en réalité, passée - hors bilan - de la FED. Ça me fait penser au réglage d'un moteur de voiture. S'il y a, par exemple, une prise d'air erratique quelque part sur une pipe d'admission (ou une arrivée "inconnue" d'essence supplémentaire), on aura beau régler quoique ce soit, le moteur ne fonctionnera pas, ou très mal avec des ratés, dégâts ou surconsommation, etc. En dehors de cela, le fait que la limite physique (1) à la création de biens et services indiquée par A.J. Holbecq est de toute façon des plus floues, car, politiquement, nous avons perdu 35 ans dans la réduction possible de consommation de pétrole (2) car un vrai progrès vis à vis de l'environnement et de l'écosystème, et avec une ÉCONOMIE ATTENANTE SAINTE pour l'essentielle amènerait une "respiration" nouvelle et durable avec (et j'en oublie beaucoup) : les tours solaires, les hydroliennes, la géothermie, un rendement accru des panneaux photovoltaïques, la Z machine, etc., etc, autant de procédés non encore au point mais qui pourraient nous faire entrer dans un meilleur chemin quelque soit la démographie à venir.

La mondialisation financière nous expose à tous les "ressacs", ce qui est un affaiblissement et non un progrès. Le match Sarkozy-Trichet ne fait qu'augmenter notre faiblesse, notre impuissance et les incertitudes.

(1) rajoutée à, sûrement, un cycle climatologique de réchauffement, ce qui fait une synergie entre un quasi certain cycle de réchauffement climatique plus les activités industrielles, etc., humaines croissantes)

(2) sauf, à la rigueur, dans l'industrie automobile où la consommation des moteurs a, globalement, diminué de 50% environ depuis 50 ans, et ceci à cylindrée égale et rendement égal

08 07 2008 Les taux directeurs des banques centrales ont fait leur temps

Publié par [Paul Jorion](#) dans [Economie](#), [Monde financier](#), [Monnaie](#)

[Le match Sarkozy – Trichet... et nous, et nous, et nous...](#) me vaut de nombreuses objections. Je réponds ici à celles de Bernard Valton. Je le cite :

De plus, le système actuel est de plus en plus simple : les financiers et les grands patrons s'entendent pour augmenter la rentabilité des grandes entreprises au détriment du reste du système (employés, sous-traitants et tout au bout la nature). Donc ne nous dites pas qu'il faut laisser ces gens-là s'entendre sur la monnaie, ce serait une véritable horreur.

Je ne parle pas de la monnaie, je parle des taux d'intérêt. Si l'on me répond : « C'est la même chose ! », je vous dis : « C'est là l'un des crédos de la religion monétariste, mais je ne suis pas de cette religion ! ». Je m'en suis déjà longuement expliqué dans [notre débat sur la monnaie](#).

D'ailleurs, la crise actuelle est due au fait qu'on a laissé les taux trop bas pendant trop longtemps sous la pression des financiers et des grands patrons.

Les financiers bénéficient des taux bas ? Les taux déterminent la part du surplus que les patrons accordent aux financiers qui leur ont avancé les fonds nécessaires à la création d'une nouvelle richesse, c'est le résultat d'une négociation entre eux (sur les taux longs en tout cas, et ce serait également le cas sur les taux courts si les banques centrales n'intervenaient pas). Quand les taux sont bas, les patrons y gagnent et les financiers y perdent. Quand les taux sont élevés, c'est l'inverse : les financiers y gagnent et les patrons y perdent.

... j'ai du mal à identifier comment doit être régulée la finance mondiale mais je crois qu'elle doit être nettement plus régulée qu'elle ne l'est aujourd'hui pour préserver la planète et de manière général favoriser une économie qui fonctionne à long terme (le désormais fameux développement durable).

Je suis d'accord avec vous que la finance doit être davantage régulée qu'elle ne l'est aujourd'hui (si vous me lisez régulièrement ici, je ne vous apprend rien). Est-ce à dire que toute règle à n'importe quel endroit est une bonne règle ? Non ! Est-ce à dire qu'il n'y a aucun endroit au monde où il ne vaudrait pas mieux supprimer une règle en place ? Là, je dis également « Non » et la manipulation des taux d'intérêt à court terme par les banques centrales me paraît le meilleur endroit pour une telle suppression. Car il y a deux choses : ce dont les banques centrales essaient de nous convaincre quand elles manipulent ces taux et ce qu'elles font effectivement.

Les banques centrales nous disent qu'en manipulant les taux elles nous protègent de l'inflation, protègent le pouvoir d'achat, défendent la monnaie. Vous semblez les croire, moi non : je réponds « Boniments ! », je réponds aux banques centrales : « Ce n'est pas cela que vous faites : ce n'est pas l'inflation que vous combattez, ce sont les salaires ! » Un jour où Sir Alan Budd avait apparemment un petit coup dans le nez, il a vendu la mèche : relisez le passage de l'article d'Herbert Schui que je cite dans [Les hypothèses orphelines](#) :

Selon Budd, nombre de ceux qui étaient alors au gouvernement [de Madame Thatcher] « n'ont jamais cru que l'on pouvait combattre l'inflation par le monétarisme. Ils reconnaissaient certes que le monétarisme pouvait être très utile pour augmenter le chômage. Et l'augmentation du chômage était plus que souhaitable pour affaiblir la classe ouvrière dans son ensemble ».

On nous dit « inflation = salaires trop élevés », je réponds dans [Comment les banques centrales triomphent de l'inflation](#) :

Remarque en passant :

si le patron avait pris sur lui l'augmentation des salaires, sans la refléter dans le prix de ses produits, autrement dit s'il avait réduit sa marge bénéficiaire, il n'y aurait pas eu d'inflation.

Il y a inflation si les augmentations de salaires sont automatiquement répercutées dans le prix des produits que les salariés produisent mais c'est uniquement parce que la part des patrons est considérée elle comme intangible.

Quand les banques centrales baissent les taux, cela favorise les patrons contre les investisseurs et encourage les salariés à s'endetter davantage pour compenser la baisse tendancielle des salaires au fil des années qui a eu lieu parce que la part combinée des patrons et des investisseurs n'a pas arrêté de grimper ; hausser les taux favorise les investisseurs contre les patrons et met les salariés au chômage. A ces manipulations des taux par les banques centrales, les salariés eux n'ont rien à gagner de toute manière.

Ce bulletin a été publié le Mardi 8 juillet 2008 16:49 et est classé dans [Economie, Monde financier, Monnaie](#) Vous pouvez suivre les réponses à ce bulletin avec le fil [RSS 2.0](#). Vous pouvez [répondre](#), ou faire un [rétro-lien](#) depuis votre site.

6 réponses à "Les taux directeurs des banques centrales ont fait leur temps"

1. *JA dit :* [8 juillet 2008 à 17:19](#)

J'aurais aimé faire un commentaire éloquent sur l'équation "Chômage = hausse des taux d'intérêts + inflation répercutée sur les prix", mais tout est dit bien mieux que je ne saurais l'exprimer.

D'autre part, en allant toujours dans le sens des idées exprimées par Paul sur la dérégulation des taux d'intérêts à court terme, il me semble qu'elle peut présenter un double intérêt : en effet, outre l'aspect "technique", qui comme Paul l'a expliqué rétablirait un vrai marché de l'offre et de la demande en la matière, un des seuls qui soit viable et dont le fonctionnement puisse approcher l'optimum dans ses conditions, et bien donc si on se positionne d'un point de vue de la pénétration des idées de réforme du carcan "monétariste", de la création de monnaie et des instances de contrôle (idées qui nous réunissent tous ici à des degrés d'acceptation et de conception détaillée divers), il me semble que l'on peut disposer d'une formidable contrepartie, certains diront "concession" aux libéraux de l'économie pour faire accepter les réformes en question.

Synthétiquement, cela donnerait quelque chose comme : "nous souhaitons poser des règles là où les mécanismes actuels peinent à accomplir leur tâche, en échange de quoi, nous vous offrons la libéralisation du seul outil de régulation - la fixation des taux à court terme par la Banque Centrale - qui compromet le fonctionnement d'un marché équilibré".

Qu'en pensez-vous ?

2. *Laurent S dit :* [9 juillet 2008 à 08:57](#)

On peut peut-être expliquer l'alliance contre nature entre les financiers et les patrons grâce aux marchés des actions. Désormais un financier n'investit plus via des prêts aux rendements poussifs et constants quelque soient les fluctuations de la conjoncture mais achète et revend des actions en pariant sur les dividendes et les plus-values rapides. Les patrons aussi se font payer via des stock-options et des parachutes dorés. Ainsi il n'existe plus d'actionnaires qui agissent comme des propriétaires responsables d'un capital industriel et humain mais des flambeurs et des bluffeurs qui cherchent à s'enrichir le plus vite possible sur le dos des salariés. Or il est plus facile de faire grimper le cours des actions quand les taux d'intérêts sont bas, c'est pourquoi et les patrons et les financiers se sont entendus pour les baisser.

Pour revenir à la situation antérieure de l'antagonisme entre patrons et financiers telle que la souhaite Paul Jorion, il conviendrait donc d'interdire les stock-options et d'introduire des rigidités sur le marché des actions.

3. *Rumbo dit :*
[9 juillet 2008 à 09:33](#)

Ces arguties "pointues"(?) sur les taux d'intérêts ne font nullement progresser la technique financière, plus exactement ne contribuent en rien, que je sache, à la rapprocher ou la mettre, ou la remettre dans son champ naturel et fécond et normal. Car rien, ou presque, n'est "normal" en la matière. Il y a ce sous-entendu constant de la couverture monétaire (au moins s'agissant de M1) qui n'est jamais de 100%-monnaie constante, mais doit arriver à peine à ~20%, les ~80% restant (il y a pas mal de différences selon les pays et les régions) relèvent de la sacro-sainte "politique du crédit" des banquiers et consorts. Le terme : politique du crédit veut tout dire et son contraire.

Un couverture monétaire à 100%-monnaie resterait à somme nulle et sécurisée pour la masse monétaire (ni inflation ni déflation) si les banques ne prêtaient QUE les dépôts de leurs clients. La création monétaire, elle, relevant d'autres critères qu'on trouve dans les découvertes expérimentales du major Clifford Hugh Douglas. Cette couverture monétaire à 100%-monnaie ferait les "carnassiers" s'entredévorer à leur seuls et uniques frais, tandis que les "herbivores", qui sont les vrais et authentiques créateurs de richesses, auraient enfin la jouissance pleine et entière de leur propre production. Par exemple, le Crédit-Social (major Douglas) et l'Écosociétalisme (A. J. Holbecq) (entre autres et qui ont un dénominateur commun) mettent parfaitement les choses à plats et donnent les explications essentielles relatives à une finance saine.

4. *Paul Jorion dit :*
[9 juillet 2008 à 15:14](#)

@ Laurent S

Tout à fait : ce sont les *stock-options* qui ont aligné les intérêts des patrons et des investisseurs – c'était d'ailleurs le but recherché. J'ai longuement débattu de cette question dans *Investing in a Post-Enron World* (2003), aux pages 97 à 122 ; dans *Vers la crise du capitalisme américain ?* (2007), aux pages 39 à 44 et je résume la question dans les termes suivants à la page 22 de *L'implosion* (2008) :

L'idée était d'« aligner » les intérêts des deux parties, qui bénéficieraient toutes deux de la même manière de la plus-value boursière de l'action de l'entreprise. Désormais, dirigeants et actionnaires cesseraient de tirer à hue et à dia, ce qui ne manquerait pas de bénéficier à l'entreprise elle-même. Le ton était donné : les recettes en hausse génèreraient les plus-values boursières, les actionnaires encourageraient les dirigeants d'entreprises à les créer, eux qui auraient de toute manière intérêt à y veiller.

5. *Bernard dit :*
[10 juillet 2008 à 10:38](#)

Tout à fait d'accord avec la remarque initiale de B Valton qui est fondamentale.

Il n'y a plus de patrons au sens initial du terme à la tête des multinationales, mais des "kapo", opportunistes ou cooptés par les actionnaires et chargés de faire accepter l'inacceptable.

Quant au distinguo entre la monnaie et les taux d'intérêt, je pense que les taux eux-même ne sont pas le problème, et les discussions techniques sur les taux sont des querelles byzantines.

Le problème est l'intérêt lui-même (hors rémunération normale de la prestation et réserve pour sinistres) qui est précisément ce qui donne à la monnaie sa caractéristique perverse, la faculté de se reproduire, prérogative normalement réservée au "vivant", et qui ne peut perdurer durablement que par le cycle de la reproduction et de la mort.

Des petites 'morts' partielles ont déjà participé à cette régulation obligatoire, les emprunts russes, par exemple.

Les choses ont changé d'échelle aux temps modernes par trois facteurs successifs:

- les progrès de la technologie extractive (charbon, pétrole, uranium,..) qui ont permis une création de richesse monétaire exponentielle, mais dont les sous produits durables ont permis, au moins un temps, d'accroître la richesse réelle de l'humanité, mais aussi assoupi la vigilance des citoyens caressés dans le sens du poil.

Les deux autres facteurs, quasi simultanés, qui n'ont guère que 30 ans ont été:

- la fécondation financière "in vitro" (sans besoin de parenté dans le monde réel) avec l'apparition des produits dérivés et l'hyperdéveloppement des marchés à terme qui ont multiplié la masse financière, certes virtuelle, mais vivante dans les cerveaux des actionnaires.

- la mondialisation de l'économie, que j'entends comme le cartel des multinationales, la gouvernance et la propagande qui lui sont associées.

Ces deux facteurs se combinent pour:

- créer un déséquilibre croissant entre les masses monétaires et leur gage dans le monde réel

- sortir les gens de la réalité en faisant des professions non vitalement et socialement productives (voir les écoles les plus branchées), le parangon de la réussite sociale.

- interdire toute tentative de rééquilibrage progressive et raisonnée.

Il me semble que l'élastique est maintenant tendue au max: la crise qui ne fait que démarrer a de bonnes chances d'être globale!

6. *Laurent S dit :*
[16 juillet 2008 à 15:41](#)

Sur ce débat des taux d'intérêts, il faut préciser que la banque centrale ne fixe que les taux à court terme, mais c'est le marché qui détermine les taux à moyen et long terme. Et de façon tout à fait irrationnelle ceux-ci étaient inférieurs aux taux de la BCE et de la Fed pendant l'euphorie de la bulle spéculative. Et d'ailleurs je crois qu'une telle situation d'inversion des taux se produit à chaque phase d'exubérance des marchés.

Donc les banques centrales, dans ce rôle qui ne devrait pas être le leur, ont été bien plus raisonnables que les opérateurs privés. Et si l'on veut laisser les patrons et les financiers déterminer eux-mêmes les taux, il faudrait donner les règles qui feront que l'équilibre trouvé soit meilleur que celui imposé par les banques centrales.

Tout notre débat sur la monnaie

Publié par [Paul Jorion](#) dans [Economie](#), [Monde financier](#), [Monnaie](#)

Vous trouverez dans la colonne de droite un nouveau lien intitulé [Tout notre débat sur la monnaie](#).

[Etienne Chouard](#) - qui n'a pas besoin d'être présenté - a créé [sur son site Internet](#) un texte "pdf", contenant - sur plus de trois cents pages ! - notre débat sur la monnaie.

Il écrit en introduction :

Avec l'accord de Paul, je publie cette *sélection sur la monnaie* que j'ai composée pour permettre une impression facile et soignée d'un travail collectif de longue haleine que je trouve d'une rare intelligence et d'un formidable intérêt pédagogique : chaque citoyen devrait prendre conscience des enjeux et mécanismes de la monnaie : à mon sens, *la liberté ou la servitude dépend de cette prise de conscience*.

J'ai donc ici copié bout à bout *tous les articles de Paul Jorion relatifs à la monnaie, suivis des échanges* qui sont souvent d'une qualité exceptionnelle.

Je remercie ici Etienne publiquement (mes remerciements privés ont eu lieu hier, quand il m'annonça son intention). Mieux, il tiendra ce texte à jour et nous encourage à lui signaler les passages que nous considérons particulièrement importants afin qu'il les surligne.

Ce bulletin a été publié le Jeudi 31 juillet 2008 18:26 et est classé dans [Economie](#), [Monde financier](#), [Monnaie](#). Vous pouvez suivre les réponses à ce bulletin avec le fil [RSS 2.0](#). Vous pouvez [répondre](#), ou faire un [rétro-lien](#) depuis votre site.

93 réponses à "Tout notre débat sur la monnaie"

1. [Salva dit :](#)
[31 juillet 2008 à 19:17](#)

Puisque le système de monnaie publique est nettement préférable au système de la monnaie privée, pourquoi les gouvernements n'y viennent-ils pas ? Est-ce de façon délibérée ?

Et j'ai d'autres questions qui me turlupinent : depuis quand la France ne peut plus emprunter à sa Banque de France, depuis 1992 et le traité de Maastricht (et son article 104), depuis 1973 (y aurait-il eu une loi votée cette année-là ?) ?

Et comment cela se passait-il avant cette interdiction ? La France ne payait pas d'intérêts pour emprunter, ce qui expliquerait qu'elle n'était pas en déficit jusqu'en 1974...

Pourquoi alors la France a emprunté aux USA au moment de sa reconstruction d'après-guerre alors qu'elle pouvait faire tourner la planche à billets (je pense, notamment au plan Marshall qui était conditionné à la création de l'OECE, devenu l'OCDE en 1962) ?

J'ai lu dans ce blog que la Fed reversait 98% des intérêts à l'Etat américain, dans ce cas, c'est un système proche du vôtre.

Beaucoup de questions ! Pouvez-vous m'éclairer, merci !

2. [Dani dit :](#)
[31 juillet 2008 à 21:34](#)

@Salva :

Pourquoi les gouvernements n'y viennent pas... ? Je tente une hypothèse : il ne peuvent pas, ce ne sont pas eux qui ont le pouvoir... du moins pas seuls...

L'Etat français ne peut plus emprunter à sa banque centrale depuis janvier 1973. Intéressant, non ?

L'emprunt aux Etats-Unis en 1945. Dur d'imaginer l'usage de la planche à billets dans une situation de fin de guerre, avec une monnaie non-convertible et un risque d'inflation énorme. La situation n'a rien à voir avec celle que nous connaissons aujourd'hui.

3. [Danj dit :](#)
[31 juillet 2008 à 21:35](#)

@Paul Jorion et Etienne Chouard :

Merci pour cette mise à disposition "présentée" des débats. Je vais pouvoir m'y replonger et tenter de comprendre certains détails qui m'échappent.

4. [zoupic dit :](#)
[1 août 2008 à 02:17](#)

L'Etat français ne peut plus emprunter à sa banque centrale depuis janvier 1973.

Ce serait sous Pompidou, loi passée par Valéry Giscard d'Estaing, alors ministre de l'économie. Revalidé par Maastricht
Reclouté par le traité Européen.

Comment cela se passait avant ? L'Etat empruntait à la Banque de France.
Il ne payait pas d'intérêt et détruisait probablement le crédit une fois la valeur remboursée.
Des alternatives existent : écosociétalisme, crédit social, ou encore Benjamin Franklin en Caroline avec un système de monnaie local. Je pense que les SEL, les micro-crédits, le local fonctionnent également sur des ensembles à taille plus réduite.

Ils ont confié la gestion de la monnaie aux banques privées, supposées plus spécialistes que les politiques pour gérer la création de monnaie selon l'augmentation de valeur ajoutée nationale, dans le but d'aider, on imagine.

Aux USA, la FED, banque privée et institut séparé et indépendant du gouvernement s'en occupe depuis 1913. La FED a été créée par Rockefeller et ses camarades banquiers en secret sur une île. Le nouveau président en arrivant au pouvoir donne son plan au patron de la FED qui lui dit OUI / NON, ça on peut faire, ça on peut pas faire. C'était Greenspan le tôlier de ce monde pendant 20 ans.

Quant au plan Marshall, si les Français avaient fait tourner leur presse à billets à toute allure, ils auraient dévalué (système de taux de change fixe de la conférence de Bretton Woods), ou d'une autre manière, augmenté l'offre monétaire, baissant ainsi sa valeur, si le rythme d'impression des billets ne suit pas l'économie.

A la place, les Américains nous ont proposé un coup de main, un Jackpot, un pot de bienvenue pour devenir comme eux, et être plus contre le bloc de l'Est. Les vainqueurs écrivent l'histoire.

Bretton Woods : Les économistes réfléchissent Keynes (UK) VS Right (US) (Je vous rassure, Right a gagné..)

C'est d'ailleurs beau, puisque entre 44 et 71, ce sont les Américains qui gèrent le change GOLD DOLLAR, et tout le monde utilise les dollars, pour que ce soit plus simple, bien sûr. Si les

Américains font tourner la planche à billets, sans compter les impressions, on est dans la situation de faux monnayeurs, leur monnaie ne se dévalue pas, les nôtres si, ou nous coûte des réserves considérables en or pour compenser la perte. On a tous un peu financé le Vietnam.

En 71, après l'intervention de je ne sais plus quel politique français, ils décident d'arrêter. Depuis des mecs avec des grands chapeaux nous vendent du vent au prix de vent +4%.

5. *egdltp dit :*
[1 août 2008 à 08:29](#)

Pour la fin de la convertibilité or du dollar, c'est Nixon qui face à des petits malins, tels la France, a décidé unilatéralement de supprimer cette possibilité voyant la différence entre les stocks de Fort Knox et les montants en circulation. La confiance dans les USA était alors telle que cela n'a pas eu d'impact.

De Gaulle avait demandé à la Banque de France de convertir dès que possible les dollars en or afin de reconstituer les stocks. Cette pratique a continué jusqu'à la fin de la convertibilité. Les USA sont des "faux monnayeurs" depuis longtemps. Cela leur explose à la tronche aujourd'hui.

6. *A-J Holbecq dit :*
[1 août 2008 à 10:19](#)

A ce sujet, j'en profite pour vous signaler un "échange" sur le blog de VGE qui fut l'initiateur de la loi de janvier 1973

[Message initial \(N°16\)](#)

[Sa réponse et mes 2 commentaires](#)

J'espère qu'il ira un peu plus loin que sa réponse initiale...

7. *RST dit :*
[1 août 2008 à 12:13](#)

@ A-J Holbecq

Vous devriez être déclaré "d'utilité publique" ou quelque chose dans le genre. Après avoir publié ce bouquin fantastique sur la dette (et la création monétaire) dont la lecture devrait être rendue obligatoire, voilà maintenant que vous faites réagir un des principaux acteurs et responsables (donc coupable) de la situation.

Toutes mes félicitations et mes remerciements de citoyen. Vraiment.

La réponse de VGE est sidérante : "une réforme moderne qui a transposé en France la pratique en vigueur dans tous les grands pays" ou comment faire en sorte que la "réforme" devienne une fin en soit. N'est-ce pas là l'une des graves perversions de notre époque : la réforme, pour la réforme, peu importe son contenu, peu importe sa pertinence !

Otez-moi d'un doute. VGE ce brillant ministre du Général de Gaulle puis de Pompidou, avant de devenir le 3ème président de la 5ème République, n'a pas bien compris votre question, ou bien il l'a comprise mais a fait une réponse en "langue de bois". Ne me dites pas qu'il ne maîtrise pas le sujet ?

J'attends la suite avec une impatience non contenue.

Ne serait-il pas possible de lui demander de lire votre livre afin qu'il nous donne son point de vue ?

Pensez-vous qu'il serait utile que nous (les lecteurs du blog de Paul par exemple) allions le lui

demander courtoisement en tant que citoyen concerné ? L'effet de nombre peut avoir un certain impact ? Ou cela risque d'être contre-productif s'il pense être l'objet d'un "complot" ? Qu'en pensez-vous ?

Je vais en tous les cas signaler ce dialogue sur tous les blogs où j'ai parlé de votre livre.

Encore une fois, MERCI pour ce que vous faites

8. [A-J Holbecq dit :](#)
[1 août 2008 à 17:42](#)

@RST

C'est moi qui vous remercie de vos louanges, et si louanges il doit y avoir, je ne les mérite certainement pas seul.

VGE n'a, à ce moment, pas encore répondu: on peut penser qu'il est en vacance ou qu'il préfère laisser le temps faire oublier mes commentaires (je suis bien certain qu'il maîtrise le sujet et avait très bien compris ma question, mais personne n'aime avoir tort), ou alors son équipe cherche avec quel message "langue de bois" il est possible de "noyer le poisson"...

Attendons encore un peu, mais (pour info) , sur ce sujet, Philippe Derudder est en train de finaliser une lettre à tous les élus que nous souhaiterons, lorsqu'elle sera prête (et après la rentrée) que les citoyens les plus nombreux envoient à leurs élus ("harcèlement politique"), un genre de "marketing viral", quoi 😊

9. [RST dit :](#)
[1 août 2008 à 19:58](#)

@A-J Holbecq

Excellente initiative que celle de la lettre. Comment en serons-nous informés ? En ce qui me concerne je me ferai un devoir et un plaisir de l'envoyer à mon député maire M. P.Ollier, accessoirement président de la commission des finances à l'assemblée nationale, si je ne m'abuse.

Avez-vous l'intention de faire appel à des associations de type ATTAC qui ont une certaine pratique de ce genre d'opérations ?

Comme je vous l'ai déjà dit, à mon niveau, j'essaye de diffuser le message sur les blogs que je fréquente. C'est une goutte d'eau dans l'océan mais ça permet de se sentir moins inutile (et accessoirement d'affiner et de préciser sa pensée et ses arguments).

J'ai attaqué un dialogue avec un jeune membre du Nouveau Centre. Mais c'est difficile et je me retrouve un peu à court d'arguments. Si vous avez le temps 😊 de passer jeter un œil... et un commentaire. C'est [ici](#).

10. [yann dit :](#)
[1 août 2008 à 20:35](#)

@A-J Holbecq

Est-il possible que VGE n'écrive pas vraiment sur son blog ? Sans vouloir être impertinent il se fait vieux et son emploi du temps doit être relativement rempli, alors est-ce qu'il écrit vraiment sur son blog...

@RST

Il est très difficile d'aborder des sujets auquel personne ne pense naturellement. Il est d'ailleurs curieux que l'on se soit si peu posé de questions sur la nature de la monnaie alors qu'elle est au centre de nos sociétés modernes. Mais qu'en on parle de ça il y a des discours de type pavlovien, des réponses automatiques qui ne proviennent d'aucune réflexion qui nous viennent en retour. Mon expérience personnelle est qu'en général on prend quelques insultes à la figure avant que l'interlocuteur ne cesse toute discussion, mais des fois ça marche. On peu instiller le doute qui poussera peut-être la personne en question à se poser des questions sur ce même sujet.

11. [zoupic dit :](#)
[1 août 2008 à 23:04](#)

@RST
je lui ai mis un "p'tit" mot. Ton copain mélange un peu tout, mais il tient bien ses positions.
@AJH
Tous avec vous sur ce coup là. à suivre..

12. [Étienne Chouard dit :](#)
[2 août 2008 à 00:32](#)

Bonsoir à tous,

Si vous n'avez pas déjà lu ce document de Ellen H. Brown, il va sans doute vous passionner :

[« Que les procès commencent : Les banques s'attendent à un déluge de litiges »](#)

Y aurait-il un espoir de reprendre nous-mêmes aux barons voleurs la maîtrise de notre monnaie ?

Bonne nuit :o)

Étienne.

13. [Étienne Chouard dit :](#)
[2 août 2008 à 00:34](#)

Oups, j'ai oublié : merci à ce cher Instit qui nous a signalé ce document sur le forum :

<http://etienne.chouard.free.fr/forum/viewtopic.php?pid=3968#p3968>

14. [Paul Jorion dit :](#)
[2 août 2008 à 01:26](#)

Comme je l'annonçais il y a deux jours, j'ai déjeuné hier avec Ellen H. Brown, l'auteur du texte auquel nous renvoie Etienne et que egdltp avait déjà signalé.

Comme je m'en doutais, nous sommes effectivement sur la même longueur d'ondes. Nous avons échangé des exemplaires de nos livres : de mon côté *L'implosion*, du sien : [Web of Debt. The Shocking Truth About Our Money System And How We Can Break Free](#), *La toile de la dette. La vérité choquante sur notre système monétaire et comment nous pouvons nous libérer*, son livre sur la monnaie - que je m'empresserai de dévorer.

15. [zoupic dit :](#)
[2 août 2008 à 04:09](#)

Bonjour, une pensée nocturne :

Si certains pays de la zone Euro ont une dette considérable, et empruntent en conséquence aux banques privées françaises ou autres, cela provoque une inflation monétaire au niveau de l'euro sur tous les pays de la zone. En conséquence, de la même façon que nous avons payé le Vietnam, une inflation due à notre dette, serait répercutée sur tous les pays de la zone euro.

Les autres pays seront contents de venir partager un peu l'inflation due à notre dette. 😊

Ça devrait convaincre d'autres citoyens, au cas où.

16. [A-J Holbecq dit :](#)
[2 août 2008 à 09:38](#)

Paul

Une idée du matin...

Il faudrait créer un groupe (une association de fait, ouverte), réunissant tous ceux, comme Ellen H. Brown, Robertson, Buntz, M. Kennedy, Allais, les créditistes, (et beaucoup d'autres), et nous tous, qui demandons un retour d'une part conséquente de la création monétaire par les Etats et, via leur Banque Centrale (ou non), afin qu'au moins nous puissions nous "compter".

L'idéal serait un site "spip" sur lequel chacun pourrait intervenir dans sa langue... Chacun pourrait garder les spécificités de ses demandes et propositions, autour d'une seule "base" (revendication) minimale à définir. Ensuite, des "extérieurs" pourraient venir intégrer le groupe ou soutenir les propositions qui leurs conviennent le mieux.

Malheureusement, autant je lis l'anglais couramment, autant écrire dans cette langue est pour moi un vrai calvaire 😊... je ne saurais donc être le "coordinateur" d'une telle proposition internationale .

17. [A-J Holbecq dit :](#)
[2 août 2008 à 09:46](#)

@RST

Lorsque cette lettre sera finalisée (le but est de "mâcher le travail" à ceux qui souhaiteront l'envoyer), chacun en sera informé par les différents sites (les miens, E. Chouard, Paul s'il le souhaite, mais j'espère que de nombreux sites et blog reprendront l'info .. merci Zoupic et les autres)

Je vais aller voir sur le lien cité

@Yann

VGE a une équipe qui doit au moins lui demander son avis avant la rédaction des réponses ou des messages (c'est d'ailleurs indiqué "Quelques réponses de VGE - Par Equipe VGE")...

18. [A-J Holbecq dit :](#)
[2 août 2008 à 16:20](#)

Bonjour

Je lis la page <http://webofdebt.wordpress.com/monetary-proposal/> d' Ellen H. Brown et je repère ceci

Ever since the dollar went off the gold standard in 1933, all of our money except coins and a few rare U.S. Notes has been created privately by banks (including the private Federal Reserve) and lent to the government and the people.

alors que sur wikipedia anglais

The Federal Reserve System is an independent government institution that has private aspects, but is neither a private organization, nor operates for a profit. It derives its authority and public purpose from the Federal Reserve Act passed by Congress in 1913. As an independent institution, the Federal Reserve has the authority to act on its own without prior approval from Congress or the President.

et

... it is a quasi-public (government entity with private components) banking system composed of (1) the presidentially appointed Board of Governors of the Federal Reserve System in Washington, D.C.; (2) the Federal Open Market Committee; (3) 12 regional Federal Reserve Banks located in major cities throughout the nation acting as fiscal agents for the U.S. Treasury, each with its own nine-member board of directors; (4) numerous private U.S. member banks, which subscribe to required amounts of non-transferable stock in their regional Federal Reserve Banks; and (5) various advisory councils.

L'émission de monnaie fiduciaire par la FED est donc considérée par Ellen comme totalement "privée" : c'est une petite différence par rapport à la Banque de France qui est propriété de l'Etat français et je pense, sans connaître les statuts des différentes autres banques centrales de la zone euro, qu'il en est de même pour toutes.

Les intérêts payés par les banques commerciales à la BCE (en particulier lors de l'obtention par elles de monnaie fiduciaire) sont inclus dans le bilan de celle-ci et les bénéfices résultants répartis à proportion des différentes Banques Centrales Nationales.

Peux-tu, Paul, nous éclairer plus précisément, éventuellement après échange avec Ellen... merci d'avance !

19. [Étienne Chouard dit :](#)
[2 août 2008 à 19:02](#)

Cher André-Jacques,

je crois que tu peux lui poser directement la question là :

<http://webofdebt.wordpress.com/questions-and-answers/>

Aussi mal à l'aise que toi, je vais analyser ton message anglais avec une réelle bienveillance 😊

Étienne.

20. [Ellen H. Brown dit :](#)
[2 août 2008 à 19:33](#)

@ A-J Holbecq

That's from the Federal Reserve's website. So is this:

The twelve regional Federal Reserve Banks, which were established by Congress as the operating arms of the nation's central banking system, are organized much like private

corporations—possibly leading to some confusion about “ownership.” For example, the Reserve Banks issue shares of stock to member banks. However, owning Reserve Bank stock is quite different from owning stock in a private company. The Reserve Banks are not operated for profit, and ownership of a certain amount of stock is, by law, a condition of membership in the System. The stock may not be sold, traded, or pledged as security for a loan; dividends are, by law, 6 percent per year. The Federal Reserve's income is derived primarily from the interest on U.S. government securities that it has acquired through open market operations. Other sources of income are the interest on foreign currency investments held by the System; fees received for services provided to depository institutions, such as check clearing, funds transfers, and automated clearinghouse operations; and interest on loans to depository institutions (the rate on which is the so-called discount rate). After paying its expenses, the Federal Reserve turns the rest of its earnings over to the U.S. Treasury.

If you read the Federal Reserve Act, you'll see that ALL the shareholders are banks; there is absolutely no public ownership at all. (There was a provision for some government-issued stock in case the banks didn't pay up, but they did.) The banks get a guaranteed 6% return on their investment every year, and the Fed pays its expenses out of the interest it “earns” on the bonds it buys from the government with the money it prints up. In my book, a corporation wholly owned by banks, with private un-elected bank representatives on its boards making decisions about who gets the money it issues (see here <http://www.federalreserve.gov/generalinfo/listdirectors/>), paying all its expenses out of profits from its lending activities plus a 6 percent return to its shareholders, is a private for-profit corporation. True, its chairman is appointed by the government; but he's not answerable to the government. Congress just listens with bated breath like the rest of us to what he's going to do.

21. [A-J Holbecq dit :](#)
[2 août 2008 à 20:11](#)

Thank you, Ellen, for these informations.

There is indeed a big difference between the “Banque de France” (central bank) and the Fed: it's that, for France, the shareholder is the nation;

Could you give us additional details concerning the issue of U.S. banknotes ?

22. [Rumbo dit :](#)
[2 août 2008 à 20:32](#)

Accéder à l'intimité de la pensée de VGE serait, encore aujourd'hui, du plus haut intérêt compte tenu du rôle qu'il a joué après le gaullisme, avant, pendant, et après (selon ses entretiens, déclarations, etc) avoir été président de la République, poste où il a été élu en 1974 à ~50 000 voix près...

L'essence de la création monétaire est un domaine trop “naturel” pour que nous en ayons eu une idée adéquate, claire et directe, sans questionnements hors de propos, tellement le public en a été éloigné depuis presque toujours. Mais une fois qu'on a perçu l' - adéquation - de la création monétaire relativement à la production humaine, on ne peut plus rester dans l' “état” précédent. Je crois que les réponses “à la VGE” sont celles, précisément, qui ont conduit les “affaires”, et les conduisent toujours aujourd'hui avec ce que l'on voit, libéralisme débridé et dérèglementations en plus étant venu ajouter à ce problème un point aveugle de plus. Les discussions que j'ai eu avec des libéraux de tout poil me confirment qu'il y a là un véritable point aveugle autour duquel on tourne en rond, à tatonner, de façon quasi désespérante. En simplifiant, l'argent étant considéré comme une marchandise, ce qui éjecte, au sujet de la monnaie, son rôle de symbole de permis d'échanger, mais elle ne peut être, par nature, une simple marchandise de plus. Car au niveau du simple troc, une fois que les deux parties ont échangé leurs produits, le solde est égal à 0, et les parties sont, en principe, satisfaites de l'échange. Ce qui n'est nullement le cas avec l'argent “moderne”,

pourtant autrement performant dans le choix des échanges, mais le système d'intérêts ne satisfait personne, hormis une poignée de quelques uns.

Il faut mettre en réserve et étudier soigneusement celui qui à décortiqué le mieux ce sujet monétaire et la formation des prix (certain aurait même dit qu'il a été le "Einstein" de l'économie), quoiqu'il en soit, en voici la source qui est en anglais. J'en profite pour lancer un appel pour que le major Douglas soit traduit en français. Voir:

<http://douglassocialcredit.com/origins.php>

Tout à fait d'accord avec l'idée de André Jacques (parce que en ce qui concerne l'anglais, je "rame" pas loin des 100%!..)

23. [zoupic dit :](#)
[2 août 2008 à 20:51](#)

It looks like a bad us movie.. on dirait un mauvais film us.

Pour transmettre le message comptez sur les freemen et moi :

<http://freemen.autresmondes.eu/freemengoogle.php>

Relisez ma question sur l'inflation monétaire française, par rapport aux autres pays non endettés. on doit même pouvoir calculer de combien le paiement des intérêts de notre dette et de notre rythme de vie, influe sur l'offre monétaire.

Même chose pour le subprime, en comptant toutes les injections liquides + actions de la FED+BCE+ autres banques, sur la masse monétaire, ça doit pouvoir nous dire de combien les injections censées redonner confiance ont accentué l'inflation déjà renaissante.

C'est avec ces chiffres clés qu'on peut expliquer à lambda l'ampleur du dysfonctionnement.

24. [Ellen H. Brown dit :](#)
[2 août 2008 à 21:29](#)

Hi A-J,

when the U.S. government needs money, it issues bonds, which are delivered to certain bond dealers (Goldman Sachs, etc.) for auction to the public. Any not bought by the public are "bought" by the Federal Reserve with Federal Reserve Notes printed by the Bureau of Engraving and Printing at the behest of the Federal Reserve ("Fed"). The cost to the Fed is about 4 cents a bill (perhaps a bit more now), regardless of face value. The seigniorage goes to the Fed. The government pays interest on these bonds, which the Fed refunds after deducting all its expenses. Cheers, Ellen

PS: What happens when the Banque de France issues money? Is it delivered outright to the government or "lent" at interest?

25. [RST dit :](#)
[2 août 2008 à 22:03](#)

Bonsoir à tous

Dans ma "croisade" en faveur du bouquin de AJ Holbecq et P.Derudder on m'a rétorqué comme argument (en plus du fait que j'étais un farfelu) que l'Etat n'emprunte pas "aux banques commerciales" : il emprunte à des particuliers en émettant des titres.
C'est ici: http://econo.free.fr/index.php?option=com_wrapper&Itemid=53

Je me rends compte que je suis souvent à court d'arguments, faute des compétences nécessaires (mais je me soigne).

Je ne vois pas en quoi cette réponse est pertinente et en quoi cela change le fond du problème ?

Votre aide sera la bienvenue

26. *RST dit :*

[2 août 2008 à 22:09](#)

Précision sur mon message précédent.

La réponse complète de mon contradicteur était:

"Vous ne comprenez toujours pas. L'Etat n'a pas besoin d'argent, il a besoin de ressources : l'argent n'est qu'un intermédiaire de ce mécanisme. Et il n'emprunte pas "aux banques commerciales" : il emprunte à des particuliers en émettant des titres. En vous focalisant sur des mécanismes que vous ne saisissez pas, vous loupez l'essentiel. Et moi, je me demande pourquoi les questions monétaires sont toujours l'occasion pour des farfelus de s'imaginer qu'il y a un trésor caché quelque part."

Si vous vous rendez sur le site mentionné, il faut vous rendre dans "Salon de lecture" et ouvrir le sujet "La dette publique une affaire rentable"

27. *A-J Holbecq dit :*

[3 août 2008 à 07:31](#)

@ Ellen

Thanks for yours answers

It is relatively the same in Europe.

When the French government needs money, it issues bonds (via "France Tresor" <http://www.aft.gouv.fr/?lang=en>), which are also delivered to commercial banks for auction to the public or others.

The seigniorage of the banknotes goes to the European Central Bank (BCE), but as the ECB is a company whose shareholders are the central banks of various countries, net profits on the € are pro rata shared for the country of the eurozone, and because the National Central Banks are 100% the property of States (at least for France), profits (including in fact seigniorage) finally returned to the French State

We request that the seigniorage of any money (credit and notes) back to the community... or at least that the state should not pay interest.

@RST

Le temps me manque pour intervenir sur tous les blogs et poursuivre à chaque fois une discussion qui s'ensuit (contre de toute façon des interlocuteurs "bloqués" dans leurs paradigmes.)

J'adore " L'Etat n'a pas besoin d'argent, il a besoin de ressources : l'argent n'est qu'un intermédiaire de ce mécanisme." ... (types de ressources: <http://fr.wikipedia.org/wiki/Ressource>)

La dette n'est pas détenue seulement par les particuliers (voir http://www.aft.gouv.fr/IMG/jpg/0805_oat_porteurs_fr.jpg issu de cette page

http://www.aft.gouv.fr/article_960.html?id_article=960&id_rubrique=163), mais de toute façon, à l'origine, la monnaie en circulation (qui permet par exemple l'achat de titre d'OPCVM détenant des OAT) est originaire de l'émission monétaire par le crédit des banques privées. In fine, l'Etat emprunte bien (par intermédiaire) aux banques privées.

Mais encore une fois, le problème n'est pas seulement là... il est dans la logique qui fait que la Nation (le Trésor Public) a moins de droits que n'importe quelle banque commerciale et ne peut se financer auprès d'une entité qui lui appartient en propre (la BdF), ce qui aboutit à ce qu'il doive payer des intérêts au privé (n'importe lequel des détenteurs de la dette, particuliers ou non).

Il faut noter que l'Etat, au lieu d'emprunter pour couvrir les déficits budgétaires (de l'ordre de 40 à 50 milliards par an), pourrait choisir d'imposer plus les plus riches (ceux qui "achètent" de la dette) ... c'est encore évidemment un choix qui privilégie ceux-ci...

28. *yann dit :*
[3 août 2008 à 07:40](#)

@RST

Cette réponse qui vous est faite montre qu'il y a encore des gens qui croient que les banques font des avances grâce à leur dépôts. Il me semble que les particuliers achètent les titres d'état au travers les banques non, les particuliers n'achètent pas directement ces titres à l'état. Ce sont les banques qui achètent les titres en masse et ensuite en revendent une partie, vu la quantité de titre émis je vois mal des particuliers faire leurs petites emplettes comme s'ils allaient au supermarché. Quant au titre de farfalu dont on vous affuble c'est en général la marque d'une gêne pour celui qui l'émet cela permet de clore un débat sans avoir à construire un raisonnement de démonstration. Pendant le débat sur la constitution européenne les "nonistes" dont je fais partie se faisaient aussi traiter de la sorte, voire bien pire, et sans que jamais nos adversaires ne répondent directement à nos arguments.

29. *yann dit :*
[3 août 2008 à 07:58](#)

@RST

Au fait le site des éconoclastes n'est pas si iconoclaste que ce qu'il prétend être, c'est un peu comme la revue Alternatives Economiques qui n'est alternatives que de nom. Je me souviens de la critique que j'ai lu du livre de Gréau par exemple, elle simplifiait complètement son contenu et traitait le livre en question d'anti-américain. Pour qui à lu "L'avenir du capitalisme" c'est complètement grotesque comme critique.

Par exemple regardez [la critique simpliste](#) que les éconoclastes ont fait du livre de Todd, L'illusion économique.

Donc ne vous inquiétez pas trop de leur mauvaise foi : elle est congénitale.

30. *Benoit dit :*
[3 août 2008 à 08:19](#)

@ A-J Holbecq

Cher Monsieur Holbecq, j'ai lu votre échange avec Monsieur Valéry Giscard d'Estaing. Je n'ai pas de compétences pour m'exprimer sur le fond.

La forme de votre échange appelle toutefois, selon les critères d'une bonne communication, une remarque qui peut nous être utile à tous, nous qui partageons sur le blog de Paul une

réflexion sur des sujets qui nous tiennent tant à cœur. Animés de sentiments tout à la fois désintéressés et passionnés, nous manquons parfois de temps de recul dans nos expressions écrites. Il peut alors nous arriver de froisser nos interlocuteurs sans le vouloir et sans bénéfice, je veux dire sans faire avancer la cause. Moi le premier, il m'arrive de me mordre les doigts de ma maladresse (comme avec Karluss il y a quelques jours sur ce Blog, j'étais un peu "vif"). Et ce, malgré le fait que la communication dite "non-violente" soit devenue pour moi au fil des années ma préoccupation éthique principale. Je ne m'exclus donc pas de cette démarche d'interrogation sur la forme, cette recherche est mienne, totalement. Ne voyez donc pas dans mon propos ci-dessous un jugement de valeur, il est juste une réflexion de travail, dans l'esprit d'être utile. Je vous remercie d'avance de votre compréhension, très chaleureusement.

J'en viens au fait : vous espériez voir votre échange avec notre ancien Président de la République Française se poursuivre au delà de sa première réponse. Je rappelle votre propos, ci-dessus, le 1er août :

" J'espère qu'il ira un peu plus loin que sa réponse initiale... "

RST vous répond avec enthousiasme :

J'attends la suite avec une impatience non contenue. Ne serait-il pas possible de lui demander (à Mr Giscard d'Estaing) de lire votre livre afin qu'il nous donne son point de vue ? Pensez-vous qu'il serait utile que nous, les lecteurs du blog de Paul par exemple, allions le lui demander courtoisement en tant que citoyen concerné ? L'effet de nombre peut avoir un certain impact ? Ou cela risque d'être contre-productif s'il pense être l'objet d'un "complot" ? Qu'en pensez-vous ? Je vais en tous les cas signaler ce dialogue sur tous les blogs où j'ai parlé de votre livre. Encore une fois, MERCI pour ce que vous faites.

Vous répondez à RST :

V.G.E. n'a, à ce moment, pas encore répondu : on peut penser qu'il est en vacances ou qu'il préfère laisser le temps faire oublier mes commentaires (je suis bien certain qu'il maîtrise le sujet et avait très bien compris ma question, mais personne n'aime avoir tort), ou alors son équipe cherche avec quel message "langue de bois" il est possible de "noyer le poisson"...Attendons encore un peu.

Attendons encore un peu, donc.

... Et s'il ne répondait plus, tout simplement ? L'auriez-vous froissé ? Blessé ? Votre premier courrier, le 19 juillet était fort courtois sur la forme. La formule de courtoisie "Avec ma considération la plus distinguée" fermait votre propos. Fort bien. Il vous répond le 25 juillet. Le dialogue, bien que bref, est amorcé. Sans plus.

Des le lendemain, le 26, vous envoyez votre premier commentaire, assez bref, à sa réponse. Sur son Blog, comme précédemment. Cette fois, à la place d'une formule de courtoisie, vous terminez votre propos en écrivant :

" Je trouve que votre décision de 1973 a été une trahison - voulue ou non - envers les Français... pas tous, il est vrai."

Pas de réponse de sa part. Trois jours après, le 29 juillet, vous lui adressez un second commentaire, plus long, plus argumenté, très technique, ton sec, froid, distant, sans retoucher le propos ci-dessus, et à mon sens, l'implicite de votre style laisse entendre que "sa culpabilité" vous paraît évidente. On est troublé : on ne sait plus qui s'exprime en vous, l'expert du premier message ou le juge du second ? Ou un peu des deux, sans doute. En tant que lecteur, je me sens un peu "pris à partie", comme étant sommé de choisir mon camp, celui du Bon ou celui du Méchant. Bref, je ne me sens pas très à l'aise.

Le 2 août, soit une semaine après votre commentaire accusateur : toujours pas de réponse...

Ce qui ne me surprend pas. Car, mettons-nous une minute à la place de Mr Giscard D'Estaing : Un Président de la République accusé de "trahison" ... WOUUUJFFF !!! Vous nous faites changer tout d'un coup de registre : on imagine la Haute Cour, les connotations qui y sont liées... ! Y a-t-il quelque chose de plus grave pour un Président de la République ? Et pour un homme ? Peux-t-on imaginer que Monsieur Giscard D'Estaing continue à dialoguer (si oui... ce serait pour se justifier, pour répondre aux accusations ?) sereinement avec un citoyen, même si ce citoyen est par ailleurs tout à fait honorable, mais qui l'accuse de "trahison" sur son Blog personnel ?

Bon, mettons-nous maintenant du côté de votre plume, Monsieur Holbecq... enfin, permettez que nous essayions. Nous sommes nombreux sur le blog de Paul à partager une indignation et une révolte tout à fait sincères devant la façon dont le monde, notre monde, notre Terre-mère, est conduit, a été conduit jusqu'à nos jours. Nous sommes nombreux à avoir envie de hurler "NOOON... !!" avant qu'il ne soit trop tard, hurler juste avant l'accident, comme à un enfant qui traverse sous nos yeux sans voir la voiture qui arrive ! C'est un cri du ventre qui ne demande qu'à jaillir ! On peut sentir que derrière votre jugement sévère se contient tant bien que mal, comme chez nous tous (n'est-ce pas ?), l'indignation, la colère, le désespoir et /ou d'autres sentiments qui vous sont propres, sentiments provoqués par le gâchis de nos finances publiques et ses conséquences multiples que manifestement vous semblez mesurer plus que quiconque.

Sans doute Mr Giscard d'Estaing, comme tout un chacun - et à ce titre, nous sommes tous sur le même pied d'égalité - eut préféré que vous exprimiez vos sentiments d'homme attristé et révolté, et peut-être aussi votre désir de "servir le collectif", "d'impacter le réel", de sortir de l'impuissance qui nous étreint, plutôt que d'émettre un jugement sur sa personne, surtout aussi radical que celui-ci.

D'autant que vos arguments sont suffisamment forts et interpellant en eux-mêmes, m'a-t-il semblé, sans qu'il soit besoin de leur ajouter un adjuvant, un accélérateur de prise. Le mélange des genres (Juge et /ou Expert ?) trouble à son tour le lecteur, et ce en défaveur de votre argumentation, puisque le lecteur, soudain mis en doute sur votre motivation, peut mésinterpréter votre objectif : ébranler un homme ou faire avancer le schmilblick ?

J'espère que vous me pardonneriez ces quelques réflexions. Bien à vous André-Jacques, et très amicalement.

Benoît.

31. *RST dit :*
[3 août 2008 à 09:01](#)

@ Yann (le même que sur Horizons ?)

Merci des explications et du soutien

@ Benoit

Je partage tout à fait votre sentiment.

Je crois que nous sommes tous confrontés, chacun à notre niveau, poussés comme vous dites par "une indignation et une révolte tout à fait sincères" à cette nécessité de rester calme et courtois si nous voulons être écoutés. C'est une condition indispensable pour être efficaces.

Je fais personnellement face à ce problème régulièrement en réagissant parfois avec agressivité ou ironie. Ça fait plaisir sur le moment, ça soulage, mais il faut savoir que c'est contre-productif, surtout dans ce mode de communication écrit.

32. *vladimir dit :*
[3 août 2008 à 09:16](#)

bonjour,

merci de prendre connaissance :

LA CLASSE OUVRIÈRE AMÉRICAINE : RESTRUCTURATION DU CAPITAL GLOBAL, RECOMPOSITION DU TERRAIN DE CLASSE

Chapitre IV : La classe ouvrière américaine et la gauche de la dévalorisation (1890-1973)
Loren Goldner, 1981

Avertissement au lecteur : Ce texte a été écrit en 1981, puis légèrement retouché en vue d'une actualisation. Il est donc à lire comme un "work in progress". Commentaires et critiques sont donc les bienvenus.

<http://ecritscorsaires.free.fr/article.php3.57.html>

Les outils historiques et théoriques contenus dans cette étude devraient rendre possible l'analyse de la crise en cours et l'ébauche programmatique de l'émancipation .

33. *RST dit :*
[3 août 2008 à 10:06](#)

@ Zoupic et A-J Holbecq

Merci de vos interventions sur le blog de V.Perrier-Trudov
Il a du boulot maintenant 😊 mais c'est pas gagné !

C'est étonnant de voir à quel point les gens refusent de voir la réalité... ou c'est peut-être moi qui suis fou ? Je vais me réveiller ?

34. *A-J Holbecq dit :*
[3 août 2008 à 10:42](#)

@Benoit

A plus de 65 ans, j'avoue que j'ai du mal à garder mon calme devant l'inertie, la mauvaise foi et la langue de bois.

En janvier 2007 , nous avons écrit une lettre (papier), déposée dans les boîtes aux lettres des 900 et quelques députés et sénateurs, lettre très "civile" de proposition... (voir " Lettre ouverte aux politiques et décideurs " sur <http://wiki.societal.org/tiki-index.php?page=EMS-4p>) ... nous n'avons reçu AUCUNE réponse, même pas un accusé de réception.

En 2002, j'ai envoyé mon premier livre à TOUS les députés... résultat une trentaine de réponses " pré-écrites ", dans le style "nous avons bien reçu..." , et une seule réponse d'un député qui montrait avoir lu ce livre.

Je ne crois pas que l'équipe de VGE, coincée dans son argumentation, aurait plus ou mieux répondu si j'avais mis des gants (mais peut être peuvent-ils encore le faire, il faudrait que d'autres prennent la relève sur mes commentaires pour les "tifiller")... et, oui, je considère que ce qu'ont fait l'équipe Pompidou (très lié avec le groupe Rothschild), Giscard et Barre (membre du conseil Général de la Banque de France pour une durée de 6 ans à partir du 30 janvier 1973) est une trahison, car c'est un abandon d'un droit régalien qui nous a et continue à nous coûter très cher.

35. *Benoit dit :*
[3 août 2008 à 10:59](#)

@ André -Jacques Holbecq (Pardon, j'ai écorché votre nom)

C'est effectivement totalement décourageant. Je comprends votre colère et votre amertume.

Moi j'ai 53 ans, et j'en suis là, à me dire :

" Mais que faire ? ...Bon Dieu que faire ? "

36. *yann dit :*
[3 août 2008 à 11:11](#)

@RST

Oui je suis le yann du blog horizons, pourquoi on croise beaucoup de yann sur les blogs et les forums ? Si tel est le cas il va falloir que j'abandonne mon prénom et que je me crée un pseudo lol.

Sinon il est vrai que la courtoisie est indispensable à l'approche d'individus éloignés de nos débats du moment. Sans un maximum de précaution il est assez vraisemblable que nous nous prenions une volée de bois vert.

Quant au cas VGE c'est un homme qui ne croit pas en l'égalité, aristocrate et persuadé d'être génétiquement supérieur, A-J Holbecq aura bien du mal à le faire descendre de son piédestal. C'est tout le sens de la démocratie que la croyance en l'égalité, et malheureusement cette croyance est aujourd'hui bien mal en point. Notre société qui s'affirme démocratique n'a pourtant plus de culture démocratique. La recherche de la vérité à travers la contradiction semble disparaître hors du cadre étroit d'internet. Comme dans l'analyse d'Emmanuel Todd on peut parler de restratification de la société, certains parlent de fractalisation, chacun reste dans son milieu et n'en sort pas, évitant ainsi les confrontations et les contradictions nécessaires à la recherche de la vérité et à la compréhension du réel.

Il est vrai qu'internet permet un vent de liberté car il permet à des gens de communiquer sans se soucier des origines des intervenants, mais il n'y a pas de miracle : les seuls à dialoguer sont ceux qui ne recherchent que la vérité, les autres se ferment comme des huîtres. Monsieur VGE a-t-il seulement conscience des dégâts provoqué par ses politiques sur les habitants de son pays? A-t-il un jour mis les pieds dans les banlieues délabrées fruit du laisser-faire, du libre-échange et de la privatisation de la monnaie ? Je ne pense pas que VGE soit un traître, je crois plutôt que le terme d'irresponsable lui irait mieux, à lui et à une bonne partie de notre classe politique. Ces gens ne subissent jamais les conséquences de leurs actes, pourquoi voulez vous qu'ils se posent des questions ?

37. *guillaume dit :*
[3 août 2008 à 17:33](#)

Pour bien clarifier le "prix" des intérêts, un exemple qui me semble plutôt parlant:

Je lis dans le Monde Diplomatique, n° 652 de juillet 2008, page 7 :

...l'un des plus célèbres emprunts d'État fut l'emprunt Giscard (...). Pour 6 milliards de francs empruntés en 1973, l'Etat a finalement remboursé au total (montant initial plus intérêts) 80 milliards de francs en 1988.

6 milliards, sur 15 ans = 74 milliards d'intérêts ???!!!! pour rappel, le passage au nouveau franc c'était le 1er janvier 1960 (le nouveau franc vaut 100 francs anciens) j'ai eu un doute 😊....
l'inflation peut-être ?

Quel objectif sinon la mise en faillite volontaire de nos institutions ?

Cela dit cet argent n'est pas perdu pour tout le monde... La corrélation temporelle entre ce type de financement des États et le développement titanesque des marchés financiers m'a toujours frappé...

38. [A-J Holbecq dit :](#)
[3 août 2008 à 17:49](#)

Merci Guillaume d'avoir rappelé ce fait.

Voici [ce que je trouve](#) concernant cet emprunt catastrophique ...

Voulant imiter son mentor M. Antoine Pinay, le futur président Giscard d'Estaing lança en 1973, alors qu'il était ministre des Finances du président Pompidou, un emprunt qui se révéla des plus ruineux pour la France. Etant incapable d'envisager la réduction considérable de l'inflation ainsi que l'envolée du cours de l'or, l'emprunt dit « Giscard » fut émis pour quinze ans au taux de 7% mais avec une indexation sur le prix de l'or. Quinze ans plus tard, en 1988, l'inflation, qui, à la fin des années 1970 et au début des années 1980 atteignait un taux à deux chiffres, était réduite à 2 ou 3 %. La crise économique aidant, le rôle traditionnel de valeur refuge de l'or avait provoqué la flambée de son cours. Si bien que l'État, pour un emprunt initial de 7,5 milliards de francs, dut rembourser (en intérêts et capital) plus de 90 milliards de francs (13,7 milliards d'euros). Les trois dévaluations du franc étant loin de compenser cette perte pour les finances publiques. La technique d'indexation fut désormais abandonnée pour les emprunts publics.

et sur W.P.

L'emprunt Giscard d'Estaing, est un emprunt d'État émis par l'État français en 1973 au taux d'intérêt de 7 %, alors que Valéry Giscard d'Estaing est ministre de l'Économie et des Finances ; il est mis en place à la suite du premier choc pétrolier, afin de compenser les pertes de recettes budgétaires causées par la baisse de la TVA ; afin d'obtenir et de rassurer les souscripteurs, il est indexé sur le poids d'or de l'ECU et celui du franc, ou à défaut, sur le cours de l'or, comme l'avait été l'emprunt Pinay (1952-1958).

Initiés par le gouvernement américain, les accords de la Jamaïque de 1978, en prévoyant qu'aucune monnaie ne devrait plus être rattachée à l'or, rendirent alors l'emprunt Giscard uniquement indexé sur le cours du lingot d'or, qui s'envola en raison de crise mondiale. Dès lors, cet emprunt a été très rentable pour ses détenteurs et ruineux pour l'État, le cours de l'once d'or étant passé de 97 dollars en 1973 à 437 en 1988, date d'échéance de l'emprunt.

Manifestement VGE aurait mieux fait de laisser au Trésor Public la possibilité d'emprunter auprès de la Banque de France, non ?

39. [Étienne Chouard dit :](#)
[3 août 2008 à 23:44](#)

Présenter la débâcle de l'emprunt Giscard comme un échec, c'est faire une fleur à celui qui nous ruine... On pourrait tout aussi bien présenter cette déroute comme du vol en bande organisée (encore plus visible aujourd'hui, compte tenu des proportions du racket des fonds publics par les fortunes privées prises avec les années).

Dire que cet emprunt est une erreur, c'est présumer de la bonne foi des décideurs, sans considérer l'aubaine formidable que cet emprunt a constitué pour les rentiers, précisément les copains de cocktail des décideurs "ayant manqué de clairvoyance"... tu parles... On pourrait tout aussi bien penser que ces décideurs étaient au contraire particulièrement clairvoyants et que leur vraie mission, occulte, est accomplie.

Et c'est le même Giscard qui vient donner des leçons d'économie à tout le monde avec un air hautain...

Dire que notre destin à tous est confié (sans contrôle !) à de tels prétentieux incompetents (ou voleurs), boursoufflés d'orgueil à proportion de leurs échecs (ou vols), au motif qu'ils sont des "experts"...

C'est misère d'abandonner la politique à des "experts".

À l'évidence, le tirage au sort donnerait facilement de bien meilleurs résultats que l'élection, qui permet aux riches d'acheter le pouvoir et de donner les manettes à des gredins.

Le niveau du vol généralisé commence à me...

Étienne.

40. [RST dit :](#)
[4 août 2008 à 07:38](#)

@ A-J Holbecq et aux autres...

Désolé, mais j'ai encore besoin d'aide. Si vous n'avez pas le temps, ce n'est pas grave

Que répondre à ça, ci-dessous, qui remet en cause un des principes de notre débat ?

"Depuis 1973 en France le Trésor public ne peut être présentateur de ses propres effets à l'escompte de la Banque de France, autrement dit fut bloquée à ce moment toute possibilité de crédit de la Banque de France au Trésor."

Je ne sais d'où vous tirez cette assertion. Jusqu'à l'indépendance de la Banque de France en 1993, le Trésor français avait tout loisir de demander à la Banque de France de monétiser sa dette. C'étaient les fameux "Concours au Trésor Public" figurant à l'actif du bilan de la BdF, et ces concours pouvaient être des crédits au Trésor, ou également des achats de Bons du Trésor ou de titres de dette publique à plus long terme. Depuis l'indépendance de la Banque de France, et a fortiori depuis la création de la Banque Centrale Européenne, les Trésors publics ne peuvent plus monétiser leurs titres émis, ce qui ne signifie pas que la BCE ne détient plus de titres des administrations publiques des Etats membres ; elle peut le faire, si elle le souhaite (et elle le fait de manière marginale, moins de 1% de son actif), mais elle n'y est pas obligée.

41. [Salva dit :](#)
[4 août 2008 à 10:22](#)

La loi existe, c'est celle-ci : Loi de 4 janvier 1973, article 25

Ce serait intéressant de savoir quel processus a fait qu'une loi comme celle-ci a été votée : a-t-il commencé dans la décennie 60 avec la libéralisation toujours plus importante des échanges?, avec l'influence accrue de certains économistes ?

Et quid des autres pays et notamment en Allemagne à la même époque ? pression de l'OCDE, des USA ?

42. *Salva dit :*

[4 août 2008 à 10:36](#)

[Le lien pour cette fameuse loi](#). Elle se trouve sur le site Légifrance.

A noter que les accords de la Jamaïque ont eu lieu les 7-8 janvier 1976.

43. *guillaume dit :*

[4 août 2008 à 11:20](#)

@ RST

[Loi du 3 janvier 1973](#) qui constitue une évolution fondamentale en matière monétaire.

Cette loi par son article 25 stipule : « le trésor public ne peut être présentateur de ses propres effets à l'escompte de la banque de France ».

En acceptant de cesser de faire ce qu'il à toujours fait, à savoir produire une part de la monnaie, l'Etat se retrouve dans l'obligation de se financer auprès des marchés financiers et bancaires comme le montre la lecture des ouvrages du Comité pour l'histoire économique et financière de la France : « la part des bons en compte courant (appel au système bancaire) est multipliée par 10 entre 1974 (1,8 %) et 1975 (18,49 %), pour se maintenir aux alentours de 19 % en 1976 et 1977. C'est donc par un endettement auprès du système bancaire que le Trésor cherche à se financer ».

Il faut comprendre la différence fondamentale entre une création monétaire et monétiser une dette : dans un cas il s'agit d'un prêt à taux nul (quasi nul) dans l'autre il s'agit de reconnaissances de dettes (bonjour, c'est l'Etat, qui peut me prêter de l'argent ?)

La différence ? selon Thomas Edison :

Il est absurde de dire que notre pays peut émettre des millions en obligations, et pas des millions en monnaie. Les deux sont des promesses de payer, mais l'un engraisse les usuriers, et l'autre aiderait le peuple. Si l'argent émis par le gouvernement n'était pas bon, alors, les obligations ne seraient pas bonnes non plus. C'est une situation terrible lorsque le gouvernement, pour augmenter la richesse nationale, doit s'endetter et se soumettre à payer des intérêts ruineux.

PS : Tout à fait d'accord avec les deux précisions apportées sur l'emprunt Giscard, je soutiens particulièrement l'idée formulée par Étienne :

On pourrait tout aussi bien penser que ces décideurs étaient au contraire particulièrement clairvoyants et que leur vraie mission, occulte, est accomplie.

44. *Robert Searle dit :*

[4 août 2008 à 15:14](#)

Bonjour,

I saw your communication on Ellen Brown's website. I thought it was quite interesting. You may find my project on [Transfinancial Economics](#) of some interest though it may be too advanced for its time.

R. Searle

45. *samedi dit* :
[4 août 2008 à 16:53](#)

Le texte de la loi du 4 janvier 1973 est archivé en trois planches photos (en .pdf)

On trouve les liens (et le chemin vers la source) ainsi que des commentaires "d'ordre juridique" (dont je suis l'auteur) sur : <http://www.fauxmonnayeurs.org/articles.php?lng=fr&pg=90>

La réponse de VGE à AJH ne relève pas tant de la langue de bois que du message ciblé pour initiés doublé de propagande pour les autres.

Pour les seconds, cela relève d'un splendide "t'as vu l'avion ?" avec évitement complet de la question posée et saut vers une conclusion (inflation des années 1950) dans le registre de la peur irraisonnée. Pour cause.

Pour tout le monde : "une réforme moderne qui a transposé en France la pratique en vigueur dans tous les grands pays"... On note le discours de la globalisation heureuse mais inéluctable.

Le propos comporte sans doute une vérité au moins, du moins un indice amenant sur une vérité...

"il s'agissait à l'époque de constituer un véritable marché des titres à court, moyen et long terme, qu'il soit émis par une entité privée ou publique. "

A quoi renvoie le "qu'il soit émis" ?

A une faute de grammaire car il s'agissait des titres ?

A une partie des titres (bons du trésor et autres titres de dette publique) très abusivement généralisée à l'ensemble ?

Au marché (des titres) ? Que veut dire "émis" dans ce cas ? ... Un marché mis en place par l'État et par le privé ?

Il me semble qu'effectivement, un mobile majeur de cette contre-révolution était d'établir un système dans lequel la valeur de la monnaie ne serait elle-même plus définie que par la loi de l'offre et de la demande.

Autrement dit : la part de création monétaire d'origine publique, minoritaire depuis des lustres, était désormais perçue comme une forme d' "interventionnisme" et condamnée comme telle par des types qui, comme leurs pairs depuis des lustres, jouissaient du privilège de créer le "reste"...

Autrement dit, encore, il s'agissait que la monnaie devienne elle-même une marchandise. Quand on songe qu'elle est "un fait social total"... Evidemment, ce seul paramètre ne suffit pas pour établir un totalitarisme de marché. Pensons aux cadeaux des socialistes en matière de libre circulation des capitaux, de dérèglementation bancaire et, oh, de désindexation des salaires. Sans doute pour renforcer le pouvoir des syndicats...

46. *samedi dit* :
[4 août 2008 à 17:12](#)

@ Salva :

** Pourquoi alors la France a emprunté aux USA au moment de sa reconstruction d'après-guerre alors qu'elle pouvait faire tourner la planche à billets (je pense, notamment au plan Marshall qui était conditionné à la création de l'OECE, devenu l'OCDE en 1962) ? **

Si la réponse de Dani n'était pas claire :

Parce que la planche à billet publique française n'a pas le droit de créer des dollars. Et il s'agissait là d'acheter des produits états-uniens, le temps d'arriver à produire assez par ici.

** J'ai lu dans ce blog que la Fed reversait 98% des intérêts à l'Etat américain. **

J'ai lu dans les statuts de la banque privée "Fed" que ses actionnaires pouvaient se servir en dividendes à hauteur de 6% en fin d'exercice.

Or cette banque est très indépendante :

- seul un sous-secrétaire, je crois, figure dans son directoire
- si la Fed fait un rapport bi-annuel (de mémoire) au Congrès, faire un rapport ne signifie pas obéir à des consignes
- elle impose ses taux lors de l' "octroi" de crédits au public. Et pour cela, elle juge elle-même de sa solvabilité du demandeur... Si le délai de remboursement est prolongé, elle peut élever le taux.

Il est donc évident que ce sont les actionnaires de la Fed qui décident entièrement des conditions des investissements publics permis par création monétaire (anticipée).

La rumeur qui dit que si le Congrès (le parlement) ne la contrôle pas, elle est au moins soumise à l'exécutif me paraît tout à fait infondée. D'ailleurs, ce serait une violation d'autant plus claire de la constitution (I-8).

L'explication est sans doute que s'il s'agit de faire la guerre ou de tout autre domaine dans lequel les pouvoirs exécutifs s'émancipent et s'étendent, il n'est pas surprenant que de gros financiers disposant de telles ficelles soit d'accord avec lui. Bref, la Fed est d'accord pour financer ce qui étend "le pouvoir".

47. *samedi dit :*

[4 août 2008 à 19:18](#)

La courtoisie est, paraît-il, de mise avec les technocrates. Bruxelles en montre des illustrations sans arrêt.

Les limites de ma courtoisie s'arrêtent là - c'est le message que je viens de poster sur le blog de M. Giscard d'Estaing :

<http://vge-europe.eu/index.php?post/2008/04/10/Chronique-de-la-pensee-multiple&pub=1#c3991>

48. *samedi dit :*

[4 août 2008 à 20:11](#)

@ Ellen

In addition to A-J's answer, maybe we should specify that :

the European Central Bank (ECB) does not remunerate any more the obligatory reserves (small...) that the trade banks are held to have on their ECB account...

@ Ellen

En supplément à la réponse de A-J, peut-être devrait-on ajouter que :

la BCE ne rémunère plus les réserves obligatoires (le peu) que les banques commerciales sont tenues d'avoir sur leur compte chez elle...

49. *RST dit :*

[4 août 2008 à 20:18](#)

Bonsoir à tous

Je vais abuser une fois de plus de votre patience.

J'ai eu l'outrecuidance de porter le débat sur un blog d'économie assez connu. Ici précisément : http://econo.free.fr/index.php?option=com_wrapper&Itemid=53. Il faut aller sur le forum dans "Salon de lecture" et ouvrir le sujet "La dette publique, une affaire rentable".

Le débat touche à sa fin (en ce qui me concerne) et je n'ai toujours pas de réponse à la question simple : "pourquoi, quand il a besoin de s'endetter, l'Etat paye (des intérêts à des banques commerciales donc à des entités privées) pour obtenir de la monnaie qu'il pourrait créer gratuitement (ou éventuellement en payant des intérêts à la Banque de France et donc à la collectivité nationale)."

Le maître des lieux (connu dans la "blogosphère" paraît-il) me répond, en majuscules, pour que ça rentre bien :

"L'ETAT QUI S'ENDETTE PAIE DES DEPENSES, DONC, IL SOUSTRAIT DES RESSOURCES REELLES DE L'ECONOMIE. CES RESSOURCES DOIVENT ETRE PRELEVEES D'UNE FACON OU D'UNE AUTRE. SI ELLES SONT PRELEVEES EN CREAT DE LA MONNAIE, CE PRELEVEMENT SE FAIT PAR L'INFLATION. SI L'INFLATION EST INTERDITE, CE PRELEVEMENT EST FAIT SOUS FORMES DE PENURIES. SI VOUS VOULEZ VOIR COMMENT ON FAIT, ETUDIEZ L'ECONOMIE DU ZIMBABWE."

Je n'y comprends rien. Si vous avez des explications, je suis preneur (laissez tomber le Zimbabwe dégradé zéro de l'argumentation comme dirait A-J Holbecq)

50. *samedi dit :*

[4 août 2008 à 21:28](#)

@ RST (après je fais une pause et je passe le micro...)

Manifestement, ton contradicteur est perché... Il confond pas mal de choses et surtout, il récite une idéologie. Essaie, tu verras (non, évite) c'est très simple, et en plus on se croit intelligent à peu de frais : il suffit de faire un raisonnement découlant d'une idée unique. Au présent : "le marché règle tout" est la prémisse dont découle la domination que nous subissons. En fait, tu n'arriveras pas à retrouver par cette simple voie le génie de "ton" maître : une idéologie, ça rentre essentiellement par la pratique... de cette idéologie. D'ailleurs, tu perds ton temps, je le crains, si ce monsieur est pratiquant.

La monnaie n'est pas une "ressource" : elle n'est pas rare par fatalité, et elle coûte trois fois rien à produire.

De ce point de vue, l'État, s'il en crée, n'enlève rien à personne, et pas "de ressources à l'économie".

En fait, ce maître considère, à raison, qu'on ne peut pas créer une quantité de monnaie quelconque sans que cela ait un impact sur l'économie réelle. A ce niveau là, il faudrait savoir : 1. à partir de quelle quantité un problème se pose ; 2. sur qui il a un impact.

Dire que créer de la monnaie c'est faire de l'inflation, sans autre précision, c'est un pur mensonge.

Les monétaristes (donc lui-même, je parierais) admettent que pour viser une inflation nulle, il faut que l'augmentation de la masse monétaire soit équivalente à celle du PIB, à la "croissance", à l'augmentation de la quantité d'échanges marchands réalisés au moyen de la monnaie en question.

En gros, si on crée énormément de monnaie, tout le monde en pâtit, car ça lance une spirale d'hyperinflation.

Mais cela n'a plus rien à voir avec une inflation maîtrisée, qui peut très bien monter vers les 10% dans certains contextes.

Au présent, si la croissance fait 1%, et celle de demain est raisonnablement évaluée à 3%, on peut créer sans problème 3% de monnaie sans même nuire aux financiers.

Si l'État pouvait la créer et s'en servait à financer des investissements publics, il pourrait en créer sans problème 5% ou même plus, ça ne ferait de mal à personne, sinon aux financiers. Tout simplement parce qu'il peut relancer la croissance (d'origine privée, en bonne part) ainsi, et au passage, nous permettre mieux de choisir sa couleur.

Par exemple, il peut investir dans de la recherche et de la R&D pour préparer le virage vers les énergies renouvelables, ou payer un salaire à 1000 Étienne Chouard ou A-J Holbecq en rémunération du service public rendu. Ces MM. iraient avec ça payer leur pain, leurs factures et leurs impôts.

Le tout est que :

1. L'État donne ainsi du travail aux gens, notamment aux chômeurs sans brider leurs salaires ;
2. il investisse dans quelque chose qui rapportera une richesse réelle à la collectivité ;
3. A l'avenir, il songe à compenser cela par un impôt plus égalitaire : les salaires comme les bénéfices des entreprises s'étant élevés au total, en valeur nominale, il est facile d'élever d'autant l'impôt nominal.

Si l'augmentation de la production s'est faite sous forme d'augmentation de la productivité, ce qui signifie qu'on a donné plus de boulot à des machines et non à des individus, alors il est facile de comprendre que : soit les travailleurs s'en trouvent mieux payés (en pouvoir d'achat, pas forcément en valeur nominale) ; soit c'est que les capitalistes tireront plus de bénéfices. Dans ce cas, il paraît juste d'adapter l'impôt en fonction...

Mais ces recettes sont remises en question par quelques règles néolibérales dont pas mal de gens (dont ton contradicteur, sans doute) ont pris l'habitude de croire qu'elles étaient des données immuables ou des choses souhaitables.

Par exemple, pour que les salaires suivent, il faut aussi que les travailleurs se battent. Vu que les socialistes ont désindexé les salaires par rapport à l'inflation, dans le début des années 1980. Or, dans le contexte, parler de se battre est plus facile que le faire...

De même, l'UE interdit subtilement les services publics. Comment en créer ou même, développer ceux qu'on a ? Pendant ce temps, la "dette publique" mais aussi le flot de monnaie superflue injectée par le crédit, sont des facteurs qui nous condamnent, jusqu'à nouvel ordre, à tout privatiser progressivement.

Et puis, en vrac (tout est lié, en bonne part) : libre circulation internationale des capitaux ; perte de contrôle des changes ; politique d'exportation ; dérèglementation financière ; concurrence effrénée ; chantage actionnarial résultant ; explosion des inégalités entre gros managers contremaitres et salariés moyens et petits, exécutants... ; impôts des riches réduits sans cesse, puisqu'on privatise et qu'on ne compte plus que sur eux pour "investir" (ce qu'ils font... à hauteur de 3%).

Une chose est sûre : ce maître aime l'ordre établi au point de l'avoir pris pour un théorème économique.

Il "sait", par exemple, comme le directeur de la BCE, qu'il faut choisir entre le chômage et des bas salaires. Ce sont des âneries si on prend ça pour une théorie universelle, mais c'est la

réalité dans le contexte institutionnel néolibéral. Je t'en ai rappelé, en vrac, diverses "données".

Demande-lui donc combien la BCE crée de monnaie par an : beaucoup trop, d'après ses propres théories (disons, environ 10% par an depuis sa fondation). Mais peut-être qu'il l'ignore. Demande-lui aussi et surtout si ça crée de l'inflation. Et pourquoi.

51. [Dani dit :](#)
[4 août 2008 à 21:32](#)

@RST :

A propos du message en majuscule :

Je pense qu'il faut s'attaquer à la première affirmation : L'ETAT QUI S'ENDETTE PAIE DES DEPENSES, DONC, IL SOUSTRAIT DES RESSOURCES REELLES DE L'ECONOMIE.

C'est posé ici comme une évidence qu'il n'y a pas à justifier.... Et pourtant, l'endettement n'aboutit pas forcément à de l'inflation. Ou alors Keynes n'a raconté que des conneries pendant toute sa vie !

Si l'endettement se fait en situation de plein emploi des facteurs de production, alors oui ce raisonnement est correct. Par contre, lorsqu'il y a des facteurs non utilisés (en particulier un taux de chômage très élevé) ce n'est plus automatiquement vrai, car la dépense publique engagée va s'accompagner de création de richesses correspondantes par le travail des ex-chômeurs.

Dans cette situation d'absence de plein-emploi manifeste, l'Etat ne prélève donc pas des ressources économiques au détriment des autres acteurs ! Et il en ira de même en cas d'émission monétaire...

La difficulté réside en réalité dans la finesse du réglage. 😊

52. [A-J Holbecq dit :](#)
[4 août 2008 à 21:58](#)

@RST

Plus grand chose à rajouter à ce que Samdit 😊 (pardon, Samedi dit) et Dani.

Soit l'Etat s'endette auprès des prêteurs privés et, comme 60% de la dette est détenue par l'étranger, il soustrait à l'économie au moins les intérêts concernant cette partie... pour les 40% nationaux, on peut penser que ces intérêts rentrent dans le circuit économique.

Mais (Dani a raison), si l'Etat émet la monnaie directement (par sa B.C.) il créera de l'activité directe et indirecte (nous avons fait le calcul des effets d'une injection monétaire dans "les 10 plus gros mensonges sur l'économie", chap 3): et au terme d'un certain nombre de cycles de la monnaie l'Etat récupère sa mise (96% au bout de 12 cycles).

Si une collectivité a :

1 – un besoin,

2 – la volonté de le satisfaire,

3 – les moyens techniques et énergétiques,

4 – Un excès de main d'œuvre et le savoir-faire,

... Pourquoi ne peut-elle réaliser ce besoin par faute de financement ?

L'obstacle épistémologique est le suivant : La monnaie reste conçue comme une réalité matérielle (précieuse) de quantité finie donc rare et épuisable, alors qu'elle ne l'est plus puisqu'elle est dématérialisée.

53. *yann dit :*
[4 août 2008 à 22:35](#)

@samedi

Ce que vous décrivez, c'est le raisonnement keynésien et malheureusement ses travaux ont été complètement dénigrés ces trente dernières années. Se référer à Keynes aujourd'hui va souvent vous valoir des insultes gratinée de la part des "libéraux" ou de ceux qui se prétendent comme tel, Keynes lui même se voyait comme un libéral, comme quoi ce terme ne veut plus dire grand chose.

Les monétaristes n'ont pas encore compris leur erreur fondamentale, Keynes n'a jamais critiqué les équilibres budgétaires ou même la rigueur dans la gestion de l'état contrairement à ce que racontent certains. Il a juste montré que la théorie monétariste des équilibres n'est justement valable que lorsqu'il y a plein emploi. Quand toute la masse salariale est employée alors il est nécessaire de ne pas faire croître plus rapidement les dépenses que les recettes. Les libéraux comme Hayek il me semble, ont fait croire l'inverse, à savoir que la théorie keynésienne était un cas particulier des équilibres walrasiens.

Pour Keynes l'état d'équilibre n'est pas une ignominie, au contraire c'est un but à atteindre mais il ne peut en aucun cas être atteint par les seuls mécanisme du marché. Pas plus que le libre-échange pur ne peut conduire tous les pays du monde à l'équilibre des balances des paiements, on le voit aujourd'hui d'ailleurs. Les libéraux pensent que du chaos vont spontanément se former des équilibres, alors que du chaos ne sort strictement rien d'autre que du chaos, c'est la convention et l'action collective et raisonnée des hommes et des nations qui peuvent amener l'ordre au chaos et non l'inverse.

Tout ça me rappelle mes cours d'automatique en Fac, si j'avais dit à mes profs que l'on pouvait réguler un système sans boucle de rétro-action ils m'auraient ri au nez. C'est pourtant ce que les libéraux essayent de faire croire depuis des décennies à tous les biens nés de cette foutue planète. Dans le cas de l'économie, l'Etat sert de boucle de rétro-action permettant de stabiliser notre système tant bien que mal, mais si l'Etat se trompe ce n'est pas une raison pour le supprimer, il faut juste en changer sa loi de commande, c'est-à-dire ses politiques économiques.

54. *Dani dit :*
[4 août 2008 à 22:49](#)

Je reviens à une discussion qui a eu lieu plus haut : comment faire sortir ce débat des milieux "initiés" ? Et je me dis que mon petit pays (la Suisse) pourrait être un lieu utile pour une offensive.

Pourquoi ?

1) Parce que c'est le "coeur du monstre" 😊

2) Parce que 100'000 signatures de citoyens (2 % de l'électorat environ) rendent OBLIGATOIRE l'organisation d'une votation référendaire, donc un débat national ! (au pays des banques, vous imaginez !)

Bien sûr, ces "initiatives populaires" ne sont presque jamais acceptées (15 l'ont été depuis l'apparition de ce droit en 1891, soit moins de 10 % de toutes les propositions). Mais cela a l'avantage d'obliger à un DEBAT NATIONAL, donc de sortir des discussions de l'anonymat. Dans le même genre, on a eu l'abolition de l'armée, la fin du nucléaire, des dimanches sans voitures, etc. Mais aussi la protection des Alpes qui obligent au feroutage pour la traversée du massif, proposition qui a elle été acceptée.

L'idéal serait évidemment que des pays plus importants, voire l'Union européenne puissent aborder ainsi ce débat, mais la nouvelle disposition constitutionnelle française reste assez restrictive, si j'ai bien suivi 1/5 des parlementaires + 1/10 des citoyens.

L'important, dans un premier temps, est qu'on en parle pour que l'idée devienne moins "extraterrestre". Notamment, essayer de faire basculer l'obstacle épistémologique décrit ci-dessus par André-Jacques Holbecq !
Dani

55. [A-J Holbecq dit :](#)
[5 août 2008 à 06:46](#)

@Dani

Ca me semble une excellente idée. Sauf erreur la dette des administrations publiques de la Suisse dépasse 50% du PIB.
Il faudrait donc -pour commencer - trouver les statuts de la Banque Centrale Helvète et les chiffres de l'évolution de la dette depuis au moins les années 80.

@Yann

Vous avez raison et Samedi a également raison dans la mesure où plus de 4 millions de personnes sont inemployées ou sous employées en France... le NAIRU a bien fonctionné.
L'émission monétaire directe à destination de l'Etat est bien l'énergie qui permet à la boucle de rétro-action de fonctionner dans les meilleures conditions.

56. [Dani dit :](#)
[5 août 2008 à 09:50](#)

@AJH

La dette publique suisse est de 59,1 % (chiffres 2006) et son augmentation est fondamentalement similaire à ce que vous montrez dans votre livre (mais son augmentation a commencé un peu plus tard).

Principale différence : les réserves d'or ont toujours été significativement plus importantes que dans les autres pays. Encore, aujourd'hui, après vente de la moitié de l'or, celui-ci offre (à sa valeur actuelle) une couverture de plus de 100 % de la monnaie fiduciaire ! Je ne me rends pas compte si cela change fondamentalement qqchose...

Mais, sur le fond, c'est pareil qu'ailleurs.

Par contre, pourquoi les statuts ?

Une proposition constitutionnelle aurait l'avantage de passer "par dessus" en obligeant le parlement à modifier la loi sur la banque nationale. Ensuite, cette dernière serait obligée de s'adapter.

Mais, comme je l'ai dit, ce serait le cas échéant avant tout l'ouverture d'un débat public qui serait intéressante...

57. [A-J Holbecq dit :](#)
[5 août 2008 à 10:17](#)

@Dani

Merci pour ces premières précisions.

Pour l'or et la monnaie fiduciaire, ca ne change pas grand chose sauf si la proportion de monnaie fiduciaire dans M1 est très importante.

Les statuts sont importants pour savoir "à qui appartient" la banque Centrale .. mais je vais trouver cela sur internet... laissez moi un peu de temps 😊

58. [samedi dit :](#)
[5 août 2008 à 13:32](#)

@ AJH et à Dani

Ne (re)prenons donc pas le réflexe de comparer la dette publique au PIB, comme le conseille AJH, sauf erreur.

La première est un stock tandis que le second est un flux (annuel). La soustraction ou l'addition entre ces deux grandeurs mène à une formule non homogène, c.à.d. qui n'a pas de sens physique.

Ce mauvais indicateur situe la dette publique dans le discours de la croissance aveugle et essentiellement marchande, et le budget dans une logique de pure gestion et une perspective de court terme ; il évoque, à ce terme, un équilibre qui n'a pas sens, du moins aucune utilité.

- La dette (le cumul, le stock) doit être comparée à un autre stock : vraisemblablement, à la quantité totale de richesses réelles nationales (publiques voire englobant aussi les propriétés privées).

- C'est le déficit public (flux qui accroît annuellement la dette publique) qu'on peut comparer au PIB. Bien que cela exprime implicitement un idéal de gestion du budget dans une vision de court terme.

Ce n'est pas tant que le ratio dette / PIB mène à de gros chiffres, qui font bien peur... au grand public.

D'ailleurs, le ratio : stock de produits dérivés / PIB mondial, si on ne compte que les dérivés détenus par les banques étausiennes, fait quelque chose comme 400%...

Tandis que le ratio entre la dette totale américaine (interne et externe, hors banques) / PIB mondial ne fait "que 100%...

(chiffres 2007) - <http://etienne.chouard.free.fr/forum/viewtopic.php?pid=3109#p3109>

Autrement dit, si ces titres financiers avaient une quelconque légitimité, il faudrait que tous les humains qui travaillent le fassent pendant 4 ans uniquement pour créer une contre partie réelle à ces funestes liquidités pour milieux d'affaires (7 banques représentent 98% de la part détenue par des banques étasuniennes). A supposer que la croissance ne s'effondre pas, bien sûr...

59. *Rumbo dit :*

[5 août 2008 à 15:15](#)

Encore une fois, il ne m'est guère possible de répondre individuellement à ceux qui sont intervenus ci-dessus et qui posent de bonnes questions Samedi, RST et A-J. Holbecq, entre autres.

En parlant par images, il faut bien retenir que, normalement, l'État, alias la société, doit se trouver dans la même position que le boulanger qui mange son propre pain, celui qu'il fabrique tous les jours, au lieu de l'acheter hors de prix à d'autres qui s'offrent ainsi une rente aux frais de la société, alias l'État. C'est un fait incontournable et je l'ai déjà dit ailleurs, je le répète encore ici:

Les critères des actionnaires des banques, autrement dit les BILANS DES BANQUES sont prioritaires sur la société qui, pourtant, elle, produit tous les jours les biens sans lesquels les banques ne pourraient même pas émettre le moindre argent. Pourquoi plus les bilans des banques sont "bons", plus la société va-t-elle mal ? L'argent émis par les banques n'a de valeur à la base que parce que l'argent permet l'achat des biens et des services que nous fabriquons tous nous mêmes. L'argent est un permis d'acheter. L'ARGENT N'EST PAS UNE MARCHANDISE. C'est l'un des plus graves fourvoiements de l'époque soit-disant "moderne". Les conséquences en sont incalculables dans le temps.

La réponse de VGE à André Jacques HOLBECQ (que cette réponse soit de bonne (?) ou de mauvaise foi) est une réponse : "pour-se-sortir-de-devant". C'est une réponse de l' "establishment" ou une réponse d' "apparatchik" (comme on voudra, c'est pareil).

Pour la petite histoire (Samedi dit), VGE fut celui qui, alors jeune inspecteur des finances (ou équivalent), alla en personne porter à Washington (en 1961) le dernier chèque soldant la dette de guerre française vis à vis des États-Unis. Nous payions alors en monnaie ayant sa contrepartie au débit de la France, tandis que, bientôt, les USA allaient payer leurs achats par création de monnaie sans contrepartie, ce qui fut la cas dix ans après en 1971...

Encore une fois je fais appel à l'irremplaçable Louis EVEN, Je n'ai pas encore trouvé personne aussi bien que Louis EVEN pour définir aussi parfaitement les problèmes monétaires et ce qu'il faut faire pour les résoudre. Voici un petit extrait des Propositions du Crédit Social expliquées en 10 leçons :

(...)Passe encore que le gouvernement retrouve l'argent qui existe, mais comment trouver l'argent qui n'est jamais venu en existence ? (ndlr celui des intérêts). Le fait est que le gouvernement ne le trouve pas et ajoute simplement à la dette publique. Ainsi s'explique la dette publique croissant à un rythme où le développement du pays demande de l'argent nouveau. Tout l'argent nouveau vient par le banquier sous forme de dette, réclamant plus d'argent qu'il en est émis.
Et la population du pays se trouve collectivement endettée pour de la production que collectivement, elle a faite elle-même ! (...)
Louis Even

C'est un comble !!

Ce système d'argent-dette délétère et secrétant l'iniquité induit les pires dévoiements dans le monde. En effet, la "philosophie", la pensée bourgeoise, prolétaires et ationnaires mélangés, pense qu'elle a atteint le "sommet" de l' "évolution", qu'il n'y a pas d'autre modèle qu'elle. Telle est l'attitude d'inspiration anglo-saxonne s'étant infiltrée dans toutes les principales têtes pensantes (??) et qui ne supporte pas qu'on puisse avoir d'autre option que celle qui fait sa fortune, à elle seule.

Je transmets ce lien ci-dessous surtout pour montrer les effets ravageurs du système financier. ICI avec preuve ! Non pas parce que je serais, en particulier, un partisan de Lyndon LaRouche, encore que, son prisme d'analyse est intéressant, utile et opportun, et, dans la mesure du possible, je trouve enrichissant de lire les uns et les autres. Mais surtout parce que voici la preuve irréfutable de la collusion de la très haute finance avec la pègre régionale ici en Amérique su Sud, et il y a analogie avec d'autres continents. J'ai eu des recoupements par l'Argentine, par des relais d'informations et d'autres sites argentins au sujet des Farc. Autrement dit, la collaboration de la pègre financière mondiale avec les pègres régionales. Ces dernières étant payées et maintenues en activité pour saper les pays, les peuples, les sociétés et frayer le chemin aux "gros, très gros investissements" mis en appétit par le très gros narcotrafique. Voici le président de Wall-Street (pas moins!!) donnant l'accolade à l'un des principaux artisans de la pègre-Farc, narcotrafique, banditisme, etc. Des choses ont changé depuis, mais les faits et les options sont là, inexorablement là, ils parlent d'eux-mêmes puisque les média, presque tous "aux ordres", n'en ont pas parlé, sauf un je crois. C'était le 26 juin 1999 au fin fond de la jungle colombienne : Paul Reyes second des FARC s'est fait descendre en mars dernier en Équateur par l'armée colombienne, tandis que Richard Grasso alors président de Wall-Street (New-York-Stock-Exchange, NYSE) démissionna en 2003 avec un scandale judiciaire où il dû rendre quelques dizaines de millions de dollars touchés "en trop" lors de sa démission... La pègre d'en haut et la pègre d'en bas main dans la main...

Ex-guerilleros (??) marxistes, narcotrafiquants de niveau mondial, preneurs d'otages, bandits de grands chemins, etc, dont le "second" était pompeusement nommé le "ministre des affaires étrangères" des Farc pactisant avec l' "empire mondial financier" dont les ravages ne sont plus à décrire, ceux que Nicolas Sarkozy accepterait paraît-il de recueillir en France

après leur "neutralisation"... Voici un "très bel échantillon" de la pourriture financière tout niveau qui sous-tend et orchestre les crises en ce bas monde (trois pays d'Amérique Latine ont failli, en mars 2008, se faire la guerre à cause de ce constant travail de sape téléguidé mondialement donc financièrement!...) afin que jamais une quelconque Justice puisse s'exercer ici bas pour le meilleurs et la sécurité de tous. Comment peut-on encore avoir des velléités de justifier un tant soit peu ce système financier actuel ?

<http://www.solidariteetprogres.org/article3909.html>

Que cela serve au moins de leçon

60. *samedi dit :*
[5 août 2008 à 16:09](#)

@ Yann

Votre message me semble très intéressant. Je commence par un point, je verrai le reste plus tard.

J'ai pas mal oublié mes cours d'automatisme. La notion de boucle de rétroaction m'évoque simplement - je me trompe ? - l'idée d'un système dit asservi, et son absence un système passif.

S'agissant du chaos, par contre, je me souviens assez bien d'un cours de mécanique (je suis dans la mécanique) sur le principe de l'utilisation de fonctions chaotiques pour stabiliser une réponse à un signal EXTERNE (c'est le point que je souligne ici).

Exemple : comparez une digue faite de rochers de toutes tailles, amassés n'importe comment, et une autre bien lisse et bien homogène. Envoyez lui une vague dessus, avec tel débit ou longueur d'onde, et voyez comment elle l'amortit.

La première digue, "intrinsèquement" chaotique, va avoir une réaction quasi-constante à cette excitation sur une plage très large de longueurs d'onde (ou de masse - ça revient au même), tandis que la digue régulière, si elle répond un peu mieux que l'autre pour une plage réduite de longueur d'onde (ou de masse), remplit plus mal la fonction souhaitée quand on sort de cette plage, bien plus mal si on s'en écarte beaucoup.

Ce domaine d'étude, qui passe par les dérivations non entières et autres fractales... a donné notamment une application à une suspension d'automobile (Citroen, système "chrone" - j'ai un doute sur le h).

Le principe est extrêmement simple, et entièrement passif.

Vous alignez, en parallèle pour supporter une même masse (M), 3 (ça suffit déjà bien) systèmes ressort (K) - amortisseur (C), en ayant soin de choisir des valeurs K1, K2, K3 et C1, C2, C3 selon une fonction toute bête (de mémoire, des ratios K/C égaux à 1, 2 et 3). Peu importe.

Ce qui est remarquable, en plus de la passivité et du caractère chaotique, c'est que cette fonction ressemble de très près à un système "parfait" pour ingénieurs (résonnant : masse-ressort-amortisseur en mécanique / RLC en électronique / ...), c'est à dire à un système lui même maîtrisable au sens de facilement appréhendé, conçu par l'esprit.

En somme, après un très long détour intellectuel, dont une partie nage dans un univers très abstrait, et en cherchant à imiter le chaos... on a abouti sur une loi extrêmement simple, et une solution qui consiste presque à aligner 3 systèmes résonnants, identiques par nature, pour en faire un passe-bande de bande très large.

En ce sens :

- on ne peut pas dire que "de l'ordre sort du chaos" si l'énergie, le signal, provient du système chaotique lui-même ; auquel cas ce système n'est pas perçu comme une fonction, mais comme un facteur agissant
- par contre, si le signal est extérieur au système chaotique, ce dernier y répondra de manière assez constante et en sortira une réponse maîtrisable et prévisible.

Voilà, je ne sais pas le dire très clairement, mais je me disais qu'il valait la peine de poser cette distinction, et de savoir ce qu'il en était dans la situation que vous "modélisez" implicitement dans votre propos.

61. [Paul Jorion dit :](#)
[5 août 2008 à 16:24](#)

@ Yann, samedi

Dans un article intitulé *L'après-capitalisme s'invente aujourd'hui*, à paraître en septembre dans *Le Débat*, j'écris :

Si le capitalisme a toujours su jusqu'ici renaître de ses cendres, rien ne garantit qu'il en soit toujours ainsi. Les conditions de ses renaissances passées méritent en particulier d'être examinées car elles ont à chaque fois été la conséquence d'une intervention massive de l'État au sein du monde financier et économique, sous la double forme de réglementations dirigistes infléchissant son comportement spontané, et d'injections massives de fonds publics collectés par l'impôt ou ponctionnés sur la dette publique. Ces apports accompagnant les sauvetages orchestrés par l'État et destinés à sauver les investisseurs privés et les dirigeants d'entreprise, ont conduit – comme j'y ai déjà fait allusion – à qualifier ces opérations de « privatisation des profits ; socialisation des pertes ». Et la question qui se pose alors est celle de déterminer si ces interventions étatiques en situation de crise confirment ou non le caractère autorégulateur de l'alternance de périodes favorables et de périodes défavorables. Autrement dit, il devient crucial de déterminer si ces interventions doivent être considérées comme intrinsèques ou extrinsèques au bon fonctionnement du système capitaliste en tant que tel.

La dérégulation consiste à réinstaurer pour les marchés leur fonctionnement spontané en l'absence d'interférences ; la privatisation confie elle à la logique du marché des activités qui relevaient jusque-là du domaine de l'État. La philosophie implicite à l'une et à l'autre pratique suppose non seulement que les marchés et l'État fonctionnent selon des principes antagonistes mais encore que celui qui préside aux marchés est préférable pour la bonne conduite de la finance et de l'économie. S'il était vrai cependant que les marchés ne doivent leur survie qu'au fait qu'à chaque fois qu'ils sont en proie à une crise potentiellement mortelle, ils sont sauvés in extremis par une intervention de l'État, leur capacité à être autorégulés, serait remise en question. Si les partisans de la thèse de l'autorégulation voulaient au contraire affirmer que les interventions de l'État appartiennent pour eux à l'« autorégulation » attendue, il leur faudrait justifier la « privatisation des profits ; socialisation des pertes » observée. Une telle justification serait d'autant plus nécessaire que le milieu sociologique auquel ils appartiennent se confond avec celui qui bénéficie régulièrement d'une telle socialisation des pertes.

S'il était dit des interventions de l'État qu'elles sont au contraire extérieures à l'autorégulation des marchés, il faudrait y voir une confirmation de ce que nous avons appelé l'« hypothèse pessimiste », à savoir qu'il existe pour le capitalisme des crises potentiellement mortelles et que seule l'intervention de l'État – procédant d'une logique antagoniste à celle qui caractérise les marchés – permet alors de le sauver.

62. [Dani dit :](#)
[5 août 2008 à 16:50](#)

@AJH :

Ne cherchez pas... Je n'avais pas bien compris la questions. La Banque nationale suisse est formellement une S.A., mais elle appartient pour les 2/3 du capital aux cantons suisses et à des villes (l'Etat fédéral ne peut pas être propriétaire).

Il y a aussi un certain nombre de propriétaires privés.

Toutefois, l'Etat fédéral est en mesure de fixer le mandat et le mode de fonctionnement dans le cadre de la loi fédérale sur la Banque nationale. Donc, en cas de modification constitutionnelle (ce que 100'000 citoyens peuvent proposer), c'est le parlement qui devrait ensuite modifier cette loi et la Banque nationale s'adapter. Les "propriétaires" ne sont donc que peu autonomes...

La difficulté, c'est qu'il n'y a pas aujourd'hui de groupe politique constitué susceptible de porter un tel projet. Mais cela pourrait venir... Au moins pour tenter de faire passer l'idée que la totalité de la monnaie devrait être émise par la banque centrale et désaisir de leur pouvoir "créateur" les banques commerciales.

63. [Dani dit :](#)
[5 août 2008 à 16:53](#)

@samedi :

D'accord avec votre intervention visant à éviter la comparaison dette-PIB sur le fond. Le problème, c'est que pour se lancer dans des comparaisons d'Etat à Etat (surtout si on veut faire vite 😊), il n'y a pas grand'chose d'autre. Cela permet d'avoir au moins un ordre de grandeur.

64. [Rumbo dit :](#)
[5 août 2008 à 17:18](#)

À Paul,

Je crois que votre conclusion sonne juste. Cela donne l'assez nette impression confirmée dans les faits, que les "cadres de l'État" "ne croient pas" aux fonctions de l'État, jusque et y compris les cadres de gauche (par exemple on a jamais autant privatisé en France qu'avec Lionel Jospin). Toute l'ambiguïté actuelle du rôle de l'État se trouve bien cernée dans votre article mais, restant dans l'ombre, l'ambiguïté des faiseurs et des contrôleurs de l'argent. Ici chacun tire à hue et à dia et fait son "caprice". Simplement on va "chercher la Loi" (alias l'État) quand ça arrange, en passant vite, très vite sur un possible débat sur le rôle de l'État. D'ailleurs le public n'y comprenant goutte, est littéralement conditionné pour payer rubis sur l'ongle tous les impôts sans exception (y compris 43 milliards d'euros d'intérêts de la dette aux déjà plus riches, etc, argent sortant des poches du public mais dont ce dernier ne voit jamais la couleur...) ainsi l'État est tantôt une casserole ou un boulet à traîner, tantôt un père fouettard pour remettre à l'ordre du jour règlements et lois s'appliquant à tous, même pas... C'est pour dépanner les joueur du casino...

65. [samedi dit :](#)
[5 août 2008 à 18:04](#)

@ Dani

Merci pour la précision.

Je dois dire que je n'y ai pas pensé, parce que la monnaie abordée dans le domaine des relations internationales, je veux dire tout ce qui touche aux changes, est une question sur laquelle je suis vierge.

Cela dit, cet indicateur n'est peut-être pas très utile, sauf si c'est pour faire le constat que le régime monétaire en place est relativement le même "dans toutes les grandes nations", comme dit l'autre, ou s'il s'agit de chercher à bricoler sur la base de ce régime...

Cet indicateur ne dit même rien de la part légitime de cette dette (rapportée à notre capacité de remboursement annuelle), qui renvoie à celle qui est contractée auprès de personnes physiques ou "morales" étrangères.

À supposer qu'on ne puisse pas parler là d'une dette odieuse... car je persiste à croire que la réforme vous-savez-laquelle est anticonstitutionnelle, du moins depuis qu'elle nous est imposée dans le cadre de l'UE.

66. [A-J Holbecq dit :](#)
[5 août 2008 à 19:16](#)

@Dani et Samedi

A propos du rapport dette/PIB... je ne faisais que citer à l'origine le chiffre de 50% que j'avais en mémoire, juste pour vérifier que les Suisses, comme nous, se sont endettés auprès des financiers en leur payant des intérêts...

On peut aussi rapporter la dette en valeur par habitant... mais dans ce cas il faut signaler, comme je l'ai toujours fait, que la dette est une faible partie de l'actif dont dispose chaque habitant (exemple pour la France, la dette est estimée à #18000 euros par français, mais la "valeur France" de plus de 11000 milliards d'euros fait que chaque français est copropriétaire indivis de 180000 euros). Mais je crois que la question n'est pas exactement là et reste de seulement démontrer qu'il est pour le moins illogique que les collectivités publiques (françaises, suisses ou étatsuniennes, entre autres) ne puissent pas bénéficier de financements directs de leurs banques Centrales pour leur développement!

67. [samedi dit :](#)
[6 août 2008 à 19:22](#)

@ Yann, Paul

Les libéraux pensent que du chaos vont spontanément se former des équilibres alors que (...) c'est la convention et l'action collective et raisonnée des hommes et des nations qui peuvent amener l'ordre au chaos et non l'inverse. (Yann)

La philosophie implicite [à la dérégulation et à la libéralisation] suppose [...] que les marchés et l'État fonctionnent selon des principes antagonistes" (Paul)

Dans la suite de ma réponse à Yann, que j'entame ici, je voulais d'abord répondre : réservez "les libéraux". Le propos de Paul m'incite également à aborder cette réponse ainsi.

Le mouvement (totalitaire) néolibéral, à l'évidence, n'a rien de libéral. Pour l'affirmer, il ne suffit pas d'argumenter "sur le versant libertaire", en parlant par exemple du "stakhanovisme" contemporain ou d'autres marques de mépris manifestées par le régime financier pour les besoins fondamentaux que supposent le droit d'entreprendre et celui de posséder ce dont on fait usage soi-même.

On ne peut pas non plus se contenter de démontrer, en se cloisonnant au domaine "socio-économique", que tout ce qui fait du marché une réalité est indissociable de l'action de l'État, et du politique plus généralement.

On peut et on doit aborder la critique également "sur le versant étatique", en prenant ce qui se rapporte directement à l'État, dans sa conception juridique.

Or le libéralisme (comme philosophie politique) est à la base des constitutions (modernes, mais je dirais que cela vaut également pour les conceptions grecques antiques de la constitution).

Il me semble que le libéralisme, dans la définition large, politique, cherche à établir un équilibre social par la limitation de la croissance de tout pouvoir (d'origine humaine) quel qu'il soit, et que sa finalité n'est rien d'autre que de protéger également les libertés et les droits fondamentaux de tous les individus. L'équilibre recherché ne s'exprime pas par autre chose que par un champ de forces sociales, et il n'y a aucune raison de croire qu'il présuppose une conception de l'État ou du marché qui fasse abstraction du fait qu'il s'agit, dans l'un et dans l'autre cas, de champ de forces incarnées par des individus. En somme, ce "isme" est une idéologie... très réaliste et enracinée dans l'éthique : tout ce qu'il y a de moins idéologique.

Un paradoxe incontournable, sauf pour les idéologues, est que pour limiter tous les pouvoirs, il faut commencer par en créer, des pouvoirs. Par créer un État... Mais ces pouvoirs, il s'agira aussi de les limiter, bien sûr. Or pour cela, on ne peut que s'appliquer à les faire s'arrêter les uns et les autres. Mais il faut aussi soumettre tous les pouvoirs à des lois, les pouvoirs publics y compris. C'est pourquoi la tyrannie se définit aussi bien par l'absence de lois, que par le régime de l'arbitraire ou que par toute forme de domination qui viole les droits fondamentaux d'une partie des individus. Le même raisonnement amène à conclure à la nécessité d'une séparation des pouvoirs, mais également d'une limitation du législateur lui-même par une charte de droits fondamentaux, et par le principe d'égalité en droit des individus et d'égalité des citoyens.

Le "néolibéralisme" que nous voyons à l'œuvre traite l'État comme l'ont fait les idéalistes "marxistes".

Au motif de l'éradiquer (à terme), et en ayant l'air de ne pas y toucher, d'en nier l'utilité, il n'a de cesse de renforcer les pouvoirs qu'il incarne.

Au prétexte de la liberté pour tous, il laisse s'étendre leurs pouvoirs à ceux qui en ont.

Il nous fait une dictature du marché comme ils ont fait une dictature du prolétariat... mais cette notion est une pure fiction. Les marchés n'ont pas plus de réalité que les races ou les classes, ce n'est qu'une vague image associée à des attributs arbitrairement choisis d'un ensemble indéfini d'humains.

Au bilan, il vante les libertés pour mieux les éradiquer.

Naturellement, il a complètement déformé les théories dont il prétend hériter, mais il y a aussi et surtout que l'idéologie ne devient réalité implacable que sur le mode totalitaire, celui d'une révolution permanente libérée de toute entrave éthique, et que cela suppose une organisation particulière de "l'État réel". Or, seuls quelques guides savent ce qu'ils font. Les recettes de cette immonde machine sont bien connues. Mais leur esprit est aussi et surtout facile à adopter pour qui a ses dispositions dans le sens du manche, vu que l'endoctrinement requis ne se fait qu'en pratiquant. Ce qui suppose une sélection très... naturelle.

Comme leurs chers ennemis, nos révolutionnaires se sont plantés gravement, bien moins du fait que les théoriciens qu'ils prétendent suivre étaient mauvais que parce qu'ils se fichent tellement de la constitution comme de toute cohérence que les constitutions qu'ils ont mis en place n'en sont pas.

Les constitutions soviétiques, au delà de quelques paillettes démocratiques (notamment les soviets locaux, et même une forme de référendum d'initiative citoyenne) sont minables car elles font l'impasse sur le principal. Le seul fait que le politburo ne figure même pas dans la constitution théorique en dit long quant à la séparation des pouvoirs. On pourrait en dire de même des pouvoirs suprêmes dans l'actuelle Union européenne, qui sont au-delà et au-dessus du Conseil et de la Commission, eux-mêmes incontrôlés au plan européen. L'indépendance politique de la BCE et sa mission implique évidemment sa dépendance vis-à-vis des puissances financières. La même observation s'applique si on regarde du côté des affaires

étrangères commerciales. Tutelle d'un ordre encore supérieur établi par traité "constitutionnel" (vivant) à l'OMC, relations à l'OMC concentrées et incontrôlées. Etc...

Par ailleurs, de même que dans les "constitutions" soviétiques, dans la "constitution" européenne, ce qui ordonne aux pouvoirs publics, au-delà de quelques droits fondamentaux étrangement mal formulés et garantis on ne sait par qui, c'est un ensemble de principes idéologiques... qui nient eux-mêmes la plupart des droits fondamentaux et l'égalité : création monétaire interdite pour les investissements publics ; services publics subtilement interdits ; subventions interdites ; libre circulation totale des capitaux en provenance et à destination de pays tiers ; autorisation aux élus ("Parlement" européen) de co-légiférer en la matière... seulement s'il s'agit de la rendre encore plus libre...

Quant à la "constitution" de l'OMC, on retrouve le même schéma, juste exacerbé : ses "lois primaire", a fortiori ses "lois", ne visent pas du tout à régler l'action de personnes ("morales") privées, mais uniquement celle des pouvoirs publics ; or, aucun droit fondamental individuel n'y est affirmé (sinon, implicitement, celui de gagner de l'argent en dormant pour qui le peut - mais un tel fondement, en dernière analyse, nie toute liberté en niant l'égalité).

Voilà ce que signifie en fait la dérégulation : une mutation des institutions qui renverse leur rôle ainsi que le sens et l'objet des lois. Cette mutation, typiquement totalitaire, ne casse pas frontalement l'état de droit ; elle n'induit pas une vulgaire tyrannie, au sens où le système continue d'être régi par des lois, mais elle empêche de légiférer dans certaines voies et, plus encore, d'une manière qui figerait une traduction des volontés des maîtres (en l'occurrence, disons les pouvoirs financiers) ; car la part tyrannique du régime doit justement s'exprimer dans la mesure où leurs volontés elles-mêmes, en temps réel, feront la loi - dans un domaine toujours plus vaste, bien évidemment (domaine qu'on peut associer à celui du marché). Le corollaire de cette hiérarchisation, c'est que les "maîtres temporels" n'ont de pouvoir, précisément, que dans la mesure où ils se plient entièrement à la logique idéologique, qui est la seule véritable reine. La même forme de servitude, faut-il le dire, se décline à tous les niveaux de la société.

Nous avons là une pure logique du pouvoir comme fin et moyen de cette fin, donc en expansion constante et illimitée (jusqu'à destruction complète). Le parfait contre-sens du libéralisme. En outre, il est ridicule de chercher un équilibre dans un régime dont l'essence même est le mouvement permanent, comme il est absurde de chercher une finalité libérale à un régime dont l'essence même (revers de la médaille), est la terreur, ou autrement dit, la négation de toute liberté.

Il n'y a donc pas de sens à vouloir attribuer aux "libéraux" la recherche d'un équilibre social impliquant des moyens qui supposent ou tolèrent des privilèges d'émission monétaire, comme la concentration de toutes autres vecteurs de pouvoir. Il est tout aussi grotesque d'imaginer que les "libéraux" aient pu chercher un équilibre qui se moquerait de savoir si des gens sont sans emploi. Tant au regard de la finalité éthique d'une telle philosophie qu'en vertu du bon sens qui consiste à reconnaître qu'un système non seulement oppressif mais anarchique ne mène à aucun équilibre en termes de forces sociales.

Cela nous ramène à la question de la viabilité du capitalisme. Je confluerais, ici, en disant que le mouvement totalitaire néolibéral :

- ne conçoit aucun équilibre qui se rapporte à un idéal tangible. Même le marché ou la concurrence, idée qui est au coeur de sa prémisse idéologique, qui est à la fois la fin et le moyen d'une fin, l'équilibre et le régulateur incarnés, est condamné à une augmentation constante.

La seule chose qui doit être en équilibre, à la rigueur, c'est le taux de profit. Mais, sans parler du fait qu'il est lui-même condamné à croître, dans ce contexte, et qu'un tel équilibre est donc nécessairement précaire, il n'a rien d'un idéal en soi, même pour les rentiers, contrairement aux jouissances qu'il est supposé leur permettre. Un tel contrat en fait tôt ou tard des esclaves avant tout.

- N'est rien d'autre que la réalisation d'une utopie qui consiste à vouloir repousser éternellement la crise capitaliste. On sait que cela suppose une expansion constante du domaine du marché. On sait aussi que cela suppose, à l'entrée, un flot de monnaie superflue et, à la sortie... un flot d'humains rendus superflus (pour reprendre les mots de Hannah Arendt, à qui l'on doit l'essentiel des analyses que je reprends ici).

Mais ce qu'on voit moins clairement, il semble, c'est qu'effectivement, les limites du capitalisme sont repoussées, et cela grâce à l'expansion constante, sur le mode totalitaire, d'un nouvel État, le déploiement d'institutions nouvelles, décidées d'en haut et opérées par le haut. Jusqu'à nouvel ordre, il est clair que l'Union européenne et les institutions financières internationales sont la cause du problème, pas un élément de solution.

Ce qui ne veut pas du tout dire qu'il faille chercher dans leurs enceintes les pouvoirs suprêmes réels. Ces derniers n'y opèrent que par des portes ouvertes par le haut ; ils sont tous officieux, en tant que pouvoirs publics, non pas qu'ils soient tous occultes, mais parce qu'ils sont tous dans le domaine privé.

Dans ce contexte, même l'idée que "les marchés et l'État fonctionnent selon des principes antagonistes", quand bien même elle est supportée consciemment par les "compagnons de la libéralisation", est une pure illusion : l'État fonctionne désormais et jusqu'à nouvel ordre selon les principes du marché...

68. *samedi dit :*

[6 août 2008 à 19:48](#)

Pardon pour cette "théorie" un peu générale et assez crue par ailleurs, ainsi que pour le ton catégorique voire un peu définitif sur lequel elle est servie. J'espère avoir pu apporter des éléments de réflexion.

Ce au-delà des réponses personnelles que je donnais, en filigrane : à la question de l'équilibre et de la régulation (Yann) ; à la question des "interventions [...] intrinsèques ou extrinsèques au bon fonctionnement du système capitaliste en tant que tel" (Paul).

J'ai également nié que "la dérégulation consiste à réinstaurer pour les marchés leur fonctionnement spontané en l'absence d'interférences".

Déjà, de manière générale, je ne crois pas que les marchés préexistent à l'État, du moins pas depuis l'invention de la monnaie. Je ne crois qu'il y ait de capitalisme qui ne soit pas un capitalisme d'État.

Et je dis que la dérégulation consiste non pas tant en une action législative qu'en un mécanisme affectant les institutions, et dont la conséquence est de changer le sens et l'objet des lois, en réservant un domaine (croissant) pour un exercice tyrannique du pouvoir.

En l'espèce (néolibérale), elle consiste à remodeler l'État pour le mettre au service non pas du marché mais d'une logique idéologique dans laquelle le marché lui-même est une fiction - à laquelle on peut faire raconter tout et son contraire, quant on l'invoque. Le "marché réel" est en fait le résultat de l'ensemble : des volontés des puissants, elles-mêmes asservies à une logique ; des moyens de l'État, asservis à cette logique ; des individus en tant que travailleurs et en tant que consommateurs.

Un autre moyen de situer ce "marché réel" est de constater à quel point la demande est conditionnée par l'offre : ce sont toujours les mêmes qui posent les questions, et les mêmes autres qui y répondent. Cela est bien sûr lié au fait que la plupart des acteurs de ce qu'on nomme le marché sont des personnes "morales", non pas physiques. La demande et l'offre de la boîte qui m'emploie n'ont rien à voir ou presque avec ma demande et mon offre.

Par ailleurs, l'offre est fortement conditionnée par une image particulière de la demande. Le marketing est un sacré dressage, pour les futurs orienteurs de l'offre. Nous sommes des gens

solvables, en moyenne, qui voudrions des bagnoles électriques, des programmes télé-supportables, des questions pertinentes dans les sondages, et pas de communication à la noix pour gérer les campagnes médiatiques...

Manifestement, le marketing ne comprend pas... ou c'est qu'il faut resituer l'économie de marché dont on parle dans son contexte réel, c'est à dire celui d'une société de marché.

* "En quelques mots, les taux d'intérêt sont déterminés par le rapport de force qui existe entre les investisseurs et les patrons ; l'inflation dépend elle du rapport entre les patrons et les salariés."

Si ce "théorème antimonetariste" de Paul Jorion, qui ne manque pas d'étonner, est vrai, il n'empêche pas qu'il puisse se créer des conditions dans lesquelles les deux éléments distingués sont liés.

Or il me paraît même assez évident que cette liaison est tout ce qui a de plus naturelle, et qu'elle tend vers l'automatisme dans le contexte du capitalisme financier, total, ... contemporain.

La concurrence entre entreprises et les phénomène de domination observable au sein de chaque entreprise sont liées, tout comme une situation de guerre (ou de menace de guerre) induit naturellement une hiérarchisation au sein des pays concernés. Contre ça, il n'y a pas de remède, sauf la démocratie (d'entreprise), mais même, le remède n'est efficace que dans un climat ou s'il s'agit de mettre rapidement un terme au conflit extérieur.

Or, dans le contexte institutionnel (et politique) présent, le duo infernal (et oxymorique) concurrence-excellence (cf. V. de Gaulejac, La société malade de la gestion) est avant tout une réponse à la "demande" des actionnaires.

La nécessité, pour l'entreprise, d'écouler ses productions ne disparaît pas, mais elle agit dans le même sens, la pression actionnariale amplifiant en fait la même contrainte.

La quasi-totalité des entreprises étant liées à la bourse, soit directement soit par leur position de sous-traitants à l'ordre n de donneurs d'ordres côtés en bourse, on peut considérer que dans toute la chaîne, les rapports "patrons" / salariés sont directement influencés par le comportement des actionnaires.

La tendance des patrons à laisser place à des managers asservis aux actionnaires n'est d'ailleurs une découverte pour personne. Dès lors, il est évident que le management consiste à faire communiquer les deux types de rapports de force, pour ne pas dire n'en faire plus qu'un.

Quant au salaire des "patrons", qui est en quelque sorte le résidu de l'équation de Paul, il cesse d'être une variable (un peu) indépendante des "investisseurs" : le salaire des "patrons" devient essentiellement lié au rapport de force actionnaire / [entreprise citron] ou bien [actionnaire - manager à ses ordres] / citron.

69. *Rumbo dit :*
[6 août 2008 à 20:01](#)

samedi dit (entre autres):

Un autre moyen de situer ce "marché réel" est de constater à quel point la demande est conditionnée par l'offre (ndlr Rumbo: alors que c'est plutôt le contraire qui est vrai) : ce sont toujours les mêmes qui posent les questions, et les mêmes autres qui y répondent. Cela est bien sûr lié au fait que la plupart des acteurs de ce qu'on nomme

le marché sont des personnes "morales", non pas physiques. La demande et l'offre de la boîte qui m'emploient n'ont rien à voir ou presque avec ma demande et mon offre.

- La demande et l'offre de la boîte qui m'emploie n'ont rien à voir ou presque avec ma demande et mon offre - Rien n'est plus exact, et ceci dans environ ~50% des cas ! Ce qui est énorme ! Une économie comportant 50% de demandes provoquées artificiellement, en général nuisant à l'environnement, hypothéquant les emplois concernés, nourries par des manœuvres financières frelatées (1). Tout ceci étant dit et rappelé ici pour bien souligner que les tenants de ce "merveilleux" système financier n'ont à la bouche que le mot : démocratie. Ils en viennent à nous soûler avec le mot démocratie. C'est là qu'il faut les prendre à revers et poser clairement la question: Que signifie la démocratie (sous-entendu ici: démocratie politique) sans la moindre démocratie économique. À quoi bon une démocratie politique quand vous n'avez jamais un sous vaillant en poche ?? Rien n'est moins démocratique que l'argent tel qu'il est traité actuellement. (rappel: <http://assoc.pagespro-orange.fr/aded/>)

C'est bien là encore une version de plus de l'immense zone d'ombre recouvrant la vie "politique et sociale". Obscurité totale au sujet de la maîtrise de la monnaie : non-dits, réponses à côté des questions, fuite en avant, poncifs soporifiques de toutes sortes, etc. Louis Even, le pédagogue génial sur l'argent, divisait la question monétaire en deux parties essentielles: 1) la question du POURQUOI de l'argent, c'est celle-ci qui est complètement "désertée", plus exactement, un domaine "strictement réservé" : Mesdames, Messieurs, ce sujet monétaire ne vous regarde aucunement, affaire suivante et en vitesse.... 2) la question du COMMENT de l'argent, ici les compétences sont surabondantes et il n'y a que l'embarras du choix. Seul ici le problème du - commandement - reste crucial. La plupart du temps, c'est d'ailleurs la question du - comment - de l'argent qui arrive systématiquement sur le tapis dans les débats qui peuvent avoir lieu ici et là. La confusion entre la question du - pourquoi - et la question du - comment - de l'argent en essayant de traiter "d'abord" le - comment -, et en laissant de côté (consciemment ou non) le - pourquoi - nous égare à tous les coups dans la connaissance et les solutions à trouver aux questions monétaires.

En résumé, tant que ce type de politique restera en place, à moins d'être touchée par la grâce, rien ne devrait changer, et ce, jusqu'aux ultimes conséquences...

Coluche avait trouvé l'expression résumant le mieux le dictateur: Ta gueule ! Et l'expression résumant le mieux le démocrate: Cause toujours!

Je crois qu'on en est là.

(1) exemple: les prêts hypothécaires aux États-Unis. Les classes moyennes étatsuniennes ayant été déjà sursaturées de prêts immobiliers (et autres) à rembourser, et les banques "devant à tout prix" gonfler leurs bilans pour satisfaire leurs actionnaires, ont "fabriqué" des prêts destinés aux dernières classes salariales, classes par nature les plus exposées aux risques, chômage, etc. Tant que les cotes de l'immobilier américain montaient, tout allait bien, les endettés "propriétaires" de maisons hypothéquées voyaient leur "capital" leur "rendre" des intérêts, et jusqu'à la consommation des ménages aux États-Unis était "portée" par ce "système magique". Mais les banques, brouillant toutes les pistes par le procédé de la titrisation et ayant posé la malversation au départ, l'ont récolté à l'arrivée. La suite, tout le monde connaît, en principe, ce qu'il faut en connaître à l'heure qu'il est.

70. *catherine (mocrie bailleul) dit :*
[6 août 2008 à 20:05](#)

Excusez-moi tout d'abord, ça n'entre pas directement dans le vif de votre sujet d'étude mais ça y participe cependant me semble-t-il, aussi, je me permets de l'introduire dans votre discussion fort intéressante.

Je suis entrain de lire un livre de Norbert Wiener, le père de la cybernétique ou l'art de rendre une action efficace, le livre s'intitule " cybernétique et société" ou l'usage humain des êtres

humains, ça en dit long déjà, cette lecture n'est pas sans susciter certains remous cognitifs, elle invite à certaines pensées.

En ayant une vision un peu englobante de ce qui se passe, il me semble que ce qui prévaut depuis de nombreuses années, c'est le principe d'utilité pour les tenants du pouvoir, et ce qui est utile pour eux, c'est ce qui est au service de leur référence ultime, c'est à dire faire le plus de profit possible en dépensant le moins possible. Une grandeur de référence en quelque sorte à laquelle est asservie tout ce que nous vivons dans toutes les sphères, enfin il me semble. Une mesure de lisibilité des événements actuels.

Historiquement, ce que l'on présente comme des avancées sociales (36, etc...) me semblent être un habillage mensonger d'une réalité plus crue et incontournable surtout.

Ces avancées sociales ont été permises car elles étaient nécessaires. point.

Elles répondaient à une nécessité d'efficacité et de survie du système économique.

La force des tenants du pouvoir économique a été d'en faire une victoire de la classe laborieuse, mais elle a été consentie parce que nécessaire, c'est ça le bluff peut-être.

Une escroquerie en somme, mais je me trompe peut-être?

Aujourd'hui, j'ai le sentiment que cette variable de "l'humain" qui présentait un intérêt pour la survie du système, et dont on ne pouvait se passer alors, n'est plus guère que gênante, encombrante, elle nécessite des dépenses d'énergie car il faut la contrôler et qu'on pourrait presque lui préférer à l'avenir un modèle plus conciliant, plus rentable, plus utilitaire au moindre coût, celui d'un nouvel "humanoïde", tout droit sorti de je n'sais où, de tubes de laboratoire?????de clonage, que sais-je encore...

Cette vision "utilitariste" et huxleyenne vous semble-t-elle exagérée ?

Merci de m'apporter vos réflexions.

71. *yann dit* :
[6 août 2008 à 21:45](#)

@Catherine

En ayant une vision un peu englobante de ce qui se passe, il me semble que ce qui prévaut depuis de nombreuses années, c'est le principe d'utilité pour les tenants du pouvoir, et ce qui est utile pour eux, c'est ce qui est au service de leur référence ultime, c'est à dire faire le plus de profit possible en dépensant le moins possible.

L'utilité est une notion très relative, je pense personnellement que nos élites sont elles-mêmes prisonnières d'un jeu social qui les contraint à l'exubérance et à l'adoration du veau d'or. Celui qui n'aime que l'argent n'aime rien en réalité, il s'agit de combler un vide et d'oublier sa propre mort. Ils se font la course consumériste pour rester dans leur milieu c'est un peu ce que voulait dire le livre d'Hervé Kempf "comment les riches détruisent la planète". Malheureusement cette course au néant se transmet au reste de la population comme une maladie mentale.

Mais vous soulevez le problème épineux de la politique étatiste d'après guerre, ou politique keynésienne. Cette dernière a effectivement sauvé le capitalisme de son péché naturel, la surproduction. Mais il ne faut pas oublier que plus que le capitalisme c'est le progrès technique qui quelque part nous contraint à consommer toujours plus. En effet c'est l'augmentation de la productivité qui produit le besoin de compenser par hausse de la consommation. Keynes pensait à son époque que de la croissance de la productivité

apparaîtrait une "République sociale idéale" dans laquelle les gens ne travailleraient qu'une petite fraction de leur temps et passeraient le reste du temps à la création artistique, scientifique, etc. Il n'avait pas imaginé que les capitalistes seraient capable d'inventer autant d'objets inutiles et farfelus pour continuer à croître toujours plus. Petite anecdote je viens d'apprendre qu'une entreprise américaine a l'intention de [commercialiser un téléphone "jetable"](#).

Cela illustre la folie collective que notre système engendre. Sinon sur l'utilité il me semble que pour l'être humain ce qui est utile est ce qui est socialement utile. Il faut démarchandiser les rapports sociaux, c'est-à-dire faire en sorte que l'accumulation d'objets ne soit plus socialement utile. Par contre j'avoue n'avoir aucune idée de comment faire pour y arriver.

72. *samedi dit :*
[6 août 2008 à 22:41](#)

@ Catherine

Bien le bonsoir d'un mocreux de Lyon.

Il y a un paradoxe qui ressort de votre questionnement : vous demandez si des avancées sociales pourraient n'être accordées par les gouvernants que parce qu'elles leur sont nécessaires - à eux, puisqu'elles sont nécessaires "à la survie du système économique"... qui en fait des gouvernants -, puis vous demandez, en concluant, si les gouvernants peuvent se passer d'esclaves humains.

L'une ou l'autre de ces possibilités est irréaliste. Pour moi, c'est la seconde, sans aucune hésitation.

Mais le fait que des avancées sociales soit nécessaires aux gouvernants n'a absolument rien d'incompatible avec le fait qu'elles soient voulues par le bon peuple. Cela signifie simplement que les gouvernants estiment eux-mêmes que l'évolution du rapport de forces les menace, et qu'ils font donc quelques concessions pour pérenniser leur domination.

Il est vrai que c'est principalement la peur des gouvernants qui déclenche les concessions, car potentiellement ils sont écrasés par le nombre. Même les pires dictatures ont une immense fragilité si on s'en tient à mesure les rapports de force potentiels, et tout ça se passe surtout dans les esprits. Mais il est certain que cette peur ne sort pas du néant. Toutes les avancées sociales sont le produit de conquêtes .

Cela ne signifie pas non plus qu'il n'y ait pas d'escroquerie, des raisonnements et des mobiles cachés. Les menaces liées au contexte international, notamment, étaient très vivantes en 1936. Je suis nul en histoire, mais il me semble que l'hitlérisme avançait à grands pas, que les soi-disant synarchistes, entre autres, auraient été entrain de préparer le sabotage et la défaite de la France ; qu'il y avait aussi la guerre civile espagnole ; que la Banque de France, sinon le gouvernement Blum, aurait livré à Franco l'or de l'Espagne, confiée par le gouvernement républicain... ; que fascisme était presque partout en Europe, ... et que la grande crise capitaliste s'était déjà déroulée. Allez savoir toutes les raisons de chacun dans les seuls milieux gouvernants.

Le meilleur des mondes de Huxley n'est pas un système capitaliste. En dépit du fait qu'il y a des paraboles sur l'absurdité de la société de consommation. Le capitalisme ne pourrait même pas y exister.

D'ailleurs, la domination y a disparu - au point qu'il faut compenser l'absence des humeurs qu'elle suscite par des drogues euphorisantes. Le pouvoir est toujours le pouvoir qui s'exerce sur un autre, un semblable. Les alpha n'oppriment pas les bêta et autres, ils sont les uns et les autres conditionnés à leur condition, peu importe qu'elles soient inégales. Cette inégalité ne

s'achète pas, notamment par de la monnaie versée pour le prix d'un travail. Il n'y a pas de gouvernants : tous obéissent à une même logique imposée par aucun en particulier.

La fiction de Huxley n'est pas même l'anticipation d'un quelconque système possible à l'avenir. Elle est un collage de plusieurs tableaux d'anticipation, ou même de paraboles sur des phénomènes existants, très en vogue à l'époque : les propriétés des drogues, notamment hallucinogènes, de l'hypnose ; la découverte de Pavloff, les travaux de Freud, leurs implications pour la propagande et le dressage ; le plaisir sans attache, ... et les avancées dans le domaine biotechnologique.

Mais l'ensemble ne tient pas.

La preuve la plus évidente est que tous les "individus" y sont des produits de laboratoire. Politiquement, le mobile de cette fiction est malthusien. Tellement malthusien qu'il n'y existe plus un seul humain... Or il faudrait être con, quand il n'existe presque plus d'humains, pour être encore malthusien...

Il faudrait qu'un jour, même les gouvernants en soient arrivés à perdre l'instinct de survie, de reproduction de l'espèce... c'est complètement irréaliste.

Même "le patron" de Monsanto n'en est pas là. "Lui" se fout des générations futures, par schizophrénie, mais je ne doute pas qu'il ait des gamins. La preuve : cette boîte a des millions de petits actionnaires...

Par ailleurs, comment l'auraient-ils transmis à leur créature, cet instinct de survie, avant de "passer la main" ? Et comment l'auraient-ils fait sans travailler ? Cela veut dire que des prolétaires l'auront fait.

Et ensuite, comment les machines tournent-elles ?

Même si ce n'est que les machines permettant de créer les humanoïdes en question. Si les humanoïdes eux-mêmes ne sont pas des mortels, alors ils sont de simples machines et ils ne changent rien à l'affaire.

Si les gouvernants, étant des humains, pouvaient se passer de travailleurs humains :

- il n'y aurait que des machines, qui n'ont pas besoin de salaire. Les biens de consommation n'auraient donc plus aucune valeur marchande. La moindre utilisation de monnaie, même pour s'échanger ces biens entre eux, serait tout à fait inutile.

- Ou bien la production serait encadrée par des humanoïdes. Un humanoïde, mettons, aurait besoin de manger, mais pas d'un salaire. A moins qu'il s'agisse de le vouloir libre, ce qui est absurde puisqu'il est né esclave et que seul lui peut vouloir sa liberté. Ou les humains gouvernants sont inconscients au plus haut point et ce régime ne tient pas.

- Si seuls les humanoïdes et des machines produisent, et qu'ils n'ont pas besoin de salaire en monnaie, alors les gouvernants eux-mêmes n'ont pas besoin de monnaie pour acquérir de quoi vivre (dans le luxe).

- En plus, la monnaie serait ingérable dans ce contexte, puisqu'elle serait dissociée de toute gestion de la production.

J'irai jusqu'à dire que le fait de recréer une monnaie conduirait à recréer une division sociale qui ramènerait au capitalisme... et à un esclavage humain. Les esclaves humains (peu importe qu'ils soient eux-mêmes maîtres des humanoïdes) seraient eux-mêmes, nécessairement, certains des descendants des ex-gouvernants...

Si une caste s'appropriait les machines, tentant de vendre les produits aux autres, l'autre caste disposerait nécessairement de la plupart des avantages de la création monétaire. Comment vivrait-elle et tiendrait-elle, sinon ? Les deux castes seraient alors assurément en lutte, et par ailleurs elles seraient obligées de s'entendre, faute de quoi le contrôle de la monnaie (de l'inflation) et, par conséquent, de celui de la production, seraient ingérables.

- Par ailleurs, il n'y aurait aucun humain pour concevoir, entretenir et faire marcher les machines, ce qui est parfaitement impossible. On mettrait donc des humains prolétaires, des ouvriers et surtout des ingénieurs et des techniciens.

Qu'on mette des humanoïdes aux postes d'ouvrier, et même dans toute l'industrie, il faudra encore les diriger et se charger de diriger les innovations. Si on les laisse disposer de la direction, ils sont une menace évidente pour les humains et pour le régime.

Ayant seuls le contrôle des machines, il est évident que des patrons humains utiliseraient ce moyen de pression colossal contre les gouvernants, pour s'émanciper. La lutte amènerait une division du travail accrue, et de nouvelles combinaisons de castes, avec une part de gouvernants déçus et une part de prolétaires promus...

A moyen terme, cela créerait des sous-classes dans chaque caste, des combinaisons, ... Et on en reviendrait à ce qu'on voit dans notre univers actuel. Avec ou sans humanoïdes à la place des machines.

- S'il n'y a que des humanoïdes dans l'industrie : soit la division du travail leur apprendra à gouverner et les laissera cultiver la liberté... ; soit ils sont parfaitement conditionnés pour accepter la division du travail, et alors ils rejoignent l'état de machine, et il n'a plus de capitalisme et plus de monnaie.

Ne vous inquiétez pas, nous avons bien des choses à craindre, mais certainement pas une situation où des gouvernants se passeront de notre travail. 😊

73. *catherine(mocrie bailleul) dit :*

[7 août 2008 à 12:40](#)

à Yann,

d'accord sur la relativité de l'utilité bien sûr, et le fait que les tenants du réel pouvoir, c'est-à-dire financier, soient aussi "prisonniers" du jeu social, mais ils le sont "à minima" me semble-t-il, car ce sont eux qui ont institué les règles du jeu, c'est leur construction, que nous avons laissé mettre en place car nous n'avons tous simplement pas conscience de ce qui se construisait.

N'ayant pas conscience de ce qui était à l'oeuvre et ne faisant rien pour nous y opposer de fait, nous leur avons permis de tisser leur toile. Il y a donc inter-relation certes, mais à leur avantage bien évidemment.

Reich nous dit dans un de ses livres que toute révolution doit d'abord commencer par celle des esprits, ils ont bien intégré le message semble-t-il, et c'est un travail sur les pensées, les opinions qui a été entrepris, en taisant certaines informations et en amplifiant d'autres, à croire qu'ils ont du lire Wiener et s'en inspirer, le traitement de l'information, ils connaissent, pas de doute.

Je crois que ces gens de pouvoir sont pauvres en fin de compte, très pauvres, pour avoir comme seul credo l'argent et ainsi assouvir leur soif de domination, s'il y avait une dimension spirituelle qui se développait davantage, il est presque certain que le monde offrirait un autre visage, enfin, il me semble.

A l'orientation spirituelle, on préfère le culte de l'égo car il "sert" leurs intérêts, l'individualisme est au service de leur cause.

La spiritualité permet de comprendre l'interdépendance qui prévaut dans l'univers et favorise donc la libération de l'égo afin d'être plus en lien, plus en vie avec soi, les autres et l'environnement.

Cette dimension spirituelle me semble être une réelle voie de salut pour l'humanité, elle ouvre les portes du combat social aussi et ce n'est pas négligeable, car elle nous resitue dans

l'univers, mais elle n'est pas valorisée, pas promotionnée au contraire assez disqualifiée. Et pourtant, elle porte de bons fruits.

Je réponds à Samedi dès que je dispose d'un peu plus de temps.

74. [Étienne Chouard dit :](#)
[7 août 2008 à 16:01](#)

Bonjour.

Pour mémoire, cet extrait de la Déclaration d'indépendance des États-Unis :

Nous tenons pour évidentes pour elles-mêmes les vérités suivantes : tous les hommes sont créés égaux ; ils sont doués par le Créateur de certains droits inaliénables ; parmi ces droits se trouvent la vie, la liberté et la recherche du bonheur.

Les gouvernements sont établis parmi les hommes pour garantir ces droits, et leur juste pouvoir émane du consentement des gouvernés.

Toutes les fois qu'une forme de gouvernement devient destructive de ce but, le peuple a le droit de la changer ou de l'abolir et d'établir un nouveau gouvernement, en le fondant sur les principes et en l'organisant en la forme qui lui paraîtront les plus propres à lui donner la sûreté et le bonheur.

La prudence enseigne, à la vérité, que les gouvernements établis depuis longtemps ne doivent pas être changés pour des causes légères et passagères, et l'expérience de tous les temps a montré, en effet, que les hommes sont plus disposés à tolérer des maux supportables qu'à se faire justice à eux-mêmes en abolissant les formes auxquelles ils sont accoutumés.

Mais lorsqu'une longue suite d'abus et d'usurpations, tendant invariablement au même but, marque le dessein de les soumettre au despotisme absolu, il est de leur droit et de leur devoir de rejeter un tel gouvernement et de pourvoir, par de nouvelles sauvegardes, à leur sécurité future.

Source : [Wikipédia](#)

C'est Goethe qui disait, je crois : tout a déjà été pensé, l'important c'est d'y penser à nouveau.

Étienne.

(Tirage au sort ou élection ? http://etienne.chouard.free.fr/Europe/Tirage_au_sort.pdf)

75. [Catherine dit :](#)
[7 août 2008 à 22:13](#)

à Samedi, Bonjour Cher Moqueur Lyonnais,

Tout d'abord, merci pour cet échange, c'est toujours mieux de pouvoir confronter les points de vue, ça permet d'avancer dans notre compréhension.

Je vais essayer de suivre votre message afin de ne rien oublier.

Je tiens aussi à vous dire que je ne prétends pas savoir quelque chose, je cherche juste à comprendre, aussi ce que j'avance est juste l'objet de pensées tâtonnantes qui ne demandent qu'à être réajustées si il est juste qu'elles le soient.

Ce qui vous semble être un paradoxe, tient au fait que la temporalité n'est pas la même dans ce que j'ai exposé précédemment.

Auparavant, il était nécessaire d'avoir une force salariale productive car on ne pouvait pas faire autrement, il n'y avait pas d'autres voies, c'était une nécessité sans autre possibilité d'alternative, or, aujourd'hui cet impératif productif n'est plus aussi contraignant, la machine remplace l'homme en bon nombre d'endroits.

La spécificité humaine devient même une "variable", terrible vocable, gênante, embarrassante comme je le disais précédemment, car elle nécessite de mettre en oeuvre des moyens de contrôle afin de parvenir à cette régulation convoitée, celle du profit au moindre coût.

C'est donc appauvrissant en termes énergétiques, ça produit de la perte, et c'est d'autant plus manifeste lorsque apparait la possibilité de recourir à des moyens moins coûteux grâce aux avancées scientifiques.

Les fameux progrès dont on nous rebat les oreilles ont permis de remplacer le travail humain par la machine, c'est en soi une très bonne chose, cela n'était pas concevable auparavant.

En terme de coût/profit, l'homme n'est peut-être plus un recours satisfaisant, on devine peu à peu des stratégies de contrôle plus efficaces, plus souples, via les modifications génétiques ou que sais-je encore qui pourraient peut-être être mises en application, et qui sait vraiment de quoi l'homme est capable, même si au bout du compte toute l'humanité court à sa perte, c'est donc une pure connerie, mais c'est hélas tout à fait concevable me semble-t-il, l'argument de la bêtise ne me semble pas être un rempart, la vie nous le prouve hélas trop souvent.

Sommes-nous si certains que ça ne soit pas envisageable dans la tête de certains ?

Le pire n'est jamais sûr, fort heureusement, néanmoins, il faut peut-être garder cela dans un coin de sa tête.

C'est la lecture de certains auteurs et le voisinage de certains sites comme sity.net qui m'y a fait penser.

Ses thèses (celles de sity surtout) me semblaient assez délirantes au début, trop alarmistes, je les observais avec beaucoup de circonspection.

Mais plus le temps passe et plus les prophéties semblent se concrétiser aussi je ne peux pas ne pas y penser.

Lisez sur sity.net "armes silencieuses pour guerres tranquilles" et les projets des maîtres du monde qui déploient toutes les stratégies pour un contrôle global de la société.

C'est loin d'être stupide et ça répond encore une fois au principe cardinal du maintien du système au meilleur coût.

C'est assez terrible de parler en ces termes, mais je pense qu'il ne faut pas se voiler la face, certains pensent en ces termes-là avec le secours de la sacro-sainte rationalisation qui vient justifier leur mode d'action et de pensée a priori et a posteriori.

Vous parlez du meilleur des mondes.

La domination n'existe plus dans ce monde là, dites-vous.

Je pense quant à moi qu'elle est extrêmement prégnante au contraire, elle n'est pas perçue me semble-t-il car elle n'est que cela, domination au service d'un ordre précis mais au même titre que la lumière ne peut être perçue dans le noir obscur que s'il y a un rai de lumière, elle n'est pas perçue car elle n'est qu'elle.

Cette domination est constitutive "ontologiquement" si l'on peut se risquer à parler ainsi, de ces êtres de laboratoire.

Elle fait corps, épouse ce qu'ils sont .

C'est un fait qu'il n'est pas nécessaire de problématiser, au même titre qu'un noir est noir, un blanc est blanc.

Un fait indubitable, incontestable, mais qui ne tombe pas du ciel.

Car il est un sous-produit englobé dans un ensemble plus vaste qui le surplombe, qui le domine, à l'origine de sa création.

Cette matrice a ordonné le monde tel qu'il se construit dans ce monde huxleyien, elle fixe les lois, elle "institutionnalise" le fonctionnement de cette "société" même si c'est une société non-humaine, c'est une société hiérarchisée avec les lois et une structuration drastique des rapports entre ses membres.

Savoir si le meilleur des mondes est un système capitaliste ou non ne me semble pas être le problème, on s'en fiche un peu il me semble, mais je me trompe peut-être, d'autre part, l'ensemble de cette fiction ne tient pas dites-vous au motif que les individus sont des produits de laboratoire, mais je ne pense pas que ce soit opposable au fait qu'ils ne soient pas humains.

D'une certaine façon, ne peut-on penser que l'homme est une sorte de " machine" capable du meilleur ou du pire selon les apprentissages qu'il fera et les hasards de la vie ?

La personnalité se définit comme le lieu des leures et des identifications, encore faut-il identifier cet état de fait, tenter de se connaître pour espérer pouvoir se libérer de ce carcan égotique, la liberté commence là où s'arrête la connaissance dit Lao-Tseu, je dois reconnaître que je connais bien peu d'hommes réellement vivants et libres au sens où je l'entends.

Dès lors, quand on est prisonnier dans sa propre maison, qu'est-ce qui nous différencie d'un robot ?

On répète, on répète, comme une machine perroquet.

Il faudrait dites-vous encore que les gouvernants aient perdu leur instinct de survie, là encore on voit bien que ce que l'homme produit va à l'encontre de la vie et pourtant ça ne l'empêche pas de poursuivre cette ascension mortifère.

Mais tout cela est une fable et l'on ne saurait répondre à toutes les questions posées, néanmoins la structure de cette fiction nous invite à nous interroger sur ce que nous vivons, subissons, acceptons, je ne pense pas qu'on puisse faire des analogies directes avec ce que nous vivons sans perdre l'intérêt de cette description, son but est peut-être de nous proposer un questionnement général, là encore c'est ce que je crois à défaut de le savoir.

Je vais devoir arrêter là pour ce soir, mais nous pouvons continuer si ça vous dit un peu plus tard, je n'ai pas terminé complètement, ne m'en veuillez pas, je suis fatiguée.

76. [Paul Jorion dit :](#)
[8 août 2008 à 04:21](#)

Je suis allé lire vos interventions sur [le blog de Vincent Perrier-Trudov](#). Il est ouvert et j'aime bien ce qu'il écrit. Je ne sais pas si le passage suivant – extrait de ce qu'il écrit – fait partie des choses avec lesquelles vous n'êtes pas d'accord. Si c'est le cas, j'aimerais bien que vous me disiez où le bât blesse. Je vois bien qu'il ne considère pas que de la valeur est créée « ex nihilo » mais comme vous le savez, moi non plus – nous en avons déjà longuement débattu.

En quoi cela invalide-t-il la théorie sur la "création monétaire" par les banques privées ?

Tout d'abord, les banques ne créent pas la monnaie, elles constatent ou anticipent des valeurs présentes ou futures. Elles constatent la valeur d'un bien immobilier, ou anticipent la valeur de revenus futurs en fonction d'un emploi salarié.

En fonction de ces données relatives aux valeurs qui sont détenues ou qui seront détenues, elles valident un niveau de confiance quant à la solvabilité du demandeur, et accordent un prêt.

La valeur qui déclenche la création monétaire n'est donc pas du ressort des banques mais de la personne qui demande le crédit, puisque c'est cette personne, avec ses possessions et son travail, qui est à l'origine de la valeur.

Les banques ne sont donc les dépositaires que de la confiance - et c'est déjà beaucoup, et facturent leurs services autour de cette confiance. Qu'elles fassent des profits sur ces services est tout à fait normal.

Il est donc faux de dire qu'elles font des profits sur quelque chose qui n'existe pas.

77. [A-J Holbecq dit :](#)
[8 août 2008 à 06:47](#)

C'est jouer sur les mots et enfoncer des portes ouvertes: une valeur future est bien quelque chose qui n'existe pas (pas encore)

78. [Danj dit :](#)
[8 août 2008 à 14:41](#)

Sachant qu'en Suisse la monnaie scripturale représente 94,5 % de M3 (le numéraire 5,5 %), et que je possède un compte en banque (comme chacun ici... 😊). Est-ce que l'argent que j'ai sur mon compte existe oui ou non ? Est-ce que c'est de la monnaie ? Est-ce qu'il est accepté en paiement au même titre que le liquide ?

Moi, je réponds oui. Au fait, qui a mis en circulation mes "moyens de paiement" ?

79. [Rumbo dit :](#)
[8 août 2008 à 14:48](#)

Non, pas d'accord, pour plusieurs raisons mais tout d'abord ceci.

L'on voit bien poindre ici les limites de l'argumentation justifiant l'actuel système de création monétaire.

D'abord, il faut insister sur le fait suivant : comme les banques demandent, d'ailleurs légitimement dans ce système, des garanties (bilans, biens à hypothéquer, revenus salariaux et autres, etc, etc) pour octroyer, ou non un crédit, cela enfonce un coin, progressivement et inexorablement, entre ceux qui ont accès aux marchés des capitaux et ceux qui ne peuvent

pas, ou ne peuvent plus y avoir accès. La dualité et l'opposition riches-pauvres va s'accroissant dans ce système. Obligatoirement. L'actualité parle d'elle-même.

Ensuite, c'est oublier que la production est PREMIÈRE dans TOUS les sens du terme sur n'importe quel acte monétaire ou financier. SANS LA PRODUCTION L'ARGENT NE VAUDRAIT STRICTEMENT RIEN, à peine le prix du vieux papier à envoyer au pilon.

Le question qu'il faut poser D'ABORD pour ne pas se perdre et s'enfoncer dans le marécage financier bourré de pièges et de certitudes, c'est : Peut-on physiquement produire ceci ou cela ? Si la réponse est oui, il n'y a pas alors de problème particulier, la question du financement est bien plus facile à résoudre que la production elle-même. Si la réponse est non, et bien on remet le projet dans les cartons et on verra plus tard, selon les circonstances.

Actuellement, tout est faussé par la question obligatoire : peut-on payer ? Si c'est oui, on commence la production avec l'angoisse et l'incertitude de ne pouvoir rembourser tout le long du parcours interminable (minable), le plaisir et la satisfaction de l'achat sont flétris par le mode de financement lequel nous échappe complètement à la base.

Ainsi, dans le présent système, c'est un système inversé. Dans ce système-là, c'est donc le financement qui commande à la production possible ou non SELON LES CRITÈRES DU FINANCEMENT, même si on sait parfaitement produire et que cette production répond à des besoins indispensables. C'est la sacro-sainte politique dite "du crédit" (terme qui veut tout dire et son contraire) qui détermine, dans le fond, ce qui peut être produit.

D'ailleurs les résultats de notre "culture" sont à peu près directement ceux induits et sortis des MÉCANISMES BANCAIRES ET LEUR MODE DE FONCTIONNEMENT. Ceux qui ouvrent ou ferment la création de l'argent selon leurs "caprices" sont bien davantage déterminants que les éléments naturels et leurs aléas.

La plupart d'entre nous n'avons encore pas compris que nous devons nous endetter pour acheter, plus cher que la normale (cherté devenue "normale") ce que nous produisons. Très au dessus de ce qui serait et resterait un **juste prix**.

Le critère déterminant actuel, c'est : le bilan des banques. C'est ce "bilan bancaire" qui est capable de faire s'entretuer les humains et les laisser périr dans la misère pour rester un "bon bilan".

Le côté fondamentalement nocif de ce système est que les bilans des banques ne restent "bons" que provisoirement (l'actualité parle à ma place) et nuisent de toute façon dans tous les cas de figure (qu'ils soient bons ou mauvais) aux sociétés humaines.

La mondialisation vient brouiller et rebrouiller les cartes, car autrefois la pauvreté et la richesse se côtoyaient à l'intérieur du même pays et les incitations à comprendre cette situation étaient alors directes. Mais avec la globalisation-mondialisation, cet antagonisme riches-pauvres s'est répandu sur toute la planète en pays ou régions riches et pays ou régions pauvres. Les citoyens des pays riches que nous sommes avons ainsi beaucoup plus de mal à cerner la question cruciale du traitement de la monnaie. Dans les pays pauvres, j'en témoigne (des centaines de fois !), la question monétaire est appréhendée avec un prisme de compréhension clair, direct et efficace, au moins pour cerner sans hésiter, ni détours "philosophiques" sans issue, le rôle que doit représenter et jouer la monnaie.

La monnaie est, à la base, un permis d'acheter ce que nous ne fabriquons pas. Je l'ai dit, je le répète, c'est très simple et clair.

80. [A-J Holbecq dit :](#)
[8 août 2008 à 15:52](#)

@Paul

Tu écris "La valeur qui déclenche la création monétaire n'est donc pas du ressort des banques mais de la personne qui demande le crédit, puisque c'est cette personne, avec ses possessions et son travail, qui est à l'origine de la valeur", ce qui me fait penser à ce qui suit :

Comme toute la monnaie est émise par le système bancaire la valeur est bien du ressort des banques puisque sans crédit (monnaie) il n'y aurait pas de production et sans crédit (monnaie) il n'y aurait aucune consommation possible, donc la valeur de la production serait nulle.

Mais je pense comme Rumbo, qu'on s'égaré dans ce débat. La question est simple: puisque toute la monnaie est une monnaie de crédit (ce que je considère comme très "imalin"), faut-il que cette monnaie soit émise (je n'utilise pas volontairement le terme "créée") par des structures privées ou par la collectivité ? Subsidiatement, le système émetteur doit-il bénéficier d'une rémunération sous forme d'intérêts ou d'honoraires ?

Bref, ce "droit de seigneurage" est à la base même de notre débat...

81. [Paul Jorion dit :](#)
[8 août 2008 à 17:24](#)

@ A-J Holbecq

Non, non, on ne s'égaré pas : on est au cœur du problème.
Petite remarque avant tout : ce n'est pas moi qui écris

La valeur qui déclenche la création monétaire n'est donc pas du ressort des banques mais de la personne qui demande le crédit, puisque c'est cette personne, avec ses possessions et son travail, qui est à l'origine de la valeur.

c'est Vincent Perrier-Trudov. Mais ce n'est pas très important, j'ai déjà dit exactement la même chose dans certains de nos échanges précédents.

Tu vois, tu dis :

C'est jouer sur les mots et enfoncer des portes ouvertes : une valeur future est bien quelque chose qui n'existe pas (pas encore).

et ma première réaction, c'est de me dire "M'enfin, c'est lui qui joue sur les mots : il nie qu'il puisse y avoir *anticipation* ? Ou que ça ne compte pas ? L'anticipation, c'est le propre du vivant ! Quand Quesnay parle du capitaliste qui consent des "avances", c'est exactement cela : "faire des avances", c'est anticiper !"

Quand chacun imagine que l'autre "joue sur les mots", c'est très clair : il n'y a qu'une explication possible : ils parlent des langages différents. Et, je crois savoir ce que ces deux langages sont mais avant de le dire, je dois retourner lire ce que dit Michel Foucault sur le passage de l'"économie politique" à la "science économique".

Ceci dit, tu peux m'aider à formuler ce que je vais dire : peux-tu me donner un exemple de création de monnaie qui ne soit pas "ex nihilo" ? Et décrire en quelques mots le mécanisme qui est alors à l'œuvre ?

82. [zoupic dit :](#)
[8 août 2008 à 18:13](#)

un crédit mutualisé?

L'argent que j'emprunte provient à presque(?) 100% des dépôts des autres personnes.

83. [A-J Holbecq dit :](#)
[8 août 2008 à 19:06](#)

@Paul

Désolé de t'avoir attribué la phrase de Vincent Perrier-Trudov 😊

Mais il y a vraiment un truc qui me choque dans "Tout d'abord, les banques ne créent pas la monnaie, elles constatent ou anticipent des valeurs présentes ou futures." ... C'est le début de cette phrase qui m'a surtout fait réagir: si, elles créent bien la monnaie, car elles disposent du droit **exclusif** de "monétiser les actifs non monétaires": mais, je te l'accorde, je me suis peut être mal exprimé, c'est vrai que c'est en fonction de la confiance qu'elles ont dans l'actif existant ou espéré car, pour leur bilan, il importe qu'elles puisse détruire le capital monétaire, créé par une inscription dans leur comptabilité et prêté, au terme du crédit: leur anticipation, c'est cela et l'espoir de recevoir leur bénéfice (les intérêts)

Je ne peux pas te donner d'exemple de création monétaire qui ne soit pas "ex-nihilo" : les deux mots (je l'ai déjà dit) , "création" et "ex nihilo" signifient exactement la même chose et, sauf erreur, il n'y a pas de monnaie moderne qui ne soit pas créée par le système bancaire (banques centrales et leur banques commerciales).

Mais j'avoue à nouveau que j'ai du mal à comprendre à quoi rime ce débat. Nous étions d'accord sur une formulation qui disait que les banques créaient la monnaie sur demande solvable (future et espérée) des agents non bancaires. Ce qui nous importe, c'est 2 points fondamentaux:

1 - A qui doivent aller les intérêts?

2 - Si on considère que les banques commerciales peuvent garder les intérêts sur la création monétaire privée, quelle est la logique qui interdit aux collectivités de financer leurs besoins auprès de leur banque centrale (sans intérêt réels donc , contrairement aux USA)

84. [samedi dit :](#)
[8 août 2008 à 20:30](#)

Comme j'ai passé un peu de temps à répondre, sur Agoravox, à un message (et à un débat) de piètre qualité, je me permets de le reprendre ici, des fois que ça serve.

Le [fil de discussion Agoravox](#) est lancé par Vincent Perrier-Trudov, déjà cité ici

[...]

Il est pour le moins étonnant qu'on puisse trouver logique que le dépositaire de la confiance du peuple soit un "tiers" autre que celui dont on attendrait qu'il soit dépositaire de la souveraineté : le Parlement élu au suffrage universel direct.

La monnaie qu'on "nomme" confiance est la monnaie fiduciaire : les billets et les pièces, au présent. Mais en tout état de cause, le raisonnement de la confiance renvoie à la monnaie comme institution.

Vous êtes engagé dans un parti, dites vous : soit, vous avez l'obligation constitutionnelle de défendre nos droits imprescriptibles, parmi lesquels la propriété ; vous devez en outre défendre la république, qui interdit en principe les privilèges.

Que le roi de je ne sais quel pays d'ailleurs et d'autrefois ait du s'entendre avec les pêcheurs de coquillages ou perles ; que les souverains du moyen âge étaient sans doute bien plus ceux qui avaient le contrôle de la découverte de l'or ou de l'argent, cela ne démontre pas la légitimité démocratique d'une création monétaire d'origine privée, moyennant seigneurage

privé. Que les "tiers" aient été depuis des siècles - sauf rares occasions - une aristocratie, ne fait pas une démonstration.

Il est vrai que, dans le contexte présent nous en sommes réduit à accorder notre confiance aux banques (et à la finance, qui centuple encore le montant des liquidités négociables), mais c'est bien le problème.

D'autant que, l'argent étant totalement immatériel (un billet de 500 €, c'est 5 centimes pour le fabriquer), rien de naturel ne justifie plus un quelconque privilège lié à la création monétaire.

Par parenthèse : je vois une poignée de banques américaines posséder, en titres - un temps - négociables (en dérivés) la soi-disant contrepartie de 4 années de production mondiale... au rythme actuel, et si aucune crise ne survient. Ce n'est pas un signe de normalité, j'espère. C'est le produit d'investissements ?

J'ai une amie qui a joué en bourse assez, autrefois, pour sortir un appartement d'un chapeau : sans travailler autrement qu'en spéculant vigoureusement. D'où est sortie la contre-partie ?

Rappelez vous que l'investissement réel, c'est 3% environ, le reste est purement spéculatif. Sans compter la spéculation sur les monnaies (30 fois l'économie réelle, en gros) et sur produits dérivés (de l'ordre de 100 fois l'économie réelle). Passons, et revenons à la création monétaire.

Vous prétendez que les banques commerciales ne prélèvent pas des intérêts sur une valeur qui n'existe pas et sur des sommes sans commune mesure avec les montants de leurs dépôts.

Prenez [le rapport 2007 de la Banque de France](#) (pour ce dont je parle ici, il n'y guère de changement depuis des années).

Tableau page 47 - zone euro :

- Billets et pièces (en €) en circulation : 627.0 G€ (627.0 milliards d'euros)
- Encours des crédits au secteur privé : 10 145.7 G€ (10 145.7 milliards d'euros)

Soit 16.2 fois plus. La part fiduciaire fait 5.8%

Note 1 : Je ne compare évidemment pas l'encours de crédit au M1, qui inclue les dépôts "à vue" (...) des clients des banques.

Note 2 : la BCE rémunère désormais les (très faibles) réserves obligatoires [...] que les banques sont tenues d'immobiliser sur leur compte chez elle.

Les banques prélèvent des intérêts sur quoi, alors ? Essentiellement sur des promesses de payer, faites par des particuliers.

On peut comprendre qu'il y a là un énorme besoin de confiance (et déplorer qu'elle ait son siège dans des banques privées). Mais jusque là, rien ne justifie les intérêts, sinon les charges réelles et les risques portés par les banques elles-mêmes (personnellement, je me contenterais volontiers d'assurances publiques).

Sauf à démontrer que ce sont les banques qui prennent un tel risque, seules. Affirmation ridicule, vue la part des fonds propres des banques et vu, surtout, que vous convenez vous mêmes qu'à 100% ce sont lesdits particuliers qui apportent la contre-partie (les richesses réelles). Vous savez parfaitement qui sauve la mise aux banques quand le jeu prend fin.

Évolution de la masse monétaire fiduciaire-centrale (2006 → 2007) : + 8.2 % (zone euro) soit + 47.5 G€

Taux de croissance de l'encours de crédit au secteur privé : 11.5% (zone euro)

Les deux oscillent autour de 10% depuis la fondation de la BCE.

De l'avis de la BdF elle-même, la part superflue (énorme, pour un monétariste) alimente les bulles spéculatives, financières et immobilière.

Il est étonnant qu'alors que cette monnaie est créée, puisque manifestement il faudrait la créer, l'État n'en voit pas la totalité. Voyons ensuite ce qu'elle en voit, car elle en voit (un brin).

Si on compte la part de la Banque de France au capital de la BCE (environ 1/5, de mémoire - cf. aussi tableau de droite dans le rapport p 85), il y a là pas loin de 10 milliards de Francs annuels (2007).

Vous me direz : ça ne fait pas nos 40 et plus milliards de déficit annuel. Mais évidemment, il faut voir que la quasi-totalité de la dette publique correspond à des intérêts versés au privé. Depuis 1980, ce sont environ 1 200 milliards d'euros d'intérêts versés... Et un capital bien peu augmenté.

Or l'argent du privé, on l'a vu, sort essentiellement du crédit bancaire. Pour 94.2%

Combien les banques prélèvent-elles d'intérêts par le mécanisme du crédit ? Je prends le cas de la France non par anti-européanisme (primaire) mais pour raisons comptables.

Encours des crédits au secteur privé en France : 1 652.9 G€ (1 652.9 milliards d'euros)
Taux de croissance (2006 → 2007) de cet encours cumulé : 15.9 % (!) Soit : + 226.8 G€ (226.8 milliards d'euros) de variation entre crédits nouveaux et crédits finis de rembourser.

Allez, prenons un taux moyen à 4%. Puisque l'encours de crédit est d'environ 16.2 fois la masse monétaire fiduciaire, prenons $4\% * 94.2\% * 1\ 652.9\ G€$:

Cela fait plus de 60 milliards d'euros d'intérêts prélevés en un an par les banques françaises sur de la monnaie qu'elles sortent d'un chapeau.

Combien revient à la Banque centrale, puis à l'État ?

Bénéfices de la BdF 2007 (p 91) : 2.3 milliards d'euros. Assoyons-nous sur le produit des placements (p 86-89) et autres services financiers rendus par la BdF, et passons à ce que l'État français récupère.

(p 90) "L'ensemble du résultat disponible dégagé par la BCE au titre des exercices 2006 et 2007 a été utilisé pour consolider sa provision pour risques de change et de taux. Aucun dividende n'a donc été versé en 2007, et aucun acompte sur dividende au titre du revenu de seigneurage de la BCE n'a été perçu."

Soyons beau joueur : en 2006, c'étaient environ 900 millions d'euros de dividendes versés à l'État français, à quoi on peut ajouter 800 millions versés au titre de l'impôt sur les entreprises. Soit un peu plus de 1.7 milliards.

Tout à fait incomparable avec 60 milliards ou même avec 10 milliards.

—

Et encore, ce n'est qu'un bilan comptable.

85. *samedi dit* :
[8 août 2008 à 20:35](#)

@ AJH

Qu'est-ce qui te fait dire qu'aux États-unis les pouvoirs publics peuvent accéder sans intérêt aux prêts octroyés par la Fed ?

A ma connaissance, c'est le directoire de la Fed qui, souverainement, évalue la solvabilité du demandeur (public) et décide des taux (les négocie avec le demandeur).

Or le directoire de la Fed est tout aussi indépendant du Congrès que celui de la BCE l'est de nos élus.

86. [A-J Holbecq dit :](#)
[8 août 2008 à 22:05](#)

@Samedi

Hola, j'étais vraiment fatigué lorsque j'ai écrit " 2 - Si on considère que les banques commerciales peuvent garder les intérêts sur la création monétaire privée, quelle est la logique qui interdit aux collectivités de financer leurs besoins auprès de leur banque centrale (sans intérêt réels donc , contrairement aux USA)"

... je voulais dire que pour la France, un financement auprès de la BdF serait 'in fine' sans intérêts (puisque la France est propriétaire de la BdF et donc que des intérêts versés à la BdF lui reviendraient), alors qu'aux US il me semble avoir compris que la FED garderait les intérêts d'un financement direct à l'Etat si elle pouvait le faire... me trompe-je ?

87. [A-J Holbecq dit :](#)
[9 août 2008 à 07:04](#)

Avant de partir pour quelques jours, je voudrais recopier ici une partie de l'intervention de "RST" sur le blog de Vincent Perrier-Trudov, qui recopie [les propos de Jean Jégu](#) qui a écrit en commentaire sur ce blog-ci :

Ceux qui comprennent que qualifier la création monétaire de "ex nihilo" veut dire qu'un banquier peut se lever le matin en décidant qu'il va créer dix millions d'euros, nous comprennent mal. Tout le monde sait bien que pour prêter il faut trouver un emprunteur. Notre banquier va donc tout au plus pouvoir se dire "aujourd'hui, je vais m'efforcer de placer 10 millions d'emprunts". Il faut donc reconnaître que le "ex nihilo" peut prêter à confusion, à beaucoup de confusion. Que diriez-vous d'une formulation qui pourrait être : " la Banque crée de la monnaie scripturale par le crédit, sans recourir directement à aucune autre monnaie préexistante mais simplement sur l'engagement de l'emprunteur à rembourser le capital et à payer les intérêts convenus. Le remboursement du capital et l'acquittement des intérêts donne lieu à destruction monétaire équivalente, c'est-à-dire supérieure au capital reçu".

Je précise que l'adverbe "directement" est utilisé ici pour rappeler que l'attribution d'un crédit reste toujours soumise à des contraintes en matière de monnaie centrale (MO) du fait de l'obligation de fournir des espèces et de respecter les Réserves Obligatoires, ainsi que, plus généralement, les Règles Prudentielles actuellement répertoriées, je crois, sous le nom de Bâle II.

Quand j'écris que Vincent Perrier-Trudov enfonce des portes ouvertes, ce que je veux dire c'est que tout tient dans ce qui précède, je crois.

88. [RST dit :](#)
[9 août 2008 à 09:22](#)

@ A-J Holbecq

En fait ce commentaire de Jean Jégu avait été fait sur le blog de Paul [durant le débat sur la monnaie](#).

Je l'avais trouvé d'une telle limpidité que je l'avais recopié car je savais qu'il me resservirait 😊

89. *Rumbo dit :*
[9 août 2008 à 11:14](#)

Toujours désireux de pouvoir répondre individuellement, mais pas mal pris

Une fois de plus, je crois constater ici dans les échanges (mais je suis peut-être à côté de la plaque ?) que la "technicité" prend le pas sur la recherche du sens de la mission que doit accomplir la monnaie, ainsi que l'élucidation urgente de sa nature. Certes, la technique est inhérente au fonctionnement monétaire. Mais quand on sait, quand on constate tous les jours, que ce qui tient lieu de technique monétaire actuelle, devenue presque homogène dans le monde (1), subit panne sur panne, des avaries comme il en serait des frigos industriels dont on ne saurait plus quand ils ont fonctionné - au dessus - de la température minima, ne garantissant donc plus contre l'apparition de germes dangereux dans les denrées conservées et commercialisées qu'ils sont sensés contenir. Trêve d'images, qu'est-ce donc, dans ce système financier et bancaire, qui comporte un si gros risque de dommages et de contamination de l'économie normale ?

Sûrement ceci : À la question : N'y a-t-il pas danger que le gouvernement abuse du pouvoir de la création monétaire et émette trop d'argent, et que ça fasse de l'inflation ? N'est-il pas préférable de laisser ce pouvoir aux banquiers afin de laisser ce pouvoir à l'abri des caprices des politiciens ?

La réponse est que la société productrice des biens peut très bien faire ce que font les banquiers avec les mêmes compétences (cela pourrait être les mêmes banquiers d'ailleurs). Donc la société productrice, représentée monétairement, peut très bien émettre, et elle seule et personne d'autre, la monnaie à la place des banques commerciales, qui, dans ces dispositions justes, ne prêteraient alors QUE l'argent de leurs déposants. L'argent émis ainsi par la société productrice (société productrice Y COMPRIS de son argent) ne serait pas plus inflationniste que celui émis par les banques (sûrement moins !). Ce seraient les mêmes chiffres, basés sur la même production du pays ou de l'espace économique considéré. La seule différence, c'est que la société productrice N'AURAIT PAS À S'ENDETTER NI À PAYER DES INTÉRÊTS POUR OBTENIR CES CHIFFRES. Il n'y aurait que des frais minimes de fonctionnement.

Nous tournons autour du pot en nous prenant la tête, car nous ne percevons pas, ou très mal, que l'argent dont nous nous servons (et qui manque tant !...) est de l'ARGENT-DETTE. Ce type d'argent ne peut que trimpler des intérêts à payer sans fin, et, in fine, même l'argent fiduciaire relève de cette même maladie, car en amont de lui, cet argent fiduciaire est présent dans le bilan des banques.

Pourquoi donc les Trichet (BCE), les Pébereau (BNP Paribas), les Jacques Henri David (Deutsche-Bank France), les Noyer (Banque de France), etc., etc., etc., tous archi-compétents (?) n'accepteraient-ils pas de se mettre au service de la Justice au lieu de défendre becs et ongles des profits aléatoires, rendus artificiellement réels, mais faux, nuisibles à la société, à l'environnement et à l'écosystème ? Tous bêlent de concert qu'il n'y a pas meilleurs qu'eux et l'antagonisme riches-pauvres ne cesse de grandir ? Et ceci, dans une époque d'une technicité se surpassant tous les ans !

(1) ce qui signifie, au passage, qu'elle est sur le point d'éclater d'une manière ou d'une autre. C'est à peu près comme ça dans le modèle biologique. À moins, comme l'indiquerait la tendance de ces jours-ci, qu'on veuille maintenir, artificiellement comme toujours, ce système financier qui fait la fortune d'une coterie, et qui a tant et tant de fois démontré son iniquité.

90. *samedi dit :*
[9 août 2008 à 11:42](#)

@ AJH

Hola, c'est moi qui était fatigué en lisant ta phrase, que j'ai interprété à l'envers. 😊

91. *Jean Jégu dit :*
[9 août 2008 à 19:05](#)

@ Paul

Vous écrivez, à juste titre je crois : " Quand chacun imagine que l'autre "joue sur les mots", c'est très clair : il n'y a qu'une explication possible : ils parlent des langages différents."

Pour tenter de clarifier nos échanges, je vais m'efforcer de définir (certes à ma façon qui reste critiquable ...) trois concepts qui me semblent sans cesse cause de confusion : la valeur, la nature de la monnaie, l'origine de la monnaie.

Banquiers et financiers se réfèrent volontiers à la valeur d'une réalité économique ou financière. Celle-ci s'exprime en unités monétaires, en euros pour ce qui nous concerne. Je propose ici, pour me faire comprendre, qu'il s'agit d'euros-valeur. La valeur est une mesure subjective, même si l'on considère qu'il existe une valeur moyenne dite de marché. La valeur fluctue au gré des évolutions économiques et sociales, au gré du marché. La finance est l'art d'en jouer pour accumuler de la valeur. Les réalités économiques ou financières sont échangées en fonction des valeurs que leur attribuent ceux qui pratiquent ces échanges. Il y a égalité formelle des valeurs mais chacun est persuadé qu'il fait une bonne affaire et donc estime la valeur différemment que son partenaire. L'estimation de la valeur prend essentiellement compte le devenir de la réalité estimée : je vais déguster cette chinoiserie, cet immeuble va doubler sa valeur dans les cinq ans, ce titre ne peut que se valoriser à terme ...

Le marché peut fonctionner avec de la monnaie ou par troc. Si comme aujourd'hui, il fonctionne surtout par monnaie, celle-ci n'est autre qu'une valeur fixe socialement convenue. Elle ne fluctue pas (au sein d'une économie donnée) ; elle n'a aucune subjectivité. L'unité monétaire, l'euro-monnaie, est la valeur de référence : X euros-monnaie valent toujours X euros-valeur. C'est cette convention qui fait la nature de la monnaie en tant que moyen d'échange.

Notre débat porte sur l'origine des euros-monnaie et non pas sur celle des euros-valeur. Le travail par exemple est source de production de valeur, une valeur qui peut s'exprimer en euros-valeur ; mais le travail n'est en aucun cas source directe d'euros-monnaie. Il faut pour cela qu'un salaire soit versé en euros-monnaie.

Ne confondons pas valeur et monnaie. La question de l'origine de la monnaie, de l'émission monétaire, n'est pas celle de l'origine de la valeur. J'ai l'impression que vous confondez parfois.

Puis-je retranscrire ici ce qui est écrit dans mes pages sur ce thème :

Il ne faut jamais confondre l'euro en tant qu'estimation de valeur (disons, l'euro-valeur) et l'euro en tant que moyen légal de paiement (nommons le l'euro-monnaie). Quand on évoque les millions ou milliards qui partent en fumée, il s'agit toujours d'euros-valeur ; les euros-monnaie – sauf fraudes manifestes – sont toujours comptabilisés un par un. Ils n'apparaissent ou ne disparaissent que dans les banques et ceci tout à fait légalement.

C'est cette émission-destruction des euros-monnaie par les banques qui est discutée ici. Il va de soi qu'un patrimoine en euros-valeur peut être transformé en euros-monnaie et

récioproquement. Toute somme en euros-monnaie vaut d'ailleurs exactement le même nombre d'euros-valeur par définition.

En résumé :

- l'argent est fait pour échanger des biens et des services et non pas pour être directement source d'enrichissement.
- la monnaie doit être gérée en limitant l'inflation à une valeur socialement acceptable à un moment donné.
- le "prêt mutuel" ne doit pas être confondu avec le prêt bancaire créateur de monnaie qui, lui, relève directement du système monétaire.
- nous contestons ici le bien-fondé socio-économique de l'émission-destruction des euros-monnaie légalement réservée aux banques.

92. [Paul Jorion](#) dit :
[9 août 2008 à 19:59](#)

@ Jean Jégu, A-J Holbecq

Jean, tu écris :

Ne confondons pas valeur et monnaie. La question de l'origine de la monnaie, de l'émission monétaire, n'est pas celle de l'origine de la valeur. J'ai l'impression que vous confondez parfois.

J'ai beaucoup écrit sur la valeur, j'ai écrit, par exemple, dans [Le rapport entre la valeur et le prix](#) que la valeur n'existe pas, qu'il s'agit d'une idée, comme les idées platoniciennes, c'est-à-dire avec elle d'un mythe : la supposition qu'il doit y avoir "derrière" le prix (un montant exprimé dans une devise, soit une somme de monnaie), une réalité plus solide, plus "dure" que celle qu'offre le prix. C'est de la même manière, que Platon a supposé une Réalité-Objective "derrière" le Réel (j'ai parlé longuement de cela dans [L'invention de la Réalité-Objective](#)).

Dans un autre texte, [Le prix et la "valeur" d'une action boursière](#), je crois avoir mis en évidence que ce que l'on appelle "valeur" d'un produit financier est un second prix, non pas constaté par le "cours", la "cotation", mais reconstitué de manière "additive" en additionnant le prix des diverses composantes de ce produit. La raison pour laquelle le prix et la "valeur" ou prix additif divergent est qu'il est souvent impossible d'"éclater" effectivement le produit en ses composantes.

Je conçois que mes analyses en profondeur de cette notion de valeur puissent m'avoir éloigné de l'usage habituel du terme. Ceci dit, je ne pense pas que ce soit là que nos "deux langues" divergent : c'est sur la question beaucoup plus fondamentale à mon sens, si la monnaie constitue - comme on dit en thermodynamique - un système "ouvert" ou un système "fermé". Pour moi, c'est un système ouvert ; pour la plupart des intervenants sur mon site, dont vous, c'est un système - de fait - fermé : il n'y a pas d'échanges d'énergie entre lui et le monde extérieur et toute addition - qui ne soit pas une simple démultiplication par le double emploi ("réserves fractionnaires") - est nécessairement "ex nihilo".

A-J dit :

Je ne peux pas te donner d'exemple de création monétaire qui ne soit pas "ex-nihilo" : les deux mots (je l'ai déjà dit) , "création" et "ex nihilo" signifient exactement la même chose et, sauf erreur, il n'y a pas de monnaie moderne qui ne soit pas créée par le système bancaire (banques centrales et leur banques commerciales).

C'est pour cela que j'avais réclamé à A-J un exemple : pour confirmer ce que je percevais comme notre divergence fondamentale, parce que pour moi il y a précisément deux types

de création de monnaie : la création par le prêt "productif" (celui qui débouche sur une "moisson") où une richesse créée de toutes pièces trouvera sa "traduction" en monnaie, en choses à qui un prix est attribué, et la création à proprement parler "ex nihilo".

En disant cela, j'anticipe bien entendu sur un prochain billet.

93. *samedi dit :*

[9 août 2008 à 23:28](#)

@ Rumbo

Toute monnaie, même bonne, matérialise nécessairement une dette, au sens où elle est un moyen d'échange de richesses réelles, donc une promesse faite au porteur d'être payé par des richesses réelles.

Le problème n'est donc pas cette fonction de dette en elle-même, mais la question de savoir si elle suppose des intérêts et, le cas échéant, s'ils sont versés à ceux qui créent la richesse réelle, non pas la monnaie.

Peut-on employer le mot "dette" pour désigner quelque chose qui appelle forcément le paiement d'intérêts ? Au demeurant, je me dis qu'il s'agit simplement de devoir rembourser le capital. Les justifications des intérêts tiennent à d'autres facteurs que l'acte de prêter. Sauf à admettre que la monnaie doit servir de moyen d'enrichissement, mais je ne crois pas que cela fasse débat ici.

De même pour le mot "crédit". L'origine de ce mot a, je crois, une source religieuse. Il renvoie à la croyance, et sans doute aux sacrifices, paiements aux dieux. Mais là encore, d'où sort l'idée des intérêts ?

Les intérêts ne s'expliquent que par un risque pris par le prêteur. Peut-être peut-on même ajouter : que ce qu'il prête lui appartienne ou non, puisque dans le second cas il est endetté envers un autre. Mais payer des intérêts à la communauté ne se justifie pas si on considère qu'elle permet précisément de porter ensemble les risques, qu'elle est une communauté de destins.

"À la question : N'y a-t-il pas danger que le gouvernement abuse du pouvoir de la création monétaire et émette trop d'argent, et que ça fasse de l'inflation ? N'est-il pas préférable de laisser ce pouvoir aux banquiers afin de laisser ce pouvoir à l'abri des caprices des politiciens ?"

J'ai déjà répondu : pour cela, on a inventé la constitution. Qui consiste à séparer les pouvoirs, ce qui veut dire les faire s'arrêter les uns les autres et leur faire limiter les pouvoirs privés et la tendance naturelle de tout pouvoir à s'étendre et à s'émanciper des contrôles.

Il va de soi qu'il s'agit de donner le contrôle du régime monétaire, comme de tout ce dont dépend la confiance du peuple, au souverain légitime. En démocratie même approximative, il est celui des pouvoirs publics qui est le plus dépendant du peuple. En première approximation, le parlement élu au suffrage universel direct. C'est ce que firent les États-Uniens, par exemple (art. I sect. 8 de la constitution des USA) avant qu'un coup d'État subtil détourne la constitution.

94. *Jean Jégu dit :*

[10 août 2008 à 18:45](#)

@ Paul,

Merci pour cette réponse.

Je retiens (voir les deux premiers paragraphes) que la valeur n'existe pas en-dehors ou sous-jacente au prix qui l'exprime. La valeur n'est que le résultat d'une analyse financière faite de fractionnement en composantes additives d'une réalité qui de facto n'est pas décomposable : un prix théorique en quelque sorte. Ceci me convient parfaitement. Je modifie donc mon propos : " Ne confondons pas les prix et la monnaie ". Les prix fluctuent ; la monnaie est la référence, le prix unité en quelque sorte.

Mais la monnaie n'est pas que mesure ; elle est aussi une des deux réalités échangées dans tout échange monétaire. Cette voiture contre 20 000 €... Cette réalité monétaire existe bel et bien, même si ce n'est aujourd'hui que symboliquement, c'est-à-dire un chiffre dans un registre, ou des billets (jetons) de papier. D'où vient-elle ? C'est toujours la même question ; nous répondons : de rien de réel (ex nihilo) si ce n'est de la conjonction des volontés du prêteur et de l'emprunteur, au bénéfice du premier et aux dépens du second. J'insiste à nouveau pour dire que ceci ne s'applique qu'au prêt bancaire créateur de monnaie et non pas au prêt de monnaie préexistante épargnée (qui existe aussi dans les banques, quoique de manière non séparée et donc non-identifiée). Mais nous affirmons que rien de matériel ne nous interdit de créer davantage ou moins de monnaie et, surtout, de l'injecter ici plutôt que là, pour ceci plutôt que pour cela. C'est une question de prise en main de la société par elle-même, c'est-à-dire de démocratie.

La question de savoir si nous sommes en système "ouvert" ou "fermé" est intéressante. Les spécialistes discutent de savoir si la monnaie est "endogène" ou "exogène". Est-ce bien la même question ? Je ne sais. Il me semble (à vérifier) que les théoriciens s'accordent plutôt pour dire que la monnaie est endogène, c'est-à-dire générée par le système. Ceci me paraît une évidence quand on regarde la progression de M1. Mais les banques font partie du système. La puissance publique aussi d'ailleurs et notre revendication ne changerait rien de ce point de vue. Je ne comprend pas en quoi cette perspective est qualifiable de "fermée". Si, quand vous dites que la vôtre est "ouverte", cela veut dire que les deux sphères, la financière et celle de l'économie réelle ne sont pas totalement dissociées, je ne peux qu'être d'accord. La preuve : quand la financière ignore trop la réelle, on aboutit aux subprimes ! Notre proposition de donner à la société elle-même la maîtrise de sa monnaie irait dans le sens d'un ancrage de la monnaie dans le concret socio-économique. Dit autrement, une "ouverture" totale de la monnaie sur la sphère réelle.

La notion de prêt "productif" me semble plutôt évoquer la question de l'intérêt associé au prêt et non pas celle du capital prêté. Cette question de l'intérêt est elle même vaste – et millénaire – mais les intérêts ne sont pas créés par le prêt qui ne crée que le capital précisément. Le prochain billet auquel vous faites allusion éclairera probablement tout cela, du moins je l'espère.

Et bravo pour votre patience avec les obstinés que nous sommes. Sortez-nous de l'erreur si vous pensez que nous y sommes !

95. [Étienne Chouard](#) dit :
[10 août 2008 à 22:19](#)

Bonjour à tous,

Juste un mot pour signaler que j'ai mis à jour [le document compilateur sur la monnaie](#), en y incluant les échanges du présent billet (passionnants).

Je n'ai pas encore surligné comme je l'avais promis, mais ça viendra 😊

J'ai aussi publié [le fichier .doc \(au format Word\)](#) pour que certains d'entre vous puissent prendre en charge un billet de leur choix pour y surligner la crème de la crème — à ne surtout pas rater— et me l'envoyer (etienne.chouard at free.fr) : cela m'aiderait car la tâche est assez considérable...

Je crois que le jeu en vaut la chandelle car ces 400 pages sont un trop gros livre pour de nombreux lecteurs, mais en leur donnant le moyen visuel de zapper rapidement de perle en perle, on ajoute sans doute une bonne accroche pour finalement tout lire.

Amicalement.

Étienne.

PS : que pensez-vous de l'**aspect monétaire** de notre exemple de [Constitution d'origine Citoyenne](#) ? Je pense notamment aux articles I-0 et II-0.

96. *Rumbo dit* :
[12 août 2008 à 09:44](#)

J'en remets un coup. Louis Even toujours en référence.

"Le droit de seigneurage est à la base même de notre débat" rappela A.J. Holbecq le 8 août.

La production monétaire est permise par une production déjà existante, ni plus, ni moins.

Je vends des carottes que j'ai fait pousser dans mon champ AVANT d'avoir un centime de cette vente future. C'est très archaïque, mais c'est comme ça que ça a commencé, de même dans l'industrie, tous les secteurs, etc. On ne pouvait pas commencer et on ne peut toujours pas commencer, dans le réel, avec l'argent (à négocier avec un "tiers" le banquier) pour produire quelque chose. Durant quelques siècles on me payait par des petits morceaux de métal précieux (pièces d'or et d'argent), c'était alors un échange de marchandises à solde = 0. Plus tard arriva l'argent de chiffres en usage de nos jours, beaucoup plus pratique, mais alors pourquoi y a-t-il cet embargo de ceux qui n'ont jamais fait pousser un épi de blé, ni fabriqué aucun objet, ou autre qui s'interpose dans mes échanges, qui contrôle ma respiration en sorte que j'étouffe toujours, mais que je dois payer sous de multiples formes comme autant de guets-apens financiers élaborés par des "hommes de lois" en dehors de tout débat ?

L'émission d'argent doit intégrer plusieurs dimensions historiques hélas jamais prises en compte, tel que le fait que dans la vie, nous ne sommes pas partis de zéro, mais de l'état des connaissances, des expériences acquises et des savoir-faire que nous avons trouvé en naissant et que nous augmentons durant toute notre activité productrice.

Aristote, puis plus tard Saint Thomas d'Aquin, ont écrit en substance: "L'argent ne fait pas de petits". La stature de ces deux grands penseurs fait que leurs assertions en la matière gardent tout leur poids de Justice à travers les âges. D'autant plus que l'expérience économique, financière et sociale ne fait que confirmer la justesse et la Justice de leurs propos par le fait même que cette expérience économique, financière et sociale ne fait que transgresser cette sagesse. Sagesse naturelle faut-il le préciser ?

Car l'argent ne fait que des petits ! C'est même devenu un "élevage", sur le mode industriel, de "petits". Mais, si les petits humains d'origine disons adultérine sont tout aussi respectables que les petits humains d'origine non adultérine, il n'en va pas de même pour les "petits de l'argent". Ceux-ci, frelatés au départ, car conçus dans la fraude et la fausseté sur des méthodes d'enrichissement qui empoisonnent quasi toute la société civile productrice en arrivent à banaliser ce qui est faux. Ce faux qui passe progressivement dans l'inconscient et efface ainsi le signal même de l'erreur et du trompe-l'œil, puis, nous envoyer dans le mur... (on pourrait s'amuser à pousser l'exemple des "petits" en notant au passage que la reproduction sexuée, comme celle des mammifères, n'est pas compatible avec la reproduction par parthénogénèse d'autres espèces, que certains voudraient, de façon contre nature, étendre à d'autres espèces...).

Lire Paul Jorion confine au privilège, car il connaît le - comment -, le 'comment' intime du fonctionnement financier et bancaire, et nous donne des indications et des témoignages qui "collent" au cours des événements de l'époque et leurs effets. Événements vus, pratiqués et vécus à partir du centre (ou pas loin du centre) du monde financier. Authenticité d'une rare qualité, admirablement écrite, beaucoup plus directe de clarté que le "maquis explicatifs" de nombre de "spécialistes" confinés dans leurs langues de bois et étant corsetés par les intérêts économiques, voire politiques, qui les paient.

Ces constats, sans vraiment de bavures, ne peuvent que nous amener à la question du - pourquoi - de la monnaie. Ainsi, il existe un urgent besoin que plus de gens examinent de plus près le fonctionnement du système monétaire actuel, cela urge et la "crise financière" devrait au moins servir de tremplin à tous. Car les conséquences du système monétaire actuel sont si abominables, qu'il serait bien que beaucoup saisissent au moins les grande lignes de ce qui ne fonctionne pas et doit être corrigé afin de permettre d'agir en conséquence.

Ce qui manque, ce ne sont pas les produits, c'est la monnaie. La monnaie qui, en soi n'est pas la richesse. La richesse ce sont les choses qui correspondent à des besoins humains. La richesse est la chose, la monnaie est le signe de la chose (la chose, les choses, ce sont les biens et les services est-il besoin de le préciser).

LA MONNAIE DOIT ALLER D'APRÈS LA CHOSE. Qui fabrique les choses ? C'est nous tous. Nous sommes les producteurs des choses. Si nous sommes les producteurs des choses, ce serait un comble que les signes relatifs aux choses (donc la monnaie) nous échappent, ce qui veut dire que les choses nous échappent aussi. TELLE EST L'EXACTE RÉALITÉ. Les banques (grâce aux lois arrangées) sont et restent propriétaires de l'argent, propriétaires de la monnaie qui est la "substance" matérielle ou immatérielle de l'argent peu importe. Elles sont, dans le fond, propriétaires des choses aussi. Nous ne sommes que les locataires de l'argent, cet argent qui, pourtant, dans les faits concrets reflète NOTRE propre production des choses. Cette production des choses est la notre et pas celle du banquier. Par contre, le banquier qui gère l'argent épargné est parfaitement dans son rôle, un rôle d'expert, qui gagne parfaitement bien sa vie ainsi, mais il n'est pas dans son rôle quand il se fait "confier" le monopole de l'émission monétaire...

Ce "loyer" de l'argent, hors de prix, est un abus et un détournement, une fraude généralisée rendue banale. Si on vous a fait marcher d'autorité avec une canne (canne compliquée louée très chère) depuis que vous êtes en âge de marcher, il est bien possible que vous ne sachiez pas marcher sans canne, alors que vous n'avez pas la moindre infirmité et vous n'avez même pas 40 ans ! L'argent, tel qu'il est pratiqué actuellement, est une prothèse sur un organe sain et qui le rend malsain.

L'intérêt sur l'argent est un vice profond, technique d'abord, puis social dans ses effets. La banque qui met l'argent au monde doit cesser d'imposer que cet argent qu'elle met au monde lui donne des "petits". Ce mode d'émission monétaire est vicieux et dégradant. C'est de la violence en col blanc. C'est pour ça que nous restons polis....

Puisque cet argent est basé sur la capacité de production de la société, cet argent appartient donc à la société. Alors pourquoi la société devrait-elle payer les banquiers pour l'usage de son propre argent à elle ? Pourquoi payer pour l'usage d'un bien qui nous appartient ? Pourquoi donc le gouvernement ne pourrait-il pas émettre (sous compétences bancaires et financières est-il besoin de le préciser ?) le propre argent de la société à l'image du boulanger qui mange quotidiennement du pain qu'il fabrique lui-même au lieu de l'acheter très cher ailleurs.

L'exemple des obligations est éclairant. Voici, en résumé et actualisé ce que disait en substance l'inventeur américain Thomas Edison. Si un pays peut émettre, par exemple, une obligation d'une valeur de 50 euros, le même pays peut très bien émettre un billet de 50 euros. Si l'obligation est bonne, pourquoi le billet (ou les chiffres comptables) de 20 euros ne le serait pas ?

La différence est criante, mais dissimulée sous toute une série d' "écrans et de rideaux de fumée".

La différence entre l'obligation et la monnaie (ici l'euro) est donc que l'obligation permet aux prêteurs d'argent de ramasser au bilan 2 fois le montant de l'obligation, plus quelques 20% additionnels, alors que l'argent mis en circulation ne paye que ceux qui contribuent à la production et à tout ce qui est utile à la vie ici-bas. Il est absurde de dire que notre pays peut émettre 500 millions en obligations, et pas 500 millions en monnaie. Les deux sont des promesses de payer, mais l'un engraisse les usuriers, et l'autre aiderait le peuple. Si l'argent émis par le gouvernement n'était pas bon, alors, les obligations ne seraient pas bonnes non plus. C'est une situation terrible lorsque le gouvernement, pour augmenter la richesse nationale, doit s'endetter et se soumettre à payer des intérêts ruineux à des groupes d'intérêts qui s'introduisent, indirectement mais ABSOLUMENT, dans les gouvernements eux-mêmes et font élaborer des "lois" pour assurer leurs seuls intérêts contre ceux de la société, laquelle qui n'y voit goutte et soupire d'impuissance.

Toute cette situation absurde peut se résumer sous forme d'histoire, mais qui porte une conclusion très sérieuse : Un groupe de singes dans la jungle discutaient entre eux pour savoir si les hommes étaient plus intelligents que les singes. Certains disaient que oui, d'autres non. L'un des singes s'écria; "Pour en avoir le cœur net, je vais aller faire un tour en ville chez les humains, et voir s'ils sont vraiment plus intelligents que nous." Tous les singes acceptèrent sa proposition. Alors le singe se rendit en ville, et vit un homme sans le sou crever de faim devant un magasin rempli de bananes. Le singe retourna dans la jungle, et dit aux autres singes; "Ne vous inquiétez pas, les hommes ne sont pas plus intelligents que nous; ils crèvent de faim, par manque d'argent, devant des bananes qui pourrissent sur des tablettes."

De grâce, arrêtons d'insulter la providence, nous avons tous les moyen de concevoir un système d'argent dont l'étalon est la production.

97. [Paul Jorion dit :](#)
[12 août 2008 à 14:56](#)

@ Rumbo

Ben... on ne reçoit pas des compliments comme ceux-là tous les jours... Merci !

Pour ceux qui ne seraient pas familiers de la théorie du prix chez Aristote, j'y ai consacré deux textes, l'un en français, en 1992, [Le prix comme proportion chez Aristote](#), *La Revue du MAUSS*, n.s., 15-16 : 100-110 et l'autre en anglais, en 1998, [Aristotle's theory of price revisited](#), *Dialectical Anthropology*, Vol. 23, N°3 : 247-280.

98. [samedi dit :](#)
[12 août 2008 à 16:33](#)

Extraits du [projet évoqué par Étienne](#) :

Les citoyens interdisent ici solennellement à leur représentants légitimes de concéder le droit régalien fondamental de création monétaire à des organismes privés : seul l'État, contrôlé par les citoyens, peut créer la monnaie, permanente ou temporaire, dont les hommes ont besoin pour échanger les richesses qu'ils ont créées.

Tout représentant convaincu d'avoir directement ou indirectement contribué à violer ce principe sera poursuivi pour haute trahison. La perte de la souveraineté monétaire entraîne de facto l'abandon de toute souveraineté.

La monnaie doit rester un outil d'échange. Il est du rôle de l'État d'éviter que la monnaie ne devienne rare ou surabondante, ou un objet de spéculation.

(...)

L'institut d'émission monétaire (IEM) est en charge des questions monétaires :

Il est seul à créer la monnaie, qu'il prête aux banques privées et qu'il confie aux collectivités publiques (État, Régions, Départements, Communes), à leur demande.

La monnaie confiée aux collectivités publiques ne peut financer que des dépenses d'investissement, à l'exclusion des dépenses de fonctionnement (et l'amortissement ?) qui doivent être financées par l'impôt.

Les Cours des comptes régionales décident la part des investissements publics locaux qui doivent être apportées par création monétaire et celle qui doit être financée par l'impôt.

La politique suivie par l'IEM est définie par le Parlement qui nomme et révoque ses directeurs.

Extraits d'un [projet de constitution européenne](#) auquel j'ai pris part - vous ne manquerez pas de constater des aspects similaires au projet précédent (on n'y menace plus les félons de leur couper les roubignoles sur une planche à billets ; ça perd un peu en intensité, certes...) :

La Banque centrale européenne est seule autorisée à créer de la monnaie en euros, quelque soit sa forme. Une loi organique définit à cet effet les orientations de la réglementation bancaire. Seul l'euro a cours forcé sur le territoire des États membres de l'Eurosystème.

(...)

Le président, le vice-président et les autres membres du Directoire sont nommés et peuvent être démis d'un commun accord par les membres du Parlement appartenant à la zone euro, après consultation des États européens. Leur mandat a une durée de huit ans et n'est pas renouvelable.

Devant le Parlement de l'Union, la Banque centrale répond annuellement de ses activités et de ses résultats concernant les trois objectifs principaux qui lui sont fixés par le présent article.

La monnaie confiée aux collectivités publiques ne peut financer que des dépenses d'investissement, à l'exclusion des dépenses de fonctionnement et d'amortissement, lesquelles doivent être financées par l'impôt.

Après audition de la Cour des Comptes, le Parlement décide la part des investissements publics locaux qui sera apportée par création monétaire et celle qui sera financée par l'impôt, dans le cadre de l'exercice des compétences de l'Union.

Une proportion similaire de monnaie créée est accordée à chacun des États de l'Eurosystème, à hauteur de son budget national d'investissements prévu dans le cadre de l'exercice de ses compétences. Ce budget doit être présenté au plus tard quatorze jours avant le vote du Parlement.

(...)

Le budget de l'Union prévoit de façon sincère et exhaustive l'ensemble des recettes et dépenses de l'Union. L'exercice budgétaire est l'année civile.

Le budget doit être équilibré en recettes, qui incluent la création monétaire, et en dépenses. Il ne peut y avoir de compensation entre elles.

Le budget sépare en deux parties les dépenses de fonctionnement et d'investissement.

Certaines dépenses peuvent faire l'objet d'engagements pluriannuels (...)

@ Rumbo :

Une fois de plus, j'approuve. Mais une fois qu'on a dit "la création monétaire à l'État !" on arrive sur le plus gros morceau : "l'État, c'est qui, quoi, comment ?"

Remplacez "l'État" par "nous qu'on produit la richesse, qui croyions avoir aboli les privilèges et qui ne sommes pas vilains", ça revient au même, bien sûr.

Si vous avez des idées pour la mise en pratique, n'hésitez pas. Cela doit se jouer dans la constitution avant tout (pas la réussite du projet, mais son maintien). C'est un peu rébarbatif, mais faut s'lancer.

99. [A-J Holbecq](#) dit :
[12 août 2008 à 16:54](#)

A l'"État" qui jouit hélas d'une mauvaise réputation (la majorité de nos concitoyens le considèrent comme une structure faite pour e.....der les citoyens), je préfère la notion de collectivité ; l'État ne devrait être que notre représentant...

Nous avons beaucoup parlé d'un 4^e pouvoir indépendant. L'idée de la BCE n'est pas idiote, mais son mandat est mal fait, elle devrait quand même pouvoir être soumise aux critiques et aux directives du parlement, et évidemment pouvoir financer directement les besoins collectifs, à défaut de pouvoir émettre toute la monnaie ce qui ne pourra être qu'une seconde étape du "combat" pour que les citoyens reprennent le contrôle de l'émission monétaire comme il se devrait...

100. [Philippe DERUDDER](#) dit :
[12 août 2008 à 22:10](#)

Bonjour à toutes et tous,

Je fais une petite apparition après une longue absence. Je viens de prendre connaissance (rapidement) de vos derniers échanges sur la monnaie, tout à fait passionnants, et je me permets de revenir sur un point apporté par Paul, je crois, qui résume bien la controverse sur le sujet :

je cite :

Tout d'abord, les banques ne créent pas la monnaie, elles constatent ou anticipent des valeurs présentes ou futures. Elles constatent la valeur d'un bien immobilier, ou anticipent la valeur de revenus futurs en fonction d'un emploi salarié.

En fonction de ces données relatives aux valeurs qui sont détenues ou qui seront détenues, elles valident un niveau de confiance quant à la solvabilité du demandeur, et accordent un prêt.

La valeur qui déclenche la création monétaire n'est donc pas du ressort des banques mais de la personne qui demande le crédit, puisque c'est cette personne, avec ses possessions et son travail, qui est à l'origine de la valeur.

Les banques ne sont donc les dépositaires que de la confiance - et c'est déjà beaucoup, et facturent leurs services autour de cette confiance. Qu'elles fassent des profits sur ces services est tout à fait normal.

Il est donc faux de dire qu'elles font des profits sur quelque chose qui n'existe pas.

Ce texte joue sur l'ambiguïté des mots d'une façon extraordinaire et en particulier sur celui de la valeur. Paul, vous nous dites avoir bcp écrit sur le sujet, je m'étonne donc que ce texte, que vous citez, ne vous choque pas.

1 - Valeur réelle – Valeur symbolique

Le pain est une nourriture. La valeur réelle puisque sans nourriture, je ne peux vivre. Ce pain a d'autant plus de « valeur » à mes yeux que j'ai faim et il est juste de dire que c'est le demandeur (moi) qui suis à l'origine de la valeur. Si le pain n'avait aucun intérêt pour les êtres humains, le boulanger n'existerait pas et la « valeur pain » non plus.

Dans la mesure où ce pain a une valeur pour moi, il va s'instaurer une relation entre moi et le boulanger qui utilise cette valeur réelle pour acquérir de son côté d'autres richesses réelles nécessaires à sa vie.

Pour faciliter les échanges et sortir des contraintes du troc, les êtres humains ont inventé la « monnaie » qui est une représentation SYMBOLIQUE de la valeur RÉELLE dont l'une des fonctions est d'être une échelle de valeur.

Il y a donc la chose : valeur réelle
et le prix de la chose : valeur symbolique.

Le prix fixe sur cette échelle le niveau où l'échange va pouvoir se faire.
Il est donc encore exact de dire que de tout cela, le banquier n'est que spectateur. Il constate. Mais peut-on dire pour autant qu'il ne crée pas la monnaie ?

2 – Création monétaire

Si je suis d'accord pour payer ce pain un euro, cela ne me donne pas pour autant cet euro, qu'il soit sous forme de pièce dans ma poche ou d'écriture sur mon compte. L'unité monétaire qui incarne cette valeur symbolique relève du privilège abandonné au banquier.

Les gens créent la valeur réelle par leur activité,
la banque crée le signe de la valeur symbolique, avec la particularité que sans ce signe, la monnaie, je ne peux avoir accès à la richesse réelle, même si elle existe.

Quand le texte affirme d'entrée « les banques ne créent pas la monnaie » et conclut « elles ne sont que dépositaires de la confiance » cela sous-entend que le banquier ne serait qu'un « entrepôt comptable » ou les gens déposent une monnaie pré-existante, qu'il aurait mission de gérer au mieux des intérêts des déposants. On en revient à la vieille croyance que les banques ne font que prêter l'argent épargné. Je ne vais pas me relancer dans une démonstration qui, de toute façon sera refusée par ceux qui ne veulent/peuvent pas admettre que l'argent aujourd'hui ne pré-existe pas.

Oui les banques prêtent bien l'argent des épargnants, mais d'où vient l'argent épargné ? D'une mosaïque de crédits en amont. Ce qui est trompeur, bien sûr, c'est que l'épargnant n'est pas en règle général celui qui a emprunté. Il faut considérer les choses globalement.

Pour donner une image il faut se représenter le système comme un bassin (la masse monétaire « existante » dans la société) alimenté d'un côté par un robinet d'eau (le crédit consenti à la société), et une évacuation au fond (le remboursement des crédits). Le niveau de l'eau dans le bassin dépend du rapport qui existe entre le débit d'alimentation et celui de l'évacuation. Quand je regarde les choses du pas de ma porte, j'ai l'impression que l'argent existe, car

manifestement il y a « de l'eau dans le bassin » ; mais je ne perçois pas qu'il s'agit d'un flux en perpétuel mouvement. S'il n'y avait pas de nouvelles demandes de crédits, le niveau de la masse monétaire baisserait au fil des remboursements effectués. Alors oui, ce sont bien les gens qui sont à l'origine du processus de création monétaire par la demande de crédit, mais ce sont bien les banquiers qui, ayant seul le pouvoir de créer le signe monétaire sous forme d'écriture comptable, consentent les crédits et ont la main mise sur l'alimentation et l'évacuation.

3) Légitimité du pouvoir de création monétaire

Autrement dit, c'est comme si l'humanité devait demander l'autorisation de produire et consommer, comme un enfant demande à ses parents l'autorisation de sortir. Car c'est la banque qui, selon qu'elle va accorder le crédit ou pas, décide en dernier recours de ce qui a le droit de se faire ou non dans le monde.

Oublions un instant l'histoire de création « ex nihilo » et, attachons nous juste à l'aspect de la légitimité de l'autorité qui détient de privilège de l'émission de la monnaie.

Ce sont les peuples qui créent la « valeur réelle » par leur activité. Il semble que sur ce point il n'y ait pas d'avis contraire. De quel droit une des « cellules » de ce « corps », la banque, s'arroge-t-elle le droit de créer les signes qui représentent symboliquement cette valeur ? Car nous ne parlons pas là de haricots verts, de voitures ou de parapluies, nous parlons d'une valeur universelle qui donne accès au haricot, à la voiture ou au pépin....

Puisque le peuple est créateur de la vraie valeur, il est légitimement en droit de gouverner les signes qui la représentent. C'est donc un organisme public représentant les intérêts de la communauté entière qui devrait détenir ce privilège

La différence ?

Si c'est le privé : l'argent est créé de manière sélective, sur des critères de rentabilité et de solvabilité au service prioritaire des actionnaires du système.

Si c'est le public : il peut être émis sur des critères d'intérêt commun sans nécessité absolue d'être remboursé, et sans nécessité non plus d'être assorti d'un intérêt.

4) L'intérêt

Le texte se termine sur ce morceau de bravoure en affirmant que les banques « facturent leurs services autour de cette confiance. Qu'elles fassent des profits sur ces services est tout à fait normal. Il est donc faux de dire qu'elles font des profits sur quelque chose qui n'existe pas. »

Que les banques, comme tout autre commerçant, recherchent le profit est normal, mais laisser entendre que l'intérêt ne fait que couvrir le risque du prêteur !!!

Si la banque n'est qu'un comptable de la société, comme le laisse entendre ce texte, alors elle devrait être payée par honoraires pour un service justifiable. Tous ceux qui ont acheté une maison on peut-être trouvé un peu exagéré le fait d'avoir à payer plus en intérêts qu'en capital !

Mais de toute façon, et pour tout ce qui a été dit ici et dans bon nombre d'autres articles sur ce blog,

l'intérêt bancaire est :

Cause première de l'inflation par ailleurs dénoncée comme fléau n°1,
Cause première de la course à la croissance si dommageable à l'environnement pour

la raison que ce qui est dû aux banques est supérieur à ce qu'elles ont prêté
Cause première de l'appauvrissement des nations par la dette publique
Cause première de l'appauvrissement des plus pauvres (qui paient l'intérêt) et de
l'enrichissement des plus riches (qui encaissent l'intérêt)
et tout cela en rémunération d'un service qui découle d'un privilège illégitime ?

Oui la banque a une utilité sociale, mais ce texte cherche à masquer, volontairement ou non, l'indécence et l'illégitimité des privilèges qu'elle a su arracher malheureusement à ceux qui étaient en devoir de protéger les intérêts de la communauté. Le problème est moins du côté de la banque qui, en bon commerçant voit midi à sa porte, qu'au niveau du politique qui au fil du temps s'est mis lui même en situation de marionnette avec pour conséquence que le peuple qui l'a élu devient lui même suspendu aux mêmes fils.

Il est essentiel que les peuples reprennent le pouvoir de création monétaire, mais il est tout aussi essentiel que le politique reprenne une position dominante sur l'économique et le financier.

101. *RST dit :*
[13 août 2008 à 08:37](#)

@ P.Derudder
L'image du bassin est excellente.
Je m'en resservirai 😊

102. *Nicolas Bernabeu dit :*
[14 août 2008 à 01:02](#)

Bonjour, j'ai créé [un groupe sur Facebook "la vérité sur la dette"](#) avec une partie de l'argumentaire du site de Mr Holbecq.

Le groupe compte 181 membres à ce jour, je fais le maximum pour éclairer le maximum de personnes mais ça progresse doucement (+ 2 à 3 membres par jour)...

On peut y publier articles, photos, vidéos...

N'hésitez donc pas à m'envoyer un exemplaire de tout document que vous aimeriez propager !

Cela a aussi comme avantage de pouvoir envoyer à tous les membres des messages de manière instantanée afin de pouvoir coordonner de futures actions...

Par ailleurs, j'essaie toujours de motiver Jean-Marc Governatori de *La France en Action* qui m'avait semblé ouvert au sujet quand je lui en avais parlé à une réunion à Toulouse, le problème selon lui était "pourquoi confier le pouvoir de création monétaire aux hommes politiques alors qu'il prouvent tous les jours qu'ils ne sont pas capables de gérer des choses plus simples ?"... Je n'ai pas eu le temps de lui expliquer que là n'était pas le problème... Depuis il semble s'être détourné à nouveau du sujet...

Bonne continuation !

103. *philippe DERUDDER dit :*
[15 août 2008 à 18:18](#)

Bonjour à tous, bonjour Nicolas,

Merci pour l'info, nous ferons probablement appel à vous pour faire connaître une action que nous sommes en train de préparer. C'est hors sujet pour le moment, je tenais simplement à souligner l'intérêt que représentent les petits courants que chacun peut générer, puisque dit-on ce sont les ruisseaux qui font les grandes rivières.

Par ailleurs si vous parvenez à convaincre Jean-Marc, je vous tire mon chapeau, car André-Jacques Holbecq et moi y avons mis toute notre ardeur pour rien. Nous avons abandonné... Mais qui ne change pas d'avis ? Je ne comprends pas qu'un personnage comme Jean Marc résiste tant à cette idée qui est fondamentale :

1) sur le seul plan de la légitimité comme je le rappelais dans mon précédent article. Que les gens de pouvoir abusent de ceux qui leur sont conférés, c'est une chose, que la légitimité du pouvoir dans son essence soit remis en cause pour cela n'est pas acceptable. De plus peut-on se féliciter des conséquences qu'ont pour la planète et l'humanité l'exercice de ce même pouvoir par le privé ? Entre deux maux où risque-t-on le moindre ?

2) Peut-on défendre et promouvoir des valeurs de la démocratie dans un espace qui est en premier inféodé au profit financier ? Un système qui dans sa dynamique, par le jeu de l'intérêt, implique "mécaniquement" un transfert de l'argent des plus démunis vers les plus riches peut-il encore se prétendre démocratique ? Cette évidence pour moi, semble manifestement échapper à d'autres...

Bonne journée

* * * * *